
DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution.



Pauline Goore.

HISTOIRE UNIVERSELLE.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, RUE JACOB, 56.

HISTOIRE

UNIVERSELLE,

PAR

CÉSAR CANTU,

SOIGNEUSEMENT REMANIÉE PAR L'AUTEUR,
ET TRADUITE SOUS SES YEUX,

PAR EUGÈNE AROUX,
ANCIEN DÉPUTÉ,

ET PIERSILVESTRO LÉOPARDI.

Tome Dix-Neuvième.

PARIS,

CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES, ÉDITEURS,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE,
RUE JACOB, 56.

M DCCC LV.



HISTOIRE

UNIVERSELLE.

LIVRE XVIII.

DIX-HUITIÈME ÉPOQUE.

HISTOIRE CONTEMPORAINE.

DEUXIÈME PARTIE.

SOMMAIRE.

Révolution de 1830. — Intérieur de la France, les protocoles. — Les pays méridionaux. — La Russie. — L'Allemagne. — Empire britannique. — Colonies anglaises, Inde, Chine. — Affaires d'Orient. — Suisse. — Scandinavie. — Littérature. — Sciences historiques. — Beaux-arts. — Sciences. — Philosophie, sciences sociales, utopies. — Épilogue.

CHAPITRE XXIII.

RÉVOLUTION DE 1830.

Charles X, élevé dans les idées de l'ancienne monarchie, ne voyant dans la charte qu'une concession faite à des circonstances malheureuses et persuadé qu'il était du devoir d'un descendant de saint Louis de pouvoir opérer le bien sans entraves, nourrissait depuis quelque temps la pensée d'un coup d'État dans le but de rendre à la couronne la force qu'il croyait nécessaire à sa conservation. On sentait qu'un pouvoir prépondérant était indispensable à la bonne direction de la société; car, en cas de dissentiment entre la chambre et le roi, à qui appartient-il de décider? A la nation, répondait-on, consultée par la dissolution de la chambre. Or l'expérience tourna contre le

1830. ministère, qui, au lieu de céder à la volonté nationale, en conclut qu'il n'était pas possible de régner avec la charte, et que la couronne devait se soustraire à ce despotisme électoral. Le cabinet, à la tête duquel était le prince de Polignac, avait été modifié dans cette intention, et l'on n'y avait conservé que des hommes disposés à seconder les velléités dictatoriales du roi.

On prépara donc des ordonnances contraires à la charte; et les ministres, qui ne s'entendaient pas plus que le monarque, à être tyrans comme il le faut quand il s'agit de coups d'État, ne prirent que des précautions frivoles, au lieu de s'assurer de toutes les forces de l'armée. N'ayant toujours eu en face d'eux que des gens de lettres, des négociants, des doctrinaires, ils ne s'attendaient qu'à des paroles, et ils ne croyaient pas avoir rien à craindre du peuple. C'étaient autant d'illusions funestes, qui en se dissipant ne pouvaient laisser après elles que le découragement. Les ordonnances touchaient à deux points capitaux pour l'opposition; car elles prétendaient changer le mode d'élection dans le sens du privilége, et instituer la censure. C'était suspendre la charte en frappant tout à la fois la puissance politique dans la législature et la puissance morale dans le presse; c'était blesser les intérêts de ceux que la presse faisait vivre et jeter dans l'inquiétude les spéculateurs, en même temps que c'était exciter tous ceux qui ont tout à gagner dans les troubles.

L'argent et la science, les banquiers et les journalistes s'associèrent dans le commun péril; et à la première nouvelle des ordonnances Paris fut consterné. Thiers, Châtelain et Cauchois-Lemaire rédigèrent une protestation contre la violation des libertés publiques, et cherchèrent tous les moyens légaux de faire rentrer le ministère dans les voies légales. Les bureaux des journaux devinrent des centres de résistance. En dépit des ordonnances qui soumettaient leurs articles à une censure préventive, ils furent publiés, et l'autorité fut ainsi obligée de recourir à la force pour les supprimer. En même temps le président d'un tribunal déclara que, ces décrets n'étant pas promulgués dans les formes voulues, ils n'étaient pas obligatoires. Cependant les hommes compromis s'efforçaient de propager la résistance. Les imprimeurs fermèrent leurs ateliers, et répondirent aux ouvriers qui vinrent pour travailler que c'en était fait de la liberté; que le gouvernement avait décrété la tyrannie et toutes ses conséquences. La rente baissa, des faillites de-

vinrent imminentes, la fermentation s'accrut jusqu'au tumulte. 1830. 27 juillet.

La cour, étrangement abusée, s'était retirée à Saint-Cloud sans même donner avis de rien au corps diplomatique. A l'exception des Suisses, il n'y avait pour protéger Paris que peu de troupes, ayant à leur tête le général Marmont, sur qui pesaient les souvenirs de 1814. La garde nationale, cette première protectrice de la tranquillité publique, avait été dissoute ; rien ne faisait donc obstacle aux libéraux, qui excitaient le peuple par leurs paroles, par des distributions d'argent, des bruits sinistres. Et ce peuple, à qui l'on n'avait pas songé, se souleva terrible. Les mouvements commencèrent le soir du 27 juillet, dans le quartier de la richesse et dans celui de la prostitution. Les élèves de l'École polytechnique se jetèrent dans ce tumulte, et ces officiers improvisés dirigèrent l'élan désordonné de gens la plupart sans armes, ou n'ayant que celles que le hasard leur fournissait, principalement les pavés des rues. Le premier jour se passa en simples escarmouches ; mais le lendemain le drapeau tricolore fut arboré, et l'action s'engagea aux cris de *Vive la Charte!* Les rues furent barricadées ; chaque détour devint une embuscade, chaque fenêtre une meurtrière, d'où les tirailleurs abattirent les lanciers et les gendarmes ; les champs de bataille se multiplièrent, et des actes de courage, de férocité, de démence, de générosité, de sang-froid se produisirent pêle-mêle au sein d'une foule passionnée qui n'a d'autre guide que sa fureur. Bien des victimes tombèrent de part et d'autres. Les troupes, trop peu nombreuses contre cette multitude d'assaillants, n'opéraient qu'avec hésitation ; et la révolution en peu de temps fut maîtresse du terrain.

Le peuple triomphait ; un parti voulait la république ; mais les banquiers, les gens de lettres, les propriétaires effrayés gagnèrent du temps : beaucoup d'entre eux voulaient que l'on traitât avec la cour, la charte, que l'on invoquait, déclarant le roi inviolable. Mais la cour, qui n'avait eu que cette résolution inspirée aux faibles par la peur de paraître sans énergie et n'avait cru au danger qu'au moment où il était devenu impossible de le maîtriser, tomba soudain d'une folle confiance dans un lâche affaiblissement. Elle envoya alors pour négocier ; mais il était trop tard. La Fayette, cet homme honnête, créé tout exprès pour venir après toutes les révolutions et les couvrir de son nom, recouvra sa popularité d'autrefois ; il déclara à l'hôtel de ville que Charles X avait cessé de régner.

1830. Alors les agitateurs, devenus des héros quand le courage avait cessé d'être un danger, accoururent prendre part au triomphe après s'être tenus à l'écart pendant le combat, afin d'exploiter la victoire du peuple. Ce furent eux qui entre sa volonté bien prononcée et l'ordre de choses qu'ils avaient voulu renverser firent passer, selon leur habitude, un parti moyen.

Le banquier Laffitte s'était fait un grand renom de probité : nommé gouverneur de la Banque dans les dernières années de l'empire, il refusait un traitement de cent mille francs; Napoléon, en partant pour l'exil, avait remis ses capitaux entre ses mains ; les Bourbons dans les Cent-jours en avait fait autant. Louis XVIII lui avait dû des adoucissements pendant son exil ; Paris lui avait été redevable de pareils services pendant l'occupation. Il avait résisté aux oppressions, consolé beaucoup de malheurs, contribué à restaurer les finances publiques; il voulait rendre le pays plus éclairé et plus libre. Défenseur de la charte contre l'arbitraire, il avait fait de son hôtel le quartier général de l'opposition; ceux que l'on persécutait trouvaient près de lui des secours, auxquels présidait une généreuse délicatesse. Louis-Philippe d'Orléans, à qui il avait fait passer des fonds en 1815 lors de sa fuite, était devenu son ami. Ce fut donc dans son hôtel que les champions du libéralisme se réunirent pour décider du sort de la patrie, qu'ils avaient soulevée et qu'ils ne savaient plus vers quel but pousser. Le duc d'Orléans, sur lequel l'opposition avait jeté les yeux depuis quelque temps, fut excité à se mettre à la tête du mouvement. Tandis qu'on songeait à faire de lui un roi, le peuple et la jeunesse, qui par instinct vont au fond des choses et mettent de côté les transactions pour arriver à la réalité des situations politiques, ne voulaient pas seulement quelque chose de mieux, mais bien quelque chose de nouveau; non pas des théories doctrinaires, mais une satisfaction pour leurs intérêts; non pas de simples changements de personnes, mais la véritable consécration du gouvernement représentatif. Et comme il leur paraissait que l'élection conduisait mieux que l'hérédité à ce résultat, ils se serraient à l'hôtel de ville autour de La Fayette, pour avoir la république.

C'était un moment suprême non-seulement pour la France, mais pour l'Europe. Les libéraux, déjà effrayés de leur hardiesse, n'avaient pas songé, en renversant le gouvernement de Charles X, aux moyens d'en constituer un nouveau; ils pres-

sèrent Louis-Philippe de prendre la couronne et finirent par triompher des hésitations de ce prince, qui monta à cheval, et, s'avançant à travers les rues dépavées, se rendit à l'hôtel de ville. Il y fut reçu par La Fayette, qui l'embrassa; et cet embrassement rétablit le trône et les Bourbons au lieu même où l'on venait de combattre pour le renverser. La France, un moment républicaine, apprit à crier un nom auquel elle n'avait point songé, et accepta cette royauté nouvelle comme symbole d'un principe. La Fayette avait rédigé un programme tout aussi vague que la déclaration des droits en 1789. Chargé de le présenter à Louis-Philippe, il lui dit : « Vous savez que je suis ré« publicain, et que je regarde la constitution des États-Unis « comme ce qui existe de plus parfait. Elle ne convient pas, « quant à présent, à la France; ce qu'il lui faut, c'est un trône « populaire, entouré d'institutions républicaines. » La phrase eut du succès. Huit jours après la révolution Louis-Philippe d'Orléans était déclaré roi par une chambre des députés qui n'avait pas reçu ce mandat; et il promit que « la charte serait désormais une vérité. »

Juillet. 1830.

Charles X et son fils envoyèrent leur abdication, et l'ancienne dynastie s'achemina vers Cherbourg pour quitter la France; le peuple la regarda passer d'un air indifférent et digne, montrant par là combien sa condition morale s'était améliorée depuis la fuite de Varennes. Paris se mit à repaver ses rues, et se trouva de nouveau monarchique; la France, habituée à ne vivre et à ne penser que d'après Paris, applaudit à la royauté nouvelle comme elle avait détesté l'autre, toujours à l'instar de Paris.

Ceux qui expliquent dynastiquement l'histoire de France comme une lutte continuelle entre les deux branches de Bourbon crurent que le triomphe de la dernière supprimait la cause des agitations. Les publicistes rappelaient que l'Angleterre avait été dans la nécessité, après sa révolution républicaine et sa restauration, de substituer à un roi replacé sur le trône une famille nouvelle qui, devant tout à la constitution, eût intérêt à la consolider, et non à la trahir. Les libéraux s'applaudissaient de leurs succès : ils avaient obtenu la garde nationale, le jury pour les délits de la presse, la responsabilité des ministres, l'intervention des citoyens dans la formation des administrations départementales et municipales, la réélection des députés promus à des fonctions publiques. Ce trône, érigé au Palais-Royal, au milieu des boutiques qui garnissent ses galeries, était salué

1830. comme le triomphe de la bourgeoisie et de la classe moyenne sur l'aristocratie. Mais on tremblait de reconnaître la souveraineté populaire en donnant à la nouvelle monarchie la légitimation du suffrage national, et l'on s'en tint à une *quasi-légitimité* de fait accompli. Le peuple, qui avait été le héros de la bataille dont la bourgeoisie recueillait les fruits, le peuple resta encore sans consistance et sans représentation (1).

Le ministère qui fut constitué après les trois jours fut une confusion de volontés disparates : entre les républicains, les impérialistes, les monarchiques de juillet, les légitimistes, il était difficile de marcher, comme il arrive toutes les fois que l'autorité est renversée, que le pouvoir est sur la place publique et qu'un parti est triomphant, mais sans bien savoir encore où il veut se diriger et sans pouvoir juger des obstacles. Le
3 novembre. parti modéré, ne pouvant suffire à la tâche, se retira. Alors se forma le ministère Laffitte, qui « voulait à l'intérieur une « royauté entourée d'institutions républicaines; au dehors, « soutenir en tous lieux la liberté, et venger la France des hon« teux traités 1815. » Mais en voulant contenter tout le monde il ne satisfit personne; et le banquier populaire sortit ruiné d'un ministère où d'autres savent s'enrichir. Alors on se tourna vers ces hommes qui tiennent compte des faits, et non des idées; et Talleyrand, l'un de ces politiques qui trouvent que la première nécessité est de gouverner, entreprit de maintenir la paix et de rétablir l'ordre.

Restait à effacer les affronts des traités de 1815. Les rois, fidèles au dogme de la sainte alliance, s'armèrent de toutes parts; et déjà les Cosaques montaient à cheval pour inonder de nouveau les rives du Rhin et de la Seine. La France, n'ayant qu'une armée peu nombreuse, des arsenaux dégarnis et agitée encore par les secousses récentes d'une révolution, n'avait que deux partis à prendre pour conjurer le péril : ou s'allier sincèrement aux peuples décidés à l'imiter, en exposant l'Eu-

(1) Nous avons vu une lettre de la Fayette, en date du 12 août 1830, où il disait :

« Le peuple a tout fait. Courage, intelligence, désintéressement, clémence envers les vaincus, tout a été fabuleux de beauté. Quelle différence même avec les premiers moments de 89 ! Notre parti républicain, maître du terrain, pouvait faire prévaloir ses opinions. Nous avons pensé qu'il fallait mieux réunir tous les Français sous le régime d'un trône constitutionnel, mais bien libre et populaire. »

rope entière à un bouleversement radical ; ou se borner à favoriser les soulèvements partout où ils éclateraient, autant qu'il le faudrait pour occuper ses ennemis et se garantir ainsi elle-même en sacrifiant les autres. C'est à ce dernier parti qu'elle s'arrêta. 1830.

La Russie s'étendait alors vers l'Asie, et convoitait ardemment le Bosphore. Le mécontentement de l'Italie et l'ambition de la Prusse tenaient l'Autriche en éveil. L'Angleterre déclinait en Orient par les agrandissements de la Russie, et s'efforçait à l'intérieur de contenir une population affamée qui demandait du pain. En Espagne, Ferdinand VII avait mécontenté le parti absolutiste, qui jusqu'alors avait fait sa force, en épousant Marie-Christine de Bourbon, et plus encore en abolissant la loi salique, acte par lequel il appelait les femmes à succéder, et écartait du trône don Carlos, espoir de cette faction. En Portugal, la couronne était aussi disputée entre dona Maria, fille de don Pedro, et don Miguel, frère de ce prince. La Belgique était mal disposée envers le roi Guillaume pour cause de religion et en raison de ses préférences pour les Hollandais. En Pologne, la noblesse avait tenté plusieurs soulèvements. La Prusse luttait avec les provinces rhénanes ; partout, en un mot, les peuples demandaient une réforme.

Ils tournaient avec angoisse leurs regards vers la France, en admiration devant ce qu'elle s'était donné la liberté de conscience et la délégation conditionnelle du pouvoir faite par les gouvernés aux gouvernants. Comme elle n'était pas disposée à des changements intérieurs, on supposait qu'elle porterait au dehors l'ardeur dont elle était enflammée, qu'elle proclamerait la sainte alliance des peuples, comme Alexandre avait proclamé la sainte alliance des rois, et qu'à la garantie mutuelle des usurpations elle substituerait la garantie mutuelle des droits. Mais le libéralisme propriétaire et savant était intéressé à la paix ; et là encore cherchant sa voie dans un juste milieu, n'osant proclamer la solidarité des peuples, il inventa, comme symbole de sa nouvelle politique, la *non intervention*. La Sainte-Alliance avait proclamé que les rois pourraient se mêler du gouvernement intérieur de chaque État, pour y mettre obstacle aux institutions libérales : une révolution faite au nom de la liberté pouvait-elle faire moins que de proclamer un principe opposé à celui qui l'avait comprimée jusque-là ? Mais la France, en mettant en avant ce principe, répudiait le noble rôle

de protectrice des peuples. En reconnaissant toutefois à chacun le droit de régler ses affaires intérieures comme il l'entendait, c'était prendre un engagement contre quiconque voudrait y porter obstacle.

Les libéraux du dehors suivaient avec une attention inquiète les débats de la tribune française, désireux de connaître comment serait expliquée la non intervention; puis, l'entendant proclamer telle qu'ils la désiraient, ils se mirent à déchirer avec le glaive cette carte de l'Europe que le glaive avait tracée en 1814.

Aussi la révolution de Paris s'étendit-elle bien plus rapidement que celle de 1789, attendu qu'elle était politique, tandis que la première était sociale.

Hollande

Au temps où Napoléon distribuait aux siens peuples et couronnes, la Hollande avait été donnée comme fief à Louis Bonaparte, puis réunie à l'empire comme complément de territoire. Mais, à la chute de Napoléon, à peine Molitor sortait-il d'Amsterdam que les autorités françaises prirent la fuite; on abattit les signes de la domination étrangère, et Guillaume d'Orange-Nassau se proclama prince souverain par la grâce de Dieu. Il parla en monarque et au nom de ses hauts alliés; en un mot, il transforma l'antique république en monarchie, promettant toutefois une constitution, comme le faisaient alors tous les rois.

Et en effet on en proclama une, par laquelle le roi s'attribuait le pouvoir constituant et une grande partie de la puissance législative. Les communes et les provinces se virent réduites à l'administration de leurs intérêts particuliers; les états provinciaux furent chargés de les réprimer au cas où elles excéderaient leurs attributions. Ceux-ci devaient élire les membres des états généraux, mais sans pouvoir ni dicter leurs votes ni leur donner des instructions. L'ensemble des états généraux se composait d'une seule chambre de cinquante-cinq députés, qui devaient examiner le budget. Point de jury du reste, point de responsabilité ministérielle, point de liberté de la presse; l'instruction publique était dans la main du gouvernement; tous les cultes étaient tolérés, et la religion du souverain, c'est-à-dire le culte réformé, était spécialement autorisée.

Les Belges, que Napoléon avait réunis à la France, s'en étaient détachés en 1814, et ne s'en rapprochèrent pas dans

les Cent-jours. Ainsi la France, comme jadis l'Autriche, les avait eus avec la victoire, et elles les avait perdus avec elle. A l'époque de la réorganisation qu'ils subirent, ils n'avaient point de dynastie dont on pût invoquer la *légitimité*, ils n'avaient point songé à se constituer en république. Si quelques-uns regrettaient l'ancienne administration autrichienne, on se rappelait les bouleversements apportés dans le pays par Joseph II. D'un autre côté, l'Autriche désirait plutôt l'Italie que la Belgique, et l'on avait promis à la Hollande un dédommagement pour les colonies qu'elle cédait à l'Angleterre. En conséquence la Belgique fut donnée à la maison d'Orange *à titre d'augmentation de territoire*, avec le grand-duché de Luxembourg, qui fait partie de la confédération germanique. Guillaume pendant les Cent-jours prit le titre de roi des Pays-Bas, et donna à son héritier celui de prince d'Orange. La constitution fut réformée : il y eut deux chambres, la haute et la basse; les membres de la première restèrent à la nomination du roi, ceux de la seconde furent élus par les états provinciaux; tous les cultes furent protégés et les emplois civils accessibles à tous les citoyens sans distinction de religion.

Ce statut dut s'étendre aussi aux Belges; mais jamais les Wallons et les Flamands ne s'étaient fondus avec aucune des nations qui les avaient subjugués depuis que la défaite de Charles le Téméraire leur avait enlevé l'espérance de dominer sur la France; ils n'étaient devenus ni Espagnols, ni Autrichiens, ni Français. La prépondérance donnée si imprudemment à deux millions de Hollandais sur quatre millions de Belges n'en fut que plus lourde à ces derniers, vu la différence de religion, un roi protestant ayant à gouverner un pays où l'idée politique était depuis si longtemps identifiée avec l'idée religieuse. Ils jurèrent donc fidélité à Guillaume I[er], « sauf les articles qui pou« vaient être contraires à la religion catholique. » Puis les évêques de Gand, de Namur et de Tournay émirent un *jugement doctrinal* contre l'esprit de la constitution donnée au pays, touchant laquelle Rome fit aussi des réclamations. 1816.

Le roi de Hollande, irrité, persécuta les réclamants, et remit en vigueur les *articles organiques* promulgués par Napoléon à la suite du concordat. Il exigea que la nomination des curés fût approuvée par le gouvernement; que des prières publiques fussent faites pour le roi; que les juges prêtassent un serment absolu à la constitution. Ceux qui s'y refusèrent ou qui y appor-

tèrent des restrictions furent destitués sans forme de procès. L'abbé Foere, rédacteur du *Spectateur belge*, journal ecclésiastique, fut traduit devant une cour spéciale. La création d'universités nouvelles foulait aussi aux pieds le droit des évêques sur l'enseignement théologique, ce dont ils se plaignirent. L'évêque de Gand notamment fut poursuivi « pour avoir entretenu une correspondance sur des matières religieuses avec une cour étrangère, » c'est-à-dire avec le pape. Il fut condamné à la déportation et au carcan. Comme il avait pris la fuite, son nom fut placardé au pilori entre ceux de deux malfaiteurs. Ce prélat une fois dépouillé de sa juridiction, le roi exigea que ses vicaires généraux continuassent à administrer le diocèse; sur leur refus, ils furent suspendus; des châtiments sévères atteignirent les prêtres qui censuraient les actes du gouvernement, les séminaristes ne furent point exemptés du service militaire; des curés et des chanoines virent leurs traitements confisqués, et les vœux irrévocables furent défendus.

Depuis la réforme, les catholiques de la Hollande étaient en relation avec le nonce apostolique résidant à Bruxelles, qui envoyait les dispenses et conférait leurs pouvoirs aux archiprêtres. Guillaume voulut intenter un procès à l'archiprêtre d'Amsterdam, parce qu'il avait correspondu avec le représentant pontifical: et ce fut à peine si l'émotion qui se répandit parmi les catholiques put le décider à y renoncer. Il favorisait au contraire l'ancienne Église janséniste hollandaise, les élections schismatiques des évêques d'Utrecht, de Deventer et de Harlem.

Guillaume Ier avait bien conclu un concordat avec le saint-siége; mais il opposa à son exécution une foule de difficultés : une partialité si manifeste exaspéra tout le clergé catholique. La publication du jubilé fut interdite; le clergé eut défense de se réunir pour des exercices dans des lieux de retraite et de partir pour les missions; les siéges furent laissés vacants. Ce prince blessa plus encore les consciences lorsqu'en 1825 il alla jusqu'à prétendre que toutes les écoles et tous les professeurs fussent autorisés par le gouvernement, lorsqu'il décréta que ceux qui faisaient leurs études au dehors ne seraient point admissibles aux emplois, lorsqu'enfin il abolit les petits séminaires, en cherchant à transférer aux protestants la direction des colléges nouveaux et de l'enseignement philosophique, attendu que les clercs ne pouvaient entrer au séminaire qu'après avoir passé par le collége philosophique.

Guillaume d'Orange faisait donc revivre en grande partie les prétentions de Joseph II sans paraître en redouter les suites; et ceux qui savent que toutes les libertés se donnent la main s'effrayaient de le voir s'attaquer aux plus sacrées, celles qui touchent la conscience et le droit domestique. Il en résulta que les libéraux s'associèrent aux catholiques, qui, sans s'inquiéter de l'épithète de jésuites, reconnurent ce qu'il y avait de noble et d'important pour tous dans cette résistance à l'arbitraire. On voyait en outre de très-mauvais œil la dette publique s'accroître en même temps que les richesses du roi de Hollande augmentaient. Puis un pays que sa nature, son langage, ses intérêts rattachaient étroitement à la France prenait volontiers exemple sur elle; la population était tranquille si les Français restaient calmes, elle s'agitait quand ils devenaient turbulents. Ainsi la Belgique portait ce joug en frémissant. Dans les dernières années, elle était irritée, de plus, de la disproportion qui existait entre la représentation nationale et les contributions, et se plaignait aussi de ce que le roi, qui se défiait d'elle, la sacrifiait à la prospérité des Hollandais, aussi détestés par eux qu'ils en étaient méprisés. « Si la nature, écrivait Nothomb, excite par« fois notre étonnement en créant des êtres doubles qui vivent « de la même vie dans des corps différents, l'art et la politique « ne sont-ils pas arrivés à des prodiges semblables? Voyez les « deux peuples belge et hollandais, l'un tournant le dos à l'autre, « l'un regardant au nord, l'autre au midi; chacun avec sa ci« vilisation, son langage, sa religion, ses habitudes propres, « en un mot avec une existence distincte : l'un adopte la légis« lation française, l'autre la rejette; l'un réclame le jury, « l'autre le repousse; l'un demande des prohibitions en faveur « de son agriculture et de son industrie, l'autre veut la liberté « du commerce; l'un taxe les matières que l'autre exempte de « droits; leur attitude n'a jamais été la même : quand l'un « se tient droit, l'autre à coup sûr s'inclinera (1). »

Les journaux, surtout le *Courrier des Pays-Bas*, servaient d'organes à ces mécontentements; mais le gouvernement y appliqua une répression rigoureuse; car le jugement par jury n'était pas accordé aux Belges pour les délits de la presse.

(1) *Essai historique sur la révolution belge*, p. 27. C'est avec l'*Histoire du royaume des Pays-Bas depuis* 1814 *jusqu'en* 1830, par le baron de Gerlach, l'ouvrage le plus important sur cette révolution. Ces deux écrivains eurent une grande part dans ces événements.

Dans la seconde chambre des états généraux il s'était formé une majorité en opposition avec le gouvernement; de toutes parts pleuvaient des pétitions pour obtenir le jugement par jurés, l'indépendance des magistrats, la responsabilité des ministres, la liberté de la presse et celle de l'enseignement, l'entière exécution du concordat en faveur de l'Église catholique.

Il avait été décidé en 1819 que les chambres voteraient l'impôt pour dix ans et qu'à l'expiration de ce terme un nouveau budget serait voté pour le même laps de temps par les états généraux. Mais les catholiques, alliés aux libéraux dans la se-
1829. conde chambre, refusèrent, en 1829, d'accorder les impôts à moins que la cour ne fît droit aux réclamations générales; et, ne pouvant les obtenir, ils rejetèrent la loi de finance. Le peuple battit des mains, et le gouvernement fut contraint de céder; mais il destitua tous les magistrats qui avaient pris part au vote. De Potter, auteur d'une *Histoire philosophique des conciles* et d'une *Histoire révolutionnaire de Scipion Ricci*, avait fini par reconnaître de quel côté était la liberté et par rire de la terreur qu'inspiraient les jésuites lorsqu'on était menacé de la servitude : s'étant mis alors à la tête des catholiques libéraux, il proposa une souscription destinée à indemniser ceux qui souffraient pour la liberté du pays. Il en résulta une confé-
1830. dération qui bientôt fut assez forte pour repousser les ordonnances
22 février. au nom de la loi, et qui publia une espèce de manifeste. Le procès intenté contre Potter, Tielmans et Barthels ouvrit l'a-
30 avril. rène à des débats très-facheux pour le gouvernement, et l'exil infligé aux prévenus fut regardé comme un affront national.

Les matériaux ainsi préparés, il ne manquait que l'étincelle pour les embraser, et la révolution de Paris la communiqua. Le 26 août, à la suite d'une représentation de la *Muette de Portici*, les Bruxellois se soulevèrent en demandant leur séparation de la Hollande et un prince de la maison d'Orange pour roi. Un mois se passa en négociations avec la cour de La Haye; puis le prince Frédéric, second fils de Guillaume, crut trancher la question en marchant avec des troupes sur Bruxelles. Là une
27 septembre. bataille s'engagea dans les rues, l'ennemi succomba, et le nom de *place des Martyrs*, donné à l'un des endroits où la lutte fut la plus vive, rappelle encore le sang qui fut versé dans ces journées.

L'insurrection s'étendit dans tout le pays, partout les troupes

hollandaises furent battues, et l'implacable maison de Nassau renversée.

Un parti poussait la Belgique à prendre une revanche contre la Hollande en se déclarant république et à donner ainsi l'exemple à l'Europe; mais les modérés pensèrent que le premier besoin du pays était l'indépendance. Pour l'obtenir, il ne fallait pas se mettre en hostilité avec l'Europe, mais profiter au contraire du moment favorable pour s'entendre avec elle, et accepter une monarchie constitutionnelle. Gerlach, Nothomb, Van-de-Veyer, Lebeau et Rogier, dont la révolution vint mettre en scène le caractère et les talents, soutinrent les intérêts du pays, et dirigèrent ses affaires avec la persévérance nécessaire pour résister à des exagérations généreuses. Ils firent adopter la monarchie contitutionnelle, l'exclusion de la maison d'Orange, l'indépendance de l'autorité ecclésiastique vis-à-vis du pouvoir civil en abolissant le *placet*, les investitures royales, les concordats et en proclamant la liberté de l'enseignement, de la prédication, de la conscience. Les ecclésiastiques, qui avaient pris une si grande part à la régénération de leur patrie, furent admis à siéger dans les chambres.

Cependant la Hollande redemandait ses provinces révoltées; la France leur ouvrait ses bras pour les absorber, comme sous l'empire. La confédération germanique et la Prusse se croyaient menacées, à cause du Luxembourg et du Limbourg; et l'insurrection de ce petit pays fut au moment d'embraser l'Europe. Les puissances qui avaient consommé la réunion de la Belgique et de la Hollande s'interposèrent en proposant un armistice; bientôt la médiation se convertit en un arbitrage qui, traînant en longueur, n'amena pas moins de quatre-vingts protocoles.

La révolution de Pologne coûta plus de sang, parce qu'elle avait pour cause des maux plus profonds. C'était avec raison qu'en 1815 les vieux Russes, songeant avant tout à la grandeur de leur empire, ne voulaient point qu'une constitution particulière fût donnée à la Pologne. Mais, d'un côté, les puissances l'auraient vue à regret réunie absolument à la Russie, et demandaient pour elle les formes légales; de l'autre, Alexandre, qui était alors dans la ferveur des idées libérales, constitua ce pays en État distinct. Le nouveau royaume fut proclamé à Varsovie dans une assemblée solennelle par un héraut aux armes de Pologne, et l'on y déclara qu'il serait fondé sur le statut

Pologne.

1815. 27 septembre.

de 1791. Le serment de fidélité fut prêté au nouveau roi avec l'enthousiasme de l'espérance : partout flottèrent et l'aigle et les étendards de Sobieski ; chaque palatin parut au couronnement avec sa bannière et ses couleurs. « Je sais, dit Alexandre, combien le royaume a souffert ; mais des institutions libres pourront le relever. » Et il y constitua un gouvernement séparé, et accorda en don au pays des troupes et de l'artillerie. Des patriotes illustres furent chargés de préparer sa constitution, qui fut rédigée en soixante-cinq articles et qui consacra l'indépendance du royaume. L'impôt et les lois durent être votés par la représentation nationale, les lois et les actes faits en langue polonaise, la religion catholique maintenue ainsi que ses propriétés, les juifs tolérés, le clergé luthérien salarié par le trésor public, les paysans affranchis graduellement, les juges inamovibles, l'armée polonaise conservée comme corps distinct sans pouvoir être employée hors de l'Europe. Une commission de l'instruction publique fut chargée de protéger la liberté de la presse et d'en empêcher les abus. Une diète de soixante-quatre sénateurs à vie fut nommée par le roi, une chambre de soixante-dix-sept nonces fut élue par les assemblées des nobles, avec cinquante et un députés des assemblées communales, formées de propriétaires non nobles, de chefs de fabriques, de gros marchands, d'instituteurs et d'artistes. Les seuls Polonais furent déclarés admissibles aux emplois.

A l'ouverture de la session, le 27 mars 1818, Alexandre dit aux Polonais : « Votre réintrégration est réglée par des traités « solennels et sanctionnée par la charte constitutionelle. L'in« violabilité de ces obligations extérieures et de cette loi fon« damentale assure désormais à la Pologne un rang honorable « parmi les nations. »

Mais bientôt des pétitions réclamèrent le jury, la liberté de la presse ; on demanda que les décrets fussent contresignés par un ministre responsable. Alexandre, prenant pour des actes de désobéissance leurs réclamations des droits légitimes, fit clore
1822. la session. Lorsque ensuite le conseil de Varsovie manifesta des inquiétudes sur le maintien de la constitution, il répondit : « Faites comprendre aux habitants que la patience et la tran« quillité sont les seuls moyens de conduire la nation à la féli« cité (1). » Puis, afin d'arrêter les abstractions insensées de la

(1) *Annuaire de* 1822, p. 313.

philosophie moderne, qui troublèrent tant d'États, il ordonna la suppression des sociétés secrètes et des loges maçonniques.

Il était naturel qu'Alexandre, qui avait sacrifié ses propres intérêts au point de renier la révolution grecque, uniquement parce que c'était une révolution, cherchât à étouffer dans son pays tout foyer de libéralisme. Pendant quatre années il cessa de réunir la diète; puis, lorsqu'il vint à la rouvrir, il supprima la publicité des discussions, « pour faire jouir ses sujets de tous les bienfaits que leur assurait la charte. »

Tous les nobles polonais sont égaux entre eux; si quelques-uns d'entre eux possèdent des titres, ils les tiennent de l'étranger, ou les possédaient avant de devenir Polonais. Cette égalité était un moyen d'union et de force; la Russie songea donc à la détruire en rendant réels les titres honorifiques, et l'on enregistra douze familles de princes, soixante-quinze de comtes, vingt de barons, ce qui excita des rivalités, des ambitions, et procura à la Russie le moyen de récompenser la docilité et de surexciter toutes les vanités.

La constitution polonaise portait que « la religion catholique professée par le plus grand nombre sera l'objet de la sollicitude particulière du gouvernement, sans préjudicier à la liberté des autres cultes, dont la différence ne nuira pas à la jouissance des droits civils et politiques. La propriété des biens du clergé romain ou grec-uni est inaliénable. Il siégera dans le sénat autant d'évêques catholiques romains qu'il y a de palatinats et un évêque du culte grec-uni. Le roi nomme les évêques et les archevêques des différents cultes, les prélats et les chanoines. »

Le czar se servit de ces dispositions pour entraver les affaires à l'aide de la protection, et pour s'arroger sur le clergé catholique une inspection dont il chargea une commission des cultes et de l'instruction publique (édit du 14 octobre 1816); il détermina une nouvelle circonscription des diocèses, entrava les relations du pays avec Rome, et ne dissimula plus son vœu de réunir tous ses sujets en une seule Église.

Cependant la Pologne recueillait elle aussi, les bienfaits de la paix : les routes, les édifices, les canaux s'étaient multipliés; le commerce et l'agriculture avaient prospéré; la dette publique était éteinte; partout on travaillait la laine, le coton, le lin; on exploitait les mines de fer, les salines, les carrières de marbre; les villes s'embellissaient, et l'université de Var-

sovie était florissante. Mais la pensée de la nationalité perdue ne meurt pas, et les sociétés secrètes travaillaient à détruire l'œuvre de Catherine; tous se rappelaient les promesses d'Alexandre alors que ce prince croyait qu'il était de son droit de les reprendre, comme il les avait données en vertu de la même autorité. Il en résulta d'un côté des complots, et de l'autre des châtiments, avec les abus réciproques qui accompagnent d'ordinaire cet état violent. Défense fut faite aux jeunes gens de se rendre aux universités d'Allemagne; la presse fut enchaînée; on accueillit les délations, on persécuta les penseurs (1). Le prince Constantin, qui commandait l'armée, exerçait un pouvoir discrétionnaire, rappelant par son caractère absolu le souvenir de Pierre III et de Paul Ier. A la mort d'Alexandre, envers qui les Polonais conservaient de la reconnaissance pour la constitution qu'il leur avait donnée, Nicolas se fit couronner roi de
1829. Mai. Pologne; et, en recevant le sceau, la bannière, l'épée, le manteau, le sceptre et la couronne, il jura « de régner pour le bien de la nation polonaise, conformément à la charte donnée par son prédécesseur. »

La nouvelle de la révolution de Paris produisit aussi une vive impression dans ce pays, et les préparatifs de l'empereur contre la France accélérèrent l'explosion. La franc-maçonnerie, introduite en Pologne par Dombrowski, s'était propagée dans l'armée, dans les universités et parmi les citoyens, et faisait voir de très-mauvais œil une guerre contre la France. Les généraux eux-mêmes y répugnaient, persuadés qu'ils n'avaient qu'à y perdre. On avait de l'argent, des armes, l'habileté nécessaire pour s'en servir; et l'avant-garde de la Russie fit volte-face contre elle, comme on l'a dit avec raison. La police, qui avait eu connaissance de trames secrètes, fit de nombreuses arrestations;
1830. mais Constantin ne se montrait pas effrayé. La révolte éclata le 29 novembre. Beaucoup de personnes furent tuées, et Constantin vit cette belle armée, dans laquelle il se complaisait, se tourner contre lui. L'aigle blanche fut arborée partout au chant national : « Non, Pologne, tu ne manques pas de défenseurs ! »

(1) Le célèbre poëte Michiewitz fut transporté en Russie; mais là aussi il excita des sympathies dangereuses. L'exil lui fit acquérir plus de force; et sa patrie ayant succombé lorsqu'il en était éloigné, il chanta les *Pèlerins polonais* en style biblique, et conserva une foi imperturbable dans le triomphe de la liberté. Il a cru dernièrement l'apercevoir dans une révélation et une religion nouvelle.

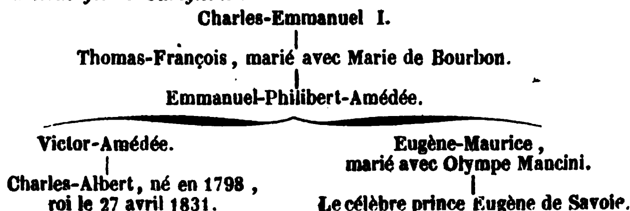
et après une bataille sanglante Varsovie fut délivrée. Les Polonais firent un dictateur de Chlopicki, ancien soldat de Napoléon, alors en disgrâce, qui n'avait pas pris part à la lutte. Sans foi ardente et croyant surtout aux gros bataillons, il songea à négocier plutôt qu'à combattre, et chercha à amener un arrangement avec la constitution promise en 1815. Mais lorsqu'on vit qu'il n'y avait pas possibilité de s'entendre, le premier élan fut marqué par la plus haute générosité : ce fut à qui offrirait son or et son sang. Les femmes firent appel à la valeur de leurs proches; des jeunes gens riches renonçaient à tout ce qu'ils possédaient, les officiers à leur solde; les propriétaires partagèrent leurs terres avec leurs métayers, pour leur faire prendre les armes; les clochers fournissaient du bronze pour garnir les arsenaux, les sacristies de l'argent pour battre monnaie. Les propriétaires de maisons situées dans les faubourgs de Varsovie y mirent eux-mêmes le feu, pour qu'elles ne pussent pas gêner la défense. Mais tandis que le peuple voulait rétablir la Pologne et marcher sur la Lithuanie, Chlopicki, qui avait accepté la dictature sans croire à la révolution, la renfermait dans les huit palatinats. C'est ainsi que les hommes du juste milieu entravaient là encore cet élan qui pouvait seul donner la victoire.

L'Italie, après avoir tenté en 1821 de s'agiter sous les baïonnettes, était retombée sous le joug. L'Autriche continuait à suivre ses projets, sans mettre obstacle à la prospérité matérielle des fertiles pays qu'elle occupe. Le Piémont cicatrisait ses plaies; et, à la mort de Charles-Félix, la nouvelle branche de Savoie-Carignan (1) s'était vue appelée au trône, où monta un jeune roi élevé au milieu des armes, des études et des espérances. A Naples aussi François II laissait la couronne, qu'il avait portée peu de temps, à Ferdinand II, qui, jeune aussi, commençait son règne sous les meilleurs auspices, donnait

Italie.

1830. 7 novembre.

(1) *Généalogie de Carignan :*



une amnistie et promettait de remédier aux maux du passé.

Mais les révolutions laissent toujours après elles de longs ressentiments et des pensées de vengeance chez ceux qui ont souffert, comme chez ceux qui ont triomphé un désir de représailles inutiles après les répressions nécessaires. Un grand nombre de réfugiés épiaient partout la moindre lueur d'innovations, prompts à accueillir tout ce qui flattait leurs espérances; ils entretenaient des intelligences dans le pays soit avec les débris des anciens carbonari, soit avec les nouveaux mécontents. La police était aux aguets; et en 1829 le pape, après avoir renouvelé l'excommunication contre les sociétés secrètes, institua une commission spéciale, qui fit le procès à vingt-six carbonari; lorsqu'ensuite la révolution eut éclaté à Paris, les gouvernements se tinrent sur leurs gardes, et firent des préparatifs militaires, sans bien prévoir encore contre qui ils auraient à les employer. En effet, à côté des libéraux, qui projetaient des innovations dont le peuple devait être l'instrument, il y avait les sanfédistes, qui voulaient aussi l'indépendance nationale, mais avec l'appui des princes nationaux. Certain chef libéral traita, dit-on, avec le duc de Modène pour le mettre à la tête de l'Italie entière, ou tout au moins de sa partie supérieure; or, si cette négociation est vraie, la bonne foi n'y présidait ni d'une part ni de l'autre.

Rome tressaillit de joie lorsqu'en 1814 le pape recouvra toutes ses possessions, et qu'elle vit revenir dans ses murs le Laocoon, l'Apollon du Belvédère, la cour pontificale, les solennités religieuses et cette pluie d'or qu'y répandaient les touristes étrangers. Pie VII, d'après le conseil du cardinal Gonsalvi, ministre d'État, promulgua un *motu proprio* où il parlait de centralisation des pouvoirs, d'unité de système, d'indépendance de l'autorité judiciaire, de responsabilité des fonctionnaires; mais les règlements vinrent démentir ces préambules, et les codes promis ne parurent jamais. L'État pontifical resta divisé en dix-huit délégations, qui comprenaient quarante-quatre districts et six cent vingt-six communes à la manière française; il en fut de même pour l'administration des finances, pour les hypothèques, pour le timbre et l'enregistrement. Mais les emplois ne furent pas sécularisés; on ne fixa pas de terme aux appels; il ne fut plus question de municipalités ni des autres améliorations, d'autant plus désirées que la domination précédente en avait fait connaître ou du moins pressentir les avantages.

Léon XII, qui succéda à Pie VII, fit examiner par des jurisconsultes ce même *motu proprio*, et se proposa d'alléger par l'économie les charges qui pesaient sur le peuple : il nomma même une congrégation d'État ; mais il s'en repentit ou on l'en fit repentir aussitôt, et il en fit une assemblée consultative. Alors les abus supprimés par Gonsalvi reparurent dans chaque ministère ; l'organisation des délégations et celle des tribunaux furent aussi changées. Les droits des communes furent étendus, et leurs conseils composés de personnes prises dans toutes les classes ; mais la noblesse y restait distincte : la juridiction épiscopale fut rétablie, et les ecclésiastiques furent chargés d'instruire et de juger les procès des laïques ainsi que de diriger l'enseignement. Le saint office recouvra ses attributions, les priviléges de mainmorte s'accrurent, et les tribunaux de district furent abolis. Léon XII donna aux jésuites le collége romain pour l'éducation et pour l'astronomie ; il adjoignit aux autres facultés universitaires la philologie pour l'érudition, la critique et l'épigraphie.

Les brigands qui infestaient l'ancien pays des Volsques, entre les Apennins, les marais Pontins, les monts d'Albano et ceux de Tusculum, étaient la ruine et la honte de l'État pontifical. Ce pays avait appartenu jusqu'en 1816 à la famille Colonne, qui n'avait appris aux habitants qu'à se servir des armes, à cause de ses démêlés avec la famille Orsini. Les papes n'y avaient pas de juridiction : ils donnaient seulement aux personnes honnêtes un brevet de clerc, pour les soustraire à la juridiction territoriale. Les Français renversèrent cet état de choses ; mais les excès de la conscription, en 1813, firent reprendre les armes à la population ; et des bandes de *politiques* entreprirent des excursions contre Joachim Murat. Ils s'enhardirent encore plus sous le faible gouvernement qui lui succéda. N'obéissant qu'à un chef, chargés d'armes et de reliques, ils parcouraient par troupes, au nombre parfois de cent hommes, la campagne dépeuplée, et rendaient extrêmement dangereuse la route de Rome à Naples. Personne n'osait refuser le gîte et des vivres à ces brigands redoutables, et le gouvernement fut maintes fois forcé de s'abaisser jusqu'à traiter avec eux comme d'égal à égal, heureux lorsque quelqu'un d'entre eux, venant à résipiscence, allait suspendre à l'autel de la Vierge son poignard ensanglanté !

Gonsalvi travailla à les détruire. S'étant entendu avec le gouverneur napolitain pour qu'ils ne pussent plus trouver de refuge sur ce territoire, il fit mettre le feu aux maisons et aux vil-

lages où ils étaient dans l'habitude de se retirer; puis une fête fut établie en mémoire de leur extermination. Mais ils n'étaient pas tellement anéantis qu'il ne restât encore beaucoup à faire au gouvernement de Léon XII.

On connaît l'aspect mélancolique de la campagne de Rome, ce désert empesté de deux cent mille hectares, où, pour épargner l'intervention des hommes et les frais de culture, les propriétaires se contentent de la production naturelle, c'est-à-dire des pâturages. Les mesures partielles, les décrets du gouvernement n'aboutirent à rien, faute de plan. En 1829, une compagnie étrangère proposa d'affermer toute la campagne romaine, à la charge de payer une annuité au gouvernement et à chaque propriétaire une somme égale à celle qu'il tirait alors de son fonds; au bout de cinquante années, chacun serait rentré en possession de ses terres améliorées. Dans cet intervalle la société aurait défriché la campagne, desséché les marais Pontins, ceux de Macarele et d'Ostie, rendu le Tibre et le Teverone navigables dans tout leur cours, offrant ainsi un débouché aux produits de la Sabine. Elle aurait construit des villages avec des églises, des écoles, des hospices, des routes; utilisé les eaux minérales et sulfureuses, formé des fermes modèles pour l'introduction de produits nouveaux, tels que l'indigo, la canne à sucre et d'autres encore. Tous ces travaux auraient été faits par des gens du pays, logés dans des positions salubres, et congédiés pendant les mois les plus pestilentiels.

1829. 31 mai. Pie VIII (Xavier Castiglioni), le successeur de Léon XII, accueillit avec joie cette proposition; mais il existait des gens qui avaient intérêt à y mettre obstacle, et l'on fit si bien qu'il n'y fut pas donné suite. Dans la pastorale qui suivit son élection, le nouveau pape se récriait contre les sociétés bibliques, les sociétés secrètes, la philosophie irréligieuse, les mauvais livres, le peu de
1830. 30 novembre. respect porté au mariage. Mais il ne tarda pas à mourir, et la vacance, qui se prolongea, fut tumultueuse; non-seulement les ambassadeurs excluaient ou commandaient tels ou tels choix pendant les opérations du conclave; mais la ville tenta de se soulever pour changer le gouvernement. Grégoire XVI arriva au trône au milieu de ces agitations, « s'engageant librement, à la face de l'Europe, à faire ce qui serait nécessaire pour associer les intérêts du trône et ceux de la nation (1). »

(1) Réponse de l'ambassadeur Lutzow à Lord Seymour, 12 septembre 1832.

Pendant ce temps les agitateurs recevaient des promesses et des encouragements de la France, à qui il importait que les troupes de la puissance prédominante en Italie s'y trouvassent occupées, pour empêcher qu'elle ne tournât ses forces contre elle. Le ministre Laffite avait dit à la tribune : « La France ne permettra pas que le principe de la non-intervention soit violé (1). » Et M. Dupin ajoutait ? « Si la France, se renfermant dans un froid égoïsme, avait dit qu'elle n'interviendra pas, c'eût été de la lâcheté ; mais dire qu'elle ne souffrira pas qu'on intervienne, c'est la plus noble attitude que puisse prendre un peuple fort et généreux (2). » Les patriotes italiens crurent, en conséquence, que l'origine démocratique de la nouvelle monarchie la porterait à soutenir une révolution démocratique, qui ne pouvait s'accomplir que par les armes, puisqu'ils n'avaient ni représentation ni droit de pétition, puisque les simples vœux étaient considérés comme rébellion. Tout était prêt à Modène pour un soulèvement. Mais le duc les prévint ; il attaqua les conjurés dans la maison de Ciro Menotti, et les fit prisonniers. Cependant, en apprenant le lendemain que Bologne s'était insurgée, il s'enfuit dans le Mantouan, emmenant avec lui ce chef, qu'il livra à l'Autriche, et il laissa son pays en feu. Bologne avait accompli sa révolution, pure de violences comme les autres ; et elle se propagea dans toute la Romagne. Le cardinal légat Benvenuti tomba entre les mains des insurgés ; Ancône se rendit aux colonels Sercognani et Armandi. Le drapeau italien flotta à Otricoli, à quinze lieues de Rome ; Marie-Louise s'éloigna de Parme et de Plaisance, également soulevées.

Ainsi une conflagration générale était imminente : la Grèce se sentait renaître ; l'Espagne et le Portugal relevaient leur bannière abattue ; l'Allemagne voyait le moment venu d'obtenir ce qui lui avait été promis ; la Suisse avait déjà commencé à réformer ses institutions dans un sens populaire. En Angleterre, à la voix terrible de la multitude qui demandait du pain se mêlait le cri des radicaux, qui demandaient la liberté.

(1) Discours du 1er décembre.

(2) Discours du 6 décembre.

CHAPITRE XXIV.

CONFÉRENCES DE LONDRES. — RÉACTIONS.

Tous ces peuples soulevés avaient leurs regards tournés vers la France, comme vers une libératrice dont l'appui leur était promis. C'était de là que, cinquante ans auparavant, était venu un premier ébranlement, à la suite duquel ceux-là même qui n'avaient pas acquis la liberté avaient au moins brisé le joug de la servitude. Tous se rappelaient les victoires de Napoléon : Et comment douter que le drapeau tricolore se montrerait moins glorieux alors qu'il était porté non plus par un conquérant, mais par la liberté elle-même ; non plus pour menacer l'indépendance des peuples, mais pour la leur rendre?

Telles étaient les espérances dont les esprits se repaissaient ; mais la France n'était pas gouvernée par une convention : avec un roi couronné de la veille, elle se trouvait isolée au milieu de rivaux qui épiaient chacune de ses fautes pour en tirer parti ; elle était dépourvue d'armes, tandis que les arsenaux de ses ennemis contenaient des approvisionnements redoutables, affaiblie qu'elle était au dedans par la nécessité d'écarter des emplois les créatures de la dynastie déchue, c'est-à-dire d'interrompre la marche du gouvernement au moment où il avait le plus besoin de promptitude et de force. Il était naturel, dans la première secousse, que le parti du mouvement l'emportât. Tous ceux qui souffraient étaient assurés de trouver de la sympathie, fussent les prisonniers du Spielberg et les exilés de la Sibérie ; fussent les peuples privés de leur nationalité ou trompés dans leurs espérances. On rêvait de porter la France aux Alpes et au Rhin, ce qui aurait nécessairement amené la guerre et la nécessité de s'appuyer sur l'affection des peuples.

Lors même que le gouvernement eut recouvré sa puissance, Paris restait divisé entre le pouvoir et les clubs, qui, bruyants, irrités, voulaient effacer les affronts de 1815 et promettre assistance aux peuples, en proclamant entre eux une sainte alliance en opposition à celle des rois. Mais si les uns considéraient cette révolution comme un retour aux principes de 1789, d'autres n'y voyaient qu'une modification de la restauration, et croyaient

qu'il fallait conserver au moins les choses, sinon les personnes.

Il importait à Louis-Philippe de se faire reconnaître par les autres rois et de consolider sa dynastie. Il écrivit en conséquence à l'empereur de Russie, qui armait des masses de Cosaques pour les jeter sur le Midi, lui donnant à entendre que le maintien de la paix dépendait de l'appui que lui prêterait la Sainte-Alliance. Il avait toujours donné à l'Angleterre des signes d'attachement ; aussi en fut-il promptement reconnu ; et les autres rois ne tardèrent pas à suivre cet exemple.

Au lieu donc de réunir dans un but européen toutes ces résistances éparses, Louis-Philippe prit à tâche de les apaiser au profit de la France et de sa maison. Personne ne saurait nier qu'il n'y réussit parfaitement. Casimir Périer, appelé au ministère, affronta les orages de la chambre, annonça l'intention de dompter les factions et de ne pas tendre la main aux insurgés. « Le sang français, dit-il, n'appartient qu'à la France. » Le principe de la révolution n'était, selon lui, que la résistance à l'agression du pouvoir, et non l'insurrection. Le respect à la foi jurée et au droit était la règle du gouvernement qu'elle avait fondé, et non la violence au dehors ou au dedans. La politique extérieure devait se lier à la politique intérieure : pour toutes deux il n'y avait qu'un mal, la défiance, et qu'un remède, la confiance.

La Sainte-Alliance, en dépit de ses éléments, devait résister encore longtemps, parce que l'Europe était lasse de la guerre. Quelque jugement que l'on en porte, cette espèce de congrès permanent renfermait des germes d'avenir et les fondements d'un nouveau droit public. Occupée d'abord de la tâche facile de conserver les trônes entourés de baïonnettes, elle en trouva une plus épineuse après 1830 ; ce fut de concilier des intérêts opposés, des principes hostiles. C'est dans ce but que s'ouvrit à Londres une conférence d'hommes qui, représentant non les nations, mais les rois, hostiles à la France et aux dogmes qu'elle répandait sur le monde, s'apprêtèrent à remettre les choses dans leur assiette. La diplomatie reprit donc le dessus, et le congrès de Vienne se continua à Londres. La Prusse y était représentée par Bulow, l'Angleterre par Aberdeen, la Russie par Matuszewich, l'Autriche par Esterhazi, la France par Talleyrand. Le choix de ce dernier serviteur de toutes les fortunes nouvelles, et fidèle, comme tout apostat, à servir le pouvoir contre la liberté, indiquait l'intention de perpétuer les traités de 1815.

Le sort des peuples fut agité dans cette réunion; mais il était déjà décidé du moment où la France, après avoir favorisé les révoltes tant qu'elles lui profitaient comme diversion contre des ennemis menaçants, s'était mise à en aider la répression. Un grand nombre d'Espagnols que la tyrannie de Ferdinand VII avait forcés de se réfugier à Paris préparaient, sur les encouragements qu'on leur avait donnés, une invasion dans la Péninsule, avec le général Mina à leur tête. Mais à ce moment Ferdinand ayant reconnu Louis-Philippe, cette expédition ne fit que des martyrs, et les patriotes espagnols furent fusillés aux cris de *Vive le roi absolu!* Des réfugiés italiens, qui avaient préparé avec le général Pepe un débarquement dans le royaume de Naples, furent arrêtés au moment de s'embarquer et dispersés par ce mêmes autorités qui jusqu'alors avaient favorisé leurs projets.

Révolutions italiennes. L'Autriche, inébranlable dans sa politique, avait toujours déclaré qu'elle regardait la cause de tous les gouvernements italiens comme la sienne propre; et quand on voulut lui opposer le principe de la non-intervention au sujet des révolutions qui venaient d'éclater, elle n'en tint aucun compte, et ne tarda
1831. pas un instant à diriger des troupes sur les pays révoltés qui ne lui appartenaient pas, en même temps qu'elle serrait davantage le frein à ses provinces. Comme elle se montrait décidée à envahir le Piémont si les révolutionnaires venaient à y dominer, ce fut pour ce dernier une question d'existence que de maintenir l'Italie dans cet état qu'on décore du nom de tranquillité.

Les légations et toute l'Ombrie avaient suivi le mouvement. Les députés des villes, s'étant réunis, déclarèrent le pape déchu de sa domination temporelle, et formèrent un seul État avec un président, un conseil des ministres et une consulte législative. L'infortune a aussi ses flatteurs; mais nous ne saurions justifier tous les actes de ces nouveaux gouvernements italiens. On ne fit pas assez comprendre au peuple l'objet de la révolution : ses maux n'étaient pas portés à cet excès qui pousse au désespoir; il ne se trouva pas de chefs capables d'entraîner par leur résolution ou par l'éclat de leur renommée les indifférents, qui sont toujours en majorité. Ceux qui se mirent à la tête du mouvement, hommes honnêtes, loyaux, animés de cette modération qui honore, mais qui ne sauve pas, hésitèrent par peur de compromettre une patrie qu'ils aimaient, une paix dont ils sentaient la nécessité : se reposant sur la promesse de non-intervention

de la part de l'étranger, ils ne voulurent pas s'immiscer dans les affaires de leurs voisins, considérant aussi des frères comme des étrangers. Au lieu donc d'aller en avant et de seconder l'ardeur populaire, ils recommandaient la tranquillité comme garantie d'inviolabilité, sans se rappeler qu'on a pitié du faible, mais qu'on ne s'allie qu'avec le fort. Nous ne dirons rien de ces jalousies réveillées de ville à ville ni des désordres inséparables de gouvernements qui, nés d'une victoire populaire, restent, par nécessité, esclaves de la multitude. Les deux fils de la reine Hortense, Louis et Napoléon Bonaparte, étaient accourus pour prendre part aux dangers de la révolution romagnole; un nouveau prétexte dont on se servit pour faire croire que l'indépendance italienne était menacée, comme s'il eût été question de relever le drapeau napoléonien.

Il n'était pas besoin de prétextes là où l'hostilité s'était franchement déclarée. En effet, l'Autriche fit marcher ses troupes sur Ferrare; elle rétablit le duc de Modène (9 mars), ainsi que Marie-Louise (13 mars); et le général modénois Zucchi, passé du service autrichien à la tête de la révolution de son pays, se retira avec ses troupes sur le territoire de Bologne. Mais ce gouvernement, respectant le principe de non-intervention, même lorsqu'il n'était plus qu'une dérision, refusa à recevoir des frères que désarmés.

Cependant la cour de Rome avait été rassurée non-seulement par l'Autriche, mais encore par la France; et le ministre Sébastiani empêchait les réfugiés de partir de Marseille avec les munitions destinées à l'Italie. Il est vrai que des protestations sévères avaient été faites à Vienne au nom du gouvernement français. Si des liens de famille, disait le maréchal Maison, autorisaient l'Autriche à intervenir à Modène et à Parme, jamais la France ne souffrirait qu'elle entrât dans la Romagne. Mais Metternich, voyant là une question de vie ou de mort, la conservation des provinces austro-lombardes, répondit à l'ambassadeur qu'il ne reconnaissait point à la France le droit d'empêcher l'Autriche de rétablir l'autorité du pape : « S'il « faut mourir, ajouta-t-il, autant vaut une apoplexie qu'une « mort à petit feu. Eh bien! ce sera la guerre (1). » Et L'Autriche entra sur le territoire pontifical. Les Français, indignés, s'écrièrent que c'était une honte pour la dignité nationale, une

(1) Capefigue, *Les diplomates modernes*.

trahison envers les patriotes italiens, et demandèrent vengeance: le maréchal Maison, ambassadeur à Vienne, conseillait de tirer l'épée et de jeter une armée en Piémont; mais Louis-Philippe avait d'autres vues (1).

Bologne une fois prise (21 mars), les Romagnols, se voyant
25 mars. abandonnés, se retirèrent pas à pas devant l'armée autrichienne. Après lui avoir tenu tête à Rimini assez pour l'honneur d'un drapeau qui fut vaincu, mais non souillé, ils comprirent la nécessité de renoncer à une résistance aussi désastreuse qu'inutile. Le gouvernement romagnol se retira à Ancône, y délivra le cardinal Benvenuti, naguère légat dans cette province, et traita
27 mars. avec lui. Ce prélat promit l'oubli du passé, et signa un passeport pour les chefs de l'insurrection, qui s'embarquèrent. Ancône fut en conséquence rendue pacifiquement par le général Armandi. Mais la convention fut déclarée nulle à Rome; l'Autriche arrêta le bâtiment qui portait les chefs, et les jeta dans les prisons de Venise. Quelque temps après, elle remit en liberté ceux qui appartenaient à d'autres États; Zucchi comparut devant une commission militaire, d'autres devant un tribunal civil, où ils furent condamnés aux fers. Le jeune Napoléon Bonaparte était mort des suites de ses fatigues; Menotti avait été conduit à Modène. Sercognani, qui s'était avancé jusqu'à Riéti, informé de ce désastre, gagna la Toscane et se réfugia en France, où arrivèrent en foule les Italiens fugitifs, pour y recevoir une hospitalité bienveillante, des subsides donnés à regret et de trompeuses promesses. Les Autrichiens occupèrent les duchés de l'Italie centrale, ainsi que les légations; ils effrayèrent la Lombardie par des procès rigoureux, mais sans effusion de sang; et de nouvelles décorations furent octroyées au prince de Metternich pour avoir si fort contribué à maintenir l'indépendance des États italiens.

En Piémont, quelques exécutions militaires prévinrent un soulèvement qui aurait pu compromettre l'indépendance du pays en provoquant une nouvelle invasion autrichienne. Une irruption tentée plus tard en Savoie par les réfugiés coûta encore du sang, et n'amena aussi que des déceptions. En effet, tandis que les révolutions de 1831 s'étaient faites à ciel ouvert, en se confiant dans les déclarations du gouvernement français,

(1) *Voy.* le *Moniteur* du mois d'août 1831, et surtout le discours prononcé par le député Cabet.

les novateurs furent réduits alors à tramer secrètement, en s'appuyant sur les radicaux, et machinèrent des émeutes, au lieu de l'insurrection. Ciro Menotti s'était écrié en mourant à Modène sur l'échafaud : « Ne vous fiez pas aux promesses des étrangers ! » Ce testament fut recueilli par une société qui se forma alors sous le nom de *Jeune Italie* et que l'on peut à peine dire secrète, attendu qu'elle publiait par la presse ses proclamations et ses projets. Elle s'adressa à « tous ceux qui sentaient la puissance du nom italien et la honte de ne pouvoir le porter hardiment. » Elle repoussa de son sein tout homme d'un âge mûr, mit tout espoir dans l'insurrection armée, parla d'une religion à substituer au catholicisme, qui avait fait son temps ; et, d'accord avec les carbonari pour affranchir la Péninsule de la domination étrangère, elle variait quant aux modes nouveaux à employer pour constituer l'avenir. Comme les carbonari, elle voulait la délivrance de la patrie ; elle en différait en ce qu'elle ne voulait plus une constitution, mais une république, renverser tout privilége et se confier dans le peuple, auquel les premiers n'avaient pas fait appel. Cette société sembla faite plutôt pour engendrer des martyrs que pour assurer la victoire.

Le résultat obtenu était donc diamétralement opposé à celui que les libéraux avaient espéré ; car l'influence de l'Autriche sur la Péninsule s'était encore accrue. Les troupes de cette puissance restèrent dans Bologne du 21 mars 1831 jusqu'au 17 juillet, époque où les ambassadeurs des diverses puissances à Rome s'engagèrent au nom de leurs gouvernements à maintenir la domination temporelle du saint-siége.

Les puissances toutefois, et surtout l'Angleterre, pensant qu'il serait impossible d'obtenir jamais la tranquillité dans la Romagne à moins de concessions conformes à l'esprit du temps, adressèrent au pape des observations dans ce sens. Elles demandèrent au saint-siége que l'élection fût la base des assemblées communales et provinciales ; qu'une junte centrale contrôlât les actes administratifs ; que les laïques fussent admis aux emplois publics, et qu'on établît un conseil d'État composé de citoyens notables (1). Ces promesses sourirent aux Romagnols ; mais l'édit

(1) *Memorandum* du 21 mai 1831. — « L'empereur d'Autriche n'a cessé d'insister de la manière la plus pressante, auprès du souverain pontife, sur la nécessité non-seulement de donner une exécution complète aux dispositions législatives déjà publiées, mais encore de leur assurer un caractère de sta-

du 5 juillet 1831 fut bien loin de les réaliser. Grégoire XVI y déclara que la nomination des conseils appartenait au chef de chacune des provinces; que rien ne serait discuté dans ces assemblées sans avoir été d'abord soumis à l'autorité supérieure; qu'il dépendrait du chef de la province d'approuver ou non le procès-verbal des séances; que les séculiers n'auraient point de part au gouvernement des légations. Il refusa surtout d'admettre l'élection populaire comme base des conseils communaux et provinciaux, et d'adjoindre au sacré collége un conseil d'État laïque (1). L'édit de justice du 5 octobre laissa au clergé sa part dans les attributions judiciaires.

Cependant la garde urbaine restait sous les armes pour protéger la tranquillité publique, et une députation de citoyens honorables était envoyée près du pontife pour réclamer les améliorations pour lesquelles le pays paraissait mûr. Loin de l'écouter, le gouvernement accrut les impôts pour payer les frais de la guerre et subvenir à la solde d'un corps de troupes suisses; et, au moment où les plaintes augmentaient, où les pétitions pleuvaient de tous côtés, Rome fit un emprunt, leva des corps de volontaires recrutés comme elle put, et voulut dissoudre les gardes urbaines.

1832. 10 janvier. Le peuple était en fermentation, et les réactions commençaient : le cardinal Albani, commissaire extraordinaire, informa les représentants des puissances que les troupes pontificales allaient procéder au désarmement des légations. Toutes les puissances, à l'exception de l'Angleterre, accédèrent à cette mesure; mais elle ne s'exécuta pas sans opposition. Il y eut des escar-
21 janvier. mouches sur différents endroits, et un véritable combat s'engagea à Césène; l'Autriche en prit occasion d'envahir de nouveau le pays, où les réformes commencées restèrent suspendues. Mais, au moment où l'on s'y attendait le moins, trois bâtiments
23 février. français abordèrent à Ancône avec des troupes, qui occupèrent la ville. Ils avaient franchi le détroit de Messine avec une rapi-

bilité qui les mit à l'abri de tout risque de changements futurs sans empêcher des améliorations utiles. » Note du prince Metternich à sir F. Lamb, 28 juillet 1832.

(1) « Le cabinet autrichien a été obligé de céder sur ce point tant à la résistance légitime du pape qu'aux protestations unanimes des autres gouvernements d'Italie, qui voyaient dans de semblables concessions un danger imminent pour la tranquillité de leurs États, aux institutions desquels le principe de l'élection populaire est tout à fait étranger. » Même note.

dité inaccoutumée, et ils étaient venus pour contre-balancer l'action envahissante de l'Autriche. Le pape, surpris d'abord, consentit, après une longue hésitation, à ce que les Français restassent dans cette place tant que les Autrichiens occuperaient la Romagne.

Cet acte de vigueur était une concession du ministère français au parti du mouvement, qui frémissait de voir l'Italie à la merci des Autrichiens. Mais ce cabinet n'en acquit pas plus de popularité ; car il eut moins l'air d'avoir envoyé des libérateurs ou des protecteurs que des sbires pour assister au châtiment des patriotes. Néanmoins ce drapeau tricolore, arboré en Itaile, restait comme un symbole d'espérance pour beaucoup de patriotes, qui n'étaient pas encore désabusés de leur confiance dans les étrangers.

Les incendies de la Belgique et de la Pologne ne devaient pas s'éteindre aussi aisément. La dernière avait une résolution héroïque, la vertu du sacrifice, l'habitude des armes et une renommée de courage qui manquait aux Italiens ; et cependant elle ne produisit pas non plus de ces hommes à la résolution énergique et convaincus que dans les insurrections il ne faut pas commencer par des demi-mesures.

Une ardeur inexprimable éclatait dans Varsovie ; et tous s'écriaient : *En Lithuanie!* appelant de leurs vœux cette fraternité de la révolte qui la rend invincible. Chlopicki, investi de la dictature, ne s'occupa qu'à modérer l'élan. Il fortifia Varsovie, comme s'il y attendait déjà un ennemi, qu'il aurait dû aller chercher hors des frontières. Toujours hésitant, il ferma les clubs, fit arrêter le républicain Lelewel, érudit célèbre, chéri de la jeunesse, et défendit d'imprimer la proclamation pleine de dignité dans laquelle la Pologne retraçait ses misères.

La Russie se trouvait dans une position critique, épuisée comme elle l'était par la guerre avec la Porte, ayant à redouter dans la mer Noire les bâtiments de la France et de l'Angleterre, et de divers côtés la Perse, les Tartares, les habitants du Caucase, qui rongeaient leur frein, la Suède, toujours épiant l'occasion de recouvrer la Finlande. Ajoutez le choléra, ce fléau terrible qui depuis 1817 ravageait l'Asie et l'Afrique. L'armée russe, qui l'avait contracté dans la guerre de Perse, l'avait rapporté dans sa patrie, puis en Pologne, d'où il se propagea dans toute l'Europe, par Berlin et Vienne, se mêlant d'une manière effrayante à toutes les vicissitudes du moment. La force Choléra.

indomptable de ce mal, nouveau pour les médecins; ses symptômes, si semblables à ceux de l'empoisonnement; la mauvaise foi de quelques gouvernements, qui, selon leur intérêt, cherchaient à le faire passer pour contagieux ou pour épidémique, tout contribuait à frapper l'imagination des masses; aussi presque partout fut-il accompagné de soulèvements, de meurtres excités par une folle croyance à des empoisonneurs. Il servit toutefois les gouvernements, en obligeant de recourir à la force pour obvier au fléau ou pour y remédier. Les cordons sanitaires furent employés en même temps contre les idées, et l'attention se détourna des questions politiques pour s'occuper du salut individuel.

Les Français, qui dans les chambres discutaient plus sur les affaires du dehors que sur celles du dedans, se passionnaient pour ceux qu'on appelle les Français du Nord. Mais comment secourir une nation si éloignée et qui n'avait pas même un port ouvert sur la mer? On proposait de soutenir son courage en la reconnaissant et en lui envoyant des chefs pour diriger le parti démocratique, ou de faire une puissante diversion en sa faveur en poussant la Turquie à la guerre contre les Russes. En effet, le général Guilleminot, ambassadeur à Constantinople, pressait la Porte dans ce sens; mais les idées du cabinet ayant changé, on le remplaça, et ses propositions furent désavouées.

Mais la France, pour secourir la Pologne, avait à déclarer la guerre à toutes les puissances, à laisser ses frontières dégarnies, tandis que les factions s'agitaient à l'intérieur et que les rois limitrophes étaient frappés de crainte. La convention avait pu tout oser en 1792, n'ayant rien à protéger à l'intérieur, hormis la guillotine.

L'Autriche, si opposée qu'elle fût à toute révolution, reconnaissait combien la nationalité polonaise lui servirait de barrière contre la Russie; mais la conséquence de l'ancien partage pesait sur elle, et elle tremblait pour la Gallicie. Elle était encore plus inquiète pour les Hongrois, qui voulaient faire passer des vivres, des munitions et des hommes à une nation généreuse et dépossédée, dont l'exemple était un encouragement pour eux à réclamer aussi leurs anciens droits. L'Angleterre ne voulait pas se brouiller avec la Russie, et elle conservait contre la France les anciennes rancunes de Pitt. La Pologne resta donc abandonnée à elle-même.

Elle destitua alors Chłopicki, supprima la dictature, et élut pour chef Radziwill, avec le titre de généralissime. La diète prononça la déchéance des Romanov, et institua un directoire; mais le pays était au dedans déchiré par la discorde et par la misère, et il était trop facile de prévoir qu'il succomberait; car la lutte n'était pas entre le peuple et le roi, mais entre le peuple et l'aristocratie. Il suffirait pour le prouver de la défense qui fut faite de parler de l'affranchissement des paysans.

Cette contrée guerrière ne comptait pas plus de soixante-dix mille soldats réguliers sous les armes contre cent vingt-neuf mille Russes, aguerris par des victoires récentes, traînant quatre cents pièces de canon, approvisionnés par l'Autriche et la Prusse, qui veillaient sur les insurgés. Le choléra, marchant avec les troupes du czar, semait de cadavres la route qu'elles suivaient. Diebitch, qui les commandait, ne paraissait pas suffisamment résolu; il mourut : Constantin le suivit de près au tombeau, ainsi que sa femme. Orlof, expédié de Saint-Pétersbourg, entra en arrangement avec la Prusse; et cette puissance, sans prendre une part active à la guerre, devint ainsi une base sûre pour les opérations stratégiques des Russes, dirigés désormais par Paskewitch, le vainqueur des Perses.

Tandis que la Russie opérait si résolûment, les hésitations de leur gouvernement tendaient à décourager les Polonais. Les plus intrépides voulaient brûler Varsovie, poursuivre les Russes partout, soulever la Lithuanie et les provinces turques. Radziwill, au contraire, homme honnête, mais indécis, concentra les troupes sous la capitale, et rendit inutiles les prodiges de valeur qui se firent de tous côtés. Skrzinecki, qui le remplaça comme généralissime, se défia aussi de la victoire; il négocia, et attendit dans Varsovie Paskewitch, qui s'avançait. Dembinski n'avait pas réussi à soulever la Lithuanie, ce qui aurait forcé l'armée russe à se diviser. Le républicain Dwerniski arrivait victorieux, lorsque, contraint de faire un détour sur le territoire autrichien, il y fut fait prisonnier.

Irritée de ces désastres, la multitude se livra dans Varsovie à des excès sanguinaires, provoqués peut-être par Krukowiecki, à qui ces excès valurent le pouvoir suprême. Déjà Paskewitch était sous les murs; il importait donc de concentrer ses forces. Des détachements considérables furent, au contraire, envoyés çà et là pour se procurer des approvisionnements. Les Russes eurent le dessus grâce à la supériorité de leur artillerie;

et Varsovie succomba le jour de la Nativité de la Vierge, jour consacré par l'antique dévotion des Polonais à la reine des anges et par la victoire qu'ils remportèrent à Vienne ce jour-là sur les Turcs. La Pologne croisa ses bras sur sa poitrine, et se recoucha dans son sépulcre ensanglanté. En France, le ministre Sébastiani monta à la tribune, et annonça que *l'ordre régnait* à Varsovie.

Nonobstant les stipulations du congrès de Vienne, le royaume de Pologne fut incorporé à l'empire russe à titre de conquête; les cabinets de France et d'Angleterre se bornèrent à protester (1). Aux termes des mêmes traités, Cracovie devait rester libre sans qu'aucune puissance pût y tenir des troupes; elle fut néanmoins occupée en 1831 par les Russes pendant deux mois, et les Autrichiens s'en emparèrent définitivement en 1846. L'Angleterre protesta encore; mais elle ne crut pas devoir aller plus loin. Les Polonais, rencontrant partout la sympathie, allèrent mettre leur valeur au service de tous les insurgés en Europe et en Amérique, objets de compassion pour tous, et proclamant que « la Pologne n'était pas morte; » d'autres expièrent en Sibérie le crime d'avoir voulu être une nation. Mais qui sait si la Providence ne prépare pas, par la voie de l'oppression même, cet affranchissement des serfs, qui aurait fait bénir éternellement la révolution polonaise si elle eût osé le prononcer.

Lorsque le pontife romain lança le blâme d'une encyclique sur la révolution de la Pologne, sorte d'anathème sur un cadavre, les catholiques de la Belgique, craignant de trouver aussi le pape pour adversaire dans une cause entreprise au nom de la religion, envoyèrent prendre des informations auprès du saint-siége; mais le pape établit une distinction en ce qui les concernait: ils avaient été poussés à l'insurrection par les obstacles apportés à leur religion, ce qui justifiait la révolte. Cette révolution est en effet la seule qui ait prospéré, et d'où soient sortis une constitution, une dynastie nouvelle, un nouveau peuple même, et cela sans guerre au dedans ni au dehors (2).

1830, La conférence de Londres déclara que les puissances avaient
20 decembre. réuni la Belgique à la Hollande dans un but d'équilibre européen,

(1) Voy. le discours de sir Cutlar Fergusson au parlement d'Angleterre, 28 juin 1832.

(2) L'*Essai historique et politique sur la révolution belge*, par M. Nothomb, 1833, démontre que ce fut là le résultat nécessaire de quatre siècles et des tentatives manquées en 1565 et en 1788.

et avec la pensée qu'elles se fondraient ensemble; mais l'expérience ayant démontré que cette fusion était impossible, elles devaient donc, dans l'intérêt de la paix, chercher d'autres arrangements. On accueillit les envoyés du gouvernement provisoire, ce qui plaça tout à fait la Belgique sous la dépendance de la diplomatie. Mais quelles bases donner à la séparation et quel gouvernement préférer?

Les hommes sages, voyant bien que si l'on tentait une répu- 1831. blique, l'Europe, effrayée d'un pareil exemple, ne tarderait pas à les accabler, et que, s'ils se décidaient pour un roi, il leur faudrait le subir de l'étranger, les plus sages pensaient qu'entre une indépendance faible, en butte à des intrigues continuelles, et la réunion du pays à la France il n'y avait pas à balancer. Louis-Philippe, d'un autre côté, n'osa accepter cette augmentation de territoire; mais, voyant que la Prusse voudrait soumettre la Belgique, comme l'avaient fait la Russie avec la Pologne, il déclara que, si les Prussiens y mettaient le pied, les Français y entreraient aussi.

Si la France avait agi librement, elle aurait du moins préparé les choses pour une réunion future de la Belgique, qu'elle n'osait encore accepter; mais, en marchant d'accord avec la conférence, Louis-Philippe refusa formellement, et l'on résolut de fonder une dynastie nouvelle. Les négociations traînèrent en longueur, et les protocoles contradictoires qui se succédèrent témoignaient des incertitudes d'une diplomatie que ne dirigeaient pas des motifs supérieurs. Le duc de Nemours, second fils du roi des Français, et le duc de Leuchtenberg, fils d'Eugène Beauharnais, étaient proposés chacun par un parti pour la couronne belge : Louis-Philippe exclut ce dernier; mais il craignit d'accepter le trône pour son fils, d'autant plus qu'il n'avait obtenu dans le parlement qu'une voix de majorité. L'influence prépondérante passant alors à l'Angleterre, elle proposa Léopold de Cobourg, qui fut enfin nommé par cent cinquante-deux 4 juin. voix contre quarante-trois, et salué roi des Belges.

Mais le roi des Pays-Bas s'obstina à repousser tout arrangement, et prit les armes. Alors la France, violant elle-même la non-intervention qu'elle avait proclamée, fit marcher cinquante mille hommes sous les ordres du marchal Gérard; et la prise d'Anvers donna la preuve des perfectionnements apportés dans l'artillerie. Le roi Guillaume retira ses troupes, et les Français évacuèrent à leur tour le territoire belge.

Restaient les conditions de la séparation à régler. Les Pays-Bas prétendaient obtenir les limites de 1790 et la dette publique de 1830; la Belgique voulait au contraire la dette de 1790 et les frontières de 1830 : de là une nouvelle série de protocoles; et la décision fut enfin contre la Belgique, à qui l'on refusa le Luxembourg et le Limbourg ainsi que la rive gauche de l'Escaut, tandis que seize trente et unièmes de la dette néerlandaise furent mis à sa charge.

Ce furent alors de nouvelles colères, de nouvelles invasions à main armée; et l'arrangement définitif n'eut lieu que le 19 avril 1839. Mais la Belgique pendant ce temps s'était donné la constitution la plus libre de l'Europe. L'Église y est indépendante de l'État, bien qu'elle en reçoive un subside; liberté du culte, de la presse, de l'enseignement. Les droits dévolus aux conseils municipaux et provinciaux et au pouvoir législatif, représenté par deux chambres toutes deux électives, y sont autant de freins pour le pouvoir exécutif. Tout citoyen âgé de plus de quarante ans et payant deux mille florins de contributions, y compris la taxe des patentes, peut faire partie du sénat; la chambre basse est composée de représentants rétribués sans conditions d'éligibilité.

Il n'y a point en Belgique d'aristocratie capable de tenir tête au peuple; point de lutte entre la monarchie constitutionnelle et la république. La loi électorale a établi un cens variable, plus élevé pour les habitants des villes, où le clergé a moins d'influence, et plus bas pour ceux des campagnes, d'où il suit que celles-ci ont les deux tiers des élections. Le clergé a donc beaucoup d'influence sur les nominations, et il en résulte que la prépondérance reste aux catholiques sous un roi protestant.

Dans les premiers temps, les partis ne se dessinèrent point; le catholique tempérait les hardiesses du libéral, en consolidant le lien religieux : mais tous voulaient l'indépendance, ceux-ci par la guerre, ceux-là par des voies pacifiques; les uns voulant tenir tête aux prétentions de la diplomatie, les autres s'y soumettre. La question extérieure vidée, le conflit recommença; le parti catholique devenu triomphant chercha, comme toujours, à se conserver, et se vit bientôt qualifié de rétrograde par les libéraux, qui l'accusèrent d'aspirer à une domination exclusive, de vouloir mettre l'Église au-dessus de l'État, d'attirer à soi tous les emplois, tout l'enseignement, de rétablir même la censure. Et cependant personne ne saurait nier qu'il

n'y a pas en Europe de pays où la presse jouisse de plus de liberté.

Ces noms de catholiques et de libéraux s'appliquent donc à des questions tout à fait étrangères à la religion ; elles représentent la division habituelle entre les opinions modérées et les idées progressives.

Pendant un espace de dix années, la supériorité resta aux catholiques. En 1840, lorsque finit le ministère de Thorn, les libéraux arrivèrent à force égale avec eux ; il en résulta des luttes que le ministère Nothomb chercha à calmer en ramenant « les questions de parti à des questions d'affaire ; » mais il finit aussi par succomber (1845).

Le fait est qu'en peu de temps et avec de faibles ressources la Belgique est parvenue à une prospérité dont il y a peu d'exemples dans l'histoire, et cependant cet enfant de la diplomatie, faible au milieu d'États puissants, est sans poids dans la balance européenne. Le commerce belge eut d'abord beaucoup à souffrir de la séparation, ses manufactures se trouvant alimentées par la Hollande, qui en expédiait les produits dans ses colonies ; mais il chercha à s'en dédommager en se rattachant à l'alliance douanière de l'Allemagne, dont Anvers pourra devenir le port principal. Comme il fallait en attendant occuper à des travaux publics les bras que l'interruption du commerce laissait oisifs, cinq cent soixante-trois kilomètres de chemins de fer furent construits aux frais du gouvernement, et la liberté du commerce raviva les manufactures.

La Hollande resta ennemie de la Belgique jusqu'à l'abdication de Guillaume ; son successeur rentra dans le concert européen, en se résignant aux faits accomplis et en renouant des rapports avec le pays qui s'était détaché de sa couronne. Il termina également le conflit qui s'était élevé entre son père et les états généraux, se montra plus juste envers les catholiques, qui forment les deux cinquièmes de la population du royaume, et renouvela le concordat avec le saint-siége ; il substitua la politique d'intérêt à la politique de sympathie, donna une constitution au Luxembourg, et s'occupa réellement de remplacer le gouvernement personnel par le gouvernement parlementaire. 1840.

Les comptes de l'État ne sont point publiés en Hollande, bien que dans un pays constitutionnel ; mais en 1840 le budget était de cent six millions et demi, dont la moitié est affectée aux intérêts de la dette. L'impôt s'élève à trente-huit francs par

tête, sans compter le droit d'octroi des villes et les autres taxes locales. L'armée, maintenue si longtemps sur le pied de guerre, finit par obérer les finances. Les routes sont très-coûteuses sur un sol marécageux, de même les digues; on a aussi dépensé énormément pour entretenir les anciens canaux, dont le nombre est si grand, et pour en construire de nouveaux. On a employé douze millions de florins à celui du Nord, qui ouvre à la grande navigation le port d'Amsterdam, et huit millions au desséchement de la mer de Harlem, grande entreprise qui offrira de nouveaux champs à cultiver et de la houille en abondance. La flotte hollandaise est peu considérable, quoiqu'elle n'ait pas dégénéré de son ancienne bonté; et la marine marchande a perdu de son activité. Cependant le nouveau système introduit dans les colonies d'Asie tend à la faire prospérer. La dette publique, qui est énorme, n'a pour garantie que les revenus de la Malaisie, qui, sur quatre-vingt-cinq millions de florins hollandais, n'en coûte que cinquante : que deviendrait-elle donc si elle venait à les perdre? et elle peut les perdre au moindre mouvement de l'Angleterre.

France. La France, dont les secousses avaient déterminé celles des autres États, ressentait, comme autant d'événements intérieurs, le triomphe ou la défaite des révolutions du dehors. Il y avait donc lutte entre la politique de sentiment et celle de système, et la discorde agitait tous ces partis, au milieu desquels il y avait à établir une constitution et à rétablir l'ordre, cette première nécessité de tout gouvernement.

La charte de 1830 assurait mieux que la précédente les grands principes de la liberté d'opinion. Elle ne reconnaissait plus de religion de l'État, ce reste de l'ancienne légalité : la pensée, la presse, la conscience, le culte, l'enseignement étaient libres et à l'abri de tout attentat, en même temps que l'incompétence absolue de l'État en fait de doctrines était formellement déclarée. La constitution se trouva donc dégagée de ses entraves, et la monarchie combinée avec le plus haut degré possible de liberté. Mais il n'est pas de tempête qui ne soit suivie d'une longue agitation. « Le gouvernement de juillet, a dit M. de Broglie (1),
1831. est né au sein d'une révolution populaire. C'est sa gloire, c'est son danger. La gloire fut pure, parce que la cause était juste ;

(1) Séance du 25 août 1835.

le péril est grand, attendu que toute insurrection heureuse, légitime ou non, produit par l'effet de son succès des insurrections nouvelles. »

Ceux dont la chute de l'ancienne dynastie avait froissé les sentiments et les intérêts, de même que ceux dont le gouvernement nouveau ne remplissait pas les espérances, étaient également mécontents; puis le conflit est inévitable là où coexistent trois pouvoirs; car lorsqu'une majorité a prévalu il reste une minorité qu'il faut satisfaire ou réprimer. La révolution de 1830 n'avait pas adopté la république, parce qu'elle ne pouvait manquer d'entraîner la guerre étrangère; mais, après avoir élu un roi, on voyait qu'on n'échappait ni à ce danger ni à celui de la guerre civile. Les demi-révolutions ne pouvaient convenir ni à la multitude ni à ceux-là qui avaient combattu. Le gouvernement n'ayant pas la main assez forte pour réprimer l'anarchie, il en sortit les émeutes, le déchaînement des passions personnelles et l'éternelle courroux de ceux qui n'ont rien contre ceux qui possèdent; opposition sauvage qui déshonorait l'opposition légale.

Lyon fut le centre d'un soulèvement où la faim eut plus de part que la politique; le gouvernement y répondit par des coups de canon et des fortifications. La Fayette, qui professait le républicanisme avec la candeur et la générosité d'un enfant, était incapable de se plier aux mille détours que réclame la pratique des affaires; et l'on pouvait dire de lui, comme des Bourbons, qu'il n'avait rien appris ni rien oublié. Commandant général des gardes nationales du royaume, il se trouvait le véritable maître de Paris : il était donc à propos de lui enlever cette autorité exorbitante; mais on vit là un premier pas contre la révolution.

Cependant les républicains débordaient de toutes parts les constitutionnels. Armand Carrel par ses écrits, Garnier-Pagès à la tribune, Philippon avec la *Caricature*, Barthélemy avec la *Némésis* firent la guerre au système; et le nom du roi ne fut pas épargné dans des procès scandaleux. Les associations des écoles, la Société de l'ordre et du progrès, celle des Amis du peuple tendaient à la république. Il est vrai que ceux qui en faisaient partie avaient plutôt les sentiments que les opinions du républicanisme, et, au milieu de la furie qui éclatait dans des journaux exagérés, un grand nombre songeait à attiser le feu, personne ne pensait à amener l'unité et la fusion. C'était, comme

il arrive trop souvent dans notre siècle, une critique sans but, habile à détruire, mais ne sachant pas édifier. La *Gazette de France*, organe des légitimistes, mit en avant l'idée du suffrage universel; les républicains l'adoptèrent, et ce principe donna quelque unité et un symbole à ce parti, qui n'en avait aucun.

Libéraux religieux.

Des idées religieuses se mêlèrent aussi à ces luttes. L'abbé Châtel avait la prétention de fonder une Église française avec une liturgie dans la langue nationale. Mais l'abbé de Lamennais eut une bien autre influence. Dans l'ouvrage intitulé : *Progrès de la révolution et de la guerre contre l'Église* (1826), dont les ennemis étaient, selon lui, le libéralisme et le gallicanisme, il proposait un christianisme catholique, ce qui lui valut d'être combattu par M. de Quélen dans une lettre pastorale. Il sentait bien que l'œuvre de Dieu ne peut s'appuyer sur des dynasties périssables, mais que l'idée religieuse doit être greffée sur la démocratie. La révolution ayant dont éclaté, il la salua comme « un avenir de grâces célestes et de miséricorde infinie, » comme l'événement le plus prospère pour les institutions sociales et religieuses. Il fonda alors le journal *l'Avenir*, avec cette épigraphe : *Dieu et la liberté*. Il eut pour collaborateurs des hommes d'une grande intelligence et d'un grand cœur, radicaux en politique, papistes en religion, qui, déduisant la liberté du même principe d'où de Maistre avait fait découler le pouvoir absolu, demandaient que l'on abolît les restrictions apportées par l'Église gallicane au pouvoir pontifical. Les concordats n'étaient, à leurs yeux, que le schisme déguisé : le prêtre, disaient-ils, ne doit vivre que des offrandes des fidèles; l'État n'a à s'ingérer ni directement ni indirectement dans les choses ecclésiastiques. Liberté absolue de conscience, d'association, de la presse; suffrage universel dans les élections; plus de centralisation, plus d'intervention de l'État dans les affaires de la commune, des cantons, du département; en un mot, liberté entière et pour tous. Ces novateurs ouvrirent une école au nom du libre enseignement, proclamé par la charte; mais elle fut fermée par la police; et ils se virent traduits en police correctionnelle; le tribunal retentit de discours antigallicans qui respiraient la liberté et où figurait le Christ coiffé du bonnet républicain.

Il s'agissait donc de ressusciter Grégoire VII, le patriarche du libéralisme, disaient-ils, qui vit le véritable moyen d'instituer même ici-bas le royaume de Dieu : il s'agissait de faire du pape le protecteur des nouvelles libertés des peuples, de

mettre le saint-siége à la tête de tout le progrès moderne, et d'en faire le centre de la politique, comme il l'est de la religion. Mais le pape accepterait-il ce rôle nouveau? Le trouverait-il selon la mission qu'il tient de Celui dont il est le vicaire? « Est-ce là vraiment la religion catholique? » se demandaient les auditeurs, comme le dit l'abbé Lacordaire en se défendant devant le tribunal.

Et beaucoup croyaient que non. Aussi les rédacteurs de *l'Avenir*, qui cherchaient de bonne foi à assurer la liberté au nom du Christ, déclarèrent-ils qu'ils suspendaient leurs publications pour aller à Rome interroger l'oracle infaillible. Ils s'y rendirent en effet comme des députés du peuple, pour offrir au pape cette nouvelle suprématie; mais il réprouva leurs doctrines quant à la liberté de conscience et de la presse et quant à la restauration de l'Église, déclarant que la soumission au prince est de foi, que toute association d'hommes de religion différente est défendue et que la séparation de l'Église et de l'État est contraire au bien de tous deux (*Encyclique* du 18 septembre 1832).

L'Avenir se tut devant cette condamnation inattendue. Montalembert s'y soumit; et, entré depuis à la chambre des pairs, il y devint, au nom du christianisme et dans les limites de la foi, le champion ardent de la liberté. Lacordaire, après de longues épreuves, se fit dominicain et soutint en grand prédicateur les idées papales, laissant souvent percer le vieil homme sous l'obédience et l'orthodoxie dans ses discussions fréquentes sur les rapports entre l'Église et l'État, bien qu'il subordonne la raison individuelle à l'autorité. Lamennais hésita un peu avant d'adhérer à l'encyclique, voulant faire des réserves pour ce qui lui paraissait d'ordre purement temporel; il se résigna pourtant à la fin. Mais il éclata bientôt dans les *Paroles d'un croyant*, toutes pleines du courroux que lui inspiraient les gémissements de la Pologne et de l'Italie. Vint ensuite une série d'écrits dans lesquels cet esprit puissant, cet écrivain d'un style incomparable, sortit du christianisme. Celui qui avait soutenu l'infaillibilité dans le pape, comme représentant la raison générale, transféra cette attribution à la souveraineté populaire, et se fit l'apôtre de la démocratie absolue. Plus révolutionnaire que rénovateur, il dépeint les souffrances des peuples, les désordres de la société avec une éloquence sans égale; mais des remèdes efficaces, il n'en propose pas,

car ce n'est pas là un remède que de dire au peuple : « Soyez unis, armez-vous, arrachez des mains de ceux qui sont rassasiés le pain dont vos enfants affamés ont besoin. »

D'autres sectes dirigées par des intentions diverses prêchaient une réforme sociale, et parlaient de substituer au système négatif et destructeur du libéralisme des idées organiques, qui n'eussent ni à diviser ni à affaiblir les forces sociales, mais à les combiner dans leur intégrité; il en résulta des idées folles et de grandes pensées. Au moment où le corps social se trouvait attaqué par la concurrence individuelle dans l'économie commerciale, par le scepticisme dans la morale, par l'anarchie dans la politique, les saint-simoniens proclamèrent le principe de l'autorité, une religion sociale, l'association des intérêts et l'organisation de l'industrie. Il ne s'agissait donc plus de questions politiques, mais sociales : abordant les problèmes les plus délicats et les plus profonds, ils créèrent un symbole d'après lequel « chacun devait être rétribué selon sa capacité et chaque capacité selon ses œuvres. » En conséquence ils nièrent non-seulement tout droit héréditaire, mais jusqu'à la famille; ils firent la guerre à la concurrence, et donnèrent aux passions un libre cours.

Saint-simonisme.

Un apostolat chaleureux, de l'élan, des sacrifices pécuniaires, des efforts gratuits, le culte de la fraternité et de la suprématie paternelle, voilà ce qu'offrirent les saint-simoniens. Les chefs néanmoins n'étaient pas d'accord entre eux : Bazard n'arrivait qu'à une conclusion politique; Enfantin voulait une religion, c'est-à-dire embrasser tous les problèmes et refondre la société, non pas avec les éléments qu'elle fournit, mais en établissant au milieu des Français des mœurs différentes des leurs. La question du mariage et du sacerdoce divisa l'école; la morale s'effraya à l'annonce de la communauté des femmes; puis arrivèrent les absurdités fanatiques et les scènes ridicules. Rodriguez prétendait être l'Esprit-Saint incarné; Enfantin soutenait que les mères seules devaient déclarer à qui appartenait la paternité des nouveau-nés, et il en résulta que la secte périt au milieu du ridicule et de l'indignation. Mais toutes les idées qu'elle avait émises ne périrent pas avec elle; ses prosélytes s'adonnèrent principalement à l'économie politique et à l'industrie. La dignité de l'homme avait été hautement proclamée, l'attention se porta davantage sur la classe inférieure, et l'on reconnut qu'il doit y avoir quelque chose de mieux que cette émulation mercantile abandonnée à une liberté désordonnée.

Le pays, agité par ces doctrines, ne pouvait rester tranquille, et il en résultait des conflits entre le *mouvement* et la *résistance :* Laffitte était tombé; Dupin et Sébastiani, les chefs de la chambre, étaient impopulaires. Le ministre Casimir Périer, l'un des plus fermes qui ait gouverné la France, effraya les républicains et dissipa les associations. Quelques-uns d'entre eux, mis en accusation comme criminels d'État, contestèrent à leurs juges le droit de les condamner, quand ces juges ne devaient le poste qu'ils occupaient qu'à une révolution couronnée de succès. Les questions sociales les plus brûlantes furent agitées dans ce procès et dans celui des saint-simoniens.

Mais la question était d'établir la loi électorale de façon à ce que la chambre des députés pût être considérée comme représentation nationale ? A quelle base rattacher le droit d'élire ? Serait-ce au principe féodal de la propriété foncière ? Préférerait-on la souveraineté de l'intelligence à celle du nombre et à celle de la richesse ? Enfin, comment discerner l'indépendance et la capacité des électeurs ?

On reconnaissait surtout la nécessité de rendre la vie aux provinces, qui en avaient été privées par l'excès de la centralisation. Mais le tout aboutit à la loi de l'organisation municipale, qui soumit entièrement les communes au préfet ou au roi. Afin d'enlever le monopole aux bourgeois, aux banquiers et aux légistes, on demandait le suffrage universel pour l'élection des députés ; les légitimistes le voulaient à deux degrés ; enfin la loi se borna à abaisser le cens d'éligibilité de mille à cinq cents francs, et le cens électoral de trois cents à deux cents ! Dans une révolution faite par des avocats et des écrivains, la pensée n'eut pas de représentants; les membres de l'Institut eux-mêmes durent payer cent francs de contributions directes pour être électeurs; et un orateur assura devant la chambre qu'une nation où le cens électoral et fixé à deux cents francs est la plus libre du monde.

Ainsi se fondait de nouveau le pouvoir de l'argent; et la garde nationale, composée de bourgeois désireux de conserver, lui prêtait appui.

Fallait-il maintenir l'hérédité de la chambre des pairs ? La jeunesse, préoccupée de principes abstraits, demandait qu'elle fût abolie, et le peuple le demandait par aversion pour ce reste d'aristocratie. La question mise en discussion, l'hérédité eut beaucoup d'adversaires; les hommes d'État et les publicistes la

soutinrent. En effet, les doctrinaires ayant cru qu'il était nécessaire de conserver l'hérédité dans le pouvoir suprême, ils devaient, pour être conséquents, la vouloir aussi dans la pairie, afin de fortifier la couronne. Ils succombèrent toutefois, et la chambre haute elle-même vota pour l'élection à vie; mais, comme le choix des candidats fut abandonné au roi, c'était faire de la pairie un collége royal, qui ne s'appuyait ni sur le privilége héréditaire, ni sur la propriété, ni sur le vote populaire, et qui était privé même de ces traditions que donnent la pratique des affaires et l'indépendance.

A ce moment Casimir Périer fut emporté par le choléra. On entoura ses funérailles de splendides honneurs, auxquels le peuple toujours en ébullition ne s'associa pas, et Royer-Collard le loua principalement, dans un discours funèbre, de n'avoir ni provoqué ni désiré la révolution de juillet (1).

La France continuait à être agitée par des émeutes renaissantes et par des tentatives de régicide. Tout les symptômes de mécontentement encouragèrent les légitimistes, et la Vendée prit les armes en faveur du duc de Bordeaux, qui y fut proclamé sous le nom de Henri V. La duchesse de Berry, sa mère, parcourut elle-même le pays en excitant le zèle de ses partisans. Le ministère de M. Thiers, qui fit preuve entre tous de force et d'habileté de main, réussit à éteindre la guerre civile par l'arrestation de la duchesse, qui lui fut livrée. La prise d'Anvers mit ce ministère à même de conduire à fin la question belge. Ayant demandé cent millions aux chambres pour les employer aux travaux publics, il fit terminer l'église de la Madeleine, l'arc de triomphe de l'Étoile, les places et les monuments; il redemanda aux Anglais les cendres de Napoléon, et fit replacer sa statue au faîte de la colonne. Un soulèvement républicain ayant éclaté à Lyon, il le réprima, et refusa l'amnistie. M. Thiers voulait aussi que la France intervînt en Espagne, afin d'empêcher les puissances du Nord d'y prévaloir;
1837. 15 avril. mais Louis-Philippe s'y refusant, il déposa le portefeuille, qui

(1) La Fayette, représentant du parti sentimental, écrivait le 16 mai 1832 : « Le pauvre Casimir Périer est mort ce matin. Il laisse, dans une des deux grandes divisions de la France et de l'Europe, de profonds regrets et une haute renommée; dans l'autre des sentiments d'amertume, qui s'adouciront à mesure qu'on saura mieux qu'il n'était pas le chef du déplorable système adopté au dedans et au dehors. Déjà le *Moniteur* de ce matin revendique la pensée pour qui de droit. »

fut remis à M. Molé. Le roi trouva plus de condescendance dans ce ministre, qui lâcha pied dans les questions extérieures d'Orient, d'Espagne, de Cracovie et de Belgique. Il fit même évacuer Ancône, et laissa ainsi sans contre-poids la puissance qui était prépondérante en Italie. 1838. Décembre.

Une coalition se forma contre ce ministère, et força le roi de le changer; un cabinet qui ne dura que quelques mois eut pour président le maréchal Soult; mais le roi se vit contraint de rappeler bientôt M. Thiers, ce qu'il fit à regret. 1840. 1er mars.

M. Guizot était resté le représentant du parti doctrinaire. Il avait combattu sous la restauration avec l'opposition. Il voulait alors, dans l'intérêt de la liberté, de la dignité nationale, de l'ordre public, que le gouvernement s'affermît, le pouvoir n'existant qu'à la condition d'être respecté. Il avait dans les premiers temps de la restauration préparé la loi sévère qui fut rendue contre la presse et exercé la censure avec Royer-Collard; mais il se tourna plus tard contre le ministère Villèle, précisément parce qu'il compromettait l'autorité en provoquant la réaction. Aussitôt après la révolution de juillet, il s'employa à en modérer l'élan, à rétablir l'ordre, comme pour faire oublier que son élévation était née de l'émeute. De ce moment, MM. Guizot et Thiers représentèrent les deux idées du progrès et des faits accomplis; et le plus souvent la politique intérieure se réduisit à l'avénement alternatif de l'un ou de l'autre ministre. Aucun des deux ne sortit toutefois des limites convenues; aussi se trouvèrent-ils d'accord sur les questions importantes, principalement sur le point capital, l'affermissement de la nouvelle dynastie.

La lutte qui dans les derniers temps de la restauration s'était engagée entre les bourgeois et l'aristocratie, entre le gouvernement représentatif et le vieux système monarchique, en un mot entre le régime constitutionnel et l'absolutisme, se trouva, à partir de 1830, réduite à un conflit entre le gouvernement représentatif et la république, entre la bourgeoisie et la démocratie turbulente, qui plusieurs fois se mesurèrent les armes à la main. Une fois l'une et l'autre vaincues, grâce à la fermeté souple déployée par le roi, il ne resta plus qu'à équilibrer la monarchie avec les classes moyennes, toutes également désireuses de la tranquillité. L'agriculture et l'industrie redevinrent donc plus prospères que jamais, et la France put recouvrer sa liberté d'action au dedans et au dehors. Les rois

lui pardonnèrent sa liberté du moment où ils virent combien l'influence de Louis-Philippe avait contribué à maintenir la paix en Europe, quoiqu'il y surgît, dans l'espace de dix ans, plus d'occasions de guerre que dans tout le siècle passé. Les grandes puissances purent donc disposer à leur gré des petits États, et tout rentra dans la sphère d'action de l'ancienne diplomatie.

Quant à l'intérieur de la France, la faction légitimiste put se considérer comme très-compromise du moment où les hommes religieux professèrent une liberté plus étendue que ne la formulent les constitutions : celle des croyances et celle de l'enseignement figuraient au premier rang. La charte de 1830, en supprimant la religion de l'État, proclamait la liberté des cultes : le gouvernement voulut pourtant se mêler encore de les régler; et, pour flatter les vieux libéraux, il renouvela les défenses portées contre certains ordres religieux; il entrava le droit sacré, qui appartient à chacun, de faire élever ses enfants comme il l'entend. C'étaient là les questions les plus vitales et peut-être les plus importantes qui eussent été agitées dans les chambres françaises; et c'est sur ces questions que se portait l'attention de ceux qui reconnaissaient quelque chose de mieux en politique que la charte et la frontière du Rhin.

L'administration s'occupa aussi de consolider la conquête de l'Algérie, qu'elle hésita d'abord à conserver malgré l'Angleterre. Cette incertitude fit perdre du temps et des hommes, en laissant s'effacer l'impression que les barbares avaient reçue d'un événement inattendu. Lorsqu'on fut résolu à garder ce territoire, la guerre sans fin dont il continua d'être le théâtre fournit aux humeurs belliqueuses l'occasion de s'exercer; ce fut aussi un champ ouvert à toutes les expériences pour les diverses méthodes de civilisation et de colonisation, pour les utopies même, ainsi que pour l'organisation militaire et religieuse. Cette conquête a coûté beaucoup d'argent et de sang; mais ces sacrifices ont valu au pays un excellente marine et des troupes toujours exercées, même au cœur de la paix. Alger ne sera pas rendu certainement, comme le fut Saint-Jean d'Acre, en signe d'une nouvelle recrudescence de l'islamisme; mais ce pays restera-t-il français? Si une guerre venait à éclater, l'Angleterre ne mettrait-elle pas la main sur cette noble acquisition! Et les Français n'auraient-ils fait là encore qu'ouvrir la voie à leurs rivaux comme dans les Indes et en Amérique?

CHAPITRE XXV.

LES PAYS MÉRIDIONAUX.

Les pays les plus spécialement travaillés par l'influence de la la France étaient les trois péninsules méridionales, tant à cause du voisinage que par sympathie. Nous verrons plus loin comment la Grèce se constitua. En Italie, le drapeau tricolore, après avoir flotté quelques instants dans Ancône, finit par s'éclipser, 1838 Décembre.
en livrant de nouveau le pays au protectorat de l'Autriche. Dans le Piémont, le nouveau roi, qui aimait personnellement les armes et les lettres, multiplia les sages institutions, organisa une armée, toujours nécessaire pour garder les passages des Alpes; il fortifia Gênes en tirant parti de son admirable position, et, favorisant les sciences, le commerce, il attira sur son pays les regards de l'Italie, dont il éveilla même les espérances. Plusieurs routes furent construites à grands frais sur un sol sillonné par de nombreux torrents qui descendent des Alpes; un bâtiment de guerre mit à la voile pour faire le tour du monde, le premier qui ait entrepris une pareille expédition sous pavillon italien. Les chemins de fer, exécutés pour le compte de l'État, ne furent point là, comme ailleurs, l'occasion d'un honteux agiotage. Les maisons pénitentiaires s'y multiplièrent; l'instruction fut améliorée, et, ce qui importe plus, l'éducation. Le code civil abolit les coutumes de localités par lesquelles tout procès devenait une question de haute législation et de droit public; les améliorations qu'il doit recevoir, auront leur effet lors de la promulgation des autres codes, auxquels on travaille depuis assez longtemps.

L'île de Sardaigne a été l'objet de mesures particulières; déjà le roi précédent y avait ouvert une route entre les deux caps, fait très-important dans un pays d'ardentes rivalités : Charles-Albert y a aboli la féodalité, supprimé les asiles dans les églises, défendu le port d'armes à feu et rendu l'administration régulière. L'importance nouvelle acquise par la Méditerranée pourra permettre à la Sardaigne de s'élever à une grande prospérité si elle obtient ces libertés qui sont la vie du commerce.

La Toscane, plus heureuse, était restée calme au milieu de toutes les révolutions : aussi aucune nécessité de recourir à la rigueur n'y vint-elle troubler l'accord domestique entre les sujets et le prince, chez qui la bonté patriarcale est une tradition de famille. Les beaux-arts et le climat y attirèrent les étrangers, en même temps que l'acide boracique que l'on tire des lagunes et les chemins de fer appelaient les capitaux; l'université de Pise offrit aux amis de l'étude une réunion de savants professeurs. La population de Toscane devra s'accroître encore lorsque le desséchement des maremmes sera plus avancé.

Modène eut à déplorer plus d'une fois le sang versé sur l'échafaud. Lucques et Parme vivaient dans le provisoire; Naples avait payé de son sang, de son or trois révolutions, qui ont laissé après elles bien des haines et des plaies que le temps seul pourra cicatriser. Ferdinand II, monté sur le trône sans avoir de vengeances à exercer, commença par faire de larges promesses, dont il a réalisé quelques-unes. Une grande partie des améliorations introduites par les Français ont été conservées, entre autres les codes modifiés selon les besoins du pays. Les titres de noblesse perdent chaque jour de leur prestige, comme les grandes fortunes vont se morcelant. Les ordres religieux étaient un tiers moins nombreux qu'avant la révolution; le clergé fut proportionné aux besoins; et il perdit cet esprit d'hostilité à l'égard de Rome qui, dans le siècle passé, l'avait inféodé au pouvoir civil. Les pêcheurs de corail, si nombreux autrefois qu'un code *Corallino* fut publié pour leur usage, ont presque disparu aujourd'hui; mais le nombre des navires de commerce s'accroît, et l'armée est augmentée. Le peuple vit du mieux qu'il peut; la diversité des costumes pittoresques a fait place à la mise adoptée dans la ville; c'est à peine si le curieux y retrouve ces lazaroni, cette nudité, ces brigands qui abondent encore dans tous les voyages romantiques. Le peuple est encore bruyant, mais non insubordonné; gai, mais non dissolu : les autres vices iront se corrigeant peu à peu grâce à l'instruction et aux travaux publics. Le gouvernement et les commissions provinciales s'appliquent à améliorer l'agriculture à l'aide de procédés et de produits nouveaux, à affranchir les propriétés des servitudes agraires, en s'occupant de l'immense *Lavoliere* de Pouille, des fidéicommis, des biens de mainmorte ou communaux, dont le nombre est grand. A quoi ne peut as-

pirer un pays de six millions d'habitants, qui peut payer cent millions de contributions?

La Sicile reportait toujours sa pensée vers d'autres temps; aussi regardait-elle Naples avec défiance, craignant d'être absorbée par elle. Les maux de cette île datent de loin, et la bonne volonté ne suffit pas pour les guérir tout d'un coup. On y regrette l'ancien parlement; on se souvient de la prospérité que procura pendant quelque temps le régime anglais, prospérité qui dérivait de conditions toutes spéciales, de ce que le pays jouissait seul de la paix; de ce que, n'étant pas soumis au blocus continental, il était devenu le centre des opérations du commerce britannique, qui y envoyait annuellement pour cent cinquante millions de marchandises. Mais cette constitution momentanée ne détruisit aucun des maux que le gouvernement français fit disparaître ailleurs, ni la féodalité, ni les nombreux biens de mainmorte, ni les droits de primogéniture. Une révolution peut bien passer sur tout cela un soc ensanglanté; mais un gouvernement régulier n'arrive que pas à pas à extirper les abus. La Sicile demeurait en attendant comme un pays exceptionnel, n'ayant ni droits de timbre, ni monopole du tabac, ni conscription; mais, d'un autre côté, elle n'avait que très-peu de routes, avec toutes les misères d'un gouvernement éloigné.

Il n'en résulta pas seulement de sourdes plaintes; parfois elles éclatèrent avec violence, surtout à l'occasion du choléra. Le fléau envahit avec une fureur extraordinaire Palerme et Catane, où la colère suivit bientôt le désordre produit par le découragement, et se convertit enfin en rébellion ouverte, qu'il fallut étouffer à l'aide de moyens violents. L'administration spéciale 1837. fut ensuite abolie ainsi que la féodalité; et le gouvernement ordonna la construction de trente-quatre routes, la formation d'un nouveau cadastre et la répartition des terrains domaniaux entre les indigents.

Quand on se rappelle que cette île fut jadis le grenier de l'Ialie, et qu'on la voit aujourd'hui réduite à une faible population, à d'immenses campagnes semée de ruines incultes ou envahies par des marais, et quelques rares troupeaux de moutons qui paissent sur le reste; lorsqu'on songe en même temps à la vivacité d'esprit des habitants, à leur amour de la patrie, à la ferme volonté qui les anime pour le bien, on ne peut qu'appeler de ses vœux le moment où la Sicile redeviendra le centre du commerce de la Méditerrannée et la pourvoyeuse

féconde des bâtiments dirigés vers les extrémites de l'Orient.

Les soufres, cet or de la Sicile, furent en 1838 à la veille d'amener une guerre avec les Anglais. Le royaume tint néanmoins à conserver ses privilèges et à respecter les conventions en cours d'exécution plutôt que d'admettre cette liberté de commerce qui seule aurait prévenu la concurrence d'autres pays. Cet incident fit comprendre la nécessité d'augmenter les forces navales et de protéger la capitale, trop exposée aux agressions du dehors.

1838. Le règlement législatif et judiciaire donné à la Romagne par Grégoire XVI sur l'ancienne base laissa pour règle aux juges le droit commun, qui fut modéré selon le droit canon, et n'introduisit point de réformes sérieuses. Cependant les finances dépérissaient faute de savoir ouvrir de nouvelles sources de revenu pour remplacer les tributs du dehors, qui ont cessé. Le voyageur, qui gémit sur ces ruines incomparables, demande pourquoi les arbres et la culture ne rendent pas la salubrité et la fertilité aux alentours de Rome; pourquoi des bâtiments ne remontent pas chaque jour le Tibre; pourquoi des chemins de fer ne réunissent pas aux deux mers la capitale du monde catholique. L'inquiétude des esprits dans les légations oblige le gouvernement non-seulement à garder à sa solde des troupes étrangères, mais à se soumettre à la politique extérieure. Un mécontentement prévu dès 1831 par la diplomatie éclatait de temps en temps : on réclamait un code civil et criminel, des débats publics et le jugement par jury; on ne voulait plus de confiscation ni de peine de mort pour les crimes d'État; on demandait que le saint office cessât d'avoir juridiction sur les laïques; que des conseils municipaux et provinciaux fussent organisés, ainsi qu'un conseil d'État ayant voix délibérative en matière de revenus et de dépenses, consultative seulement sur le reste; que les emplois, les dignités civiles et militaires fussent rendus aux séculiers; que la censure fut limitée, et que l'on renvoyât les troupes étrangères.

Les moyens à l'aide desquels ces améliorations furent poursuivies irritèrent le gouvernement, et n'amenèrent que des répressions sanglantes. C'est ce qui arriva surtout en 1844 et dans l'année suivante, où, sans révolution, des condamnations nombreuses et des exécutions capitales répandirent le deuil dans la Romagne et la Calabre.

Serait-il juste d'en accuser une puissance dont le royaume

n'est pas de ce monde? Grégoire XVI maintint sur le trône les idées qu'il avait exposées, comme moine, dans son livre, *le Triomphe du saint-siége*. Dans son zèle pour la maison de Dieu et la sainte majesté du dogme, il sortit de la position purement défensive de ses prédécesseurs, pour montrer de la hardiesse en face de persécuteurs astucieux ou arrogants. Ferme dans ses opinions, il seconda les dispositions hiérarchiques que les événements avaient fait renaître en plusieurs endroits, favorisa les moines, et recommanda aux curés l'exactitude dans l'accomplissement des devoirs religieux. Il s'éleva, dans un grand nombre de brefs et d'allocutions, contre les erreurs qui se faisaient jour de toutes parts et contre cette indifférence religieuse qui, ne reconnaissant aucune idée élevée, ne doit pas être confondue avec la tolérance. C'est de la première, disait-il, que provient la liberté *immodérée* des opinions et des consciences, cette liberté de la presse qu'on ne saurait assez détester quand elle répand *parmi le vulgaire* toute sorte d'écrits, *quels qu'ils soient* (1).

Les entraînements de la paresse et de la volupté sont plus à redouter pour l'Italie que ceux de la foi et de la science. L'Italie compte vingt-quatre millions d'habitants, tous catholiques, parlant à peu de chose près la même langue, quoique fractionnés en quinze États, dont sept sont soumis à des princes étrangers. Elle possède d'excellentes lignes géographiques militaires, des forteresses inexpugnables, de bons ports, des fleuves et des canaux qui ne gèlent jamais; le fer de l'île d'Elbe, le cuivre d'Agordo et de la Toscane, le chanvre du bas Pô, les forêts des Alpes et des Apennins pourraient lui procurer une excellente marine, placée qu'elle est entre deux mers et ayant en vue de ses côtes la France, l'Algérie et la Grèce. Cependant, malgré les progrès faits par Naples et les États sardes, sa marine est insuffisante, et ses huiles, ses soies, ses diverses productions ne sont pas expédiées sous pavillion italien dans les contrées éloignées. Ses armées elles-mêmes sont peu nombreuses, tandis que l'esprit militaire et celui des grandes entreprises y

(1) « *Ex hoc putidissimo indifferentismi fonte absurda illa fluit et erronea sententia, seu potius deliramentum, asserendam esse ac vindicandam cuilibet libertatem conscientiæ. Cui quidem pestilentissimo errori viam sternit plena illa atque immoderata libertas opinionum. Huc spectat deterrima illa ac nunquam satis exsecranda et detestabilis libertas artis librariæ ad scripta quælibet edenda in vulgus.* »

sont toujours vivants. Les idées pratiques y sont rares, surtout dans le peuple, parce que la publicité leur fait défaut; il n'y a point d'association de forces, point de sentiment de légalité, point d'appui réciproque, point de respect pour l'activité ni de tolérance pour les dissentiments, non plus que de dignité dans la manière d'agir et dans les discussions. Aucune union n'existe entre les esprits, qui restent divisés; et chacun se trouve haï ou envié, s'il n'est même en butte à la persécution dans le coin de terre qu'il appelle sa patrie. L'uniformité manque dans le code civil, le code criminel et de procédure (1), comme l'unité dans les poids, les mesures, les monnaies; il y a, au contraire, différence de prix pour les denrées, objet du monopole fiscal. Tant de frontières assurent l'impunité à la contrebande en même temps qu'elles ajoutent aux difficultés et aux frais de la perception.

Dans la Lombardie, où l'ancienne organisation municipale a survécu en partie à toutes les conquêtes et à toutes les dominations, l'activité agricole et la population s'accroissent (2), tandis qu'elles diminuent dans les contrées méridionales. Cependant les nombreux émigrants que fournissent les bords des lacs supérieurs et les montagnes de la Suisse pourraient y trouver un asile et du travail plus facilement que dans des pays éloignés. Tandis qu'un patriotisme aveugle, qui se berce de souvenirs et se complaît dans sa vanité, s'irrite de la vérité, tandis que l'impatience d'un joug odieux rend les Italiens intolérants même à l'égard d'une autorité tutélaire, les gens de bien étudient le pays et eux-mêmes; ils ne dissimulent pas les maux, mais ils savent qu'il est plus facile de les indiquer que de les guérir. S'occupant moins de leurs adversaires que d'eux-mêmes, ils examinent si nous avons assez de constance contre les séductions, assez de docilité pour soumettre notre volonté individuelle à la volonté générale, assez de cette énergie qui ne procède pas par secousses et ne s'apaise pas devant les obstacles. Ils

(1) Je serais le premier à demander pour l'Italie ce que Thibaut demanda pour l'Allemagne, à savoir un code commun à tous les pays italiens, et plus encore une procédure commune. Ce serait sans doute un des moyens les plus puissants et les plus pacifiques, un moyen moral digne de la sagesse des gouvernements, pour rassembler et relier les membres épars de ce beau pays. ROSMINI, *Fil. del diritto. Introd,* § 1.

(2) Voy. un ouvrage de l'auteur de cette *Histoire universelle*, intitulé *Milan et son territoire*. C'est un guide modèle du voyageur et un livre instructif pour ceux qui ne voyagent pas.

veulent que l'intelligence s'applique à édifier là où la passion ne fait qu'amonceler des ruines; ils font appel au sentiment du droit et du devoir, surtout à la concorde et à la dignité. Enfin, ils rappellent que les espérances d'un peuple sont longues, et que pour reconstruire les nations il faut non moins de prudence à entreprendre que de résolution à exécuter.

Ceux qui croient qu'il n'est point de la dignité de l'historien de décerner des louanges, même méritées, lorsqu'il ne peut y joindre les observations que sa conscience lui suggère nous approuveront de glisser sur les événements relatifs à l'Italie. L'avenir ne les ignorera pas, et, plus indépendant, il pourra en juger avec plus de justice.

L'avénement de Pie IX au trône pontifical réconcilia pour un moment les provinces avec la capitale, les sujets avec le souverain, et releva les espérances de l'Italie; il fit voir combien il y a encore de puissance dans ces pontifes, qui n'étaient plus regardés que comme une entrave aux destinées de l'Italie par ceux qui ne discernent pas les accidents de la chose même, les personnes des principes, le pape de la papauté; combien a encore de puissance un prince qui veut le bien avec fermeté, qui se confie dans ses peuples et qui ose résister à ses propres amis; combien sont nombreux ceux qui attendent la régénération du pays d'une liberté sage et modérée plutôt que des déclamations de la colère, du dénigrement des folliculaires et du despotisme des révolutions.

En Portugal, le roi, qui avait repris le pouvoir absolu (1), confia le ministère des affaires extérieures au marquis de Palmella, qui inclinait pour les Anglais, et celui de la guerre à Subserra, qui penchait pour la France. Don Miguel, son fils, chef des absolutistes fougueux et ennemi juré des francs-maçons, comme on appelait à Lisbonne les libéraux, excita les soldats de la Foi à terminer l'œuvre commencée; il fit arrêter beaucoup de gens sous prétexte d'une conjuration, entre autres Palmella; et voulut, on le croit, forcer son père à abdiquer. Le roi, se voyant comme assiégé, se réfugia sur un vaisseau anglais, où les diplomates vinrent lui apporter leurs conseils; et ils l'amenèrent, malgré sa répugnance, à reprendre le pouvoir. Pardonnant à don Miguel son usurpation, il envoya ce prince à

Portugal.

1824. Avril.

(1) Voy. tome XVIII.

Vienne pour y apprendre à abhorrer les constitutions, en attendant le moment opportun. Il donna cependant une amnistie, quelques institutions et convoqua les cortès, sans toutefois déterminer l'époque de leur réunion. Cependant les factions redoublèrent d'effervescence, tout fut livré à l'incertitude; l'Angleterre fit rappeler l'ambassadeur de France, qui lui portait ombrage; et, profitant de son influence du moment, elle décida le roi à reconnaître l'indépendance du Brésil.

On ne songea pas même, dans cet acte, à prévoir le cas où les deux couronnes viendraient à se réunir sur la même tête, ou
1826. l'on ne voulait pas s'y arrêter. En effet, Jean VI mourut, et la
10 mars. question fut de savoir qui lui succéderait. Don Pedro possédait dans le Brésil un empire indépendant; mais son père l'avait déclaré aussi héritier du Portugal. Il s'en déclara roi aussitôt, et y envoya la constitution que Jean VI avait promise sans la donner. Il y établit la monarchie héréditaire; limitée par une chambre des pairs, dont les membres sont désignés par le roi en nombre déterminé d'après certaines conditions, et par une chambre des députés nommés par des électeurs provinciaux, qui sont nommés eux-mêmes par des électeurs de paroisses jouissant d'un revenu de six cents francs. Cette constitution ressemble donc à la charte française, sauf que l'élection à deux degrés y est fondée sur le suffrage universel, à peu de chose près. Homme de cœur et désireux de gloire, don Pedro suivait en cela les idées du libéralisme; mais il foulait aux pieds les vieilles franchises nationales : ce qui amena le trouble et la confusion dans le pays. Don Pedro, sachant combien les absolutistes étaient forts, déclara qu'aussitôt le serment à la charte prêté il remettrait la couronne de Portugal à sa fille dona Maria da Gloria, que son intention était de marier à don Miguel.

La constitution fut jurée; mais un grand nombre de Portugais, dont elle blessait les intérêts ou les idées, se réfugièrent sur le territoire espagnol; et, appuyés par Ferdinand VII, ils la repoussèrent comme opposée aux institutions nationales. Le comte d'Amarante, suivi de ses vassaux, se mit à la tête de ceux qui se levèrent en armes; les uns proclamèrent don Mi-
Novembre. guel, les autres divers princes, jusqu'à Ferdinand VII lui-même; et le sang coula malgré l'intervention des cours étrangères.

1827. Don Miguel, sur l'invitation de son frère, arriva de Vienne, et jura la charte; mais il seconda sous main les absolutistes et s'appuya sur la multitude. A peine les troupes anglaises furent-elles

parties, à peine eut-il reçu le montant d'un emprunt négocié en Angleterre qu'il abrogea la constitution et la loi électorale; puis, cédant au vœu public, il réunit les anciennes cortès des trois états du royaume. La question de succession fut soulevée dans cette assemblée; on y déclara don Pedro étranger, et don Miguel s'empara du pouvoir absolu. 1828. Juillet.

Cependant une partie de l'armée refusa de servir l'usurpation; les constitutionnels proclamèrent dona Maria, et mirent Palmella à la tête de la régence. La guerre civile éclata : les constitutionnels furent dispersés et réduits à s'enfuir; les supplices furent le prix de la fidélité, et l'Angleterre chercha vainement à rapprocher les partis en faisant épouser à don Miguel sa nièce dona Maria.

La révolution de 1830 elle-même n'ôta pas l'influence aux absolutistes; et les patriotes, qui avaient espéré obtenir des secours du dehors, reconnurent qu'ils ne pouvaient se fier qu'à eux-mêmes. A ce moment la révolution dont nous avons parlé s'accomplissait au Brésil, et don Pedro revenait en Europe, après avoir abdiqué en faveur de son fils. Accueilli comme roi en Angleterre et en France, il fut bientôt entouré par les émigrés portugais, à la tête desquels se mit Saldanha. *L'armée* 1833. *libératrice,* partant des Açores, restées fidèles, arriva à Porto; mais elle fut repoussée par le peuple. On se fit une guerre acharnée; et les rivalités, la famine, les persécutions se réunirent pour désoler le pays. Don Miguel, comme don Pédro, fut obligé de combattre avec des armes étrangères : le premier eut pour lui le Français Bourmont, l'autre l'Anglais Napier. Un emprunt contracté en Angleterre par Palmella, et qui procura à son parti des vaisseaux et des munitions, décida enfin le triomphe de dona Maria; et don Pedro venant à mourir peu après, cette 1834. 4 septembre. princesse se trouva, à l'âge de seize ans, investie du pouvoir royal dans un pays épuisé et peu tranquille encore. Déclarée majeure, elle donna sa confiance à Palmella; mais l'état des finances devint une cause de graves embarras : les cabales se succédèrent pour faire changer les ministres; enfin un soulèvement éclata, et l'on demanda leur renvoi avec la constitution de 1822. Bernard de Sa et Passos furent appelés au ministère, 1836. et les nouvelles cortès rédigèrent une constitution avec deux chambres et le veto absolu de la couronne. Il en résulta une guerre civile entre les constitutionnels et les chartiotes, guerre qui ruina les finances et conduisit à la banqueroute. Enfin le trône de

dona Maria se consolida, et les constitutionnels modérés l'emportèrent. Mais tout fut à créer dans le pays.

En vertu d'anciens priviléges accordés par la maison de Bragance au temps de ses révoltes contre l'Espagne, en reconnaissance aussi des secours qu'ils lui accordèrent depuis, les Anglais jouissent, pour leur commerce en Portugal, d'exemptions qui les rendent supérieurs aux nationaux. La compagnie anglaise qui a le monopole des vins de Porto avait été dissoute par don Pedro; mais l'extrême besoin de se procurer des subsides par anticipation fit renouveler son privilége. Les dettes contractées et la nécessité de s'assurer une protection lient ce pays à l'Angleterre, qui y donne et y reprend la couronne à son gré. Il sera bien difficile au Portugal de conserver Goa, et plus encore Macao. Cette dernière ville, pendant la dernière guerre contre la Chine, fut en réalité occupée par les Anglais, qui prétendent aussi jouir de libertés et de priviléges dans les comptoirs portugais de l'Afrique orientale, que fréquentent leurs bâtiments. On les voit peu disposés à restituer Ceylan et à permettre que « le Tage vienne jeter, sans leur consentement, ses eaux dans l'Océan. »

Quoi qu'il en soit, ce petit pays, riche de tant de gloire et pourvu de tant de ressources, recouvrera de l'importance s'il s'y forme une opinion publique : il faut pour cela que le peuple apprenne à connaître ses intérêts politiques; il faut qu'il s'habitue à l'agriculture et à l'industrie; que le nombre des titres de noblesse diminue; que les majorats cessent de rendre les propriétés inaliénables, même les plus petites; que le souverain accepte sincèrement la constitution, et s'applique à la développer au lieu de l'entraver; que la représentation nationale acquière de la dignité en votant non dans un intérêt de faction, mais dans l'intérêt public; que les Portugais apprennent enfin à subsister par eux-mêmes, sans qu'une autre nation vienne cultiver et commercer pour eux.

Espagne. En Espagne, Ferdinand VII, redevenu absolu, avait dû céder aux conseils de la France et accorder une amnistie; mais de trop nombreuses exceptions l'avaient rendue illusoire. Haïssant encore plus les libéraux que le libéralisme, il irritait tellement les esprits qu'il avait été, pour sa sûreté, forcé de demander que l'occupation fût prolongée, ce qui enraya la fougue des absolutistes. Cependant tout n'était que désordre. Les impôts

n'étaient pas payés; des bandes armées se montraient de tous côtés, et les cours alliées faisaient changer les ministres à leur gré. La terreur aurait pu réduire au silence un petit peuple opprimé par les baïonnettes d'une grande puissance; mais un gouvernement indigène aurait-il réussi à maintenir la tranquillité dans un pays où les agitations sont chroniques, où l'usage des armes est général, si la population ne fût pas restée étrangère à ces mécontentements des hautes classes? En effet, la révolution se fit là par la noblesse et la bourgeoisie aisée, et l'absolutisme pouvait y être considéré comme une démocratie royaliste et religieuse, en insurrection contre les constitutions de France et d'Angleterre. *Vive le roi absolu!* fut souvent le cri du peuple; et Ferdinand dut protester hautement contre l'intention qu'on lui prêtait de poser des limites à l'autorité royale. Les absolutistes, mélange de monarchiques, de théocratiques et de bourgeois qui s'intitulaient apostoliques, trouvaient que Ferdinand n'opérait pas avec assez de résolution, et ils mettaient toutes leurs espérances dans l'infant don Carlos, son frère. On put voir à la révolution de 1830, combien les idées révolutionnaires étaient peu répandues au delà des Pyrénées. Il semblait qu'un trône qui n'avait plus pour le soutenir ni les Bourbons ni la force intérieure devait s'écrouler : cependant le libéralisme trouva si peu de faveur que l'invasion de Mina échoua d'abord, et que ce général, après s'être vu deux fois porté en triomphe comme un libérateur, ne trouva pas une cabane pour s'y réfugier lorsque sa tête fut mise à prix.

Mais tous ceux que mécontentait un gouvernement absurde se réunirent aux libéraux. Les apostoliques, à force d'accuser Ferdinand d'abandonner la monarchie et la religion, finirent par le dégoûter lui-même; et il reconnut qu'un roi doit être quelque chose de plus que l'homme d'un parti (1). Ses trois mariages ayant été stériles, il voulut essayer d'un quatrième, et épousa Marie-Christine de Sicile. Aussitôt les réjouissances, les fêtes, les réceptions faites à une jeune reine pleine de vivacité changèrent l'aspect de ce pays, que tant de misères avaient assombri. Les absolutistes prirent en aversion Christine, qui, se voyant entourée d'ennemis puissants, s'appuya sur le parti constitutionnel. En effet, le libéralisme reprit faveur par-

(1) Le parti peu nombreux, et par conséquent anti-national, était celui des apostoliques. P. S. LÉOPARDI.

tout; Ferdinand lui-même retrouva de la gaieté, surtout lorsqu'il
1830. 31 mai. vit la reine le rendre père d'une princesse; et il fit preuve envers elle d'une extrême condescendance en promulguant la loi des cortès de 1789, qui, abolissant la loi salique, rendait aux femmes, conformément à l'ancienne coutume, le droit de succéder au trône. Étrange abus du despotisme, qui fait et défait tant de fois, dans un siècle, une loi aussi importante que celle qui règle l'hérédité royale!

Cependant la constitution de 1812 avait aussi déclaré que le trône était dévolu aux aînés, mâles ou femelles. Ainsi ou la constitution subsiste, et la loi salique est abolie, ou elle est non avenue, et le roi despotique peut à son gré la détruire. Don Carlos se trouvait de cette façon écarté du trône. Il en résulta des réclamations de la part de la France et de Naples, dont les familles souveraines avaient des droits éventuels à cette couronne. Les apostoliques, qui avaient compté jusque-là sur l'avénement de l'infant, se recrièrent surtout, et s'agitèrent beaucoup. Calomarde, chambellan du roi, qui était son bras droit, avec Alcudia, furent renvoyés du ministère et beaucoup de fonctionnaires destitués. Les espérances des progressistes se portèrent de plus en plus sur la reine Christine, nommée régente, et les diverses nuances libérales se confondirent sous le nom de *chris-*
1833. Juin. *tinos*. Le ministère qui se forma alors sous Zéa-Bermudès s'appliqua à réparer les maux causés par le précédent; il amena le roi à quelques concessions, et fit prêter aux cortès réunies par états le serment de fidélité à la reine Isabelle. Il rouvrit les universités, que Calomarde avait fait fermer; l'amnistie, en même temps qu'elle était une réaction contre l'absolutisme passé, rappela de l'exil et rendit à la liberté beaucoup d'hommes distingués et de riches propriétaires, disposés à soutenir la régente contre don Carlos. Ce prince, qui s'était retiré en Portugal sous le patronage de don Miguel, protestait contre ce qui se faisait en Espagne. C'est ainsi que Ferdinand emporta au tombeau la certitude de laisser son royaume en proie à la guerre civile, qui ne tarda guère à éclater.

3 octobre. Marie-Christine prit alors le gouvernement; et Zéa-Bermudès, à qui le portefeuille fut conservé, fit paraître en son nom une proclamation célèbre. Autant les nouveaux actes étaient agréables aux libéraux, autant ils étaient vus de mauvais œil par les apostoliques. Entre eux toutefois se trouvait un parti moyen, qui, ennemi de la tyrannie, mais aussi de la révo-

lution, se composait de gens d'affaires influents et désireux de réaliser des bénéfices. Puis on avait en face le peuple, fidèle à la religion et à la monarchie, à qui il fallait faire comprendre que ni l'une ni l'autre n'étaient compromises par les mesures récemment adoptées et que le gouvernement ne livrait pas l'Espagne aux périls de l'esprit d'innovation. Pour cela, Zéa-Bermudès annonçait au nom de la régente l'intention de maintenir le système de Ferdinand et de pratiquer un *despotisme éclairé*. En sacrifiant ainsi aux idées monarchiques du pays, il ramena un certain nombre de partisans de don Carlos, jeta de l'indécision parmi les autres, et rassura le peuple, détrompé de ces constitutions tant de fois tombées, ressuscitées et changées.

Mais, comme il arrive d'ordinaire au premier ministère d'un gouvernement nouveau, Zéa-Bermudès mécontenta tous les partis; Martinez de la Rosa, qui lui succéda, promulgua un statut royal, copie de la constitution anglaise, avec une chambre des pairs, moitié héréditaire, moitié à vie. Cette constitution octroyée, qui ne dérivait ni du droit ni des antiques coutumes, répugna aux franchises du pays et fut mal accueillie. Ce fut alors qu'éclata le soulèvement carliste; il fallut armer le peuple; il fallut l'exciter à soutenir la cause de la reine, en donnant une constitution au moment où le choléra exerçait ses ravages. On opposa Mina aux carlistes de Zumalacarregui; à sa mort, Espartero, qui avait fait la guerre en Amérique, devint le héros 1836.
des christinos. Il réorganisa l'armée, et finit, après six ans de vicissitudes et de petits combats, par repousser sur le territoire 1840.
français Cabrera, chef des insurgés du centre, ainsi que don Juin.
Carlos. Ce prince fut retenu prisonnier en France jusqu'au moment où il renonça à ses prétentions en faveur de son fils (1845).

Les provinces basques avaient prospéré dans l'indépendance, et trouvaient honteuses ces révolutions de palais : elles opposèrent donc une résistance énergique, préférant leurs anciens priviléges aux avantages chimériques du gouvernement militaire. Bien que contraintes à déposer les armes, elles ne furent pourtant pas vaincues, attendu qu'elles conservèrent leurs *fueros*, c'est-à-dire l'indépendance des municipalités, le droit de se taxer elles-mêmes et d'administrer leurs biens, de n'avoir de troupes que dans les forteresses, d'être affranchies du recrutement militaire, de jouir de la liberté du commerce et d'approuver les actes du pouvoir exécutif et législatif avant d'être obligées d'y obéir.

Christine, débarrassée de ses ennemis, se trouva dans une
16 octobre. position difficile avec ses amis; Espartero, se prévalant de son influence sur un gouvernement faible, devint le véritable maître. Elle se décida à abdiquer, puis elle se rendit en Italie et en France.

L'agitation continua après elle. Apostoliques, constitutionnels, royalistes se montrèrent également conspirateurs et anarchiques; le peuple soupirait après l'absolutisme, ne comprenant la liberté que sous la forme de privilége historique. Les libéraux, gens riches et instruits, voulaient transplanter dans le pays des systèmes étrangers; aucun esprit public n'y mûrissait à côté des idées de provinces et de priviléges. On obéissait par force à celui qui avait l'armée pour lui. Mais le parti aujourd'hui vainqueur sera à coup sûr renversé demain sans qu'on puisse dire par qui. Cette fière nation espagnole a trop longtemps vécu sans émulation; les classes nobles, dépossédées par les princes de la maison d'Autriche, ont perdu le point d'honneur et l'ambition; pendant que le clergé s'abaissait à servir les passions royales, le commerce languit, et tout ce qu'il y avait de forces dans le pays s'est éteint, faute de moyens de les exercer avec liberté. Il ne reste plus de véritable aristocratie dans le plus aristocratique de tous les pays, attendu que le despotisme d'une part, mais plus encore le sentiment catholique, puis les anciennes guerres soutenues en commun, les moines, enfin, dont le nombre était si grand, y ont enraciné partout les idées d'égalité. Le procès ne put donc être décidé là par la guillotine, comme en France : il devait être long, et se traîner avec lenteur entre gens dont chaque homme comptait.

La centralisation répugne à ce pays, où la division des anciens royaumes a laissé de profonds souvenirs; et, tandis qu'en France les mouvements procèdent de la capitale au reste du pays, ils naissent en Espagne dans les provinces, et la capitale se trouve comme assiégée. Dans un pareil état de choses, les crimes et les délits abondent (1); l'agriculture et le commerce sont nuls. Au fond, cependant, la nation est plus morale qu'on ne le croit en Europe; elle est arrivée à une liberté plus réelle et plus logique que les autres; les municipalités, très-ancienne-

(1) En 1845, l'audience de Barcelone a eu à juger 3,681 procès criminels, dont 160 assassinats, 1 parricide, 24 suicides, 6 infanticides, 5 attentats contre la vie, 33 meurtres involontaires, 318 blessures graves, 49 incendies, 404 vols et 315 cas de contrebande.

ment enracinées, ont en Espagne une force morale extrême; on n'y comprend guère ces libertés inscrites uniquement dans une charte; et l'on considère comme tyranniques ces libéraux qui dépouillent les gens de priviléges véritables pour y substituer des droits fantastiques, qui n'ont rien à faire avec le caractère national. Les libéraux eux-mêmes sont divisés en exaltés et en modérés. Les premiers, sous les noms divers de communeros, de carbonari, de jeune Espagne, de Sainte-Hermandad, se recrutent dans les sociétés secrètes sorties de la franc-maçonnerie de l'Empire, et s'appuient sur l'Angleterre; les autres, qui penchent du côté de la France, sont des membres de la noblesse, des hommes riches, des gens d'affaires, et s'appuient sur la couronne.

Il n'est donné qu'à l'épée d'imposer un maître à un pays désuni à ce point : Espartero se servit de la sienne, comme dictateur, pour suspendre des discordes sans fin. Tous ceux à qui l'empire de Napoléon avait laissé l'adoration de la force crurent qu'il obtiendrait à la fin, à défaut d'autre résultat, la tranquillité, ce premier besoin du pays. Mais ce général, inconcevable mélange de férocité et d'indécision, réprima Barcelone soulevée en la bombardant; puis il n'osa, peu après, recourir à la force contre une autre insurrection; il s'enfuit en Angleterre, et ceux qui naguère le maudissaient pour sa rigueur insultèrent à sa faiblesse. Alors Isabelle fut déclarée
majeure; Christine fut rappelée avec Martinez de la Rosa et les 1844.
modérés; mais la tranquillité ne revint pas. Le mariage de la reine devint une affaire d'État, à laquelle prirent part toutes les puissances.

La seule unité du pays, l'unité catholique, cette force de la monarchie espagnole, a reçu une atteinte violente de la confiscation des biens du clergé tant séculier que régulier, ainsi que de l'abolition du tribunal de la nonciature et du droit de nomination aux évêchés, réservé à Rome. Ces actes, qui avaient pour objet de subvenir à la dette publique, produisirent un grand changement dans les propriétés et dans les intérêts locaux; telle est la richesse du sol qu'il suffirait de quelques années de calme pour amener une grande prospérité. Déjà de bonnes lois sur les mines ont fait le plus grand bien à l'industrie du fer. Il est vrai que Gibraltar est un entrepôt de marchandises anglaises, destinées à être introduites en Espagne par contrebande; il est vrai que le cours des fleuves est interrompu par

la douane du Portugal, dont ils traversent le territoire pour se jeter à la mer. Mais on pourra y remédier en modifiant le système des prohibitions, dont aucun pays n'a eu plus à souffrir que l'Espagne. Si le mouvement d'absorption des petites nationalités dans les grandes se poursuit, la Péninsule entière, ne formant plus qu'un seul corps, recouvrera son rang parmi les grandes nations européennes.

La perte de ses colonies n'a pas donné à l'Espagne les avantages que l'Angleterre a recueillis après l'affranchissement des siennes. Trop faible et trop malheureuse, lorsqu'elles secouèrent son joug, pour pouvoir conclure de bons traités de commerce, elle n'a pas même obtenu plus tard quelques indemnités pour les Espagnols dont les propriétés avaient été confisquées, ni pour les biens de la couronne; elle n'a pu davantage se décharger sur l'Amérique d'une partie de sa dette, qui s'est considérablement accrue.

Il lui reste pourtant assez de possessions pour figurer encore parmi les puissances coloniales. Cuba est l'île la plus richement dotée par la nature, et la Havane, qui domine la double entrée dans les mers du Mexique, un des meilleurs ports du Nouveau Monde. La culture du tabac, qui y est exeellent, s'accrut beaucoup
1831. lors que le gouvernement eut aboli le monopole. Indépendamment du coton et des rayons de miel, on exporte de la Havane autant de sucre et de café que de toutes les Antilles anglaises et de l'île de Maurice. Porto-Ricco, qui, en 1808, manquait de sucre pour sa consommation, en produit à cette heure un million de quintaux. Les Anglais, connaissant l'importance de ces positions, s'appliquent à en rattacher les habitants à leurs intérêts; et si une guerre venait à éclater, il est douteux que l'Espagne pût les défendre. Le pourrait-elle contre les États-Unis?

Les Philippines, dont les éruptions volcaniques accroissent ou diminuent chaque jour le nombre, offrent aussi en Asie un beau champ à l'activité espagnole. Les émigrations de la mère patrie y ont multiplié les établissements, les sociétés commerciales et les missionnaires, à tel point que la population espagnole y a doublé depuis le commencement du siècle. Mais ce sont là aussi des possessions précaires; la marine espagnole ne suffirait pas pour les protéger (1) contre les Anglais, ni même contre la piraterie des Illanos.

(1) En 1764 l'Espagne avait cent soixante-dix-huit bâtiments de guerre,

CHAPITRE XXVI.

RUSSIE.

La Russie est organisée tout à fait militairement : la hiérarchie civile elle-même est militaire. Celui qui n'a pas retrempé sous les drapeaux la noblesse de ses aïeux cesse d'être noble. La longue durée du service produit une cavalerie et une artillerie excellentes ; on fait venir des officiers de l'Allemagne et de l'Angleterre. Quant au peuple, il y est façonné à une prodigieuse obéissance ; aussi, dans de pareilles conditions, la modération est-elle difficile. Ce qui frappe surtout à l'heure présente, c'est l'étendue toujours croissante de la Russie. En vain la géographie ou la diplomatie lui assignent des frontières ; depuis un siècle elle s'est agrandie à chaque traité. Désormais la mer Caspienne ne voit flotter d'autre pavillon de guerre que le sien ; elle enserre la mer Noire et la Baltique : tous les vingt ans, elle envahit des territoires qui furent occupés tour à tour par des peuples divers, d'abord les rives du Don, puis la Nouvelle-Russie, le long du Dniéper, puis la fertile Crimée, puis la contrée qui s'étend entre le Bug et le Dniéper, puis celle qui est entre le Dniester et le Pruth, Budeak et la Bessarabie : maintenant elle s'installe sur le delta du Danube, et le fortifie ; d'Aland elle menace Stockholm, de Sulina Constantinople. Ses frontières indéterminées, comme les royaumes envahisseurs du moyen âge, lui facilitent chaque année de nouvelles acquisitions ; d'un côté elle assujettit à un établissement fixe les nomades de l'Asie centrale, de l'autre elle s'ouvre les glaces du Nord : d'autant plus menaçante que ses opérations sont environnées de ténèbres.

Alexandre poursuivit l'exécution des desseins de Pierre le Grand et de Catherine : s'attachant à fortifier sa puissance à l'intérieur, à étendre vers l'Occident ses possessions et son influence, à profiter des colonies russes au nord-ouest de l'Amé-

savoir : soixante-sept vaisseaux de ligne, quarante-sept frégates, soixante-quatre bâtiments plus petits. Les journaux du mois d'octobre 1845 lui donnent trois vaisseaux du haut bord, six frégates, trois corvettes, sept bricks de vingt pièces de canon et quelques bâtiments plus petits.

rique, pour communiquer avec le Japon, il n'interrompit pas même pendant la guerre qu'il eut à soutenir contre la France, celle qu'il faisait en Orient, cherchant toujours à enlever quelque nouveau lambeau de territoire à la Turquie et à la Perse.

Alexandre a joué un grand rôle dans l'histoire de ces derniers temps; deux fois l'Europe l'a salué comme un libérateur. Il semblerait que le mot par lequel il commença son règne ait été le programme de toute sa vie. *Que l'horreur du premier jour soit effacée par la gloire de ceux qui le suivront!* Ceint de la couronne ensanglantée des czars, il sentait le besoin d'une expiation, et la cherchait dans des pratiques de piété, dans la conviction qu'il était l'instrument choisi par la Providence pour délivrer d'abord son peuple de l'invasion étrangère, la Grèce de la barbarie des Ottomans, puis l'Europe du despotisme du glaive, et dans les derniers temps de la démagogie.

Secondé par sa fortune et par les fautes d'un grand homme, il se montra généreux, et principalement lors de la première invasion en France. A Paris, La Fayette le trouvait « poli, aimable et surtout libéral. » Alexandre s'affligeait de ce que l'on rendait à l'Europe les hommes d'autrefois, au lieu de lui donner de bonnes institutions (1); et, avec cinquante millions de sujets et un revenu de trois cents millions de roubles (quinze cents millions de francs), à la fleur de son âge, il remit son épée dans le fourreau, lorsque tant d'illusions s'offraient à ses regards.

A la nouvelle des grandes solennités qui se préparaient pour son arrivée à Saint-Pétersbourg, il écrivit : *J'ai toujours répugné à ces pompes, et maintenant plus que jamais. Les événements qui ont mis fin aux guerres sanglantes de l'Europe sont l'œuvre du Tout-Puissant, et c'est à lui qu'il faut rendre grâces.* Il refusa le titre de *Béni*, et lorsque dans son conseil il surgissait quelque difficulté grave il se mettait à prier. Il s'appliqua à réunir toutes les sectes religieuses de l'empire, secondant à cet effet les efforts de la société biblique de Londres, qui y répandait des Bibles par milliers, ce qui semblait devoir introduire le calvinisme en Russie.

Quand madame de Staël visita la Russie, Alexandre lui dit : *Vous serez choquée de voir le servage du paysan. J'ai fait ce*

(1) Voy. *Mémoires, correspondance et mss. du général La Fayette, publiés par sa famille*, t. V, p. 311; Paris, 1838.

que je pouvais, j'ai affranchi les serfs de mes domaines; mais je dois respecter les droits de la noblesse, comme si nous avions une constitution, qui malheureusement nous manque. — Sire, votre caractère est une constitution, lui répondit-elle. — *En ce cas,* reprit-il, *je ne serais qu'un heureux accident.*

Il avait donné une constitution à la Pologne malgré les aristocrates opiniâtres; constitution, il est vrai, sans garantie de durée, et qu'il modifia lui-même. Mais ses paroles à madame de Staël indiquent l'erreur de ceux qui croient que l'autocrate peut chez lui tout ce qu'il veut. La résistance sanguinaire des boyards, qui se laissèrent égorger par Pierre Ier et éblouir par Catherine, renaît de temps à autre en s'appuyant sur des droits et en déployant une fierté farouche. Quiconque a examiné de près les dernières expéditions en Pologne, en Grèce et en Perse aura pu y apercevoir les actes ou au moins l'impulsion irrésistible de volontés qui diffèrent de celle du souverain dans un pays où la richesse se compte par les têtes de paysans qu'on possède, où un seigneur en tient des milliers qui dépendent de sa justice ou plutôt de son caprice. En outre ces seigneurs forment la cour du czar; s'ils ne peuvent agir directement sur le paysan, ils le peuvent sur sa mère, sur son frère, sur sa femme; ils commandent les armées, recrutées au moyen des hommes qu'ils doivent fournir comme tribut, et qui, en sortant du service, retomberont dans le servage : il est facile de comprendre qu'un prince, même désireux du bien, ménage une aristocratie entêtée du passé et de ses priviléges.

Alexandre se montra zélé pour l'instruction du peuple : il voulut des écoles, des académies, la libre introduction des livres, peu dangereuse, à la vérité, dans un pays où le peuple ne lit pas, où il n'y a pas de classe moyenne et où l'aristocratie est bien plus tyrannique que le souverain. Après avoir aboli le knout et la torture, établi un sénat conservateur des lois, avec droit de remontrance, il exigea de l'économie dans sa cour, et montra lui-même des goûts simples. Mais les idées généreuses et désinterressées, qui déconcertaient la politique, furent bientôt étouffées chez ce prince par la peur des révolutions et par la défiance qu'inspiraient au czar ses propres conseillers, si bien qu'il croyait devoir s'occuper de détails qu'un grand monarque abandonne d'ordinaire à des subalternes. Metternich triompha, en lui inspirant l'horreur des révolutions; et le czar augmenta les rigueurs contre les livres; il réforma, il exclut les Bibles, et il

s'apaisa à l'égard de la Porte, en même temps qu'il devenait soupçonneux envers la Pologne et la liberté.

Les sociétés secrètes s'étaient propagées durant la guerre de 1815; celles de l'*Union du salut*, ou *des vrais et fidèles enfants de la patrie*, s'étaient considérablement étendues : mais, au lieu de se composer, comme parmi nous, de la classe moyenne, elles se recrutaient dans la classe supérieure, surtout des cadets et de la jeunesse. Elles étaient distribuées en trois classes : les frères, les hommes et les boyards; elles se proposaient de changer les institutions et les autres abus dans l'administration. C'était aussi le but où tendaient la *Société des chevaliers* et l'*Union du bien public*; ces sociétés, qui avaient une organisation centrale et des ressources considérables, projetaient une république qui, formée de semblables éléments, n'aurait pu se résoudre qu'en oligarchie. Celle des *Slaves réunis* espérait rassembler en une confédération huit pays slaves, savoir, la Russie, la Pologne, la Bohême, la Moravie, la Dalmatie, la Hongrie, la Servie et la Transylvanie, avec la Moldavie et la Valachie. Pestel, l'organisateur des sociétés secrètes, avait préparé un code russe destiné à être publié si elles venaient à triompher.

Ces sociétés prirent plusieurs fois la résolution de tuer Alexandre, et cela sans avoir étudié le pays, ni examiné si une révolution de principes était possible dans un pareil état de civilisation.

Tout au contraire, les sociétés favorables à l'indépendance de la Grèce agissaient ouvertement, et obtenaient toute la bienveillance d'Alexandre, qui n'était retenu que par les frayeurs de ses alliés. Cependant, en 1825, il était au moment de prendre une décision sérieuse en faveur de la Grèce; il partit alors pour la Crimée, qu'il parcourut pour connaître les frontières de ses immenses États. Mais il tomba malade à Taganrog; fixant ses regards sur son médecin, il s'écria : *O crime!* et rendit le dernier soupir. L'impératrice, qu'il appelait *son ange*, ne tarda guère à le suivre au tombeau. Ainsi qu'il arrive dans les événements imprévus, on fit beaucoup de conjectures sur cette mort soudaine...

Mort d'Alexandre. 1825. 10 décembre.

La situation se compliqua encore lorsque dans les papiers de l'empereur on trouva une dépêche scellée, dans laquelle le prince Constantin, son frère, déclarait renoncer au trône, « ne se sentant ni la volonté, ni la capacité, ni la force nécessaires pour l'occuper. » En conséquence la couronne passait à son jeune frère Nicolas.

Nicolas.

Les conjurés, surpris à l'improviste par la mort d'Alexandre, songèrent au moins à obtenir une constitution, et se soulevèrent en proclamant que Constantin n'avait pas renoncé à la couronne. Ils propagèrent la révolte parmi les troupes, et marchèrent contre le palais, après s'être donné pour dictateur le prince Trubetzkoï. Mais Nicolas, après avoir invoqué le Seigneur, sortit intrépidement à leur rencontre, parcourut le front des troupes mutinées et les subjugua par sa fermeté. Quelques coups de canon dispersèrent les rebelles, et la Sibérie fit le reste.

Cela ne pouvait se terminer autrement dans un pays où il existe un si vaste abîme entre la classe noble et la multitude; les soldats ne s'étaient mis en mouvement qu'avec l'idée de soutenir les droits de Constantin et de la *constitution*, qu'ils prenaient pour la femme de ce prince.

Nicolas jugea nécessaire de rétablir par la guerre la discipline de l'armée; et, ne se prêtant pas, comme son frère, aux suggestions de Metternich, il reprit les projets contre l'Orient.

Mohammed-Khan, l'un des souverains les plus énergiques de la Perse, d'une justice extrêmement sévère et cruel par caprice, était parvenu, plus encore par sa tête que par son bras, à rétablir la tranquillité dans ce pays bouleversé. Il fut assassiné à l'âge de soixante-trois ans, au mois de novembre 1796. Feth-Ali, son neveu et son successeur, fut bientôt en guerre avec la Russie pour la Géorgie. Perse.

Cette contrée était retombée, en 1795, sous le joug de la Perse; mais, à la mort d'Héraclius, Paul s'en déclara czar, et décida que la Géorgie serait incorporée à l'empire, préludant ainsi à la conquête de toute la péninsule qui s'étend entre la mer Caspienne et la mer Noire. Cependant le gouvernement établi dans ce pays fut tellement dur que les populations irritées s'insurgèrent. Alexandre, pour s'assurer le pays par de meilleures frontières, fit occuper les rives du lac Goktka, en offrant des indemnités à la cour de Téhéran.

Napoléon, qui projetait de traverser la Perse pour aller attaquer l'Inde anglaise, envoya à Feth-Ali des ambassadeurs et des officiers, qui formèrent ses troupes à la tactique européenne; mais les Anglais surent déjouer l'influence française, et se firent médiateurs de la paix entre la Russie et la Perse. Par le traité qui fut signé à Gulistan, Alexandre se fit céder par la Perse plusieurs provinces du Caucase : le Kouban, le Daghes- 1813.

tan, la Mingrélie (Colchide), le Derbend, le Chirvan et la Géorgie. De plus, en s'obligeant à soutenir le prince que Feth-Ali désignerait pour monter après lui sur le trône, il s'assurait une ingérence permanente dans les affaires intérieures du pays. Les frontières avaient été mal déterminées, et les Russes ayant occupé un pays qui donnait accès dans la province d'Érivan, les Persans s'en émurent, et les mollahs, ainsi que les grands, poussèrent Feth-Ali à la guerre. En effet, à la mort d'Alexandre, croyant l'armée russe entièrement désorganisée, les Persans coururent aux armes; le midi de la Géorgie s'insurgea ainsi
1826. que la Mingrélie et l'Imirette; et Abbas-Mirza, fils du roi, s'avança avec cinquante mille combattants. Mais les Russes les mirent en déroute sur les bords du Djéham, et Paskewitch porta le carnage jusque sur la droite de l'Araxe. Il passa ce fleuve
1827. 17 juillet. 13 octobre. sur un pont formé d'outres gonflées, battit complétement les Persans, prit la forteresse d'Érivan, boulevard avancé de l'Asie, et assiégea Tauris : alors Abbas-Mirza, à qui il restait à peine trois mille soldats pour défendre cette place, se décida à traiter.

Mais ayant cherché à se soustraire aux conditions qui lui pesaient pendant que Nicolas était aux prises avec Constantinople,
1828. 28 février. il fut contraint, à la paix de Turcmanchiaï, de céder à l'empire les provinces d'Érivan et de Nakchivan, de payer vingt millions pour contribution de guerre, et de consentir à la libre navigation de la mer Caspienne. La Russie acquit ainsi une forte barrière pour se défendre elle-même et pour menacer ses ennemis; car de là elle peut à volonté se diriger sur la Turquie d'Asie et sur la Perse ou sur l'Inde. De plus, elle travaille à sympathiser avec les provinces limitrophes de la Perse, en intervenant dans les actes de ce gouvernement, en protégeant les habitants qui veulent recouvrer leur nationalité, en étudiant les voies et les besoins du commerce. Si la Russie s'est arrêtée aux fleuves Arpason et Araxe, ce n'a été que pour reprendre haleine avant de se lancer dans une nouvelle campagne, qui peut la conduire jusqu'à l'Indus. Déjà elle menace toute l'Arménie turque de la vaste forteresse de Sébastopol. Puis, ayant en sa possession l'Ararat, le mont Sacré et le siége patriarcal d'Etchemiatzin, elle cherche à se concilier tous les Arméniens, en exploitant à son profit leurs sympathies nationales et en exerçant ce prosélytisme religieux dans lequel elle est si habile.

On dit que la Russie a perdu, dans ces deux guerres, cent quarante mille hommes et cinquante mille chevaux, perte peu sensible dans un pays qui renferme tant de millions d'habitants. La Perse, si florissante jadis, était devenue un désert, comme tous les pays musulmans : elle possédait à peine cinq à six millions d'âmes, et le revenu ne s'élevait qu'à cinquante-huit millions; elle n'avait ni industrie, ni marine, ni instruction; car les célèbres universités d'Ispahan, de Schiraz, de Meschied se bornent à enseigner l'arabe, le Koran et les commentateurs. Le gouvernement semble avoir renoncé à ces violences instinctives qui sont le symptôme de la force parmi les musulmans. La Russie et l'Angleterre, rivales jalouses, sont là en lutte pour assurer leur domination sur les contrées voisines du golfe Persique. Lors donc que Abbas-Mirza, héritier désigné, eut précédé son père dans la tombe, et que Mohammed-Schah fut monté sur le trône l'année d'après, l'Angleterre envoya en Perse des officiers, et promit monts et merveilles au nouveau souverain pour le décider à abandonner l'alliance russe, sans lui demander aucune cession de territoire. C'est dans ses parages ou à la Chine que ces deux puissances colossales auront probablement à en venir aux mains. 1833.

Nous avons déjà dit (tome XVIII,) que la paix avec la Perse avait laissé le champ libre à la Russie pour se jeter sur la Turquie qu'elle eût subjuguée, si elle n'eût été arrêtée par la diplomatie des puissances rivales. La Russie, ayant aussi conclu un arrangement avec la Porte, cerna les tribus du Caucase, dont elle s'était ouvert la route en s'emparant de la Géorgie; car de Tiflis elle peut longer toute la chaîne de l'Ararat.

Les Russes appellent Circassiens, mais leur véritable nom est Adighes, les habitants du pays qui s'étend au nord jusqu'au Kouban, à l'orient jusqu'à la Laba, à l'occident jusqu'à la mer Noire, et au midi jusqu'au pays des Abazes, c'est-à-dire la majeure partie de la région montueuse qui sépare la mer Noire de la mer Caspienne, en traversant diagonalement l'isthme caucasien. Chasseurs toujours armés, aventuriers intrépides; ils mènent aux combats même les enfants, les femmes. Le Koran est toute leur science. Depuis deux siècles, les seigneurs féodaux ont succombé; et il n'y a plus dans le pays que deux classes, les hommes libres et les serfs. Ces derniers sont traités assez humainement; les hommes libres se réunissent en confréries héréditaires de seize ou vingt, jusqu'à deux et trois Circassiens.

mille, présidées par des anciens et dans lesquelles tous sont égaux. Ils donnent l'hospitalité à l'étranger, épousent la veuve de leurs frères et adoptent leurs vengeances; ils payent en commun les amendes et la composition pour les crimes commis par l'un d'eux. Outre ces usages et d'autres du même genre qui dérivent de l'islamisme, ils en ont qui proviennent du christianisme, qu'ils ont suivi d'abord. Beaucoup parmi eux se vendent volontairement aux Turcs, surtout les filles, qui sont d'une grande beauté dans ce pays; et Constantinople, la ville des merveilles, où elles peuvent même devenir sultanes, est le but de leurs espérances.

La tendance systématique de la Russie vers la mer Noire l'entraîna à se jeter sur ces populations; et la paix d'Andrinople, en repoussant les Turcs des pays du Caucase, lui a livré tout le rivage oriental de la mer Noire; de sorte qu'elle s'avance sans interruption, par l'isthme caucasien, jusqu'au cœur de la Turquie d'Asie. Mais les Circassiens ne se croient pas enchaînés envers la Russie par les traités qui les liaient antérieurement à la Perse. Les Turcs, les Guèbres, les chrétiens, la race mêlée du Daghestan et de la Circassie refusent de lui obéir. Ils ont à leur tête Schamyl, chef du muridisme, doctrine venue, il y a trente ans, de la Perse, laquelle se réduit à un méthodisme musulman, où le martyre est d'obligation et qui a pour conséquence la démocratie.

La Russie poursuit incessamment la tâche de plier ces peuples à la servitude; mais jusqu'à présent elle n'a pu que faire sonner bien haut ses victoires et sacrifier en même temps une armée tous les ans. Peut-être réussirait-elle mieux en disséminant des garnisons dans le pays. Les Caucasiens, s'ils se sentaient protégés par elles, pourraient s'y habituer, et finir par subir paisiblement la domination russe. La violence, au contraire, les éloigne; et la Russie ne reste maîtresse que des places fortes, dont les seules communications se font par mer à l'aide de forts détachés. La flotte, dont le canon les protége, a cent soixante lieues géographiques à surveiller, pour empêcher le commerce des armes et des esclaves avec la Turquie; ce qui n'empêche pas ce commerce de se faire avec une grande activité. Aussi, après avoir essayé de tous les genres d'attaque, du blocus, de la défense, de la civilisation, pour dompter cette contrée, la Russie s'aperçoit-elle que la nationalité n'y a rien perdu de son énergie.

L'Angleterre voit avec une inquiétude croissante s'avancer lentement vers la Perse la seule puissance qui soit dangereuse pour ses possessions en Asie. Déjà la Russie a tenté de s'emparer de Khiva (l'ancien Kharizm); et le mauvais succès de 1839.
cette expédition, partie d'Orenbourg, semble due à l'intervention de l'Angleterre, qui poussa et soutint les petits princes du pays. Mais la Russie reviendra à la charge; déjà les Anglais rencontrent ses ambassadeurs et ses généraux dans les cours de tous les raïas, leurs ennemis; et c'est en vain qu'ils stipulent avec chacun de ces princes l'exclusion du commerce et des armes russes : le colosse moscovite ne tardera pas à s'avancer jusqu'à Hérat, à cinq cent milles du Caucase et à sept cent milles de l'Indus.

Du côté de l'Europe, l'indépendance accordée à la Crimée par le traité de Kaïnardji (1774) n'était que temporaire et illusoire; car, neuf ans après, Catherine II la réunit à ses États. Par la paix de Jassi l'empire s'étendit jusqu'au Dniester; le traité de Bucharest, en 1812, détacha la Bessarabie de la Moldavie ; en 1829, celui d'Andrinople rendit momentanément l'indépendance à la Moldavie et à la Valachie; en 1833, celui d'Unskiar-Schelessi resserra de plus en plus l'empire turc. Appuyée sur ces traités, la Russie occupe le triangle du Danube avec des lazarets qui en réalité sont des casernes et des forteresses; déjà elle domine ce fleuve de l'île de Soulina. Puis chaque traité laisse percer de sa part l'intention de se faire la tutrice de la Porte et de la tenir privée de tout moyen efficace de résistance jusqu'à ce que vienne le jour de la subjuguer.

Au nord, la Russie a affermi sa domination dans l'Esthonie, la Livonie, et la Courlande. Les paysans, traités en serfs depuis la conquête, réclamèrent, les armes à la main, les droits qu'on leur refusait; mais ils furent vaincus. En 1817, on commença pourtant à améliorer leur position, et ils furent affranchis en 1831. A l'heure actuelle les Russes commencent à prévaloir dans toute la Baltique, où la race allemande était naguère seule en possession de l'industrie et de la science.

Nous avons déploré (pages 28 et suivantes) la révolution polonaise, qui a eu pour conséquence la destruction de ce royaume. Un grand nombre de seigneurs polonais périrent sous la hache, beaucoup d'autres furent déportés en Sibérie; il y en a bien plus encore qui languissent dans l'exil. A la diète de 1835, Nicolas dit aux Polonais : « Je désire que votre discours

« ne me soit pas lu pour vous épargner un mensonge, per-
« suadé que vous ne sentez pas ce que vous dites. Il faut des « faits, et non des paroles; le repentir doit venir du cœur. De « deux choses l'une, ou persister dans vos illusions d'une Po« logne indépendante, ou vivre sujets fidèles sous mon gouver« nement. Si vous vous obstinez dans les rêves d'une nationalité « distincte, j'ai fait élever une citadelle, et au moindre mouve« ment je détruirai Varsovie. Au milieu des désordres de toute « l'Europe, la Russie seule demeure intacte et forte... Croyez« moi, c'est un bonheur véritable d'appartenir à ce pays. Si « vous vous comportez bien, mon gouvernement songera à « votre prospérité, quoi qu'il soit arrivé. »

Cependant a Providence semble conduire même, par ces voies, la nation à une condition meilleure, en détruisant cette caste aristocratique qui sut remplir au moyen âge une noble tâche de résistance et de civilisation, mais qui doit disparaître devant le peuple, cette plèbe dont il avait été décrété, jusqu'à la dernière révolution, que nul ne devait proposer l'affranchissement. Au milieu des jalousies mal déguisées des puissances copartageantes peut briller l'espoir d'une réunion; déjà ce vœu a été exprimé en termes clairs là où il pouvait l'être, et ailleurs par un retour aux coutumes nationales, par le rapprochement des seigneurs et des paysans, par des tentatives d'amélioration morale pour ces derniers et leur participation à tous les droits.

Colonies militaires.

La guerre avec la France avait laissé à la Russie une dette énorme et une armée qu'il était important d'occuper. On y pourvut à l'aide des colonies militaires, dont le plan fut proposé en 1819 par le général Araktcheief : c'est à la fois une milice et une population agricole. L'empereur désigne les villages destinés à la recevoir. On inscrit sur un rôle les habitants et leur état; ceux qui ont passé soixante ans deviennent *patrons des colons*. Chaque patron reçoit une certaine portion de terrain, sous la condition d'entretenir un soldat avec sa famille et son cheval; de son côté, le soldat cultivateur doit l'aider dans ses travaux quand il n'est pas retenu par le service. Les autres habitants constituent une hiérarchie militaire, à laquelle ils sont façonnés dès l'enfance; et on leur apprend, en même temps que la lecture, l'écriture et l'arithmétique, le maniement des armes et l'équitation. Ainsi l'on substitue donc la troupe à la famille; on décompose celle-ci pour recevoir les hommes accidentelle-

ment ; ce qui relâche les liens naturels, et l'instruction ne sert qu'à faire sentir davantage la servitude.

Le territoire russe offre des débris de toutes les révolutions de l'Asie moyenne ; et, dans le gouvernement d'Astrakan surtout, les populations qui s'y sont trouvées aux prises, y ont perpétué les usages et les croyances antiques : Russes, Slaves, Cosaques, Circassiens, Grecs, Turcs, Kirghiz, Kaïsaks, Tchérémisses, Arméniens, Géorgiens, Persans, Indiens, Huns ou Avares, Mongols, Finnois, Baskirs se trouvent en contact sur cette frontière de l'Asie et de l'Europe, et se transforment sous la pression de la Russie. Les gouvernements de Kasan et d'Orenbourg sont aussi un mélange de populations diverses ; il en est de même de la Sibérie, où la population clair-semée est mahométane, bouddhiste, idolâtre, chrétienne, et parle le russe, le finnois, le turc, le mongol, le tongouse, mais est entièrement subjuguée.

La Russie poursuit sans cesse ce grand projet d'attacher au sol et à la civilisation les populations de cette contrée de l'Asie centrale appelée autrefois Grande Tartarie. Elle commence à lui assigner les limites qu'elles ne doivent pas outre-passer, soit en été, soit en hiver : s'il s'élève des différends entre elles, elle en profite ; elle attire au cœur de l'empire les personnages les plus influents, et leur inspire le goût des titres et des honneurs, ainsi que le désir de rester attachés à la cour. Les fonctionnaires envoyés dans ces pays ont des résidences fixes, avec une église, un hôpital, une école, une caserne, qui deviennent le noyau de nouveaux villages dépendants de la Russie et des rudiments de civilisation. Sauf le monopole du sel et de l'eau-de-vie, le gouvernement n'impose point de taxes ; mais ce que les habitants ne tirent pas de leur propre fonds, comme les fruits et les mines, lui appartient. Ceux qui améliorent les terres sont récompensés. De cette manière les steppes se sont rapidement converties en campagnes ; les tribus nomades et les Turcs s'en sont éloignés ; les Tartares Nogaïs ont péri dans les guerres, ou se sont retirés en Asie, ou sont devenus agricoles et laborieux dans la Crimée et sur la mer d'Azof. Des Russes, des Cosaques, des Allemands, des Juifs, des Bohémiens se sont répandus sur le pays conquis, où ils sont tous respectés, mais tenus de travailler. Les Arméniens y ont apporté les vers à soie ; les Allemands, les métiers à tisser et les pioches ; les Italiens et les Français, la culture de la vigne. Aussi la Crimée devint-elle bientôt le jardin de Saint-Pétersbourg, le vignoble de Moscou, le grenier de l'Italie et de

l'Angleterre : Odessa, Taganrog, Kertsch, Ismaël s'accrurent à vue d'œil; d'autres villes se fondèrent. Les Russes se sont civilisés de même au nord du Caucase, de la mer Caspienne, du lac Aral, comme au nord du Pont, procédant avec lenteur et patience, employant tour à tour la persuasion et la force, les conversions et la tolérance, et adaptant les institutions à la nature de chacun. Les Kirghiz mahométans ont transporté leurs tentes dans le vaste territoire qui s'étend entre la rive gauche de l'Irtyche, la côte orientale de la mer Caspienne et l'Iaxarte. Les Kalmouks, qui leur ressemblent, grossiers sectateurs de Lama, relèvent des gouvernements d'Astrakhan et du Caucase; ils ont vingt mille tentes dans les plaines situées entre le Caucase et la mer Caspienne.

Cosaques. Les Cosaques vont s'assimilant de plus en plus à leurs maîtres. La Russie commença à les organiser en troupes légères du moment où elle eut subjugué les Tartares. Les premières lignes cosaques dont elle s'entoura s'étendaient du Volga au Don, et de ce fleuve au Dniéper, autrefois les limites de l'Ukraine. Après la conquête de Kasan et d'Astrakhan, ils s'en éloignèrent, et maintenant ils entourent le Caucase et les steppes des Kirghiz. En 1804, les Cosaques de la mer Noire furent organisés comme ceux du Don, mais avec plus d'indépendance et avec le droit d'élire leur chef. Ceux du Dniéper et de l'Ukraine sont déjà soumis à un gouvernement. Cette nation, qui se modèle facilement sur les peuples au milieu desquels elle vit et fait la guerre, fournit une avant-garde légère et hardie, dont la rapidité contribue efficacement à tenir dans l'obéissance des populations disséminées sous des climats très-divers. Mais si cette ligne de circonvallation préserve la Russie du danger d'être envahie, elle pourrait aussi se retourner contre le centre; de là la nécessité de l'amuser par des guerres, dont le mauvais succès même tourne au profit de l'empire.

Ainsi cet empire russe est semblable au Pô, qui menace toujours d'inonder les campagnes qui l'environnent; et l'Europe civilisée est toujours contrainte dans ses progrès d'avoir l'œil ouvert de ce côté dans la crainte que des hordes ennemies ne se mettent en marche pour étouffer les mouvements que pourraient tenter soit la Pologne, soit Naples, soit l'Espagne.

Avec les accroissements qu'il s'est ménagés même au sein de la paix, l'empire russe embrasse deux cent soixante-une mille lieues en Europe, six cent quatre-vingt-quatre mille en Asie,

soixante-douze mille quatre cents en Amérique; et, au moment où nous écrivons, il s'acroît encore. Moscou, orgueilleusement sortie de ses cendres, compte trois cent cinquante mille habitants; et sa situation, beaucoup plus favorable que Saint-Pétersbourg, la fait toujours considérer comme la capitale réelle et nationale; et s'il arrive un jour que le colosse se partage en deux, une Russie moscovite restera attachée au Kremlin; une autre, finnoise et allemande, sur la Baltique, avec la Courlande, l'Esthonie, la Livonie, la Finlande, qui jouissent de priviléges politiques vainement enviés par les autres sujets, ainsi que de droits municipaux (1) conservés depuis le moyen âge à travers tant de conquêtes. Les colonies russes ne sont pas, comme celles des autres nations, détachées du territoire de la métropole, bien qu'elles s'étendent de l'Autriche à la Chine, de la mer Glaciale au Kaboul.

La nature a prodigué bien des richesses à ce vaste empire. Les monts Ourals, déjà très-abondants en fer, en cuivre, en platine, donnent maintenant de l'or en abondance. L'Altaï est riche en porphyre précieux; le Caucase, à peine conquis, offre des mines de plomb et de cuivre; et peut-être y trouvera-t-on bientôt l'argent et l'or, dont la Sibérie aussi abonde. Depuis 1823, la Russie a tiré plus de 400 millions de ses mines.

La capitation, qui est de quatre à cinq francs par homme libre, est portée pour 70 millions dans le budget; l'*abrok*, cens annuel de dix francs environ par chaque serf mâle de la couronne, pour 75 millions; pour 100 millions le monopole de l'eau-de-vie, qui n'atteint que les pauvres, attendu que les seigneurs peuvent en distiller pour la consommation de leur famille; pour 15 les mines; les douanes pour 50; mais l'armée de terre seule coûte 160 millions, la marine 40 et l'administration 225.

Beaucoup de terres sont encore couvertes de forêts; d'autres restent en friche et en marais. Mais la Russie n'en possède pas moins deux cent cinquante mille lieues carrées, aussi fertiles que les meilleures terres de la Pologne; ce qui permet d'exporter un quart des grains qu'elles produisent.

Les manufactures se sont multipliées dans ces derniers temps; l'importation des machines s'est accrue de cent cinquante pour cent; les matières premières tirées du dehors pour les fabri-

(1) Celui qui exclut de la bourgeoisie tout individu né russe est particulièrement remarquable.

ques étaient évaluées, en 1833, à 90 millions de roubles; elles s'élèvent à présent à 130, et l'on croit favoriser l'industrie nationale à l'aide de prohibitions très-rigoureuses, qui écartent la concurrence, mais n'imposent pas la nécessité d'améliorer.

Le commerce intérieur est facilité par d'innombrables canaux, à l'aide desquels vont, de la mer Caspienne à Saint-Pétersbourg, sur un parcours de quatorze cent trente-quatre milles, des produits tels que le thé de la Chine, l'opium de Perse, les fers et les pelleteries de Sibérie. La Russie fait un trafic immense avec l'empire chinois, bien que par suite des lois restrictives elle ne le porte pas sur tous les points où les deux États sont en contact, mais seulement dans la direction de Kiachta; elle cherche en outre à obtenir de la Chine la faculté de remonter le fleuve Amour, pour y débiter ses fourrures. Que sera-ce quand tout l'empire sera sillonné de chemins de fer?

La Russie a peu de débouchés extérieurs; c'est pourquoi il est si important pour elle d'acquérir des mers qui la mettent en communication avec l'Europe. Il y a un siècle à peine qu'elle était encore enfermée au milieu d'ennemis; et le port d'Arkhangel, sans cesse bloqué par les glaces, avec Astrakhan sur la mer Caspienne étaient les seuls points maritimes de ses relations extérieures. Ce fut en vue de les étendre que Pierre le Grand s'opiniâtra dans ses guerres avec la Suède; et la paix de Nystad lui donna le littoral des golfes de Livonie et de Finlande, puis toute la Finlande et la Courlande; et il plaça sa nouvelle capitale de manière à dominer la Baltique. Mais cette mer est encore trop éloignée et la moitié du temps obstruée par les glaces; aussi ses successeurs ont-ils tourné leurs vues sur la mer Noire. De là leur inimitié irréconciliable contre la Porte, à laquelle, lors de la paix de Kaïnardji, ils arrachèrent Azof avec la libre navigation du Danube et de la mer Noire. Mais quoique ces beaux pays touchent à deux mers, dont l'une communique avec l'Europe, l'autre avec la Perse, et que de grands fleuves s'y jettent, les mers n'ayant point la liberté du commerce, et les fleuves ni les routes n'étant pas appropriés aux communications, Astrakhan dépérit, et la prospérité d'Odessa est tout à fait artificielle. Puis ni la mer Caspienne ni la mer Noire ne peuvent avoir d'importance qu'à la condition de posséder les Dardanelles et le golfe Persique. Aussi est-ce vers ces points que se dirige le génie militant de la Russie, qui, de même que l'Angleterre, ne vit qu'à la condition de conquérir.

La Russie vient aussi en aide à la science par ses universités et ses académies, qui s'appliquent à éclaircir des points difficiles d'histoire et de philologie; les expéditions au nord, les descriptions de la Sibérie, des steppes verdoyantes des Kirghiz, de l'Altaï, de l'Iénissei ont agrandi le domaine de la géographie. La Russie possède les meilleurs observatoires du monde; elle y appelle des savants et des artistes de tous les pays, et les nationaux sont envoyés au dehors pour s'instruire.

C'est une pensée gigantesque que celle de réunir sous une loi unique et sous une constitution identique une étendue de pays et de peuples si divers, mais dont le succès n'est ni désirable ni heureusement possible. La Russie manquant donc d'unité politique, nationale et religieuse, il en résulte pour elle de la faiblesse. Elle veut y substituer l'unité administrative; dans ce but, elle anéantit les franchises nationales, comme parmi les Cosaques, et les franchises municipales, comme celles dont jouissaient les mille colonies de la partie méridionale.

De plus grands maux sont résultés de sa prétention d'arriver à l'unité religieuse. Les czars avaient plusieurs fois entamé des négociations pour se réunir à l'Église romaine dans le désir de se montrer Européens; et, lors même qu'ils y eurent renoncé, ils accordèrent du moins leur protection aux catholiques. Catherine II avait promis, après le démembrement de la Pologne, de respecter l'Église rutène (1); mais l'impératrice philosophe commença les vexations; et, malgré l'intervention du pape et de Marie-Thérèse, elle avait, dès 1774, enlevé aux grecs-unis douze cents églises, pour les donner aux schismatiques. Mettant en œuvre la ruse, les menaces, la légalité, la séduction, elle abolit le métropolitain de Halicz, puis tous les évêques grecs-unis; et en 1791 on ne comptait pas moins de cent quarante-cinq couvents, neuf mille trois cent seize paroisses et huit millions de fidèles enlevés à l'Église unie. Alexandre rétablit, de sa propre autorité, le titre de métropolitain de Halicz, mais comme *in partibus*, de même que les évêques de Polotsk et de Luck; il conserva dans le royaume de Pologne l'évêché grec-uni de Chelm, et en 1817 il nomma un métropolitain de l'Église grecque-unie en Russie : le pape le constitua en outre légat apostolique, avec des pouvoirs très-étendus.

Persécution des catholiques.

1807.

(1) Manifeste de Saint-Pétersbourg, 5 septembre 1773; traité de Grodno, 13 juillet 1793.

Mais l'empereur Nicolas réduisit, en 1832, tous les évêchés à deux seulement, dans les diocèses de la Lithuanie et de la Russie blanche; il supprima deux cent vingt et un couvents du rit latin et tous les basiliens, qui seuls fournissaient des évêques aux églises; puis, reprenant les errements de Catherine, il exhuma en 1833 l'ordonnance qu'elle avait promulguée en 1795, et qui enjoignait « de punir comme rebelle tout catholique, prêtre ou laïque, de condition obscure ou élevée, qui se sera opposé par paroles ou par actions au progrès du culte dominant, ou qui aura détourné un autre catholique de se réunir à l'Église grecque. »

Les biens des jésuites, qu'Alexandre avait promis, à la suppression de cet ordre, de conserver aux catholiques, furent appliqués à d'autres usages. On réduisit le nombre des églises et des paroisses; on défendit toute communication entre le clergé romain et le clergé grec-uni, qui auparavant se prêtaient secours, vu l'énorme distance des églises; il fut interdit de réfuter publiquement les objections faites contre le catholicisme. Ordre fut donné d'élever dans la religion grecque les enfants nés des mariages mixtes; la direction des écoles fut remise à des laïques, et les élèves furent obligés d'achever leurs études dans des universités schismatiques; les ecclésiatiques apostats se virent favorisés, et ceux qui persévéraient dans leur foi se virent molestés. Dans le catéchisme russe, imprimé à Wilna en 1832, il est dit, en expliquant le quatrième précepte du Décalogue : « L'autorité de l'empereur procède ou émane directement de Dieu. On lui doit culte, soumission, service, principalement amour, actions de grâces, prières, en un mot adoration et amour. Il faut l'adorer en paroles, en signes, en actions, dans le fond de son cœur. Il faut respecter les autorités qu'il nomme, parce qu'elles émanent de lui. Grâce à l'ineffable action de ces autorités, l'empereur est partout. L'autocrate est une émanation de Dieu; il est son vicaire et son ministre. » Enfin, le gouvernement finit par obtenir que tout le haut clergé apostasiât; et, bien que les membres inférieurs résistassent, le très-saint synode put annoncer que « la soi-disant union effectuée depuis 1596 dans les *provinces occidentales de la Russie*, par la désertion d'une partie du clergé de ces contrées au concile de Brests, après avoir déchiré pendant deux siècles la famille russe, avait cessé en 1839 par l'acte synodal de Polotsk. »

En beaucoup d'endroits les nobles, même schismatiques,

protestèrent contre la violence, disant que c'était porter le trouble dans la conscience des paysans que de les contraindre d'adopter un rit qu'ils détestent, et qu'en les atteignant dans la religion on sapait chez eux la base de toute vertu civile. Dès que les plaintes des catholiques opprimés eurent retenti à Rome, le pontife se fit l'interprète éloquent et sévère des consciences tourmentées; et son allocution du 22 juillet 1842 restera comme l'un des documents les plus mémorables de l'histoire ecclésiastique : « désolante exposition de tous les maux sous lesquels gémit la religion catholique dans la vaste étendue des possessions russes, ainsi que des efforts incessants et toujours inutiles du saint-père pour en arrêter le cours et pour y remédier. » Quoique le pape y employât plutôt le langage d'une profonde tristesse que celui de l'autorité, qui lui siérait pourtant bien en parlant au nom d'un peuple opprimé, le seul effet de cette allocution fut d'augmenter les rigueurs impériales (1).

Les persécutions contre les juifs tendaient au même but. Plusieurs tentatives furent faites dans le cours de ces dernières années pour réunir cette nation. On a songé même à relever le royaume et le temple de Jérusalem, comme une barrière entre l'Égypte et la Turquie. Mais il parut démontré que tout effort pour réorganiser la société juive serait inutile avant sa conversion.

La Pologne compte deux millions d'israélites, qui pour la plupart tiennent des auberges et emploient un jargon qui leur est propre. Depuis Casimir (1334), ils furent déclarés *idonei et fideles*, avec de grands priviléges, mutilés depuis, de temps en temps, par les antipathies populaires. Ils prirent une grande part aux derniers mouvements de la Pologne; car ils n'avaient que trop de motifs de déplorer la chute de ce royaume. En conséquence, Nicolas les a forcés au service militaire, dont Alexandre les avait exemptés moyennant une certaine somme (2), tout en prenant leurs fils de douze à quatorze ans pour la marine, ce qui en fit périr beaucoup. Une école qu'ils avaient à Varsovie a été supprimée à la révolution. Depuis lors, persuadé que les membres d'un État qui ne veut pas rester faible et se trouver contraint de chercher au dehors un foyer de vitalité,

(1) Le récent entretien du pape Grégoire XVI avec le czar (décembre 1845) avait rempli les cœurs d'espérances.

(2) Il y a de quinze à vingt mille juifs dans l'armée russe et beaucoup aussi dans celle de l'Autriche.

1844. doivent appartenir tous à une Église unique, Nicolas a obligé aussi les juifs à la loi religieuse de l'empire; on dit même que son projet est, s'il possède un jour les provinces occidentales de l'Asie, de les transférer tous au delà du Taurus, sur quelque point de leur ancienne patrie.

Ces maux intérieurs et la guerre interminable du Caucase arrêtent dans son essor un empire qui joint à tant de ressources matérielles les liens invisibles dont il enveloppe la conscience des Grecs, des Arméniens, des Bulgares, des Serves et l'affection de toute la race slave, qui vénère dans le czar le futur rédempteur de sa nationalité : ce sont ces embarras qui rendent moins redoutables les menaces que, du fond de ses frimas, la Russie fait de temps à autre gronder sur l'Allemagne et la France.

CHAPITRE XXVII.

ALLEMAGNE.

Autrefois les deux rives du Rhin étaient regardées comme allemandes; mais peu à peu la France prit pied sur la rive gauche de ce fleuve, et finit même par le traverser. En 1552, elle enleva à l'Empire Metz, Toul et Verdun; à la paix de Westphalie, le Sundgau, Brisach et la suzeraineté des dix villes impériales de l'Alsace, qu'elle conquit en 1672; en 1679, elle lui prit Fribourg; en 1681, Strasbourg; en 1735 la Lorraine; en 1797 le cercle de Bourgogne; en 1801, la France possédait toute la rive gauche du fleuve; en 1808 elle occupait Kehl, Cassel et Wesel; en 1810, les villes hanséatiques, le Lauenbourg et les pays voisines de la mer du Nord. Repoussée de ces parages par les traités de 1815, qui rendirent à chacun ce qu'il avait obtenu à la paix de Lunéville ou lors de la confédération du Rhin, la France conserva toutefois une belle portion de territoire sur la gauche du Rhin, entre Huningue et Lauterbourg, et à la moindre crise l'on voit se réveiller son ambition de ressaisir toute la ligne du Rhin, tandis que les Allemands de la rive opposée trouveraient juste de recouvrer les pays de la Moselle et des Vosges, *avulsa Imperii*. Ces prétentions placent la France dans une position hostile vis-à-vis de l'Allemagne; mais elle ne

pourrait l'envahir aussi facilement qu'elle le faisait en d'autres temps en s'alliant à la Bavière, attendu que cette puissance possède une belle région sur la rive gauche du fleuve.

La question morale est plus vive que cette question territoriale sans cesse renaissante. Une domination étrangère, si courte qu'elle ait été, jette toujours dans un peuple des éléments de dissolution et d'innovations qu'il est ensuite difficile d'extirper. L'Allemagne avait été le berceau des libertés nouvelles de l'Europe; mais sa vénération filiale envers ses princes avait laissé s'y établir la monarchie absolue indigène, généralement douce et paternelle, secondée plutôt que tempérée par des états provinciaux. Le despotisme à nu de Napoléon et de ses soldats réveilla le sentiment national; et en attendant l'heure du combat il s'appliqua à remettre en honneur et à rechercher les anciens monuments de la gloire et de la grandeur de la patrie.

En proclamant, dans l'acte de la confédération, la souveraineté des princes allemands, Napoléon n'avait voulu que les soustraire à l'ancien empire pour les soumettre au sien; mais ils l'entendirent comme les affranchissant de tout respect pour les priviléges du peuple : en conséquence, ils abolirent partout les états; et, en réunissant ainsi le nouveau système de la souveraineté absolue avec l'ancien régime patrimonial, ils produisirent la servitude publique et la servitude particulière; ils devinrent les maîtres absolus des peuples, en même temps qu'ils restaient asservis à l'étranger.

Le peuple en accusa moins les princes eux-mêmes que le dominateur dont ils étaient les instruments; et il se trouva prêt, lorsqu'il en fut besoin, pour secouer son joug. Chacun sait les promesses prodiguées alors par les princes, et de quelle manière la *guerre des peuples* s'engagea au nom de la liberté et de l'indépendance. Les peuples remportèrent la victoire; mais les princes en profitèrent seuls, instruits par Napoléon à ce despotisme administratif qui supprime toute résistance à la volonté du maître.

Nous avons vu (1) comment l'Allemagne fut reconstituée en une confédération sans chef. L'Autriche obtint la présidence de la diète, qui siége à Francfort, et s'occupe des lois fondamentales de la confédération ainsi que de ses relations intérieures, extérieures et militaires. Les États allemands forment une alliance

(1) Tome XVIII.

contre toute agression du dehors et fournissent à cet effet un homme par cent habitants à l'armée fédérale. Ils s'engagent à ne se jamais faire la guerre entre eux, et leurs contestations doivent être décidées par la diète. « Dans tous les pays il y aura une constitution représentative; les différences de religion n'en apporteront aucune dans la jouissance des droits civils et politiques. » Ces deux paragraphes (XIII et XVI), par leur défaut, ont jeté le trouble en Allemagne.

La diète de 1818 établit que la confédération n'était pas une simple alliance, mais une association d'États formant un tout. C'était une protestation contre le sentiment d'indépendance qui se réveillait dans les petits États, dominés par l'Autriche et la Prusse, qui allaient jusqu'à prétendre nommer le généralissime de l'armée fédérale. L'Allemagne fut ainsi considérée comme une puissance européenne, ayant son existence et sa langue propres. Mais quant à ces besoins d'unité nationale si vivement manifesté, on y avait bien peu pourvu; car on n'y établit même pas la liberté du commerce et de la navigation, et on laissa le pays morcelé en une trentaine de gouvernements sans s'occuper d'autre chose que des droits historiques ou diplomatiques des princes.

Au congrès de Vienne, le professeur Thibaut proposa de faire un code obligatoire, établissant le droit commun de toute l'Allemagne, pouvant être modifié toutefois par les différents souverains. Il est toujours dangereux d'imposer une loi unique à des pays soumis à des princes divers; or, un livre où auraient été exposées les ressemblances et les différences qui existent dans la législation de ces divers États aurait été plus opportu pour compléter les législations partielles. Plusieurs Allemands, et notamment Savigny, combattirent cette proposition comme un attentat tyrannique, un renouvellement de ce droit farouche en vertu duquel les Français victorieux imposaient partout leur code Napoléon. De là naquit une école historique, qui en vint à affirmer que les lois, essentiellement progressives, ne doivent pas être enchaînées par un texte écrit, et qu'il faut s'en tenir aux coutumes, qui se modifient avec les temps (1).

Il ne resta donc aucun intérêt, aucune forme de gouvernement comme entre les différents États; les peuples se trouvè-

(1) On trouve dans Grech, *Antsichten über Staatsund öffentliether Leben;* Nuremberg, 1843, une classification ingénieuse des lois relatives aux communes en Allemagne.

rent abandonnés aux souverains et aux institutions qu'il plut à ceux-ci d'octroyer. On confirma aux princes médiatisés certains droits féodaux qui répugnaient à l'esprit du temps et aux espérances dont les esprits s'étaient flattés; tous ces princes et ces souverains formaient une hiérarchie d'oppressions, appuyées l'une sur l'ancienne constitution de l'Empire, une autre sur la confédération du Rhin, une troisième sur l'alliance fédérale actuelle. On sentait d'autant plus le vice de ce système par la comparaison des habitants de la rive gauche du Rhin, qui, ayant obtenu, pendant leur réunion temporaire à la France, l'exemption des dîmes, des corvées et de toute autre prestation servile, l'avaient conservée, après être redevenus Allemands. La diète elle-même se montra bien moins une assemblée représentative qu'une souveraine impérieuse. Son temps se passait à discuter des affaires privées, des intérêts seigneuriaux et des prétentions de familles. Lors de la famine de 1817, on en était encore aux enquêtes lorsqu'arriva la moisson nouvelle. On n'activait ni l'organisation militaire ni le travail des fortifications, auxquelles étaient destinées les contributions de guerre imposées à la France; et l'on s'occupait encore moins d'accorder les libertés réclamées par les peuples.

Cependant les patriotes, déçus dans leurs espérances, conservaient dans sa vivacité ce vieil esprit qu'on voulait maintenant éteindre après l'avoir utilisé; et ils l'introduisirent, faute de mieux, dans les modes et dans la littérature. D'autres, dans les provinces rhénanes surtout, se nourrissaient d'idées philosophiques, en visant à la souveraineté du peuple. Puis, les possessions et les maîtres ayant changé, l'ancien dévouement traditionnel manquait. Le clergé, dépouillé de ses domaines et soumis aux princes, y était mécontent; un grand nombre d'intérêts locaux étaient blessés, et le tout ensemble formait une opposition qui éclatait dans la presse, qu'on laissait assez libre.

Les gouvernements, trouvant fort difficile de satisfaire à tout, préférèrent ne rien accorder. Ils considérèrent comme conspiration toute manifestation de vœux. Les associations des universités et les démonstrations, plutôt joyeuses qu'hostiles, faites à la Wartbourg pour célébrer le troisième jubilé de la réforme 1817.
et l'anniversaire de la bataille de Leipsick, décidèrent tout à fait 18 octobre.
la réaction. Le meurtre de Kotzebue (1) et l'attentat d'un phar-

(1) Tome XVIII.

macien contre Hell, conseiller du duc de Nassau, inspirèrent la crainte de complots régicides et la résurrection des tribunaux wehmiques. La noblesse immédiate, voyant ses prétentions et ses droits féodaux menacés par la démocratie, se ligua contre elle, et déclara la guerre au régime représentatif comme au
1818. fruit de la révolution et de la conquête étrangère. Les persécutions commencèrent donc, et les rois réunis en congrès à Carlsbad (1) résolurent de réprimer l'esprit patriotique et de fortifier les idées monarchiques. Une commission fut chargée de rechercher dans toutes leurs ramifications les trames *déma-*
1819. *gogiques;* les universités furent surveillées plus activement, et l'on empêcha la formation de la *Société générale*, projetée pour faciliter aux diverses sociétés les moyens de correspondre entre elles. La liberté de la presse fut supprimée, et l'on rendit les gouvernements responsables de tout ce qui serait publié dans chaque pays (2). C'est ainsi que la situation politique de l'Allemagne se trouva changée.

Au congrès de Vienne, qui vint après, les États germaniques traitèrent des rapports de chaque souverain avec les peuples et de ceux des petits princes avec l'Autriche et la Prusse : Où commence l'autorité de la diète? Comment faire exécuter ses décisions? Quelle étendue donner à l'article 18 de l'acte fédéral? Y aura-t-il des assemblées d'états dans chaque pays de la confédération?

Les deux premières questions furent résolues contrairement à l'indépendence des princes : la diète fut déclarée l'organe de la volonté et de l'action de la confédération entière, l'interprète de l'acte fédéral, chargée de venger les atteintes portées à la paix, avec faculté de combattre la révolte dans tout pays confédéré, même sans y être invitée par le gouvernement local, et de lui ordonner d'exécuter les décrets émanés de l'assemblée. On n'osa toucher aux constitutions existantes; mais on déclara qu'elles ne pourraient être changées que par les voies constitutionnelles; et que le principe fondamental de l'union exigeait que tous les pouvoirs de la souveraineté fussent concentrés dans l'autorité suprême. Une fois ces bases posées à titre de *sûreté intérieure*, la diète s'ingéra dans toute espèce de conflit entre les gouvernants et les sujets.

(1) Tome XVIII.
(2) *Décret de Francfort*, du 20 septembre 1819.

La commission centrale établie à Mayence pour rechercher et juger ces *menées démagogiques* rédigea trente-deux rapports sur l'étendue et le but des sociétés secrètes; mais si elle constata les doctrines dangereuses de la jeunesse allemande, elle ne parvint à découvrir aucune conspiration contre les gouvernements établis, ni à prouver que le poignard de Sand eût été dirigé par les sociétés secrètes. Elle en profita pour rassurer les citoyens bien intentionnés, leur disant « que ces agitations étaient isolées; qu'ils eussent donc à se confier dans leurs gouvernements, même à l'endroit des mesures qui leur paraîtraient des entraves inutiles à la liberté de penser, d'écrire et d'enseigner (1). » 1822.

A l'expiration des cinq années qui étaient le terme des lois contre la liberté de la presse, la diète les renouvela sans fixer un nouveau terme, et maintint à Mayence la commission d'enquête, qui plus tard, en se séparant en 1828, déclarait n'avoir rien découvert de quelque importance. L'Autriche, qui avait proclamé, par la bouche de son premier ministre, qu'elle avait pour but « la conservation de l'ordre établi, » et l'empereur s'était plaint aux députés de Pesth « que tout monde avait le vertige en repoussant les anciennes constitutions pour en demander de nouvelles, » rappela que, le 20 septembre 1819, « on avait décidé qu'il serait interdit aux assemblées d'État de chaque pays d'émettre aucune expression de principes ou de doctrines dangereuses pour les droits ou le pouvoir monarchiques. » La diète, toujours prête à céder aux vœux de l'Autriche, décida que cette interdiction serait maintenue dans son intégrité et qu'on devait remédier à l'abus des discussions publiques : dernier coup porté par la prudence monarchique à cet esprit national et populaire qu'elle avait excité pour se sauver. 1824. 16 août.

Ainsi les États secondaires étaient tout à fait asservis aux grands, puisqu'ils permettaient à la diète des actes si importants. Ils toléraient un joug qui les protégeait contre leurs sujets, et il en résulta une ligue des princes contre toute idée libérale.

Les constitutions germaniques n'ont point pour base la souveraineté populaire, mais l'idée historique de la souveraineté du prince; les chambres y sont des représentations d'États, et non des représentations nationales : d'où il suit que le prince ne

(1) Opinion du comité de la diète.

connaît d'autres limites que les réserves exprimées par la loi écrite ou bien les droits historiques des sujets, tandis que, dans les pays de souveraineté populaire, le gouvernement ne possède que ce qui lui est attribué d'autorité.

Cependant dans les États du midi, qui avaient obtenu une constitution, ainsi que nous l'avons vu, l'opposition s'exerçait dans les limites légales. On ne put donc les soumettre tout à fait; on travailla seulement à restreindre ces franchises et à en empêcher la contagion en déclarant que les États provinciaux n'avaient rien de commun avec les formes démocratiques, incompatibles avec les gouvernements monarchiques, uniques éléments de la confédération, et que les peuples s'étaient grandement abusés s'ils avaient cru qu'on leur promettait de telles garanties et la participation de tous aux droits constitutionnels.

Le roi de Wurtemberg cependant ayant élargi sa constitution, les alliés s'en offensèrent, et rappelèrent leurs ambassadeurs; mais il tint ferme. Les puissances, par contre, tressaillirent de
1825. joie lorsque le duc de Bade se fit supplier par plusieurs communes d'abolir la sienne et de régner selon les inspirations de son cœur paternel. La Bavière restait fidèle à la monarchie tempérée. Louis, le roi poëte, la faisait jouir d'une prospérité extraordinaire, attirant les meilleurs professeurs dans son université, qui se distinguait par le libre enseignement, faisant de sa capitale l'Athènes de l'Allemagne (1), exécutant aussi de grands travaux, parmi lesquels il suffira de citer le canal du Rhin au Danube, c'est-à-dire de la mer Noire à la mer du Nord, d'après les plans de Pechemann (2).

L'Allemagne, placée au dedans sous la surveillance des polices locales et au dehors sous celle de l'Autriche, ne pouvant plus discuter ses propres affaires, se mit à observer celles de la France, et concentra dans les sociétés secrètes son activité entravée dans la presse. Aussi la révolution de 1830 eut-elle un contre-coup presque immédiat de l'autre côté du Rhin; quel-

(1) *Voy.* chap. XXV.

(2) Le canal *Louis* commence à Bamberg, et de là se dirige vers le Danube, en franchissant un plateau élevé de cent quatre-vingt-neuf mètres : puis il suit la direction projetée par Charlemagne; des traces d'excavations, appelées *Fosse Caroline*, s'aperçoivent encore de ce côté. Enfin, le canal débouche par l'Altmühl dans le Danube à Kehlheim. Il a vingt-trois milles de longueur et cent cinq ponts; il a été creusé en douze ans, et la dépense s'est élevée à trente-trois millions environ.

ques mouvements partiels furent réprimés, d'autres amenèrent des changements intérieurs.

Le duché de Brunswick, réuni au duché de Westphalie, puis rétabli en 1814, avait été donné à Frédéric-Guillaume, qui fut tué peu de jours avant la bataille de Waterloo. Alors George IV d'Angleterre prit la tutelle de son fils Charles, et donna en 1820 une constitution à ce pays. Mais Charles, dès qu'il fut majeur, 1827.
désapprouva l'administration de son oncle, et refusa de convoquer les états. Le roi d'Angleterre s'en étant plaint, la diète, après s'être inutilement efforcée d'amener le duc à maintenir la constitution, envahit le duché; Charles l'abandonna, et s'en alla vivre à Paris, en laissant à d'autres le soin de gouverner le pays. Il revint après la révolution de 1830, et se montra hautain et despotique plus que jamais; en conséquence, ce qui le fit chasser irrévocablement; on lui donna pour successeur Guillaume, son frère cadet, qui rétablit l'ordre et donna une cons- 1830. 6 septembre.
titution.

L'électeur de Hesse, Guillaume Ier, rétabli en 1813, voulut remettre toutes choses sur l'ancien pied, jusqu'aux costumes et au cérémonial, comme si Jérôme Bonaparte n'eût jamais existé; il diminua en outre les traitements et les franchises. Guillaume II, son fils, marcha sur ses traces, et une relation scan- 1831.
daleuse le fit démériter de la morale comme de la politique. Fuyant devant une révolution, il remit le gouvernement à son 1831. 30 septembre.
fils Frédéric-Guillaume.

Le Hanovre, qui se souleva aussi en 1831, fut apaisé par la promesse d'un statut, qui lui fut donné en effet par Guillaume IV d'Angleterre, aux termes de la loi du 26 septembre 1833. A sa mort, son frère Auguste-Ernest, duc de Cumberland, qui lui succéda, déclara qu'il voulait faire le bonheur de ses sujets sans entraves, et convoqua les états d'après le mode de 1819, donnant ainsi le triste exemple d'effacer d'un trait de plume les constitutions octroyées. On écrivit donc, on protesta, on destitua : les colléges électoraux refusèrent de procéder aux nominations; la diète ne voulut pas rendre justice, pour ne pas donner tort au roi, qui promulgua en 1840 une charte toute monarchique. Le peuple la refusa, et la lutte continua longtemps.

Les Saxons, nation plus éclairée, réclamaient des réformes à leurs anciennes institutions; ils demandaient en outre que la préférence donnée, disaient-ils, aux catholiques eût à cesser. La Saxe, en conséquence, eut aussi sa révolution, et le roi An-

toine abandonna le pouvoir à son neveu Frédéric. Une nouvelle
1830. constitution fut promulguée; la presse obtint plus de liberté et
12 septembre. les livres ecclésiastiques furent dispensés de la censure civile.

D'autres États constitutionnels cherchaient à soustraire la presse aux tracasseries de la diète, à obtenir des institutions plus larges, à leur donner une valeur réelle au moyen d'une véritable représentation nationale et de la publicité. Des associations se formèrent dans ce but, et elles convoquèrent une assemblée à Hambach, hauteur qui domine la délicieuse vallée du Rhin. On y parla avec chaleur en faveur de la liberté de la presse et de l'unité de l'Allemagne, ce qui causa une grande fermentation dans la Bavière rhénane.

Les rois d'abord, qui avaient hésité, craignant que la nation française ne voulût briser les honteuses barrières de 1814 et recouvrer le Rhin, s'apprêtèrent, en voyant cette puissance rentrer dans l'ancien ordre de choses, à rétablir l'autorité absolue; et, sous prétexte des désordres survenus, ils voulurent opposer aux
1832. déclamations de Hambach la réalité des lois rigoureuses. Ils décidèrent donc que les souverains devraient rejeter toute demande des chambres contraire à l'acte de Vienne, qui concentrait dans le prince les pouvoirs de l'État, et que, si elles refusaient l'impôt, la force interviendrait. La diète nomma pour six ans une commission chargée d'examiner dans ce sens les propositions et les résolutions des diverses chambres; et les gouvernements s'obligèrent réciproquement à faire ce qui dépendrait d'eux pour réprimer toute velléité d'orgueil de la part des assemblées d'États contre la diète. Il fut ajouté ensuite que nul écrit allemand imprimé hors du territoire de la confédération ne pourrait y être introduit sans permission; il y eut défense de former des réunions politiques, de porter des cocardes ou de planter des arbres de liberté.

Ainsi l'on ne reprimait pas seulement le parti révolutionnaire, mais encore le parti constitutionnel. Tous deux tentèrent de résister; mais ils échouèrent. Les deux sociétés principales, l'Arminienne et la Germanique, qui aspiraient également à l'u-
1833. nité allemande, firent à Francfort un mouvement qui, ayant été réprimé, accrut la force du parti dominant. Les puissances étrangères, qui réclamèrent en faveur des libertés germaniques, ne furent point écoutées (1); et là, comme ailleurs, il arriva

(1) *Voy.* le discours de Bulwer dans le parlement d'Angleterre, 2 août 1832.

qu'on perdit les priviléges anciens pour avoir voulu en obtenir de nouveaux.

L'abaissement des petits États assurait la prédominance des deux grands. L'Autriche, fidèle au gouvernement paternel, se constitua ouvertement l'implacable adversaire des prétentions libérales, et elle ne souffrit de changement dans aucun de ses États. Réunissant des populations d'origine, de caractère et de traditions différentes, elle ne peut introduire chez elle cette unité qui fait la force des autres puissances. Touchant à dix-huit États, elle a des relations extérieures très-compliquées, et se trouve obligée à entretenir une grosse armée; puis sa frontière militaire du côté de la Turquie, exigeant une espèce de féodalité armée, l'empêche de tirer parti de ces pays fertiles jusqu'au jour où la chute des Ottomans lui aura donné un voisin plus civilisé.

Indépendamment de la Hongrie et de la Transylvanie, qui ont des institutions distinctes, plusieurs provinces allemandes, bohèmes et galliciennes continuent d'être soumises à la juridiction patrimoniale; et, bien que les deux premières ne fournissent que très-peu au trésor public, les revenus de l'Autriche, qui au commencement du règne de François II ne dépassaient pas 86 millions de florins (198 millions de fr.), s'étaient élevés à sa mort à 136 millions (302 millions de fr.). Les mines de sel, de mercure, d'argent lui rapportent beaucoup, ainsi que les mines d'or de la Transylvanie et de la Hongrie, si mal exploitées qu'elles puissent être. Ses dernières acquisitions l'ont agrandie du côté de la mer; mais cette vieille alliée de l'Angleterre craint d'exciter la jalousie. Le silence règne aujourd'hui dans les célèbres arsenaux de Venise; un vaste arsenal militaire, dans le beau port de Pola, est resté en projet; Cattaro et Raguse succombent, sous les faveurs dont on comble Trieste, qui deviendra extrêmement importante lorsque le chemin de fer qui doit la mettre en communication avec Vienne et Varsovie sera terminé.

C'est de ce côté que l'Autriche tourne ses efforts. Elle et la Russie, par leur traité du 25 juillet 1840, ont proclamé libre la navigation sur le Danube, parcouru aujourd'hui par les bateaux à vapeur depuis Ratisbonne jusqu'à Constantinople et à Trébizonde. Le système protecteur des douanes a été modifié moyennant la réduction des tarifs; partout s'élèvent des édifices d'utilité, sinon de luxe, et le gouvernement est dans la

voie des améliorations. Mais l'Autriche porte le poids d'une dette publique énorme, qui s'est beaucoup accrue pendant la paix (1), et il est difficile d'y remédier avec une grosse armée et une diplomatie coûteuse, un empire composé de trois masses hétérogènes, divisées entre elles par des lignes de douanes, et réclamant des lois dont le but est différent (2).

La Hongrie maintient avec ténacité les lois madgyares parmi ses sujets. Elle est habitée par plusieurs races de peuples, en partie soumises par la conquête, en partie survenues à diverses époques, Slovaques, Allemands, Valaques, indépendamment des Madgyars, descendants des conquérants, qui, après avoir vaincu les Moraves, les Bulgares, les Valaques, les exterminèrent ou les refoulèrent dans les montagnes, en demeurant nobles et propriétaires du sol. Ils correspondaient au *populus* de Rome ou au pays légal, comme on dit aujourd'hui, tandis que tout le reste est plèbe.

La classe privilégiée se compose de prélats avec de riches prébendes, de soixante-dix mille familles magnatices, de quatre-vingt mille autres simplement nobles, et de quarante-neuf bourgs royaux allemands, indépendants des comtés, dont les habitants peuvent posséder des terres dans la banlieue du bourg, en payant la dîme et l'impôt. Chaque bourg équivaut à un noble; les bourgs représentent la dernière conquête germanique sur les Madgyars, qui par ce motif les considèrent comme antinationaux. Quelque pauvres que soient les nobles, et quoique réduits à exercer les métiers infimes, ils deviennent électeurs dès qu'ils ont atteint leur majorité, et sont exemps des charges qui pèsent sur les vilains. Ils sont tenus seulement de porter les armes quand ils sont convoqués par le roi

(1) La dette autrichienne est de 1,014,000,000 de florins (2 fr. 37 c.), c'est-à-dire de sept fois environ le revenu, et la rente annuelle à payer s'élève à 67 millions de florins.

(2) Sur les 456 millions de livres autrichiennes (394,696,000 fr.) qui forment le revenu total de l'Autriche, la taxe de la Hongrie, qui tient lieu d'impôt foncier, ne s'élève qu'à 13,185,750 (11,312,958 fr.) Elle a pourtant plus de douze millions d'habitants, tandis que la Lombardie, qui n'en a que deux millions et demi, paye pour l'impôt foncier seulement 22 millions de livres autrichiennes, et pour droits de consommation, y compris l'État vénitien, 13,200,000, sans compter les contributions indirectes. Ainsi, en additionnant le tout, on paye dans les provinces italiennes 22 livres (19 fr. 74 c.) par tête (Tegoborsky), tandis qu'en Hongrie on ne paye qu'un peu plus d'une livre.

(*insurrection particulière*) ou par un acte du parlement (*insurrection générale*); mais ils ne sont obligés ni au logement militaire, ni au payement des taxes, des dîmes et des droits de péage. Sauf le cas de haute trahison, d'incendie, de rapines, d'adultère flagrant, ils ne sont mis en arrestation que lorsqu'ils sont reconnus coupables, et ils ne relèvent que de la juridiction royale. Les hautes magistratures et les offices des comtés sont réservés pour eux seuls.

Tous les nobles en âge de majorité et le clergé, qui, en dehors de ses droits propres, possède tous les droits aristocratiques, se réunissent quatre fois par an en assemblées de comté. Ces assemblées, comme participant à l'autorité judiciaire, mettent en accusation les fonctionnaires ou les particuliers pour méfaits publics; et, comme corps administratifs, ils reçoivent les ordres de la chancellerie aulique et du conseil du lieutenant, pour les lui envoyer avec leurs observations, ou les transmettre aux magistrats qui les exécutent; ils révisent les comptes et discutent les affaires municipales. Ces assemblées, qui communiquent entre elles et surveillent le pouvoir exécutif, sont une véritable assemblée nationale, unique en Europe.

La campagne n'est pas représentée comme telle dans le corps électoral, que constituent le clergé et les nobles, parfois très-pauvres eux-mêmes. Les prélats et les magnats n'ont pas de droits supérieurs aux simples nobles. Tous les magnats âgés de vingt ans, les prélats, les douze grands dignitaires, les évêques, les chefs des députés forment à la diète la première table, correspondante à la chambre des lords en Angleterre; elle est présidée par le palatin, qui représente le roi; elle décide non en raison du nombre, mais d'après la qualité de ses membres, ce qui rend très-grande l'autorité du palatin. La table basse, dont les membres sont électifs, se compose de deux députés de chacun des vingt-cinq chapitres, des cinquante-deux comitats, des quarante-neuf villes royales, des districts, des Iazyges et des Comans, du royaume de Croatie et de quelques autres, et, en outre, des fondés de pouvoirs des magnats mineurs et des femmes. Ils ne peuvent qu'éxecuter l'ordre des électeurs nobles. C'est une espèce de suffrage universel, qui rend les délibérations très-lentes (1).

(1) La même administration régit la Transylvanie, aujourd'hui détachée de la Hongrie, qui accepta en 1744 la pragmatique sanction, en renonçant à élire

Les terres sont féodales, c'est-à-dire reversibles à la couronne; elles peuvent être vendues dans certains cas, mais sauf le droit du propriétaire de les recouvrer à perpétuité (*aviticitas*); ce qui est une grave entrave pour les biens-fonds. Ils appartiennent aux nobles, au clergé, aux villes libres, et sont exploités par le propriétaire lui-même ou par des paysans et des fermiers. Le sol est considéré comme divisé en quatre cent mille *portions*, outre les pâturages communs et les forêts; et le paysan doit au maître, pour chaque portion, cinquante-deux jours de travail avec chariot et chevaux ou le double en travail manuel, le neuvième des produits et un florin pour l'habitation; plus, la dîme à l'évêque, puis l'impôt, qui est léger, et la surtaxe, assez lourde, de la caisse domestique, affectée à l'entretien des ponts, des routes, des prisons, des édifices publics et au traitement des magistrats. Les uns cultivent deux ou trois portions, d'autres une moitié seulement ou un tiers; d'autres n'ont rien en terres, et ils donnent pour la cabane qui les abrite dix-huit journées à leur maître; ceux qui n'ont pas même une cabane en donnent douze. Le paysan est aussi sujet à la conscription; il est obligé de loger les soldats du roi, de leur fournir des légumes, du pain et du foin à bon compte; il doit entretenir les routes du comté, et céder pour une rétribution fixe et très-faible ses chevaux à tout officier public, à tout voyageur porteur d'un ordre de l'autorité.

Les paysans constituent le gros de la population; autrefois ils étaient à la merci des seigneurs, qui pouvaient exiger d'eux ce qu'il leur plaisait; mais Marie-Thérèse et ses successeurs limitèrent un pareil arbitraire. Aujourd'hui ils ne sont pas tout à fait serfs, ni attachés à la glèbe. Le maître ne peut les chasser sans le concours de l'autorité judiciaire; et lorsqu'elle en condamne un, le maître doit donner sa portion à un autre paysan.

Le paysan ne peut, quelque riche qu'il soit, acheter aucune terre noble. Il peut encore moins devenir propriétaire absolu de sa portion, attendu que le titre reste toujours au seigneur; mais

son grand prince. Il n'y existe pas politiquement de classe de magnats, attendu qu'ils ont péri lors de la conquête turque. Les Hongrois, les Szeklers, les Saxons y ont un droit, une administration, des priviléges, un territoire propres, et ils figurent distinctement à la diète, qui représente la trinité slave. Les Saxons sont luthériens, les autres catholiques, calvinistes, unitaires; ces quatre religions sont égales et reconnues par le roi. Au-dessous de tous sont les Valaques et les Grecs.

il peut aspirer à des professions libérales, et marcher ainsi de pair avec les nobles.

Les paysans de chaque village choisissent leur juge pour les conciliations et la surveillance locale. Du reste, quoiqu'ils supportent toutes les charges, ils sont administrés et jugés par la race privilégiée, sans jouir de la moindre participation au gouvernement, sans même pouvoir élever la voix dans les assemblées de comté, où l'on détermine l'impôt en argent et en travail; ils ne peuvent non plus intenter en leur propre nom un procès à leur seigneur ou à un noble. S'ils ont des différends avec d'autres paysans, ils sont portés devant le *siége dominal*, c'est-à-dire à la cour de leur seigneur, dont il a la présidence, ou à celle du seigneur auquel appartient l'intimé. Il peut être appelé de leurs décisions au *siége judiciaire* du comté, composé de magistrats nobles et élus par les nobles. Le recours est encore possible à des tribunaux supérieurs, qui toutefois sont de même composés de nobles.

Le paysan de race madgyare, exempt qu'il est de ces diverses charges, se trouve dans une bien meilleure position. Ceux des bourgs royaux ne reconnaissent d'autre seigneur que le roi. Ils ont des députés à la diète, et peuvent être propriétaires. Le système judiciaire, dont nous avons parlé ailleurs, est extrêmement compliqué, et varie selon les personnes.

Partout où sa domination remplaça celle de la Porte l'Autriche se trouva posséder la plus grande partie du territoire, et elle le vendit; d'où il résulta une classe de propriétaires légitimes qui ne dérivent pas de la conquête.

L'Autriche s'occupe d'augmenter le nombre des terres non nobles, c'est-à-dire lui payant l'impôt; d'établir des arrangements entre le paysan et le maître, et de modérer les exigences de celui-ci : elle y a déjà réussi en partie par la patience. Mais la vieille race, qui voit avec dépit cette autorité croissante, et tient opiniâtrement à ses priviléges, s'en sert pour lui faire de l'opposition.

La diète, qui devait être convoquée tous les trois ans, ne fut pas réunie de 1812 à 1825; et dans cet intervalle le roi François Ier leva des hommes et des impôts selon son bon plaisir, sans oser cependant faire ce que Napoléon lui avait conseillé, conquérir résolûment la Hongrie. Lorsqu'ensuite il la convoqua le 18 novembre 1825, et la remercia de sa fidélité et des secours que le pays lui avait fournis, les seigneurs saisirent cette oc-

casion, attendue longtemps, pour le rappeler à l'observation de la constitution, pour se plaindre des commissions royales qui portaient atteinte à leur inviolabilité, et qu'on eût appliqué à leur pays les règlements faits pour les provinces héréditaires. Le roi promit de ne plus lever ni impôts ni argent sans le consentement de la diète. Mais les seigneurs, s'appuyant sur leurs priviléges, avaient pris une attitude hostile vis-à-vis de leur souverain, allant jusqu'à prétendre qu'il eût à résider dans le pays, à parler leur langue, à ne pouvoir emmener les troupes au dehors à moins d'invasion; enfin ils semblaient ne pas reculer devant l'idée de détacher la Hongrie de l'empire d'Autriche. Mais la révolution de juillet étant venue à éclater, ils eurent peur des libertés populaires plus encore que des prétentions de l'Autriche, et ils offrirent à cette puissance autant de soldats qu'elle en pouvait désirer pour tenir ses sujets dans l'obéissance et la France en respect.

Tout étant rentré dans l'ordre, ils élevèrent de nouveau la voix. A partir de 1840 surtout, un mouvement de réforme et de progrès a grandi dans le pays. Les nobles eux-mêmes facilitèrent la formation d'un tiers état; on s'appliqua à créer des routes, à augmenter la culture intellectuelle, à favoriser les améliorations sociales. La représentation a été donnée à quelques communes, la langue madgyare s'est étendue, la noblesse a été soumise à des contributions: par un sentiment national exagéré, on a même proposé de ne plus admettre les marchandises autrichiennes. C'est dans le même but que les Hongrois agrandissent et embellissent Pesth, qu'ils ont réuni à Bude par un pont admirable (1). La publicité et l'éducation commencent à s'étendre; on améliore la procédure, on élabore un code pénal, et une loi commerciale a été promulguée il y a peu de temps; on maintient en vigueur les conventions entre les paysans et les seigneurs pour le rachat des dîmes ou du servage; on ne regarde pas seulement à la naissance dans le choix des juges, mais encore au mérite; et deux simples citoyens doivent siéger à la table décemvirale, cour suprême de justice; en un mot, la justice s'achemine dans ces contrées vers un ordre plus sage et plus humain, en substituant l'utilité publique aux priviléges.

(1) Il a seize cents pieds de long, est soutenu par deux piles de granit et de fer; on a évalué à six millions de florins la dépense totale de cette construction.

La soixante-quatrième diète, tenue en 1844, mérite une mention particulière; elle abolit les lois *urbariales*, d'où dérivait l'oppression des agriculteurs, qui maintenant peuvent obtenir des terres nobles, quoique plébéiens; elle a établi une banque destinée à prêter sur hypothèque aux cultivateurs, afin de leur procurer de l'argent pour se racheter, et devenir propriétaires et citoyens; elle a demandé l'abolition des justices seigneuriales, qui, dans tous les cas, ne sont plus que des tribunaux de paix, où siége un assesseur de comitat avec deux légistes; et les peines corporelles qu'ils infligent n'excèdent pas une semaine d'emprisonnement. Cette diète réclama aussi la publicité des jugements et le jury, en appelant même les plébéiens à y prendre part. Mais elle ne put les obtenir, non plus que la responsabilité ministérielle pour les subsides votés; elle obtint toutefois que la langue hongroise fût reconnue pour nationale dans les actes officiels et législatifs.

Ces progrès sont remarquables dans un pays que sa position rapprochée de l'Orient rendra très-important un jour. Ces progrès ne pourront néanmoins être que très-lents, attendu que, sur treize millions d'habitants, cinq cent mille seulement jouissent entièrement de la liberté. Les communes qui ont acheté leur affranchissement, c'est-à-dire le droit de s'administrer avec un juge et un notaire à elles, restent encore sous la suzeraineté du magnat, qui peut mettre le véto sur leurs élections, et elles n'ont qu'une voix dans les diétines. C'est néanmoins un élément national qui, avec le temps, introduira un pouvoir nouveau dans la constitution hongroise.

La jalousie entre les populations est ce qui nuit le plus au pays : en effet, les Allemands tiennent extrêmement à leurs priviléges; les Slaves voient avec indifférence les acquisitions des Madgyars : les premiers sont industrieux, tandis que les autres sont pasteurs, guerriers et politiques; ceux-ci aiment la Russie, qui porte ombrage à ceux-là. L'Illyrie, composée aussi d'Illyriens, de Russes, de Bohêmes, de Polonais, a de l'éloignement pour la Hongrie. La diète d'Agram a demandé en 1845 la nationalité à l'Autriche; mais cette puissance, qui jusqu'alors avait favorisé ce pays pour humilier les Madgyars, a depuis changé de système. De toutes ces secousses sortit la révolution de 1848, qui décomposa ce mouvement, et fit de la Hongrie une province autrichienne.

La Bohême, où fleurit l'industrie, n'est pas moins jalouse de

sa nationalité ; elle a obtenu (1844) d'adresser ses vœux au trône, et a demandé qu'on fît usage de la langue du pays dans les actes officiels, que la loterie fût abolie et que la diète fût présidée par un de ses magnats.

Les autres pays présentent des demandes de plus en plus hardies ; ils aspirent à la publicité et à obtenir une plus grande part dans la discussion de leurs intérêts. En vain l'Autriche jeta dans ses prisons les patriotes les plus résolus ; les peuples insurgés finissent par succomber sous la force organisée, et ses lentes acquisitions se trouvent compromises pour longtemps.

Quiconque veut en Allemagne tenir tête à l'Autriche, n'a qu'à se déclarer le champion des libertés, des nationalités et des idées de progrès : tel fut le rôle que parut prendre la Prusse.

Prusse. De grands revers éprouvés par cette puissance sous Napoléon ont contribué à l'instruire et à la régénérer. Sa politique devait, au commencement de la révolution, l'allier à la France pour réprimer l'Autriche ; mais l'intérêt d'équilibre céda à l'intérêt de principes, et Frédéric-Guillaume II se constitua le champion des Bourbons de France. N'étant pas secondé par ses alliés, il fut battu ; puis, lorsque Catherine II lui jeta quelques lambeaux de la Pologne, il dut songer à pacifier le pays. Enfin il se réconcilia avec la France, qui pensa soulever par lui le parti protestant en Alemagne, et pacifier l'Europe.

1797. Frédéric-Guillaume III, qui lui succéda à l'âge de vingt-sept ans, se proposait de rester attaché à la France ; mais il n'osa se brouiller avec la Russie, et conserva la neutralité durant les premiers revers des Français, de même qu'il résista aux suggestions menaçantes de Napoléon. Cependant le ministre Stein comprit que, pour déterminer le peuple à des sacrifices, les ligues secrètes ne suffisent pas ; et il s'appliqua aux grandes réformes. Il abolit le vasselage, la servitude de la glèbe et toutes les juridictions héréditaires ; il admit les bourgeois et les paysans au droit d'acheter des biens-fonds, et déclara que le commerce et l'industrie ne dérogeaient pas à la noblesse ; puis, l'année suivante, il compléta l'affranchissement en proclamant que tout vassal héréditaire pourrait devenir propriétaire légal des deux tiers du domaine exploité par lui, le surplus demeurant au seigneur. Il établit aussi le système des municipalités électives, où tout citoyen, quelle que soit sa naissance ou sa croyance, peut choisir ses magistrats. Après avoir supprimé le privilége des grades militaires, conféré aux nobles par Fré-

déric II, il demanda à la conscription une armée nationale, et exerça la jeunesse au maniement des armes; transitions prudentes, à l'aide desquelles le pouvoir passait du gouvernement militaire de Frédéric II à une constitution rationnelle.

Napoléon obligea Frédéric-Guillaume à congédier Stein; mais les idées de ce ministre étaient déjà entrées dans la politique du roi, qui, avec l'amour du peuple et de la justice, poursuivit son œuvre, substitua aux anciennes taxes un impôt uniforme sur les personnes et sur tous les pays, et abolit les corporations et les priviléges.

En 1813, le roi disparut au milieu de l'ardeur belliqueuse de la nation et de l'influence prépondérante de la Russie. Le peuple entier courut aux armes sans avoir été poussé par son souverain, et se trouva vainqueur à la paix en même temps que riche de promesses libérales. Il était plus facile de les faire que de les tenir dans un royaume créé par l'épée et par les traités, sans frontières naturelles, sans unité de races, de langage, de civilisation, de croyance, de législation, de souvenirs; dans un royaume où le droit féodal domine encore dans les contrées orientales, tandis que dans les pays à l'occident le voisinage de la France et son administration ont introduit dans la loi des principes démocratiques. Frédéric-Guillaume pensa qu'il n'y avait de cohésion possible qu'à l'aide du gouvernement absolu, et afin de l'exercer il se rapprocha étroitement de ses alliés. Les patriotes s'en irritèrent et le traitèrent d'imposteur et de tyran. Les ressentiments excités par ce manque de foi démontrèrent à ses alliés la nécessité de rester unis pour les réprimer. Cependant lorsqu'en 1823 l'orgueil du triomphe encourageait à abolir toutes les libertés, Frédéric-Guillaume accorda les états provinciaux, mais avec des attributions très-restreintes.

La population s'accrut considérablement en Prusse (comme dans toute l'Allemagne, excepté l'Autriche), et dans ces dernières vingt années elle y a augmenté de trois millions d'âmes. Le royaume s'est procuré, grâce aux meilleures forteresses qu'il y ait au monde, la sécurité que sa configuration et ses fleuves, trop souvent gelés, ne sauraient lui donner. Sa landwehr lui assure une réserve de trois millions d'hommes et demi, qui lui coûte peu, et n'enlève ni bras ni intelligences à l'activité nationale; le gouvernement ne tient sur pied que cent vingt-deux mille soldats, et encore en laisse-t-on un dixième dans leurs foyers.

En 1830, la révolution de Belgique renversa la maison d'Orange, si étroitement liée à la Prusse, et lui enleva les positions qui flanquaient le grand-duché du Bas-Rhin, où se manifestaient des mécontentements. Le roi eût bien voulu, par ce motif, écraser cette révolution ; mais les intérêts diplomatiques ne permirent pas que la paix fut troublée.

La Prusse n'a point de frontières : elle peut être attaquée au nord sur tous les points; elle ne possède ni les sources de l'Oder, de la Vistule, du Niémen, ni celles du Rhin et de l'Elbe, fleuves qui répandent tant de vie dans les provinces. Elle dut, en conséquence, chercher à se fortifier par les positions militaires plutôt que par les positions géographiques; elle visa surtout à la puissance morale. Ses souverains se sont appliqués avec persévérance à donner quelque unité à des populations divergentes, en groupant autour d'eux les petits États et en se faisant les représentants de l'Allemagne. Après la chute de l'empire français, Frédéric-Guillaume caressa les intérêts et les idées regnantes; et, chef de onze millions d'Allemands, le plus grand nombre qui jamais se soit trouvé réuni sous un même sceptre, il sembla offrir un centre d'unité à l'Allemagne entière.

Zollverein. A peine le blocus continental eut-il été levé que l'Angleterre inonda de ses marchandises les contrées germaniques, qui avaient négligé les manufactures pendant les guerres de l'empire. Entre autres choses auxquelles n'avait pas prévu le congrès de Vienne, se trouvaient les relations commerciales intérieures, qui devaient être du ressort de la diète germanique. Les anciennes barrières furent donc conservées, et les tarifs, les prohibitions, les rivalités s'opposèrent à toute union. La Prusse surtout avait besoin d'un bon système financier, d'une administration forte et une. ne pouvant plus augmenter ses impôts directs, il lui fallait organiser les contributions indirectes. Mais là se manifestait ce que le système des douanes avait de vicieux. On reconnut bientôt que le meilleur moyen d'en rendre
1818. le revenu productif était la liberté, et on en fit l'essai à l'intérieur; tout put entrer et sortir en payant suivant le poids et la mesure, et non selon la nature des produits, ce qui rendit l'évaluation et la surveillance faciles. On en ressentit aussitôt l'avantage ; et les manufacteurs prospérèrent, par l'effet d'une mesure qui paraissait à beaucoup de gens devoir les étouffer.

Les autres États, sentant le désavantage de l'isolement et des douanes multipliées, reconnurent combien il serait opportun

de se procurer un marché plus large au moyen de concessions réciproques. La Hesse-Darmstadt traita à cet effet avec la Prusse; 1828.
et, pendant les négociations, on fut amené à des idées plus larges, telles que le libre échange des produits entre les deux États, sans douanes intermédiaires, chacun percevant les droits sur sa frontière pour les partager à proportion de la population.

C'étaient là des idées bien opposées aux vieilles habitudes et aux préjugés; mais l'expérience les fit triompher de toutes les prévisions sinistres. La Bavière et le Wurtemberg en avaient déjà fait autant, et, à leur exemple, la Hesse électorale s'unit avec le Hanovre et la Saxe, le Brunswick avec Brême et Francfort.

La Prusse, espérant s'assurer la suprématie en Allemagne au moyen du commerce, fondit les deux unions en une seule; et, à partir de 1830, la Prusse, la Hesse, la Bavière et le Wur- 1828.
temberg jouirent de la franchise réciproque pour leurs produits et leur industrie.

Cet essai eut de si heureux résultats qu'en 1844 l'union douanière embrassait huit mille deux cent quatre-vingt-cinq milles allemands carrés (de huit kilomètres et demi chacun) et vingt-huit millions d'habitants, c'est-à-dire toute l'Allemagne centrale et méridionale, à l'exception des possessions de l'Autriche, qui s'en tint isolée à cause de ses provinces italiennes et de la Hongrie. L'union douanière a pour base la première union, à laquelle les autres sont considérées comme ayant accédé. Le tarif en est très-modéré; mais on crut, en grevant les marchandises étrangères, favoriser l'industrie indigène. En effet, la production des cotonnades, des étoffes de laine, des soieries s'accrut immensément, au point que l'étranger cessa d'en fournir; la valeur des biens-fonds augmenta, les capitaux trouvèrent à s'employer avantageusement; les pauvres eurent du travail et tous les citoyens de l'aisance. Les gouvernements réalisèrent de grandes économies dans l'administration, car la ligne des douanes était réduite de plus de moitié; la contrebande et par suite l'immoralité avaient diminué, ce qui avait augmenté l'introduction légale et épargné la nécessité de payer des juges et des geôliers.

Cependant un grand port de mer manque au Zollverein pour faciliter les débouchés au dehors. La Baltique lui est pour ainsi dire fermée par l'effet du péage établi au détroit du Sund; le Hanovre reste attaché à l'Angleterre, le Holstein au Danemark;

Brême et Hambourg ne veulent pas renoncer à l'avantage qu'elles tirent du concours de tant de marchandises étrangères; ce qui fait qu'elles ne s'associent pas, et que le Zollverein ne peut parvenir à la mer. Mais la Belgique ayant été admise dans l'union,
1844. Anvers pourra devenir le port de toute l'Allemagne. Cependant le Zollverein se trouve resserré par la France, par l'Autriche, qui est devenue par ce fait comme étrangère à l'Allemagne, par la Hollande, par la Russie; il doit donc se borner à faire des traités de commerce, au lieu de proclamer cette liberté qui, selon les doctrines du fondateur de ce système (1), ne peut exister que si elle est réciproque.

L'importance que ce fait a value à la Prusse atteste combien il pèse dans les destinées de l'Allemagne. Devenue florissante moins par d'abondantes recettes que par les dépenses qu'elle a épargnées pour les douanes et pour l'armée (2), elle appelle dans ses universités des hommes distingués, et les introduit même dans le conseil des rois. Elle unit en ce moment l'Ems au Rhin, et par suite à la mer Noire, au moyen de la Lippe, fait capital qui la rendra la rivale de la Hollande. Une bonne organisation des États ferait un corps politique de ce qui n'a été jusqu'ici qu'une aggrégation de provinces.

1840. Lors du couronnement de Frédéric-Guillaume, les députés des provinces lui rappelèrent les promesses de son père, en émettant le vœu d'une constitution uniforme; ce prince se refusa longtemps à un système de représentation générale, tout en reconnaissaient que celui du pays était susceptible de recevoir de meilleurs développements. Il accorda donc aux États la faculté de publier leurs discussions, ce qui permit au moins l'expression des vœux.

A peine fut-on en possession de ce peu de liberté qu'on en demanda davantage, surtout la liberté de la presse, en représentant qu'elle était désormais assurée à toutes les nations ci-

(1) Frédéric List, qui s'est tué en 1847.

(2) Tegoborski (*Des finances de l'Autriche*, 1843) a écrit deux gros volumes pour réfuter les nombreuses publications où l'infériorité de l'Autriche par rapport à la Prusse est démontrée. On y découvre toutefois des faits d'autant plus importants qu'ils sont entourés de secret. Selon lui, la Prusse avait, en 1843, 2,399,430,000 livres autrichiennes de revenu, c'est-à-dire qu'on y paye 16 fr. 30 par tête; la France, 3,635,655,000, c'est-à-dire 40 fr. 50 par tête. L'armée de l'Autriche lui coûte 153 millions, celle de la Prusse 99 millions.

vilisées, sans que l'ordre et la paix y soient troublées (1). On réclama des institutions garanties, la liberté des communications entre le clergé et Rome, une distribution égale des fonctions publiques, sans distinction entre les catholiques, les juifs et les protestants. Ces concessions se sont fait longtemps attendre; mais les états généraux furent convoqués, et leurs discussions laissèrent bientôt voir que ce qui avait été accordé servirait à obtenir beaucoup plus dans un pays où le mouvement des esprits n'avait cessé de grandir et que sa position exposait aux regards de l'Europe entière.

Deux écoles se sont trouvées en lutte dans toute l'étendue de l'Allemagne : l'école nouvelle, qui réclama des changements radicaux, avec une constitution populaire, et l'école historique, qui ne veut pas de représentations théoriques, mais des états provinciaux fondés sur l'ancien droit germanique ou sur les franchises aristocratiques, bourgeoises et ecclésiastiques du moyen âge. Chacune d'elles est, au surplus, en opposition avec l'absolutisme administratif, le système militaire et l'anéantissement des nationalités.

L'union douanière est une nouvelle expression du besoin d'unité. Il a été question de donner à tous les navires marchands de la confédération un même pavillon, et de la soutenir par une marine de guerre fédérale, de manière à faire revivre les temps des Normands et des Hanséatiques; d'établir une colonie fédérale pour recevoir les condamnés et les vingt ou trente mille individus qui émigrent tous les ans soit au service de l'étranger, soit dans les colonies des autres États. Mais jusqu'à présent on s'en est tenu aux paroles. Peut-être l'union douanière conduira-t-elle à l'unité de mesures, de monnaies et de code commercial. L'industrie s'accroît en Allemagne au point d'inspirer des craintes à l'Angleterre; elle a des foires, où il se fait des affaires immenses, des fabriques de machines et d'instruments d'optique, des universités qui se distinguent par des études profondes, des presses typographiques très-actives, des chemins de fer qui réunissent les pays que sépare la politique. La culture de la vigne s'étend; les bains attirent tant de monde que la taxe payée par les étrangers forme dans certains pays (à Waldeck-Pyrmont, par exemple) une grande partie du revenu public; enfin, le commerce extérieur prend aussi des dévelop-

(1) Tome XVII, page 793 *Voy* la note.

pements. La race germanique l'emporte de plus en plus sur la race slave; et la première s'est assimilée la seconde sur la rive gauche de l'Elbe de même que sur la rive gauche de l'Oder, et les colonies allemandes s'avancent du littoral vers l'intérieur.

Cependant partout subsiste la variété dans les lois, dans les institutions, dans les usages; la juridiction patrimoniale et le régime des terres nobles se sont maintenus encore dans certains endroits, et par conséquent le vasselage ainsi que des tribunaux distincts pour les différentes castes; dans quelques-uns, comme dans le Mecklembourg et le Hanovre, les nobles et le clergé sont exempts d'impôts. La diète a saisi la dictature au détriment de la liberté, en soumettant les États, par crainte des peuples, à l'Autriche et à la Prusse. Mais l'Autriche et la Prusse ne peuvent marcher du même pas; car l'Autriche catholique, dont les sujets parlent des langues différentes, tient fermement à son système de despotisme paternel, tandis que la Prusse, dont les sujets sont Allemands pour les cinq sixièmes et qui se trouve à la tête des protestants et en contact avec les petits États, a l'habileté de faire tomber sur d'autres l'odieux de ses propres rigueurs.

Mais au nom de quelle idée ou de quel intérêt pourrait se former en Allemagne cette union qu'il lui importerait tant d'acquérir pour résister à la Russie et à la France, qui convoitent l'une l'Oder, et l'autre le Rhin? L'esprit teutonique se raviva un peu quand le traité de 1840, qui isolait la France du reste de l'Europe, poussa à des protestations qui eussent été des menaces si elles avaient été soutenues. On craignit alors une nouvelle irruption de la France, qui redemandait le Rhin comme frontière. Il en résulta une foule d'écrits, où l'on jurait de mourir pour défendre le territoire allemand; on parlait même de recouvrer l'Alsace, qui lui aurait servi de boulevard. On chantait partout une nouvelle *Marseillaise* : *Non, non, ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand!* C'est ainsi que les puissances prédominantes, dans leur désir de tenir la France en échec, avaient poussé l'Allemagne, autant qu'il était en elle, dans une guerre à laquelle elle était étrangère, et dont elle fut sauvée non par la prudence humaine, mais par la Providence.

En même temps un autre souverain travaille à se concilier la race slave et à se glisser ainsi en Allemagne. Plusieurs écrits répandus dans ces dernières années, surtout contre l'Autriche, révèlent les trames de cette politique russe dont on a pris trop

tard ombrage. Nous avons déjà dit que les Slaves, soumis à l'Autriche, s'agitent sous son joug. La Prusse en tient un grand nombre sous le sien, dans le duché de Posen (1); la civilisation, la richesse, l'esprit national sont en progrès. Là, comme dans la Silésie, on réclame la liberté de la presse et le respect pour la nationalité ; et tandis que la Pologne russe expire découragée, elle vit dans les espérances de ces fils détachés de son sein, à tel point qu'on craint à chaque instant un soulèvement (2).

L'esprit démocratique et les divisions religieuses, que les rois n'avaient pas prévues, préparent à l'Allemagne une tempête plus redoutable. Déjà nous en avons exposé les causes (3), ainsi que les actes tyranniques auxquels elles ont poussé le roi de Prusse. Il en est qui croient que, sous le voile de la religion, l'Allemagne aspire en effet à la liberté et à des institutions. Mais il est certain qu'on y préconise une révolution plus radicale encore que celle de la France, en bouleversant non-seulement la religion, mais encore la morale, en montrant le cruel courage d'enlever à la jeunesse les croyances qui fortifient et consolent (4).

(1) Les dernières diètes de Posen et de Lemberg méritent l'attention. L'Autriche a permis aux seigneurs de la Gallicie d'affranchir leurs paysans en les rendant fermiers ou propriétaires, et au clergé d'établir des sociétés de tempérance. Les diètes de Posen et de Breslau ont demandé beaucoup plus.

(2) Le mouvement qui éclata en février 1846 a été étouffé dans le sang des nobles, le peuple s'étant soulevé et livré contre eux à des massacres qui font frémir l'humanité. L'Autriche a démenti le bruit qui s'était répandu que le gouvernement avait excité cette horrible boucherie, et payé à prix fixe les têtes des nobles égorgés. Elle a récompensé ceux des paysans qui avaient fait, selon elle, preuve de fidélité, et elle a dû maintenir longtemps la loi martiale en Gallicie. Puis, en 1846, les trois puissances protectrices ont déclaré que la république de Cracovie, dernier reste de la nation polonaise, était réunie à l'Autriche. Ces deux faits auront un grand retentissement dans l'avenir.

(3) Tome XVIII.

(4) Herwegh a écrit : *Celui qui a insulté Dieu peut bien braver un roi.* Guillaume Mair : *Je veux de grands vices, des crimes sanglants, grandioses. Qu'on en finisse enfin avec cette morale triviale, cette vertu ennuyeuse.* Tchech : *Il faut à l'Allemagne une refonte radicale, religieuse et sociale. Si dans cette opération l'Église et l'État périssent, tant mieux; l'homme social en sortira plus pur.* Autant en disent Heine, Hoffmann von Fallersleben, Freiligratz, etc.

CHAPITRE XXVIII.

EMPIRE BRITANNIQUE.

Était-il nécessaire que la seule nation européenne qui fût constituée s'armât contre une autre qui voulait se constituer et se fît son ennemie la plus acharnée? Ceux pour qui le succès est la mesure de la moralité pourront citer Waterloo; mais tout le monde admirera l'opiniâtreté des torys dans des combats tant de fois renouvelés. Leurs immenses efforts avaient profité à la nation, qui se trouva longtemps sans rivale sur les mers, tandis que les énormes emprunts faits par le gouvernement enrichissaient les particuliers. La prospérité de l'agriculture, de la marine, des manufactures, la construction des canaux, de ces *docks* admirables, les entreprises dispendieuses étaient autant de preuves de l'accroissement du capital national. Seule à l'abri des armées ennemies, la Grande-Bretagne fournissait un refuge aux capitaux, même à ceux de Napoléon; et le blocus continental fit que l'Europe ne put obtenir que d'elle seule les matières premières elles-mêmes. Le coton, qui valait 2 f. 50 à Londres et à Manchester, se payait le triple à Hambourg, le quadruple à Paris; et les produits manufacturés que l'Angleterre offrait sur le continent y étaient vendus de 50 à 300 pour cent de plus que dans l'île : aussi ce gain énorme faisait-il affronter tous les risques de l'introduction.

L'Angleterre était sortie victorieuse de la lutte, mais grevée de lourdes charges. Pendant le règne de George III jusqu'en 1815, les revenus s'élevèrent à 1,386 millions de livres sterling (1). Cependant on contracta une dette de 531 millions sterl., et, quoique plusieurs dépenses fussent alors supprimées,

(1) Avant 1816, la livre sterling valait 24 fr. 75; depuis elle a été de 23 fr. 25. Elle se divise en 20 schellings, ceux-ci en douze pences, et un penny en quatre farthings. Avant 1816, la monnaie d'or se comptait par guinées de 26 fr. 47; depuis 1816, par souverains de 25 fr. 21; la monnaie d'argent par couronnes, l'ancienne couronne valant 6 fr. 16, la nouvelle 5 fr. 81. Le dollar, ou écu de banque, vaut 5 fr. 41; la livre de poids, 453 grammes. Le gallon, mesure de capacité par les liquides, contient 3 litres 785, et 4 litres 405 pour les grains. Le pied a 0,304. Le mille est de 1,6093 kilomètr., la lieue marine de 5,592.

42 millions sterl. de revenu ordinaire sur 46 étaient absorbés par l'intérêt de la dette, et 18 par les dépenses de paix. Si l'Angleterre eut à souffrir, dans la première année de paix, une disette comme jamais elle n'en avait éprouvé durant le blocus, ceux-là seuls s'en étonneront qui ne se rappelleront pas qu'elle avait cessé d'être seule maîtresse des mers depuis qu'elles étaient redevenues libres. Les torys ne jouirent donc pas d'un triomphe qui était leur ouvrage; et il eut pour conséquence des idées de réformes qui gagnaient du terrain et furent provoquées, l'une par Canning, dans les relations extérieures; une autre par Huskisson, dans la politique commerciale; et la troisième par Gray, dans la constitution.

La politique anglaise est surtout commerciale : elle consiste à accroître les produits de l'industrie, ou du moins à les soutenir en leur ouvrant de nouveaux marchés. Il en résulte des traités de commerce et des conquêtes au dehors, au dedans mille problèmes pour le gouvernement et pour l'opposition.

La dynastie de Hanovre, qui, appelée par les wighs, avait contre elle l'aristocratie féodale, trouva son compte à favoriser le commerce. Walpole chercha, en conséquence, à dégrever les propriétés, à étendre par suite le négoce, et il établit les finances sur les contributions indirectes (*excise*). Pendant la guerre contre Napoléon, il fallut introduire l'*income tax*, impôt sur les revenus qui n'ont pas de capital apparent, comme les pensions et les emplois, et la *propertytax* sur les revenus de capitaux mobiliers ou immobiliers, comme loyers, fermages, intérêts (1). Lors du rétablissement de la paix, on aurait voulu maintenir cette contribution; mais le parlement s'y opposa.

Les manufactures anglaises n'ont plus à fournir l'Europe entière d'armes et de vêtements; partout y naissent, au contraire, des concurrents, et il s'établit jusque dans l'Inde des filatures et des machines à tisser. Heureusement les colonies américaines, en se rendant indépendantes, offrirent à l'industrie britannique de nouveaux consommateurs, et l'instrument puissant de la vapeur lui permit d'inonder le monde de ses fers, de ses co-

(1) PABLO PEBRER, *Histoire financière et statistique générale de l'empire britannique*; Paris, 1834 (trad.) Antérieurement à 1843, en prenant la moyenne de dix années, le produit des douanes était de 587 millions et demi; celui de l'*excise* sur les objets de consommation immédiate, de 375 millions; celui du timbre, de 177 millions et demi; tandis que l'*income and property tax* ne donnait que 12 millions.

tons (1), et d'occuper ainsi la population qui demandait du pain.

Mais cette guerre que Napoléon lui avait faite avec tant d'éclat, ses alliés la continuaient sourdement en opposant les douanes aux marchandises anglaises et en rétablissant dans les colonies le monopole, qui avait été interrompu durant la guerre. Alexandre de Russie lui-même fut amené, par l'exemple, à « renoncer à cette libre circulation qu'il avait considérée en 1815 comme un remède aux maux de l'Europe (2), » et il équilibra le tarif d'après les intérêts de l'industrie nationale.

Le prix très-élevé des denrées, à l'époque où le continent restait fermé, avait poussé les propriétaires à faire des dépenses énormes dans des terrains ingrats; mais à peine commençaient-ils à rapporter que la paix rouvrit les mers; la valeur des denrées baissa, et les nombreux capitaux employés furent perdus. Pour y remédier, les propriétaires firent mettre de lourdes taxes sur l'introduction des grains étrangers, c'est-à-dire décréter la famine; alors, l'équilibre n'existant plus entre les besoins des consommateurs et les exigences des producteurs, la misère s'étendit sur tout le royaume. Les maux intérieurs, que la guerre extérieure avait assoupis, s'envenimant de plus en plus, le parti qui demandait la réforme du parlement et le droit d'élection pour tous les travailleurs et producteurs, reprit de la force; les radicaux disaient au peuple que ceux qui n'avaient pas le droit d'élection ne devaient pas être soumis à l'impôt.

1817. Déjà la société des niveleurs appelés Spencéens s'était constituée sur beaucoup de points du territoire; chaque ville, chaque village avait son club de Hampden, dont le mot d'ordre était: *Veille, et sois prêt!* Le projet des conjurés était de s'emparer de la Tour, de faire sauter les ponts de la ville, d'incendier les casernes et d'arriver ainsi à la réforme radicale du parlement. Il fallut, pour les réprimer, suspendre l'*habeas corpus*, c'est-à-dire proclamer la loi martiale.

Plus tard ce n'étaient plus des conjurations, c'était la faim
1819. qui armait les prolétaires à Birmingham et à Manchester, pour demander le suffrage universel, la réforme ou la mort. Les

(1) De 1803 à 1812, l'Angleterre exporta annuellement pour 42 millions de livres sterling, et pour 54 de 1815 à 1822.

(2) Motifs du nouveau tarif des douanes; *Annuaire* de 1822, page 317.

assemblées provoquées par Hunt et par Wolseley se mirent à délibérer. Un corps de cavalerie lancé sur la réunion tua un millier de personnes. Il en résulta une grande indignation contre le ministre Castlereagh; Hunt, délivré, fut porté en triomphe : mais le gouvernement défendit les armes, les exercices, les écrits incendiaires; il assujettit à un timbre les journaux et les pamphlets politiques; et l'Europe s'attendit à voir l'Angleterre bouleversée.

A la mort du vieux roi, qui, souvent fou, toujours faible d'esprit, avait fait voir quel est le mérite des institutions représentatives, le pays ayant pu soutenir sous son règne la lutte la plus terrible et devenir la première nation du monde, le prince régent lui succéda sous le nom de George IV. Ce nouveau monarque, qui déjà s'était fait connaître peu avantageusement par le scandale de ses mœurs, apprêta un ignoble spectacle à ses sujets par le procès qu'il fit à la princesse de Galles, sa femme. Caroline avait étalé ouvertement ses amours. Lorsque son époux fut monté sur le trône, elle demanda que son nom fût inséré dans la liturgie, comme reine. Elle éprouva un refus; les ministres torys lui proposèrent 50,000 livres sterling par an si elle voulait renoncer au titre de reine et demeurer sur le continrent, en la menaçant d'un procès si elle retournait en Angleterre. Elle y vint néanmoins, et le roi son mari demanda qu'elle fût déclarée indigne de régner, et que le mariage fût dissous. L'opposition prit parti pour la princesse, attendu que le roi et Castlereagh l'accusaient : elle fut défendue par Canning et par Brougham. Ce membre des communes s'était fait une arme de son talent : plutôt violent que pathétique, il savait, à l'aide d'un ton austère, d'un style concis, d'un sarcasme continuel, occuper l'attention de la chambre des heures entières sans l'ennuyer : extrêmement actif, même hors des chambres, on le voyait à la tête de plusieurs associations, de bienfaisance surtout; dans les *meetings*, il maltraitait la foule, injuriait ses adversaires; il haranguait jusqu'à sept fois dans un jour dans des lieux différents pour vaincre la puissance de l'or par la puissance de la parole.

L'appui de ce célèbre avocat vint grandement en aide à la princesse, mais plus encore la faveur populaire. La pruderie anglaise fut blessée au plus haut degré par l'indécence de certaines révélations. Les jurés n'en déclarèrent pas moins que le délit n'était pas constant; et le procureur général fut con-

traint de dire à Caroline : *Allez, et ne péchez plus*. Les trois royaumes se livrèrent à l'ivresse de la joie, parce qu'une femme coupable avait échappé au châtiment. Cependant le roi ne voulut pas l'admettre à la cérémonie du couronnement;
1821. 7 août. elle fut repoussée de Westminster, et en mourut de chagrin. Ses funérailles furent une véritable ovation, et George IV s'écria : *Voilà un des plus beaux jours de ma vie* (1) !

La rumeur publique attribua au poison la mort de cette princesse, comme celle de Napoléon, qui arriva presque en même temps ; on crut que le gouvernement avait voulu se délivrer de ses embarras en présence de l'orage qui le menaçait. En effet, le parti tory, que le triomphe obtenu par Napoléon avait fortifié, se vit forcé de s'incliner devant l'opinion populaire, surexcitée par ce denier débat.

Dans le parlement, le ministère était accusé de marcher à la remorque de la Sainte-Alliance, et d'avoir empêché par là que, dans les révolutions qui avaient éclaté depuis 1820, la nation se fût montrée avec la dignité convenable. L'Angleterre, caressée et respectée par les rois tant qu'elle avait été nécessaire pour abattre l'ennemi commun, maintenant que le péril était passé, causait de l'ombrage aux cabinets, dont la politique était revenue à l'absolutisme. L'opinion publique demandait qu'on intervînt en Espagne en faveur d'une constitution déjà reconnue en 1812 par l'Angleterre; Grey et Brougham reprochaient au ministre de laisser fouler aux pieds la liberté par une neutralité prétendue; et comme les Anglais, même les moins libéraux, ne peuvent endurer l'absolutisme des rois, lord Castlereagh soutint aux congrès de Troppau et de Laybach le droit qu'ont les peuples de pourvoir à leur organisation in-
1822. 9 août. térieure. Mais ce ministre avait perdu sa popularité ; et lorsqu'il se tua, le peuple prétendit qu'il avait été poussé au suicide par le remords de s'être fait l'instrument de la Sainte-Alliance.

Canning. Canning, qui lui succéda, ennemi de la démocratie, mais partisan des libertés, s'efforça de rendre à son pays l'influence suprême. Il favorisa les peuples opprimés pour diminuer la force des oppresseurs, prêt à s'associer à ceux-ci toutes les fois qu'il

(1) Un autre procès scandaleux avait été intenté en 1809 au duc d'York, accusé de vendre des places dans l'armée par l'intermédiaire de miss Clarke, sa maîtresse; il fut absous à une faible majorité, et fut forcé de se démettre du commandement en chef.

y avait un accroissement de puissance à y gagner; il louvoya selon les faits, et non selon les théories; il combattit en Europe les principes qu'il soutenait en Amérique, parce que tel était l'intérêt de l'Angleterre. Pitt l'avait fait entrer à vingt-deux ans 1793.
au parlement, où il avait attaqué la révolution française et les espérances qu'elle donnait à l'Europe; et il mérita, par une grande habileté de langage, par l'agrément de ses réminiscences classiques, par un vif sentiment de la réalité, quelquefois par la majesté et l'énergie, d'être compté parmi les meilleurs orateurs. Parvenu au ministère, ses deux actes principaux furent de violer la neutralité danoise et de s'allier à l'insurrection espagnole. Sorti de place en 1809 par suite d'hostilités avec Castlereagh, qui allèrent jusqu'à un duel, il ne prit point part à la reconstruction européenne qui fut acomplie par ce dernier. Lorsqu'il l'eut remplacé, il chercha à diminuer la prépondérance laissée aux monarchies absolues, à dégager son pays de l'alliance des despotes; et il opposa au triumvirat de la Sainte-Alliance sa *neutralité*, toute prête à se tourner du côté des peuples si les rois ne se relâchaient pas de leurs projets de surveillance sur l'Europe. « Il est certain, disait-il, qu'à l'heure « qu'il est une lutte ouverte ou sourde est engagée entre l'es« prit de la monarchie absolue et celui de la pure démocratie. « Il est certain aussi qu'aucun siècle n'offre une plus grande « ressemblance avec celui de la réforme : or, l'exemple d'Élisa« beth a porté l'Angleterre à se mettre à la tête des nations « libres contre le pouvoir arbitraire.

« Mais Élisabeth était elle-même au nombre de ceux qui « s'étaient insurgés contre l'autorité romaine, tandis que nous « nous combattons la monarchie absolue, vaincue depuis « longtemps parmi nous. Prêts à porter secours aux opprimés « dans les deux partis extrêmes, il n'est pas de notre politique « de nous associer à qui que ce soit. Qu'avons-nous de commun « avec les peuples qui se soulèvent pour acquérir ce dont nous « jouissons déjà depuis longtemps? Nous observons le cours « de ces querelles de la hauteur où nous sommes parvenus, « non pas avec le sentiment cruel qui naît, selon le poëte, « de voir du rivage ceux que bat la tempête, mais avec un « désir sincère d'apaiser, d'éclairer, de réconcilier, de sauver, « toujours proposant notre propre exemple, et même en y « joignant nos efforts là où ils peuvent être nécessaires. Notre « position est donc la neutralité non-seulement entre les

« nations contendantes, mais encore entre les principes con-
« tradictoires (1). »

En conséquence de cette indifférence immorale, Canning laissa envahir l'Espagne, en se contentant d'empêcher que la Sainte-Alliance y intervînt collectivement. L'opposition lui reprochait de laisser se réaliser sur le continent les maximes de la Sainte-Alliance, pour réagir contre la liberté anglaise. Cependant les réfugiés d'Espagne et d'Italie trouvèrent sur le sol britannique protection et secours; on y éleva la voix en faveur de leur patrie, ou du moins on plaignit son sort. Canning répondait aux reproches: *Fallait-il, parce que les Français avaient occupé l'Espagne, mettre le blocus devant Cadix? Non, jamais. J'ai cherché une compensation dans un autre hémisphère. Si la France devait posséder l'Espagne, je ne voulus pas que ce fût avec les Indes, et j'appelai le nouveau monde à l'existence pour rétablir l'ancien équilibre.*

En effet l'Angleterre grandit par ce système, dont les maximes s'accordaient au mieux avec l'ardeur des négociants. En Amérique, les nouveaux États, devenus libres, ouvrirent un vaste champ à la spéculation; les canaux et les chemins de fer lui fournirent un nouvel aliment. Les Anglais combattirent en Afrique les Aschantis, qui menaçaient la colonie de Sierra-Leone; et, après avoir d'abord essuyé des pertes, ils finirent par l'emporter. Dans l'Inde, ils commencèrent, avec les Birmans et avec les Mahrattes, des hostilités qui devaient aboutir à la conquête de tout le pays.

Banques. L'amour du gain a changé de formes pour l'Angleterre selon les temps. A l'époque guerrière, elle s'emparait, le fer en main, des biens des vaincus. Lors de la Réforme, elle se substitua aux moines *oisifs*, qui nourrissaient le peuple; elle s'enrichit ensuite dans les colonies de l'Amérique, puis dans les spéculations de l'Inde. Quand elle eut entrepris la conquête de l'Inde, elle se transforma en nabab; elle fit le métier de contrebandier pendant la guerre contre Napoléon : maintenant elle spécule sur les actions et sur l'agiotage; elle était intéressée pour des sommes considérables dans les emprunts des nouvelles républiques d'Amérique, dans ceux de la Grèce et de Naples; elle en avait mis au moins autant dans des exploitations de mines; deux cent soixante-treize compagnies s'étaient constituées pour la pêche,

(1) Séance du 28 avril 1823.

pour la navigation, la culture et pour des fabriques, des constructions, des routes, des pêcheries, des canaux, des distributions de gaz, d'eau, de lait. Quatre milliards se trouvant employés de la sorte, il devint nécessaire d'émettre beaucoup de papier, et il en résulta une aisance apparente; mais comme elle 1825. était artificielle, la disette de numéraire ne tarda pas à se faire sentir; les possesseurs de billets demandèrent à les réaliser, et de là vinrent la baisse des fonds, la diminution des fermages, la clôture des ateliers et l'ébranlement du crédit.

On ne saurait dire les expédients mis en œuvre pour conjurer cette panique. Une seule maison paya 1,700,000 livres sterling, et finit pourtant par tomber. La monnaie ne cessa pendant plusieurs semaines de frapper des espèces avec la rapidité que procurent les machines. La chute de la maison Goldsmith, qui avait fait les emprunts pour trois républiques américaines, amena la dépréciation des fonds d'Amérique. Il y eut alors deux mille faillites, c'est-à-dire plus que dans les trente années précédentes. Des milliers d'ouvriers restèrent sans travail; le salaire des autres fut diminué. La fureur de la populace se déchaîna contre les machines à tisser, et la charité publique dut s'imposer d'immenses sacrifices pour venir en aide aux indigents.

Cette crise, dont tous les pays se ressentirent, a été imputée au trop grand morcellement des effets de crédit, au moyen desquels le droit de battre monnaie se trouvait dévoué à des gens qui n'avaient pas même en crédit l'équivalent des valeurs émises; aux spéculations exagérées, soit pour les importations, soit pour les exportations, surtout dans l'Amérique méridionale; à la transition rapide d'une guerre universelle qui assurait le monopole à l'Angleterre à une paix qui lui ouvrait une concurrence universelle; enfin aux restrictions qui détournaient les capitaux de leur destination naturelle.

Pour apporter quelque remède au mal, le ministère annula les billets d'une livre sterling, émis par les banques provinciales; celles-ci furent consolidées par l'institution, dans les provinces, de banques dépendantes de celle de Londres. La banque royale mit 3 millions sterling à la disposition des manufacturiers, à raison de cinq pour cent, avec caution; on facilita l'introduction des blés étrangers ainsi que l'émigration, et peu à peu le crédit se réveilla.

L'Europe, qui, au moment où la paix rétablit les communications, avait admiré la prospérité de ce pays, comme un résul-

tat des lois restrictives rigoureusement maintenues en dépit de la liberté proclamée par Smith, mit en doute la sagesse du parlement. Malgré l'empire des préjugés, un grand nombre d'Anglais reconnurent l'erreur d'une exclusion qui engageait les autres États à l'imiter, et l'on songea à dégrever l'industrie ainsi qu'à permettre la libre introduction des marchandises et des denrées étrangères.

Huskisson. La nouvelle politique fut inaugurée par Huskisson, homme pratique, qui fit en Angleterre ce que Turgot avait fait en France, en introduisant dans le gouvernement les théories des
1795. savants. Ami de Canning et secrétaire d'État, il avait pris part aux affaires pendant la lutte contre la France, et profita des expériences financières faites dans ce pays. En 1819, il présenta un tableau des finances en Europe, en insistant sur la nécessité des payements en numéraire, et s'appliqua aux réformes, soutenant les intérêts agricoles, combattant les priviléges de la propriété foncière, les défenses d'exporter les machines et d'importer les marchandises étrangères, s'élevant contre l'*acte de navigation*, qui repoussait les produits apportés sous pavillon étranger; et, en faisant voter l'admission des bâtiments
1822. Juin. étrangers à charge de réciprocité, ainsi que le bill pour la libre introduction de la soie, il ouvrit une ère nouvelle dans la politique commerciale de la Grande-Bretagne. Huskisson peut servir de modèle à ceux qui ont à triompher d'erreurs et d'abus appuyés par les classes les plus puissantes.

Irlande. Des maux d'un autre genre s'offraient en Irlande, peuplée entièrement de pauvres, et où l'ancienne race endurait, sous une apparence superficielle de gouvernement libre, une servitude inhumaine sous la suprématie d'une poignée de conquérants. Les Anglais ont à titre de conquérants et comme protestants accaparé toutes les propriétés; de telle sorte que, de 1640 à 1788, aucun indigène ne put posséder des biens-fonds. Comme les Irlandais expropriés s'opposaient résolûment aux maîtres nouveaux des terres, ceux-ci, ne pouvant continuer à y demeurer, les louèrent à d'autres, qui les sous-affermèrent avec le droit de les sous-diviser encore. De là résulta un morcellement qui rendit extrêmement précaires et la récolte et la nourriture d'une population entière.

Tout le territoire appartient donc aux fils des conquérants (*landlords*), qui résident ailleurs; des étrangers et des protestants y rendent la justice, d'avides entrepreneurs exploitent la

famine, qui s'y renouvelle chaque année. Il ne reste aux vaincus d'autre moyen de subsistance que de labourer la terre; et ils n'ont pas, comme en Angleterre, la ressource du commerce et de l'industrie, pour se glisser dans la société aristocratique. Aussi voit-on des friches immenses à côté de jardins splendides, des châteaux magnifiques au milieu de huttes et de véritables tanières. Le peuple reste sans instruction; il n'y a de routes que d'un château à l'autre. Quelques pommes de terre d'un transport difficile et qui se gardent peu, sont l'unique aliment du malheureux Irlandais; des haillons sont tout son vêtement, et il n'a que de la paille pour s'abriter, souffrances d'autant plus pénibles qu'il les endure à côté des jouissances de toute nature et dans un pays où tout parle de droits et de liberté. Les dix volumes in-folio publiés par la commission de 1835, ce récit interminable d'une série de maux variés à l'infini, parurent un roman créé par un visionnaire.

Le gouvernement anglais nomma aux trente-deux diocèses et aux treize cent quatre-vingt-cinq bénéfices qui existaient en Irlande à l'époque de la réforme des évêques et des chanoines anglicans. Comme les catholiques refusèrent de se soumettre à leur direction, il en résulta deux titulaires dans chaque siége et dans chaque paroisse : le ministre protestant, riche, heureux, avec une nombreuse famille, sans un seul paroissien dans le peuple, et le curé catholique, languissant dans l'indigence comme tout son troupeau, qui se presse autour de lui, et qui n'a pour vivre que leurs aumônes. C'est déjà beaucoup que d'avoir pu conserver la religion et la nationalité dans un pays où la guerre était poussée partout avec une habileté si consommée jusque dans le foyer de la famille et dans les replis de la conscience.

D'après les enquêtes faites en 1822, sur les sept millions d'habitants que contient l'île, cinq millions sept cent cinquante mille étaient catholiques, deux cent cinquante mille protestants dissidents, cinq cent mille presbytériens et autant de protestants anglicans. Sur les dix-huit mille acres de terres, deux onzièmes étaient possédés par le clergé catholique, c'est-à-dire pour 2,500,000 de livres sterling sur 14; plus, 700,000 livres en dîmes. La couronne nommait à six cent quatre-vingt-quatre bénéfices, et cinq cents bénéficiers au moins ne résidaient pas dans le pays.

En résumé, il y a en Irlande six millions de pauvres, pauvres

à tel point que celui qui peut manger trois fois par jour des pommes de terre de qualité inférieure est réputé à son aise, et que trois millions d'entre eux sont, pendant trois ou quatre mois chaque année, exposés à mourir de faim, depuis le moment où ces tubercules viennent à se gâter jusqu'à la récolte nouvelle. C'est pour les publicistes un sujet d'études que d'examiner comment les mêmes institutions ont produit des fruits si différents dans les deux pays; comment il en est résulté chez l'un la dignité légale jusque dans l'homme qui meurt de faim, chez l'autre ce dernier degré de misère où l'homme cesse de lutter contre le malheur, et se résigne à la malpropreté, au vice, à l'avilissement et à la brutalité.

Nous avons vu comment Pitt entreprit de réduire le royaume à l'unité en enlevant à l'Irlande son parlement (1800). Par là elle redevint tranquille, c'est-à-dire que la tyrannie des riches sur les pauvres, des protestants sur les catholiques y fut consolidée. L'Angleterre avait promis alors d'abroger les lois qui frappaient les catholiques d'incapacité civile; mais elle ne tint pas sa promesse, et le pays se plaignit en vain que le commerce des colonies tournât exclusivement au profit de l'île dominatrice, tandis que l'Irlande n'en recueillait aucun avantage pour son agriculture. L'exaspération des Irlandais leur fit prêter l'oreille aux sollicitations hostiles de la république française et de Napoléon; mais le mauvais succès de leurs efforts empira leur condition, et les orangistes se réunirent pour résister à ceux qui voulaient troubler une oppression à laquelle ils donnaient le nom de paix. Castlereagh, nommé secrétaire général de l'Irlande, réprima avec vigueur et inflexibilité les petits mouvements qui vinrent à éclater; de telle sorte que l'on put enfin proclamer une amnistie. Mais après la paix les plaintes se renouvelèrent, compliquées de la question religieuse.

Les Irlandais, reconnaissant par expérience que toute action directe ou indirecte du gouvernement dans la nomination des évêques est nuisible à la religion, s'abstenaient des assemblées électives. Le pape consentit que la liste des candidats proposés aux siéges vacants fût présentée au gouvernement, et qu'il en pût effacer ceux qui ne lui conviendraient pas; mais, quoique la propagande fût, depuis trois siècles, l'appui des catholiques, et qu'elle leur fournît des prélats et des ecclésiastiques, les Irlandais trouvèrent peu de dignité à ces concessions, et demandèrent que la nomination fût faite librement par le clergé. Le

pape, en les accordant, espérait l'émancipation des catholiques et l'abolition des lois pénales; mais quand la proposition en fut faite à la chambre, elle fut écartée. La longue patience des Irlandais était à bout; ils devinrent furieux; des bandes armées s'organisèrent, et les arrestations ne firent que multiplier les résistances.

On ne rêva plus seulement de se maintenir dans la grande unité catholique, mais de se séparer de l'Angleterre, et peut-être de former une république, d'après les idées démocratiques alors en vogue. Les enfants blancs (*White boys*) (c'était le nom que se donnaient les insurgés) parcouraient le pays au 1822.
nombre de quatre ou cinq mille, en brûlant les maisons des protestants. L'Irlande alors fut mise hors la loi; et tout homme rencontré hors de son domicile avant le lever ou après le coucher du soleil put être condamné par les magistrats du lieu à sept ans de déportation (1).

Les voies légales devaient mieux réussir à l'Irlande que les insurrections, et elle se mit à réclamer l'émancipation au moyen de la presse, des associations et des pétitions. Une association dite *catholique* s'était constituée en 1810 pour diriger les efforts nationaux. Elle eut d'abord pour chef Jean Keogh, ouvrier en soie, et après lui O'Connel, l'un des hommes les plus extraor- O'Connell.
dinaires qui aient existé. Avocat extrêmement habile, il excellait à fouiller dans l'énorme amas des ordonnances britanniques, cet arsenal d'une tyrannie fondée sur la loi; déclamateur bruyant, agitateur infatigable, tout à la fois rustique et courtisan, il savait prendre au besoin les manières de la cour et vociférer dans les tavernes. On le voyait assister, dans la même journée, aux élections dans des localités éloignées, pour faire nommer celui-ci, pour exclure celui-là; presser la main calleuse du laboureur comme celle du vice-roi, et s'agenouiller devant le roi lorsqu'il visitait l'Angleterre. Ayant tué en duel un adversaire qui l'avait provoqué, il fit serment de ne plus accepter aucun cartel; ce qui le mit à l'aise pour dénigrer et insulter ceux du parti contraire. Le regard toujours fixé sur l'Irlande, il n'observait pas avec moins d'attention ce qui se passait en Angleterre, afin de profiter de tous les événements. Caressant et impétueux, gros-

(1) Il se trouva néanmoins, à la fin de 1822, qu'on n'avait eu occasion d'arrêter personne. Un reste de l'ancienne constitution *par centaines* rend tout le district responsable en Angleterre quand une manufacture se trouve détruite par un soulèvement, sans qu'il y ait de la faute du propriétaire.

sier et pathétique, raisonneur et inspiré, il soulevait et maîtrisait les passions populaires, bravant l'opinion comme le pouvoir. Les paroles violentes que l'indignation semblait lui arracher étaient calculées d'avance; il mesurait de sang-froid jusqu'où il pouvait pousser, sans la compromettre, le peu d'indépendance qui restait à son pays, qu'il voulait obtenir complète. Il parlait, il écrivait, il imprimait, il intriguait, associant des idées qui semblaient incompatibles, l'insurrection constitutionnelle et l'agitation réglée Pour trouver quelqu'un à comparer au *grand agitateur*, il faut se reporter à ces mâles époques où un Pierre l'Ermite, un saint Bernard, un saint Antoine de Padoue entraînaient à leur suite des cent mille auditeurs.

Sous sa direction, l'association catholique se fortifia et devint plus compacte; elle eut ses magistrats, son trésor, ses journaux; elle scruta tous les actes du gouvernement britannique; son autorité toute morale fit sortir l'ordre de son propre désordre; dissoute, elle se reconstitua sous une autre forme. Sa hardiesse s'accrut, et elle ne demanda plus seulement l'émancipation des catholiques, mais la séparation des deux pays, le rappel de l'union (*repeal*). Elle répartit les affaires entre trois comités particuliers, perçut des contributions dans chaque paroisse par l'intermédiare des curés, sous la surveillance des évêques, et concentra les plaintes et les vœux des Irlandais, pour les faire arriver jusqu'au trône. Mais six millions d'opprimés ne se réunissaient pas sans faire trembler le sol, et le souffle qui remuait la Grèce et l'Amérique se faisait aussi sentir parmi eux.

1826. Un bill de répression fut alors proposé au parlement, mais sans détruire la cause de l'agitation, c'est-à-dire l'oppression des catholiques. Le roi, s'apercevant que la confiance de la nation se portait plus sur Canning que sur le ministère hétérogène de lord Liverpool, le mit à la tête du cabinet; les libéraux l'emportèrent, et les catholiques espérèrent recouvrer leurs droits politiques, surtout après la mort du duc d'York, héritier présomptif de la couronne et leur adversaire implacable.
1827. 8 août. Mais Canning lui-même étant venu à mourir, fut remplacé par un ministère composé de torys et de whigs. Wellington et Robert Peel, qui avait la haute main dans la chambre des communes, s'étant entendus, l'émancipation des catholiques fut repoussée. C'est alors qu'un siége au parlement étant devenu vacant
1828. Juillet. O'Connell s'y fit élire lui-même, avec des démonstrations populaires qu'un gouvernement libre ne saurait dédaigner. Les

débats engagés sur cette élection firent connaître à l'Irlande ses propres forces. O'Connell, qui déjà avait exposé aux communes, dans un admirable discours, les misères de l'Irlande, réclama alors l'émancipation parlementaire de son pays. Ses adversaires s'effrayèrent de ces menaces : des contre-associations se formèrent; on vit des loges orangistes et des clubs brunswickois se cotiser pour solder l'élection des protestants. 1825.

Depuis longtemps cette question divisait le parlement en deux camps hostiles, au point de faire craindre une guerre civile. Les torys, voyant qu'ils ne réussiraient pas à étouffer ce germe de discorde et que mieux valait accorder législativement l'émancipation que de se la laisser arracher par la révolte, voulurent en enlever l'honneur aux whigs; en conséquence, elle fut proposée par Peel et Wellington. La capacité électorale et l'éligibilité appartint à tout catholique qui jurerait non plus l'ancienne suprématie royale, mais fidélité au roi et à la ligne protestante; qui s'engagerait par serment à ne pas travailler contre l'Église établie, à ne plus regarder les rois excommuniés comme pouvant être licitement déposés ou tués, et à renoncer à cette croyance qu'aucune juridiction temporelle ou civile appartînt au pape dans le royaume. Tout catholique était déclaré admissible aux emplois civils ou militaires, sauf quelques hautes fonctions. Ils étaient néanmoins exclus de toute dignité ou fonction dans les Églises d'Angleterre et d'Écosse, dans les cours de judicature et dans les universités.

Émancipation des catholiques.

1829. Mars.

La chambre des communes était toute disposée à voter ces mesures; les lords finirent par les accepter, après y avoir longtemps résisté. Cependant ils élevèrent le cens électoral, pour faire contre-poids, de 40 schellings à 10 livres sterling. Ce coup, habilement calculé, enlevait le droit de suffrage à la foule des paysans, qui auraient voté sous l'influence du clergé.

Les Irlandais se plaignirent qu'on n'eût pas fait assez, les protestants de ce que l'on avait fait trop. Wellington, accusé d'avoir cherché par l'émancipation une popularité dangereuse et compromis la haute Église et la constitution de 1688, se vit forcé de se battre en duel avec le comte de Winchelsea.

C'était folie de croire que l'émancipation dût guérir tant de plaies par enchantement. Un grand pas était fait; mais l'injustice primitive continuait de subsister en Irlande, où elle est peut-être ineffaçable, à moins d'une seconde expropriation. Les land-lords cherchent à améliorer la condition des paysans et des fermiers;

ils tâchent de remédier à cette subdivision sans fin. Mais il est fort difficile de mettre d'accord deux populations hostiles : le bien ne résultera pas des manufactures, des chemins de fer ou de semblables progrès matériels, non plus que des grandes villes, de la propreté et des aises de la vie, ni de la fondation d'écoles, de la défense de contracter des mariages pauvres et de se livrer à la mendicité; ce remède ne consiste point, en un mot, à transformer les Irlandais en Anglais quand le mal gît précisément dans cette prétention. On agit sur l'Anglais par la tête, en flattant chez lui l'ambition, les idées libérales, l'amour du confortable. L'Irlandais suit les élans de son cœur; il a besoin de croire à une idée, à un homme, et de s'y abandonner sans réflexion. Il faudrait que le propriétaire crût avoir non-seulement des droits, mais des devoirs; qu'il habitât au milieu des paysans (1), qu'il les disciplinât, qu'il fût pour eux un père, tandis qu'au contraire il est aussi éloigné d'eux par la différence de religion et de langage que par sa résidence habituelle en Angleterre. Voilà pourquoi, après avoir obtenu l'émancipation, les Irlandais voulurent encore le *rappel*, c'est-à-dire qu'on rendît à l'Irlande son parlement distinct.

L'émancipation catholique avait rendu les torys soupçonneux envers le ministère; les whigs le soutenaient, mais seulement autant qu'il fallait pour le faire subsister et se conserver une part du pouvoir. Peu avant la révolution de juillet, George IV
1830. 26 juin. vint à mourir, et Wellington, qu'on avait cru le seul capable de refréner les caprices de ce prince et sa condescendance pour ses favoris, semblait devenir moins nécessaire. Cependant Guillaume IV, qui monta sur le trône à l'âge de soixante-quinze ans, conserva ce cabinet. Les whigs s'apprêtèrent à conquérir les droits réclamés en se rangeant dans l'opposition. Celle-ci avait déjà repoussé le budget, qui présentait un déficit de 560,000 livres sterling, et exigeait que les traitements fussent diminués, mais surtout que la représentation du pays dans la chambre élective fût répartie plus également.

(1) Northon, dans son ouvrage sur l'Irlande, attribue les maux du pays à l'abscence des propriétaires. Selon lui, l'île rend 450 millions de francs : 100 millions sont le revenu des propriétaires absents; 37 millions et demi du clergé, dont plus de la moitié ne réside pas; 122 et demi passent en taxes et en dîmes; l'armée en absorbe 32 pour maintenir l'ordre dans le pays. Il reste ainsi par jour, à six millions d'habitants, 35 centimes par tête. Les inégalités inévitables d'une pareille répartition ne laissent au plus grand nombre que la misère.

La réforme parlementaire avait, en 1790, été appuyée par Pitt lui-même qui l'abandonna ensuite, quand la peur inspirée par la révolution française eut fait prévaloir les conservateurs torys. Ces torys tremblaient de voir toucher à ce vieil édifice auquel Saxons, Normands, catholiques, protestants, Hanovriens, la liberté et la tyrannie avaient ajouté quelque pierre, et dont on avait surchargé les fondements, au point qu'il était facile de l'ébranler. Les libéraux croyaient qu'il fallait le saper par la base, en respectant la représentation nationale, mais la régénérant par des élections libres, pures de corruption et faites au scrutin. Réforme parlementaire.

Les anciens droits, comme il arrive d'ordinaire, s'étaient accumulés et répartis d'une manière absurde; les avantages accordés aux comtés lors de leur réunion avaient rendu différents pour chacun d'eux le nombre des votes et les conditions d'éligibilité. On avait essayé en 1801 de régulariser ce chaos, en fixant à six cent cinquante-huit le nombre des députés; quatre-vingt-quatre des comtés d'Angleterre, vingt-cinq des grandes villes, cent soixante-douze des bourgs, huit des ports de mer, quatre des universités de Cambridge et d'Oxford, vingt-quatre des comtés et des villes du pays de Galles, trente des comtés et soixante-cinq des villes et bourgs d'Écosse, cent de l'Irlande. Outre la très-grande inégalité de cette répartition, plusieurs localités, autrefois très-peuplées, se trouvaient réduites à rien, tandis que de faibles villages devenaient des villes populeuses et restaient sans représentants. Édimbourg n'avait, sur une population de cent mille âmes, qu'un seul député, nommé par trente-trois électeurs, tandis que certains lords, seigneurs de bourgs pourris (*rotten-borough*) disposaient de beaucoup de siéges au parlement : un mur en ruine y envoyait un représentant, une simple colline deux. Le duc de Norfolk faisait nommer onze députés; les ducs de Ruthland et de Newcastle en faisaient nommer sept; cent quarante-quatre pairs et cent vingt-quatre gros propriétaires avaient dans leurs mains l'élection de quatre cent soixante et onze députés. Enfin, trois cent trente membres de la chambre des communes étaient élus par quinze mille électeurs, et la majorité leur était ainsi assurée au milieu de cette prétendue représentation du pays.

L'aristocratie était donc arrivée à inféoder la députation dans ses mains, et elle en faisait l'apanage des cadets. Ces bourgs pourris se donnaient en dot, et se transmettaient par héritage.

Celui de Gatton fut, en 1795, vendu 2,750,000 francs; ainsi un siége dans le parlement s'achetait comme un immeuble. Les seigneurs anglais en usèrent parfois pour faire arriver d'emblée dans la chambre des sujets qui sont devenus plus tard des hommes illustres. Mais était-il possible de dire que la nation y fût représentée? Le pays voulait qu'un pareil système fût remanié, de telle sorte que la représentation se trouvât réelle.

1830. 2 novembre. A l'ouverture du nouveau parlement, élu sous l'influence de la révolution de juillet, le mécontentement se manifesta, et l'on reconnut qu'on voudrait en vain décliner la question de la réforme. Plusieurs incendies révélèrent l'effervescence populaire. De nombreux pamphlets excitaient Londres à imiter Paris; les ministres furent accusés de lâcheté, de bassesses, et on leur reprocha d'avoir imaginé un complot pour s'entourer de baïonnettes. Wellington, en butte aux huées et poursuivi à coups de pierres, céda le porte feuille aux whigs; et lord Grey, qui lui succéda, prit pour chancelier Brougham, chef de l'opposition, et composa son cabinet avec des hommes d'opinions diverses. Lord Russell, qui, défenseur de la liberté politique et religieuse autant qu'ennemi des révolutions, avait proposé dès 1819 la réforme parlementaire, lut alors dans le parlement un bill tout à fait radical. Tout bourg au-dessous de mille habitants perdait la représentation, ce qui excluait cent soixante-dix-huit membres; elle était attribuée au contraire à vingt-sept villes et à quelques nouveaux quartiers de Londres. Le nombre des députés devait être proportionné à l'impôt des terres et surtout à celui des maisons; de plus, cinq cent mille nouveaux électeurs devaient en outre s'ajouter aux anciens, et le nombre des députés devait être réduit.

L'opposition tory, non moins forte que brillante, retarda le triomphe de ses adversaires; mais l'émotion croissante démontrait qu'on ne voulait plus s'arrêter. Les assemblées politiques se répandaient des villes dans les campagnes : on parlait de droits de l'homme, de suffrage universel, de l'abolition de la pairie et de tous les priviléges héréditaires : il fut question de refuser les subsides à la couronne. On préparait des drapeaux tricolores, et des soulèvements éclatèrent sur divers points. Il fallut assiéger Bristol; à Londres, quatre-vingt mille personnes accompagnèrent le lord maire lorsqu'il alla supplier le roi de soutenir la réforme. L'Irlande réclamait d'une voix plus puissante un parlement à elle, et le droit de s'administrer sous le patro-

nage de la couronne d'Angleterre. O'Connell, secondé par Shiel, parcourait le pays en répétant partout la parabole du savetier, qui prétendait savoir faire les souliers parce que son père les raccommodait passablement. Les Irlandais refusèrent la dîme, et désarmèrent les soldats qui venaient pour en exiger le payement. On mit en vente les meubles de ceux qui ne payaient pas, et aucun acheteur ne se présenta. Ceux qui se hasardaient à couvrir l'enchère voyaient leur maison saccagée ou brûlée. A cet état de choses vint se joindre le choléra. Il fut terrible dans des villes populeuses et pauvres comme celle de l'Irlande, où la basse classe, irritée et superstitieuse, voyait dans les ravages du fléau le résultat de trames puissantes ou de vengeances particulières plutôt que d'y reconnaître le doigt de Dieu.

Dans la session qui suivit, lord Russell proposa, pour la seconde fois, le bill modifié dans quelques-unes de ses parties, et, malgré les chicanes des torys, qui cherchaient à gagner du temps, il finit par l'emporter. Deux autres bills suivirent, relatifs aux élections d'Écosse et d'Irlande et au rachat des dîmes dans ce dernier pays; mais cela n'empêcha pas le sang d'y couler encore. 1831. 6 septembre.

Telle fut cette réforme parlementaire si applaudie et si accusée, parce qu'il n'y a pas d'abus où ne se trouve quelque parcelle de bien. La représentation restait encore inégalement partagée, puisqu'il y avait en Angleterre un député par vingt-huit mille personnes, en Écosse un par trente mille, en Irlande un par soixante-seize mille; les whigs, eux aussi, étaient aristocrates propriétaires. Ce serait donc s'abuser que de considérer la réforme comme démocratique; car elle ne faisait qu'étendre le droit sur un plus grand nombre de bourgs, en passant de l'oligarchie à l'aristocratie, sans que l'influence sur les élections sortît de la classe des grands propriétaires. Ceux-ci parvinrent même, par leur habileté parlementaire, à recouvrer dans les années suivantes une partie de ce qu'ils avaient perdu.

D'abord ils éludèrent en grande partie l'effet de la loi nouvelle par deux dispositions qui semblaient ou peu importantes, ou favorables aux intérêts populaires; savoir, le maintien du vote aux membres des corporations et ce droit aux fermiers payant un loyer de 1,250 fr. dans les comtés, ou de 250 dans les villes. Le nombre des petits votants ainsi augmenté, la corruption et les menaces eurent beau jeu. Le riche put se créer une masse de suffrages en diminuant les loyers parmi

les gens de sa dépendance. Il est tel propriétaire à qui appartiennent des quartiers entiers, et dont les locataires seraient le lendemain sur le pavé s'ils ne votaient pas pour lui.

Ce fut une véritable guerre de force, de ruse, de terreur, de bavardages, de promesses, qui se livra dans les quinze jours qui furent consacrés aux inscriptions électorales; et l'on ne saurait imaginer à quels artifices, à quelles violences on avait recours pour écarter ses adversaires (1). Mais trop de gens avaient intérêt à s'opposer à tout remède efficace.

Voici donc aujourd'hui les bases de la constitution anglaise : Un roi inviolable, avec des ministres responsables; quiconque est domicilié en Angleterre et paye le loyer indiqué plus haut est électeur; les électeurs réunis aux représentants des villes et des comtés nomment les membres de la chambre des communes, au nombre de six cent cinquante, dont cent cinq pour l'Irlande et quarante-cinq pour l'Écosse.

Sur les quatre cent dix-huit lords que compte actuellement la chambre haute, il y a trente évêques, et quarante-huit appartiennent tant à l'Écosse qu'à l'Irlande. C'est un corps tout à fait aristocratique, comme l'est aussi en grande partie la chambre des communes (2). Il est vrai que cette aristocratie territoriale protége les intérêts agricoles, et que, s'appliquant de bonne heure aux affaires, elle perd la fatuité insolente qui ailleurs est souvent son apanage. De plus, la pairie, qui donne cette consécration suprême à laquelle suffit la naissance en d'autres pays, peut se conquérir en Angleterre par le mérite. La couronne a la faculté de créer autant de pairs qu'il lui convient, tandis qu'elle ne peut créer un seul bourg.

Le pouvoir judiciaire est exercé par douze juges, qui font chacun quatre tournées par an en tenant les assises dans la circonscription qui leur est assignée. L'un d'entre eux préside le jury, qui décide seulement les questions de fait. Douze citoyens constituent le grand jury, qui peut suspendre les procédures

(1) Roebuck fit, en 1842, une motion contre la vénalité des élections; et les exemples de trafic, de vente en gros et en détail qui furent alors mis au jour sont des révélations on ne peut plus curieuses sur cette société tout à fait à part.

(2) En 1842, lorsqu'une agitation extrême régnait dans les pays manufacturiers, on demanda que la reine convoquât le parlement en novembre. *Comment donc?* s'écria Jacques Graham; *mais novembre est la saison de la chasse des faisans !*

criminelles ou les faire commencer. L'appel des petits jurés, qui siégent dans la cour de justice, est porté à la chambre des lords; mais il entraîne tant de frais que bien peu de personnes y ont recours.

La répression des délits appartient aux juges de paix, magistrature locale et gratuite, attribuée à la noblesse inférieure. Brougham s'efforça d'introduire quelque réforme dans le chaos de la législation anglaise. Dans un discours qui ne dura pas moins de sept heures il passa en revue le système judiciaire, et fit ressortir les absurdités qu'il contient. Trois tribunaux suprêmes, dit-il alors, existent à Londres avec des attributions presque identiques, et pourtant très-différents quant à la forme et aux frais. L'un (*King's-bench*) est surchargé de travail; les deux autres (*commons-plaids* et *exchequer*) n'ont presque rien à faire, attendu le petit nombre d'avocats qui ont droit d'y plaider. Les juges de paix, institution si vantée, sont nommés par les lords lieutenants des comtés, et ils n'ont point de contre-poids. Les lois sur les biens-fonds et sur les successions varient de comté à comté. La propriété immobilière est tellement privilégiée que le créancier ne peut jamais la saisir, et pourtant le débiteur failli est châtié très-sévèrement. Les affaires des colonies sont renvoyées, avec des frais énormes, au conseil privé du roi, qui n'est pas au fait des législations très-variées d'après lesquelles elles sont régies. Le pays manque d'un régime hypothécaire régulier et uniforme.

1828. 7 février.

Lorsque Brougham devint lord chancelier, c'est-à-dire président de la chambre des pairs et en même temps premier juge d'appel, il s'efforça d'introduire quelques réformes. Il proposa d'établir plusieurs degrés de tribunaux, au lieu de cette concentration gênante de la justice qui contraste avec la séparation administrative du royaume, puisque les arrêts sont rendus par des juges supérieurs qui résident dans la capitale, et qui statuent avec précipitation, dans leurs tournées annuelles, sur d'innombrables affaires, tandis qu'un labyrinthe de petites juridictions féodales ou municipales juge arbitrairement les petites affaires, en suivant des règles entièrement différentes (1).

(1) La partie écrite de la loi anglaise consiste dans les jugements rendus (*reporte of cases*), qui forment déjà trois cent cinquante volumes in-folio, et chaque année il s'en publie huit volumes. Aussi la profession d'avocat est-elle des plus lucratives. Le cabinet de sir Samuel Romilly lui rapportait 400,000 francs par an. Le traitement des juges est en proportion, et en

Mais les avocats, les juges et tous les gens intéressés à cet ordre défectueux, qui rend les procès aussi longs que coûteux, se mirent à la traverse pour faire échouer ce projet, et la chambre des pairs le repoussa. Les mêmes motifs firent avorter la tentative de Brougham pour séparer les fonctions politiques du chancelier de ses fonctions judiciaires.

En résumé, il n'y a en Angleterre ni concentration de pouvoirs, ni police générale, ni ministère public. Les intérêts de la société y sont sacrifiés au respect pour l'individu. Chaque commune est indépendante pour son administration intérieure, et jamais on n'y voit apparaître l'intervention du gouvernement. Cependant l'exemple de la France, adopté par toute l'Europe, s'y est fait sentir aussi quelque peu. Peel introduisit, en remplacement des gardes urbaines de chaque paroisse, les hommes de police, corps spécial, dont l'action est plus prompte et d'organisation uniforme. Il simplifia en certains points les complications de la procédure, imprima au système municipal et à la hiérarchie administrative une apparence de dépendance, et l'inspection établie sur les chemins de fer et sur la taxe des pauvres est un pas dans la voie d'une centralisation future de l'administration.

Cependant le règne exclusif des torys, ces conservateurs par excellence, ces soutiens de la couronne, finissait avec la réforme, et toute la politique européenne s'en ressentit. Sous le ministère Grey, qui réunit les whigs les plus capables, le pays s'achemina rapidement au progrès. La représentation fut étendue; la conversion des dîmes en une rente foncière fut rendue permanente et obligatoire; on prépara la réforme des lois municipales, et l'esclavage fut aboli.

Les dissensions parlementaires de l'Angleterre ne se rappetissent pas à une lutte d'homme à homme, dans le but de se renverser tour à tour du ministère; c'est une lutte de principes fixes et héréditaires. Les torys, grands propriétaires serrés autour du trône, hommes d'État dévoués à l'intérêt national et faisant du bien à leurs semblables parce qu'ils ont besoin d'eux; les whigs, voulant la liberté, mais dans une certaine mesure; les dissidents, radicaux de l'Église; les anglicans, presque catholiques : tous

comptant leurs honoraires (*fees, allowance*) il s'élève de 100 à 400,000 francs. Celui du lord chancelier est de 100,000 francs; mais ses honoraires le portent jusqu'à 4 à 500,000. De plus, il existe entre les coutumes une immense diversité.

se présentent avec des desseins arrêtés de longue date et soutenus avec constance. L'union les rend forts, et tous ensemble combattent pour le bien du pays. En 1828, une société de whigs fondait l'université de Londres. L'année suivante, une société de torys lui opposait le *King's College*. De là résultent des hommes convaincus, opiniâtres et grands par cela même : Guillaume Pitt, infatigable à sa tâche et tendant constamment à son but, l'emportant sur ses contemporains par l'ambition et l'orgueil, mais qui savait néanmoins se conserver intègre, refusant les sinécures, les titres, l'ordre de la Jarretière, et mourant presque pauvre; Wilberforce, qui ne se lassait pas de réclamer l'affranchissement des esclaves; Romilly, qui se vouait à la réforme de toutes les lois; Cobbet, le terrible logicien populaire; Francis Burdett, gentilhomme de la liberté; Brougham, dont l'ironique violence ne repose jamais; Peel, à l'éloquence adroite, à l'action hardie, qui ne rougit pas de se dédire, qui proclame qu'*il n'y a pas de honte à prendre les leçons de l'expérience, et à corriger ses opinions présentes d'après les passées;* O'Connell enfin, l'un de ces hommes qui deviennent une puissance par leur seule force.

La reine Victoria fut couronnée avec un faste qui rappelait le moyen âge. Lorsqu'elle parcourut l'Écosse, on lui prodigua des adulations inconnues même dans les pays d'esclavage. Les salles de banquets, les théâtres ont retenti longtemps des hymnes et des hourrah en l'honneur de cette jeune reine. Mais tout en baisant son sceptre on l'empêche de l'allonger; car le gouvernement représentatif a reçu dans ce pays tout son développement. Les ministres, forts de leur position, au lieu d'être les agents dociles d'un pouvoir couvert par leur responsabilité, agissent avec hardiesse et conviction, comme expression de la majorité, sans autre contrôle que celui de l'opinion. L'aristocratie, puissante sur les paysans parce qu'elle est presque l'unique maîtresse des terres, sur les ouvriers parce qu'elle a en main les plus grandes manufactures, sur les pauvres par l'énorme taxe qu'elle vote et qu'elle distribue, sur le clergé par les prébendes qu'elle possède ou qu'elle assigne; l'aristocratie se soutient malgré tant de révolutions, parce qu'elle est ouverte à tous, et se rajeunit elle-même continuellement, et parce qu'elle laisse le peuple manifester sa pensée de la manière la plus énergique.

Les gouvernants anglais, dans leur façon de procéder, domi-

nent les faits, mais non la logique ; ils ne proclament point de systèmes généraux, mais ils arrivent, avec le temps et par des détours, là où d'autres n'avaient pu parvenir en suivant la voie directe. Soit nature particulière du peuple, soit longue habitude, des soulèvements, des violences populaires qui suffiraient ailleurs pour renverser une dynastie sont apaisés en Angleterre par un décret du gouvernement ou par l'apparition d'un magistrat. Quand la France en fut réduite aux barricades et à l'effusion du sang pour reconquérir ses libertés, l'Angleterre trouvait dans sa constitution les moyens légaux pour atteindre le but : ne point voter les impôts tant que le pays ne serait pas satisfait; et tout cela dans un gouvernement plein de respect pour la personne du citoyen et pour la légalité, où le dernier des paysans, comme le premier des lords, peut dire avec fierté : *Je suis sujet du roi, et roi dans ma maison.*

Au-dessus de cette liberté domine la loi universelle, immuable, imposant à la fois aux intérêts et aux affections; des pétitions couvertes de deux millions de signatures s'effacent silencieuses devant le vote de la chambre; des assemblées de deux cent mille personnes se dissipent sur l'injonction d'un shérif. L'Irlande adorait O'Connell, mais elle le laissa conduire en prison ; les juges le condamnèrent, et pourtant ils versèrent des larmes et se levèrent pour le recevoir (1). Il ne faut rien moins que cette longue habitude d'obéir à la loi pour que le peuple se résigne à endurer tant de privations à côté de tant de prodigalités, et à contempler, l'estomac vide, les caprices de la satiété et de l'ennui.

1844. Mai.

Prospérité.

L'extension de l'industrie anglaise tient du merveilleux. On peut évaluer à 1,200 millions de livres sterling les capitaux employés aux chemins de fer jusqu'en 1844. Les deux seules sociétés pour l'éclairage de Londres au gaz possèdent un capital de 45 millions; depuis 1814, la marine marchande a construit huit cent cinquante-six bateaux à vapeur, et elle emploie trente mille cinquante-deux bâtiments de tout tonnage.

La prospérité manufacturière et commerciale de l'Écosse est aussi en grand progrès. Tous les habitants y savent lire; le savoir y est solide, et l'homme de talent est assuré d'être connu. Il y a à Édimbourg et à Glascow plusieurs sociétés scientifiques

(1) Cet homme remarquable vient de mourir à Gênes (mai 1847).

et littéraires. *L'Edimburg-Reviev*, qui a beaucoup d'influence sur l'opinion, ne tarda pas à avoir douze mille abonnés.

Banque.

Les opérations de bourse passaient toujours aux yeux du public pour une espèce d'usure. En 1802, quand les énormes emprunts faits par le gouvernement augmentèrent l'importance de ce jeu, on construisit un vaste palais, dont on régla l'organisation en déterminant les cérémonies d'admission; et de là résulta une société politique, toute-puissante dans les affaires de l'Europe entière, qui ne peut entreprendre aucune opération financière sans consulter la bourse de Londres.

Cet établissement, qui a mis en circulation jusqu'à 29 millions et demi de livres sterling, peut faire hausser ou baisser les effets publics, et par suite spéculer : variant à son gré la quantité des signes représentatifs, il règle le cours du change avec les étrangers en attirant ou en repoussant l'argent à mesure qu'il émet ou retire du papier, et il donne ainsi la règle à l'exportation. Se trouvant par là à même d'influer arbitrairement sur les bases de la société, la bourse en abusa, et amena différentes crises.

Nous avons déjà dit ailleurs (1) comment se forma la dette publique ainsi que la banque d'Angleterre. Le système des emprunts remonte à Guillaume de Nassau, qui l'avait appris en Hollande, et qui emprunta, pour fonder la banque, 1,200,000 livres sterling à huit pour cent, et se trouva avoir contracté, de 1688 à 1702, une dette de 44,100,795 livres sterling.

Une des deux compagnies des Indes offrit au gouvernement 2 millions de livres sterling à huit pour cent, à la condition que le capital serait remboursé avant 1711, condition qui ne fut pas remplie. Le chancelier Montaigu imagina en 1696 les billets de l'échiquier, de 20 livres sterling, qui devaient être reçus dans le payement de l'impôt, et qui, ne pouvant ensuite être escomptés, furent consolidés à six pour cent. Ce fut l'origine de la dette publique consolidée. Les opérations financières se multiplièrent tellement sous la reine Anne que la dette s'éleva à 1,500 millions, tandis le revenu ne dépassait pas 62 millions de livres sterling. George Ier, sous le règne duquel il s'éleva à 80 millions, réduisit la dette à 52 millions, grâce à tous les moyens d'économie qui furent alors pratiqués; mais, à la paix d'Aix-la-Chapelle, elle était remontée à 76 millions et lors de la guerre

(1) Tome XVI, page 364.

du Canada à 160. Sous Pitt, il n'y eut point d'expédient dont on n'essayât ; cependant plus de 503 millions vinrent s'ajouter à la dette dans les quinze premières années du siècle, si bien qu'à la paix de Paris elle s'élevait à 864,822,454. Profitant de l'abondance des capitaux, on convertit le cinq pour cent en quatre, le quatre en trois et demi et plus tard en trois. Le capital consolidé s'élève à 18,830,970,000 francs, dont la rente est de 642,151,665 francs.

La banque était devenue une annexe du gouvernement par la communauté d'intérêts. Le ministère put donc, en s'entendant avec elle, étendre ses propres opérations et accroître la dette, tandis qu'elle augmentait ses bénéfices; si bien que, depuis sa fondation jusqu'en 1790, les actionnaires se partagèrent 51,546,666 livres sterling; en 1782 son capital s'élevait à 900,000 livres sterling, et en 1816 à 14,955,000. Pendant la guerre contre Napoléon, le gouvernement emprunta toute la réserve métallique de cet établissement : son crédit chancela bientôt, et les demandes de remboursement se multiplièrent à tel point que la banque ne se trouva plus en mesure de les satisfaire. Alors le cabinet qui dirigeait l'Angleterre assuma une grave responsabilité en autorisant la banque à suspendre ses payements et à donner cours forcé à ses billets. Le papier remplaça donc tout à fait les métaux précieux, qui se trouvaient répandus sur le continent. Cela ne changea rien à la valeur des marchandises, jusqu'au moment où la banque, contrainte de faire de nouveaux prêts, fut forcée d'émettre d'autre papier, ce qui fit hausser les prix. Au retour de la paix, la banque s'appliqua avec prudence à relever la valeur de ses billets.

En 1819, le payement en numéraire fut de nouveau assuré, et l'on limita l'émission du papier monnaie; puis une nouvelle organisation fut donnée à la banque en 1833. Son capital est aujourd'hui de 350 millions de francs, y compris le fonds de réserve, et elle a onze succursales dans les villes manufacturières. Elle prête ce capital à l'État, et elle émet le papier monnaie destiné à faciliter les affaires au public; elle offre aux capitaux ses caisses comme lieu de dépôt; elle fait différents services de finance, surtout celui de caisse centrale du trésor et de la dette, en raison duquel elle touche une rétribution annuelle de 6,200,000 francs. Elle se livre peu à l'escompte des effets, et encore à un taux élevé; mais elle fait une grande émission de papier, qui a cours forcé.

Cet établissement est sans concurrence dans une circonscription de cent cinq kilomètres; hors de cette limite, plusieurs banques et même de simples banquiers ont la faculté d'émission. Mais la crise de 1836 en a montré les inconvénients, attendu que, lorsque la banque juge à propos de diminuer l'émission, les autres agissent en se ns contraire.

En 1844, le parlement voulut y remédier, et Robert Peel soutint que l'émission des billets était un droit régalien, comme celui de battre monnaie; qu'il ne pouvait appartenir qu'à la banque, à qui on l'avait concédé, qu'il faudrait néanmoins distinguer en elle deux établissements, l'un agissant simplement comme banquier, l'autre émettant des billets, mais seulement pour la valeur du capital prêté au gouvernement. Il fut interdit de créer des banques nouvelles; mais on n'osa toucher à celles qui existaient; on les légalisa même, et on limita l'obligation des actionnaires à leur souscription personnelle, leur imposant de publier leurs comptes toutes les semaines, de restreindre leurs émissions; et, en les menaçant de leur enlever ce dernier privilége, on les amena à entrer en arrangement avec la banque. C'est là encore un pas vers la centralisation administrative.

Si l'Angleterre fait l'admiration du monde par la supériorité de son aristocratie, par ses machines, par ses colonies, par sa liberté, et si elle est la terreur des autres nationalités, elle porte dans ses entrailles un ulcère qui la ronge. Les ministres qui arrivèrent au pouvoir à la suite de la réforme ne purent plus négliger les classes inférieures. Le choléra fit porter les regards au fond des habitations, lieux horribles, même dans les villes principales; et les enquêtes qui furent ordonnées après 1833 sur l'agriculture, les arts et la moralité resteront au nombre des documents les plus singuliers de l'histoire. Le nombre des individus jugés criminellement avait quintuplé en Angleterre et dans le pays de Galles, il avait sextuplé en Irlande et en Écosse (1). Le clergé anglican possède une valeur de 236 millions de francs, et la totalité du territoire appartient à cinq ou six cents familles. Six cents douze pairs reçoivent de l'État 96,598,000 francs; le duc de Cleveland légua encore à son fils, qu'il déshéritait, un revenu de 2 millions. Le duc de Bedford

Paupérisme.

(1) En France, de 1832 à 1836, il y eut trente exécutions capitales; vingt-sept de 1836 à 1841. En Angleterre, malgré l'augmentation effrayante des crimes, il n'y eut que cinquante-huit exécutions de 1805 à 1841, et onze seulement de 1837 à 1841.

laissa une fortune de 180 millions; le duc de Northumberland jouit d'un revenu de 3,600,000 francs; le duc de Devonshire, de 2,880,000 francs; le duc de Rutland, de 2,520,000 francs.

L'excès de la richesse indique l'excès de la misère. Le sol est insuffisant pour nourrir la population; et, en effet, le nombre des laboureurs ne va pas même à moitié de celui des ouvriers. Mais les machines remplacent chaque jour les bras, et dans les manufactures où travaillaient naguère cent personnes il suffira de deux ou trois jeunes garçons employés à aider, par des mouvements matériels, l'action d'une immense machine.

Il ne reste donc au peuple qu'à mourir de faim, comme il arrive tous les ans dans Londres même à celui à qui l'aumône légale fait défaut. La taxe des pauvres, qui en 1748 ne dépassait pas 730,135 livr. sterling, s'éleva en 1817 à 9,320,440; elle était de 7,803,465 en 1827. A partir de cette époque, on songea à diminuer non pas les causes de la misère, mais le nombre de ceux qui recevaient des subsides publics, en ne les donnant qu'à ceux qui se résignaient à être enfermés dans les maisons du travail, pour y vivre séparés de leur famille, à la manière des forçats.

Voilà où en est l'Angleterre grâce à la complète séparation qui existe dans ce pays entre les deux éléments de la production, le capital et le travail. Le paysan qui jadis possédait un porc, une vache, un jardin ne les a plus aujourd'hui, et un seul fermier a absorbé ce qui était réparti entre trente métayers. La plèbe gît entassée dans de misérables bouges, à dix et douze par chambre; les caves, les hangars, où les chiffonniers déposent les guenilles qu'ils ramassent par la ville, deviennent un asile envié pour des malheureux de tout sexe. D'autres ne vivent que des os qu'ils ramassent à la porte des hôtels, jusqu'au moment où ils sont décimés par les fièvres pernicieuses, si fréquentes à Londres, malgré le vent d'ouest qui y règne fréquemment. Personne n'ignore les souffrances de ceux qui travaillent aux machines ou dans les mines de fer et de charbon de terre, véritables animaux, qui n'ont plus de la noble nature de l'homme que la faculté de sentir leur avilissement.

Donner à manger, c'est-à-dire du travail à cette population, tel est le grand problème du gouvernement anglais, et malheur à lui le jour où il ne trouverait plus de débouchés pour les produits toujours croissants des manufactures! L'Angleterre a

subi, dans ces dernières années, plus d'une crise de cette nature; mais elles résultèrent toutes d'événements extraordinaires, jusqu'à celle de 1842, produite uniquement par la diminution des exportations, qui s'élevèrent à peine au onzième de celles de l'année précédente. La cause en fut le progrès de l'industrie étrangère, et surtout de l'union allemande, qui augmenta ses tarifs sur les marchandises anglaises; car les autres pays se montrent peu disposés à accepter cette liberté commerciale absolue que proclame l'Angleterre.

Mais la misère, qui dispose les peuples à écouter les agitateurs ou les rêveurs, donne une importance redoutable à la question des céréales. Ce n'est pas une question politique entre les dominateurs; elle est entre le peuple et ceux qui l'oppriment. Question des céréales.

Pendant le règne de la féodalité on ne voit pas que la production des grains en Angleterre restât au-dessous des besoins de la population; le producteur alimentait alors le consommateur, qui relevait de lui. Lorsque Henri VII eut affaibli le système féodal, les seigneurs n'eurent plus besoin de tant de vassaux; et ils demandèrent au sol le produit non le plus utile, mais le plus riche. Telles étaient les prairies, en vue des laines, qui se vendaient très-cher à la Flandre. En conséquence, les grains augmentèrent d'autant plus sensiblement que l'argent diminuait alors de valeur; et tandis qu'au commencement du règne de Henri VIII un *quarter* de froment valait 6 schellings et demi, sous Charles Ier il en coûtait de 32 à 40, puis sous Cromwell jusqu'à 88. L'abondance revint avec la paix au retour des Stuarts; mais ce fut la ruine des fermiers qui avaient fait des baux durant la cherté. Les propriétaires, alors tout-puissants, obligèrent donc le parlement à *protéger* les denrés nationales par des taxes progressives sur le blé étranger (*the sliding scale*), et à faire payer même une prime à l'exportation du blé national. Ce double expédient fit que le blé resta toujours cher et le peuple affamé, en même temps que le gouvernement payait en primes aux exportateurs, à partir de 1688, 7 millions de livres sterling. L'accroissement extraordinaire de l'industrie et de la population contribua au renchérissement du grain, et la faim des pauvres enrichit les propriétaires. Mais les industriels avaient aussi acquis le droit de suffrage; et ils amenèrent le parlement à rendre la loi libérale de 1773, qui permettait d'introduire des grains étrangers moyennant un simple droit, dès

que les prix dépasseraient 18 schellings le quarter (huit boisseaux de Paris).

En 1790, les anciennes entraves du commerce des grains à l'intérieur diminuèrent de rigueur. Mais bientôt les producteurs, c'est-à-dire l'aristocratie, que les efforts auxquels elle était obligée dans la guerre contre la France rendaient puissante, obtinrent de nouvelles restrictions; et la difficulté des communications venant s'y joindre les grains valurent, de 1709 à 1814 le double de ce qu'ils coûtaient de 1789 à 1794. Une perspective aussi séduisante attira la spéculation sur le sol, auquel on demanda tout ce qu'il pouvait produire sans regarder aux dépenses dont on espérait être si richement récompensé.

Mais la paix revenue tout à coup, les mers furent rouvertes, et le blé étranger afflua en Angleterre. Ces dépenses se trouvèrent ainsi perdues, et les fermiers se refusèrent à exécuter les baux signés dans des conditions si différentes.

Les riches, perdant l'espérance de soutenir le haut prix du pain, réclamèrent des mesures rigoureuses contre l'introduction du grain étranger, comme si les épiciers du reste de l'Europe avaient voulu maintenir le sucre et le café au prix sur lequel ils avaient spéculé pendant la guerre. En effet, il fut interdit d'introduire des grains du dehors à moins qu'ils ne fussent à 80 schellings le quarter (36 fr. l'hectolitre) en Angleterre; cherté impossible à maintenir lorsque se fut évanoui l'espoir de nouvelles disettes, comme celles de 1816 et 1817. La clémence du Ciel triompha de la cupidité des hommes : le pain devint donc à bon marché au grand regret de l'aristocratie.

Cependant la rigueur des taxes, jointe à ce qu'il y avait d'artificiel dans la production du grain indigène, soumettait les prix à des soubresauts monstrueux. Les disettes se renouvelèrent souvent, et en pareil cas c'était une opération violente et coûteuse que de faire venir des grains par des voies qui ne leur étaient pas habituelles. La population pauvre et les manufacturiers avaient donc à souffrir pour enrichir les propriétaires; mais, leur nombre augmentant ainsi que leur importance, ils en vinrent à demander l'abolition des lois sur les céréales (1).

Le mal fut à son comble en 1822; mais le parlement ne

(1) L'Angleterre, pauvre en blé, craint qu'on n'en introduise et qu'il ne tombe à trop bas prix; la fertile Lombardie craint qu'on n'en exporte et qu'il n'en résulte la disette. Voilà deux systèmes révélés.

voulait pas en avouer la cause véritable. Canning proposa de permettre l'introduction quand le grain valait 60 schellings, et de le soumettre néanmoins à un droit de 20 schellings le quarter à l'entrée, en augmentant ou en diminuant de 2 schellings, selon que le blé indigène augmentait ou diminuait d'autant. Il mesurait ainsi la taxe dans la proportion du produit; mais les lords repoussèrent son plan, et il en mourut de chagrin.

La question se réveilla sous le ministère whig de lord Melbourne; et tandis que l'Irlande réclamait le rappel, les chartistes le suffrage universel, le peuple portait en procession deux pains du même prix, l'un tout petit, tel qu'on le vendait dans la libre Angleterre, l'autre énorme comme ceux de la Pologne esclave. C'était un argument puissant, car il frappait les yeux.

Ce fut encore aux torys qu'échut la tâche de proposer la réforme des tarifs, en présence d'immenses *meetings* de peuple qui s'écriait : *A bas le monopole! le pain à bon marché!*

Le budget ordinaire de l'Angleterre, sans compter la taxe des pauvres, les dépenses du culte, l'entretien des routes et des canaux, ainsi que les dépenses communales et provinciales, s'élève à près de 1,300 millions (1). L'impôt foncier n'y contribue que pour une faible partie, et tout le reste provient des taxes sur la consommation. Ce fut en 1798, pour la première fois, que l'on songea, afin de subvenir aux frais de la guerre, à une taxe sur le revenu. Elle fut fixée à dix pour cent; et ceux qui avaient moins de 50 livres sterling de rente en furent exempts (*income-tax*). Après avoir été réduite, puis supprimée à la paix, elle fut rétablie par Robert Peel lorsqu'il eut été rappelé au ministère, afin de combler un déficit de 125 millions; mais il la réduisit toutefois à trois pour cent, et ne la fit peser que sur ceux dont le revenu dépassait 150 livres sterling (3,750 fr). Les fermiers payant moins de 300 livres de loyer en sont exempts; les autres sont taxés à raison de la moitié, et en Écosse d'un tiers. L'impôt tombe donc en entier sur les propriétaires. Il y est suppléé en Irlande par le papier timbré et par la taxe sur les liqueurs. Pour le commerce et pour les arts libéraux, les contribuables sont tenus d'affirmer par écrit le montant de leurs bénéfices.

Cela fait, Peel diminua ou supprima les droits sur la viande,

(1) Le budget de 1845 évalue les revenus à 58,590,217 livres sterling; les besoins, à 55,103,647.

sur le poisson, sur le houblon, les pommes de terre, le riz, le blé, les bois de construction et sur d'autres objets de consommation ou matières premières hardiesse immense et toute en faveur du peuple et du commerce. Ces réformes, qui, tout en comblant le déficit (1), donnèrent un nouvel élan à l'industrie, faisaient triompher des principes économiques diamétralement opposés à ce qu'on avait pratiqué jusque-là, et qui peu auparavant auraient passé pour des utopies. L'Angleterre avait pour règle d'inonder de ses produits les autres contrées, et de n'en rien recevoir. Tout est changé à cette heure : celui qui veut acheter doit vendre, et réciproquement. Tout peuple qui entrave chez lui la production ou y rend le travail moins lucratif doit nécessairement déchoir : en conséquence, liberté absolue d'échanges avec tous, sans même s'inquiéter de la réciprocité. *Les autres nations ne veulent-elles pas nous imiter, tant pis pour elles*, dit Robert Peel; *le contrebandier rétablira l'équilibre. L'Angleterre entend acheter à bon marché tout ce dont elle a besoin; si les autres veulent l'acheter cher, ils en sont bien les maîtres.*

Tout les tarifs prohibitifs furent donc abolis, et les taxes réduites à cinq pour cent pour les matières premières, à vingt pour les produits manufacturés. Le succès fut tel que les douanes, après la réforme, rapportèrent 600 millions de francs en 1844, au lieu de 500 qu'elles avaient donnés en 1841 (2). Un pareil résultat suffit pour assurer à Robert Peel une place parmi les grands innovateurs.

Il ne s'en tint pas là. En 1845, il exempta de tout droit les matières premières les plus importantes, telles que les laines, les cotons, le lin, le vinaigre; il abolit toutes les taxes d'exportation, même sur les machines et sur le charbon de terre. Quant au blé, qui est le monopole de l'aristocratie, et au sucre, qui constitue la richesse des planteurs, il n'osa alors ou ne put supprimer entièrement les taxes. Mais la loi du libre commerce, du 28 janvier 1847, vint compléter son œuvre en déclarant :

(1) La *property-tax*, en 1843-1844, produisit. 81,781,200
L'*income-tax*. 52,797,000
Les réductions sur les droits de douanes montèrent à 128,550,000
Les réductions sur les taxes à. 29,050,000

(2) L'Angleterre exporta en 1836 pour 1,340 millions, et en 1844 pour 1,470, c'est-à-dire 130 millions de plus.

1° l'abolition entière des droits sur les céréales; 2° un dégrèvement total ou partiel sur les matières premières et sur les denrées alimentaires; 3° la réduction à quinze pour cent de la taxe sur les soieries; 4° l'affranchissement des objets manufacturés les plus communs; 5° la réduction à dix pour cent des droits sur les objets d'un travail plus fin; et en outre de notables améliorations quant aux charges qui pesaient sur l'agriculture. C'est un des faits les plus décisifs dans l'histoire contemporaine; car la liberté commerciale sera le lien visible de la confédération universelle des peuples.

Déjà la richesse, c'est-à-dire le bien-être, se répand sur un nombre d'individus toujours croissant. En 1727, on accourait d'Édimbourg à une campagne voisine pour assister au spectacle tout nouveau d'une moisson de blé; aujourd'hui la culture en est générale dans le pays; les chevaux, les bœufs, les moutons se multiplient dans l'île entière; le nombre des voitures a plus que doublé à Londres (1). La consommation du thé, du café, du sucre a beaucoup augmenté; l'argenterie est devenue commune; l'emploi du fer a procuré une infinité de commodités. Robert Peel, pour démontrer, dans la discussion sur l'*incometax*, combien la propriété mobilière était accrue de valeur, établit que le revenu annuel, base de la taxe, avait été en 1812 de 55,784,533 livres sterling, et qu'en 1842 il s'était élevé à 72,880,000; que le capital représenté était en 1812 de 1,361,613,325 livres sterling, et qu'il était en 1842 de 1,820 millions.

Au nombre des machines de guerre employées par les libéraux contre l'aristocratie il faut compter l'éducation du peuple (2). Brougham se signala surtout dans cette tâche en répandant par milliers les livres élémentaires à très-bas prix, en fondant des écoles pour les enfants, d'autres pour les ouvriers adultes (*mechanics institutions*) et l'université libre de Londres, la première qui ait admis toutes les communions. Il considérait l'instruction comme le boulevard le plus solide contre la tyrannie du clergé, de l'aristocratie et du canon; et, luttant une fois avec sa fougue accoutumée contre le ministre Wellington, il s'écria :

(1) Il y en avait 49,426 en 1812; en 1840 on en comptait 104,476.

(2) La France, pour l'instruction publique, dépensait, en 1840, 14,775,660 fr., dont 1,600,000 fr. étaient payés par l'État, 4,658,281 par les départements, le reste par les communes. En Angleterre on demanda en 1839, pour la première fois, 30,000 liv. sterl. pour l'enseignement, et on les obtint par 275 voix contre 273.

Le maître d'école y pourvoira, mot qui est devenu proverbial.

En 1842, on comptait cinq cent vingt et un journaux; la facilité donnée à la correspondance épistolaire par la taxe uniforme des lettres en accrut le nombre à l'infini; les bibliothèques circulantes, introduites d'abord en Écosse, répandent les connaissances jusque dans les villages les plus éloignés.

Ceux qui voudraient que les conquêtes populaires se complétassent d'un seul coup ne peuvent se résigner à ces voies obliques, nécessaires dans un pays de traditions, où les principes économiques ne peuvent se mettre qu'à la remorque des événements politiques. Les deux partis whigs et torys ont conservé leurs noms, de même que, dans les républiques italiennes, on restait guelfe même en combattant contre le pape, *et vice versa*. Mais en réalité le symbole des torys a péri, et aujourd'hui ils effectuent ce que les whigs avaient proposé, il y a quinze ans, de plus hardi et de meilleur. Ces derniers, à tout prendre, sont des conservateurs, tandis qu'en dehors des torys et des whigs existe l'opposition grandissante des radicaux, des chartistes et des socialistes.

Radicaux. L'un d'eux Robert Owen, qui a cru que la société pouvait se constituer sans Dieu et que tout devait être fait par le peuple, a semé le communisme par des journaux répandus à vil prix, où il prêche entre autres choses la destruction des priviléges, des grandes villes et des beaux-arts; il veut de grands hospices nationaux, où chacun puisse trouver du travail; il veut aussi que les voyages soient obligatoires; il dit que « la religion, le ma-« riage et la propriété sont le véritable et unique Satan du monde, « triade monstrueuse, source inépuisable de crimes et de « maux. » Les socialistes, ses disciples, qui en 1840 avaient soixante et une sociétés affiliées, déclinent maintenant, tandis que les chartistes font au contraire des progrès chaque jour sous la direction de Fergus O'Connor : ils réclament le scrutin secret et le droit de suffrage pour tout propriétaire ou locataire d'une maison. « Les réformes, disent-ils, ne sont que des concessions arrachées aux aristocrates par le désir de leur conservation : la plaie vient de la distribution trop inégale de la richesse sociale; le peuple parle de justice, et les grands seigneurs lui répondent *charité;* ils fixent les heures du travail, établissent des bains, des écoles, des récréations, aumônes déguisées que l'on jette à ceux qui invoquent le droit. » En 1842, ils réclamèrent, appuyés de trois millions trois cent dix-sept mille sept cent

deux signatures, la réforme du parlement, le vote au scrutin secret, l'égalité pour les districts électoraux, et demandèrent que le clergé ne reçût du trésor que 220 millions de francs (1), et que des mesures fussent prises en faveur des classes laborieuses.

Enfin les socialistes et les chartistes, voyant les entrepreneurs ligués pour exploiter les ouvriers, se liguèrent à leur tour contre eux; et il en résulta des collisions menaçantes, surtout dans le pays de Galles et dans les cantons manufacturiers, au point de faire croire que l'Angleterre était à la veille d'une révolution. Rebecca, personnage idéal, qui représentait la démocratie, renversa d'abord les barrières des douanes, puis refusa les dîmes aux prêtres anglicans; elle voulait que la législation fût réformée, que la justice fût rendue moins coûteuse; et tout cela en employant un langage biblique de méthodistes. Elle traînait à sa suite des milliers de pauvres et d'artisans. Cependant ces commotions furent apaisées presque sans effusion de sang et avec moins de violences qu'on n'en emploie ailleurs contre une poignée d'étudiants (2).

Une révolution fiscale semble inévitable en Angleterre. Mais il ne semble pas qu'elle puisse venir de la démocratie, qui a même toujours décliné par ses violences. La ligue contre la loi des grains (*anti-corn-law league*) affiche la modération, et professe le respect pour la constitution, en même temps qu'elle sape une de ses principales bases. Elle sait gré à Robert Peel des réformes opérées; mais elle les croit insuffisantes: « Le peuple, dit-elle, a besoin de pain et de travail; il ne peut se procurer ni l'un ni l'autre, parce que les seigneurs s'engraissent dans l'oisiveté. Le blé et les salaisons pourrissent dans les magasins des États-Unis, tandis qu'on les y échangerait volontiers contre des vêtements et des ustensiles de notre pays, dont il y a disette dans celui-là. De cette manière notre classe inférieure vivrait à meilleur marché et aurait plus de travail. Abolition donc de toutes restrictions de douanes; point de tarif protecteur,

(1) On a calculé, en 1831, que le clergé anglais jouit de 236,439,125 francs de revenus, tandis que tout le reste du clergé chrétien n'en a que 224,975,000.

(2) Souvent les femmes se sont mêlées des affaires publiques. Lors de la loi sur les céréales, il fut présenté une pétition couverte de 256,000 signatures féminines. Il se forma à Dublin une association de femmes pour encourager les manufactures irlandaises et pour travailler au rappel de l'union.

point d'impôts indirects; point de droits sur les matières premières; qu'ils frappent seulement le thé, le café, le cacao, le tabac, les liqueurs, les vins, les fruits secs. Point de différence en faveur des colonies; les colonies sont une affaire ruineuse qui chaque année enlève au pays plusieurs millions, qu'il épargnerait en achetant là où il trouverait à meilleur marché. Il n'est pas même besoin de réclamer des autres nations la réciprocité : nos manufactures produisant à meilleur marché, les étrangers auront intérêt à s'adresser à nous, et l'exemple agira efficacement (1). » A l'appui de ce système on présentait un budget où les frais de perception étaient réduits et où la recette atteignait à peu près celle de l'année courante, moyennant une faible augmentation de l'impôt direct sur les terres et sur les revenus.

Des souscriptions produisirent des sommes considérables pour servir à seconder la réforme par des journaux, des voyages, des subventions, des livres, des gazettes, et se procurer (tout devant être légal dans les efforts à tenter) cette majorité qui dispense d'avoir raison en favorisant l'élection des réformistes, en promettant partout des routes, des secours, des débouchés pour les produits manufacturés. Richard Cobden se plaça à la tête du mouvement, et il fut secondé par des membres du parlement, par la foule du vulgaire, par un grand nombre de fermiers, qui en attendaient de là une diminution dans le prix des baux; par les chefs d'établissements, qui espéraient avoir des ouvriers à plus bas prix et par là se trouver en état de soutenir avec plus d'avantage la concurrence étrangère.

L'aristocratie, comme nous l'avons vu dans le statut de 1830, avait fait attribuer le droit électoral aux locataires et aux fermiers : or, en faisant figurer comme associés les fils, les frères et les parents des fermiers véritables, ils étaient arrivés à se rendre maîtres des élections des comtés. Les réformateurs s'attachèrent en conséquence à tirer parti de cette autre disposition qui donne le droit électoral à quiconque possède un immeuble produisant 40 schellings (50 francs) de revenu, et ils poussèrent tous ceux qui avaient quelque argent à acheter une bicoque ou un coin de terre.

Ainsi les bourgeois, après avoir fait la guerre aux priviléges politiques de l'aristocratie, se mirent à la faire aussi à ses pro-

(1) Voy. la résolution du mois de mai 1843.

priétés; et leur triomphe sera non pas une réforme économique, mais une révolution aussi décisive que le fut en France l'expropriation de la noblesse et du clergé. L'aristocratie se trouverait appauvrie par la diminution de la valeur des terres et l'augmentation de l'impôt, ainsi que par la réduction tant du traitement affecté aux emplois dans les colonies, qui lui sont réservés, que du produit des plantations, qui sont l'apanage des cadets; au contraire, les personnes enrichies par le commerce et par les manufactures s'élèveraient au premier rang, et la foule pourrait échapper aux angoisses de la faim. C'est ainsi que les questions politiques se convertissent en questions économiques.

Quoique l'Angleterre soit réellement, comme on le dit, un pays d'intérêts matériels, la question religieuse ne cesse pas d'y être fondamentale; et c'est un fait certain que les révolutions n'y réussissent qu'à l'ombre de la religion. En face des dissidents et des catholiques, dont le nombre s'accroît chaque jour, les anglicans se trouvent en minorité dans la Grande-Bretagne; eux-mêmes sont divisés en deux sectes, la haute et la basse Église, de même qu'en Écosse l'assemblée générale et les bénéficiers. De là l'irritation et la peur; de là aussi ces rigueurs que le vulgaire croit nécessaires pour éloigner les menaces d'un parti opposé; et quand les chambres retentissent de cris intolérants et même homicides contre les papistes, ce n'est pas l'effet d'une colère sincère, c'est l'expression du vœu de la multitude. Pour en acquérir la conviction il suffit de voir la plèbe de Londres sortir de son flegme taciturne et de son calme famélique, pour traîner par les rues un mannequin représentant le pontife romain, et le brûler sous le Monument en hurlant : *Malédiction sur le pape !* Affaires religieuses.

La plaie religieuse est surtout à nu en Irlande, où la foi distingue encore parfaitement la condition de chacun. Les pauvres y sont catholiques, les propriétaires protestants; ceux-ci gouvernent, ceux-là n'ont qu'à obéir; l'orgueil paraît naturel aux uns, comme aux autres la soumission (1). Si l'émancipation a

(1) Aujourd'hui l'Église anglicane n'a que sept mille sectateurs, c'est-à-dire à peine un dixième des catholiques : elle tire pourtant de l'île 20 millions de francs par an. Elle est divisée en quatre provinces ecclésiastiques : celle d'Armagh (où l'on compte plus de la moitié des anglicans), celle de Dublin, de Cashel, de Tuam, avec trente-deux diocèses, 1,387 bénéfices, 2,450 paroisses. La moyenne du revenu d'un évêque s'élève à 175,000 francs. Il y a telle paroisse où il n'y a qu'un seul anglican contre 1,500 catholiques; dans d'au-

corrigé la loi politique, la base féodale de l'édifice subsiste encore, outre que la longue habitude de servir fait que le catholique n'exerce ni ne connait bien ses droits, comme tout esclave émancipé de la veille.

L'Angleterre opprime l'Irlande à l'aide de la religion; et la malheureuse Irlande se venge de l'Angleterre en versant sur elle ses flots de mendiants, qui offrent leurs bras à meilleur marché que l'ouvrier anglais; c'est le châtiment de l'injustice (1).

La faction orangiste n'en continue pas moins de célébrer tous les ans avec solennité l'anniversaire de la bataille de la Boyne, qui fut le dernier soupir de l'Irlande, aigrissant ainsi les haines d'un peuple humilié et affamé, qui n'a pas encore pardonné à ses vainqueurs. O'Connell ne cessa de tonner contre eux; mais il ne s'associa pas avec les radicaux du parlement, parce qu'il réclamait la séparation législative : « Savez-vous, s'écriait-il, ce que signifie le cri de justice pour l'Irlande? D'abord l'abolition totale de la rente féodale qui sert à payer les dîmes; la protection de l'industrie irlandaise; la stabilité des baux, de manière à encourager l'agriculture et à assurer au fermier un profit équitable pour son travail et pour son capital; une représentation complète du peuple dans la chambre des communes par la plus grande extension possible du droit de suffrage et l'établissement du scrutin secret; l'abolition ou une réforme radicale de la loi des pauvres; enfin le rappel de l'union, qui est l'unique moyen d'obtenir le reste (2). »

tres 12 anglicans se trouvent en présence de 5,393 catholiques; et pourtant les catholiques sont obligés de payer la dîme aux prêtres anglicans.

(1) « Les Irlandais ont donné une funeste leçon aux classes laborieuses de l'Angleterre... Ils leur ont enseigné le funeste secret de limiter leurs besoins au strict entretien de la vie animale, et de se contenter, comme les sauvages, du moindre des moyens qui suffisent à prolonger la vie... Instruites du fatal secret de subsister avec le juste nécessaire, les classes laborieuses, cédant en partie à la nécessité, en partie à l'exemple, ont perdu ce louable orgueil qui les entraînait à meubler convenablement leurs maisons, à multiplier autour d'eux ces commodités décentes qui contribuent au bonheur. » Docteur Kay, *Moral and physical condition of the working classes employed in the cotton mf. in Manchester.*

(2) Les avantages qu'O'Connell se promettait du rappel de l'union sont exprimés dans sa lettre du mois de janvier 1843, adressée à ses compatriotes :

« Nous nous administrerons nous-mêmes;

« La conscience sera libre, la religion de même;

« L'enseignement sera libre, et s'étendra à toutes les classes;

O'Connel fut le premier lord maire catholique; et l'on le vit, comme premier magistrat de la cité, en vertu du bill des corporations, se rendre en pompe à une messe solennelle célébrée dans l'église catholique, en exprimant son espoir de l'entendre un jour dans l'abbaye de Westminster. 1841.

Espérait-il tout ce qu'il demandait? Il faut demander beaucoup pour obtenir quelque chose, et dans les questions de nationalité le temps ne compte pas. Ceux qui veulent rendre l'Irlande digne de la liberté en la façonnant à la vertu tendent au même but qu'O'Connel. C'est ce que fait entre autres le père Mathew, qui enrôle des milliers de bourgeois dans les sociétés de tempérance. Mais on s'effraye quand on voit dans ce malheureux pays tous les remèdes tourner à mal. C'est ainsi que lors de la disette de 1846, où des milliers d'individus périssaient littéralement de faim, on proclama la liberté du commerce des grains. Aussitôt les seigneurs de l'Irlande, habitant pour la plupart l'Angleterre, firent sortir le blé de ce pays pour le mieux vendre, et affamèrent de plus en plus la population, ne faisant que trop ressortir la nécessité d'une loi agraire. Le gouvernement dépensa des millions par centaines pour procurer au peuple des travaux publics; le peuple y courut, et laissa les champs sans culture; en sorte que l'été venu la moisson manqua. Il fallut acheter des blés au dehors, ce qui fit sortir de l'île le numéraire, ce qui amena nombre de faillites. Depuis on en est venu à un remède héroïque : on a appliqué à l'Irlande la taxe des pauvres; c'est là un grand pas qui constitue presque une *révolution*.

Les plaies intérieures de l'Angleterre sont venues de la reli-

« La presse sera libre ;

« Nous aurons un système de fermage fixe et déterminé ;

« Notre dette publique sera réduite aux proportions primitives ;

« Les manufactures irlandaises deviendront prospères et même supérieures ;

« On verra les impôts diminuer, et ils ne pèseront que sur les produits exotiques que notre patrie ne fournit pas.

« On abolirait entièrement l'odieuse dîme ;

« Les impôts extraordinaires, qui s'élèvent jusqu'à deux millions de livres sterling, ne seraient plus un holocauste offert par l'Irlande à l'ambition de l'Angleterre, et celle-ci ne nous contraindrait plus à payer pour soutenir des guerres auxquelles elle nous oblige à prendre part.

« Quatre millions de livres sterling, qu'on lève aujourd'hui en Irlande pour les dépenser en Angleterre ou au dehors, resteraient dans le pays pour salarier nos ouvriers, encourager nos manufactures, étendre notre commerce. »

gion, et c'est de la religion qu'elle doit en attendre le remède. Le point important est là ; et ceux qui, en grand nombre, s'appliquent en Angleterre aux choses de la foi montrent qu'ils l'ont compris. Il y en a qui s'égarent de plus en plus, ce qui doit toujours arriver lorsqu'on s'abandonne au jugement privé. En Écosse, on établit en 1843 l'Église libre, dans le but de revenir aux rigueurs du Covenant ; et déjà elle est devenue riche et puissante en haine de l'Église anglicane, qui domine dans le pays. Cependant les âmes élevées comprennent le besoin de revenir à la tradition universelle, et de rechercher quelque fond pour y jeter l'ancre dans la mer tumultueuse des opinions.

Puséistes. De là sortirent les doctrines du Pusey. Il publia, à partir de 1833, avec Palmer et Newman, dans l'université d'Oxford, une série de traités simples et d'une intelligence facile, sur le dogme, sur la constitution ecclésiastique, sur la controverse religieuse. Les trois collaborateurs répandirent aussi leurs idées sous la forme d'histoires et de romans, en proposant de croire ce que l'Église croyait dans les premiers siècles. Il trouvèrent à Cambridge et à Belfast des partisans et des contradicteurs.

Les puséistes, ainsi qu'on les appela, répudient les réformateurs du seizième siècle, comme purement négatifs, comme ne présupposant aucune foi et ne faisant autre chose que contredire. Ils déplorent la séparation de l'Église anglicane et de l'Église romaine, la seule qui possède la vertu de développer entièrement le sentiment religieux. L'Écriture ne suffit pas, selon eux, pour règle de la foi : il y faut aussi la tradition conservée par l'Église et d'après laquelle l'Écriture doit être interprétée ; ils acceptent en conséquence plusieurs dogmes traditionnels : quelques-uns n'hésitèrent pas à proclamer que l'unique moyen d'arriver à l'unité ecclésiastique était de se rattacher à Rome (1). Quant aux formes légales, qui seront toujours un grand obstable à l'innovation, ils s'ingénient à demontrer que les Trente-neuf articles de la reine Élisabeth ne sont pas en contradiction directe avec le concile de Trente; tâche, à vrai dire, aussi difficile que vaine. Ils introduisent aussi des rites; et les croix, les étoles, les cierges ont reparu dans leurs chapelles, ainsi que le bréviaire romain, quelque peu modifié. Toutefois ils n'acceptent pas jusqu'à présent l'autorité du pape; et, soutenant que

(1) La *Tuba Concordiæ*, de Wackerbath.

l'Église anglicane est la seule véritable, ils exhortent l'Église romaine à se purifier et à se réunir à elle.

Le puséisme n'est pas encore un retour au vrai; mais c'est une protestation contre la théorie fondamentale du protestantisme : il relève la dignité morale du clergé en épurant ses mœurs ; il accroît l'autorité de l'épiscopat, qui n'avait aucun pouvoir sur le peuple et moins encore sur le clergé, et qui se réduisait à l'office de gentilhomme ecclésiastique. Qui ne sent l'importance de ces premiers pas? qui ne voit surtout que ce retour vers les anciens temps doit affranchir l'Église de la tyrannie du gouvernement? On sait que, s'il s'agit d'ordonner un jeûne, cela regarde le parlement. Les bénéfices appartiennent à des laïques qui ne sont d'aucune religion, et la loi enjoint aux évêques de ne pas repousser le candidat du patron, sauf le cas d'immoralité flagrante. Le docteur Percival soutenait que « le souverain peut suspendre un évêque s'il le juge convenable, tandis qu'un évêque ne saurait changer un iota du rituel sans l'ordre exprès de la couronne. » Le conseil privé s'assemble, et envoie, *au nom de la volonté et du bon plaisir royal*, une circulaire qui ordonne d'introduire une nouvelle prière dans le service habituel (1).

Mais la discipline était bien différente dans les premiers siècles, comme l'attestent, à défauts d'autres preuves, les déclamations des historiens encyclopédistes, qui lui reprochent son indépendance. Un retour aux traditions primitives briserait donc la tyrannie de la haute Église; et avec la liberté, comme toujours, le triomphe de la vérité serait assuré. Le catholicisme lui-même s'étend. Pour ne rien dire de l'Irlande, que seul il console de tant d'abaissement et que seul il pourra relever, les conversions se multiplient : Peel a fait restituer aux colléges les dotations catholiques enlevées par la Réforme; le nombre des églises et des chapelles augmente (2), et l'espoir d'arriver à

(1) *London Gazette*, 14 décembre 1841.

(2) En Angleterre il n'y avait en 1792 que 30 chapelles catholiques et aucun collége. Maintenant on y compte 519 chapelles, 43 églises, 10 colléges, 60 séminaires.

En Irlande il y avait :

	En 1731.	En 1835
Protestants.	700,451	1,515,221
Catholiques.	1,309,768	6,427,712
Total. . .	2,010,219	7,942,933

l'unité se laisse entrevoir (1). C'est cet espoir qui décida Pie IX en septembre 1850 à instituer un archevêque catholique, et à rétablir en Angleterre l'antique hiérarchie.

Si l'Angleterre a tant fait au profit de la civilisation sous une oligarchie sans entrailles et avec une religion officielle, à quoi ne pourrait-elle pas réussir une fois qu'elle serait arrivée à la démocratie et revenue à l'unité catholique? A coup sûr la conversion de l'Angleterre serait le fait le plus important de l'ère moderne; car elle détruirait la cause première des maux intérieurs, du paupérisme et de la servitude irlandaise; elle rendrait efficaces les missions en Asie, aussi stériles que dispendieuses, et contribuerait puissamment à propager la civilisation, à laquelle la nation anglaise travaille plus que toutes les autres.

CHAPITRE XXIX.

COLONIES ANGLAISES. INDE. CHINE.

Pour se faire une idée de la puissance colossale où l'Angleterre est parvenue, il faut considérer non-seulement sa prépondérance dans tous les événements européens, mais encore la prodigieuse activité avec laquelle elle se répand dans le monde entier et y propage son industrieuse civilisation. Il n'y a pas de peuple moderne qui ait eu en partage à ce degré la patiente et courageuse ambition de conquérir et de conserver. En voulant demeurer l'unique maîtresse du sol, l'aristocratie anglaise a contracté tacitement l'obligation d'assurer au peuple tous les profits de l'industrie, et en conséquence de lui procurer des débouchés, soit en Europe tant que la rivalité manufacturière ne deviendrait pas trop redoutable, soit en versant dans des

(1) On lisait ce qui suit, en 1846, dans un journal catholique anglais : « Quand Rome comprendra-t-elle enfin que notre caractère, à nous hommes du Nord, est bien différent de celui des méridionaux ? Quand se persuadera-t-elle qu'il existe une démocratie qui n'est pas hostile au christianisme, un amour de l'indépendance qui n'est pas du jacobinisme? Quand elle sera convaincue de ces vérités, quand elle aura rejeté au loin ses vieilles habitudes de timidité; quand un courage tout d'action, un courage d'homme aura remplacé un courage tout passif, alors nous n'aurons plus à redouter un concordat. Jusque-là ce mot doit inspirer de l'effroi. »

pays nouveaux l'abondance toujours croissante de ces produits. Tout peuple nu que l'on décide à se vêtir vide les magasins de Manchester; les marchands s'y emploient avec ardeur pour désencombrer leurs maisons, comme les missionnaires par zèle religieux.

C'était dans ces idées que les Anglais se sont toujours hâtés de reconnaître l'indépendance des colonies étrangères soulevées contre les métropoles : en effet ils y introduisaient aussitôt en grande quantité armes, denrées, marchandises, et faisaient des traités de commerce avantageux, étant arrivés les premiers. En explorant des mers encore inconnues, ils découvraient des îles nouvelles, dont leur pavillon signalait la conquête au profit de la civilisation. C'est à eux principalement qu'est due celle de la Polynésie; mais nous devons expliquer toutefois que nous entendons par civilisation l'adoption de nos mœurs et souvent celle de nos vices.

Quelques Européens étaient parvenus à s'établir dans la Nouvelle-Zélande; plusieurs naturels de l'île étaient venus en Europe, et en 1814 les missionnaires s'y installèrent; mais ils ne réussirent pas à se concilier les chefs ni à les détourner de la guerre et des massacres. De nos jours, les gouvernements européens s'efforcent d'y apporter un peu d'ordre. Les colonies pénitentiaires dans la Nouvelle-Galles du Sud reçoivent continuellement des améliorations, et parviennent à utiliser, dans l'intérêt de la société, des hommes qu'elle a rejetés de son sein.

Depuis cent cinquante ans, les diverses communions protestantes d'Angleterre, d'Amérique et du continent européen ont formé des sociétés pour propager le christianisme, en y employant annuellement plusieurs millions. Ces associations ont imprimé en malais et en chinois, dans les stations de Malacca, Canton, Batavia, Penang et Singapour, plus de quarante-quatre mille ouvrages de doctrine chrétienne, formant plus de sept cent cinquante mille volumes; la plupart sont des Bibles, quoique ce ne soit pas le livre qui convienne le mieux à des barbares (1).

Madagascar, située entre le 12e et le 16e degré de latitude, à l'entrée de l'océan Indien, sur la route de la mer Rouge, du golfe Persique, de l'Indostan, les îles de la Sonde, voisine des îles Maurice et Bourbon, fournit un ébène précieux et des bois

(1) Tome XIII, page 629.

de construction; de plus, on exporte chaque année trente-deux mille bœufs des seuls comptoirs de Tawatawa et de Foulepointe. Mais les habitants ne connaissent ni Divinité ni pudeur; et on les jugeait incapables de recevoir le christianisme, lorsque les
1818. missionnaires parvinrent à pénétrer parmi eux. Andrianampovine jeta les fondements de la grandeur des Hovas, peuple du centre. Plus tard, le roi Radama, qui lui succéda en 1810, étendit son pouvoir sur l'île entière, qui, aussi grande que la France, n'a pas plus de cinq millions d'habitants de toute couleur. S'étant converti à la foi sans changer de mœurs, il abolit pourtant la traite des esclaves et l'infanticide surperstitieux. Mais
1828. Rànavalona, son successeur, a changé l'ancien ordre de choses et renié la foi chrétienne. Aujourd'hui les étrangers sont tout à fait exclus de Madagascar, principalement les Français.

Pendant la guerre continentale l'Angleterre étendit sa puissance en Asie, et s'empara de presque toutes les possessions des autres nations. Il n'est resté aux Français que le gouvernement de Pondichéry, de l'île Bourbon, défendue par sa seule position. Ils ont occupé tout récemment les Marquises, dans le grand
1795. 15 décembre. Océan. La compagnie hollandaise, la seule rivale de la compagnie britannique dans l'Orient, périt lorsque succomba la capitale; et ses possessions, à l'exception de Ceylan, firent retour à la nation, qui se chargea des dettes, et en remit l'administration à une commission de gouvernement. La Hollande resta à la paix avec très-peu de possessions en Afrique, quelques-unes en Amérique, mais beaucoup dans l'Océanie, avec Sumatra, les Célèbres, les Moluques et près de dix millions d'habitants. Le nouveau système qu'y introduisit le général Van-der-Bosch (1), secoua l'inertie des indigènes, en assurant une rémunération à leur travail. En 1839, Java produisait cinquante-six millions de kilogrammes de café, quarante millions de sucre, soixante-huit milliers d'indigo; et comme le monopole y est aboli, tout bâtiment y est admis en payant un droit élevé. La capitale de l'île est propre, régulière, active comme les cités hollandaises et riante de végétation comme celles de l'Asie; mais le climat tue ceux qui vont y chercher la richesse. Batavia étale une opulence orientale avec un luxe européen; les Chinois, qui y sont nécessaires et méprisés comme les juifs, y font un commerce très-actif.

(1) Tome XIII, page 372.

Les Hollandais une fois abattus dans l'Inde, l'Angleterre ne se trouva plus avoir en présence que les naturels. Après avoir conquit le Mysore, elle changea sa politique, et rendit sa domination immédiate d'indirecte qu'elle était; elle dépouilla ses alliés, ou les réduisit à recevoir des garnisons et à payer tribut.

On appelle proprement Indostan la patrie de l'Inde au nord du fleuve Nerbuddah, où s'élève Delhi. Les territoires du Nidzam, des radjas de Bérar, de Sattara sont situés entre le Nerbuddah et le Kistna. Le Karnate, le Malabar et le Mysore s'étendent du Kistna au cap Comorin. De Delhi à Tomboudra, la confédération des Mahrattes occupait neuf cent soixante-dix milles du nord au midi, et neuf cent de la baie du Bengale au golfe de Cambodje; elle comprenait quarante millions d'âmes, dont un dixième de musulmans, le reste d'Indiens, distribués en cinq États, sous la souveraineté nominale du radja de Sattara. Nous avons dit plus haut comment le peschua s'était substitué en fait à ce radja; mais lui-même fut subjugué par Maadji-Scindia. Le père de ce dernier était chargé de garder les pantoufles que le peschua laisse à la porte en entrant chez ses femmes. Son maître, sortant un matin de leur appartement, le trouva endormi, mais tenant les pantoufles serrées sur son sein. Ce dévouement à son devoir lui valut de l'avancement; et son fils, qui lui succéda dans sa charge, affecta longtemps de porter à sa ceinture une paire de babouches en souvenir de son origine. Indostan.

Il grandit sous une humilité feinte, et finit par être assez puissant pour lever une grosse armée, disciplinée par un officier savoyard nommé Boignet. Il convoitait Delhi, quand il y fut appelé par Schah-Alem, dernier héritier d'Aureng-Zeb, afin qu'il l'arrachât à la tyrannie de son ministre Goulam, qui l'avait dépouillé et rendu aveugle. Scindia courut à son aide, et fit périr l'usurpateur dans une cage après l'avoir mutilé. Mais il retint l'autorité, et ne laissa au roi aveugle que la ressource de vivre d'aumônes.

Son successeur, Daoulet-Rao-Scindia, marcha sur ses traces, et se confia entièrement aux Français. Assez malavisé pour ne pas s'opposer à la ruine de Tippoo Saëb, il refusa de partager ses dépouilles. Les Anglais comprirent par là qu'ils n'avaient rien à espérer de lui; ils firent donc savoir au peschua qu'ils lui prêteraient assistance s'il voulait s'affranchir de son puissant sujet. Le colonel Wellesley, frère du gouverneur, qui

s'était déjà signalé dans le gouvernement de Seringapatnam, et qui, sous le nom de duc de Wellington, devait aider un jour à la restauration des Bourbons, fut envoyé pour rétablir ce peschua. Il poussa alors la guerre contre les Mahrattes, et se montra à la fois grand général et politique habile dans des pays où chaque victoire était une perte, où chaque conquête augmentait le
1803. 29 octobre. nombre des ennemis. la puissance des Mahrattes fut écrasée dans la plaine d'Argam; et l'Angleterre, maîtresse des Indes, ayant transféré du sud au nord le centre de son autorité, toucha le territoire des Séikhs.

A Wellesley succéda lord Cornwallis (1804), puis George Barlow (1805), qui tous se promettaient de ne plus conquérir, de consolider la paix, et qui pourtant furent toujours entraînés à la rompre. Les chambres anglaises cependant ne cessaient de blâmer le système des conquêtes; il fallut y substituer celui du protectorat et des alliances; mensonge qui contraignit de laisser aux vaincus leurs mauvaises administrations, sans toutefois éviter la guerre.

Lord Minto revint à la politique active de Wellesley. Hastings, son successeur, répétait qu'il fallait conserver à force ouverte ces sources de richesses. A peine arrivé dans l'Inde, il
1828. prévit une crise prochaine, et s'y prépara. Les Gourkas menaçaient la frontière orientale des possessions britanniques; les Pindarris envahissaient la partie septentrionale; les Mahrattes et les Radjepoutes épiaient l'occasion de secouer le joug. Hastings anéantit les Pindarris, réduisit un grand nombre de radjas à se soumettre à l'Angleterre; et la confédération mahratte tomba du même coup. La compagnie étendit ainsi son autorité directe sur les deux tiers de la péninsule et son influence sur le reste. Elle revêt du pouvoir nominal quelque famille souveraine; mais il est exercé de fait par un *résident* anglais, qui commande un corps de troupes recruté parmi les naturels, sous les ordres d'officiers européens. Juge des contestations internationales, comme le Grand Mogol dans ses beaux jours, il n'a de comptes à rendre qu'à son gouvernement.

A peine lord Amherst eut-il succédé à lord Hastings qu'il lui fallut porter la guerre dans le Birman, vaste empire despotique et héréditaire, formé de ceux d'Ava, de Pégou, de Mounnipour, d'Arakan et de Ténassérim. Il s'étend entre le Thibet au nord, la Chine et Siam à l'est, la baie de Bengale et les établissements anglais au couchant, Malacca au midi. Les Bir-

mans vaincus virent bientôt leurs frontières largement entamées. 1826.

L'empire indo-britannique une fois poussé si loin, il fallut l'organiser : c'est à quoi s'appliqua Bentinck, sans recourir aux 1828.
moyens extraordinaires de la guerre, en luttant contre les difficultés intérieures et contre un déficit de plus de treize millions sterling. Il fit tout examiner publiquement; il régla l'administration, réprima les bandits, combattit les coutumes barbares, [telles que le sacrifice des veuves sur le bûcher de leurs maris; fit des enquêtes dans l'Inde centrale, voyagea beaucoup, introduisit la navigation à vapeur et la liberté de la presse. « L'Inde, disait-il, ressemble à ce qu'était jadis l'Europe : « même ignorance, même superstition, même croyance à la « magie, aux enchantements; même foi aux présages et à « l'astrologie; des sacrifices humains et d'autres coutumes « repoussantes. L'influence graduelle des Européens sur l'im« mense population indigène peut seule y substituer l'aisance « de la vie domestique, la sécurité des biens et des personnes, « l'éducation morale. »

Les Anglais ne sont point allés dans l'Inde pour y trouver la liberté du culte, comme dans l'Amérique septentrionale, ou pour y faire des conversions, comme les missionnaires puritains, mais pour y chercher la richesse. Ils n'y portent donc point les manières polies, mais leur roideur peu aimable et des habitudes choquantes pour ce pays. Leurs femmes, au lieu des vêtements pompeux de l'Orient, y portent des toilettes passées de mode en Europe et qui sont dans l'Inde incommodes et ridicules. Les hommes mangent et fument tout le jour, vivent isolés, pour se dispenser des convenances, et ils se livrent à ces fantaisies excentriques déjà communes dans leur patrie. Ils exigent le respect des habitants, et ne se soumettent pas même aux simples ménagements dans leur conduite extérieure. Ils mangent des mets défendus, laissent leurs femmes se promener au bras d'un autre, dansent pendant l'été, chantent à table et se livrent à toutes sortes d'actes qui sont autant d'abominations aux yeux de ces peuples.

Au milieu de cette nature exubérante qui fait que tout se trouve chez eux dans la proportion de notre cheval à leur éléphant, les Indiens aiment l'extraordinaire. Il leur faut des canons énormes, une poésie immense, une mythologie à millions de dieu des fêtes de peuples entiers. Les Anglais ont, au contraire,

un culte prosaïque, des manières compassées, des habitudes nullement grandioses, une économie étroite, des qualités louables, mais minutieuses. C'est le profit seul qu'ils cherchent; et, sans affecter la toute-puissance, ils respectent peu les gouvernements particuliers.

L'esclavage subsiste encore de fait dans l'Inde. Le monopole du sel pèse lourdement sur des populations qui ne vivent que de végétaux. Le pays, d'industriel qu'il était, est devenu agricole; on lui envoie des tissus d'Europe, et on lui demande du sucre, du coton, surtout de l'opium, dont la culture imposée par la force rapporte très-peu à celui qui s'y livre. Aussi, loin d'absorber l'argent de l'Europe, c'est l'Inde, au contraire, qui en exporte. Le gouvernement anglais ne fait point de travaux publics pour le bien de tous : il en résulte que des ruines remplacent les palais, et que les chacals errent aux lieux que les hommes ont désertés.

L'Indien est encore comme il y a un siècle, comme il y en a vingt, paresseux, insouciant, routinier. On ne trouve pas encore dans sa demeure une chaise, une table, une cuiller, une fourchette. Il couche sur une natte, et c'est à peine s'il a assez de linge pour en changer une fois : nous parlons de celui qui est riche. Les autres ont la terre pour lit, et vont nus. L'orfévre emploie encore des instruments grossiers pour finir, avec une patience incroyable, des ouvrages qui excitent l'admiration de l'Europe. Le laboureur brise la glèbe avec une bêche longue à peine de deux pieds, ce qui l'oblige à se tenir courbé. Il blanchira continuellement sa maison, mais ne balayera pas la poussière sur l'aire où il dépose sa récolte; et ce n'est qu'après avoir terminé cette opération qu'il aura quelque soin de sa demeure. Il ménagera un filet d'eau pour son champ de riz, et il ne s'occupera pas du conduit qui le lui amène, il tremblera à l'idée de périls imaginaires, et s'endormira sur le chemin où passe le tigre et le serpent. Il épargnera sur sa nourriture et sur celle de sa famille, puis il vendra les bijoux de sa femme et de sa fille pour s'engager dans un procès, pour acheter témoins et juges, unique moyen qu'il croit propre à lui en assurer le gain. Mais tandis qu'il soutiendra un procès sans fin pour la valeur d'un centime, il verra sans s'émouvoir son voisin assassiné à ses côtés. Lorsque ensuite arrive le moment de marier sa fille, celui qui s'était réduit à l'eau et à une mince ration de riz prodiguera tout, invitera parents et amis, musiciens et danseurs.

Il se procurera de l'argent à trois pour cent par mois pour régaler ses convives, les héberger tous pendant quinze jours, et ne les renvoyer qu'habillés entièrement de neuf. L'usage de la caste le veut ainsi.

Les enfants vont à l'école tout nus, et écrivent encore sur la poussière devant la porte. Celles que les Anglais ont introduites dans le pays les perfectionnent dans l'étude de leur théologie et dans celle des lois nationales, afin de former des magistrats; mais sans les préparer à une réforme fondamentale, qui ne serait possible que par la suppression des castes. Or, les Anglais ont résolu, au contraire, de les respecter. Lord Bentinck affranchit les Indiens de la peine du fouet alors qu'il la maintenait pour les Européens, ce qui dut augmenter chez les premiers l'orgueil de leur supériorité. Quand des troupes indigènes et anglaises sont embarquées ensemble, il est très-sévèrement prescrit aux soldats européens d'éviter tout contact avec les cuisines des Indiens. L'eau destinée aux uns et aux autres, ainsi qu'aux musulmans, est tenue à part. On laisse chaque caste préparer séparément ses aliments. Jusque dans les chapelles des missionnaires protestants, le brahmine et le chatrya sont séparés du soudra et du paria; et l'on dirait qu'il ne leur est enseigné du christianisme que l'obligation de s'humilier et de pardonner les injures. Or qu'est-ce que le christianisme sans son dogme de l'égalité?

Cependant les Anglais sont arrivés à faire cesser les sacrifices des *veuves*, l'infanticide, l'association meurtrière des Tadjis. Les théâtres à l'européenne se multiplient; le nombre des métis va croissant, et des princesses épousent des aventuriers européens. Dernièrement Hardinge a déclaré que les emplois seraient donnés au concours à ceux qui auraient le mieux profité, dans les écoles, des cours de langue et de littérature anglaises. Les Indiens consentent à s'embarquer malgré leur préjugé contre la mer, et on les transporte au delà du Gange. Pourquoi donc n'entreprendrait-on pas de détruire cet autre préjugé, plus funeste encore, de la séparation des castes; de les soumettre au même code, aux mêmes tribunaux; de les mêler dans les écoles, dans l'armée, dans les emplois; de les admettre surtout sur le même pied à la communion de la parole céleste et du pain consacré (1)?

(1) DE WAREN, *l'Inde anglaise en* 1843; Paris, 1843.

Sans cela, les Indiens seront à jamais incapables d'émancipation; et si par aventure ils étaient arrachés à l'Angleterre, elle les aurait laissés dans l'impossibilité de se gouverner eux-mêmes. Les enfants qui naissent dans l'Inde de parents anglais meurent presque tous; il s'ensuit qu'il ne pourra jamais se former une Inde anglaise.

La compagnie. Nous avons dit ailleurs l'histoire de la compagnie des Indes, et l'emprunt de 900,000 livres sterling que la guerre contre Hyder-Ali et contre la France l'avait obligée de réclamer du gouvernement. On avait songé alors à réformer son statut : on créa, sous le ministère Pitt, le *bureau de contrôle pour les affaires des Indes*, composé de six membres du ministère, auxquels furent soumis tous les actes militaires et civils, quoique la compagnie restât encore souveraine quant au commerce. La dette ne diminua pas pour cela; et en 1799 la compagnie se trouvait en déficit de 1,319,000 livres sterling. Lorsqu'elle se fut agrandie des États de Tippoo-Saëb et de ceux des Mahrattes, le revenu territorial, qui en 1797 était de 8 millions de livres sterling, s'éleva à 15 millions en 1805; la dette augmenta en proportion, car le déficit fut de 2,269,000 livres sterling, et ne fit que croître depuis.

Le privilége de la compagnie expirant au mois de mars 1814, on accorda, sous certaines réserves, la liberté de trafiquer dans l'Inde à tout bâtiment moindre de 350 tonneaux, en laissant à la compagnie la domination du pays et le commerce avec la Chine jusqu'en 1831. La compagnie n'en éprouva nul préjudice, et ses affaires prospérèrent alors; elle avait encaissé en 1824 13,215,300 livres sterling, et elle n'en avait dépensé que 9,490,777 : ainsi elle se trouvait en bénéfice de 3,724,523 livres sterling malgré la guerre des Birmans; et aussitôt la suppression du monopole il fut exporté d'Angleterre cinquante ou soixante fois plus de tissus qu'auparavant.

Peel soumit à la chambre des communes, en 1830, les arrangements pris entre le ministère et la compagnie « pour garantir aux habitants de ces régions lointaines la jouissance de leurs droits, de la liberté individuelle et des fruits de leur industrie; les dédommager des souffrances et des injures passées, les consoler, à force de bienfaits, de la perte de leur indépendance. »

Par le statut de 1833, la patente de la compagnie fut prolongée de vingt ans, non plus toutefois comme association com-

merciale, mais comme société de gouvernement, autorisée seulement à percevoir les impôts jusqu'en 1854, et à régler les revenus de son ancienne conquête au moyen d'une cour composée de vingt-quatre directeurs, sous la surveillance du conseil d'État. Ses propriétés mobilières et immobilières furent attribuées à la couronne; mais on lui en laissa l'usufruit pendant toute la durée du privilége. Son capital de 6 millions de livres sterling est divisé en actions, qui peuvent être achetées par tout le monde.

Ici se termine l'histoire de la compagnie des Indes, mais non tous les embarras que ses conquêtes ont causés à l'Angleterre. Les discours contre son esprit envahisseur sont devenus un lieu commun : cependant en aucun pays on n'opéra avec autant de publicité; et tous ses actes ont été d'abord exposés aux attaques de l'opposition, puis soumis à des enquêtes. Son histoire nous révèle comment un premier pas entraîna inévitablement à un second, et comment chaque conquête donna un nouveau voisin, qui bientôt devint un ennemi qu'il fallut combattre, jusqu'à ce que sa chute mît le vainqueur en présence d'un ennemi nouveau.

Les Anglais espéraient, il y a peu de temps encore, que le fleuve Indus, sur lequel ils croient avoir le droit sacré que la Providence donne à l'intelligence et à la justice sur l'ignorance et la force brutale, pourrait devenir pour leurs possessions une limite et une barrière en même temps qu'une voie commerciale : on supposa qu'il traversait des populations riches et pacifiques. Afin de reconnaître son cours et de l'ouvrir à la navigation européenne, ils y envoyèrent une expédition, dont Alexandre Burnes nous a tracé le récit (1)

Situé entre l'Himalaya, l'Indus et la Perse, l'Afghanistan a été la route choisie par tous les conquérants. Les peuples qui l'habitent croient descendre des huit tribus juives transportées dans ce pays par les Perses; ils ne sont pas timides et soumis comme les habitants de l'Indostan, mais nobles et simples, moins pédants que les Persans, mais instruits, quoique mahométans. Le système asiastique se conserve chez eux, et Burnes y a connu un prince qui avait eu soixante enfants, et ne pouvait se rappeler combien il lui en restait de vivants. Dost-Mohammed comptait

Afghanistan.

(1) *Relation d'un voyage au Kaboul dans les années* 1836, 1837 et 1838.

dix-sept frères. Les Afghans avaient conquis la Bactriane et le Hérat jusqu'aux rives de l'Oxus, et poussé au midi jusqu'à l'Océan : après avoir franchi l'Indus, ils soumirent le Kachemire, firent des excursions dans Pendjab, pays de trois cent quarante milles en longueur sur deux cents de largeur qui a trois millions et demi d'habitants et 63 millions de revenu. L'Afghanistan compte à peine quinze millions d'habitants; car la population y va décroissant comme dans tous les pays mahométans; on n'y trouve que cinq villes : Peschauer, que l'on rencontre d'abord en venant de l'Indus; Kandahar, capitale de la partie occidentale; Kaboul, de celle du nord; Hérat, près des frontières du nord-ouest; Ghaznah, célèbre pour avoir donné naissance à Mahmoud Gaznévide, le premier musulman qui ait envahi l'Inde.

Les tribus des Ghilzis et des Douranis s'y disputaient la prééminence dans le siècle passé. C'est à cette dernière qu'appartenait Hamed-Schah, compagnon de Nadir, qui, ayant conquis tout le pays, se couronna roi à Kandahar, et transmit à son fils Timour l'empire qui fut appelé des Douranis. C'était le plus puissant de l'Asie après la Chine; car il avait une étendue de trois cent soixante-quatre lieues du nord au sud, sur quatre cent quatre-vingts de l'ouest à l'est. L'Indus le sépare au levant de l'Indostan, et une langue de terre cultivée à travers un désert de sable le joint à la Perse. Les quatre fils de Timour se disputèrent ce royaume, qu'ils perdirent; et Mahmoud Kamram conserva seulement Hérat, capitale du Khorassan afghan, tandis que Dost-Mohammed, chef des Barouksis, s'établissait à Kaboul, un de ses frères à Ghaznah, et un autre à Kandahar; et tous trois restaient ennemis.

Sikes. La défaite des Mahrattes et la destruction de l'empire du Mogol profita non-seulement à Hamed, mais encore aux Séikhs,
1763. robustes adeptes d'une secte qui cherche à concilier le brahmisme avec l'islamisme. Ayant attaqué les Afghans, ils en vinrent même à s'emparer de Lahore, qui leur assurait la possession de tout le Pendjab; et ils divisèrent leurs conquêtes en douze principautés indépendantes (*misali*) sous des chefs particuliers (*sirdars*), qui se réunissaient deux fois l'an en assemblée générale pour délibérer sur les intérêts communs. On sentit bientôt les inconvénients de cette organisation dans les guerres qu'ils se firent entre eux, et auxquelles Randjit-Sing (roi lion) dut son agrandissement. Voyant l'Afghanistan en proie aux discordes, il comprit la puissance d'une volonté ferme, et fit de La-

hore le centre de ses opérations. Il s'entendit avec lord Lake, gouverneur général des Indes, trop heureux de s'assurer au moins de sa neutralité au moment où il avait les Mahrattes sur les bras. Randjit-Sing s'empara alors de quelques territoires des Afghans, ce qui lui donna de l'argent et de la confiance; et il introduisit dans son armée l'organisation militaire des cipayes, troupes au service de la compagnie. Il put ainsi s'ériger en protecteur des autres sirdars, et réduisit sous son obéissance toutes les provinces situées sur la rive gauche de l'Indus, entre autres le Moultan et le Kachemire. L'Italien Ventura et le Français Allard, anciens officiers de Napoléon, initièrent ses troupes à la tactique européenne; et, après eux, Court, élève de l'École polytechnique, compléta leur éducation militaire.

Secondé de la sorte, il profita du moment où les Anglais combattaient contre les Birmans pour passer l'Indus; et lorsque la dynastie des Douranis venait d'être renversée par les Barouksis, à la suite d'une guerre civile qui avait épuisé les Afghans, se jetant au milieu de ce conflit, il leur porta le dernier coup par la prise de Peschauer.

Si nous en croyons les généraux Allard et Ventura, l'armée de Randjit-Sing fut portée de trois mille hommes à quatre-vingt-quatre mille, dont vingt mille de troupes régulières, avec trois cent soixante-seize pièces de canon et trois cent soixante-dix escarpines, transportées à dos de chameau. Les revenus étaient évalués à 125 millions de francs, sans compter un trésor particulier de 250 millions. Il n'y avait ni institutions politiques, ni lois écrites, ni système d'administration et de justice : tout y dépendait du caprice du souverain et de la fortune. Il était entouré de l'éclat que procure la gloire militaire; quant au peuple, il croupissait dans la superstition et dans l'ignorance, avili par l'exemple de Randjit-Sing, qui ne connaissait ni probité ni pudeur, et ne mettait point de bornes à ses passions.

A sa mort et celle de Kourrouck, son fils imbécile, le trône 1839.
fut occupé par Shere-Sing, dont la naissance était illégitime; homme résolu, mais sans frein. Le ministre Dhyan-Sing, l'ayant fait assassiner, extermina la famille détrônée; mais il fut tué lui-même par Adjet-Sing, dont la main avait consommé tous ces meurtres.

Sous les successeurs chancelants de Randjit-Sing, les Afghans auraient pu s'avancer jusqu'à Delhi s'ils n'eussent été tenus en

respect par les Anglais, qui avaient réuni aux trois présidences de Bombay, de Madras et du Bengale celle d'Agra, beaucoup plus voisine du Pendjab. Les Séikhs, grands amateurs de procès, y portent souvent leurs contestations à juger. Or, craignant que leurs ennemis ne s'emparassent d'un territoire fertile qui leur appartenait et qui forme la limite orientale du Pendjab, ils chargèrent les Anglais de les défendre, leur abandonnant en retour la succession de tous ceux qui mourraient sans héritiers. L'opium et l'eau-de-vie multiplièrent tellement les décès que les Anglais tardèrent peu à se trouver les maîtres du pays; et ils y établirent un fort avec un surintendant. Ils acquirent ainsi une influence dominante sur les Séikhs, au grand déplaisir de Dost-Mohammed, qui, à la tête des forces réunies de la Perse et de l'Afghanistan, épiait le moment de tomber sur les Séikhs, détestés des Afghans, tant par motif de religion qu'en raison de leur indépendance. C'est ce que les Anglais ne voulaient pas souffrir par suite du dessein qu'ils avaient d'ouvrir l'Inde au commerce.

L'intérêt des Anglais est évidemment qu'aucune autre puissance ne prenne pied dans l'Asie centrale; cependant ils ne cherchent point à y acquérir de territoire : mais les intrigues de la Russie les obligèrent, en 1838, de passer l'Indus pour remettre Schah-Soudja sur le trône afghan. Ils commirent une faute en voulant non pas conquérir l'Afghanistan, mais lui imposer un prince méprisé, et en s'aliénant ainsi Dost-Mohammed, qu'ils auraient dû plutôt fortifier comme barrière contre les Russes. Mohammed se tourna alors vers la Russie, qui envoya aux Persans des émissaires pour les pousser à la guerre et des officiers avec l'aide desquels ils mirent le siége devant
1838. Hérat. L'Angleterre se vit contrainte de prendre les armes et de renverser Dost-Mohammed, contre le vœu du pays.

Guidés par Burnes, héros infatigable, le premier Européen
1839. qui ait remonté l'Indus, les Anglais conquirent le Sind et franchirent l'Indus; mais les montagnes du Bosan leur opposèrent de graves difficultés et un froid meurtrier. Les Hindous, chez qui se réveilla le fanatisme religieux, firent comme les Russes à Moscou : ils se retirèrent en détruisant tout, et entraînèrent ainsi les Anglais dans l'intérieur. Mais la témérité des envahisseurs parut bien excusée par la conquête d'un royaume aussi important; et ils se trouvèrent établis au Kaboul, point d'intersection des deux grandes routes qui viennent de la Perse et de l'Inde.

La chute des valeureux Afghans découragea toute l'Asie centrale; mais trois ans après Kaboul se souleva; Burnes fut 2 novembre. massacré; cinq mille hommes résistèrent pendant deux mois à cinquante mille insurgés, sans feu, sans vivres et sans munitions. On évalue à treize mille le nombre des hommes qui périrent dans cette circonstance, et ce fut à peine si quelques individus épars purent s'échapper.

Le pire de cette défaite, ce fut la nécessité de se venger, de conquérir, de s'étendre encore. Lord Ellenborough, en prenant 1842. le gouvernement des Indes, avait désapprouvé son prédécesseur lord Aukland et sa politique agressive, déclarant vouloir se renfermer dans les limites du territoire. Mais il fut contraint de faire la guerre à l'Afghanistan pour relever le prestige tombé. Le drapeau anglais flotta de nouveau à Kaboul, puis il se retira volontairement; mais quelle frontière donner à l'Inde anglaise? Fallait-il s'arrêter aux déserts qui séparent le Sind de l'Indostan? Cependant ce pays domine l'embouchure de l'Indus et le commerce de toute l'Asie centrale. Ellenborough reconnut donc la nécessité de le réunir à l'empire. Le Sind, situé entre l'Afghanistan, le Pendjab, le stérile Bélouchistan et la mer, était gouverné par des émirs indépendants, protégés, depuis 1838, par des traités avec les Anglais. Mais Ellenborough chercha des prétextes; il chicana les émirs, et réduisit les traités à des stipulations de servitude; enfin il réunit le Sind aux possessions britanniques. Des accusations graves s'élevèrent à ce sujet con- 1844. tre lui, et il fut rappelé pour avoir à se justifier devant des juges; mais il semble que la Grande-Bretagne soit obligée fatalement de s'agrandir malgré elle dans ces contrées. A peine se fut-elle retirée de l'Afghanistan que Dost-Mohammed rétablit dans le Lahore tout ce qu'elle avait détruit; il en exclut ses monnaies, et réorganisa l'armée.

A peine un nouveau gouverneur, lord Hardinge, fut-il arrivé dans l'Inde avec les intentions les plus pacifiques qu'il eut à recommencer la guerre. Tant que l'Angleterre espéra trouver parmi les Séikhs un chef capable de réunir les débris épars du sceptre de Randjit-Sing, elle s'abstint d'envahir leur pays. Mais voyant le désordre s'accroître et le despotisme militaire s'établir, elle passa l'Indus, assujettit le Pendjab après une bataille où elle essuya peu de pertes, et conclut une paix glorieuse. Aux termes de la convention de Koussour (18 février 1846) et des modifications postérieures, le royaume de Pendjab

fut conservé; cependant tout le territoire entre le Bedjah, l'Indus et l'Himalaya, y compris les provinces de Kachemire et de Hazara, fut cédé aux Anglais. Lord Hardinge a investi d'une partie de cette acquisition Goulab-Sing, en qualité de vizir, et il a laissé l'autre à son ancien possesseur. L'armée séikhe a été réduite à vingt mille hommes après remise aux Anglais de tous les canons employés contre eux et payement d'une indemnité de 12 millions et demi, fixée d'abord à 37 millions et demi.

Reste à savoir combien de temps ces États morcelés pourront se maintenir contre le voisinage européen.

Cependant la Russie, toujours repoussée avec tant de vigilance de l'Asie centrale, s'avance avec la Perse jusqu'à Hérat, occupant ainsi depuis la mer Caspienne jusqu'à l'Indus. Kosk est aussi sous son influence, ainsi que toute la Transoxiane. Ce pays obéit à Nasir-Oullah, qui, appuyé par la Russie et secondant ses desseins, s'est substitué aux petits princes et exerce une tyrannie farouche (1) sous le masque d'une profonde dissimulation, dont Burnes fut la dupe. Ainsi la Russie emploie la force ouverte pour arriver à ses fins; l'Angleterre ne s'occupe que de grossir ses recettes : ni l'une ni l'autre ne cherchent à civiliser. Mais le contact de ces deux colosses multiplie les éventualités de guerre. Ce sera peut-être dans ces contrées éloignées que se débattra la question de savoir laquelle de ces deux puissances, menaçantes pour l'Europe, devra finir par l'emporter.

Aujourd'hui l'empire indo-britannique s'étend à travers le 78° méridien de Greenwick, du cap Comorin au Bissahir, du 80° au 31° 30′ de latitude nord, sur un espace de huit cents lieues, et, de l'embouchure de l'Indus à celle du Bramapoutra, sur un territoire de sept cents lieues au moins, surface égale à celle de la moitié de l'Europe. Il a cent cinquante millions de sujets immédiats et quarante-sept millions de protégés, sans compter ses acquisitions isolées sur les côtes méridionales de l'Ava. L'armée anglaise qui y est employée se compose de deux cent quatre-vingt-sept mille hommes, dont cinquante mille Européens. Le revenu annuel, en 1840, 1841 et 1842, a produit 21,239,417 livres sterling; il s'est élevé à 22 millions lorsque le commerce de l'opium eut repris. La compagnie avait

(1) Il suffira de citer la *Khanah-kahva,* c'est-à-dire *Mange-vifs,* où les prisonniers sont dévorés par des puces de mouton, qu'on y conserve exprès.

en caisse, au moins de mai 1843, la somme de 8,532,067 livres sterling, et sa dette était de 35,703,776 livres, dont elle paye l'intérêt moyen à raison de 4 3/4 (1).

Ce fut encore à cause de l'Inde que l'Angleterre fut obligée de faire la guerre aux Chinois, ce peuple dont voici l'occasion de nous occuper.

Les agitations de l'Europe, au commencement de ce siècle, ne furent pas senties dans l'empire chinois. Les Européens en étant exclus, nous manquons de documents écrits sur les événements qui s'y sont passés. L'histoire officielle de chaque dynastie ne se publie que lorsqu'elle est éteinte, et l'on n'imprime pas celles qui sont l'ouvrage d'écrivains particuliers. Chine.

Kia-King eut à lutter contre des conjurations et contre des révoltes. Différant seulement de nos princes européens en ce que le fils du Ciel déclarait qu'il se sentait plus affligé du peu d'intérêt dont ses sujets avaient fait preuve dans son danger que des projets homicides des assassins, il promettait de ne plus mériter qu'il en fût ainsi. 1796-1820.

Il calma les conspirateurs avec de l'argent, qui a aussi une grande puissance en Chine, et continua de mener une vie voluptueuse et insouciante. Les pirates en profitèrent pour dévaster les côtes méridionales, en rançonnant les habitants et les bâtiments. Des sociétés secrètes se formèrent au dedans pour expulser les Tartares et recouvrer l'indépendance nationale, vœu éternel des lettrés, quoique le Tartare se soit plié aux usages du pays. La secte du Nénuphar, qui existait déjà sous Kiang-long et à laquelle les missionnaires furent souvent accusés d'appartenir, excita dans Schan-Toang un soulèvement qui s'étendit à trois provinces, et dont le chef s'intitula *triple empereur*, c'est-à-dire du ciel, de la terre et des hommes. La secte de Thian-li (raison céleste) assaillit l'empereur dans son palais même, et s'y maintint quelques jours. Celle de la Triade, où les autres sont venues se fondre et qui échappe aux recherches de la police la plus soupçonneuse, tend à repousser la domination étrangère; et c'est à elle qu'on impute les soulèvements partiels qui éclatent de temps à autre.

Le gouvernement en devint plus rigoureux. Toute réunion de

(1) La dette était le 20 avril 1839 de 30,231,162 livres sterling, payant 1,411,417 liv. ster. d'intérêt. Le revenu de cette année fut de 14,746,470; la dépense de 14,778,164 liv. ster. — En 1844 les importations de Calcutta furent évaluées à 162 millions; les exportations à 254 millions de livres.

cinq personnes fut défendue; on eut recours à des tortures atroces pour arracher des aveux; et, au commencement de 1816, dix mille deux cent soixante-dix individus condamnés à la peine capitale attendaient dans les prisons la vie ou la mort de la volonté de l'empereur.

Les lettrés ne cessent, il est vrai, de rappeler à l'empereur ses devoirs, surtout dans les grands désastres, comme à l'occasion d'une sécheresse qui désola le pays, d'un débordement
1818. du fleuve Jaune qui noya cent mille personnes, d'un ouragan qui dévasta Pékin et poussa la mer sur une grande longueur de côtes. Une voix s'éleva alors pour proposer de briser les idoles et toutes les images de la Divinité; mais le conseil suprême relégua le téméraire sur la frontière russe.

Kia-King s'est plaint, dans son testament, des malheurs qui ont signalé son règne : « Depuis l'instant où Kao-Sung me remit « le sceau impérial comme à son successeur, je continuai trois « ans à recevoir ses instructions sur le gouvernement. Je con- « sidérai que la conservation du royaume et de l'ordre social dé- « pend de ces quatre choses : respecter le ciel, imiter ses pré- « décesseurs, aimer le peuple et s'appliquer à l'administration.

« Étant monté sur le trône, j'agis toujours avec prudence; « je méditai sans cesse et avec un saint respect les graves de- « voirs qui m'étaient imposés; j'eus présent à la pensée que le « ciel n'élève les princes que dans l'intérêt du peuple, et qu'un « seul homme a mission de le nourrir et de l'instruire.

« Au commencement de mon règne, les rebelles étaient en « armes; je dus former les grands officiers, organiser et conduire « une puissante armée : m'étant appliqué à ces soins pendant « quatre années, je détruisis successivement les révoltés, et « depuis lors l'empire a joui du calme et de la tranquillité. Les « gens de la campagne se sont livrés joyeusement à leurs tra- « vaux, se sentant protégés par moi, qui dispensais des largesses « au peuple; et tout était paix et félicité..... Persuadé que les « mauvaises doctrines corrompent le peuple, je publiai des « ordonnances fréquentes et des instructions à ce sujet.....

« A cette heure, me sentant malade, selon l'usage de mes « vénérables ancêtres, j'ai nommé pour mon héritier mon fils, « qui, lorsque les rebelles assaillirent le palais, fit feu sur les « insurgés, et, en ayant tué deux, fit perdre courage aux au- « tres..... Il est bienfaisant, respectueux, prudent et rempli « de courage. Les devoirs du roi consistent à connaître les

« hommes et à procurer le repos au peuple; je les ai médités « longtemps, et je les ai trouvés très-difficiles. Mon fils réflé- « chissez-y bien : remplissez-les avec vigueur; donnez les em- « plois à des hommes sages et vertueux, aux cheveux blancs; « aimez et nourrissez ceux qui ont des cheveux noirs; et faites « que votre famille conserve sa splendeur pendant cent mille « fois dix mille ans. »

Tao-Kuang, son successeur, se montra très-hostile au chris- 1821.
tianisme, et son règne fut agité par plusieurs révolutions : la puissance des Miao-Séou se releva; et il arriva une fois que, dans l'espace de dix-huit mois, les dépenses excédèrent les revenus de 28 millions de taëls (210 millions de francs).

La dynastie tartare, attentive à empêcher l'empire de se dissoudre, devait voir d'un œil jaloux les compagnies européennes, qui, sous un titre commercial, sont de véritables puissances, ayant des armées, des possessions, des lois et des ambassadeurs.

Déjà lorsque, dans le siècle passé, les Népaulais conquirent le Thibet, le dalaï-lama avait eu recours à Kien-long, empereur de la Chine, qui, en effet, les chassa, et réunit le Thibet à ses États. Il passa même l'Himalaya, et entra dans le Népaul. Mais la compagnie anglaise, craignant un soulèvement dans l'Inde, dirigea son armée contre les Chinois, et les obligea de battre en retraite.

La mésintelligence s'augmenta encore lorsque lord Minto, 1808.
sous le prétexte d'empêcher que la marine française ne s'emparât de Macao, se jeta dans cette place : les Chinois furent forcés
de l'évacuer après une lutte. Les Anglais envahirent ensuite le 1814-1816.
Népaul, et successivement se substituèrent, dans l'Assam et dans l'Afghanistan, à ces Birmans que la Chine avait voulu conquérir en 1767; ils se trouvèrent ainsi limitrophes de la Tartarie chinoise. Vers 1820 ils colonisèrent Singhapour, dans le détroit de Malacca, et en la déclarant port franc ils y firent affluer bientôt les navires du monde entier; mais cette ville est encore à vingt degrés de la Chine.

Nous avons vu que les nations étrangères ne peuvent trafiquer avec la Chine que par mer, à l'exception de la Russie, qui communique avec ce pays par la Tartarie, et tient à Pékin un archimandrite et une légation. Canton était ouvert aux Européens, mais avec force restrictions : ils devaient ne point entrer dans la ville, se servir d'intermédiaires chinois, tenir les gros

bâtiments à douze milles, et se soumettre à la surveillance la plus minutieuse.

L'Angleterre s'en plaignit à plusieurs reprises : en 1816, elle envoya Macartney et Amherst, puis Napier en 1834, avec des propositions qui furent repoussées. Non pas que les Chinois aient de l'éloignement pour le commerce avec les Européens; ils en sont même les intermédiaires dans toutes ces mers, et ils sont établis par milliers dans la Malaisie, surtout à Java, à Singhapour, à Calcutta; mais ils ne trouvent dans les histoires anciennes et modernes que trop de motifs de se défier des Européens, qui ont massacré tant de fois les Chinois dans les Philippines et dans les Moluques et qui cherchent à s'étendre dès qu'ils y possèdent un pouce de terre.

Les Américains du nord font un commerce très-actif avec la Chine, sans toutefois soulever de plaintes, parce qu'ils n'ont en vue que l'intérêt privé. Les compagnies commerciales politiques des autres pays n'inspiraient guère de craintes en raison de leur faiblesse et de leur docilité à se soumettre à toutes les mesures prescrites. Mais il en était autrement de la compagnie anglaise, qui continuait à grandir. Quand les Anglais eurent conquis le Kaboul et l'Ammarapourah, les Chinois mirent des garnisons dans le Thibet, comme ils envoyèrent des vaisseaux pour défendre la Cochinchine après la conquête de l'empire birman. La Russie, très-attentive à empêcher l'Angleterre de prévaloir en Asie et surtout en Chine, excitait les craintes et l'irritation de l'empereur.

La Grande-Bretagne, qui tire des Indes orientales six millions et demi de livres sterling (162,500,000 fr.), aurait bientôt épuisé le pays si elle en tirait ces millions en or (1). Elle prélève cela en opium, les indigènes étant obligés à semer non du blé, mais des pavots, dont elle reçoit la graine en retour du froment qu'elle fournit. Cet opium est échangé en Chine contre du thé, que l'Angleterre vend en Europe moyennant de l'argent. De plus, 70 millions de coton et d'objets manufacturés dans l'Inde servent à payer d'autres produits de la Chine, et il reste encore 20 ou 25 millions en espèces. C'est ainsi une chaîne perpétuelle d'échange de blé, d'opium, de thé, d'argent, dont un anneau, s'il venait à se briser, entraînerait de grands dommages.

Mais l'opium ne sert qu'au vice, c'est-à-dire à enivrer les

(1) *Voy.* BIORNSTIERNA, *Sur l'empire britannique dans l'Inde.*

Chinois. L'empereur, qui se proclame le père de ses sujets, devait naturellement les prémunir contre le danger, et voir de mauvais œil les Anglais introduire malgré lui un poison dans ses États. Les Anglais, au contraire, attachaient une grande importance à continuer ce trafic, attendu que les deux monopoles du sel et de l'opium, comme le déclara lord Glenelg à la chambre des communes, rapportent au delà de 80 millions.

Bien que l'Angleterre eût à ménager un pays où elle faisait un commerce de 400 millions par an et qui lui fournissait ce thé qui est devenu indispensable à ses habitants, elle prétendit faire déroger la Chine à ses lois, à ses usages, et brava les autorités à l'aide de la contrebande. En 1838, elle introduisit en Chine quatre millions trois cent soixante-quinze mille livres d'opium, d'une valeur de 105 millions au moins, payée argent comptant. L'empereur ne pouvait que s'indigner de l'audace de ces barbares, qui venaient avec tant d'opiniâtreté violer ses frontières au mépris de ses lois, et encourager les vices de ses sujets : en conséquence il prohiba le commerce de l'opium, et envoya Lin à Canton en qualité de commissaire avec de pleins pouvoirs pour faire exécuter ses ordres. 1833. Juillet.

Les documents chinois émanés de l'autorité en cette occasion démontrent autant d'ignorance du caractère des Européens et de leurs usages que les Chinois en trouveraient chez nous sur leur compte s'ils prenaient la peine de lire nos livres.

Lin procéda avec vigueur : il fit faire des arrestations; il reprocha aux Européens les bienfaits qu'ils avaient reçus de la Chine et les violations dont ils les avaient payés; il menaça de soulever le peuple contre eux, et se fit livrer tout l'opium.

Elliot, qui commandait la marine britannique dans ces mers, avait déclaré le commerce de l'opium illégal, et annoncé que l'Angleterre ne le protégerait pas. En conséquence, il en fut détruit vingt mille deux cent quatre-vingt-trois caisses. Mais le gouvernement anglais déclara que l'honneur de la nation était engagé et, justice ou non, qu'il devait soutenir les négociants. Il désavoua donc Elliot, qui leur avait garanti, au nom du gouvernement britannique, la valeur de l'opium livré à Lin.

De là des collisions; tous les négociants anglais s'embarquèrent dans un moment où il ne se trouvait pas même un vaisseau de guerre pour les protéger. Au commencement de 1840 arriva la flotte anglaise, forte de trois vaisseaux de 74 canons, de

deux frégates de 44, de douze corvettes ou bricks et de quatre bateaux à vapeur. La supériorité de cette marine rendait le succès non douteux. Les bâtiments à vapeur et l'artillerie européenne écrasaient les lourdes jonques chinoises, et se moquaient des grosses batteries servies avec lenteur, ainsi que des murailles de porcelaine. Cependant si les Chinois tombaient par milliers, il en revenait par milliers, et ils résistaient par le nombre. Les négociations et les attaques se succédèrent jusqu'à l'année suivante. Pendant ce temps, les Anglais continuèrent la contrebande de l'opium, d'autant plus recherché qu'il était prohibé. Ils bloquèrent le fleuve de Canton, prirent l'île de Chusan, et pénétrèrent à peu de distance de la capitale. Mais l'astuce diplomatique des mandarins suppléa à leur inexpérience militaire. Les succès furent balancés par des revers, jusqu'au moment où l'Angleterre, voyant son honneur compromis vis-à-vis de barbares dont on se raillait, sentit la nécessité de se porter au cœur de l'empire.

1841. Août. Henri Pottinger remplaça avec de pleins pouvoirs Elliot, qui fut rappelé ; et il occupa, sans perdre plus de vingt hommes, 1842. Juillet. trois grandes villes de la côte, ainsi que le canal impérial, en remontant la rivière Bleue. Les Chinois se défendirent avec une valeur inattendue; ils étranglèrent dans les villes prises leurs femmes et leurs enfants, et remplirent les puits de leurs cadavres. Lorsque vint à cesser l'autorité dirigeante, une population tenue continuellement dans l'enfance se livra à des excès. Des provinces qui depuis des siècles jouissaient d'une paix profonde se trouvèrent en proie à une guerre faite à outrance, et par des ennemis entièrement inconnus.

1842. 29 août. L'empire cessa de se croire invincible, et se décida enfin à traiter de la paix. Elle fut conclue aux conditions suivantes : La Chine eut à payer 21 millions de dollars; elle dut ouvrir à tous les Européens les ports de Canton, d'Amoy, de Fo-tchou-fou, de Ningpou, de Sing-haï; céder à l'Angleterre l'île de Hong-Kong, et donner une amnistie à ses sujets. Quant à l'opium, il n'en fut pas dit un mot.

Le commerce ainsi ouvert avec trois cent millions d'habitants, on crut pouvoir en un moment verser dans le pays l'excédant des manufactures de Bristol et de Liverpool; mais un peuple dont les habitudes sont si tenaces n'adopte pas, du jour au lendemain, les modes de Londres et de Paris; et il ne change pas ses étoffes de soie pour du coton. Quoi qu'il en soit, cette guerre

de l'opium, hideuse dans son principe, a eu pour résultat d'affranchir des défenses qui leur fermaient le Céleste Empire tous les bâtiments des nations européennes. Voilà l'Angleterre maîtresse d'une île en face de la Chine, comme elle l'était, il y a cent ans, d'une forteresse sur la lisière de l'Inde. Qui peut prévoir les événements qui sont réservés à l'Orient?

Dans les quatre premiers mois de 1844, la compagnie a expédié en Chine huit mille cent quatre-vingt-dix caisses d'opium pour une valeur de 26,252,000 francs; ce qui fait que le produit de l'année se sera élevé à environ 78 millions (1). L'empereur a eu recours aux exhortations, aux défenses, aux traités contre une habitude meurtrière. Pottinger lui conseillait d'autoriser le commerce de l'opium, et en le soumettant à un droit raisonnable, de procurer à ses finances d'abondantes ressources. Mais, au lieu d'adopter ce parti, profitable et contraire à l'honnêteté, l'empereur proposa à la compagnie, si elle voulait renoncer à cultiver l'opium, de l'en dédommager en lui allouant 37 millions et demi par an. C'était une proposition absurde, mais de quel côté se trouvaient la noblesse et la moralité (2)?

CHAPITRE XXX.

AFFAIRES D'ORIENT.

Le sort de la Grèce restait encore en suspens (3), quoique, depuis la bataille de Navarin, la diplomatie eût perdu l'espé-

(1) Pendant la guerre de la Chine, on publia à Calcutta le bilan suivant du commerce de Bengale :

Années.	Importations. Liv. sterl.	Exportations. Liv. sterl.
1835-1836	73,956,000	131,783,892
1836-1837	93,164,000	167,093,522
1837-1838	101,748,760	162,616,887
1838-1839	103,514,375	162,002,012
1839-1840	111,747,952	176,015,297
1840-1841	146,698,177	209,223,245

(2) La France a fait aussi un traité de commerce avec la Chine le 24 octobre 1845.

Au moment où nous revoyons ces feuilles (juillet 1847), une nouvelle guerre paraît menaçante entre la Chine et l'Angleterre, qui nourrit évidemment l'intention de s'établir dans cette contrée.

(3) Voyez tome XVIII.

rance de rajuster les chaînes musulmanes à ce peuple baptisé. Après la mort d'Alexandre, qui, par condescendance pour ses alliés, avait abandonné les Grecs, dont il avait provoqué l'insurrection, Nicolas les soutint en vue de les soumettre à un protectorat semblable à celui qu'il exerçait sur les principautés du Danube. L'Angleterre se souciait peu de voir se constituer cette nation nouvelle, qui pourrait un jour rivaliser avec elle. Cependant, entraînés par l'opinion et craignant que l'entreprise ne réussît sans eux, les Anglais lui tendirent la main, mais sous la condition que le nouvel État fût assez faible pour se voir obligé de rechercher son appui. La France, amie désintéressée, soit par caractère, soit qu'elle ne fût dirigée par aucune espérance immédiate, voulait en faire une puissance indépendante, qui n'eût à subir la tutelle officieuse de personne.

Le président Capo d'Istria, habile administrateur, fit cesser la piraterie, organisa les Rouméliotes et propagea l'instruction publique : mais les patriotes le considéraient toujours comme le prête-nom de la Russie et ambitionnant, d'accord avec cette puissance et avec la Porte, de se faire le chef du Péloponèse. De son côté, il mécontentait les anciens chefs, qui, après avoir versé généreusement leur sang, en étaient récompensés par la prison ou par l'exil. La révolution de juillet vint
1830. encore enflammer toutes ces haines, *l'Aurore*, puis *l'Apollon*, journaux très-hostiles au président, furent supprimés. Quelques-uns des mécontents s'étant réfugiés à Hydra pour fuir la persécution, y arborèrent le drapeau de la guerre civile. Constantin et
1831. George Mauromicali, frère et fils de Pierre, détenu alors en prison, se jetèrent dans l'église sur le président, et l'égorgèrent. Constantin fut tué sur la place, et George périt sur l'échafaud.

La Grèce s'applaudit d'être délivrée de celui qu'elle avait regardé si longtemps comme son libérateur : elle lui donna néanmoins pour successeur son frère Augustin, qui déclara criminel d'État le général Coletti et les autres chefs opposés à la Russie. Pendant ce temps, la conférence de Londres, qui statuait sur le sort des peuples sans les entendre, appelait au trône
1833. Février. de la Grèce le prince Othon, fils du roi de Bavière, qui arriva dans le pays avec une flotte, de l'argent et des conseils étrangers.

Royaume de Grèce. C'est ainsi que se trouva constitué en Europe un État nouveau, simulacre de royaume, que la diplomatie substituait à l'espérance d'un empire grec ressuscité. Il a cela de particulier que

le royaume porte le même nom que l'Église, quoique les Grecs ne veuillent pas rester dépendants du patriarche grec, pour écarter tout péril de suprématie russe.

Pourvu de bonnes fortifications et d'une excellente marine, le pays compte douze millions d'acres, dont un neuvième appartient aux particuliers et le reste à l'État, qui a succédé aux anciens maîtres. Les propriétaires eux-mêmes sont presque des fermiers; car ils ont à payer une dîme en nature, dont la perception est vexatoire et pénible. Les terres ayant cessé longtemps d'être cultivées et les anciens aqueducs étant détruits, les marécages et les landes se sont multipliés; on dirait que la nature elle-même a changé. Le Céphise, qui arrêta l'armée de Xerxès, suffit à peine aujourd'hui à l'arrosement des jardins; c'est à peine si l'Inachus et l'Ilissus reparaissent à la saison pluvieuse dans leur lit desséché. Des bois du mont Lycabettus, où se cachaient les ours, il ne reste plus que quelques arbustes; la négligence ottomane et le découragement de la servitude ont laissé dépouiller d'arbres l'Hymette, le Pentélique, le Parnasse; la terre végétale est descendue dans la plaine; qui en s'exhaussant a enseveli les édifices antiques. Dans la Morée, on compte à peine soixante-dix-sept hommes par mille carré, vingt-six sur le continent, trente-cinq dans les îles.

Cependant la Grèce est en progrès comme pays nouveau; et lorsqu'en 1836 elle n'avait pas plus de sept cent cinquante et un mille soixante-dix-sept habitants, elle en comptait huit cent cinquante-six mille quatre cent soixante-dix en 1840. Les oliviers et les mûriers y croissent spontanément; le coton y est très-abondant. Au lieu de bâtir une capitale nouvelle et dans les conditions convenables, par respect pour les souvenirs historiques, on fit choix d'Athènes, ville aride, malsaine et où de misérables constructions modernes contrastent avec l'ancienne magnificence; elle renferme aujourd'hui vingt-six mille habitants, et tout y est à très-bon marché. Le territoire est divisé en communes de trois classes, selon qu'elles ont dix mille, deux mille ou deux cents âmes; tout homme âgé de vingt-cinq ans est électeur; les communes répondent des violences et des vols commis dans leur juridiction, mesure nécessaire pour contenir une population habituée aux coups de main. Un tiers des habitants vit du commerce, mais sur une petite échelle; les gros négociants ont des maisons au dehors. Les affaires les plus importantes se font avec Trieste; mais jusqu'à présent les capi-

taux sont rares ; et il faut attendre que de nouvelles voies se soient ouvertes. Une banque nationale a été fondée en 1841 ; la mer, la fertilité du sol, une activité extrême sont pour le pays une garantie assurée de prospérité.

La renaissance des études avait devancé en Grèce la révolution. L'idiome grec avait cessé d'être employé dans la littérature ; Foscolo et Mustoxidi se servirent de l'italien. Il faut citer avec reconnaissance Coray (1), médecin de Smyrne, qui traduisit d'abord Beccaria en grec moderne, puis s'associa avec les frères Zozimos pour composer une *Bibliothèque grecque* et des dictionnaires. Greco Ducas voulait que l'on fît revivre l'ancienne langue, prétention aussi déraisonnable que de vouloir ramener les Italiens au latin. Catarsdy prit parti pour l'idiome populaire, et d'heureuses tentatives, telles que les poésies lyriques de Christopoulos, le mirent en faveur. Coray, tenant le milieu entre le purisme des érudits et l'instinct populaire, voulait purger la langue parlée des locutions étrangères partout où l'on pouvait y suppléer par des formes anciennes correspondantes. C'était une base arbitraire, et on en abusa, comme il arrive toujours. Il en résulta des ouvrages qui ne furent ni compris du vulgaire ni approuvés des érudits ; et Rigo se moqua, dans une comédie, du *nouveau jargon des doctes*. Mais le gouvernement parlementaire donnera à la langue de la netteté et de la vie, et la question se trouvera décidée par le fait.

Rien de plus beau que le spectacle d'un peuple qui se régénère ? mais la liberté ne naît pas sur un lit de roses. La discorde, qui semble dans la nature de cette nation, ne tarda pas à diviser les Grecs, et cela pour cause de religion. Les emprunts, contractés pendant la guerre ou lors de l'arrivée du roi, pèsent lourdement sur le pays ; et les puissances qui s'en sont portées garantes s'en font un prétexte pour s'immiscer dans le gouvernement. La forme d'abord en fut absolue, et l'on donna au roi enfant un conseil de régence ; l'administration fut entièrement dans les mains des Bavarois. Il en était venu quatre mille avec le roi ; d'autres étaient accourus pour faire fortune et occuper les grandes charges, que le pays rétribuait chèrement. Armansperg, tuteur d'Othon, appuyé par les puissances, voulait maintenir l'absolutisme ; de sorte que les anciens patriotes, exclus non-seulement du commandement, mais encore de la repré-

(1) Tome VI.

sentation, dont ils avaient joui pendant l'insurrection, subissaient en frémissant la domination d'étrangers. Le roi, ayant congédié Armansperg et pris en main le gouvernement, fit beaucoup de choses dans l'intérêt du pays ; mais cette administration imposée et despotique continuait d'être odieuse. Le moment étant venu où les troupes bavaroises devaient quitter la Grèce, les idées qui fermentaient dans le pays se produisirent au grand jour ; et en dehors de toute influence étrangère, par l'énergie du sentiment national, le roi fut amené à accepter une constitution fondée sur la séparation des pouvoirs, avec les garanties ordinaires. Le seul point à y noter est l'obligation, pour les rois à venir, de professer la religion nationale. 1844. Septembre.

Ainsi la Grèce recouvrait toutes les libertés qui lui avaient été enlevées, avec les assemblées délibérantes, pour lesquelles et à l'aide desquelles elle avait combattu. L'esprit de nationalité y fut même poussé si loin qu'après avoir déclaré dans la première assemblée révolutionnaire que tous ceux qui croient en Jésus-Christ et parlent la langue grecque sont Grecs on en vint à exclure plus tard des fonctions publiques tous ceux qui n'étaient pas nés dans les limites du royaume actuel *(hétérochthones)*. Coletti, principal auteur de la révolution et représentant du parti français en face de Maurocordato, chef du parti anglais, s'opposa vainement à cet *autochthonisme ;* c'était une réaction non-seulement contre les Bavarois, mais encore contre les riches, et surtout contre les Phanariotes, accourus pour recueillir les fruits sans avoir concouru au labeur.

Les princes de l'Europe reconnurent la nouvelle constitution, à la condition que ce royaume renoncerait à s'étendre ; car ils comprenaient trop que toute la Grèce et l'Asie Mineure ont les regards tournés vers un pays auquel ils seront un jour réunis, bon gré, mal gré. Mais, de ce moment, tous ceux qui s'y étaient réfugiés se trouvèrent dans la plus triste position, et durent songer à abandonner leur nouvelle patrie. Les émigrés d'Ipsara s'éloignèrent ; il en fut ainsi des réfugiés de la Crète (Candie), île qui ne cesse de s'agiter et dont les troubles sont un motif d'espoir pour l'Angleterre, qui convoite les belles rades de la Suda et de la Canée.

Valachie.

Les Russes ayant reconnu, dès le siècle précédent, qu'ils ne pourraient rien contre la Turquie sans la Valachie, s'attachèrent à favoriser les mouvements de ce pays, où ils entrèrent en 1827 comme libérateurs. Le traité d'Andrinople, qui cons-

titua la Moldavie et la Valachie, confirma tout ce qui y avait été fait par les Russes, et soumit ces provinces à un tribut annuel de trois millions de piastres envers la Porte. Il fut établi des constitutions distinctes pour ces deux pays avec approbation de la Russie. Le principe représentatif y domine à ce point que le chef de l'État lui-même y est élu par une assemblée composée de cinquante boyards de première classe et de soixante-dix de la seconde, des évêques, de trente-six députés des districts et de vingt-cinq délégués des corporations de la capitale. Il partage le pouvoir avec l'assemblée nationale, qui se compose d'un métropolitain, président, de trois évêques, de vingt-cinq boyards, de dix-huit députés des districts; elle n'a point à s'occuper d'affaires politiques, que les deux puissances se sont réservées. Elle a proclamé l'abolition de la servitude, et déclaré que tout individu pourrait acheter des terres et devenir noble; mais il faut du temps pour que le peuple s'y habitue. Le général russe Kisselef, qui avait été longtemps président, donna pour prince au pays Démétrius Ghika; mais ces provinces, travaillées par l'influence étrangère, sont le théâtre de fréquentes révolutions.

Servie. On compte dans la Servie douze mille mahométans disséminés au milieu de neuf cent mille chrétiens, gens pieux, dévoués aux prêtres et qui espèrent le rétablissement de leur religion; Ils sont très-vifs dans leurs affections, pleins de respect pour les femmes, qui effrayées de la brutalité des Turcs excitèrent le courage de leurs compatriotes lors de la révolution. Commencée dans les premières années du siècle par George le Noir, elle fut accomplie par Milosch, que la Porte reconnut en qualité de prince indépendant en 1833, en se réservant la citadelle de Belgrade. Le premier signe de régénération fut de rendre aux prêtres les registres de l'état civil; car auparavant il n'était pris acte ni des naissances, ni des mariages, ni des décès. Milosch s'occupa de faire établir des fabriques, des ponts, des hôpitaux, des quarantaines, des postes, un lycée, une imprimerie, des écoles pour apprendre la langue nationale, des prisons pénitentiaires: peut-être même marcha-t-il dans cette voie avec trop de rapidité. Mais sa férocité fit éclater une révolution, qui lui
1840. substitua son fils Michel, repoussa l'influence russe (1) et les employés étrangers, croyant développer ainsi la nationalité.

(1) LÉOPOLD RANKE, *Die Serbische Revolution aus serbischen Papieren und Mittheilungen*; Berlin, 1844.

Aujourd'hui le pays profite des franchises qu'il a acquises; et il y a déjà à Belgrade des journaux, une académie, et un code y a été promulgué récemment (1844). La prépondérance russe va se fortifiant toujours en Moldavie.

Voilà donc des tribunes de politique libérale et d'émancipation chrétienne élevées aux portes de la Turquie.

Les anciens oppresseurs des Grecs et des Slaves ont suivi une carrière différente. Ceux même qui exaltent Mahmoud comme réformateur, doivent désapprouver non-seulement le temps qu'il choisit, mais encore la manière dont il s'y prit; car il faisait consister avant tout sa réforme à remplir le sérail de femmes grecques et à s'enivrer tous les jours. D'une volonté ferme, faible d'esprit, point guerrier, comme doivent l'être les réformateurs, il dénatura son empire. Mahmoud.

Il établit des imprimeries, des papeteries, une gazette; abattit sans songer au lendemain; et il se trouva qu'après avoir sapé l'ancien édifice il n'en avait point élevé un nouveau. Il continua ses réformes après la paix d'Andrinople; il institua de nouvelles milices régulières et une décoration; il renonça à l'isolement séculaire de la Turquie en envoyant des ambassadeurs résidents près des puissances étrangères; il voulut qu'on vénérât son effigie comme celle des autres rois de l'Europe; il fit construire un bateau à vapeur, introduisit des mesures de précaution contre la peste, institua une commission pour les affaires concernant le commerce et l'industrie et une autre pour s'occuper de la révision du code. Il laissa ouvrir à Péra un théâtre et un cabinet de lecture. Mahmoud s'occupa même de belles-lettres; mais plus il crut faire pour elles, et plus elles déclinèrent; car la manière européenne s'y introduisit comme dans tout le reste. Les calligraphes turcs ont perdu leur habileté vantée depuis que l'on fait usage de la presse; les poëtes croient avoir bien mérité de la patrie et de l'avenir lorsqu'ils ont composé des chronogrammes, c'est-à-dire des sentences exprimant quelques faits historiques, dont ils indiquent la date à l'aide de certains signes alphabétiques. Mir-Alemsade, fils du porte-étendard, composa mille strophes historiques aussi exactes quant aux chiffres que pauvres de pensées. Au milieu de tant d'écoles, de tant de lettrés, Constantinople n'a pas un beau nom à citer; les ulémas, hiérarchie scientifique, unique symbole ottoman de l'intelligence, restent cramponnés au passé. Il s'imprime des journaux, mais ils ne sont lus que par quelques Francs; les livres ne se

répandent pas : l'histoire est commandée, mais on ignore les investigations historiques et la liberté qui en est l'essence; l'almanach impérial est consacré entièrement à l'astrologie et à la distinction des jours propices ou climatériques.

Les musulmans sont habitués dès l'enfance à apprendre par cœur des sentences qu'ils ne comprennent pas, ce qui paralyse leur intelligence au moment où elle commence à se développer. Dans les colléges (*madrassahs*) de Boukhara, dont l'université, type de toutes les universités musulmanes, peut donner la mesure de la haute instruction chez les sectateurs de l'islamisme, on compte, chaque année, neuf à dix mille étudiants de l'Arabie, de l'Afghanistan, de la Turquie, de l'Afrique, de l'Inde. Chaque collége a un nombre fixé d'étudiants, sous un ou deux professeurs. Chaque étudiant achète de quelque autre, en arrivant, la place qu'il occupait dans le madrassah, où il peut rester toute sa vie, pourvu qu'il ne se marie pas. Ils se préparent aux leçons des maîtres par la lecture et des discussions sous les portiques. Les ouvrages classiques sont au nombre de cent trente-sept : le professeur fait lire d'abord par un bachelier quelques sentences ou un chapitre de l'un d'eux sur le thème proposé; il invite les élèves à discuter les opinions entendues, et il critique, corrige, et finit par donner sa propre décision. Les sciences enseignées sont le droit et la théologie, la langue et la littérature arabes, la sagesse, c'est-à-dire la logique, l'éthique et la métaphysique; mais tout se réduit aux éléments et aux définitions. Voilà cependant l'unique source de la théologie musulmane d'aujourd'hui et du peu de littérature et de philosophie cultivée dans l'empire. Les Persans ont, comme schyytes, leur université particulière. Tout se borne à des questions de théologie casuiste, qui, funestes au bon sens, ne sont bonnes qu'à faire des sophistes, des fanatiques, des obstinés (1). Les gens d'étude reviennent toujours aux classiques, non pour puiser des idées nouvelles, mais pour les surcharger de notes, d'appendices, de scolies et de commentaires.

Les réformes ne devaient donc avoir d'autre résultat en Turquie que de faire perdre aux musulmans leurs qualités originales sans leur en procurer d'autres. On parlait aux femmes d'émancipation; mais les harems ne s'ouvraient pas, et ce qu'on leur

(1) *Voyez* Kharikof, *Boukhara, son émir et son peuple* (russe); Pétersbourg, 1844.

donna de liberté n'était propre qu'à amener du scandale et à augmenter la corruption. Les musulmans ne pouvaient donc voir dans Mahmoud qu'un renégat; et les cadavres flottant sur le Bosphore annonçaient à la fois et le mécontentement et le châtiment. Un derviche, vénéré comme saint, se présenta au padischah, et s'écria : *Infidèle, n'es-tu pas rassasié d'abominations? Tu rendras compte devant Allah de ton impiété. Tu détruis les institutions de nos pères, tu ruines l'islam, tu attires la vengeance du prophète sur toi et sur nous. Dieu me commande de te déclarer la vérité, et il m'a promis la couronne du martyre.* Il ne manqua pas de l'obtenir en effet, et l'on vit son cadavre entouré d'une lumière éthérée.

Sur la fin de sa vie, Mahmoud décréta aussi la tolérance envers les chrétiens, autorisant l'archevêque Maxime Mazlum à gouverner les catholiques des provinces d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem et à exercer librement les fonctions spirituelles. Il défendit à tout musulman de dire aux catholiques : *Pourquoi lisez-vous les saintes Écritures? Pourquoi allumez-vous des cierges? Pourquoi avez-vous des chaires, des images? Pourquoi brûlez-vous de l'encens, exposez-vous des croix?* sans toutefois qu'ils pussent le faire dans des lieux publics. Ils furent admis comme témoins, et ne durent être contraints pour aucun motif à se faire musulmans. Il fut permis à l'archevêque de porter son costume distinctif, ainsi que la croix; d'avoir des mulets et des chevaux; et chacun fut tenu de respecter ses décisions en fait de religion et de discipline.

Mahmoud laissa un royaume affaibli à son fils Abdoul-Medjid, qui lui succéda tout jeune et se trouva environné de dangers extérieurs. Le hatti-schérif (1) de Gulhané, qu'il publia aussitôt, fut pris pour une constitution par ceux qui croient possible de régénérer un peuple avec une charte. Le nouveau sultan réformait l'administration, en garantissant à ses sujets la vie, les biens et l'honneur, en promettant de répartir et de percevoir régulièrement les impôts et de procéder de même pour la levée des soldats. Cet acte ordonnait en outre la publicité des jugements rendus selon la loi divine d'après une sentence régulière, et défendait de faire mourir personne en secret.

1839. 1er juillet. Hatti-schérif de Gulhané. 3 novembre.

(1) Le *fetwa* est une décision religieuse ou juridique émanée du mufti, ou du ministre de la loi; le *firman* est une décision politique et administrative émanée du divan suprême. Le *katti-schérif* ou *hatti-schérif* est un acte de la volonté personnelle du souverain signé le plus souvent de sa main.

Il voulait que les biens fussent possédés paisiblement et transmis aux héritiers, même ceux des condamnés. Ces dispositions étaient communes à tous les sujets de l'empire, de quelque religion qu'ils fussent. Enfin le jeune sultan promettait des codes et des lois sur toutes les matières. En y regardant bien, peut-être trouvera-t-on que ce fut là un acte imprudent; car il diminua l'autorité des magistrats sans accroître la sécurité des sujets. Il confessa qu'il existait de graves désordres avec la volonté d'y remédier, mais en même temps l'impuissance d'y réussir. Il enleva aux Turcs les priviléges de la conquête sans leur réconcilier pour cela les raïas. C'est une œuvre qui ne peut s'accomplir que bien lentement, et seulement peut-être par la ruine de l'un des deux peuples.

Méhémet-Ali. Cependant les regards des croyants se tournaient d'un autre côté, et l'espoir d'une régénération musulmane s'appuyait sur Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte. Nous avons déjà parlé de ses agrandissements (1), et dit comment il avait songé à relever l'Égypte. Mais lui non plus n'avait pas eu recours aux éléments nationaux; il avait agi en maître absolu, et transplanté sur les bords du Nil la civilisation européenne. Il lui fallait pour parvenir à son but n'avoir à redouter ni la violence au dehors ni la désobéissance au dedans; mais, en vrai Turc, il ne connaissait d'autre moyen que la force, et pour se la procurer l'argent.

Égypte. L'Égypte est placée dans telles conditions naturelles que la propriété y a toujours été réglée par des systèmes particuliers. La commission historique française et après elle Sylvestre de Sacy en étudièrent la nature, mais sans l'éclaircir peut-être assez, parce qu'ils ne la distinguèrent pas selon les classes.

Quand l'Arabe Amrou conquit l'Égypte peu de temps après la venue de Mahomet, les droits acquis précédemment y furent maintenus, et les premières transmissions de propriété se firent moyennant une rétribution au prince, usage qui continua sous les califes et les mamelouks. Sélim Ier, sultan ottoman, voulant abaisser les nobles, décréta que les terres déjà concédées par les princes appartiendraient au souverain : en conséquence, les possesseurs (*moultezim*) ne furent plus que des usufruitiers, à la mort desquels les terres faisaient retour au fisc; mais les

(1) Tome XVIII.

héritiers les rachetaient d'ordinaire à un prix fixé arbitrairement. L'usufruitier ne pouvait vendre son domaine s'il était accablé de dettes; le fonds retournait au fisc, qui en investissait un autre. Soliman II, en confirmant toutes ces dispositions, confia l'administration à un *defterdar*, qui tenait registre de toutes les terres, sous l'inspection d'un pacha siégeant au Caire, qui donnait un firman provisoire au nouvel investi pour les propriétés du fisc. C'étaient des institutions appropriées au pays et qui, par ce motif, ne changèrent pas. Les terres qui appartiennent immédiatement au gouvernement sont cultivées par des fellahs, auxquels il fournit les instruments et le bétail, en les payant à la journée; ce sont les terres où la culture est la meilleure grâce à la vigilance du *maimour* de chaque canton, qui en prescrit le mode de culture. Après la récolte, ce qui n'est pas destiné à la consommation est livré au gouvernement à des prix fixes, et transporté par les fellahs dans les magasins établis dans chaque canton. On laisse le cultivateur disposer des céréales moyennant une rente. Les villages avaient beaucoup de terres provenant des fellahs morts sans héritiers, et de ceux qui, inhabiles à les cultiver, les cédaient pour de l'argent. D'autres étaient affectées à des établissements publics et à des mosquées. Le propriétaire n'était pas assuré de conserver sa terre si elle était convoitée par un homme puissant.

Rien ne fut changé dans l'administration des terres, confiée de temps immémorial aux Cophtes, parce que tout changement aurait porté dommage à leur intérêt et à leur réputation. Les Cophtes remplissaient aussi les fonctions de géomètres et de notaires; mais, sur la fin du règne des mamelouks, leurs écoles furent fermées, et il fut défendu d'enseigner leur langue.

Quand Bonaparte parut en Égypte, les biens des émigrés furent confisqués; mais il respecta ceux des habitants inoffensifs; les impôts vexatoires furent abolis, et les biens passèrent aux héritiers moyennant un droit d'enregistrement.

Sous Méhémet-Ali, à mesure que les mamelouks s'éteignaient, leurs propriétés revenaient au prince, qui accorda des pensions aux moultezims survivants. Plus tard il fit rentrer au fisc les propriétés des mosquées et des établissements publics; il n'eut besoin pour cela que de les contraindre à produire les documents authentiques qui prouvaient la propriété. Il renouvela ainsi l'opération de l'Hébreu Joseph, se faisant l'unique propriétaire du sol, et ne laissant posséder à titre particulier que les

maisons. Cependant il concéda à des particuliers certaines terres en friche, à la charge de les mettre en culture, avec exemption d'impôts pour un temps déterminé et moyennant redevance. Il substitua à l'ancien mode la culture en grand, la plus convenable pour les inondations; il multiplia les canaux, appela des agriculteurs et des jardiniers d'Europe. La garance, le coton, l'indigo, l'opium, le riz, le maïs, le froment, les mûriers, les meilleurs fruits prospérèrent sur un sol si fertile, et les manufactures se multiplièrent.

Mais le peuple y gagna-t-il quelque chose? Non : ce fut un monopole tout au profit du vice-roi, qui revendit au fellah toutes les choses nécessaires à la vie et au prix qu'il voulut. En même temps il répandait l'instruction, fondait des écoles et des académies, mais toujours sous la direction de Francs, et seulement dans l'intention d'améliorer son armée. Les soldats albanais, auteurs de son élévation, qui se montraient indociles à la discipline, furent comprimés par les moyens habituels; et le colonel français Sève forma ses troupes aux manœuvres européennes. Il porta ses troupes de ligne à cent trente mille hommes; et, en y joignant les Bédouins irréguliers, les ouvriers des ports, la milice, les élèves des écoles militaires, il en eut jusqu'à deux cent soixante mille. Marseille et Livourne fournirent à Méhémet-Ali les premiers bâtiments dont il se servit contre la Grèce. Lorsque Ibrahim eut évacué la Morée, son père l'accueillit après sa défaite avec une résignation toute musulmane, et le traita presque en triomphateur; puis, s'appliquant à réparer ses pertes, il se procura, avec l'aide d'officiers francs, une cavalerie, une flotte et un corps d'artillerie. On vit s'élever dès 1834 sur la péninsule d'Alexandrie, déserte en 1828, un arsenal vaste et bien organisé, d'où sortirent dix vaisseaux de ligne de cent canons, indépendamment des bâtiments d'un rang inférieur, quoique le pays ne fournît ni fer, ni bois, ni cuivre, ni officiers, ni ouvriers.

Aujourd'hui l'Égypte possède tous les établissements des pays civilisés, jusqu'aux télégraphes, ce qui est un grand argument contre ceux qui mesurent la civilisation d'après les chiffres statistiques et d'après les institutions du gouvernement. Méhémet-Ali ne s'est servi des ressources de l'Europe que pour organiser le despotisme asiatique; et l'on ne saurait trouver une pire condamnation de la civilisation musulmane que l'essai tenté par Mahmoud et par Méhémet; tout y est matériel, fictif, superficiel,

infructueux. Liberté de pensée, dignité, légalité, humanité, égale répartition, tout ce qui, en un mot, fait la gloire des pays chrétiens ou est l'objet de leurs vœux est ignoré en Égypte comme en Turquie : le peuple, de bien peu supérieur aux bêtes de somme achetées pour le service, ne travaille que pour un maître : la conscription est une chasse d'hommes; l'administration, une hiérarchie d'oppressions; le bâton, la règle générale et le châtiment universel, quand il ne s'agit pas de la tête. Les habitants sont solidaires de l'impôt l'un pour l'autre. Si le paresseux ne paye pas, le vice-roi tombe sur le sujet laborieux; il tombe sur la bourgade entière, afin que son fisc ne se trouve pas en déficit. Ajoutez à cela qu'il paye annuellement trois millions de pensions à des femmes sorties de son harem, mariées à des personnages du premier rang, aux grands dignitaires de l'État.

Les revenus du trésor s'accrurent ainsi jusqu'au sextuple; mais la population diminua d'un tiers, et cette population est misérable, ignorante, sans jouissances comme sans pensées et sans dignité. Il y a des fabriques d'armes, et point d'hôpitaux; des écoles de génie, et point d'écoles pour apprendre à lire; des palais éclairés au gaz, et point de réverbères dans les rues. Les premiers venus que l'on peut saisir sont enrôlés de force pour creuser un canal ou élever un fort; et ils travaillent des mois entiers sans salaire, quelquefois même sans nourriture.

Là où le peuple ne meurt pas il s'enfuit; et le pacha d'Acre ayant refusé de rendre six mille fellahs qui s'étaient réfugiés chez lui, il en résulta une guerre qui faillit envelopper l'Europe entière.

La Syrie est circonscrite au nord par la chaîne du Taurus, à l'est par l'Euphrate et par le désert, au sud par les montagnes de la Palestine et par l'isthme de Suez, à l'ouest par la Méditerranée. Le Taurus présente une barrière insurmontable vers l'Asie Mineure, et l'unique gorge (Colek-Boyaz) qu'on y trouve est défendue par des fortifications qui jamais n'ont été forcées. Le Liban s'élève à 7,900 pieds, et entre lui et l'Anti-Liban s'étend le plateau de Baka (Célé-Syrie), dont la hauteur est de 5,000 pieds au-dessus de la mer. C'est un pays de la plus admirable fertilité en fruits de l'Asie et de l'Europe : on y récolte jusqu'à dix-huit et vingt-quatre semences; il produit des vins renommés, une soie fine, du sésame, des olives, de Syrie.

la garance, de la laine, et il est en outre extrêmement bien situé pour le commerce.

La Syrie se trouve tellement liée à l'Égypte par son origine, par sa langue, par son histoire que celui qui possède l'une doit aussi posséder l'autre. Méhémet-Ali comprit de bonne heure le parti qu'il tirerait de ce pays, pourvu des ports et des forêts dont le sien manque et qui lui ouvrirait une route du côté de la Turquie. Il commença par s'assurer l'amitié d'Abdallah, pacha d'Acre, et de l'émir Beschir, seigneur du Liban, en leur obtenant le pardon de la Porte pour leur rébellion. Mais comme Abdallah empêchait qu'on exportât du Liban des bois pour la flotte égyptienne, qu'en outre il favorisait la contrebande et qu'il accueillait des fugitifs égyptiens, Méhémet envahit la Syrie. Le choléra, qui moissonna des milliers d'hommes dans l'Arabie
1832. 27 mai. et l'Égypte, désorganisa l'armée et retarda l'expédition; mais elle fut reprise : Ibrahim attaqua Saint-Jean d'Acre et s'en empara, bien que la résistance de cette ville aux armes de Bonaparte lui eût valu la réputation d'inexpugnable.

Une telle victoire ouvrit les yeux au Grand Seigneur, qui réunit aussitôt des troupes pour réduire un vassal devenu si menaçant. Ainsi deux armées turques, disciplinées à l'européenne, se trouvèrent en présence. Après la bataille de Konieh, rien n'empêchait plus les Égyptiens vainqueurs de marcher sur Constantinople, où la haine des réformes de Mahmoud faisait désirer Méhémet, comme le représentant de l'orthodoxie musulmane. Mais alors une flotte russe parut dans le Bosphore pour soutenir le Grand Seigneur; puis les Français et les Au-
1833. 14 mai. trichiens l'amenèrent à conclure la paix de Koutayeh, par laquelle il accorda le pachalik de Syrie au vice-roi d'Égypte, qui se reconnut vassal de la Porte.

C'était consacrer l'agrandissement de l'Égypte au détriment de la Turquie : toutes deux s'épiaient d'un œil soupçonneux et avide, la main sur le cimeterre. Les deux pays eurent à subir de nouveaux sacrifices, et plus encore la Syrie, déchirée des deux côtés à la fois. Méhémet, ne se voyant d'autre garantie, pour la conservation de ses États, que la diplomatie européenne, sentit plus que jamais le besoin d'une grosse armée. Il s'en servit pour épuiser la Syrie, où il déploya une sévérité pire que celle des Turcs, et fit naître une collision entre les Druses et les Maronites, afin de dominer les uns et les autres. Au lieu d'exciter l'enthousiasme musulman, il n'employa que des

hordes armées, composées de chrétiens, d'Arméniens, de Turcs; et son vaste monopole parut d'autant plus lourd que la liberté du commerce avait toujours existé dans l'empire turc.

La Syrie, frémissante sous un pareil joug, finit par s'insurger. La guerre se poursuivit avec des succès divers jusqu'en 1839, non sans d'horribles massacres et à la grande satisfaction de la Porte, qui voyait ses ennemis s'affaiblir réciproquement. Chaque fois que le prince égyptien la mettait en péril, la Porte avait recours à la Russie. Elle conclut avec cette puissance le traité d'Unkiar-Salassi; puis, effrayée de la voir s'avancer, la Porte la conjura de s'arrêter. Elle crut pouvoir alors reprendre les hostilités contre un sujet rebelle, et proclama la déchéance de Méhémet : mais l'armée impériale fut défaite à Nézib; la flotte se rendit par haine du capitan pacha contre le premier mi- 1839. Juillet.
nistre, et elle fut conduite dans le port d'Alexandrie.

Ce fut pendant cette guerre que Mahmoud mourut; et le jeune Abdoul-Medjid se vit près d'être détrôné par le vice-roi d'Égypte, dont la dynastie nouvelle semblait faite pour régénérer l'empire turc en y introduisant l'élément arabe. Si les musulmans n'apercevaient là rien que de désirable, la Russie s'inquiétait de voir la conquête de Constantinople reculée indéfiniment pour elle; l'Angleterre, de voir surgir un nouveau concurrent à ses possessions d'Asie; les libéraux, de voir grandir un autre représentant du principe despotique; Metternich, de ce qu'une occasion s'offrait à la Russie pour intervenir. L'Autriche déclara donc qu'elle entendait qu'on ne détachât de l'empire turc que le moins possible, et qu'elle serait pour quiconque fonderait un empire fort, grec ou turc. Pour mettre un terme à ces rivalités jalouses, on convint de conserver la Porte faible avec des vassaux puissants, et de restreindre Méhémet-Ali à l'Égypte, dût-on y employer la force. Une alliance fut signée dans ce but à Londres entre les trois grandes puissances, à l'exclusion de la France, qui, déjà en dissentiment avec les autres cabinets pour les affaires de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, se trouva jouée par l'Angleterre et par la Russie au moment où elle hésitait à se rapprocher de l'une d'elles, et se trouva insultée par les rois et isolée des peuples, elle qui était la terreur des premiers et l'espoir des seconds.

C'était la première question grave qui se fût élevée entre les princes depuis 1815, et tout le monde crut que l'Europe allait

être en feu. La Russie visait à Constantinople, l'Angleterre à Alexandrie : malheur donc si elles se mettaient d'accord! L'Autriche et la Prusse saisirent volontiers cette occasion de faire un outrage à la France et de la détacher de l'Angleterre; les whigs anglais, qui pendant un demi-siècle avaient proclamé l'alliance avec la France, la répudiaient à cette heure pour la traiter en rivale. Les révolutionnaires crurent le moment venu de donner une meilleure solution aux affaires de l'Italie, de la Pologne, de la Belgique et de la Grèce. Les esprits sages accusaient les cabinets d'avoir jeté l'étincelle sur la mine, et croyaient la France en état de se présenter dignement en lice pour une cause aussi belle, sans réveiller les passions révolutionnaires.

Mais pendant qu'Ibrahim attendait des secours de la France, qui était en force dans la Méditerranée, où l'Angleterre avait à
29 octobre. peine quelques vaisseaux, et qu'il venait de s'engager au delà du Taurus, à Paris un ministère d'action fut remplacé par un ministère de réflexion; et la paix du monde, compromise par les cabinets, fut rétablie par deux faits inattendus, l'inaction de la France et la faiblesse du vice-roi. Après avoir sommé Méhémet d'abandonner la Syrie, les puissances l'attaquèrent par les armes et par les révoltes. Elles prirent Beyrouth de vive force; et la flotte anglaise, se présentant devant Alexandrie, donna au vice-roi vingt-quatre heures pour accepter l'*ultimatum*, c'est-à-dire se contenter de l'Égypte. Méhémet, qui dominait du Nil au Taurus, se résigna à recevoir son pardon et le gouvernement héréditaire de l'Égypte, à payer un tribut de 10 millions de francs, à ne pas garder plus de dix-huit mille hommes sous les armes, à renoncer à son drapeau, à ne nommer que jusqu'au grade de colonel, à ne point construire de vaisseaux de guerre sans permission expresse : restrictions ridicules quand le vaincu peut, dès qu'il le voudra, battre le vainqueur; mais derrière ces deux fantômes il y avait deux puissances réelles, l'Angleterre et la Russie.

Le 13 juillet 1841, les ministres d'Angleterre, de Russie, de Prusse, d'Autriche et de Turquie déclarèrent que les Dardanelles resteraient en temps de paix fermées à tout bâtiment de guerre étranger, et que, les motifs de leur alliance ayant cessé, ils déclaraient nuls le traité du moins de juillet précédent. La France reprit sa place dans l'aréopage, mais après un échec, après s'être bien convaincue qu'elle restait isolée et que le

concert de ses ennemis pouvait toujours contrarier ses desseins.

Méhémet-Ali, après avoir évacué les provinces qu'il croyait si bien à lui, continua à civiliser tyranniquement l'Égypte, et tourna ses regards vers l'Arabie (1), où il pourrait du moins élever un empire qui le dédommageât de ce qu'il avait perdu dans l'Asie Mineure.

Mais si Méhémet fut écrasé, le Levant ne fut pas pacifié pour cela, ni l'empire turc rajeuni, et les provinces abandonnées par le vassal ne retournèrent pas à la Porte, mais à l'anarchie. Ce fut partout des soulèvements. Les habitants de la Thessalie et de la Macédoine réclamèrent les droits des Grecs, leurs frères; la Bulgarie s'éleva contre des exactions violentes, et les Arnautes envoyés pour les soumettre y portèrent le carnage; Candie et la Syrie furent tout en feu sans que la Porte pût apporter un terme à ces déplorables massacres, sans que les puissances chrétiennes le voulussent.

Les Druses occupent la partie méridionale du Liban, le versant de l'Anti-Liban et le Gébel-Scheik : ils sont mêlés de Maronites et de Grecs schismatiques, qui cultivent le mûrier et les vignes de leur héritage. L'émir, qui réunit l'autorité civile et militaire, reçoit l'investiture du pacha turc, et perçoit le tribut dû à la Porte sur les vignobles, les mûriers, le coton et les grains. Les Druses passent pour un peuple très-hardi et extrêmement jaloux de l'honneur. Ils n'ont qu'une seule femme, dont l'infidélité est punie de mort par ses propres parents. Son mari la leur renvoie avec le poignard qu'il a reçu d'eux le jour de ses noces; le père et les frères lui tranchent la tête, et font passer au mari une mèche ensanglantée des cheveux de la coupable. Druses.

On ne saurait dire quelle est leur religion : chez eux point de prières, point de jeûnes ni de circoncision, comme chez les musulmans, ni interdictions, ni fêtes. Ceux qui sont jugés capables sont désignés par le nom d'*akkal*, c'est-à-dire initiés, tandis que les ignorants reste *diael*. Les akkals de l'ordre le plus éminent se distinguent par des turbans blancs, symbole de pureté; ils fuient tout contact avec les étrangers, et se réunissent secrètement dans certains oratoires élevés (*kaloué*), d'où ils écartent les profanes. Ils paraissent adorer le veau, et ont un grande foi dans les amulettes, toujours prêts, du reste, à se

(1) *Voyez*, sur l'état présent de l'Arabie, le tome VIII.

faire chrétiens ou musulmans, selon qu'il peut leur être utile, mais en demeurant Druses au fond.

Les Maronites n'ont de loi que la coutume; leurs villages sont indépendants les uns des autres, les matières religieuses exceptées. Le peuple vit de la culture du sol; les propriétés sont fixes et respectées. Les Maronites sont laborieux, hospitaliers, fidèles au saint-siége, qui a usé de beaucoup de condescendance à leur égard, leur accordant le mariage des prêtres, la liturgie en langue vulgaire, la communion sous les deux espèces. Le clergé nomme un patriarche, qui est confirmé par le légat pontifical résident dans le couvent d'Astoura; leurs évêques, nombreux et très-respectés, demeurent dans les monastères. Les moines sont aussi en très-grand nombre; leur règle est très-rigoureuse; et comme ils sont instruits, ils servent de secrétaires à des Turcs même et à des Druses. Attachés à Rome, ils ont la plus grande aversion pour les Grecs schismatiques; et la nécessité d'opposer l'astuce au despotisme les rend les plus fourbes du Levant, tandis que les musulmans sont d'un caractère très-franc, parce qu'ils sont depuis longtemps les maîtres.

Ces populations, si éloignées de croyance entre elles, s'accordent pour repousser les musulmans de la montagne, et sont tout prêts à devenir envahisseurs dès que la sentinelle s'endormira dans cette lutte de douze siècles.

Après la mort de Fakreddin, les pachas turcs cherchèrent à introduire des agas et des garnisons dans les villages maronites, mais toujours en vain (1); ils restent donc presque indépendants; seuls parmi les chrétiens soumis aux Turcs, ils ont des processions hors de leurs églises, les prêtres revêtus des habits pontificaux, et ils sonnent les cloches, si abhorrées des musulmans. L'ordre qui leur a été donné dernièrement de les remplacer par d'autres en bois ne témoigne que de la superstition imprudente de la Porte et de son ineptie tyrannique.

Il était difficile d'établir un pouvoir unique au milieu de ces villages épars, dont chacun se régit par lui-même. Les scheiks exercent une sorte de pouvoir féodal sur le peuple, et rendent la justice sommairement, mais en restant soumis à l'émir et au divan, sauf le droit du patriarche à prononcer sans appel sur les cas où la loi civile (toute de coutumes) touche à la loi re-

(1) Ils durent se contenter d'un tribut annuel que les montagnards payent à celui de Saint-Jean d'Acre.

ligieuse. L'unique distinction des scheiks consiste dans une pelisse et un cheval, avec une habitation et une nourriture un peu meilleure. Les Druses cultivent les terres, se montrent jaloux de la propriété et généreusement hospitaliers. Tous, à l'exception des scheiks et du clergé, payent une capitation depuis l'âge de quinze ans jusqu'à celui de soixante.

Lorsque Fakreddin eut succombé en 1620, la souveraineté passa à la famille Shaab, qui prétendait descendre d'Abou-Bekr. Elle avait récemment pour chef l'émir Beschir, célèbre dans les récits de tous ceux qui ont voyagé en Orient. Rusé non moins que hardi, il s'assura l'autorité par le massacre de tous ses parents, et pendant sa vie séculaire il prit une grande part dans les affaires du Levant. Pendant le siége d'Acre, Bonaparte se mit en rapport avec lui, et l'émir promit de se soulever dès que le général français se serait emparé de cette place. Quand les Égyptiens conquirent la Syrie, il se tourna de leur côté, et obtint d'eux, quant au titre, une indépendance plus grande encore que sous les pachas; mais en réalité il eut à souffrir de cette tyrannie rigide, si bien qu'en 1840 il céda aux instigations des Européens, qui se donnaient à lui comme des libérateurs. Le Liban prit donc les armes contre les Égyptiens, ce qui coûta tant de sang et accéléra la retraite de Méhémet. L'émir Beschir attendit des temps plus favorables; mais il finit par être renversé, et se retira d'abord en Italie, puis auprès de Constantinople.

Lorsque les Turcs eurent recouvré le Liban, ils y exercèrent tant de barbaries que les ambassadeurs européens adressèrent des réclamations à la Porte pour qu'elle eût à les réprimer; elle en tint compte comme d'habitude. Elle poussa les Druses à égorger les Maronites, et multiplia les scènes de férocité, qu'il serait juste de porter au compte de la politique européenne. L'assassinat désole impunément ces contrées, destinées par le ciel à une si grande prospérité; et la croix n'ose se relever en présence des drapeaux européens, qui chaque fois la font retomber dans le sang.

Les autres nations gréco-slaves soumises à la Porte s'agitent aussi sans cesse sous ce fantôme sanguinaire qui siége à Constantinople et sous l'influence irrésolue de la diplomatie de l'Europe.

Les Albanais, qui combattirent avec ardeur pour la Porte pendant la guerre de Grèce, se laissèrent séduire en 1828 par

des promesses étrangères; mais ils se trouvèrent abandonnés à la paix. Les beys indigènes furent détruits en 1830, ce qui permit aux rajas de respirer. Comme le pacha d'Égypte les poussait à s'insurger pour faire une diversion, les Turcs firent sauter tous les forts, et ils introduisirent dans le pays ce gouvernement bâtard appelé réforme à Constantinople. En 1835, ils se soulevèrent en arborant la croix; et, comme les autres révoltés de ces contrées, ils réclamèrent la fraternité religieuse des Grecs et leur réunion à ce royaume naissant; mais la diplomatie s'y opposa. Aujourd'hui les Albanais du nord ont une tendance vers l'Illyrie, tandis que ceux du sud se mêlent aux Grecs : tous repoussent le joug qu'ils ont porté tant de siècles sans se résigner.

Les Bulgares sont aussi à la veille de reprendre de l'importance maintenant que le Danube et la mer Noire deviennent un moyen d'action sur l'Asie. Cette nation, moins connue que les Turcs, ses maîtres, parce que peu de gens portent leur attention sur les vaincus, et parce que la crainte de la peste l'isole du monde civilisé, comme les autres sujets de la Turquie, ne dépend que nominalement du synode de Constantinople, et chaque évêque y agit de son chef; d'où il résulte qu'ils ont fort peu d'influence sociale. En 1812, après la guerre avec la Russie, les Bulgares furent replacés avec la Servie sous le joug ottoman; et Hussein-Pacha, qui en fut nommé vizir, s'enrichit en dépouillant les rajas, et étala une grande magnificence. En 1821, les heiduques bulgares s'émurent au bruit de la révolution grecque : ils coururent aux armes; Botzaris était un des leurs. Mais ils ne voulurent pas combattre en faveur des Russes en 1828, comprenant qu'ils ne feraient que changer de maître. Ils formèrent depuis une association libérale à Tornow; mais, ayant été découverts, ils furent massacrés. Qu'importe s'ils en organisent de nouvelles et si le frémissement de l'indépendance s'y propage, sans rien qui puisse l'arrêter?

Toute la Bulgarie fut émue en 1840 d'une prophétie qui lui promettait l'affranchissement. En 1841, la violence exercée sur une jeune fille soulevait le Balkan; et il en résulta une guerre de dévastation, et la Porte répandit son or pour corrompre les lâches. Ceux qui ne l'étaient pas se réfugièrent dans les montagnes ou en Macédoine, parmi les Klephtes grecs. Aujourd'hui les Bulgares sont au nombre de quatre millions et

demi, et ils se ressentent fortement de l'influence de la Grèce; en même temps ils sont poussés aussi par les Russes, qui voudraient s'installer chez eux.

Au commencement du siècle, des idées révolutionnaires pénétrèrent dans le Monténégro; le grand Vladika Pierre, qui lutta contre Napoléon et mourut octogénaire en 1840, fit de longs efforts pour constituer son pays. Pierre II, son successeur dans la série des prêtres héros, introduisit diverses réformes; et, s'étant rendu indépendant de l'Autriche et de la Russie, il adoucit les mœurs des siens et les fit renoncer aux vengeances héréditaires en substituant les procès aux guerres; il a établi l'impôt, et, en haine de l'Autriche, il menace Cattaro, qui pourrait jouir d'une grande prospérité sans la rivalité de Trieste.

Les Croates de l'Illyrie cherchent aussi à se relever en déployant de la dignité et en s'appliquant à l'industrie. Deux millions de Valaques, disséminés dans la Hongrie et dans la Transylvanie, sans idée de fidélité à une patrie qu'ils n'ont pas, se laissent conduire par les popes, dont le czar, qu'ils regardent comme leur chef religieux, mais non comme leur chef national, sait inspirer le langage.

Ce sont des terrains bouleversés comme les laves d'un volcan en éruption, et l'on prétendrait en vain déterminer comment ils se trouvent ainsi jetés, et encore moins ce qu'ils deviendront. La protection seule des puissances peut faire que des millions de chrétiens continuent à obéir, aux portes de l'Europe et avec l'exemple de la Grèce, à une bande armée et à un gouvernement faible et méprisé de tous; le Turc compromet cette protection par ses imprudences, qui font éclater à chaque instant de nouvelles insurrections. Les deux partis ennemis sont donc continuellement aux prises. Les populations gréco-slaves soupirent après le drapeau qui flotte sur le Pirée et qui peut-être est destiné à réunir à l'Europe tout l'Orient. Mais l'entreprise sera très-difficile pour elles, mêlées qu'elles sont à des conquêtes séculaires. Il est certain que l'attention des hommes politiques est entièrement fixée sur l'Orient, qui a été au moment de mettre aux prises la vieille Europe avec la nouvelle. Les décisions du divan sont désormais celles du conseil des légations européennes. La Russie a la griffe toujours allongée sur cette proie qui lui est désignée; l'Angleterre cherche à s'établir sur l'isthme de Suez, et à acquérir une espèce de patronage sur les pachas et les émirs de Syrie, afin que l'occupation de Constan-

tinople par la Russie ne soit pas tout au profit de cette puissance. Elle a même installé un évêque anglican à Jérusalem, comme pour habituer les Orientaux à la considérer comme leur protectrice.

CHAPITRE XXXI.

LA SUISSE.

La Suisse, pays peu étendu, mais très-important par sa position au centre de l'Europe, éprouva dans les guerres de ce temps tous les maux réservés au faible; territoire, constitution furent violés tantôt par une puissance, tantôt par une autre. Genève et le Valais avaient été réunis à la France, et le canton du Tésin occupé par les troupes italiennes. Une constitution unitaire donnée par Napoléon aux Suisses ne répondait ni aux habitudes ni aux besoins du pays. C'était une fédération où les habitants des campagnes avaient t'égalité des droits politiques; les juridictions ecclésiastiques étaient abolies, chaque canton eut son grand et son petit conseil; les prérogatives démocratiques furent imitées; les bourgmestres de Fribourg, de Berne, de Soleure, 1803. 19 février. de Bâle, de Zurich et de Lucerne devaient être, à tour de rôle, landmann pendant une année et chargés des rapports diplomatiques.

La Suisse vit les événements de la guerre éloigner d'elle l'Autriche, son ennemie séculaire; et elle parut recouvrer, au milieu de tant de secousses, la vie, les arts, l'esprit d'association. Lors de la catastrophe napoléonienne, elle fut de nouveau foulée par les armées étrangères, et elle eut sa part de ces promesses de réintégration et d'indépendance. Située comme elle l'est dans la partie la plus élevée de l'Europe, comme une citadelle qui domine les principaux États, occupant le versant oriental du Jura, couvrant une grande partie de la frontière française, et pénétrant par les hautes vallées de l'Inn, du Tésin et du Rhin dans les bassins du Danube, du Pô et du Bas-Rhin, la puissance qui y dominerait pourrait à l'improviste verser sur les autres des forces écrasantes. On trouva donc qu'il importait à la paix de l'Europe de la déclarer neutre, à la seule condition qu'elle

conservât les formes extérieures de son organisation et son ancien territoire.

En conséquence, les cantons jurèrent une éternelle alliance (17 août 1815) après plus d'un orage, et la confédération fut reconstituée en y ajoutant Genève et le pays de Vaud, partie du pays de Gex et tout le Léman, de sorte que le Jura devint sa limite avec la France. Du côté de la Savoie, une ligne neutre s'étendit du lac d'Annecy à celui du Bourget et au Rhône. Une partie de l'évêché de Bâle fut attachée au canton de ce nom, et le reste à celui de Berne. Les Grisons ne recouvrèrent pas les vallées italiennes, ni les cantons montagnards les bailliages du Tésin, dont il fut formé un canton; l'évêque de Constance perdit tout pouvoir sur la confédération. La Suisse s'obligea à tenir sur pied une armée de trente mille hommes, dont chaque canton, en cas de péril, serait en droit de réclamer le secours. Alexandre de Russie, à la suggestion de La Harpe, son ancien précepteur, se réserva la réorganisation de ce pays; il y conserva beaucoup de bonnes choses; mais ceux qui désiraient la souveraineté absolue de chaque canton et des garanties contre la prédominance d'un seul eurent peu de succès. Les députés des vingt-deux *honorables cantons*, réunis chaque année alternativement à Zurich, Berne et Lucerne, délibèrent sur les affaires communes, en votant selon leurs instructions à raison d'une voix par canton, et décidant à la majorité. C'est à cette diète qu'appartient de décider de la paix et de la guerre et d'aplanir les différends intérieurs. Cette espèce d'unité, qui empêche les cantons de contracter des alliances particulières, ne détruisit pas l'indépendance de chacun; mais la diète fut déclarée puissance souveraine, tout en étant liée par les instructions de chaque canton, comme si les étrangers qui dictèrent le pacte fédéral avaient voulu affaiblir le principe démocratique des cantons pris individuellement et en même temps diminuer l'indépendance du pays. Enfin, l'égalité de vote entre des cantons si différents en force met obstacle à la prédominance des plus importants; mais elle rend les résolutions plus lentes.

Il est certain que le pays avait gagné; car, avant la révolution, la Suisse, tout en s'intitulant république, formait une oligarchie avec des sujets et avec une race proscrite (*heimathlosen*), espèce de zingaris ou de parias, sans droits ni lois (1). L'absur-

(1) *Voy.* tome XVIII, page 111.

dité des pays sujets disparut avec la corruption qu'y apportait la vénalité des charges ; toute hiérarchie entre les cantons fut supprimée ; le cas où l'on verrait les Suisses combattre contre les Suisses avait été prévu, et cependant le pays n'en continua pas moins de fournir des régiments aux Pays-Bas, à la France, à Naples, à l'Espagne, d'autant plus condamnable en cela que ces soldats ne sont plus une affaire de décoration pour des rois alliés, mais des espèces de janissaires destinés à tenir les peuples en bride.

Chacun des cantons se donna sa constitution particulière, modelée sur la constitution générale, restreignant aussi les droits publics et fortifiant l'aristocratie des sénats au détriment des bourgeois, qui à leur tour avaient le pas sur les habitants de la campagne, à l'exception toutefois des cantons primitifs et des nouveaux, où il n'y avait pas de familles prédominantes. Uri, Schwitz, Glaris, Zug, Appenzell, Unterwald, démocraties pures, élisent leurs magistrats en assemblée générale, et délibèrent sur leurs intérêts. Chez les Grisons, le pouvoir suprême réside dans l'ensemble des conseils et des munipalités des vingt-cinq communes, qui peuvent être considérées comme autant de petites républiques, groupées en trois ligues. Dans les autres cantons, la souveraineté est exercée par un grand conseil, dont toutefois la nomination est laissée au peuple par Saint-Gall, Argovie, Thurgovie, le Tésin, le pays de Vaud et Genève, tandis qu'à Fribourg, Berne, Soleure, Lucerne, Schaffouse, Zurich et Bâle cette élection est à peu près dans les mains des bourgeois.

Les communes entravent le pouvoir législatif par des résistances locales, et perpétuent des préjugés et des abus ; elles ne laissent pas mettre de nouvelles impositions, ce qui force à conserver les anciennes, lors même qu'elles sont absurdes ; elles confondent les pouvoirs, excitent des jalousies, oublient la nation pour le pays. Le roi de Prusse ne put, en 1815, abolir la torture dans Neufchâtel que par une ordonnance inconstitutionnelle.

Les Suisses n'ont ni unité d'origine ni unité de foi, de langage ou de culture. La Suisse romane embrasse le versant oriental du Jura, le lac de Neufchâtel, la rive septentrionale du lac de Genève, la vallée du Rhône au-dessus de Sion ; la partie orientale y est réformée, Fribourg est ardent catholique, et l'industrieux Neufchâtelais protestant. Les Allemands, très-

peu nombreux dans cette circonscription, forment le gros de la Suisse tudesque, qui est extrêmement peuplée. Elle occupe une petite portion du bassin du Rhône, le versant septentrional des Alpes et les ramifications orientales du Jura. La religion réformée y règne; mais Genève n'est plus la ville d'autrefois, protestante ardente et exclusive, et les catholiques, en grand nombre, y sont protégés par les puissances étrangères. La Suisse italienne est toute catholique. Cinq vallées forment le canton des Grisons, le plus étendu et le moins peuplé, mélange original de roman et de teutonique.

Les cantons suisses à la paix se donnèrent des codes; celui du Tésin fut modelé sur le code italien. Celui de Genève, ouvrage du professeur Belot, est, en fait de procédure, ce que l'époque moderne a produit de mieux. Les menaces de la sainte-alliance ont souvent forcé les Suisses soit à repousser de leur sol hospitalier des réfugiés politiques, soit à conserver des règlements intérieurs reconnus mauvais; d'un autre côté, ils ne jouissaient plus chez leurs voisins des anciennes franchises commerciales. La civilisation a augmenté chez eux ainsi que la richesse; les cantons de l'ouest et du nord prospérèrent par l'industrie; Genève, Neuchâtel et surtout Bâle furent au nombre des places de commerce les plus solides; des routes à travers les montagnes facilitèrent le transit, unique richesse de certains cantons; l'éducation eut là de nouveaux systèmes qu'on admira, et l'on y donna les meilleurs exemples pour la réforme des prisons. Il en coûtait toutefois d'étendre l'égalité, et d'abolir des priviléges incompatibles avec les progrès de la civilisation : Genève repoussa toute amélioration légale; mais le canton du Tésin corrigea sa constitution, dans un mouvement d'unanimité calme et digne. 1830.

Ces innovations avaient reçu l'impulsion des sociétés maçonniques, qui avaient grandi sous le patronage de La Harpe, dont nous avons déjà parlé, et de l'historien Zschokke. La loge de Berne obtint même en 1818, du duc de Sussex, alors grand maître, la faveur d'être indépendante du grand Orient de France. Les illuminés d'Allemagne s'y étaient réunis depuis cette époque, principalement par l'intervention du Prussien Juste Grüner, qui avait contribué activement à constituer en Prusse la Tugenbund; enfin les carbonari d'Italie et ceux de France, arrivés en foule dans le pays après leurs revers, établirent des ventes sur la frontière italienne. A la suite de ces associations, il s'en

forma pour le chant, pour les arts, surtout pour le tir de la carabine (*schützen-gesellschaft*), ayant toutes pour but des changements politiques, quelques-unes même des modifications sociales, et faisant consister l'amélioration à rendre de nouveau la Suisse unitaire.

Ces éléments fermentaient déjà lorsque la révolution de 1830 vint y mettre le feu. On invoqua bientôt les droits du peuple; des milliers de pétitions demandèrent des réformes; le parti aristocratique ne put compter sur les rois étrangers, occupés de se défendre eux-mêmes, ni sur les troupes autrichiennes, employées à surveiller le Tyrol et l'Italie. Partout s'organisait, en dehors des villes, un corps avec lequel on marchait sur le chef-lieu, et bientôt la constitution était changée; on abolissait les priviléges de naissance et de localité. Berne renversa son aristocratie; et, de proche en proche, des constitutions furent adoptées, où l'égalité des citoyens, la distinction des trois pouvoirs, la liberté de la presse et celle des personnes étaient reconnues. Neufchâtel voulut s'affranchir du patronage de la Prusse; mais cette puissance lui infligea une punition sanglante. A Bâle, ce fut une lutte acharnée entre la ville et la campagne, et toute la Suisse y prit part; c'était à qui l'emporterait du plus grand nombre ou du plus petit. La lassitude qui succéda à l'effervescence française laissa prévaloir quelque temps le parti de la minorité. Enfin la campagne de Bâle resta séparée de la ville.

Les mêmes faits se passèrent dans d'autres cantons, augmentant de plus en plus le morcellement et laissant le désir de refondre le pacte fédéral, qui, fait à la hâte comme les autres actes de 1815, avait mal déterminé les rapports des cantons entre eux. Alliés dans l'origine par le seul besoin de la défense, jamais ils n'avaient conçu l'idée d'une confédération forte et générale; et l'ardeur avec laquelle ils se dégagèrent dès qu'ils le purent de celle que Napoléon leur avait imposée attestait combien l'autonomie dominait partout. Mais après 1830 les démocrates, qui rencontraient dans la diète l'opposition des petits cantons, proclamèrent qu'il était étrange qu'une poignée d'individus pussent en contrebalancer un grand nombre; que des pâtres et des paysans eussent autant de valeur que des hommes instruits et pratiques; les ambitieux auraient aimé les grands emplois, qui ne peuvent exister que dans une république vaste; les gros cantons auraient voulu resserrer l'unité

surtout Berne, qui serait devenue capitale et eût possédé le gouvernement et le trésor national. Les cantons primitifs, menacés dans leur souveraineté particulière et exposés à être réduits à une véritable nullité, s'y opposèrent résolûment; les cantons radicaux et les cantons aristocratiques y répugnèrent par des motifs opposés.

Depuis lors la Suisse a été travaillée par des discordes continuelles. Des utopistes qui n'ont rien à perdre, des réfugiés qui haïssent toute institution protectrice s'y confondent avec les vrais patriotes; les exagérés de liberté ont été jusqu'à vouloir que toute commune fût indépendante. On n'a point encore adopté de monnaies et de mesures communes, ni l'extradition des criminels, non plus qu'une université fédérale; ce qui fait que les jeunes gens sont élevés dans des pays dont les doctrines sont tout à fait opposées. L'administration, exercée d'abord gratuitement par les familles riches, est devenue coûteuse dans la démocratie. Quoi qu'il en soit, les priviléges de naissance furent abolis; il fut interdit de recevoir à l'étranger des titres et des pensions; les fidéicommis furent défendus, et les biens grevés purent être dégagés; les jugements furent rendus publics, les juges indépendants du pouvoir exécutif; tout le monde jouit du droit de pétition, et la presse devint libre.

La liberté en Suisse n'exista plus que de nom dès que l'on vit la force prendre le rôle décisif. La formation des corps francs détruisit toute indépendance dans les élections et dans les délibérations. Chaque canton se souilla de sang soit sur le champ de bataille, soit par l'échafaud. Genève, cette capitale de l'industrie et de l'intelligence, fit trois révolutions violentes dans le sens libéral et protestant; d'autres cantons se fractionnèrent, de telle sorte qu'on peut dire aujourd'hui qu'il y en a vingt-sept; même dans le Valais, chacune des treize décuries se sépara des autres. Les constitutions sont changées de l'été à l'hiver; le nombre de ceux qui se trouvent humiliés et souffrants augmente chaque jour, et aussi l'inquiétude des esprits.

Aux questions politiques se mêlent les questions religieuses. Là, comme ailleurs, le congrès de Vienne ne songea guère aux consciences. Il donna à Fribourg catholique Morat protestant; l'évêché de Bâle, en compensation, à Berne protestante : il mêlait ainsi catholiques et réformés, latins et allemands. Les évêques suisses n'ont pas de métropolitain, et dépendent du nonce. La catholique Lucerne n'en est pas moins radicale; les trois

cantons primitifs sont catholiques et conservateurs. A Berne, l'aristocratie déchue et le libéralisme qui lui a succédé sont protestants. Les libéraux de Zurich, voyant le sentiment religieux renaître, cherchèrent à le battre en brèche en appelant le professeur Strauss, qui nie l'existence du Christ (1); mais le peuple le chassa, et renversa un gouvernement qui le comprenait si peu. Des trois cantons directeurs, Lucerne est le seul catholique, bien que la majorité des cantons appartienne à cette croyance; il n'a pu en conséquence tenir contre les deux autres. Le canton de Berne, qui, le plus important pour la population (386,000 âmes) et pour les richesses, ambitionne de devenir le centre de toute la Suisse, s'efforça d'attirer de son côté les catholiques; il y réussit lorsque, devenu le représentant du parti radical, il amena sept cantons tant protestants que catholiques et Lucerne même à former une alliance offensive et défensive. Des mesures furent prises alors dans une assemblée tenue à Baden contre les catholiques, et on fit passer ces mesures comme lois de l'État. Rome réclama, et, n'étant point écoutée, elle lança l'anathème.

Quand le canton d'Argovie fut constitué en canton indépendant, il ne s'y trouva pas d'ancienne noblesse ni de ville importante qui pût devenir un foyer de brigues politiques; aussi n'eut-il pas de peine, en 1830, à se donner une constitution populaire; mais, sur ses cent soixante mille habitants, quatre-vingt-dix mille sont protestants; aussi la condition des catholiques en souffrit-elle; ceux-ci réagissent à leur tour en s'appuyant sur les riches couvents du pays. Lorsqu'en 1840, après dix ans d'expérience, on revisa la constitution, l'égalité des droits fut refusée aux catholiques. Lucerne, au contraire, en revisant son pacte constitutionnel, releva les catholiques, à tel point qu'elle renonça à la ligue, et rejeta les articles de Baden. Le parti opposé devint furieux; Berne, Argovie, Soleure, Bâle campagne et les autres protestants se réunirent en armes; ils
1841. envahirent le bailliage de Muri, chassèrent violemment les moines, déclarèrent les couvents abolis, leurs biens confisqués, et exécutèrent leur sentence par la terreur et l'effusion du sang.

Le pacte fédéral de 1815 garantit « l'existence des couvents et des chapitres, ainsi que leurs propriétés. » Il semble donc

(1) Tome XVIII.

que c'était pour la confédération le cas d'empêcher une pareille violence. Mais le gouvernement central n'avait pas de forces suffisantes pour faire exécuter ses décrets; de plus Berne, alors canton dirigeant, avait pris parti pour Argovie, et les protestants s'appuyaient sur l'article qui autorise chaque canton à régler ses affaires intérieures. L'Autriche, qui se mêla de ce litige, éclata en menaces, et ne fit qu'irriter les esprits davantage.

Lucerne, qui, pendant l'administration des protestants, avait supprimé deux couvents de franciscains, prit le parti, lorsque cette administration fut remplacée par une autre, de s'adresser au pape pour qu'il sanctionnât la supression de ces couvents, attendu qu'il n'y avait pas lieu de les rétablir. Le pape y consentit, à la condition que les biens de deux couvents seraient employés à ériger un séminaire communal; et il exprima le désir qu'il fût confié aux jésuites, qui déjà exerçaient cet office dans d'autres cantons. On en fit donc venir sept de Fribourg: mais la faction adverse jeta feu et flamme: Lucerne, qui voyait son indépendance attaquée, tint énergiquement tête à cette bourrasque. Les autres cantons virent là une occasion de se venger, d'abattre cette ville, de satisfaire leur haine contre les jésuites, et d'établir la république unitaire. Une trame fut ourdie pour égorger les magistrats de Lucerne; mais elle échoua malgré le peu de ressources de ce gouvernement. Alors les corps francs envahirent le pays à main armée; mais les assaillants furent tués ou dispersés. Le docteur Steiger, chef de l'expédition, fut condamné à mort: après avoir imploré sa grâce, il parvint à s'évader. Que ses partisans s'en réjouissent, c'est chose toute naturelle; mais que certains gouvernements en fassent de même, c'est un outrage à la moralité; car il ne saurait y avoir qu'une manière de voir sur celui qui a recours à la force pour violenter sa patrie. Bientôt après, le docteur Leu, chef du parti catholique à Lucerne, fut assassiné dans son lit. Des factions qui emploient de pareils moyens se jugent elles-mêmes. La diète n'osa violer l'indépendance d'un de ses membres; mais des menaces grondèrent, et la guerre civile couva dans les cœurs (1).

1844. 8 décembre.

A quoi bon désormais les luttes oratoires, les questions de

(1) Cette guerre a éclaté en effet, et en peu de jours on a vu le Sunderbund, cette œuvre des jésuites, disparaître avec eux presque sans coup férir.

légalité, les discussions fédérales quand on a les armes à la main, quand les réclamations de la conscience et les incertitudes du raisonnement sont soumises chaque jour aux décisions de la force? Lucerne fut de nouveau envahie (1er avril 1845) à main armée par un corps sous les ordres d'Ochsenbein; le gouvernement de Genève, où la liberté avait obtenu même le suffrage universel, fut renversé violemment (8 octobre 1846), et une autre constitution, d'une démocratie illimitée, fut substituée à l'ancienne, avec une assemblée unique, où tous les citoyens ont droit de suffrage et à laquelle appartient l'élection des magistrats. On chasse ou exclut quiconque s'élève, quiconque possède, aussi bien que ceux qui servaient le pays sans être salariés; on attente jusqu'aux fondements de l'existence sociale. Les puissances limitrophes s'arment, effrayées et menaçantes; les cantons catholiques de Lucerne, de Fribourg, du Valais, de Schwitz, d'Uri, de Zug et d'Unterwald sont amenés, par la nécessité de se défendre, à former une ligue, et ils s'entendent désapprouver comme coupables d'illégalité en même temps qu'on demande à la diète la dissolution de cette ligue séparée. Afin d'obtenir le nombre de voix suffisantes dans ce but, on opère des révolutions locales devant procurer une voix de plus. Au mois de juillet 1847, Ochsenbein, devenu président de la diète, ne parle plus de jésuites ni de ligue, mais de l'unité de la Suisse; et Berne institue un gouvernement helvétique.

Où les choses aboutiront-elles? A ces unions douanières qui s'étendent aujourd'hui? La Suisse, contrainte comme elle l'est de se déclarer pour l'Allemagne ou pour la France, adhérera-t-elle à l'union germanique? Se décomposera-t-elle dans ses éléments? ou resserrera-t-elle l'union en fortifiant le pouvoir central? Ces populations, qui d'un côté saisissent la carabine et préparent des embuscades, qui de l'autre vont en pèlerinage à Ensiedeln et au tombeau de Nicolas de Flue, sauront-elles réconcilier la force et la liberté avant que les menaces étrangères viennent à se réaliser? C'est un exemple que les amis de la Suisse attendent d'un pays qui en a tant donné à l'Europe.

CHAPITRE XXXII.

SCANDINAVIE.

Bernadotte a été le seul des soldats de la république devenus souverains qui ait conservé le trône et fondé une dynastie. Enrôlé volontaire dans le régiment de Royal-marine, il était sergent-major lorsque arriva la révolution qui devait un jour le porter au rang de prince (1801), puis sur les marches du trône de Suède (1810). Vieux soldat républicain, il avait su conserver sa personnalité propre quand la plupart la laissaient absorber dans celle de Napoléon, alors toute-puissante; il attira par là les regards d'un peuple qui cherchait un roi parmi les satellites de cet astre resplendissant. Il comprit alors que son devoir était de préférer les intérêts de la Suède à tout autre intérêt: or, comme elle n'avait point de motifs pour détester les Anglais et qu'elle ne pouvait vivre sans le commerce, il refusa de se prêter au blocus continental; de là naquirent les dissentiments qui firent à Napoléon un ennemi actif de son ancien général. Quelques-uns ont voulu que Bernadotte lui-même ait irrité la haine des rois contre le maître de la France; d'autres, qu'il ait cherché à se poser comme médiateur entre eux et Napoléon; ceux-ci, qu'il ait songé à lui succéder; ceux-là, qu'il se soit entendu avec les vieux jacobins pour rétablir la république française. Tout cela s'est dit et bien d'autres choses encore. Le fait est qu'il fut maintenu par le congrès de Vienne.

La Poméranie devait être cédée au Danemark, aux termes du traité de Kiel, en échange de la Norwége; mais cette puissance ayant manqué à ses engagements, la Suède avait occupé la Norwége à main armée, et le fait une fois accompli, elle le fit accepter, et refusa toute indemnité; mais ayant peu d'espoir de conserver la Pomeranie et l'île de Rugen en cas de guerre, elle les vendit à la Prusse pour cinq millions.

Deux royaumes ayant des lois différentes se trouvèrent ainsi réunis en 1814; une assemblée constituante rédigea en quatre jours la constitution norwégienne, que le congrès de Vienne approuva sans y attacher grande attention. Elle a beaucoup de ressemblance avec celle de l'Amérique du Nord. C'est une dé- Norwége.

mocratie sous un roi, conformément au caractère traditionnel d'un pays où la féodalité n'a jamais pris pied, où le paysan a toujours été libre et où la propriété est très-divisée. Tout Norwégien âgé de vingt-cinq ans, propriétaire, usufruitier ou fermier à vie d'un fief, tout bourgeois d'une ville est électeur; à trente ans il devient éligible, pourvu qu'il ne soit attaché ni à la cour ni à quelque ministère, ni pensionné, ni employé subalterne dans une maison de commerce. Le vote est public. Le parlement triennal (*storthing*) se convoque lui-même, et une loi adoptée dans trois législatures n'a point besoin de la sanction royale. L'abolition de la noblesse héréditaire passa de cette manière. Il n'y a point de profession honorable qui ne soit représentée dans cette assemblée; aussi y voit-on des gens de toute condition. Le président et le vice-président sont renouvelés tous les huit jours, et au commencement de la session un quart du *storthing* est choisi pour former la chambre haute (*lagthing*), qui délibère sur les propositions de la chambre des communes (*odelsthing*), et juge les ministres accusés par elle. Les ministres n'assistent point aux discussions. Non-seulement la presse est extrêmement libre en Norwége, mais le gouvernement favorise les journaux en les exemptant du droit de poste. La peine de mort est inconnue. Le culte est très-coûteux, attendu que toutes les cérémonies qui existaient avant le luthéranisme ont été conservées. L'émancipation des catholiques y fut décrétée en juin 1845, tandis qu'en Suisse on fait encore le procès à ceux qui abandonnent l'Église luthérienne. Ainsi des mœurs simples font que la Norwége profite des biens de la liberté.

Suède. La féodalité pénétra en Suède vers l'an 840, lorsque Brandtassund donna des terres défrichées à ses sujets pour les cultiver, avec l'obligation du service militaire ou d'un tribut équivalent. La couronne conféra plus tard sa propre souveraineté et un pouvoir direct sur ces terres; mais, comme il n'y avait ni loi de substitution ni droit de primogéniture, on ne pouvait voir là une véritable aristocratie. Éric, fils de Gustave Wasa, institua le premier des titres de noblesse, et le nombre s'en accrut dans les guerres qui se succédèrent; noblesse officielle, dépendante de la couronne, et qui n'était pas réunie en corps, tandis que le clergé, propriétaire d'immenses domaines inaliénables, jouissait d'une grande puissance. La bourgeoisie manquait de force dans un pays pauvre et sans industrie; les paysans formaient

le gros de la population : ils étaient libres et fournissaient des troupes au roi, mais non aux feudataires; et comme ils se maintinrent armés pour la chasse, ils ne furent jamais conquis. La couronne, qui était élective, se conférait sous des restrictions de plus en plus rigoureuses. Dès le treizième siècle, un sénat souverain, nommé par le roi, mais que les états généraux pouvaient déposer, discutait les affaires du gouvernement.

La constitution donnée sous le ministère d'Oxenstiern fut abolie par Gustave III en 1799; et lorsque Gustave IV fut déposé par le duc de Sudermanie (1), les états furent assemblés pour rédiger en toute hâte une nouvelle charte. Comme on n'avait en vue que de restreindre l'autorité royale, chaque député y apporta quelque article qui fut adopté après discussion, sans qu'on s'inquiétât de les coordonner entre eux; aussi cette charte, en partie conforme à l'ancien ouvrage d'Oxenstiern, est-elle très-confuse. Les états généraux sont composés de quatre chambres, la noblesse, le clergé, les bourgeois et les paysans. L'ordre du clergé, dont le roi est le chef visible, se compose de l'archevêque d'Upsal, de onze évêques et des députés élus par les ecclésiastiques de chaque diocèse. Le luthéranisme n'a guère changé un peuple qui n'y était pas préparé, aussi le clergé y est-il très-riche et le culte très-pompeux. La secte de Swedenborg a trouvé dans ce pays de nombreux adeptes. Deux mille quatre cents familles environ ont été anoblies et inscrites dans le livre d'or, sans que le nombre puisse varier. Le chef de chacune de ces familles, qu'il soit méritant ou non, est membre de l'État. Les terres nobles sont exemptes d'impôt. La bourgeoisie est représentée par les élus des quatre-vingt-cinq villes, habitées par plus de deux cent quatre vingt mille personnes; les représentants des paysans sont élus par district, et doivent être propriétaires. Il n'y a point de représentation pour les non-propriétaires, fussent-ils des savants, des chefs de manufactures ou des jurisconsultes. L'ordre des paysans embrasse deux millions six cent mille individus, possédant les deux tiers du territoire. Les états se réunissent tous les cinq ans pour régler les comptes et voter l'impôt; les votes sont donnés distinctement par ordre, ce qui réduit à rien d'ordinaire le dernier, attendu que, si les trois premiers adoptent, le véto du quatrième est sans valeur. L'unanimité n'est requise que pour les lois fondamentales. Les propositions se discutent immédiatement;

1809. Juin.

(1) Tome XVIII, page 264.

mais elles ne sont votées que dans la session suivante, c'est-à-dire cinq ans après, ce qui rend les délibérations très-difficiles.

Le roi gouverne selon les lois établies, avec un conseil d'État de neuf membres, nommés par lui ainsi que tous les employés civils, militaires et diplomatiques; s'il reste absent pendant une année, le trône est déclaré vacant.

Les états généraux nomment un procureur général de la justice pour veiller à la stricte observation des lois, ainsi qu'un comité de constitution, qui peut se faire communiquer les procès-verbaux du conseil d'État, et, le cas échéant, mettre les ministres en accusation. La presse est libre; cependant le chancelier peut non-seulement réprimer, mais même supprimer les journaux. Le jury n'existe que pour les délits de la presse.

Le tribunal de l'opinion (*opinions namud*) est une institution particulière à la Suède; c'est une sorte d'ostracisme, qui peut renverser le pouvoir exécutif. La législation a conservé beaucoup de vieilles coutumes, et le code ordonné par le roi en 1833 n'a pas été promulgué.

L'inégalité, comme on le voit, est consacrée par la constitution. L'ordre le moins nombreux possède les emplois et la majorité des votes dans la diète; il dédaigne le commerce, qui pér'rait s'il n'était ravivé par les étrangers. Toutes les industries s'exercent par priviléges, sauf l'agriculture : source d'entraves et d'isolement. Ces distinctions excitent les vanités, et l'esprit de corps diminue le sentiment de la moralité personnelle.

Le système militaire est bon, et l'armée *indelta* mérite particulièrement d'être citée. Jadis les propriétaires étaient obligés de suivre le roi à la guerre avec un nombre d'hommes proportionné à leurs possessions; l'*élection* et la noblesse furent conférées aux plus riches, qui servaient à cheval. Charles XI, voyant que les finances de l'État ne suffisaient pas à l'entretien d'une armée permanente, fit revenir à la couronne, par l'acte de *réduction* de 1680, un grand nombre de propriétés. Il eut alors des régiments soldés (*vaerfvade*); une partie des biens furent assignés aux officiers et aux sous-officiers (*bostelle*), pour leur tenir lieu de solde. Les provinces n'en restèrent pas moins obligées de fournir un contingent de troupes qui, hors le cas de besoin, vivent dans des maisonnettes séparément et cultivent un petit terrain, au lieu de paye, troupes essentiellement nationales, et qui ne s'amollissent point en temps de paix. Beaucoup d'officiers remplissent d'ailleurs des fonctions civiles.

Lorsque Charles XIII eut cessé de vivre en 1818, Bernadotte eut à réprimer un soulèvement momentané en Norwége, et fut ensuite couronné dans les deux royaumes. Habile à passer d'une religion à l'autre, d'une politique à une autre, à sacrifier l'idée au fait, il soutint sa dignité en face de la Sainte-Alliance, qui ne lui épargnait pas ses conseils contre les libertés nationales. Durant sa longue vie, qui ne finit qu'au 8 mars 1844, il se consacra à la prospérité de sa patrie adoptive. Il sut conserver la paix, malgré les efforts de la dynastie déchue et avec la liberté de la presse; il opéra des merveilles économiques; et, au milieu de plusieurs désastres naturels, il éteignit presque la dette suédoise, et réduisit de moitié celle de la Norwége. La Suède a beaucoup amélioré son agriculture, et au lieu d'importer beaucoup de blés, comme jadis, elle en exporte aujourd'hui. De 1805 à 1828, la population s'est accrue de dix-huit pour cent; mais les pauvres y sont toujours nombreux.

Les mines sont particulièrement riches en alun, en cobalt, en étain; on travaille activement aux mines d'argent de Kongsberg, et le fer suédois est le meilleur de l'Europe. On a formé en Suède une bonne marine, rien n'étant plus nécessaire dans un pays dont les frontières touchent par les neuf dixièmes à la mer. On a ouvert entre les lacs, en 1832, les canaux de Trollhatta et de Gothie qui font communiquer les deux mers, et abrégent le trajet entre la Russie, l'Angleterre et l'Amérique. En 1835, une grande route a été pratiquée à travers les Alpes norwégiennes. Une banque fondée dès 1557, indépendante du roi, émet du papier-monnaie et prête à l'agriculture et au commerce au taux de trois pour cent. Des bateaux à vapeur se croisent de tous côtés, et il est question aujourd'hui de chemins de fer qui relieraient à Stockholm les principaux ports situés sur le Cattégat, sur le Sund, sur la Baltique et sur le golfe de Bothnie; la Suède serait ainsi affranchie du péage du Sund, qui la rend tributaire du Danemark. La noblesse, bien que légale et investie par privilége de tous les emplois civils et militaires, s'appauvrit par l'élévation des négociants; et les immeubles qui naguère étaient dans ses mains ont passé dans celles des bourgeois et des paysans ou sont grevés d'hypothèques. Les dignités ecclésiastiques sont aussi conférées à des roturiers, ce qui leur donne entrée dans un des quatre corps qui votent à la diète. Mais la prospérité n'existera que quand le clergé et les paysans auront changé de rôle, et lorsque la Suède pourra subvenir,

par la liberté du commerce, à la disette de bois et de fer qui commence à se faire sentir en Europe.

L'exemple de la Norwége et le mouvement imprimé aux esprits par les événements si nombreux du siècle et par les discussions font aspirer la Suède à améliorer ses institutions. Ainsi, faire participer tous les citoyens au droit électoral, établir un nombre égal d'électeurs pour les quatre ordres, en former une seule chambre votant par tête et élisant les membres de la chambre haute, telles sont les demandes générales.

Cependant deux peuples différents, réunis, comme bien d'autres, par le congrès de Vienne, s'accordent mal entre eux; et la route que Bernadotte a ouverte à grands frais à travers les Alpes Scandinaves ne suffit pas pour joindre la Norwége à la Suède quand la mer et la communauté de langage la rapprochent du Danemark.

Les traités de Vienne ont accablé le Danemark, ils ont amoindri son territoire. Il n'est pas riche, et il lui reste encore une grande partie de la dette qu'il a contractée pour rester fidèle à la France. Sa marine marchande, qui est excellente, excelle non-seulement dans la pêche du Nord, mais elle se montre encore dans la Malaisie et dans les mers de la Chine, bien que la perte de la Norwége lui ait enlevé des matelots d'élite. Le Danemark a vendu dernièrement à la Grande-Bretagne ses possessions d'Afrique. L'Islande a acquis une telle importance que l'on ne songe plus comme autrefois à abandonner ce volcan éteint et à transporter dans le Jutland ses quelques centaines d'habitants.

Le péage du Sund est une des compensations accordées au Danemark pour la perte de la Norwége lors des distributions de territoire faites à Vienne. Le produit, qui était alors peu de chose, s'est accru avec les progrès du commerce, au point de devenir le principal revenu du royaume (1). Mais les étrangers élèvent des réclamations continuelles contre cette entrave absurde imposée à la navigation; et ils étudient les moyens de l'éluder, aux cas-où ils ne réussiraient pas à la détruire.

Les monarques danois, absolus depuis que le peuple en 1660

(1) En 1844 ce péage rapporta presque 6 millions. Voici le nombre des vaisseaux qui passèrent le Sund : anglais, 4,465; suédois, 3,788; prussiens, 2,979; hanovriens et meklembourgeois, 2,005; hollandais, 1,267; russes, 763; français, 302, etc.

renonça en leur faveur à tous ses priviléges, n'avaient rien fait pour ce peuple généreux. Aussi tout y était-il à réclamer, et comme il n'y avait point d'institutions existantes, on demanda un statut parlementaire; mais les uns le voulaient conforme aux anciennes coutumes, les autres approprié aux idées modernes.
Frédéric VI, élevé dans la rigidité des vieux usages n'avait point 1808-1839.
appris la modération dans sa malheureuse alliance avec la France : il comprenait toutefois que le pays aurait à gagner à des institutions qui auraient pour but de modérer le pouvoir royal. Il favorisa les bourgeois par crainte de l'aristocratie, fit des grades académiques la condition des emplois, auxquels il attacha des priviléges nobilaires. Il avait promis depuis 1815 des états provinciaux; mais il n'avait point encore tenu sa promesse quand la révolution de juillet vint enflammer les es-
prits. Il fut contraint alors d'accorder la constitution promise 1834.
avec des assemblées provinciales, consultatives seulement, et non pas générales : du reste, point de parlement législatif, point de publicité, point de vote de l'impôt ni de liberté de la presse. D'après ce statut, le royaume est divisé en quatre parties : les îls danoises, le Jutland, de duché de Sleswig, le duché de Holstein; chacune d'elles possède une assemblée biennale, dont les membres sont élus directement par des propriétaires payant une contribution déterminée.

Ces concessions, si minces qu'elles fussent, furent accueillies avec joie : cependant l'opposition libérale se fortifie; elle est toujours monarchique, mais avec des bases démocratiques dans le Jutland, tandis que dans le Holstein elle tend à l'aristocratie. En général, la constitution de la France y est moins désirée que celle de la Norwége, qui est fondée sur le droit commun, sans privilége social ni politique. Christian VIII avait donné lui-même cette constitution aux Norwégiens. On assura donc lorsqu'il succéda à la couronne de Danemark qu'il l'appliquerait à ce pays, lui qu'on avait vu prendre parti en Italie
pour les libéraux. Mais il n'en fut rien, et il s'en tint à l'exemple 1839.
paternel; il chercha même à amener les provinces allemandes à une sujétion égale. Cependant les gens avisés lui représentaient que le droit divin allait s'affaiblissant, et que le seul moyen de consolider son trône était de le populariser.

Nous avons vu que depuis 1460 le duché de Sleswig, c'est-à-dire le Jutland méridional et le duché de Holstein, État de l'empire germanique, se sont trouvés réunis au Danemark,

sous la maison d'Oldenbourg. La réunion est telle cependant que les deux principautés, indissolublement liées entre elles, ne sont qu'une dépendance du Danemark. La maison d'Oldenbourg s'étant divisée en deux branches, l'une d'elles a régné en Danemark; l'autre, celle de Holstein-Gottorp, a possédé la majeure partie des deux duchés comme feudataire du Danemark, tandis que, pour une autre partie et pour certaines affaires de haute importance, le gouvernement était exercé par les deux branches en commun. De cette communauté résultèrent des difficultés inextricables. Les ducs de Gottorp, lors de la paix de Roskil (1658), obtinrent d'être déclarés souverains; mais les rois de Danemark eurent toujours l'œil ouvert sur eux, et en 1720 ils se rendirent maîtres du Sleswig, puis du Holstein en 1773, qu'ils échangèrent contre les pays d'Oldenbourg et de Delmenhorst. Cependant les deux duchés eurent toujours une existence distincte et cette séparation fut reconnue dans les traités de Vienne, et le roi de Danemark, comme duc de Holstein, devint membre de la confédération germanique; il obtint en outre le Lauenbourg en compensation de la Norwége.

Aujourd'hui la dynastie de Danemark paraît prête à s'éteindre, et la succession n'est pas soumise aux mêmes règles en Danemark, dans le Sleswig et dans les duchés de Holstein et de Lauenbourg. En Danemark, la primogéniture est établie; et à défaut d'héritiers mâles, le droit passe à la descendance féminine de mâle en mâle; ce qui porterait au trône Frédéric de Hesse, issu d'une sœur du feu roi Dans les duchés, au contraire, le privilége des mâles subsiste; mais on ne s'accorde pas sur la manière de l'interpréter. La maison impériale de Russie, qui prétend l'emporter sur les Holstein-Sonderbourg, attache une importance extrême à une acquisition qui l'amènerait à siéger dans la diète germanique (1).

En juillet 1846, le roi de Danemark déclara que les duchés

(1) *Voyez* sur cette importante question :

FALCK, *Das Herzogthum Schlesvig-Holstein in seinen gegen wartigen Verhälteniss.*

DAHLMANN, *Urkundliche Darstellung des dem Schleswig-Holsteinischen Lantage zustehenden Steuerbewilligungstrechtes.*

K. SAMWER, *Die Staatserbfolge der Herzogthümer Schleswig-Holstein und Zugchöriger Landc.*

Le comte RENÉ DE BOUILLÉ, *Des droits de la couronne de Danemark sur le duché de Sleswig*; Paris, 1847.

allemands continuaient à faire partie du royaume de Danemark; mais quant au Holstein, il ne décida pas d'une manière aussi positive. Il s'est élevé à ce sujet de fortes protestations, dont les effets ne sont pas encore visibles.

Il est certain que les populations tudesques attribuées au Danemark ont peine à s'assimiler avec la population scandinave; on sent au delà de l'Elbe cette tendance des peuples à se rapprocher selon leur race, leur langue, leur religion. Dès 1815, les idées libérales fermentaient dans le Sleswig et le Holstein; mais elles furent réprimées, comme en deçà de l'Elbe. Ceux qui dans la péninsule regrettent, en assez grand nombre, l'union de Calmar, ne voient pas de mauvais œil les habitants des duchés repousser la langue et les coutumes danoises, et chercher à se rattacher à l'Allemagne. Cette force secrète qui pousse les nations européennes à se grouper selon les affinités de langue, de race et de religion s'augmente dans ces pays de la crainte de voir le Danemark absorbé par le colosse russe. Il se fait donc des sociétés secrètes pour réunir les trois royaumes scandinaves, et des associations nombreuses d'édudiants font serment de s'y employer de tout leur pouvoir. En effet, si la Suède établit la monarchie démocratique et la Prusse la monarchie aristocratique avec le système représentatif, les deux parties du royaume danois seront entraînées chacune en sens opposé. Alors l'union scandinave resterait solidement assise entre la Russie et la mer du Nord, qu'elle convoite.

CHAPITRE XXXIII.

LITTÉRATURE.

La littérature du dernier siècle, si peu originale qu'elle fût, avait emprunté une physionomie et une apparence d'unité à l'intention commune de démolir. Elle atteignit son but; mais, comme toujours, les vainqueurs se divisèrent et s'escrimèrent à l'aventure avec cette diversité de plans et de moyens qui constitue le caractère et le défaut des modernes.

Quand éclata la révolution, ce ne fut pas seulement en France que les esprits en furent ébranlés; l'enthousiasme ou la haine, le spectacle ou l'attente de grandes commotions enlevèrent aux

écrivains la réflexion, le calme aux lecteurs. La main eut à combattre, au lieu de tenir la plume; et la littérature ne fut plus guère que le talent appliqué aux affaires. Les tribunes d'Angleterre et de France retentirent d'une éloquence sans exemples, parce que jamais ne s'étaient agités de plus grands intérêts. La poésie se retrouva dans les mouvements populaires et guerriers, dans telle chanson qui renouvela les prodiges de la lyre d'Orphée et d'Amphion sans mériter pourtant d'être appelée belle. Quand les esprits reprirent quelque calme, Joseph Chénier devint le poëte à la mode; mais l'enthousiasme de ses compositions lyriques n'est que celui de son temps. Ses tragédies, applaudies alors à cause des allusions qu'elles renferment, sont infidèles à l'histoire et d'une froide régularité. Dans ses dernières années, la déception lui inspira des plaintes énergiques et le frémissement d'un éloquent courroux.

Une fois que la république eut disparu, que toutes les volontés eurent été dans une seule, que l'admiration fut réservée à un seul, les journaux à ses gages louèrent ou blâmèrent à son gré : leur critique, comme celle de Geoffroy, manqua de courtoisie comme d'élévation; elle ne fit que continuer celle du siècle précédent, alors qu'on n'appréciait que le poli, que Shakspeare n'était connu qu'à travers Voltaire et Ducis, que La Harpe ne voyait rien de grand que les dix-septième et dix-huitième siècles, et faisait consister la gloire de Racine à avoir ajouté de nouvelles grâces au génie de Sophocle et d'Euripide. La protection administrative accordée aux arts conduisait à n'écrire que pour obtenir, pour mériter des prix et des pensions. Quant à la littérature indépendante et altière, se souvenant du grand rôle qu'elle avait joué dans le dernier siècle, il faut la chercher hors de France.

En Allemagne, une science qui s'appliquait à élaborer tous les matériaux du passé poussait l'intelligence au doute. Goëthe et Schiller, délaissant les traces anciennes, avaient rappelé à la nature et aux sentiments naïfs ou profonds; critiques insignes, ils approfondissaient les raisons du beau comme sentiment absolu, soumis à des lois et à des conditions précises, élevant l'esthétique au rang de science philosophique, lui faisant juger, au moyen de l'idée, ce qui apparaît aux sens, et réduire en règle ce qui n'est qu'impression. Baumgarten enseigna, au lieu de l'essence du beau, les moyens pratiques de le découvrir de l'ordonner, de l'exposer, de le juger; et parfois il fait consister

la perfection dans la forme extérieure des objets, parfois dans la manière de les sentir. Kant ne la place pas dans les objets, mais dans l'intelligence. Il distingue le beau libre du beau adhérent; et, selon son propre système, il rend l'idée du beau subjective, de sorte qu'elle n'a pas d'existence propre, mais qu'elle résulte de la libre impulsion de l'imagination. Fichte, qui tira les dernières conséquences du kantisme, soumit l'art à la morale, faisant de lui le représentant de la lutte de l'homme contre la nature et du triomphe de la liberté.

L'esthétique demeura véritablement constituée par la philosophie de Schelling, qui l'émancipa entièrement, et présenta le beau comme l'accord du fini avec l'infini, de l'existence fatale avec l'activité libre, de la vie et de la matière, de la nature et de l'esprit; d'où il résulte que l'art est la plus haute manifestation de l'esprit. De là sortirent les fortes études relatives à ce noble exercice des facultés, et qui amenèrent la restauration de l'art chrétien, considéré jusqu'alors comme grossier et chimérique. Il était facile toutefois de confondre la philosophie, l'art, la religion et les formes propres à chacun : on vit surgir, en effet, les abstractions sentimentales, à la fois mystiques et symboliques, non-seulement dans la littérature, mais encore dans les arts du dessin.

Hégel détermina mieux les limites de l'art en le plaçant au-dessous de la religion et de la philosophie, comme représentant le vrai sous des formes sensibles, et arrivant à l'esprit au moyen des sens et de l'imagination. Après l'avoir étudié dans sa manifestation historique, il donne la théorie des arts particuliers en déterminant les principes et les formes essentielles de chacun et en formant ainsi un système complet.

Une fois l'esthétique fondée sur la philologie, elle fut développée par Krug, Hugedorn, Heinsius, Herder, Engel et d'autres. Sulzer, dans la *Meilleure manière de lire les classiques à la jeunesse,* en tire le secret de beautés nouvelles, en les distinguant du bon et du parfait. Tieck élève la critique jusqu'à la sublimité morale : les Schlegel, embrassant toutes les littératures de ce regard d'ensemble qui est le privilége des esprits élevés, en déduisent ce qui sert à représenter les nationalités et à caractériser la pensée intime des auteurs et des peuples (1). La critique abandonna le pédantisme et les tendances prosaïques

(1) Tome XVII, page 480.

du kantisme pour s'étendre sur le savoir universel et sur les systèmes tant religieux que politiques. Elle n'étudia plus seulement les formes diverses, mais la raison d'être et les causes de durée des différentes littératures. Elle ne s'ingénia pas tant à découvrir des défauts qu'à accroître le plaisir du lecteur en révélant de nouveaux mérites dans les originaux, qu'à chercher des lacunes à combler, des débris à restaurer, des civilisations, à ressusciter. L'esprit critique et spéculatif arriva à la création, au drame, à la poésie lyrique. Après avoir analysé le cœur, il sut le faire palpiter.

Lorsque la littérature allemande se fut associée à la lutte nationale contre l'étranger, ne trouvant rien dans les temps modernes qui réveillât l'enthousiasme, elle se jeta sur le moyen âge et au delà; elle étudia le grand rôle qu'avait joué dans le passé la race germanique : la liberté, la chevalerie, la poésie, l'art chrétien étaient venus de là; la suprématie lui avait été conférée avec l'empire, jusqu'au moment où elle l'avait perdue en se soumettant aux influences françaises dans la politique et dans la littérature. On en conclut qu'il fallait rechercher l'originalité.

Madame de Staël. 1766-1817.

Ce fut à cette source que s'inspira la baronne de Staël, qui, sans atteindre au génie, exerça une très-grande influence, parce qu'elle joignait à la vigueur de l'homme la grâce de la femme, l'imagination à la raison. Élevée entre l'esprit spéculatif et le positif aux commencements de la révolution, elle applaudit, au milieu de tant de songes réalisés, de théories mises en pratique, de changements si gros d'espérances, l'impulsion donnée par son père; puis, désabusée, elle médita au milieu des horreurs qui en sortirent, et écrivit une admirable défense de Marie-Antoinette; cri de femme et de mère. Rentrée en France dans des temps plus calmes, elle chercha à faire revivre la société, la culture intellectuelle, la délicatesse, l'esprit, qui fit d'elle une puissance.

Son éducation et sa croyance, son respect filial, ses premiers amis la maintinrent en politique dans ce milieu qui ressemble au protestantisme en religion et qui s'en tient aux monarchies tempérées. Associant, dans ses *Considérations sur la révolution française*, l'amour de l'ordre à celui de la liberté, elle y expose avec une éloquence neuve les progrès de la civilisation, les maux qui accompagnent les révolutions, le profit qu'en tire le pouvoir absolu et l'état de choses qui en résulte. L'amour et la haine

la rendent pénétrante. L'hostilité qu'elle afficha contre la gloire de l'empire de Napoléon rendait très-significatives les réticences de ses livres et de ses épigrammes contre celui qu'elle appelait, d'une façon plus plaisante que juste, un *Robespierre à cheval.*

Napoléon bannit cette amazone intellectuelle; et la persécution accrût la puissance de la pensée, dont une femme était le représentant. Détournant ses regards de la France railleuse et incrédule pour les porter sur l'Allemagne grave, studieues, croyante, idéaliste, elle écrivit sur ce pays après des conversations animées, où elle a trouvé tout juste, tout admirable dans ce pays nouveau pour ses regards. Elle parle en femme éprise de ces philosophes et de ces poëtes, et renverse ainsi la barrière qui s'élevait entre la France et les Allemands, qu'elle fait connaître à toute l'Europe.

Dans la *Littérature chez les anciens et chez les modernes*, madame de Staël élève Shakspeare aux dépens de Racine, et fait la guerre à Boileau. Dans *Corinne,* poëme, roman et traité philosophique, elle peint mieux que la nature et les arts le cœur, la société et les souffrances du génie au milieu d'un monde prosaïque. Mais le point important pour elle était de montrer l'indépendance comme l'élément du génie; d'établir des théories de goût, qui étaient des conseils de dignité et de courage; de protester sans cesse par la force de la volonté, par l'enthousiasme de la liberté, par la ferme confiance dans le progrès contre le gouvernement impérial, qui l'opprimait. Quand les partisans du nouveau César ne voyaient que l'empire appuyé sur les baïonnettes, elle disait : « Notre ordre social est fondé tout entier sur la patience et la résignation des classes laborieuses. » Pleine de ferveur pour tout ce qui était indépendance, justice, courage, elle se lança dans l'avenir plus que n'osaient le faire ceux qui s'intitulaient les penseurs; et une exquise finesse de cœur lui fit entrevoir, à elle femme, l'accord des questions littéraires avec les questions politiques.

Mais si elle blâma Goëthe de ressusciter la mythologie, elle ne comprit pas ceux qui voyaient dans le christianisme l'unique source du génie moderne; et, se bornant à cet égard à admirer les grands hommes du seizième siècle, elle s'écrie : « Peut-être ne sommes-nous capables dans les beaux-arts d'être « ni chrétiens ni païens. Ni l'art ni la nature ne se répètent; « ce qui importe, dans le silence actuel du bon sens, est d'é- « carter le mépris qui veut se jeter sur toutes les conceptions

« du moyen âge. » Plus admirable, assure-t-on, dans sa conversation que dans ses livres, elle s'y montrait dans ce rôle de supériorité féminine qu'elle a si bien peint dans *Corinne*; et le cercle de ses amis contribua puissamment à répandre des idées littéraires en partie opposées à celles de l'école et surtout plus larges. Le principal mérite de l'école consistait à imiter, ils voulurent l'originalité; l'école proclamait certaines règles arbitraires, ils furent pour l'émancipation; l'école offrait pour modèles les idées et les types de beauté grecs et latins, ils soutenaient que les types moins parfaits, mais plus en rapport avec nous, qui se rencontrent dans les temps romantiques ne sont point à négliger; et de là le nom qui leur fut donné.

Romantiques. Ceux qui cherchaient une formule du romantisme disaient avec Schlegel : « La contemplation de l'infini a révélé le néant de tout ce qui a des limites : la poésie des anciens était celle de la jouissance, la nôtre est celle du désir; la poésie ancienne s'établissait dans le présent, la nôtre flotte entre les souvenirs du passé et le pressentiment de l'avenir. » C'était donc un assentiment plus profond du présent en rapport avec le passé, contemplé d'un nouveau point de vue. Les classiques avaient considéré les règles non comme une histoire de ce qu'avaient fait les maîtres; pour eux c'était un moyen non-seulement d'imiter, mais de produire. Les romantiques placèrent la souveraineté dans le sentiment individuel, et firent de l'esthétique une science rationnelle, au lieu de la réduire à une recette empirique. L'école classique, née au milieu des cours, où abondent les conventions, les ménagements, les nuances aristocratiques, s'attachait plus au contour qu'au coloris, à la logique qu'à la fantaisie; elle était pauvre d'images, parce qu'elle ne dérivait pas du sentiment. Les romantiques se proclamèrent les fils du peuple; ils eurent en conséquence moins de poli, mais plus de vivacité. Les classiques peignent l'humanité dans ce qu'elle a de général, la vérité abstraite, la beauté qui provient de l'unité, sans s'inquiéter de la couleur locale et des détails d'organisation. Les novateurs voulurent la vérité vivante, celle de l'individu plutôt que celle de l'espèce, les types distincts plutôt que les types connus. En conséquence, les uns parvenaient facilement à une beauté de convention, qu'ils appelaient improprement idéale; et comme les espèces sont peu nombreuses, ils s'emprisonnèrent dans un champ étroit. Les autres ont devant leurs yeux l'univers; mais lorsqu'il s'agit pour eux

de choisir, ils peuvent facilement tomber dans le trivial, ou se perdre dans des exagérations de fantaisie.

La langue dut se ressentir de ces doctrines : les mots comme les personnes acquirent l'égalité; on cessa d'éviter l'expression propre pour y substituer des circonlocutions ingénieuses et sans couleur; il ne s'agit plus d'alambiquer le style et d'y introduire l'afféterie des cours, mais d'interroger la langue du peuple.

En résumé, la variété et l'infini sont le caractère du genre romantique, qui de là introduisit le lyrique partout.

La différence apparut plus grande dans le drame, qui est la réflexion de l'homme sur lui-même; où nos passions se convertissent en plaisirs, au lieu d'exciter l'angoisse; où en se voyant reproduites dans les actions d'autrui elles se reconnaissent et jouissent d'elles-mêmes sans avoir à se redouter. Le théâtre étant aujourd'hui le seul lieu où le poëte se trouve face à face avec le public, c'est là que le romantisme trouvait surtout à innover, d'autant mieux que la tragédie avait été malheureuse dans le siècle passé, où elle s'épuisait en dialogues ou trop poétiques pour rendre la nature ou trop délayés pour peindre la passion, et où elle se trouvait resserrée dans un cercle étroit de sentiments fictifs ou toujours prévus.

Les gens de l'école, qui ne voulurent considérer que l'écorce, ne voir là qu'une forme différente de celle des classiques et une rébellion contre les règles, ravalèrent la question jusqu'à faire consister le romantisme théâtral dans la violation des trois unités scolastiques. Cependant, dès le commencement du dix-huitième siècle, La Mothe avait démontré l'absurdité de ces unités, et Métastase prouvé qu'elles ne s'appuient pas sur l'usage antique, bien que tous les deux s'en fussent tenus aux conventions reçues et n'eussent point osé risquer toute la vérité; car la répudiation de l'unité n'en est qu'une partie.

Lessing, refusant aux critiques français la véritable intelligence de la théorie et de la pratique des Grecs, s'en autorisa pour proclamer la liberté. Avec des connaissances plus étendues, les Schlegel démontrèrent la puissance de Shakspeare, puissance qui ne résulte pas des libertés dont il use, mais qui y trouve l'occasion de s'exprimer. Ils traduisirent un drame indien (*Sacontala*), et prouvèrent par là que, dans des pays très-éloignés et très-différents, l'instinct poétique, dégagé de préjugés, a recours aux mêmes expédients sans jamais tomber dans le mesquin; et, comparant l'art dramatique chez les dif-

férents peuples, ils le montrèrent arrivant à une grande hauteur chez les Grecs, chez les Espagnols, chez les Anglais, dégagé des règles que les humanistes avaient faussement déduites d'Aristote.

Mais si le drame est la forme la plus expressive de la civilisation, les autres compositions doivent aussi s'y proportionner : c'est donc une tyrannie ignorante que de poser à l'avance les règles d'après lesquelles l'inspiration doit s'exprimer ; car elle n'a de valeur qu'autant qu'elle est la révélation personnelle de sentiments et d'idées. Or, les esprits distingués de la nouvelle école ne foulaient pas aux pieds les préceptes de propos délibéré ; mais ils s'inspirèrent des sentiments vrais, de manière à se faire l'expression des vices, des vertus, des faiblesses actuelles.

Chateaubriand Chateaubriand fut leur maître en France, grâce à l'opportunité de ses œuvres.

Les misérables triomphes de l'impiété, qui, regardant comme autant d'hypothèses la Providence, l'ordre et l'immortalité, y substituait d'autres hypothèses, la fatalité, le hasard et le néant, n'avaient laissé à l'homme que l'orgueil, une science bavarde, la conviction de l'incertitude universelle, le désespoir d'une ambition impuissante, sans lui promettre cette stabilité qui naît de l'accord des croyances. Quelques-uns se traînaient encore derrière le char vide de Voltaire ; d'autres se préparaient à flatter le nouveau héros, qui leur dispensait en retour des louanges officielles et des emplois. Mais tandis que Napoléon restaurait l'ancienne religion, comme moyen d'ordre et de discipline, Chateaubriand voulut en faire apparaître la beauté. Le matérialisme, qui lui avait été communiqué par la science, avait réduit la poésie à une froide contemplation ; et les encyclopédistes, reniant la nature et Dieu, avaient écrit avec le compas et le calcul, jamais avec le cœur. Chateaubriand, dans le *Génie du christianisme,* restitua au ciel et à la terre les harmonies mystérieuses qu'ils ont avec l'existence humaine ; il donna pour défense à la religion, ébranlée par le sarcasme de Voltaire, par l'esprit de Diderot, par la fougue de Rousseau, par les égarements de Raynal, les charmes de l'imagination, la vie des affections, les beautés du culte. Cette effusion d'harmonies oubliées fit lire avec avidité son livre, qui trouva pour adversaires la haine et la frivolité. Hoffmann et Morellet, régentant l'auteur comme un écolier, lui reprochaient un style bariolé de pourpre et de haillons, tour à tour sublime, qui s'arrange d'un mot vulgaire pour exprimer une grande idée.

Comme livre de circonstance, cet ouvrage en a les qualités et les défauts. On n'y trouve pas une conviction profonde, une idée élevée de Église catholique et de la lumière qu'elle répand sur l'histoire, sur la politique, sur les sciences humaines; il ne discute pas les fondements de la foi. Quoiqu'il ne se contentât pas d'une croyance vague dans la Providence, et qu'il acceptât le christianisme établi, Chateaubriand ne voulait pas cependant procéder par syllogismes, mais chercher les dogmes au fond du cœur, rendre la foi à l'imagination, réfuter le matérialisme par l'argument de Diogène, qui se mettait à marcher devant celui qui niait le mouvement.

Je n'ai pas cédé, disait-il, *à de grandes lumières d'en haut; ma conviction est sortie de mon cœur : j'ai pleuré, et j'ai cru.* Et c'est dans cette voie qu'il voulait guider ses lecteurs. Ainsi le sentiment avant tout, au point de faire quelquefois tort à la raison. Le penseur trouve qu'il y a quelque légèreté à traiter le christianisme comme une aspiration individuelle plutôt que comme la pensée collective de l'humanité, synthèse de toutes les conceptions, règle de tous les actes. Le sceptique s'enhardit en apercevant combien il est facile de lui répondre; un esprit austère put regarder comme frivole un livre qui ne relève de la religion que ses beautés. L'Olympe ne pourrait-il pas y opposer autant de beautés, et plus encore. Cependant il n'inspirait pas le sacrifice, il n'élevait pas la raison, il n'imposait pas la charité. Mais, comme artiste, Chateaubriand excelle à peindre: il agrandit les sensations à l'aide de l'imagination, et décrit en faisant ressortir les rapports moraux des choses. Il eut le désir d'opérer une restauration littéraire tant dans les idées que dans les formes consacrées; il sut fouiller dans les ruines éloquentes de la révolution; c'est là qu'il puise ses défauts vigoureux et ses puissantes qualités.

Cet écrivain semble appartenir à ces hommes du milieu qui s'accommodent aux nécessités de la transaction; il semble, dis-je, qu'il leur appartienne d'accomplir les révolutions. Chateaubriand voulait s'éloigner des anciens, mais après s'être approprié ce qu'ils avaient de mieux, de même qu'en politique il considérait la révolution comme un égarement passager, dont il fallait revenir.

Il mit en pratique, dans ses romans, la théorie tracée dans le *Génie du christianisme*. *Atala*, qui rappelle Bernardin de Saint-Pierre, mais avec plus de profondeur, répondit à cette

douleur des expériences avortées qui fait imaginer le bonheur dans la vie sauvage. *René* révélait les passions intimes, les rêveries vagues, mais sans bornes, de ces âmes qui ne peuvent être calmées que par la foi religieuse, et le mécontentement d'une société jetée hors de son ancienne voie sans avoir pu encore s'en ouvrir une nouvelle ; c'est la littérature méditative et pathétique. En voulant démontrer dans les *Martyrs* que la mythologie païenne n'est pas plus poétique que le christianisme, il choisit très-heureusement l'époque à laquelle l'un existait à côté de l'autre, celle-ci jeune de vérité et de persécution, celle-là vieillie par le contraste et par la lumière qui jaillissait des dogmes persécutés. Malheureusement l'auteur poussa l'antithèse non-seulement jusqu'à donner à ses personnages, mais jusqu'à prendre lui-même tour à tour le langage du chrétien et celui du païen. Ne s'appuyant pas assez sur l'histoire, il confondit les opinions et les couleurs de siècles éloignés, et les mêla avec les opinons et les couleurs des siècles modernes. Afin d'accumuler les faits, il se priva de l'espace nécessaire pour développer les affections, et il ne comprit pas la simplicité qui avait une si grande part dans l'héroïsme des martyrs.

Comme il arriva à tant d'autres écrivains français, ses premiers ouvrages furent les meilleurs : cependant son influence ne commença que tard. Tant que régna Napoléon, la littérature ne grandit pas en France ; et la fortune, comme si elle eût voulu donner une mortification à celui qui était son enfant gâté, accorda deux grands poëtes à la nation acharnée à sa ruine.

Byron. Le siècle présent s'est plu à applaudir dans lord Byron la personnification et l'ostentation de certains défauts qui lui sont propres : cet air de souffrance au milieu des plaisirs ; cette générosité dans les actions dont on se raille en paroles ; cette manie de ne parler que liberté avec le cœur dévoré de la soif du despotisme, de substituer l'exception à la règle, de peindre le vice sous des couleurs attrayantes, en n'éclairant que le côté favorable ; ce travers de représenter des existences orageuses, des situations violentes, des âmes en proie au crime et à la tristesse, des brigands avec le prestige de l'héroïsme, des femmes en dehors de la nature, des pays et des usages différents de ceux qu'on rencontre dans les poëtes ; l'homme aux prises non avec des géants, mais avec le destin, mais avec ses propres passions, audacieusement révoltées contre le de-

voir. Byron ne connut point la nature, ou ne l'aima pas; et, prenant pour muse le dédain, ne pouvant d'ailleurs s'identifier avec d'autres que lui-même, par la vigueur intense de son génie, il copia toujours le même modèle, drapé diversement, c'est-à-dire lui-même, ou ce qu'il vit et sentit.

Le moyen âge créa deux types du pécheur : Faust, qui, dans des vertiges d'ambition intellectuelle, veut tout savoir pour tout pouvoir; et don Juan, plongé dans le bourbier sensuel. Goëthe prit l'un, Byron s'empara de l'autre, dont l'esprit se rapportait au sien. Dans son *Faust*, Goëthe parcourt la vie humaine et l'histoire pour jeter un sourire amer sur le néant de la science, de la beauté, de la vertu même, sur tous les efforts faits par l'humanité, dès les premiers temps, de manière à porter au désespoir, à bafouer notre race toujours trompeuse, tyran ou esclave à la fois. Le *Don Juan* est une anatomie effrayante de la société, ayant pour but d'y découvrir partout l'hypocrisie morale, religieuse, politique, poétique; de dessécher la plus belle des vertus, la charité sociale, et le respect envers l'espèce humaine. Don Juan et Faust éprouvent tous deux quelques retours vers la foi et les affections humaines; quelques rayons de pure lumière viennent luire encore dans la sombre horreur des tableaux; mais l'esprit d'orgueil, de révolte, de négation, d'ironie, de guerre contre toute supériorité ne tarde pas à prendre le dessus.

Sous une surface voluptueuse, Byron affectait la misanthropie (1) : élevé dans l'orgie, dans la galanterie, il reste toujours, même dans la poésie, enchaîné à son temps, toujours au centre des intérêts humains. En proie à l'orgueil de l'ange déchu, à la soif de la vengeance, aux luttes du désir avec la satiété des sens, à l'inquiétude de l'homme qui, dans l'intensité de sa volonté, se trouve hors de la sphère naturelle de sa propre activité, il chercha l'amour dans le libertinage, la gloire dans l'opposition aux idées reçues, la liberté par accès, et point dans la forte constitution de sa patrie, mais par quelques actions téméraires au milieu des esclaves. Enfin, un noble but brilla à ses 1824.
yeux, et il alla prodiguer ses biens et sa vie pour la Grèce, où il rendit le dernier soupir, tristement désabusé.

Le monde, ivre naguère de combats, ne rêva plus que che-

(1) « Ces pierres couvrent le reste d'un ami, le seul que j'aie connu. » Il s'agissait de son chien.

veux épars, corsaires, vices élégants et énergiques, débauchés blasés, haine des liens sociaux par besoin d'activité matérielle; et comme l'homme qui guide les autres influe sur eux, non-seulement par son propre génie, mais par la manière dont il comprend l'intelligence et l'accommode à ses propres caprices, on se prit de goût, sur les traces de Byron, pour les jouissances du luxe et de la poésie, pour les chevaux, pour les femmes, pour les voyages en Orient; on se mit à affecter l'étrangeté au milieu de la vie sociale dans un temps où la civilisation aplanit les inégalités, et à exagérer les sentiments dans la littérature alors qu'ils s'affaiblissaient dans la société. C'est ce qui engendra une foule d'âmes souffrantes et plaintives, se croyant élues parce qu'elles n'ont pas la force des âmes vulgaires, dont (dernier signe de faiblesse maladive) elles méprisent et envient tout à la fois la tranquille simplicité, se créant des joies et des chagrins différents des autres, aimant mieux s'agiter que d'agir, et mettant trop souvent l'héroïsme dans la lâcheté du suicide.

Walter Scott. La vie extérieure fournit à Walter Scott ses sujets comme l'homme intime à Byron : l'un passionné, l'autre pittoresque; celui-ci offrant mille caractères variés, celui-là n'en connaissant qu'un seul, c'est-à-dire lui-même. Les *Lais du dernier menestrel* avaient placé Walter Scott au premier rang en Angleterre comme poëte, lorsque parut Byron. Ne voulant pas s'exposer à
1814. rester le second, il s'adonna à la prose, en commençant par *Waverley* cette série inépuisable de romans dont l'action constitue le mérite et le défaut.

Le roman, tel que nous l'entendons maintenant, est une production nouvelle de la littérature chrétienne, c'est-à-dire de celle qui porte à méditer sur la vie intérieure, à suivre les développements d'une passion depuis sa naissance jusqu'au moment où elle triomphe ou succombe. Les ascétiques et les satiriques s'y sont complus; mais il a revêtu uncaractère différent, selon les pays. Les romans d'aventures ont prévalu dans le Midi : de là les cycles infinis où tournent continuellement comme types les mêmes personnages. En Italie, les poëmes romanesques ont tous répété ces événements; les contes ou nouvelles ont été bâtis sur des anecdotes; chaque poëte chantait une belle, mais toutes se ressemblaient. Les comédies généralisaient l'humanité, au lieu d'offrir des individus. En Espagne, ces personnifications d'un vice ou d'une vertu apparaissent jusque dans les meilleurs romans. Dans le Nord, la réflexion intérieure pré-

domine, et Shakspeare, Richardson, Fielding, Sterne, étudiant attentivement chaque homme, chaque passion, chaque accident, la douleur et le plaisir, exposent à nos regards une immense galerie de portraits. C'est de là qu'étaient venus les grands modèles du roman; mais je ne sais quelle réprobation dédaigneuse (1) pesait sur ce genre de littérature. Le roman n'est pourtant qu'une forme qui se prête à toutes les passions du cœur et à tous les caprices de l'esprit, aux inspirations graves ou railleuses : il a servi à Voltaire et à Diderot pour démolir, à Chateaubriand pour réédifier; il a été une peinture chez Walter Scott; il a été l'épopée de l'individualisme sentimental dans *Werther*, *René*, *Corinne*, *Obermann*, *Adolphe*, *Lélia*. Il a été avec Eugène Sue le poison de la société et de la morale.

Walter Scott a peu de goût pour l'analyse du cœur; il préfère l'école archéologique, chère à l'aristocratie, et la traite avec une impartialité qui a des excuses pour tous les siècles, pour tous les usages, pour tous les vices, des lauriers pour haque héroïsme, de la bienveillance pour chaque condition. L'imagination lui vient moins en aide que les réminiscences, et il prend le beau où il le trouve; mais il se l'approprie par une couleur vigoureuse et par l'élévation poétique, en évitant l'affectation de la plupart des écrivains. Il est sans rivaux dans les descriptions, plein de vérité dans le dialogue et habile à produire l'intérêt dramatique; lorsqu'une fois il a bien étudié un sujet, il s'y jette à l'aventure. « Un habitant de la lune, dit-il, ne « sait pas plus que moi comment je me tirerai du labyrinthe « de mon histoire..... Je n'ai jamais su écrire un plan entier, « y rester fidèle..... Ma plus grande ambition a toujours été « que ce que j'écrivais divertît et intéressât : au destin le soin « du reste. » C'est pour cela qu'on n'aperçoit chez lui que le désir de peindre; jamais un but quelconque, excepté dans la *Vie de Napoléon*, que la postérité ne lira pas. Talent tout à fait extérieur, il ne crée point de types, et l'homme figure dans ses compositions comme les buissons dans un paysage.

Anne Radcliffe avait introduit la terreur dans les romans anglais. Elle ouvrit les tombeaux, exposa le cadavre dans l'horreur de son immobilité et des approches de la décomposition.

(1) M. Villemain s'excuse, dans son *Cours*, toutes les fois qu'il cite un roman, et laisse inachevé l'examen de divers auteurs pour ne pas parler du roman.

Elle déploie tout l'attirail de l'épouvante, les trappes, les tapisseries doubles, les tortures, les cris, les cachots, les spectres; puis, lorsqu'elle a rempli d'effroi l'âme du lecteur, elle se moque de lui en tirant le rideau mystérieux, et lui révèle en riant les ressorts de sa fantasmagorie. Les cornes du démon sont celles d'une génisse; les os de squelette sont les restes d'un dîner; ce qui fait que l'intérêt s'évanouit après une première lecture, et qu'il ne peut se soutenir que par la magie du style.

A son exemple, Walter Scott introduisit parfois des êtres fantastiques, et mit en œuvre tout le machinisme de l'épouvante; mais il reconnut l'erreur, et y renonça. Tranquille dans sa villa d'Abbotsford, il se plaisait à cette existence de château qu'il retrace si bien dans ses romans, l'œil toujours tourné sur le passé, sur ces lords qui ont fait la grandeur de l'Angleterre. Il ne tient pas plus compte des douleurs et des espérances du peuple que les écrivains classiques. Sa tranquillité sereine et limpide plut aux âmes tourmentées par des souvenirs récents et inquiètes sur l'avenir : apaiser le cœur est plus facile que de l'émouvoir. Mais les effets qu'il produisit se réduisirent à des modes, à des mascarades, à des tourelles gothiques, à des tournois, à la remise en usage de vieilles pantoufles. A sa suite vinrent une nuée d'imitateurs, qui prétendaient à sa facilité sans posséder sa richesse.

Scott et Goëthe sont l'opposé de Byron et de Schiller. Les premiers voient, les autres sentent; les uns tirent l'inspiration du dehors, les autres du fond de l'âme; ceux-là reproduisent le monde et les physionomies, ceux-ci la passion; ceux-là sont la lumière qui éclaire, ceux-ci la flamme qui brûle. Byron renia ces temps écoulés que Chateaubriand adora et que Walter Scott peignit; Goëthe les reproduisit tous. La peinture du barde écossais est vraie, mais inefficace. Byron, malade de haine, de doute et de désespoir, ne sait chanter que le mal, la défiance, le néant, en rendant plus sensibles les inquiétudes et la malveillance de la société et des individus et en étendant sur les ruines un linceul funèbre. Ne s'inspirant ni du souvenir ni de l'espérance, il pousse, par un athéisme désolé, l'homme à l'incrédulité, au blasphème, à l'inaction, au suicide. Goëthe, tout plein de foi, ne cherchant point à faire prévaloir une idée quelconque, réfléchit l'humanité comme un miroir. Le désordre de sa volonté nuisit chez lui à l'intelligence, comme il arrive tou-

jours. Il termina *Faust* par des railleries sur tout ce qu'il y a de sacré, la patrie, l'art, la foi ; il conspua le passé héroïque de l'Allemagne ; toujours froid, parfois insultant, Goëthe ne tint aucun compte du grand bien qu'il aurait pu faire. Chateaubriand répète, avec son éloquence exubérante et splendide, les harmonies du passé, en cherchant parmi les ruines du sanctuaire les étincelles du feu sacré ; mais il paya aussi son tribut au siècle en fait de doute et de découragement.

Les adorateurs de l'antique s'opposèrent aux formes nouvelles ; car ils ne voyaient là que des formes, dans l'Italie principalement, amoureuse de la correction extérieure (1).

Vincent Monti représente le côté pompeux de la littérature à l'antique. Ce fameux abbé, de l'académie des Arcades, au milieu de tant de poétereaux semblables à des oiseaux en cage, que le moindre bruit excite à chanter, célébrait à Rome les Odescalchi et les Braschi, les mariages et les fêtes, s'habituant à s'inspirer des circonstances, ce qui valut tant de charme à ses productions, tant de reproches à son caractère. Une élégance incomparable, une phrase irréprochablement classiques, des images brillantes, des périphrases combinées avec art, une savante combinaison de syllabes d'où résulte une période aussi large qu'harmonieuse lui donnèrent des admirateurs et beaucoup d'envieux. Nous ajouterons à ces qualités l'art de dire les choses nouvelles d'une manière antique, poétiquement les choses positives, comme il fit dans la Beauté de l'univers et dans l'ode en l'honneur de Montgolfier. Monti.

La populace de Rome massacre le républicain Basseville, et Monti de faire un poëme où il fait contempler au Français assassiné les mille maux qui désolent la France, en annonçant leur punition imminente. La France triomphe au contraire, et improvise des républiques dans la haute Italie, ce qui attire de violents sarcasmes au poëte de la tyrannie. Mais le poëte, accourant dans la Cisalpine, prouve bientôt sa conversion par des articles et des *canzoni*, où il renchérit sur ce qu'avaient fait retentir de plus exagéré et de plus farouche les clubs et la tribune. Une ode où il lance des imprécations contre *le sang du vil Capet, sucé aux veines des fils de la France*, que le

(1) Cette adoration des formes est si vraie, que les historiens et les donneurs de préceptes italiens distinguent la poésie en sonnets, *capitoli*, vers libres, etc., et que les auteurs sont rangés selon ces classifications.

cruel trahit, restera immortel à côté de cet autre poëme dans lequel il pleure *le roi le plus grand*, *le roi le plus doux*.

La mort du mathématicien Mascheroni lui fournit le sujet d'un autre poëme où il se déchaîne contre les Brutus et les Lycurgue de la république cisalpine. Bonaparte n'avait pas encore quitté les champs de Marengo qu'il saluait en lui *le rival de Jupiter, parce qu'il ne pouvait avoir de rivaux sur la terre*. Monti chante le héros qui compte les jours par des victoires, et lui fait conseiller par Dante de se couronner roi; il applaudit aux mariages, aux naissances, à tous les événements de la cour impériale. Il lance des imprécations contre l'Angleterre lorsque l'imprécation faisait partie obligée de la flatterie, et il obtient des pensions, des honneurs, de la gloire. Le grand homme tombe: alors Monti chante le *retour d'Astrée*. Mais l'empereur d'Autriche, qu'il appelait un *ouragan dans la guerre*, un *zéphyr dans la paix*, lui retira le titre d'historiographe, et supprima ses traitements.

Reprocherons-nous à Monti toute cette poésie trop versatile? Il faudrait n'avoir pas connu cette âme sympathique, ni vu ce qu'il mettait d'ingénuité dans ses affections, sans parler des temps qui, en entraînant l'homme à changer au milieu de tant de changements, ne permettent guère que d'examiner si l'on fut de bonne foi. Son défaut était celui de l'école qui s'occupait de la forme avant tout, de l'extérieur, et non du fond, et prétendait brûler un grain d'encens à l'idole de chaque jour. Monti sentait fortement ce qu'il sentait, et colorait avec vigueur les images qui s'offraient à sa pensée. Mais à la fin de chaque poëme, il tirait le rideau. Ce qu'il avait voulu dire, il l'avait exprimé admirablement. Le lendemain il passait à une autre composition sans s'inquiéter de celle de la veille.

Chez lui la forme est tout. Avec un faire large et sûr, un dédain suprême, des réminiscences tellement assimilées à sa nature qu'elles paraissent de la spontanéité, il triompha de cette médiocrité qui semble inévitable dans des sujets contemporains.

Il en fut de même de ses opinions littéraires. Après avoir grandi en célébrant les événements contemporains; après avoir relevé par le lyrisme le poëme et la tragédie, en s'écartant de la manière d'Alfieri; après avoir rempli ses vers d'ombres et de fantômes, et suivi dans un poëme entier les traces du fantastique Ossian, il se mit, dans sa vieillesse, à regretter cette

mythologie à laquelle il avait fait la guerre. Et il avait raison; car sans elle il n'y aurait pas moyen d'improviser des chants pour les mariages, pour les anniversaires des rois et des Mécènes.

Il avait plusieurs fois jeté la pierre à Cesari pour avoir, dans la réimpression du *Dictionnaire italien*, emprunté aux *trecentisti* plusieurs additions que le bon sens des premiers académiciens de la Crusca avait négligées (1). Il protestait aussi contre la corruption de la langue, dont il fallait moins accuser la conquête française que le laisser aller antinational du siècle précédent. Dans le Piémont surtout, Napione, Botta, Grassi s'étaient employés à combattre cette tendance, et tous prétendaient régénérer la langue par l'archaïsme. Monti, déjà vieux, voyant les occasions de chanter devenues plus rares, reprit cette question de la langue, que les Italiens débattent depuis des siècles et sur laquelle ils s'acharnent surtout dans les temps où l'on ne peut discuter d'autre chose.

Les uns veulent donc une langue courtisanesque, littéraire, choisie, de quelque nom qu'on voulût l'appeler, qui, en un mot, se composerait de tout ce que les bons auteurs ont écrit de mieux dans toute l'Italie. Mais quels sont les bons auteurs? les trécentistes ou les quinquécentistes? Et lesquels parmi eux? Puis chacun d'eux a-t-il écrit dans l'idiome de sa province? et d'où ont-ils tiré ce qu'ils ont de bon! Ils n'ont pas suivi en cela leur caprice sans doute; ils l'ont donc emprunté ou à d'autres auteurs, ce qui ne ferait qu'éloigner la solution, ou bien à la langue parlée; et, dans ce cas, pourquoi ne pas recourir directement à celle-ci?

Ceux qui concluent ainsi pensent-ils que le législateur du langage (nous ne disons pas du style) est le peuple qui parle le mieux, c'est-à-dire des Florentins? Mais ici nouveau schisme : l'académie de la Crusca, la première qui ait formé un dictionnaire d'une langue vivante, l'établit comme on avait l'habitude de faire pour les langues mortes, c'est-à-dire en allant chercher les mots dans les livres et en les appuyant d'exemples. Mais, sans parler des fautes d'exécution, inévitables dans un si grand travail et lorsqu'il est fait par plusieurs personnes,

(1) Foscolo faisait ces délices de ce dictionnaire; et comme il faut choisir, il voulait plutôt qu'il fût pédant que trop facile aux licences, *attendu que dans le dictionnaire italien*, disait-il, *je cherche des règles, et non des mots*.

pourquoi recourir à une autorité morte de préférence à celle qui est vivante? d'autant plus qu'en ne choisissant que chez les Toscans ou chez le petit nombre de ceux qui avaient écrit dans leur dialecte on arrivait à confesser une autorité supérieure et antérieure à celle des écrivains, l'autorité même qu'ils tiraient de la naissance et du langage.

On ne voulut pas comprendre cela. Des écrivains distingués s'étant produits dans d'autres parties de l'Italie, on prétendit que la langue devait être italienne, c'est-à-dire tirée de toutes les provinces, comme si ces écrivains s'étaient proposé d'employer le langage de leur pays natal, comme si un particulier ou même une académie pouvait savoir quels mots sont usités dans toute l'Italie, et les comparer pour choisir celui qui vaut mieux! On se récria donc contre l'orgueil des Florentins, qui prétendaient s'arroger le privilége du beau langage; on confondit la parole avec l'écriture, le style avec la langue; et ceux qui se déclaraient pour le langage populaire furent traités de pédants par ceux qui voulaient qu'on s'en tînt aux livres et à l'autorité des morts (1).

Telle serait à peu près la doctrine que soutint Monti dans ses *Additions et corrections au Dictionnaire de la Crusca*; mais il se dédit et se contredit d'une page à l'autre; il reproduit les critiques dirigées déjà contre la Crusca, et s'écarte dans la pratique de ce qu'il professe en théorie, il sait, par des grâces tout actuelles, donner de l'agrément à un traité pédantesque. Au lieu de résoudre cette question de la langue, il l'envenima, et son exemple servit d'excuse à des luttes grossières et à des personnalités de carrefour.

Voilà en quoi consistent, si nous ne nous trompons, les principaux caractères de l'ancienne école, qui a pour adversaire Manzoni. l'école de Manzoni. Cet écrivain débuta, comme les maîtres le

(1) Foscolo dit dans sa lettre du mois de septembre 1826, à Gino Capponi, au sujet de son édition de Boccace, en parlant de ces disputes grammaticales : « La cause la voici; c'est que la langue italienne n'a jamais été parlée; c'est une langue écrite, et rien autre chose; littéraire par suite, et non populaire. Si jamais il arrive que l'état de l'Italie en fasse une langue à la fois écrite et parlée, une langue littéraire en même temps et populaire, alors les disputes et les pédants s'en iront au diable, les gens de lettres ne ressembleront plus à des mandarins, et les dialectes ne prédomineront plus dans les capitales de chaque province; la nation ne sera plus comme une multitude de Chinois, mais un peuple capable d'entendre ce qui s'écrit, juge de la langue et du style. Ce qui ne peut être aujourd'hui. »

lui avaient enseigné, par des compositions dont l'une brillait de toutes les grâces antiques et dont l'autre était inspirée par des rancunes et des affections profanes. Mais déjà l'on pouvait y sentir une plénitude qui n'était ni le charme élégant de Monti ni la colère de Foscolo, à qui l'incohérence affectée donne un certain air de lyrisme. Il acheva son éducation en France, où des penseurs ses amis, à qui l'opposition tenait lieu de liberté, l'amenèrent à méditer sur les croyances et sur les théories alors à la mode. Il débuta par des essais d'une poésie sobre, qui subordonne la phrase à la pensée, ne cherche les embellissements que dans l'essence du sujet, et qui, nourrie surtout de pensées élevées et pures, se croit un enseignement, un apostolat. La simplicité originale des *Hymnes* les fit passer tout à fait inaperçues (1). *Carmagnola* et *Adelchis* furent en butte aux insultes de ces dénigreurs dont la bassesse s'aide de perfidie et dont l'activité est extrême dans tout pays où la liberté de la presse ne les livre pas à un juste mépris. L'ode sur la mort de Napoléon, inférieure aux autres poésies lyriques de Manzoni, lui fit pardonner, même par ses concitoyens, une gloire que les *Fiancés* (*Promessi sposi*) vinrent accroître plus tard.

Cette ode est la seule où il ait traité un sujet moderne; et il put se vanter d'avoir conservé son génie « vierge d'éloges serviles et de lâches outrages. » Bien loin de Monti en heureuse facilité, chaque strophe lui coûte un effort, et il n'est jamais content de ce qu'il a fait; mais Monti a limé ses vers toute sa vie, et jamais Manzoni n'a retouché les siens après les avoir livrés à l'impression. L'un peint plus qu'il ne pense, l'autre pense plus qu'il ne peint. Chez l'un l'imagination prédomine, chez l'autre la réflexion, qui est la conscience de l'inspiration, si nécessaire dans la poésie lyrique; l'un vous laisse étonné,

(1) Ils furent publiés en 1815, et de Cristophoris écrivait en 1819, dans le *Conciliateur* du 4 juillet : « Nous ne savons pourquoi les hymnes sacrés de Manzoni ont fait si peu de bruit en Italie. Quelle récompense réserve-t-on donc désormais dans cette bienheureuse péninsule au petit nombre d'esprits élevés qui, répugnant aux souillures, à la flatterie, au vice et à l'imitation servile, se vouent généreusement à l'art harmonieux de la parole par amour de la vérité et par désir de répandre de nobles conseils et de nobles exemples de justice et de charité? Ce n'est pas de l'or, ce n'est pas l'applaudissement du peuple, ce ne sont pas des honneurs solennels. Nous voyons au contraire le caractère malveillant de leurs concitoyens s'armer d'une critique envieuse, la renommée faire défaut aux esprits d'élite et la calomnie même prendre malignement à tâche de leur ravir le repos, etc. »

l'autre satisfait. Monti se pose en maître de l'opinion, en conseiller des rois et des nations; l'autre doute toujours de lui-même. Monti n'a pas un but spécial, mais il enseigne et pratique l'art; aussi ceux qui eurent le bonheur de se partager son manteau ont produit de belles choses; les disciples de Manzoni se sont attachés de préférence à celles qui leur paraissaient bonnes; les uns ont cherché l'idéal, l'autre le réel. Tous deux ont travaillé pour le théâtre, et Monti sut se faire applaudir avec des procédés anciens; il n'en a pas été de même pour l'autre. Manzoni soutint aussi des polémiques; mais, au milieu de cette critique provocatrice qui ressemble plus à une attaque de parti qu'à la discussion d'un système, il donna l'exemple de celle qui procède d'un cœur droit, d'un jugement sûr et d'une bonne conscience; qui apprécie loyalement chez ses adversaires ce qui mérite l'éloge, et admet à partager les applaudissements du public quiconque a bien mérité de la vérité. Il ne prit fait et cause ni pour lui-même ni pour un patriotisme étroit, mais une fois pour la morale catholique, une autre pour les unités tragiques, en élevant le débat à une question morale.

Chez Manzoni la poésie historique n'est ni une inspiration ni une allégorie, mais un examen consciencieux de toute chose. Non content de prendre un nom et un fait pour le jeter dans une tragédie ou dans un roman, il ressuscite les temps avec les sentiments dont ils ont vécu. Il apporte donc une pudeur poétique, une dignité perdue dans la littérature, considérée comme sacerdoce et comme mission (qu'on ne rie point de ces expressions, qui sont devenues un jargon parce qu'on les a prodiguées); et il ramène la poésie italienne vers son origine, au temps où Dante la mettait au service de la civilisation, en représentant les sentiments qu'il regardait comme les meilleurs.

Le roman de Manzoni procède de Walter Scott; mais l'auteur anglais en a fait cinquante, l'auteur italien n'en a fait qu'un. Chez l'un toutes les couleurs sont extérieures, chez l'autre c'est la vie intime; celui-ci s'applique à peindre et à amuser, celui-là à faire penser et sentir. Manzoni lui-même crut son livre destiné à vivre; car il le retoucha lorsque l'Italie l'eut accueilli. Il y fut amené par ses idées sur la langue, opposées encore sous ce rapport à celles de Monti; car il veut qu'en Italie, comme dans les autres pays, on coupe court aux incertitudes et aux pédanteries en adoptant généralement le dialecte

qui, de l'aveu de tous, est le meilleur et qui, étant vivant, est complet, infaillible et peut suivre les progrès des idées (1).

Manzoni a puni sa patrie par son silence dans la maturité de l'âge et du jugement. Mais la cause était gagnée; le nombre de ses défenseurs s'accrut sous la contradiction officielle; ils se fortifièrent dans la lutte, en exprimant les besoins et les espérances de la génération naissante.

Nous ne parlons que des meilleurs, car la tourbe se fourvoya derrière ses deux chefs. Les uns continuèrent à appeler classiques les idées vagues, les expressions exagérées, les enjolivements de ce genre verbeux et stérile qui, mettant obstacle aux progrès de la saine instruction, a empêché jusqu'ici les Italiens d'avoir une prose nationale. Ils s'obstinèrent aux beautés stéréotypées de ce vieux procédé où il entre un peu d'imagination et beaucoup de formes; ils s'en tinrent à un style lâche, prodigue d'épithètes triviales et de marqueteries classiques, dénué de physionomie comme les femmes qui se fardent. Mais qu'ils restèrent loin de la majesté et de la délicatesse de Monti! Ce n'est pas qu'il faille condamner ceux qui repoussaient les innovations, si c'était pour s'opposer à l'invasion des termes étrangers; mais il faudrait ne pas oublier qu'en isolant les Italiens ils les faisaient rester dans le faux et le mesquin. D'autres ont cherché à se faire applaudir comme novateurs en reproduisant les rhythmes et les formules du maître, en mettant en œuvre les vagues croyances d'un christianisme à la mode. Ils substituèrent à la mythologie des personnifications parasites, l'hypocondrie à la douleur, des conceptions fantastiques à la méditation (2), des passions de tête à l'étude du

(1) On lit dans Courier : « Langue académique, langue de cour, cérémonieuse, roide, apprêtée, pauvre d'ailleurs, mutilée par le bel usage... J'emploie non la langue courtisanesque, mais celle des gens avec qui je travaille à mes champs, laquelle se trouve quasi toute dans La Fontaine, langue plus savante que celle de l'Académie et beaucoup plus grecque. » *Prospectus de la traduction d'Hérodote.*

(2) Sentimentaliste avant l'époque du romantisme, Hippolyte Pindemonte se distingua parmi ses contemporains par sa *verve mélancolique et gracieuse.* Ame pure et gémissante, mais dénuée d'action, il déclame tantôt contre les voyages, tantôt contre la chasse. Il palpitait cependant pour la liberté, et se plut à représenter dans l'*Arminius* le noble caractère d'un défenseur de l'indépendance nationale; il reprocha à ce Foscolo, qui, « tout en s'efforçant de suivre la pensée moderne, s'obstina dans les formes grecques (MAZZINI), » de ne pas savoir tirer d'*étincelles poétiques* d'objets moins éloignés que Troie.

cœur. Ils firent de la tragédie une suite désordonnée de scènes qui respiraient le paganisme antique au milieu d'événements modernes; ils firent des idylles qui sentent le jardin, et non les champs. Au lieu de chercher le roman de la pensée, du sentiment, de la morale, ils le réduisirent à de la sensiblerie, à un pêle-mêle où des dialogues sans fin, des détails qui distraient l'attention remplacent la narration qui marche au but; parfois même ils l'embellirent des rugissements lyriques de *Jacopo Ortis*. En un mot, ces amplifications et ces ornements arcadiques qu'on jetait par la fenêtre, ils les rhabillèrent autrement et les firent rentrer par la porte; puis ils se crurent novateurs, parce qu'ils substituaient aux Phyllis et aux nymphes des anges, des sylphides, des clairs de lune. On n'y rencontre guère cette inspiration fraîche et naïve de la nature qui est le premier charme de la poésie et le reflet des choses elles-mêmes, et non celui d'une autre époque. Bien peu s'aperçurent que l'essence de la vérité en littérature se rencontre non pas dans les objets isolés, mais dans le rapport des objets entre eux.

Les couleurs sobres qui retracent la société véritable, et non une société fictive; ce souffle de religion paisible, ce respect pour la volonté de Dieu, cet amour de la règle qui rend la vie facile et douce déplurent à beaucoup qui ont en vénération le culte de Foscolo pour la fatalité, qui se passionnent avec Alfieri pour le tyrannicide à la romaine, incapable de changer les institutions et d'assurer une liberté; les enthousiasmes qui forcent la sympathie; l'exagération dans le bien et le mal qu'on dit des hommes et du pays; enfin cette philosophie désolante de Byron, qui nous avilit sous prétexte de nous analyser et qui exprime les convulsions d'une société expirante, plutôt que les palpitations d'une société qui renaît.

L'Italie, qui a eu son Chénier, a maintenant son Béranger; et la colère est leur muse : cœurs généreux, même lorsqu'ils sont mal inspirés. Mais un livre qui respire une tranquille résignation à des souffrances atroces et où règne cette sérénité pure que ne troublent ni la persécution ni l'ingratitude servit mieux la cause des peuples que les emportements lyriques et les lieux communs d'un patriotisme hargneux et arrogant. C'est pour cela que l'Italie le vilipenda, tandis que l'Europe l'admirait.

La flatterie qui applaudit les heureux et dénigre les opprimés est l'apanage de cette tourbe famélique qu'on ne pourrait appeler

gens de lettres sans blasphème. Mais il y a des flatteries d'une espèce plus commune : ainsi, flatter la patrie, pour qu'elle ne sente pas la douleur et la honte qui pourraient hâter son réveil ; flatter la force, pour étourdir la pensée ; flatter la médiocrité, pour qu'elle fasse échec au génie ; flatter le sophisme, afin qu'il étouffe la vérité ; flatter la liberté, afin qu'elle se déshonore par ses excès ; flatter, à défaut d'autre chose, les préjugés et les passions sans générosité. Mais quel bien peuvent procurer à la patrie et à la morale des rhéteurs qui travaillent pour enfanter une phrase, qui s'attachent aux vieilleries, aux transpositions et visent au succès à l'aide de lieux communs ; des auteurs qui affichent le mépris pour leurs contemporains, le courroux à froid, le tout par imitation, et qui sont prêts à se faire les panégyristes de quiconque caresse leurs passions ; des prédicateurs qui, malgré d'illustres exemples, continuent à déclamer arrogamment devant la majesté de l'autel.

Lamartine, l'une des gloires de la nouvelle école, a le sentiment de la solitude, et aperçoit sous les formes visibles un idéal infini. Le monde se laissa bercer à l'harmonie mélancolique de ses *Méditations*, à ce mystère délicieux, à cette élévation brillante, facile. Puis on le trouva monotone avant même qu'il tombât dans l'individualisme, dans l'amour vaporeux et stérile, dans le culte d'une divinité vague et identifiée avec la nature, et enfin dans une démagogie qui ne procède que de l'enivrement de soi-même et de ses triomphes passagers. Littérature française. Lamartine.

Brisant les entraves imposées à la langue française que l'esprit d'analyse, par amour de la clarté, avait privée de pittoresque et d'énergie, Victor Hugo risqua le mot propre, l'élision, l'entrelacement, la cadence suspendue, le vers brisé, les rimes libres, et souvent il atteignit à une force inconnue dans ce genre de poésie. Offrant des aspects très-divers, mais toujours doué d'une immense puissance lyrique ; supérieur dans le coloris, saisissant admirablement la vie individuelle de chaque objet, il sait représenter sous des images sensibles la pensée la plus abstraite. Lui aussi se gâta en avançant. Il prit l'antithèse pour le caractère, voulut peindre pour peindre, supprima les gradations pour n'admettre que les extrêmes, abusa de l'allégorie, personnifia les passions, matérialisa l'idée et poussa la fantaisie jusqu'au délire. V. Hugo.

Dans la nature physique et dans la nature morale, le laid est à côté du beau, comme l'ombre à côté de la lumière ; et celui

qui ne présentera l'œuvre de Dieu que du côté brillant ne la montrera pas entière. Mais l'imitation de la nature est d'autant plus louée qu'elle choisit mieux le beau, et qu'elle ne se sert du laid que pour lui donner du relief. Les romantiques français, au contraire, prirent le laid pour but; et de même que Byron mettait une vertu dans les âmes les plus perverses, de même Hugo s'attacha à retracer une noble qualité sous les formes les plus repoussantes ou dans la condition la plus abjecte.

Par opposition à la régularité du grand siècle, l'art dramatique se précipita dans l'étrange; mais il n'arriva pas pour cela à l'originalité : il ne fit que changer de modèle. Alfred de Vigny, âme naïve, nourrie de ces belles études qui éternisent les ouvrages, offrit Shakspeare dans sa rude majesté, non plus mutilé et civilisé; puis dans ses drames, comme dans ses poëmes et dans ses romans (*Elloa*, *Stello*, etc.), il pénètre dans toutes les nuances de la sensibilité et parle surtout aux âmes élevées; mais il répand aussi par trop dans ses ouvrages ce découragement qui ne se pardonne qu'après des efforts vigoureux et continus. Dumas, au contraire, exploita les fortes passions; il les étudia à toutes les époques qu'il décrivait, et cela avec cette action qui est le ressort du drame, avec cette pratique de la scène qui suffit pour obtenir des applaudissements, qui maîtrise l'auditoire, mais ne l'ennoblit pas. Hugo, qui s'était proposé d'être original, chercha dans les procédés cette puissance qui ne peut venir que de l'inspiration. Son attention se porta plus sur les choses extérieures que dans les replis intimes du monde qu'il peignait. Lyrique même dans le drame, il demanda ses effets à la pompe du spectacle; il amena des situations terribles sans s'inquiéter si elles étaient vraisemblables, arrivant au point où la passion n'est plus du sentiment, mais de l'instinct, où elle en a la violence et la brutalité (1). Il ne donna point de pendant à son *Hernani*, qui fut considéré comme un prélude heureux, et transmit à son école une manie de contrastes extravagants, d'anecdotes et de détails exceptionnels, qu'ils prirent pour caractéristiques. Ils se jetèrent dans les descriptions, dans les énumérations prolixes là où un mot suffisait aux classiques. Cette école poussa le naturel jusqu'au trivial, tourmentant le style, afin de lui faire reproduire les an-

(1) Rien de plus naturel que le passage de Frollo de *Notre-Dame de Paris* au notaire Ferrand des *Mystères de Paris*.

goisses physiques et morales. Comme le bizarre est moins varié que le naturel, on arriva bientôt à l'ennui par la route qu'on avait prise pour l'éviter, et l'on prodigua les images de souffrances atroces, inévitables, inutiles. Hugo, qui a pourtant défini la poésie « ce qu'il y a de plus intime dans chaque chose, » édifia son plus grand ouvrage sur le mot *fatalité;* et ce mot il l'inscrivit sur le temple d'où rayonne l'espérance qui console la terre.

La comédie, même chez les auteurs les plus renommés en ce genre, est descendue à la farce. Il est rare d'en voir une qui soit faite sans collaborateur, et qui se soutienne par le développement dramatique, par des caractères constants, par un dialogue vrai, une leçon vive. Scribe est tout dehors, accidents mesquins, mésintelligences, équivoques, petites causes qui amènent de grands événements; parfois il a touché le vrai, jamais l'idéal, jamais le fond du cœur : c'est par là qu'il plaît. Quelques pièces des petits théâtres de Paris nous ont plus frappé que toutes ces figures de lanterne magique, parce qu'elles tendaient à ce but élevée sans lequel la littérature n'est qu'un bruit de tambour. Mais elles n'étaient pas l'ouvrage d'auteurs en renom et dont la réputation fût établie.

Le théâtre exagère les défauts, et il en résulte que l'on flatte l'homme vicieux en prétendant le corriger, qu'on stimule ses sens blasés par des excitants ou qu'on étourdit la pensée qui l'assiége par le prestige du chant et de la danse.

Si les titres seulement des ouvrages nouveaux parviennent à la postérité, elle s'étonnera que notre siècle ait pu revendiquer la qualification de sérieux et de positif. Les romans, devenus la lecture générale, ont agité toutes les questions politiques et sociales. Mais au besoin du nouveau on a répondu par le paradoxe, l'étrange, les excitations violentes, à ce point que tels de ces livres sont devenus de véritables délits contre la morale et l'humanité. Déjà Rousseau avait proclamé la nécessité et la sainteté de la passion et la fatalité des circonstances; il avait appelé l'intérêt sur l'homme vicieux au détriment de l'homme de bien; il avait introduit le dégoût de la vie réelle et l'abandon des devoirs qu'elle impose. Il fit école. Les romans de Victor Hugo sont l'application de sa théorie du laid. Dans *Notre-Dame de Paris*, peinture puissante, il ensevelit les hommes sous l'architecture, les âmes sous les sens, dont il expose la physiologie; il se plonge dans une recherche inouïe

de souffrances, sans s'élever jamais vers cet ordre de choses qui leur imprime le caractère de l'expiation et de la réparation. Dans le *Dernier jour d'un Condamné* et dans *Claude le Gueux*, il se plaît à fouiller les désordres sociaux, qui punissent l'homme pour des méfaits dont il impute le tort à la société elle-même. Paul de Koch réveilla les grossières sensualités du quinzième siècle. Balzac, par un regard pénétrant, par une description puissante, par l'art de s'approprier les idées, sut plaire même aux esprits graves (*Louis Lambert*, *Eugénie Grandet*) avant qu'il se fût abandonné à la sensualité, en prétendant y mêler je ne sais quelle spiritualité, qui produisait un ensemble étrange et bâtard.

Une femme qui, pour la hardiesse de la pensée et l'éclat du style, a peu d'égaux parmi les hommes, s'est servie de roman pour démontrer des théories et appuyer des systèmes. Il ne faut pas la confondre avec la tourbe des romanciers; et toutes ses créations ne sont pas à mettre au rang des premières, écrites sous l'inspiration d'un cœur déchiré et encore saignant. Mais on pourra aussi lui demander un compte sévère de cette persistance à saper les bases de la société, à montrer le néant de la vertu, des croyances, de la volupté même; à précipiter les hommes dans le torrent des passions, dans l'immensité des désirs, au lieu de les aguerrir contre les penchants égoïstes et inhumains.

Lorsque le roman fit invasion dans les journaux, on n'y chercha plus l'art ni les situations raisonnables; on ne lui demanda plus que ce qui pouvait exciter la curiosité du moment, les passions basses. S'adressant aux sens, et non à l'intelligence, il étala les prouesses de l'adultère et de la prostitution, l'héroïsme du suicide, et répandit hypocritement l'immoralité avec la prétention de proclamer le bien. Aussi le roman français, qui badine sur la mort, qui se roule dans la fange sociale et se complaît dans cette abjection de sentiment et d'expression que l'on dit nécessaire pour attirer l'attention au milieu du bruit des affaires et du fracas de l'orgie, s'est-il attiré de graves accusations. On lui reproche ce mécontentement chez les femmes de leur position dans la société, chez la jeunesse ce désenchantement précoce des illusions généreuses, chez tous le scepticisme satirique, la tendance à contempler la société avec une compassion mêlée de mépris, comme si on la voyait dans un de ces miroirs rugueux et entachés par la rouille

qui ne renvoient que des monstres et des physionomies repoussantes. Or, une grande partie du monde civilisé, et l'Italie notamment, se rassasie à ce bourbier, dont ne la détournent pas ceux qui ne dispensent la vérité qu'à petites doses; elle se repaît de livres dont nous souhaitons que les auteurs aient au moins à se repentir un jour quand le monde les aura oubliés.

Critiques.

L'histoire de la littérature ne saurait plus être le catalogue des écrivains de chaque pays, rangés par catégories arbitraires, avec la date et le titre précis des ouvrages et des éditions; il faut qu'elle soit la révélation des idées et des passions, le drame mystérieux des races. C'est ainsi que l'ont conçue les Allemands, qui, profonds dans la connaissance des classiques comme dans la science philologique et naturellement peu passionnés, ne se laissent pas égarer par l'affection ou par la haine, et peuvent être neufs dans leurs jugements sans que des feuilles mercenaires calomnient ou dénoncent leur libre langage. Sismondi jugea du même point de vue que madame de Staël les littératures du midi; mais, trop imbu des idées de son époque, il ne put comprendre une infinité de choses, surtout ce qui est original et spontané. Hallam trouva sous sa main, pour tracer le tableau de la littérature européenne depuis la Renaissance, une foule de travaux entrepris dans son pays et en Allemagne. Aussi est-il, à leur exemple, tantôt trop succinct, tantôt trop abondant; et l'on ne trouve chez lui ni jugements originaux ni vastes conceptions. Schœll donna en compilateur une *Histoire de la littérature grecque et romaine*, en s'attachant, comme Hallam, à des subdivisions de matière auxquelles le sujet se prête mal.

En France, la critique élargit ses vues durant les instants de calme dont la littérature put jouir sous la restauration avant de se trouver tout à fait absorbée dans la politique. Villemain, homme de goût et de style, ne se renferma pas dans la poétique d'Horace et de Boileau. Quoique plus net et plus rationnel qu'animé, trop conciliant peut-être, il évite les décisions tranchées; mais il sut dans ses leçons stimuler son jeune auditoire en lui signalant « le talent et le génie appliqués aux intérêts civils de la société (1). » Tout en révérant les encyclopédistes, il osa trouver des beautés dans les Pères de l'Église Mais lorsqu'il dit que « l'allusion contemporaine enlève en durée aux ouvrages

(1) Leçon 57.

ce qu'elle leur donne en vogue, » il prononce la condamnation de ses compatriotes, et en partie la sienne propre. On dirait que le Français a perdu la faculté de méditer longtemps un ouvrage en silence, de faire difficilement des pages faciles et de se croire à moitié quand il a terminé le livre. A l'exception de deux histoires (1) et de quelques romans, nous ne voyons que des leçons recueillies à l'aide de la sténographie, des articles de journaux ou des lettres, formes qui dispensent de donner de la plénitude aux choses et du fini au style, personne ne pouvant les exiger dans des travaux corrigés à peine sur les épreuves, et qui excluent en conséquence la méditation et l'idée de proportion. C'est de cette manière que sont nés les ouvrages de MM. Guizot, Cousin, Lherminier même ceux de Thierry. Indépendamment de la médiocrité des ouvrages eux-mêmes, il en est résulté l'habitude de s'en tenir à l'impression du moment, de faire du bruit (2), de caresser les petites passions du jour (3). Aussi faut-il, pour le petit nombre d'ouvrages qui survivent, se reporter à la date où ils furent composés. La critique qui apporte une profondeur laborieuse dans l'exercice de la pensée, de la patience dans la pratique, cette puissance idéaliste qui permet de discerner le fond de la forme, et d'y saisir l'unité de l'esprit sous la variété de la forme, a péri en présence de la critique des journaux, qui, trop souvent adulatrice, toujours myope, n'en triomphe pas moins, parce qu'on lit les journaux et qu'on ne lit pas les livres.

Littérature anglaise.

Le siècle de Byron et de Walter Scott fut pour l'Angleterre un siècle d'or, rival de celui d'Élisabeth, et plus original que celui de la reine Anne; mais la vie domestique fut préférée aux thèmes élevés que l'on s'attachait alors à traiter. Au milieu des innombrables imitateurs de Walter Scott, Bulwer seul se distingue par des d'idées larges, et tend à un but sérieux : il sait beaucoup; mais il en résulte qu'il s'égare en digressions inoppor-

(1) Ceci était écrit avant la mode des histoires improvisées, qui date de deux ans.

(2) On se rappelle l'ode à la lune, folle composition d'un jeune poëte de mérite et qui n'avait pour but que d'attirer l'attention.

(2) Rien n'est plus fatigant que de voir les cours de MM. Cousin, Villemain, Guizot, Daunou interrompus par les *on rit*, *applaudissements*, etc.; puis d'y rencontrer ces phrases : *Nous n'avons aujourd'hui le temps de faire aucune observation sur... Je suis forcé d'abréger...* etc.

tunes. Il apporta tous ses efforts à procurer à la condition de l'homme de lettres cette dignité sociale qui lui manque trop souvent. Lewis, marchant sur les traces d'Anne Radcliffe, prodigua, dans le *Moine*, la terreur et les couleurs fausses, en y mêlant des coups de pinceau voluptueux. Guillaume Godwin se complaît aussi dans la terreur; mais c'est du cœur, et non des moyens extérieurs qu'il la tire. Dans son *Caleb Williams*, il attaque le système social, comme le fit ensuite lord Byron, en mettant en scène des situations effrayantes, des âmes désolées, des passions furieuses et misanthropes. Distingué aussi comme politique, il a écrit sur la république d'Angleterre.

Plusieurs autres écrivains, et particulièrement des femmes (mesdames Edgeworth, d'Arblay, etc.), imitèrent Richardson dans l'analyse des affections. Lady Morgan, pleine d'esprit et de hardiesse, provoqua par ses attaques les injures que beaucoup de critiques lui adressèrent, surtout en Italie, où elle vécut en rapport avec les libéraux, et qu'elle traite d'un ton de protection singulière. Les Anglais se distingueraient particulièrement dans les voyages, partie si riche de leur littérature et appropriée à leur vie errante, s'ils ne portaient partout avec eux leurs manières, leurs habitudes, leur langue nationale, en réprouvant tout ce qui n'est pas elle, et par suite voyant peu ou mal. Ils ont mieux réussi dans les romans de mœurs et de scènes domestiques. Charles Dickens, dont la réputation va grandissant, est rempli de cet enjouement grave (*humour*) qui signala les auteurs d'essais, et il a une manière tout à lui de tirer des leçons morales des traditions populaires. D'Israëli, doué d'une plus grande puissance, prend pour but de ses traits, dans le roman politique, l'aristocratie intolérante et tyrannique. Il oppose à une société « dont les relations, fondées sur l'égoïsme, la cruauté, la fraude, conduisent à l'immoralité, à la misère, au crime » les maux que souffre le peuple anglais, « autrefois brave, heureux, religieux, meilleur que tout autre au monde et aujourd'hui vicieux, avili, exténué, vivant sans bonheur et mourant sans espérance. »

Toute la littérature anglaise marcha sous les deux bannières politiques des conservateurs et des libéraux. Nous avons vu les uns et les autres fonder une université dans Londres; de même les whigs, ayant fondé en 1802 la *Revue d'Édimbourg*, dirigée par ce Jeffrey que Walter Scott et Byron proclamèrent le premier critique du siècle, les torys y opposèrent la *Revue trismestrielle*. Les jugements se ressentent nécessairement de la politique;

mais, en général, ils sont sérieux et profonds : ne se contentant pas de l'humble tâche de prononcer sur le mérite d'un livre, ces critiques prétendent juger les principes sur lequels il s'appuie.

Dans un pays où l'importance du talent est si grande, les partis cherchent à se le conquérir, et de là vient que l'on voit paraître dans les *Revues* des travaux étudiés et émanés des meilleures plumes sur la jurisprudence, sur les arts, sur le gouvernement; et l'on peut dire que les discussions du parlement se sont introduites ainsi dans la littérature. Robert Wilson, prosateur énergique, défendit les torys avec une extrême facilité, un sentiment profond et beaucoup d'éclat. Macaulay se fit une réputation par les essais qu'il publia dans la *Revue d'Édimbourg*, et acquit un siége dans le parlement. Plusieurs problèmes historiques ont été discutés dans les revues, d'où il s'est répandu beaucoup de connaissances et de bon sens dans les classes moyennes; de plus, les auteurs ont continué à se tenir sur leurs gardes, et ne se sont pas endormis sur leurs lauriers.

Le théâtre n'a pas été heureux en Angleterre. Byron n'écrivit pas ses drames pour un auditoire. Les *Compositions sur les passions*, de George Ballie, valent mieux.

Le dictionnaire des dix mille auteurs anglais vivants vers 1830 comprend dix-neuf cent quâtre-vingt-sept poëtes. Les critiques savent les répartir en écoles irlandaise, écossaise et anglaise. La première est vive, véhémente, parfois étrange, comme dans lady Morgan; la seconde est philosophique, s'occupe d'analyse, d'histoire, de sentiments naturels et profonds, parfois elle se montre minutieuse et pédantesque. Dans la dernière dominent le bon sens pratique, une rude simplicité, l'énergie, la discussion large et indépendante.

Beattie, philosophe et poëte écossais, eu Byron lui-même pour imitateur. C'est à tort que Byron passe chez quelques-uns comme un révolutionnaire hostile au passé, tandis qu'il soutenait, au contraire, Pope et Addison contre Coleridge, et frappait sur les novateurs qui voulaient émanciper la poésie nationale. Coleridge, peu dramatique, acquit une réputation supérieure à son mérite par une imagination brillante plutôt que par des créations complètes. George Crabbe, satirique violent, poëte de la réalité et de la vie obscure et positive, énumère les misères du paysan, chez lequel il ne voit qu'angoisses et désespoir. Rien de plus riant, au contraire, que les *Plaisirs de la*

mémoire et la *Vie Humaine*, par Rogers. Le ministre Canning connut les finesses de la satire. Campbell, auteur d'hymnes et de chants militaires, possède un rhythme savant, ainsi que l'harmonie qui est nécessaire entre la pensée et l'expression. Wordsworth, représentant d'une poésie que les deux siècles précédents avaient oubliée, montre la sympathie de ce qui a vie avec les êtres inanimés : poëte de la nature, épris de tout ce qui porte à l'honneur, à la morale, à la religion, il aborde les sujets vulgaires avec dignité, et emploie un langage aussi magnifique que les spectacles qu'il contemple.

Southey, bercé par la poésie rêveuse des *lackistes*, obtint, très-jeune, de grands éloges pour sa *Jeanne d'Arc*. Lorsqu'il eut vu la révolution française aboutir au despotisme, lui qui avait excité les peuples à se soulever, il maudit le progrès et la civilisation, et devint poëte lauréat. Uni, facile, clair, souvent original, il se vit en butte aux traits des revues, en raison de la faveur qu'il obtenait à la cour.

Thomas Moore, le *petit* ami de Bloom, importa dans sa patrie les récits de l'Orient, et ne produisit qu'une composition bâtarde. Dans ses *Chants nationaux d'Irlande*, il appliqua des paroles patriotiques aux vieux airs de ses montagnes. Il a écrit des satires très-mordantes; mais, avec tant de facilité et d'éclat, il atteint rarement la véritable poésie.

On peut sentir la poésie du peuple dans le cordonnier Bloomfield, qui, bientôt abandonné par ses protecteurs, mourut de chagrin; comme aussi dans Allan Cuningham, pauvre enfant écossais, qui devint un habile lyrique et un critique plein d'élégance.

Mais c'est dans le parlement que se trouve la littérature la plus vraie et la plus actuelle, nourrie de science civile sans rester étrangère aux réminiscences classiques.

Il y a aujourd'hui un fait qui y acquiert une grande importance, la réaction catholique. Dans l'histoire, la réalité se dégage de la brume des préjugés; la controverse, devenant plus sérieuse, approche davantage de la vérité; les esprits qui sentent le besoin de la foi, ne la trouvant pas dans le chaos des opinions personnelles, se tournent vers l'autorité.

La littérature des Américains du Nord est la fille de la littérature anglaise; mais, occupés à conquérir leur indépendance et à l'organiser politiquement, tâche plus difficile, poussés par un mouvement matériel incessant, inexprimable, ils ont

été, dans leurs écrits, plus positifs même que les Anglais; encore leur plume ne s'exerça-t-elle que dans les journaux, jusqu'au moment où se sont révélés de nos jours des auteurs dignes d'une attention particulière. Cooper est incomparable dans la peinture de la vie de mer et dans le contraste des habitudes civilisées avec l'existence du sauvage. Lui et Washington Irving nous ont fait connaître les usages et les mœurs de l'Amérique. Longfellow a pris place parmi les meilleurs poëtes; Brownson, qui rédige la *Revue de Boston*, peut-être rangé parmi les bons prosateurs. Les historiens Irving, Prescott, Bankroft sont les premiers qui se soient hasardés dans cette voie, et ils n'en sont pas moins remarquables. Channing, de la communion évangélique, appliquant à la société une morale sympathique et large, en agita du haut de la chaire les questions vitales et surtout l'amélioration des classes ouvrières avec une chaleur et une pompe inaccoutumées dans cette langue, mais qui ne conviennent pas mal à qui traite des intérêts de l'humanité (1).

Charles Sealsfield, qui a surtout écrit en allemand, a peint la démocratie américaine avec beaucoup d'originalité. Le roman de madame Beecher Stowe a fait pleurer le monde entier sur les souffrances des nègres, mais sans y indiquer un remède.

Littérature allemande. Schiller et Goëthe, l'homme de cœur et l'homme d'intelligence, resteront longtemps à la tête de la littérature allemande. Le premier est toujours inspiré; le second, toujours maître de sa verve et de son style, dispose tout avec une logique sévère là même où il ne montre que désordre, et contemple avec une ironie sans amertume l'amour, la patrie, tous les intérêts qui s'agitent à ses pieds.

C'est de Schiller et de Goëthe que la poésie allemande a reçu la forme classique; mais d'autres surent l'amener à un sentiment plus profond, à des innovations parfois originales, et réussirent à mêler les rêves du mysticisme aux mœurs prosaïques de leur patrie. **Tieck.** Tieck, critique remarquable de l'école romantique, lui communique un sentiment plus religieux, plus chaud, plus essentiellement tudesque; il donne à la forme plus de mouvement, de passion, de simplicité tout ensemble et de liberté, ce qui le rend le poëte le plus allemand, l'interprète

(1) *Lectures on the elevation of the labouring portion of the community.*

le plus éloquent du moyen âge, soit du côté chrétien, soit du côté païen. Il fait revivre les traditions avec des formes nouvelles, en leur conservant la naïveté particulière à l'enfance des peuples. Il a intercalé d'autres récits populaires dans le *Fantasus*, dialogues sur la véritable nature de la poésie. Il oppose celle du moyen âge, de Shakspeare, de Calderon, de Dante à la poésie banale de nos jours; la manière mâle de sentir, qui engendrait la vertu, à la faiblesse mêlée d'art qui engendre nos défauts; la simplicité et la bonté antique aux raffinements actuels; la profondeur et la chaleur de sentiment qui se manifestaient dans la religion à dans l'amour, dans l'honneur, à l'intelligence superficielle qui se révèle par l'incrédulité, par l'égoïsme, par la coquetterie. Très-fin dans l'observation et dans l'épigramme, il dirige sa satire non, comme tant d'autres, contre l'exaltation des nobles sentiments, mais contre l'esprit calculateur et la prudence égoïste. Menzel et l'école de Schlegel, qui procède de Tieck, le placent au-dessus de Goëthe; les moins enthousiastes le mettent à côté de lui. Bien qu'il dise que la valeur d'une composition se mesure au plaisir qu'elle excite, quel qu'en soit le sujet, il parut national en raison du respect qu'il inspirait pour les traditions. Il servit la cause de la patrie dans l'insurrection contre l'étranger; mais ce mouvement donna l'essor à une poésie qui n'eut pour but que d'exciter les sensations.

Goëthe était si universel qu'il serait impossible de dire quel était son genre (1). Mais les Allemands aiment de préférence

(1) Goëthe disait dans ses dernières années : « La république des lettres va aujourd'hui absolument comme l'empire romain au temps de sa décadence, quand chacun voulait gouverner et qu'on ne savait plus qui était l'empereur. Les grands hommes vivent dans l'exil, et le premier rustre qui se fait chef de parti, pour peu qu'il ait d'influence sur l'armée, se proclame empereur. Wieland et Schiller sont détrônés : combien de temps conserverai-je ma vieille pourpre impériale? Novalis n'était pas encore empereur, mais il s'en fallait peu; c'est dommage qu'il soit mort jeune! Tieck, lui aussi, fut empereur, mais bien peu de jours. Il fut accusé de douceur et de clémence; le gouvernement veut aujourd'hui une main robuste, une espèce de grandeur barbare. Les deux Schlegel ont régné en despotes. C'étaient, chaque matin, des proscriptions ou des exécutions nouvelles, choses qui plaisent beaucoup au peuple depuis longtemps. Dernièrement, un jeune débutant appelait Frédéric Schlegel un Hercule allemand qui nettoie le pays avec sa massue. Aussitôt le magnanime empereur lui expédie des lettres de noblesse, avec le titre de héros de la littérature allemande, et lui affecte pour dotation les gazettes, qui s'essoufflent en faveur de ses amis et de ses partisans, tandis qu'elles ont soin de ne pas dire un mot des autres. Expédient admirable, très-opportun avec ce digne pu-

les poëtes qui pincent toujours la même corde; qui, restreignant leur essor dans un horizon étroit, chantent les traditions et les généalogies de chaque castel, et tendent à l'infini avec une naïveté d'épanchement qui ne s'inquiète nullement de ce que l'on en dira, ni même de savoir si l'on en dira quelque chose.

L'école suève, illustrée par les noms d'Uhland, de Kërner, de Schwab, imprime à la poésie un sentiment religieux, grave, passionné et des formes populaires plus libres. « Que celui-là « chante, dit Uhland, à qui fut donné le chant dans la forêt des « poëtes allemands. O joie, ô vie lorsque chaque arbre répète « sa chanson! Le chant n'est pas l'héritage d'un petit nombre « de noms pompeux; la semence en est répandue par toutes les « terres de l'Allemagne. Confie à de libres accents ce que ton « cœur te dicte intérieurement. »

Ce même Uhland, Rückert à la poésie facile et libre, Arndt, Schenkendorf, Stagemann, Follen, Kleist et d'autres encore
1791-1813. combattirent en chantant; c'est au bruit des odes de Kërner que la jeunesse des universités s'élançait, intrépide, contre les étrangers. Une fois le triomphe et la paix survenus, les politiques déplorèrent les déceptions qui suivirent et décochèrent leurs traits contre ceux qui les avaient abusés. Dans la même carrière se distingua aussi l'Autrichien Grün (Auersperg). Collin, à qui Vienne érigea un monument comme à un poëte national, excellait, malgré son penchant pour l'histoire grecque et romaine, à faire vibrer l'esprit germanique.

Les poëtes libéraux ressuscitèrent en 1830; mais bientôt, faisant de nouveau silence, ils laissèrent retentir encore la voix des poëtes du passé. Malheureusement la muse se rend parfois

blic qui ne lit jamais un livre tant que les gazettes n'en ont pas parlé!...

« Il est mort récemment à Iéna un jeune poëte, trop tôt en vérité; car, pour peu qu'il eût continué, il se serait fait un nom. Ses amis assurent, dans les gazettes, que ses sonnets iront à la postérité. Eh! mon Dieu, il faut autre chose que des sonnets et des almanachs pour devenir un grand homme. Dans ma jeunesse, j'ai entendu dire à des hommes graves que tout un siècle a beaucoup de mal pour produire un poëte, un peintre de génie. Mais nos petits jeunes gens y ont apporté remède, et c'est un plaisir que de voir comme ils nous traitent. Aujourd'hui on n'appartient plus à son siècle, comme cela devrait être; mais on prétend l'absorber en soi tout entier : puis, si tout ne va pas à leur fantaisie, les voilà qui s'indignent contre le monde, qui méprisent le vulgaire, et se moquent du public... » *Göthe aus nährem persönlichen Unegange dargestellt, bey* JOHN FALK, p. 108.

l'organe des démolisseurs religieux et des espérances communistes.

Kotzebue alla fouiller dans les immondices sociales, ne s'occupant que des coups de théâtre et de l'effet, délayant dans un style diffus une morale triviale, et idéalisant sans cesse les vices comme les vertus. Iffland, auteur du *Joueur*, combattit les révolutionnaires dans les *Cocardes*; mais ses intentions morales ne rachètent pas sa facture relâchée. Aujourd'hui les auteurs de comédies rappellent trop la manière française. Grilparzer, Bauernfeld, Charles Hugo et d'autres ont fait des tragédies qui méritent de vivre; Raupach dramatise toute une génération dans les *Hohenstaufen* et toute l'insurrection grecque dans *Olga et Raphaël*. La fatalité de Werner est plus terrible et plus 1768-1822.
douloureuse que celle des anciens, parce qu'elle est transportée du palais dans la vie domestique.

De même que le mysticisme de Novalis venait de l'aspiration vers l'absolu, l'école humoriste introduisit l'ironie dans l'art; mais le rire laisse entrevoir une souffrance intense, et la légèreté une méditation profonde. Jean-Paul Richter, génie étrange, mêla dans ses compositions des éléments si hétérogènes qu'à la première vue on croirait y voir l'œuvre d'un fou; puis, à mesure que la scène s'éclaire, vous découvrez un poëte passionné pour toute vertu et que tout vice indigne, un poëte tout occupé à chercher dans la nature et dans son siècle tout ce qu'il y a de beau, de tendre, de mystérieusement sublime dans la destination de l'homme, et à le représenter comme un mélange d'ironie, de comique, d'effrayant, de positif (1). Chamissus fut moins original, mais plus intelligible. Solger agrandit le rôle de l'ironie dans l'art en établissant que le but de l'art est de révéler à la conscience humaine le néant des choses finies et des événements du monde réel, et que le génie consiste à se placer à ce point de vue de l'ironie divine qui se fait un jeu des choses créées, des intérêts, des passions, des luttes, des collisions de la vie humaine, de nos souffrances comme de nos joies, et à faire planer sur ces tragi-comédies la puissance immuable de l'absolu.

Les romanciers se jetèrent sur les traces de ces écrivains et sur celles des auteurs étrangers : la nature et l'histoire ne leur suffirent plus; ils cherchèrent des sujets dans le monde fantas-

(1) *Voy.* tome XVII, p. 481.

tique (1). Rarement les Allemands s'élèvent à un noble idéal. Dans leurs ouvrages scientifiques, l'entassement des détails diminue l'impression et la valeur des idées générales. La facilité de leur langue si riche les rend négligés dans la poésie et plus encore dans la prose; en même temps leur philosophie, hérissée de formules, s'enveloppe d'obscurité. Aussi rien ne leur va moins que l'imitation des Français, qui les envahit à cette heure, où des centaines de journaux reproduisent l'esprit et souvent les affaires de Paris. Les grandes questions religieuses et politiques y sont discutées sur un ton tour à tour sérieux et railleur, et la haine a donné à certains exilés une véritable éloquence.

Littérature scandinave.

Dans les pays scandinaves, la plupart des écrivains emploient la langue allemande. Les ouvrages originaux ont ce ton sévère dont la nature se revêt dans ces contrées : l'expression est rude et sans ornement, mais puissante; point de frivolité élégante, point de modes éphémères. Les vieilles traditions, la vie toute particulière du mineur, les mystères de la nature y donnent naissance à une poésie fort éloignée de celle de l'Europe.

La mélancolie donna à Vitalis (Henri Sjögren de Sudermanie) des ailes pour s'élever entre l'école mystique allemande et l'école classique. Tegner, évêque de Vexio, introduisit le romantisme, et chanta d'une manière originale l'*Histoire de Frithiof* (1782, 13 novembre 1846) : mais ces écrivains restent presque inconnus à l'Europe, comme Geier, poëte et historien, comme l'évêque Franzen, Atterborn, Nicander, Andersen (-1805), Baggesen (1764-1826) et le poëte islandais Thorarensen. Les romans de Frédérique Bremer, qui n'ont rien de l'ivresse démoralisante des créations en vogue, commencent à faire du bruit parmi les étrangers. Le théâtre danois, créé par Holberg (1720-1750), s'est soutenu depuis. Œhlenschleger, la gloire de la Scandinavie, a traité avec puissance dans ses tragédies des sujets nationaux. Il a défendu la religion d'Odin contre le christianisme avec les idées surannées de Volney et de Dupuis.

Littérature hongroise.

La Hongrie n'a jamais eu une littérature florissante, bien que cette langue harmonieuse et énergique (2) ait été parlée plus

(1) *Voyez* notre *Saggio sulla letteratura tedesca;* dans le *Ricoglitore italiano* de 1836-1837.

(2) Nous avons compris, tome X, page 641, la langue hongroise au nombre

d'un siècle à la cour de Transylvanie, et qu'il existe des ouvrages dans ses différents dialectes. Elle tend aujourd'hui à se constituer, comme expression de cet esprit national qui s'est soulevé plus d'une fois contre ses dominateurs. Faludi l'a rajeunie avec talent. Quelques écrivains, déjà célèbres par des ouvrages composés en allemand, se sont appliqués au madgyare : il est employé dans l'administration et dans l'enseignement; il s'est plié à des ouvrages de grammaire et d'orthographe, à des traductions, à des journaux et au théâtre; mais il nous est arrivé de voir reproduire sur la scène hongroise, comme sur celle de l'Allemagne, les pauvretés brillantes des auteurs français.

La langue finnoise a fait des progrès dans le dernier siècle, en laissant de côté les imitations pour y substituer les traditions, les usages et les sentiments nationaux. Après Lencqvits, qui publia le *Miroir de la superstition des anciens Finnois* (1782), et Ganander, qui retraça la *Mythologie finnique* (1789), le docteur Lönnrot fit paraître le *Kalewala* (1835), épopée qui est la source la plus pure de la mythologie finnoise. La Finlande ayant été réunie à la Russie, la culture intellectuelle s'y est développée; et l'on y publie aujourd'hui des journaux, outre des livres élémentaires et des traductions. Il s'imprime des grammaires jusque chez les Lapons, ainsi que des livres ascétiques et techniques. Littérature finnoise.

La littérature de la Bohême, soutenue par une langue qui fut longtemps celle des savants et de la diplomatie en Allemagne, lorsque Charles IV eut imposé aux électeurs de l'apprendre, cette littérature a dépéri quand la contrée fut soumise à l'Autriche; mais elle se réveille aujourd'hui. Schaffarik et Palacki s'occupent de dictionnaires et d'archives; Kollar chante les anciens exploits nationaux; les journaux et les traductions s'étendent, et la littérature slave a beaucoup à espérer de la renaissance de ce pays. Littérature slave.

Au temps de Pierre le Grand, le peu de livres que la Russie possédait, la plupart sur des matières religieuses, étaient écrits dans un vieux slave mêlé de latin, de polonais et de russe vulgaire, jargon lettré, incompris du peuple, auquel ne restaient que quelques chansons et des traditions orales. Le czar Pierre fit prévaloir le russe; mais comme cet idiome ne suffisait pas Littérature russe.

des langues finnoises; comme l'ont fait la plupart des philologues; mais aujourd'hui des savants de ce pays prétendent démontrer qu'elle est germanique.

aux éléments introduits soudainement dans cette civilisation, il se mélangea d'expressions et de phrases suédoises, allemandes, françaises et hollandaises, mosaïque avec laquelle une littérature n'était pas possible. Lemonossof, qui parut dix ans après la mort de Pierre le Grand, peut être considéré comme le premier qui ait écrit dans la langue russe. Au commencement de ce siècle, elle fut dégagée de ses langes et embellie par Karamsin pour la prose et par le gracieux Joukofl pour la poésie : ni l'un ni l'autre ne furent pourtant originaux. Derjavine, hardi et poétique autant que le comportaient les formes mesquines alors en usage et l'indocilité de la langue, montra plus d'individualité, de même que le fabuliste Krylof, rempli de bon sens malicieux et d'une finesse toute slave.

Ces écrivains appartiennent encore à l'époque que l'on pourrait appeler philologique, attendu qu'ils profitèrent moins à la littérature qu'à la langue. Cette langue est arrivée aujourd'hui à la précision, à la finesse, à l'universalité, autant qu'il le faut aux auteurs et aux lecteurs de ce pays; elle tend à se purger des mots étrangers. Le dictionnaire de l'Académie de Pétersbourg, par ordre de racines, peut servir de modèle. L'empereur Nicolas, qui veut la nationalité jusque dans le langage, a décrété qu'à partir de 1845 personne n'obtiendrait les grades académiques sans avoir subi un examen rigoureux sur la langue russe.

Les écrivains, bien que les nationaux nous les citent en grand nombre, manquent de cette originalité qui peut les faire apprécier des étrangers et les rendre utiles à leur patrie. Gryboiedof a fourni beaucoup de proverbes à la haute société dans sa comédie : *Malheur aux gens de talent!* Tout en se modelant sur Byron, Pouchkine conserva le fond et l'âme russes. Il donna, dans des vers énergiques et harmonieux, la plus haute expression poétique de la vie nationale, avec ses joies et ses douleurs, en homme qui a beaucoup éprouvé et qui exprime ce qu'il a ressenti avec chaleur et liberté. Maître au point de vue de l'art, son influence fut plus littéraire que morale. Il eut une fin prématurée, et fut tué en duel (1837). Il en est de même de Lermontof (1839), le seul qui soit digne de lui être comparé dans la poésie et dans les contes ; on sent chez lui le besoin d'agir, stimulé par une inaction obligée; il est rempli de ces inspirations généreuses dont il a été jusqu'ici le meilleur interprète parmi les Slaves. Les écrivains se sont divisés sur leurs traces en clas-

siques et en romantiques, les uns tendant à l'imitation, les autres à l'originalité. Nicolas Gogol a peint la vie de l'Ukraine avec un coloris vigoureux et naturel : s'étant depuis fixé dans la grande Russie et s'étant perfectionné dans la langue, il a fait des romans fort répandus, des comédies qui ne manquent pas de force comique et des portraits de la nature slave aussi fidèles pour le mal que pour le bien, sans éclat ni charlatanisme.

Les études philologiques sont très-suivies en Russie. On enseigne dans toutes les universités l'arabe, le persan, le turc; dans quelques-unes le sanscrit, le mongol, le kalmouk, langue que le P. Hyacinthe a fait connaître. On forme à Pétersbourg des missionnaires et des ambassadeurs pour la Chine; et c'est chez les Russes, plus flexibles et plus insinuants que les Anglais, qu'il faut chercher les meilleurs renseignements sur l'Asie centrale.

Littérature polonaise.

Les poëtes n'ont pas manqué aux Polonais pour déplorer les malheurs de leur nation ou pour réveiller ses souvenirs. En 1801, une université fut fondée à Varsovie pour l'étude de la langue nationale, étude à laquelle trop de désastres ont mis obstacle. Aujourd'hui la plupart adoptent la langue russe.

La littérature hellénique se forme chaque jour au sein d'institutions (1) libres, et à côté d'elle grandissent les littératures valaque et illyrienne.

Littérature espagnole.

Les écrivains espagnols, remués par les événements et par les alternatives de l'exil, ont entrepris de régénérer la littérature nationale. Arguelles, Quintana, Gallegos, Prias, Gallardo, Martinez de la Rosa, Ange Saavedra, Trueba, Toreno et d'autres encore ont écrit dans des temps d'infortune ou loin de leur pays. Beaucoup d'Espagnols ont déployé de l'éloquence à la tribune ou de l'énergie dans les négociations. En contemplant leur pays bien-aimé, ils n'éprouvent que honte pour les temps monarchiques, que regrets pour l'époque féodale. Mais, s'abandonnant aux faciles inspirations françaises, ils préfèrent la sobriété de pensée, la finesse du goût et le bon sens à la brillante imagination des modèles nationaux. Sans parler de ceux qui, comme Burgos, Martinez de la Rosa, Lista, Moratin (1760-1828), restèrent fidèles à l'école classique, les romantiques eux-mêmes, au lieu de recourir à cette inspiration spon-

(1) Voir page 168.

tanée des grands écrivains qui avaient servi de modèles à eux et aux autres, se sont mis à suivre les pas de Walter Scott ou de Goëthe et ceux des Français même (1). Plusieurs d'entre eux ont cultivé les genres *humoristique* et *piccaresque*, notamment Larra, Miñano, Mesonero; et, parmi les satiriques, François Seneriz a su choisir un sujet heureux en essayant de faire un don Quichotte moderne dans son *Monsieur Legrand*, héros philosophe, chevalier errant, réformateur de tout le genre humain (2).

Littérature portugaise.

La littérature portugaise, qui a eu l'honneur de former un cycle complet, se ressentit, après le règne de Louis XIV, de l'influence française dans l'école crée par Xavier Menezès, auteur de la *Henriade*. L'Horace portugais, Pierre-Antoine Correa Garcao, fondateur de l'académie des Arcades, qui dura depuis 1765 jusqu'en 1773, s'étant attiré, par sa rédaction de la *Gazette*, la colère de Pombal, mourut de misère en prison. On se mit alors à traduire les productions anglaises; enfin Claude-Manuel da Costa, Antoine-Denis de Cruz et Silva se hasardèrent dans des voies nouvelles. Manuel Barboza du Boccage, qui mourut à l'hôpital en 1805, fut un véritable poëte. Dans l'agitation incessante de notre siècle, les lettres n'ont point grandi; mais le goût littéraire se propage; le théâtre ne s'est pas encore relevé de l'espèce d'opprobre qui a pesé sur lui, et il reste abandonné à des écrivains subalternes. On se plaît à l'Opéra, mais encore plus au spectacle des combats de taureaux.

Quels sont, parmi les écrivains que nous avons cités ou parmi ceux que nous avons passés sous silence, les noms qui parviendront à la postérité, si, dans ce fracas de réputations avides de se supplanter, il en est qui croient à la postérité? La littérature est devenue un tourbillon; et les journaux, qui multiplient à mesure que les livres diminuent, en sont devenus les représentants; les livres même sont contraints d'en prendre la forme, et parfois même jusqu'au ton. Le public aime les compilations; il

(1) *Voyez* Ochoa, *Apuntes para una biblioteca de escritores espanoles contemporaneos.*

(2) *Don Quijote del siglio XVIII applicado al XIX, o Historia de la vida y hechos, aventuras y feçanas de monsieur Legrand, heroe filosofo moderno, caballero andante, prevaricardor y reformador de todo el genere umano.*

court aux encyclopédies et aux journaux, qui lui apportent la science en détail et la présomption en gros, la méthode synthétique y est abandonnée, bien que l'analyse des détails d'une science devienne facile à celui qui en tient la synthèse, et qu'il soit au contraire très-pénible de s'élever à cette analyse en procédant des détails à l'ensemble. De là la pensée que rien n'est plus facile que d'écrire; moins on a de choses à dire, plus on croit aisé de réussir; chacun veut dire ce qu'il sent avant de l'avoir médité; la moindre idée est considérée comme un véritable enfantement. Toute idée extravagante devient comme une étincelle qui doit faire briller au milieu de la foule. La vie matérielle est tout, et personne ne prend l'idéal pour but; et l'on a proclamé qu'en littérature il suffit de plaire et d'émouvoir.

L'esprit mécanique s'étant glissé dans la littérature comme dans la musique et dans la peinture, la grâce simple, les scrupuleuses délicatesses de l'art ont disparu devant les basses pratiques du métier, et les procédés mercantiles ont été appliqués à la manipulation et à la vente des livres, qui meurent avec l'année qui les voit naître. Ce qui est médiocre suit intrépidement le sentier battu, soutenu par les intelligences bornées, qui y applaudissent leur propre indigence; et l'on appelle triomphe cette manière de marcher terre à terre, appuyé sur la multitude. Bien peu d'écrivains savent associer le naturel et l'idéal, la simplicité et la noblesse, le génie qui crée et le goût qui conserve; c'est ce qui rend si rares les travaux qui résistent à l'indifférence du siècle. Reniant le caractère national, on traduit et l'on copie; les Muses tiennent boutique, et l'on aspire à la vogue, parce qu'elle est un moyen de lucre. Les ouvrages qui demandent des années à l'auteur et réclament l'attention du lecteur ont peu de partisans; on commence sans savoir où l'on aboutira; on promet sans tenir; de là tant de travaux laissés inachevés (1); puis, lorsque arrive la fin du livre, publié à son de caisse, les opinions de l'auteur ont changé. On voit s'accroître la fécondité des avortements, objets de dédain pour les pères eux-mêmes, qui n'en montrent pas moins au public, en révélant ainsi une de nos plus grandes plaies, un orgueil intrépide et le mépris du sens commun. Il y en a beaucoup que leur prétention au bon goût rend ennemis des innovations : c'est ignorer

(1) Nous citerons, parmi les meilleurs, plusieurs ouvrages de Monti, les leçons de Fauriel, de MM. Villemain, Guizot, etc.

que, dans les langues et dans le sentiment esthétique, les révolutions dépendent de tout autre chose que du sentiment des écrivains. C'est ce dont ne se souviennent pas ceux que la démangeaison de se montrer originaux fait courir après le paradoxe et l'extravagance, prendre l'informe pour le colossal, l'étrange pour le neuf et le défaut pour système.

Trop de gens ont cru que la nouveauté consistait dans la forme des idées, et non dans les idées mêmes; dans la vérité historique, et non dans la vérité morale : la faute en est à une éducation misérable, toujours dirigée vers les objets extérieurs. Un simple changement de casaque, en conservant le même drapeau, a eu pour résultat la substitution de certaines formes d'école à d'autres, mais sans qu'elles résultent d'un sentiment propre de croyances communes, expressions stéréotypées d'idées mal déterminées. On s'est cru novateur en ressuscitant des croyances non-seulement tombées, mais conspuées, la magie, les gnomes, les spectres; ou bien l'on renouvelle le moyen âge sans la foi, qui en était la vie. Combien de drames, chrétiens quant au sujet, n'offrent au fond que stoïcisme et fatalité, mais non cette lutte du bien et du mal, ce conflit des principes, cette énergie qui n'exclut pas la tendresse, ce péché qui se rachète par une aspiration élevée! Combien de romans qui retracent la vie d'un seul individu ou d'un petit nombre, l'ancient et non le vrai éternel, une société restreinte et des croyances personnelles, au lieu d'attacher des leçons de vertu à de douces émotions!

Quand le culte de la nature fut remis en honneur, on prétendit en puiser le sentiment dans les livres, sans avoir connu les grandes joies et les grandes souffrances, qui sont pour les âmes énergiques comme de hautes montagnes d'où elles aperçoivent le fleuve entier de la vie. Dans la poésie lyrique, on exprima avec de nouvelles formes et avec moins de prétention la même nature de sentiments. Ceux qui s'y distinguèrent le plus chantèrent la patrie au lieu des amours, mais avec des accents de haine et de meurtre; ils remplirent les élégies et les satires d'une générosité triviale en même temps que de doctrines politiques frivole et dangereuses en pratique; l'aspiration vers la vérité que l'on dit encore inconnue, mais que l'on croit exister, et qu'on ne doit pas railler même quand on en doute, est la source la plus abondante des inspirations lyriques, parce qu'elle participe de l'infini et que la plus grande récom-

pense pour un auteur est d'avoir éveillé dans les cœurs une étincelle d'amour. D'autres, au contraire, abusant de cet élément fécond, tombent dans le mysticisme et le panthéisme, sentiments qui jamais ne pourront devenir universels, parce qu'ils répugnent au sens commun.

Mais, comme le doute ronge les cœurs et que la raison individuelle a jeté dans l'anarchie les âmes puissantes, les écrivains blasphèment ou se lamentent, selon que leur nature et les premiers événements qui les ont frappés les ont disposés à considérer la vie comme une comédie ou comme une tragédie. Voilà ce qui fait prédominer la satire et l'élégie, compositions qui appartiennent particulièrement aux temps où l'exercice de la pensée est devenu une passion et un tourment.

L'aspect de la décadence humaine engendre la mélancolie, nous le voulons bien; mais aujourd'hui on prend à tâche d'exagérer les douleurs. Si jadis on gazouillait des vers à l'eau rose, qui était (comme l'a dit une femme illustre) la possession momentanée de ce que l'on désire, on fait à cette heure étalage de souffrances : après avoir épuisé les sources du pathétique, on va le chercher dans les situations violentes, dans les émotions déchirantes qu'on demande avidement à la couche adultère et aux marches de l'échafaud. Ces lamentations interminables ne sont pas la révolte sublime de Prométhée contre la tyrannie des immortels, mais la conséquence de cette molle éducation qui ne laisse que le courage pusillanime de se plaindre et de gémir; c'est la faiblesse qui se révèle par la prédominance de la pensée et de la parole sur l'action.

La politique étant devenue la préoccupation universelle de notre siècle, comme la religion était la passion du seizième, trop souvent la question littéraire s'est trouvée confondue avec la question sociale; et comme on proclamait la liberté des gouvernements, on proclama celle de l'art, ce qui dispensa de rechercher les théories du vrai beau (1). Mais il n'existe ici, comme ailleurs, de liberté que dans l'ordre, qui est le goût du génie, comme le goût des esprits médiocres est la régularité.

Le sentiment religieux lui-même a pris tantôt le costume monastique, tantôt un jargon théosophiste, sans parler de ceux

(1) « L'auteur n'est pas de ceux qui reconnaissent à la critique le droit de questionner le poëte sur sa fantaisie, et de lui demander pourquoi il a choisi tel sujet, broyé telle couleur, cueilli à tel arbre, puisé à telle source.

VICTOR HUGO.

qui ont représenté le Christ et les saints sous des formes matérielles, et non comme des révélations du lien qui rattache les choses visibles aux choses invisibles, lien qui, en montrant la présence et l'action continuelle de Dieu, nous porte à contempler la théorie et l'idée plutôt que les rapports individuels et le côté pratique. Peut-être dans aucun pays l'inspiration religieuse n'a-t-elle eu autant d'efficacité qu'en Italie, dans les deux livres les plus chers à nos cœurs, l'un peignant des peines imaginaires, l'autre des souffrances réelles. La conclusion de tous les deux est : *Pardonnez!*

Le poëte est la voix des nations, et, comme la colonne de feu dans le désert, il doit marcher devant les peuples pour leur indiquer la route vers la terre promise de l'ordre, de la morale et de l'honneur. Le bon goût a toujours fini par répudier les œuvres du vice; et, dans le désaccord absolu des esprits, tous conviennent, quant au fond, des idées morales. C'est donc sur elles que doit s'appuyer celui qui aspire à une influence noble; il doit flageller la misanthropie, la paresse, l'indifférence; peindre le vice, mais pour le rendre odieux; inspirer la générosité, l'abnégation la charité; ne pas porter les cœurs à la haine, mais à la bienveillance; non au découragement, mais à l'action; réhabiliter l'amour au milieu de l'égoïsme, réveiller l'enthousiasme de la vérité et de la vertu dans un siècle où la jeunesse se désespère de ne pouvoir rien exécuter de généreux, et finit elle-même par ne plus rien croire; rajeunir enfin la puissance de l'esprit au milieu des vertiges produits par les calculs de l'intérêt.

CHAPITRE XXXIV.

SCIENCES HISTORIQUES.

Nous avons tant disserté sur l'histoire tout en l'écrivant, tout en nous occupant de censurer ou d'imiter nos prédécesseurs, qu'il nous reste peu de chose à ajouter. Le récit oratoire, qui s'enveloppe de phrases, recherche l'effet, se complaît aux descriptions, aux harangues, aux antithèses, ne peut plus usurper le nom d'histoire; et, rangé désormais parmi les ouvrages d'agrément, il est partout abandonné, hormis en Italie. A la ma-

nière dramatique des anciens on prétend maintenant substituer la philosophie, qui, de même que les arts, les lettres et la politique, s'est emparée des faits, et a reconnu qu'il fallait non pas les accommoder aux théories, mais les respecter, et placer chaque événement, chaque personnage au rang qui lui appartient. Le spectacle de tant de catastrophes et le choc violent des idées ont conduit à mieux connaître et apprécier les choses du passé; à bannir cet esprit jaloux qui condamne tout ce qui dépasse une intelligence bornée; à expliquer le monde, et non à le rêver. Il faut examiner, analyser, montrer de la sincérité, mais non chercher dans l'histoire des armes et des allusions; il ne faut ni vouloir corriger la Providence, ni imposer à des époques entièrement diverses des formules entièrement semblables; ni se contenter de l'anecdote, comme si la vie du genre humain était un travail sans continuité; mais, dans la persuasion que les événements les plus divers peuvent se rapporter à un petit nombre de causes suprêmes, appliquer le passé au présent et à l'avenir.

L'histoire, dans le siècle précédent, avait encore plus trompé que corrompu; et le peuple, faute de la connaître, ne put modérer par l'expérience la fougue révolutionnaire qui le précipitait vers l'avenir au milieu des ruines et du sang. Il a reconnu depuis, en cherchant sérieusement la liberté, qu'elle est chose ancienne, que c'est le despotisme qui est nouveau, et qu'il n'y a de durable que les institutions qui se fondent sur les vieilles coutumes, c'est-à-dire celles qu'engendrent spontanément le caractère des peuples et leurs évolutions progressives.

Quand on se fut convaincu que le hasard ne peut tout expliquer, on vit que les accidents s'enchaînent; que les petits événements sont parfois l'occasion, mais non la cause des grands, dont la raison réside dans les institutions et dans les mœurs; que le génie naît dans les circonstances déterminées; qu'il n'est donné à aucun législateur de façonner le peuple à sa guise, le peuple, qui, sans arguments subtils, connaît pourtant ses propres intérêts, ses amis et ses ennemis et juge les hommes tout autrement que les historiens de profession. Il faut donc étudier le peuple, et ne pas rire de ce qu'il a vénéré et aimé à une autre époque; connaître les erreurs qui sont les solutions temporaires des grands problèmes que l'humanité se propose dans chaque époque et dont elle cherche sans cesse une solution nouvelle; interpréter avec le langage du peuple les symboles

savants de Denys d'Halicarnasse et le Tite-Live, comme les chroniques du moyen âge ; et l'on s'apercevra que nous ne sommes pas dans la décrépitude, mais aux jours riants d'une jeunesse qui approche de la virilité.

Ceux qui savent que l'histoire vit de liberté ne s'étonneront pas que les grands événements de la révolution et les magnifiques exploits de Napoléon n'aient pas trouvé de dignes narrateurs dans un temps où, sans être animé de la passion de détruire, l'on s'en tenait aux insipides généralités du siècle précédent. Asservi à la vieille école, qu'il aimait, redoutait, louait et dénigrait tour à tour, Lacretelle, plutôt que de s'efforcer à comprendre les faits, néglige les sources dans son récit déclamatoire, distribué en tableaux et couvert de faux ornements; il s'attache à la pompe extérieure, à l'élégance sonore, au lieu de pénétrer au fond de la société; il garde le ton sentimental, les haines des encyclopédistes; mais il ne connaît pas plus le mouvement social que les correspondances des cabinets, et sa force superficielle prouve qu'il ne s'est guère inquiété de comparer les faits. Michaud a mis plus de soin dans son récit des croisades; mais sa régularité académique défigure les originaux, et il traite ces expéditions, dans son histoire, comme le Tasse dans son poëme ; il a supprimé les détails caractéristiques, et il se rit d'une crédulité qui pourtant avait mis en mouvement le monde entier. Sismondi écrit avec les idées de son temps ; mais on doit lui reprocher de désenchanter, comme à plaisir, la jeunesse des choses magnanimes. Ginguené a compilé Tiraboschi en substituant aux discussions chronologiques l'analyse de livres ou trop importants pour que cette analyse puisse suffire ou trop inutiles pour en être dignes ; il y a semé quelques traits irréligieux, et c'est ainsi qu'il a tracé l'histoire littéraire que l'on recommande aux jeunes Italiens. Or, n'est-il pas singulier que les Français et les Italiens aillent chercher l'histoire du pays qui est à la tête du catholicisme dans les ouvrages de deux auteurs qui non-seulement furent hostiles au catholicisme, mais qui ne le comprirent même pas.

Lorsque le cours des traditions nationales fut renoué par la restauration, la jeunesse s'insurgea contre la littérature académique, qui était sans énergie ni couleur, voulut rendre à l'histoire ainsi qu'au drame la vérité, la vie, le mouvement ; elle abandonna l'uniformité scolastique, les types de convention, la personnalité de l'auteur, le mélange du présent ; elle se réuni

à observer les faits, les temps, l'homme, le pays, au lieu de n'étudier que les livres; et elle crut que la narration qui se rapproche le plus du vrai est celle qui remplit le mieux les conditions de l'art.

On reprit alors le travail sur les antiquités françaises avec moins de patience peut-être, mais plus d'intelligence. Dans les premières années de la révolution, Bréquigny publia cinq volumes de documents. Ses dissertations sur les communes et sur la bourgeoisie prouvent qu'il avait compris le problème des libertés municipales du moyen âge et ce qui se mêlait de droit romain aux conquêtes faites par les nouvelles communes insurgées. Bien qu'il ne reconnût des conquêtes qu'autant qu'elles étaient consacrées authentiquement par des concessions royales, il enseignait à retrouver les origines du tiers état d'après un mode qui aurait souri aux révolutionnaires s'ils avaient eu le temps de s'occuper de livres.

Encouragée par ce savant, Mademoiselle de Lézardier (*Théorie des lois politiques de la monarchie française*, 1790) prétendit laisser parler les textes. Mais, mutilés qu'ils sont et rapprochés les uns des autres, ils parlent au gré de l'auteur, qui, du reste, supprime tout ce qui s'y trouve de saillant et de caractéristique. Elle répudie tout débris d'institutions romaines, qu'elle déteste jusque dans Charlemagne; et elle voit les auteurs de la nouvelle civilisation dans les Francs, qui apportent avec eux l'élément de liberté qui triomphe du despotisme impérial, en opprimant et en exterminant les Gaulois pour les régénérer.

Sous les Bourbons, Montlosier publia une *Histoire de la monarchie française*, qui, tenant le milieu entre les systèmes de Montesquieu, de Dubos, de Mably et de Boulainvilliers, nie la conquête au cinquième siècle, l'admet dans le douzième, et blâme les communes aussi bien que les rois d'avoir diminué les droits de la noblesse. Il convient que l'ancien peuple était en lutte avec le nouveau; mais, prenant parti pour les *Francs*, c'est-à-dire pour les nobles, les privilégiés, il aida à la réaction contre-révolutionnaire.

D'autres écrivains apportèrent des solutions différentes, en présentant la révolution comme un conflit entre des vainqueurs et des vaincus, mais où les plébéiens se glorifiaient d'être les anciens vaincus, parce qu'ils se trouvaient les vainqueurs d'à présent. Augustin Thierry fait sortir la liberté non des concessions des rois, mais de l'effort des hommes de métier qui fon-

dèrent les communes ; et il rattache ainsi la génération présente à celles qui l'ont précédée sans laisser de nom. Il appliqua cette idée à deux faits, qui présentent une révolution identique : l'établissement des races germaniques dans la Gaule et celui des Normands en Angleterre, dernière conquête des barbares. La nouveauté de la pensée, le respect qu'inspirait à juste titre un écrivain qui conservait, au milieu des souffrances et dans une cécité précoce, la force opiniâtre de sa volonté, l'appui qu'en tirait le libéralisme en vogue ne laissèrent pas examiner si dans ce système il n'était pas attribué, par hasard, trop d'influence aux races; combien de questions il laissait sans solution, combien enfin lui nuisaient et les préjugés irréligieux (1) et la haine pour la constitution anglaise par le motif que la charte française paraissait calquée sur elle.

M. Guizot commença à écrire quand les encyclopédistes n'avaient pas encore perdu leurs admirateurs ; aussi les respecte-t-il; et dans une réimpression de Gibbon, s'il réfute cet auteur sur quelques points, il y apporte beaucoup de ménagements. Du reste, sans haine comme sans enthousiasme, il applique à l'histoire la philosophie éclectique et celle du sens commun ; il cherche les généralités dans ce moyen âge où l'on était dans l'habitude de ne voir que désordre; il y discerne les causes de la composition et de la recomposition sociale, et l'influence de l'organisation ecclésiastique. Pour lui, la civilisation est le développement simultané de l'état social et de l'état intellectuel dans la conjonction intime des idées et des faits. Aujourd'hui la science est fondée sur les faits, et le principe dominant dans la société actuelle est la science, ou le mouvement des idées (*doctrinaires*). Ses leçons, quoique inachevées, ont contribué à élargir les idées historiques et à montrer que l'homme, par l'impulsion de la force et des croyances, aspire à un état toujours plus complet, où il ait la faculté de développer son intelligence, ses sentiments et son activité.

Cependant l'histoire a dû malheureusement prendre, comme tout le reste, un air d'improvisation et de polémique ; et les ouvrages qui ont fait le plus de bruit en France sont ou des leçons que l'on suppose inspirées par l'auditoire et recueillies par le sténographe, ou des lettres, ou des articles de journaux ; cela

(1) L'affaire de saint Thomas de Cantorbéry en est un exemple remarquable.

peut bien excuser l'irréflexion et les fautes, mais ne peut autoriser la confiance, qui ne s'appuie que sur la méditation et sur la patience. Les écrivains capables de composer et d'ordonner un ouvrage étendu, d'embrasser un système, de le soutenir dans le cours de plusieurs volumes en y apportant de l'intérêt et un style abondant sont en très-petit nombre. En publiant son *Histoire des ducs de Bourgogne*, M. de Barante commença l'école descriptive; ce qui constitue une forme, mais non une nouveauté essentielle, et beaucoup d'écoliers ont abusé du style pittoresque. D'autres ont porté leur regard sur des pays étrangers, comme M. Villemain dans son *Histoire de Cromwell*, M. Guizot dans celle de la *Révolution d'Angleterre;* c'est ce qu'a fait aussi Armand Carrel dans l'Histoire de la contre-révolution de ce pays, ouvrage écrit avec une mâle simplicité et le style courageux d'un soldat, mais où il fait sans cesse allusion à la révolution francaise et aux torts de la restauration, dont il prophétisait la chute. M. Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, tend à la justifier en la présentant comme une espèce de fatalité en vertu de laquelle un acte dérive inévitablement de l'autre et les hommes accomplissent ce que comportaient le temps ou les circonstances : entraînés ainsi dans le tourbillon, ils perdraient ce libre arbitre qui est le don suprême de notre nature. Système dangereux et désespérant ! L'auteur a négligé l'étude des cabinets étrangers; mais il a reproduit les discours de tribune : il a retracé au vif les luttes des factions et mieux encore les batailles; aussi les jeunes gens, qui pendant longtemps prendront connaissance de cette époque dans ces pages énergiques, arriveront à considérer comme principal ce qui fut tout à fait accidentel, c'est-à-dire le mouvement guerrier.

Le livre de M. Mignet, plus concis et plus égal, met plus en relief encore cette philosophie révolutionnaire. L'*Histoire parlementaire* de Buchez et Roux nous a conservé une partie de ces discussions remarquables sur les bases de la société. Ils y ont joint des théories particulières où le jacobinisme est glorifié. Il y en a qui ont raconté ces faits avec les idées monarchiques; ceux-là se sont adressés aux morts. D'autres ont commis un crime social, et ce sont ceux qui ont voulu diviniser le spectacle le plus abominable qui puisse s'offrir à l'âme humaine, comme l'a dit Chatham, la force dépouillée du droit.

La richesse de la France consiste encore dans les mémoires historiques, où les événements sont si étranges, les acteurs si

nombreux, et qui font éprouver des impressions réelles si elles ne sont pas toujours justes. Les mémoires sur Napoléon, qui, publiés pour la plupart dans les dernières années de la restauration, étaient, comme tout le reste, un moyen d'opposition, l'ont dépeint du côté le plus favorable, mais le plus faible en même temps; car, en voulant le mettre en regard des Bourbons, ils l'ont représenté comme un homme bon, familier, spirituel plutôt que dans ce qui faisait sa grandeur, une volonté inébranlable (1). Les plus importants vinrent de Sainte-Hélène, quoiqu'ils aient été altérés, attendu qu'ils furent dictés et recueillis de souvenir; de plus, ils sont quelquefois menteurs de propos délibéré, et présentent des variations qui s'expliquent par le changement des circonstances. Ce n'est que dans les mémoires que les écrivains à venir pourront chercher ce qu'aucun contemporain n'a été capable de retracer, un demi-siècle ayant changé tant de fois d'idole et de nom, une monarchie finissant sur l'échafaud, une autre sortant d'un soulèvement de trois jours dans une capitale, une nation couronnée, des tribunes élevées et renversées, des espérances détrônées, le même échafaud se dressant pour des tentatives opposées, des prospérités et des infortunes inouïes, des pouvoirs se renversant les uns les autres et condamnés à peine établis, la république, l'empire, la restauration, une autre révolution, ayant à peine le temps de décliner leur nom à l'appel de l'humanité, ne faisant que passer et disparaître.

Des histoires nationales et étrangères ont paru à profusion en France dans le cours de ces cinquante années : quelques-unes ont popularisé les laborieuses recherches des Allemands; d'autres ont été l'organe de tel ou tel parti, pour mourir avec eux. On y trouve trop souvent une légèreté inexplicable à côté d'une érudition rare et d'heureux aperçus. En général, elles s'éloignent trop de cette sobriété qui est essentielle à l'histoire, et se complaisent à des détails romanesques, à des élans lyriques, qui diminuent fort le crédit de l'auteur.

L'*Histoire de dix ans*, par Louis Blanc, est le dénigrement

(1) Schlosser d'Heidelberg a comparé la foule des Mémoires relatifs à Napoléon en rapprochant le récit des mêmes faits de manière qu'un narrateur ait à corriger l'autre; méthode très-fatigante et dont il ne résulte le plus souvent qu'incertitude et désespoir d'arriver à la vérité. Les *Études critiques des historiens de la révolution française*, ou *Histoire des histoires de cette révolution*, sont dans le même genre.

systématique du gouvernement créé par la révolution de 1830, qu'elle calomnie intrépidement en le montrant toujours aussi inepte que pervers. L'auteur tire des faits contemporains la démonstration de quelques principes sociaux, passe les passions en revue, et leur rend justice, comme il est facile de le faire quand on n'a point à triompher de difficultés réelles. Lamartine, divinisant, dans ses *Girondins*, les ennemis de la liberté et de la dignité humaine, y a trouvé de misérables succès et de longs remords. M. de Montalembert ouvrit, par la *Vie de sainte Élisabeth*, un champ nouveau, où beaucoup d'écrivains se jetèrent à sa suite, quoiqu'il soit donné à bien peu d'interpréter la naïveté des légendes et des traditions sacrées de manière que la piété en profite sans que le monde s'en scandalise.

Jetons un regard sur l'Italie : Charles Botta est plus remarquable parmi les littérateurs que parmi les historiens. Il a conservé un ton digne dans l'*Histoire de l'Amérique*, parce qu'il était sans haine et sans parti, et que, se défiant encore de lui-même, il ne se hasardait pas à trancher. Établi dans un pays où la presse était libre, il écrivit, à l'instigation des Bourbons, son *Histoire d'Italie* depuis 1790 ; puis, déjà vieux, il ne mit que quatre années à retracer celle de trois siècles remplis d'événements, et dont chacun aurait exigé plusieurs années de recherches. Mais, déjà assuré de sa réputation, il en fit une compilation de rhétorique, qui, pauvre de choses, est peu méritoire pour le langage. Selon lui, *le moyen âge est une époque folle, échevelée, qui n'offre que mauvaises chroniques, moines et châtelains ignorants*. Le grand triumvirat italien y remédie en partie ; puis la lumière apparut enfin avec la grande famille des Médicis. Comment de cette grandeur sortirent les malheurs de l'Italie, c'est ce qu'il n'a garde de raconter ; c'est aussi ce qu'il ne comprend guère ; mais il décrit les misères et les souffrances sans gloire du pays depuis 1534. Irrité de l'arrogance et des excès des étrangers, il ne voit dans les Italiens que bassesse et férocité jusqu'au moment où ils viennent à succomber : alors il se met largement en frais de compassion, d'excuses et d'éloges. Il ne voit pas la seule grandeur qui soit restée à l'Italie. Les papes en sont toujours à ses yeux le fléau ; il parle du concile de Trente en plaisantant, à la manière de Scarpi, qu'il a copié ; et il ne voit dans les moines que des vauriens fainéants ou de rusés fripons. Enfin, les princes,

Botta. 1767-1837.

inspirés par des philosophes et par des jansénistes, allaient réaliser en l'Italie des progrès merveilleux quand une armée de jacobins français s'est ruée sur elle, commandés par un aventurier, qui, malgré des fautes continuelles, sortait vainqueur de toutes les batailles. Et Botta ne voit dans toute la révolution que bassesse et férocité. Il déclame contre l'avide tyrannie de ces administrations militaires et contre les imitateurs des folies françaises. La plus grande partie de son ouvrage est employée à raconter ces égarements, et il passe rapidement sur la création d'un royaume, objet d'étonnement pour ses ennemis même (1). C'est à peine s'il sait qu'une armée italienne a combattu en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Russie. Il parle de Bonaparte avec une colère qui ressemble à du mépris. Bonaparte aurait cependant dû plaire à Botta, qui n'aime pas l'*autorité amoindrie* ni ces constitutions qu'il maudit jusqu'à s'écrier qu'en Italie *les assemblées nationales sont de véritables pestes*. Il ne croit ni au progrès, ni à la raison, ni à la compassion. *La race humaine*, dit-il, *conserve des instincts de bête fauve et le diable la pousse; or celui-là est un fou qui veut répandre parmi les hommes d'aujourd'hui des semences salutaires.*

Il y aurait à lui demander de tout ceci un compte sévère si l'on apercevait chez lui cette unité d'idée et de sentiment sans laquelle il n'y a pas d'œuvre sérieuse. Mais c'est un engouement d'école; il aime les événements extraordinaires, les choses horribles, comme étant plus pittoresques; et, dans ce cas, il ne pense pas à faire un choix; *il s'étend là où il trouve des matériaux tout préparés*. Très-habile à décrire les choses extérieures, il s'arrête longuement aux marches, aux batailles, aux tremblements de terre, aux famines, et répond à tout avec les mots « destin, fortune, nécessité, » mots en vérité par trop commodes (2). En dehors de cet écrivain célèbre, l'Italie a peu donné à l'histoire (3), et c'est déjà beau-

(1) Colletta voudrait que « les documents relatifs à l'état d'un peuple fussent non les rébellions, les guerres, les dynasties, mais les lois *docilement exécutées, et devenues affaires de conscience.* » Histoire VIII.

(2) Tommaseo en a fait une critique approfondie. Personne ne voudra apprendre l'histoire d'Italie d'après Botta. Mais comme son livre sera toujours lu et apprécié, il serait nécessaire d'avertir au moins des erreurs de fait par des notes peu étendues, afin que les lecteurs sans expérience, en y cherchant le style, ne puissent y puiser une foule de notions fausses qui deviennent des préjugés.

(3) Nous avons cité et jugé, dans le cours de cet ouvrage, ceux qui nous ont paru dignes de fixer l'attention.

coup qu'elle ait donné quelque chose. Quelques esprits, éblouis par de brillants exemples, se sont jetés dans la rhétorique, et ils ont donné des fleurs au lieu de fruits. Un discours d'Alexandre Manzoni sur l'histoire lombarde vint transporter en Italie les idées françaises sur la conquête et sur les rapports entre vainqueurs et vaincus; d'autres, suivant ses traces, ont fait des travaux plus étendus. Beaucoup d'écrivains se sont occupés d'histoires municipales, mais point d'une manière neuve et sans se préoccuper de chercher dans l'événement local les causes ou les symptômes du mouvement général. Les recueils commencés dans le siècle précédent continuèrent avec plus d'intelligence; ils seront la condamnation de ceux qui, en trop grand nombre, sont restés en adoration devant les principes arriérés et les vieilles haines. L'histoire de notre temps ne pouvait pas s'écrire en Italie, lorsque les impressions personnelles, les rancunes de parti, les affections de famille, les préjugés de classe ne se sont pas encore effacés. Une histoire qui a fait du bruit est remplie d'idées ou vieillies, ou serviles, ou haineuses; elle se détache du peuple, et ne contient rien qui puisse initier la génération future à la science du juste et de l'utile, à cette activité fraternelle où repose tout l'espoir de l'Italie.

Si ces jugements paraissent sévères, on trouvera peut-être plus concluant non pas le peu de cas que les étrangers font de ces ouvrages, mais la négligence avec laquelle l'Italie reçoit presque tous les travaux historiques nationaux, tandis qu'elle se hâte de traduire avec une légèreté inconcevable la moindre bagatelle qui vient à éclore en France. L'Italie attend encore l'historien qui doit la mettre sur la route de l'avenir avec les mâles mélancolies des âmes profondes, avec ce courage tranquille qui sait dire du mal même des personnes et des partis qu'il vénère; qui, affrontant les périls de la sincérité, périls plus grands dans un pays qui n'y est pas habitué et où la tribune n'est que pour les sophistes, ne s'occupe ni des sympathies ni des haines qu'il excitera; ne redoute ni les applaudissements qui le feront calomnier, ni la persécution des forts, ni le dénigrement des heureux, qui se font une loi de l'exagération et un mérite d'une abstraction inapplicable.

Les écrivains anglais du dix-huitième siècle n'ont pas été égalés à beaucoup près de nos jours, et nous avons dû nous montrer rigoureux envers un des auteurs dont ce pays se fait gloire. Le positif y étouffe le culte du sentiment, si nécessaire pour

comprendre le passé. Les *Annales d'Europe* (1840, 9 vol.), qui vont de la révolution française jusqu'en 1815, par l'Écossais Archibald Alison sont surtout remarquables par le récit circonstancié des discussions du parlement britannique. Thomas Carlisle (*The french revolution, a history*, 3 vol., 1840), qui occupe tant aujourd'hui l'Angleterre grâce à un style anglo-tudesque, obscur, plein de formules et de métaphores, mélange d'ironie et de drame, raconte les plus grandes catastrophes d'un ton burlesque : inaccessible à l'enthousiasme et au mépris, il regarde avec pitié les misérables acteurs de l'immense tragédie, qu'il divise en trois actes : la Bastille, la Constitution, et la Guillotine (1).

(1) Personne ne s'attendrait à voir les scènes de ce grand drame intitulées *Astrée revient sur la terre sans un sou. — Pétition hiéroglyphique. — Les sacs à vent. — La transformation électrique. — De Broglie, dieu de la guerre*, etc., etc. Voici en quels termes il décrit l'ouverture des états généraux :

« Voici le baptême de la démocratie : le temps l'engendra après le nombre de mois nécessaires, et il s'agit de baptiser la nouvelle née. La féodalité reçoit l'extrême-onction ; il faut qu'il meure ce système monarchique décrépit, usé par le travail ; car il a travaillé beaucoup, quand ce ne serait que pour vous produire, avec tout ce que vous avez et tout ce que vous savez ; il faut qu'il meure, épuisé par les rapines et par les combats appelés glorieuses victoires, par les voluptés et les sensualités : il est vieux, très-vieux, il tombe en enfance. Au milieu des angoisses de l'agonie et des douleurs de l'enfantement, un nouveau système va naître. Quel ouvrage ! O ciel, ô terre ! que résultera-t-il de cette révolution ? Des batailles et du sang versé : massacres de septembre, pont de Lodi, retraite de Moscou, Waterloo, Peterloo, réformes parlementaires, guillotines, journée de juillet. — Et à partir de l'heure où nous écrivons, il s'écoulera encore deux siècles de combats (s'il est permis de prophétiser), et deux siècles c'est peu dire, avant que la démocratie traverse ces tristes et nécessaires époques de charlatanocratie, avant qu'un monde empesté s'en aille au cimetière, et qu'un monde nouveau, verdoyant et frais apparaisse à sa place.

« Membres des états généraux réunis à Versailles, réjouissez-vous ; le but lointain et définitif apparaît à vos yeux ; mais vous ne voyez pas l'espace intermédiaire. Aujourd'hui une sentence de mort est lancée contre le mensonge, une sentence de résurrection en faveur de la réalité, quelle qu'en soit la distance. La grande tombe du monde proclame aujourd'hui qu'un mensonge est impossible à croire ; tout consiste en cela : croyez cela, soutenez cela, et laissez faire au temps ; vous ne pouvez rien faire de mieux, et que Dieu vous assiste !

« En attendant, observez les deux battants de l'église de Saint-Louis qui s'ouvrent ; une grande procession s'avance vers Notre-Dame, et un vaste cri, un cri unique frappe l'air. Spectacle vraiment solennel et splendide ! les élus de la France, puis la cour française, tous rangés par ordre, avec leurs devises

La guerre d'Espagne a fourni un noble sujet au comte de Toreno; il produirait plus d'effet s'il était plus bref et s'il

respectives et à leurs postes assignés; nos communes en petits manteaux noirs et en cravates blanches; la noblesse en velours brodé d'or, aux nuances éclatantes, couverte de rubans, ombragée de panaches; le clergé en rochet et en surplis, dans sa splendeur ecclésiastique; enfin le roi lui-même et sa maison, tous étalant la plus grande magnificence.

« C'est le dernier jour d'une pareille pompe. Quatorze cents hommes apportés par le tourbillon politique de tous les points de l'horizon se réunissent pour une œuvre inconnue et profonde. Oui, dans cette foule qui s'avance silencieuse il y a de l'avenir qui dort. L'arche symbolique ne marche pas devant eux comme devant les anciens Hébreux. Ils ont cependant, eux aussi, leur alliance; eux aussi président à une ère nouvelle dans l'histoire des hommes. Tout l'avenir est là, tout le destin qui les couve sous ses sombres ailes; l'avenir impénétrable et inévitable gît dans les cœurs et dans les pensées flottantes de ces hommes. Singulier mystère! ils ont en eux l'avenir, et ni leurs yeux ni ceux d'aucun mortel ne peuvent le découvrir; seul le secret est à Dieu. Il éclôra de lui-même, je vous le dis, au milieu des éclairs et des tonnerres, dans les assauts et sur les champs de bataille, dans le frémissement des étendards, dans le piétinement des coursiers, dans l'incendie des villes embrasées, dans le cri des nations égorgées. Voilà les choses qui restent cachées, profondément enveloppées au sein de ce 4 de mai. Elles y étaient déposées depuis longtemps, et à cette heure elles se dégagent. En vérité, combien n'y a-t-il pas de miracles dans chacun des jours qui naissent si nous savions les dévoiler! heureusement nous n'avons pas les yeux assez perçants. La plus dédaignée de nos journées n'est-elle pas le confluent des deux éternités?

« Or, suppose, ami lecteur, que nous prenions place comme tant d'autres sur cette corniche, sur cette architrave. La muse Clio nous le permet sans miracle. Jetons un regard passager sur cette procession, sur cet océan de vie humaine, mais un regard prophétique, qui n'appartient qu'à nous seuls d'aujourd'hui. Nous pouvons y monter, et y rester sans peur de tomber. »

Ici Th. Carlisle passe en revue les principaux personnages de la révolution.

« A coup sûr, dans quelque coin peu honorable rampe ou glisse en grommelant un petit homme laid, pâle, plein de pustules, puant le suif et les cataplasmes. C'est Jean-Paul Marat, de Neufchâtel. O Marat! rénovateur de la science humaine, auteur de traités d'optique, vétérinaire des plus distingués, ci-devant médecin des écuries du comte d'Artois, dis-moi, que crois-tu voir à travers tout cela? ton âme malade est abattue, enfermée dans un corps engourdi, misérable, empoisonné. Est-ce un faible rayon d'espérance, une aurore après les ténèbres, ou seulement une lumière sulfureuse et des spectres bleuâtres? Infortunes, douleurs, soupçons, envie et vengeance sans fin, voilà, je pense, ce que tu vois uniquement...

« Nous distinguerons encore deux autres personnages seulement : l'homme puissant et musculeux, aux sourcils noirs, à la face écrasée, annonçant une force sans emploi, comme un Hercule qui attend sa colère. C'est un avocat sans clients et qui a faim; il s'appelle Danton : regardez-le bien. Il y en a un autre, son confrère, maigre, mince, au teint bronzé, aux longs cheveux bruns et frisés, à la physionomie de singe, merveilleusement éclairée par le génie, comme si une lampe de pétrole brûlait au dedans de lui. C'est Ca-

avait plus cherché l'élévation et la profondeur sans tant se préoccuper de la forme de ses célèbres prédécesseurs. Don Manuel Quintana suivit aussi l'école classique dans les *Vies des Espagnols célèbres*, dont le style est simple, dégagé et rapide. Ferdinand de Navarète a retracé les aventures des navigateurs espagnols; son ouvrage est riche de documents curieux; mais Albert Lista, de Séville, l'emporte sur lui en profondeur dans l'appréciation historique. Nous mentionnerons aussi les *Annales de l'inquisition* jusqu'en 1834, époque de son abolition, et l'*Histoire législative de l'Espagne après la domination des Goths*, ainsi que de nombreux documents relatifs au passé. Mar-

mille Desmoulins, jeune homme de pénétration, d'esprit, d'une force comique infinie; et parmi ces milliers d'hommes il y a peu d'intelligences aussi nettes et aussi vives. Pauvre Camille, qu'on dise ce qu'on voudra, il est difficile de ne pas se sentir porté à t'aimer, étourdi, brillant, léger Camille!

« Parmi ces six cents députés des communes en cravates blanches, réunis pour régénérer leur pays, quel sera le roi? Car il faut un roi, un chef à tous hommes rassemblés pour une œuvre quelconque, un homme qui, par sa position, son caractère, ses facultés, soit le plus apte de tous à l'accomplissement de l'œuvre. Cet homme, ce roi non élu, ce roi nécessaire à l'avenir marche au milieu des autres et comme un autre. Serait-ce ce député à la chevelure touffue, au grincement terrible, comète flamboyante devant laquelle vacilleront les trônes? A travers ses épais sourcils, dans ses traits taillés à coups de hache, sur son visage tout labouré par la petite vérole, tu lis le libertinage et la banqueroute; mais en même temps tu y vois la flamme du génie. Il est le type des Français de 1789, comme Voltaire fut le type des Français de 1750. Français dans ses désirs, dans ses espérances, dans ses conquêtes, dans ses ambitions, il résume, il exprime, il a au suprême degré les vertus et les vices du temps; il est plus Français qu'aucun autre, au moins aujourd'hui. Voilà pourquoi il est le roi de France en fait et en vérité; puis intrinséquement, profondément, c'est un homme, et un homme très-viril.

« Si parmi nos six cents régénérateurs celui-là est le plus grand, quel est donc le plus petit? C'est un individu chétif avec des lunettes, d'une physionomie peu expressive, maigre, inquiet, l'œil incertain lorsqu'il ôte ses lunettes, le nez en l'air comme s'il aspirait vaguement je ne sais quel avenir inconnu, d'un teint atrabilaire et formé de nuances diverses, mais où le verdâtre domine, homme couleur de mer. C'est Robespierre... Son intelligence rigide et triste, son esprit méthodique, prompt, mais étroit ont plu à tel homme en place, charmé de ne lui trouver aucun génie, mais seulement les qualités négatives qui conviennent à l'homme d'affaires. Il ne voulut pas condamner à mort un accusé lorsqu'il fut nommé juge par l'évêque, et se retira. C'est un homme austère, voyez-vous, un homme strict et scrupuleux, un homme peu fait pour les révolutions, dont la petite âme, transparente et pure comme de la bière simple, se pique comme elle facilement. Peut-être que plus tard il pourra... Nous verrons, etc. »

tinez de la Rosa a donné dans son *Esprit du siècle* un tableau politique et philosophique de l'école actuelle. Le *Protestantisme comparé au catholicisme* relativement à la civilisation européenne, par Jacques Balmes, est un beau pendant à l'ouvrage de M. Guizot.

Le Suédois Lindberg (*Bidrag till Sveriges historia efter den 5 november* 1810 ; Stockholm, 1839), qui fut condamné à mort, puis gracié et retenu prisonnier, sans plier ni sous le châtiment ni sous le pardon, a écrit et jugé avec une extrême liberté le règne de Bernadotte.

L'histoire primitive de la Russie a été traitée d'une manière remarquable par Schlözer et par Krug. Plusieurs Russes ont écrit les événements des dernières guerres; Bulgarin a publié un tableau historique, statistique, géographique et littéraire de la Russie (1837), et Ustraiolof une histoire, où il considère la Grande-Russie comme le point central autour duquel gravitent le Petite-Russie, la Russie Rouge et la Lithuanie.

L'Allemagne a poursuivi ses études avec conscience et persévérance. Bech (-1832), Eichhorn et Spittler (-1810), qui fit l'*Histoire ecclésiastique* et celle des États européens, ont suivi les traces de Gatterer. Woltmann et Menzel ont continué l'*Histoire du monde* de Becker avec plus de solidité; Schlosser les a surpassés pour la connaissance des faits et l'élévation des idées (1). Les vues philosophiques et les jugements politiques débattus par Pölitz (-1838), Hapfer, Mayer, de Eggers, Jenisch, Gruber, Carus, Breyer, Luden, Schneller et autres ont été recueillis par Heeren. Rotteck, dans son *Histoire universelle*, réimprimée tant de fois, considère la vie des peuples du point de vue du droit naturel et des réformes politiques, c'est-à-dire de la liberté et du bien public; mais il est plein de sécheresse et de préjugés. Lui et Dalhmann soutiennent les trônes héréditaires, mais avec des assemblées délibérantes. Gervinus, historien de la littérature germanique, s'est jeté depuis dans les libelles, et il a soutenu le schisme de Ronge.

Beaucoup d'écrivains ont traité du moyen âge (2). Wilken a écrit sur les croisades, Ranke sur les peuples germains et tu-

(1) *Résumé de l'histoire universelle de l'ancien monde*, 9 vol.; *Histoire du monde racontée dans son ensemble*, 6 vol., où sont compris les événements du quatorzième et du quinzième siècle; et *Histoire du dix-huitième siècle*.

(2) *Voyez* tome VII, discours préliminaire.

desques du seizième et du dix-septième siècle, Raumer sur les Hohenstaufen et sur l'Europe depuis le seizième siècle (1832).

L'histoire moderne a été écrite par Saalfeld, Hormayr, Münch, plusieurs ont raconté la révolution et les événements contemporains. Les *Annales européennes* depuis 1795, publiées par Possett (-1804), fondateur de la *Gazette universelle* d'Augsbourg et supprimées par la diète en 1832, méritent d'être citées comme document historique. Il en est de même de la *Chronique* de Venturini, de la *Minerve*, du *Journal historique et politique* de Bucholz, *Du Monde primitif* par Malten, des *Mélanges* sur l'état présent du monde par Zschokke, suivis des *Traditions* sur notre époque.

Michel Schmidt (1785 et suiv.) manque de solidité et de jugement dans sa volumineuse *Histoire des Allemands*, de même que Kranse, Risbeck, Heinrich, Westenrieder, quelques recommandables qu'ils soient dans certaines parties. Mais, après la réaction contre le despotisme de Napoléon, on cessa de s'occuper exclusivement de la bizarre constitution de l'empire et la généalogie des maisons régnantes pour étudier la vie du peuple sous ses divers aspects, ce qui ranima l'esprit national allemand. L'histoire de Wolfang Menzel, dont la narration est vive, mais déclamatoire, respire la haine contre les Français. L'exagération patriotique entraîne le verbeux Luden à trouver tout parfait. Pfister, qui, dans son *Histoire de Suède*, est riche de faits et montre un jugement droit, n'a pas aussi bien réussi dans celle des Allemands, où il a principalement en vue l'enseignement. Il n'y a pas de ville, de villages même, de château, de corporation qui n'aient leur historien. Juste Moser, en étudiant dans son *Histoire d'Osnabruck* sur un petit pays, dirigea d'abord ses recherches sur le droit national. l'*Histoire de la Confédération suisse*, commencée par Jean Müller avec un patient examen des sources, avec une grande richesse d'idées et un noble amour de la liberté, a été continuée par Zschokke, qui l'a rendue populaire, de même que celle de Bavière (1). L'*Histoire de la Hanse* de Sartorius, celle

(1) Hormayr, *Histoire du Tyrol*.
Lanzizol, *Histoire de la fondation de l'État prussien*.
Voigt, *Histoire de la Prusse*. — *Histoire et légendes du Rhin*.
Stenzell, *Hist. de l'État prussien*.
Böttiger, *Hist. de la Saxe*.
Wing, *Hist. de la Hesse*.

de l'origine des différents États germaniques (1806), celle de la formation des ligues libres du moyen âge (1827) par Kortum et beaucoup d'autres nous révèlent la condition générale des villes ou celle de quelques-unes en particulier.

Des archéologues célèbres (1) ont interprété l'antiquité, et surtout les deux Niebuhr en Danemark, dont l'un nous a fait connaître l'Arabie, l'autre la constitution primitive des Romains.

Il n'y a pas de nation étrangère, pas d'époque que les Allemands n'aient pris à tâche d'examiner (2). Il n'y a pas de discussion, d'art, d'invention sur lesquels ils n'aient donné des éclaircissements; et ils méritent qu'on leur reconnaisse dans les monographies la supériorité qui revient aux Français dans les mémoires (3).

LICHNOWSKI, *Hist. de la maison d'Habsbourg.*
SPITTLER et PFAFF, *Hist. du Würtemberg.*
BADEN, *Hist. de la maison de Zaringen, et Hist. de Bade.*
MUNCH, *Hist. de la maison de Fürstemberg.*
RANKE, *Hist. des temps de la réforme.*
C. A. MENZEL. *De la réforme jusqu'à Joseph II.*
SARTORIUS, *Hist. de la Hanse.*
PALACKI, *Hist. de la Bohême.*
BUCHNER, *Hist. de la Bavière.*
ŒCHSLE, *Fragments pour servir à l'histoire des paysans.*
DAHLMANN, *Hist. de la révolution anglaise*, et, dernièrement, *Hist. de la révolution française.*

(1) Heyne, Winckelmann, Meiners, Manso, Böckh, Bottiger, Wolf, Thiersch, Voss, Creuzer, Ottfried Müller, Ernesti, Hulmann, Gruber, Uckert, Waschmuth, etc.

(2) Leo, Schröckh, Le Bret s'occupèrent de l'histoire d'Italie; Schmidt, Aschbach et Fessler, de celle d'Espagne; Gebauer, de celle du Portugal; Schröckh, Menzel, Woltmann, de celle de France; Sprengel, Woltmann, Heinrich, de celle d'Angleterre; Schlözer, Rühs, Menc, Gräter, Gebhardi, Suhm, Wagner, Hüllmann, de celle de Scandinavie; Schlözer, Müller, Evers, Storch, Bacmeister, de celle de Russie; Jekel, Spazier, Wagner, Brohm, de celle de Pologne; Gebhardi, Engel, Fessler, de celle de Hongrie, Fallenmeyer, Thiersch, Schlosser, Wilken, de l'histoire grecque moderne; Kotzebue, de l'histoire prussienne; Hormayr, Cöchelberg, Meynert, de l'histoire autrichienne. Heeren et Uckert s'occupèrent d'une collection d'histoires qui est encore en voie d'exécution.

(3) FUNCK, *Vie de l'empereur Frédéric II et de Louis le Débonnaire.*
HURTER, *Vie d'Innocent III.*
VOIGT, *Vie de Gregoire VII.*
KORTUM, *Vie de Frédéric Ier.*
BÖTTIGER, *Henri le Lion.*
PFISTER, *Vie de quelques princes de Würtemberg.*

L'histoire ecclésiastique a une importance particulière là où se trouvent chaque jour en présence des universités, des peuples, des lois d'une confession différente (1).

Les matériaux historiques et diplomatiques abondent en Allemagne, aidés par des *Regesta* qui mettent à la portée de l'historien tous les faits mémorables d'un temps, d'une famille ou d'un pays.

S'il est des écrivains qui se noient dans une foule de menus détails par affection municipale et par goût pour les curiosités archéologiques, il appartient aux historiens généraux de passer le tout au crible de la critique. Mais l'esprit rêveur et systématique de l'Allemagne a fait plus d'une fois évaporer la valeur positive des recherches laborieuses en abstractions et en chimères.

L'Allemagne commença à secouer le joug de la culture française, dont elle s'était faite la suivante, au temps de l'invasion de Napoléon, et à l'aide de l'école publiciste de Arndt et de Jahn. Une connaissance plus approfondie du droit public devint très-utile à l'histoire, qui repose sur elle; et les travaux de Rund, de Danz, de Mittermaier, surtout ceux de Charles-Frédéric Eichhorn (*Histoire du droit public et privé*) portèrent la lumière sur les états successifs par lesquels la société a passé en ce qui concerne le droit, dont les antiquités se trouvèrent éclaircies. Ces écrivains ont exhumé, en même temps que les sujets du droit public et politique, les anciens poëmes, les légendes, les monuments, les statuts de villes, de villages, de corps divers (2).

ASCHBACH, *Vie de l'empereur Sigismond.*
MUNCH, *Vie de François de Sickingen.*
RUCHHOLZ, *Hist. de Ferdinand Ier.*
MÖLLER, *Athanase.*
PREUSS, *Vie de Frédéric II de Prusse.*
BROCKHAUS commença en 1816 *les Contemporains*, collection de biographies.

(1) Neander, Hase, Alzog, qui, dans la préface de son ouvrage, apprécie assez bien ceux de ses prédécesseurs; Stolberg, qui a été continué par Kerz, de sorte que le quarantième volume arrive jusqu'à 1152; Katerkamp, Rauscher, Ritter, Riffel, Döllinger et quelques monographies de la plus grande importance.

Voyez Rotteck, *Observations sur l'allure, le caractère et l'état des études en Allemagne*, dans les *Mémoires de l'Académie royale des inscriptions* (*Institut de France*). Savants étrangers, t. I.

(2) Il suffit de nommer les deux Schlegel, Tieck, Görres, Von der Hagen, Docen, Benecke, Lachmann, Walkernagel, etc.; l'*Histoire de la littérature poétique* de George Gervinus; le *Cours* de Wachler sur l'*Histoire de la lit-*

En 1812, les deux frères Grimm (Jacques et Guillaume) découvrirent le poëme de *Hildebrand et Udebrand;* et ce chant national, applaudi dans la réaction de cette époque, devint un grand sujet d'études. Jacques publia la *Grammaire tudesque* (1819), où quatorze idiomes sont ramenés parallèlement à des lois uniformes; puis, dans les *Antiquités du droit tudesque*, il déduisit d'auteurs anciens, de codes barbares, de vieilles chartes la législation primitive des nations allemandes; enfin il acheva, par la *Mythologie tudesque* (1835), la reconstruction du monde germanique. Guillaume démontrait, dans ses *Recherches sur les runes* (1821), l'existence de l'écriture alphabétique parmi les anciens Allemands, et il rassemblait dans la *Tradition héroïque* (1829) les fragments d'une grande épopée septentrionale, dont les *Niebelungen* ne seraient qu'un épisode. En même temps Gans, Phillipps, Klenze, Zöpff, Waitz approfondissaient le droit germanique, et lui trouvaient les mêmes fondements qu'à celui de Rome, de la Grèce et de l'Inde; enfin les éclaircissements portés par Rask et Geyer aux antiquités scandinaves réfléchissaient une lumière nouvelle sur celles de l'Allemagne et sur les migrations des peuples. Plus d'un de ces érudits se laissa égarer par le patriotisme jusqu'à peindre comme autant de héros accomplis les Genséric, les Alaric, les Odoacre et comme digne d'envie la grandeur sauvage de la race germanique avant qu'elle eût été détournée par l'invasion romaine et par le christianisme de ce libre développement, de ce génie propre qui *peut-être* auraient amené une civilisation supérieure à celle d'Athènes et de Rome.

Les études orientales, que nous avons déjà vues acquérir dans le siècle précédent l'importance d'une source historique extrêmement riche, s'étendirent encore lorsque la paix eut rétabli les communications entre les savants. Schultens (*Institutiones ad fundamenta linguæ hebrææ*, 1737) avait professé le premier que pour bien connaître la langue hébraïque il fallait recourir aux autres langues sémitiques, et spécialement à l'arabe. En 1810, Sacy publia sa *Grammaire arabe;* et tandis que celle de Thomas Erpenius, la meilleure jusque-là, expédiait la syntaxe en un petit nombre de pages, Sacy y consacra un volume entier. Sa forte analyse a facilité les progrès faits Orientalisme.

térature nationale au moyen âge, et les remarquables *Monumenta* de Henri Pertz.

dans la connaissance de l'hébreu, du chaldéen et du syriaque. Guillaume Jones considérait la littérature orientale comme un ensemble immense destiné à devenir une base pour l'histoire universelle et où chaque partie servirait à éclaircir le tout. Ce but a été compris, bien qu'il soit encore loin d'être atteint. Lorsque le livre de Frédéric Schlegel sur la philosophie et la langue des Indiens (1808) eut dirigé l'attention de ce côté, Bopp, le premier parmi les Allemands, se mit à étudier le sanskrit, et il en donna la grammaire en 1827, après avoir critiqué celle de Wilkins, qui avait paru en 1808 ; puis il publia à Londres le système de conjugaison sanskrite comparé avec la conjugaison grecque, latine, persane et allemande.

D'autres marchèrent sur ses pas, tels que Lassen, Rosen, Humboldt (1). Après avoir beaucoup voyagé, Klaproth publia l'*Asie polyglotte* et les *Mémoires relatifs à l'Asie*. En France, la convention avait créé des chaires d'arabe, de turc, de tartare, de persan, auxquelles on ajouta ensuite l'arménien, le chinois, le malais, le thibétain. Chézy fut le premier qui professa publiquement le sanskrit en Europe. De Guignes et lui commencèrent l'importante publication des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque royale ;* et le dernier, auteur fécond de livres sur l'histoire et la littérature orientale, forma d'habiles élèves. Remusat rendit le chinois aussi facile à apprendre qu'aucune autre langue d'un groupe différent de l'idiome que l'on parle. Pauthier, Julien, Bazins, Pavie, Biot donnèrent beaucoup de traductions. Le *Journal de la Société asiastique*, établi à Paris (1822), sert d'archives aux études orientales dans toute l'Europe.

Saint-Martin se voua principalement à l'arménien, et en fit profiter l'*Histoire du Bas-Empire* de Lebeau. Le P. Méchitar, de Sébaste, qui fit tant pour ranimer parmi les siens les travaux de l'intelligence, étouffés depuis leur séparation de l'Église romaine, obtint du sénat de Venise l'île de Saint-Lazare (1717), où il établit l'ordre de Saint-Antoine abbé et une imprimerie d'où sortirent des livres élémentaires et de science ainsi que des traductions, et cela en aussi grand nombre que des autres imprimeries aujourd'hui existantes à Vienne, à Constantinople,

(1) Les noms des orientalistes Reiske, Michaelis, Eichhorn, Hartmann, Ritter, Creuzer, Klaproth, Gorres, Bhölen, Rhode, Plath, de Hammer sont connus partout.

à Smyrne, à Moscou et dans d'autres villes russes. Ces publications ont propagé la littérature de l'Arménie, qui, tout en nous faisant connaître un pays assez important, contribue à jeter la lumière sur les contrées voisines.

Dans l'Inde, les savants anglais ont continué leurs travaux; et ils envoient fréquemment en Europe des éditions et des traductions des Védas, des Pouranas, des poëmes sanskrits; ils recherchent les nombreuses ramifications bouddhistiques. Déjà l'on connaît douze cents inscriptions dans ces diverses langues, cinquante mille médailles et d'innombrables sculptures. Wilson a recueilli, dans l'*Ariane antique* (Londres, 1842), tout ce que l'on savait sur les médailles de tout âge trouvées jusqu'à présent dans l'Inde et dans l'Afghanistan.

Nous avons énuméré ailleurs les travaux relatifs à l'Éthiopie. On peut dire que l'Égypte a été récemment découverte; et si chacun prétend avoir trouvé la clef des hiéroglyphes, on s'accorde au moins sur la nécessité de commencer par connaître la langue qu'on veut traduire, c'est-à-dire le cophte.

L'histoire peut donc puiser à d'autres sources qu'aux ouvrages classiques. Les médailles sassanides, les monuments de Tchil-Minar, les œuvres de Calidasa, de Mirkhond, de Firdoussi, le Dabistan, Moïse de Corène et toute une bibliothèque indienne et thibétaine sont venus en aide à l'histoire. Les recherches philologiques ne se bornant plus à des étymologies, mais ayant pour but des comparaisons sur la connexité des langues, contribueront à éclaircir les temps antérieurs à l'histoire ainsi que les migrations des peuples.

En conséquence les regards n'auront plus pour limite l'horizon du Sinaï, de l'Olympe ou du Palatin. On retrouve dans l'Asie et dans les livres de Zoroastre les traces d'une civilisation très-ancienne et d'une religion qui a survécu jusqu'à nos jours parmi les Guèbres. Rask a démontré l'antiquité et l'authenticité de la langue zend et du *Zend-Avesta* (1). Eugène Burnouf, dans son commentaire sur l'Iacna (1834), a créé l'étude de cette langue; il reconnut que le pali était un dialecte vulgaire du sanskrit, porté de l'Inde dans l'Indo-Chine avec le bouddhisme; et, en faisant le zend antérieur au sanskrit, c'est sur le plateau de l'Asie qu'il place le point de départ des

(1) *Uber das Alter und die Eichtheit der Zend Sprache und des Zend-Avesta.*

plus anciens idiomes, pour les suivre de là, avec la civilisation et la religion, dans toute l'Asie orientale, comme il l'a fait au nord avec le bouddhisme.

De l'Asie orientale, la civilisation se répandit dans la Médie et la Perse, sur les mystères desquelles on interroge l'écriture cunéiforme. Le Danois Munter fut le premier à en parler, en 1798, dans l'Académie de Copenhague, mais sans en fournir suffisamment la clef; c'est à quoi ne réussirent pas mieux Tychsen, Herder, Lichtenstein. Grotefend affirma que la langue de ces inscriptions était le zend; et, par suite, Rask et Saint-Martin s'en sont servis pour déchiffrer quelques-unes de celles de Persépolis. Puis Burnouf fixa l'alphabet cunéiforme, en démontrant son origine sémitique et proprement assyrienne, résultat dont Lassen avait aussi approché.

En même temps on nous donnait les monuments de ce pays. En 1840, Flandin et Coste voyageaient en Perse par l'ordre du gouvernement français; Ker Porter et Texier nous faisaient connaître les ruines d'Istakhar; des inscriptions encore indéchiffrables étaient recueillies à Babylone. Dernièrement Botta exhumait les débris grandioses de Ninive. En Amérique on découvre à chaque moment des villes entières, et plus souvent des monuments, qui toutefois sont restés muets jusqu'à présent, comme la tradition.

La géographie aussi, qui n'est plus un répertoire de noms et un amas de chiffres, se croit obligée d'enregistrer chez les peuples tous les éléments de civilisation. Le Danois Malte-Brun sut y allier l'intérêt et la couleur poétique aux notions positives; le Prussien Guillaume de Humboldt y associa la minéralogie, l'horologie, la climatologie, l'ethnographie, sans que les sciences naturelles fissent rien perdre de son coloris et de sa vigueur; enfin Charles Ritter a tracé avec éclat les grands aspects de la géographie comparée, en déterminant tous les caractères de la physionomie de notre globe et l'influence que sa configuration extérieure a exercée sur les phénomènes physiques de la surface, soit sur les migrations, soit sur les lois, soit sur les principaux événements des peuples qui l'habitent. Les relations des voyageurs, des missionnaires nous révèlent mieux chaque jour la nature humaine, les mystères des pays lointains et les voies de la civilisation.

C'est une tâche plus qu'humaine que d'embrasser d'un seul coup d'œil toute la race des hommes; de trouver dans les faits

particuliers la loi qui pousse au progrès et celle qui le dirige; de faire ressortir l'idée éternelle des contingences temporelles, la justice invariable des mille formes changeantes et passagères qui la représentent; en un mot, de faire la philosophie de l'histoire. Nous avons déjà mentionné divers ouvrages où on l'a tenté, mais où l'on est allé quelquefois jusqu'à abolir l'idée de la Providence.

C'est une chose remarquable toutefois que la pensée d'une décadence progressive de l'humanité ait été répandue dans les siècles précédents, et en conséquence le désir de rétrograder vers le passé. Les Anglais, dans leur révolution, reproduisaient les Juifs; les Français ressuscitaient les Grecs et les Romains; Machiavel ne savait réformer qu'en ramenant les institutions vers leurs principes; Rousseau disait que l'art de vivre en société s'oublie de jour en jour.

A présent c'est le contraire, et la prédication saint-simonienne a rendu populaire l'idée du progrès. Il en résulte que nous ne méprisons plus dans l'histoire rien de ce qui a été, attendu que ce fut une amélioration sur ce qui était auparavant; et nous en déduisons la confiance en de nouveaux avantages à venir, fondés sur ceux qui les auront précédés. Il faut donc méditer ceux-ci sérieusement et avec amour.

CHAPITRE XXXV.

BEAUX-ARTS.

Les beaux-arts furent appelés par la révolution, puis par le conquérant français à improviser des fêtes, des tableaux, des monuments. Mais ces travaux, quelque grandioses qu'ils pussent être, n'enflammèrent pas le cœur des artistes, qui ne surent pas sortir de la classe des imitateurs. David représenta les scènes immortelles de la révolution en commençant par le *Serment du jeu de paume*, qu'il exécuta au crayon. La statue du Peuple, qui devait être formée des debris de celles des rois et placée sur le Pont-Neuf, était un Hercule portant inscrit sur le front, *Lumière;* sur la poitrine, *Nature et vérité;* sur les bras, *Force et courage*. C'était une pauvre conception. Dans sa *Mort de Marat*, emploi remarquable de toutes les ressources

de l'art dans un sujet odieux, David concentra tout l'intérêt sur le conventionnel expirant, et non sur Charlotte Corday, qui pourtant devait paraître une héroïne aux apologistes de Brutus. Membre du comité d'instruction publique, il fit assigner 2,500 francs de pension pendant cinq ans à de jeunes artistes qui furent envoyés en Italie et en Flandre pour s'y perfectionner. Il dirigea l'institution du Musée national; et en proposant la formation d'un jury appelé à juger les monuments des beaux-arts, il disait : « Les monuments des arts n'atteignent pas seulement leur but en charmant les yeux, mais encore en pénétrant l'âme, en faisant sur l'esprit une impression profonde. » Il le disait; mais il ne le sentait pas, lui toujours classique dans ses compositions et dans sa conduite, terne dans le coloris, théâtral dans les mouvements, dur dans le dessin.

Napoléon lui paya 500,000 francs son tableau du *Couronnement*, le plus grand qu'il y eût en France, et 75,000 francs *la Distribution des aigles*, pages théâtrales et froides. Il réussit mieux dans le passage du Saint-Bernard, où il exprima ce désir de l'empereur : *Faites-moi calme sur un cheval fougueux.*

Après le retour des Bourbons, le *Léonidas* et l'*Enlèvement des Sabines* lui furent payés chacun 60,000 francs; il reçut de plus 20,000 francs pour les laisser graver. Mais, proscrit comme
1825. régicide, il mourut à Bruxelles. C'est de David qu'est sorti ce que l'on a appelé le style de l'empire, genre qui s'étendit avec les conquêtes sans être soutenu par les inspirations classiques ou républicaines, en ne conservant que ce qu'il avait de pire, la partie technique.

1770-1831. Gérard peignit dans de vastes proportions l'*Entrée de Henri IV*, les *Batailles d'Austerlitz* et *de Marengo;* il exécuta les pendentifs du Panthéon, et mit plus de sentiment dans sa *Corinne au cap Misène* ainsi que dans l'*Extase de sainte Thérèse*. Mais il réussit mieux encore dans les portraits.

Canova n'égala pas ses premiers ouvrages dans les nouvelles productions de son ciseau; il représenta en demi-dieux et Napoléon et les autres *héros* et *héroïnes* de cette famille. Si la nudité mythologique pouvait convenir à Pauline Borghèse, qui posa devant lui comme modèle pour la statue d'une Grâce, Napoléon ne fut pas charmé de se voir travesti en Hercule, lui qui devait aller à la postérité avec la redingote grise et son petit chapeau. Canova eut occasion, en travaillant à sa statue,

de faire entendre quelqu'une de ces vérités qui dépassent rarement le seuil des palais, et de lui dire combien Rome avait perdu à l'éloignement du souverain pontife. L'artiste vécut assez pour voir le pape rendu à sa capitale; et il fut alors député par les États italiens pour recouvrer les chefs-d'œuvre d'art que la conquête avait enlevés à leur patrie et que la conquête reprenait.

André Appiani, gracieux peintre de fresques et restaurateur du goût classique en Lombardie, représenta, dans le palais de Milan et à Monza, les victoires de Napoléon, ouvrages pleins d'élégance, de fini et de manière académique, qui firent tort à ceux qui les suivirent, quoiqu'ils soient plus hardis et plus originaux. 1754-1817.

Louis Cagnola, après plusieurs travaux éphémères, éleva à Milan l'arc de triomphe du Simplon, l'un des plus grands et le plus beau qui existe en ce genre. Il en projeta un autre qui devait être placé sur le mont Cenis, avec cent quarante-quatre colonnes de dix pieds de diamètre. Il dessina en outre des églises et divers clochers, ainsi qu'un château majestueux qu'il construisit à son usage.

Les fêtes impériales étaient dirigées à Rome par Camporesi, qui dessina plus tard la place du Peuple et le jardin contigu à cette place.

A cette école classique se rattachent d'autres peintres d'un talent grandiose et froid, comme Girodet en France, Camuccini et Benvenuti en Italie, tous deux issus de Mengs, et d'autres encore qui en eurent l'excessive régularité sans ce qui fait sa valeur. Les saints furent modelés, par habitude académique, sur le type des statues grecques; on attribua à des édifices d'une destination nouvelle le caractère de l'antiquité; le Panthéon et la Maison-Carrée devinrent des églises à Paris et à Naples; les bourses et les douanes reproduisirent les Propylées, ou le temple de Thésée. Il faut lire les dissertations de Joseph Bossi sur la *Cène* de Léonard de Vinci et l'*Histoire de la sculpture* par Cicognara pour voir qu'on ne jugeait du beau que sous le rapport de la forme. Un biographe de Canova lui fait dire que « avec les principes chrétiens aucun beau idéal n'est possible; qu'il n'existe d'art véritable que chez les anciens; et comme ils ont épuisé toutes les formes de la pensée et du sentiment, il ne reste qu'à imiter les Grecs et les Romains. »

Mais bientôt le romantisme s'introduisit dans les beaux-arts, et marqua le retour vers le moyen âge. Aux Brutus et aux

Atrides succédèrent les Stuarts, Jeanne Grey, l'inquisition, les doges avec une fidélité de costumes que certains artistes regardèrent comme un mérite suffisant, de même qu'ils prirent pour de l'originalité de changer de personnages, conservant toutefois le faste, les scènes passionnées, en un mot la seule vie extérieure, et dans les statues d'abandonner le contour classique jusqu'à tomber dans l'amaigrissement et la laideur. Un goût semblable se montra aussi dans les monuments; mais, comme il arrive de toute imitation, il s'y rencontre trop de choses discordantes et trop qui s'éloignent des usages modernes.

On se figurait ainsi qu'on réformait en changeant des détails; mais on ne vit pas surgir de ces grands maîtres qui tous ajoutent quelque chose aux améliorations de leurs prédécesseurs, parce que ces croyances pieuses ou héroïques qui sont les ailes de l'art manquaient généralement. Les expositions, devenues de mode partout, ont bien fait voir à quel point les artistes se sont écartés du droit chemin faute de temps et de méditation : pour se conformer au goût du public, qui souvent est bizarre et s'éprend de ce qui est neuf, on a plus songé à l'effet du moment qu'à un succès durable. Les maisons modernes, petites et ornées d'arabesques en plâtre, se prêtent mal à recevoir ces grands ouvrages qui révèlent à eux seuls un artiste. S'il s'en présente à exécuter, on les confie à des vétérans émérites, dont l'imagination est déjà épuisée et qui s'en tiennent à la première conception venue, toute extérieure et matérielle, que leurs élèves peuvent amener à un fini qui ne supplée qu'imparfaitement à l'insuffisance du sentiment.

Bien peu d'artistes comprennent que le beau est la plus haute expression du vrai; que l'art n'est pas sa fin à lui-même ni une simple jouissance pour les sens; que son but suprême est la vérité représentée dans le sentiment, et que la forme doit être le vêtement des idées. Les théoriciens se sont bien placés à ce nouveau point de vue; ils ont mis en avant un beau dérivant de l'expression qui va à l'âme plus qu'aux sens; ils ont réclamé des réformes sur le sentiment plutôt que sur le mode employé à sa manifestation; seul moyen de faire que les beaux-arts soient le langage de l'humanité, une révélation de la puissance d'émouvoir, une guerre déclarée à l'égoïsme calculateur.

Mais les théories académiques prévalent en Italie, où il existe des modèles si remarquables et où l'on se croit sans rivaux

dans la partie technique. Fiers de posséder des dessinateurs et des coloristes du premier ordre, et plus encore des paysagistes, des maîtres habiles dans la perspective et dans le portrait, les Italiens inclinent à la sensualité, ou, comme on dit, au naturalisme; et l'on écoute trop peu les critiques qui rappellent les artistes à un idéal bien différent de celui que les écoles désignent sous ce nom.

Quelques peintres nous offrent des scènes du moyen âge ou de la Grèce et de l'Italie modernes, ou bien encore des saints, avec de la vérité dans les détails et sans rien de conventionnel; mais ce qui doit constituer la réforme, ce n'est pas un peu plus de vérité dans le costume et dans l'expression, plus de pureté dans les lignes, plus d'ordre et de goût dans la distribution, mais bien le souffle intérieur et la volonté de faire du beau un moyen d'enseignement.

La sculpture a mieux fait ses preuves; et les noms de Finelli, de Tenerani iront à la postérité, comme l'œuvre colossale qui couronne l'arc de tromphe du Simplon et le groupe du Vendredi Saint. Malheureusement les ateliers sont pleins de Vénus et de Léda, tandis que le peuple demanderait autre chose. Dans les cimetières, lieu de méditation et de triste réalité, la vérité est aussi rare dans les figures que dans les inscriptions. Il est peu de sculpteurs qui aient osé s'élever jusqu'à la nature et qui sachent donner une âme à la simple statue d'un ange priant, d'une vierge résignée, d'un jeune Nazaréen et qui abandonnent la beauté de convention pour cette vérité chaste qui se sent au fond de l'âme.

L'architecture civile s'est évertuée à reconstruire des villes entières, et plus encore à les embellir; à élargir les rues devant le nombre toujours croissant des voitures, à établir des ports, des chantiers, des arsenaux, des canaux, des ponts, des routes, des quais. Dans quelques pays, surtout en Amérique, on ne songe pas au beau, mais seulement à l'utile, au convenable, à l'économique; dans les autres contrées, on n'ose se hasarder à faire du nouveau, même lorsqu'il s'agit de satisfaire à des besoins nouveaux. Les architectes italiens ont eu moins occasion de s'occuper d'églises et de palais que d'élever des théâtres, genre d'édifices dans lequel leur supériorité est reconnue. Mais ce n'est pas seulement dans ce pays qu'il faut déplorer le manque de grandeur dans les monuments, que l'on condamne en les appelant jolis. Lorsqu'on ne bâtira pas des palais, mais des

maisons où les escaliers, les dégagements, les gouttières, les tuyaux de cheminées, les jalousies, les commodités nouvelles ne tiendront pas à des expédients, mais auront un emplacement assigné, alors on pourra reconnaître quelque originalité. Une architecture sans originalité indique que le peuple en manque lui-même.

Dans la gravure, la gloire de Volpato et de Morghen a été soutenue par le Milanais Joseph Longhi (1766-1831) et par Garavaglia, qui formèrent une bonne école, dignement continuée par les artistes vivants. Rosaspina (1768-1841) se fit surtout une réputation à l'étranger. Le Romain Barthélemy Pinelli se signala en reproduisant à l'eau-forte les costumes anciens et modernes, l'histoire grecque et romaine, ainsi que les sujets de la *Divine comédie*, du Tasse, de l'Arioste et de *Don Quichotte*. Son *Meo Patacca* est une des gravures les plus originales qu'on connaisse.

La gravure sur cuivre a vu s'élever une rivale dans la lithographie, inventée en 1796 par Louis Sennefelder, de Prague (1830). Il eut à lutter contre toutes les contradictions et les inimitiés qui attendent les innovateurs jusqu'au moment où le baron Cotta forma un établissement à Stuttgard pour l'exploitation de son procédé. Une école gratuite de lithographie fut ensuite ouverte à Munich après l'achat du secret, et Mitterer perfectionna cette invention. Elle fut introduite à Paris par Engelmann, et à Londres par Urnandel, en 1821; elle est maintenant en usage partout. Elle répond au besoin, aujourd'hui général, de communiquer au public toute idée qui vient à éclore, le peintre pouvant immédiatement transmettre ses pensées sans recourir à un traducteur.

L'habitude d'orner les livres de gravures, soit sur bois, soit sur acier, a fourni aux artistes une nouvelle occupation. La multiplicité des travaux a fait introduire chez beaucoup d'entre eux les procédés mécaniques; mais en même temps on a vu se manifester un hardiesse de burin, une connaissance d'effets capables de désespérer ceux qui restent fidèles à l'école classique. Les Français et les Anglais principalement purent y déployer, les premiers leur esprit, les seconds leur habileté de touche, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas de coloris.

De beaux et vastes édifices se sont élevés en Russie; Pierre le Grand avait posé, le 6 août 1717, sur le bord de la Néva, la première pierre de l'église de Saint-Isaac, dont Maderno

avait fourni le plan. Catherine résolut d'en faire un monument digne du héros qui l'avait projetée : elle la fit recommencer par l'architecte Rinaldo en 1768, la voulant construire tout en marbre. A sa mort elle fut continuée en briques, et il en résultait un ouvrage mesquin, lorsque l'empereur Alexandre la fit reprendre par l'architecte Montferrand, et achever dans de telles proportions qu'elle ne le cède en grandeur qu'à Saint-Pierre de Rome et n'a guère de rivales pour la richesse des matériaux (1). Moscou s'est relevée de ses cendres plus magnifique que jamais, et le Kremlin peut se comparer aux plus beaux palais. La plupart des artistes que la Russie emploie sont Italiens, principalement du Tésin; quelques-uns s'engagent jusqu'au fond des plus lointaines contrées, et aujourd'hui même ils préparent dans le Caucase des cités et des villages pour la civilisation future. Le peintre russe Brulof s'est fait admirer de toute l'Europe par de grands tableaux pleins d'imagination, mais incorrects.

Le Danemark se fait gloire de Thorwaldsen. Ce sculpteur a excuté tous ses ouvrages en Italie : quelques-uns fournirent à sa patrie des modèles d'un beau correct, et il en a laissé même en Italie, surtout dans le bas-relief, qui pourraient le faire ranger parmi les classiques. Il se montra de force à rivaliser avec Canova. Mais, appelé à lutter avec lui dans Saint-Pierre pour un monument consacré à Pie VII, il conçut froidement les symboles de ce grand pontificat, dont le triomphe avait inspiré à tous, catholiques ou non catholiques, tant d'allusions heureuses.

Henri Fuseli, de Zurich, poëte devenu peintre, écrivit sur la peinture et sur les études qu'il avait faites dans les galeries d'Italie. Il est épris de Michel-Ange, et comme lui il n'admet pas qu'il existe de la dignité sans action, ni de sublime sans exagération. Il méprisait tout ce qui n'était pas médité et raisonné, et il maniait le pinceau avec une telle vigueur que Piranesi lui dit un jour : *Ce n'est pas là dessiner un homme, mais* 1741-1825.

(1) C'est une croix grecque de trois cent quarante pieds; son élévation, à partir du sol jusqu'à l'extrémité de la croix, est de trois cent cinquante pieds. Au dehors sont quatre portiques octostyles; quatre clochers s'élèvent autour de la coupole, qui a cent douze pieds de diamètre et est entourée de colonnes monolithes de granit à une distance de quatorze pieds. Les murailles sont en marbre; cent six colonnes monolithes de granit rouge de Finlande, avec des chapiteaux et des bases en bronze, ornent l'extérieur.

le fabriquer. Il eut des succès à Londres pour des peintures bizarres, comme le *Cauchemar*, la galerie de Milton, et plus encore pour celle de Shakspeare, qui lui offrit une série infinie de caractères. Mais il réussit mieux dans la gravure, où l'on n'est pas blessé par l'étrangeté du coloris.

Beaucoup d'étrangers portèrent alors leur talent en Angleterre; les chefs-d'œuvre y furent achetés par les seigneurs et par les établissements publics à des prix énormes, ce qui fit qu'on peut en admirer l'ensemble le plus merveilleux dans le pays qui en a le moins produit. Lord Elgin, ambassadeur près la Sublime Porte, obtint l'autorisation de transporter d'Athènes à Londres beaucoup de sculptures et d'inscriptions, entre autres les statues de Thésée et de l'Ilissus, les bas-reliefs et les métopes du Parthénon. Achetés par l'État, sur l'estimation de Quirinus Visconti, au prix de 35,000 guinées, ces débris devinrent le plus bel ornement du Musée britannique; mais l'Europe se récria, demandant pourquoi, au moment même où l'on restituait aux autres peuples les monuments qui leur avaient été ravis, on enlevait aux Grecs ces chefs-d'œuvre de leurs ancêtres?

L'Angleterre, cette terre classique des arts utiles plutôt que des beaux-arts, eut pourtant une période assez heureuse de 1815 à 1830. Formés à une école étrangère, les artistes affectent un faire brusque et heurté, qu'ils appellent à la Rubens : ils groupent des personnages à peine indiqués, méprisent la forme et la précision, cherchant plutôt des effets d'ensemble et de premier jet que la correction et la pureté. On prendrait volontiers certains tableaux anglais pour des palettes à la fin d'une journée de travail; ce n'est qu'à force d'observer qu'on y distingue quelque chose. Enclins à l'exagération et à la bizarrerie, ils ne vont pas progressivement, mais par sauts, dans la couleur comme dans la composition; peintres de l'effet, ils sont excellents où il faut du faire et de l'habileté de main. Il en résulte que l'art devient facilement de l'industrie, comme on le voit dans les livres d'étrennes et dans les illustrations. Les Anglais conservent encore la supériorité dans l'aquarelle, et ils ne l'ont pas perdue non plus dans l'aqua tinta.

A défaut d'inspiration religieuse ou d'exaltation métaphysique, les artistes anglais durent obéir à des caprices de particuliers en produisant des portraits, des tableaux de genre ou des scènes de poëmes et de romans. Les portraits de Lawrence,

élève de Reynold, négligés du reste, sont remarquables dans les têtes par la dignité qui y respire et qui convient à un peuple libre. Dans les sujets historiques, les peintres anglais recherchent aussi de préférence le détail, les petits effets, l'anecdote.

Wilkie représente des scènes familières et fantastiques, tantôt gaies, tantôt pathétiques. D'autres rassemblent dans de petits tableaux une infinité de personnages, comme Farner, auteur d'*Annibal sur les Alpes*, de la *Fondation de Carthage*, des *Plaies d'Égypte*, et Martin, habile à leur donner ce vague, ce fantastique qui séduit l'imagination. Turner, meilleur paysagiste que Martin, produit plus d'effet dans les tableaux que dans les gravures, tandis que c'est le contraire pour Martin, qui n'a point de coloris.

Dans la sculpture de portrait ou à la manière italienne, Westmacott, Gibson, Chantrey, Soanne, Rennie se sont fait une belle réputation. On ne cesse aussi de louer Flaxmann pour les monuments de Collins à Chichester, et de lord Mansfield à Westminster, ainsi que pour les statues de Washington et de Reynolds. Wyatt a terminé en 1846 la statue équestre de Wellington, dans des proportions énormes et en costume moderne; elle a coûté 36,000 livres sterling.

L'architecture est toujours restée en Angleterre entreprise et métier. On bâtit plus à Londres que dans aucune autre ville du monde; mais on n'y fait rien de beau ni de grand. Cependant la salle de Westminster, reconstruite dans le genre gothique par Barry, et dont la dépense s'est élevée à un million sterling, l'hôtel Wellington et les façades menteuses de Regent's-Park méritent d'être distingués.

Cunningham, dans son *Histoire de l'École anglaise*, déterrant force mérites inconnus, exalte la médiocrité, et traite l'art sans se préoccuper de l'époque où vécut l'auteur dont il parle ni des circonstances qui ont agi sur son talent.

En France, Ingres effectua la transition entre les principes de la statuaire de David et le mouvement qui s'est produit plus tard. Il retrouva dans son dessin les qualités de l'ancienne école. Delacroix remporte la palme dans le coloris. Delaroche tient de l'un et de l'autre, et varie ses compositions avec une imagination de poëte. La peinture religieuse a en France moins d'éclat qu'ailleurs; mais les croyances y ont pour aliment la gloire militaire et patriotique. La première est encouragée ce-

pendant par des prix, par des récompenses et par une publicité qui n'a point d'égale dans aucun autre pays. Louis-Philippe a ouvert à l'autre un noble champ lorsqu'il a fait de Versailles un temple consacré à toutes les gloires nationales.

1714-1789. Antoine Vernet, peintre d'Avignon, fut le père de ce Joseph qui peignit tous les ports de France et se fit lier au grand mât
1758-1836. d'un vaisseau pendant une tempête, afin de mieux la contempler. Son fils Carle, qui excella surtout dans les combats de cavalerie, représenta plusieurs des batailles de la république. Horace, son fils, se conforma à l'esprit d'une époque qui substitue la prose au vers, le roman à l'épopée, la gazette à l'histoire; il abandonna résolûment le grec et le romain, idolâtrés sous l'empire, où même dans les sujets de circonstance on calquait les bas-reliefs antiques et on dédaignait la peinture de genre. Improvisateur du pinceau, il reproduisit la multitude sans idéal, les soldats dans toutes les situations de la vie militaire, avec une fécondité qui empêchait l'admiration de se refroidir. Le sentiment napoléonien, qui s'était ranimé sous la restauration par opposition aux Bourbons, lui demanda incessamment des scènes de la grande armée; puis, lorsqu'il pouvait se trouver épuisé, la révolution de juillet et la guerre d'Alger vinrent lui fournir de nouveaux sujets.

Les marines de Gudin, les scènes champêtres de ce Léopold Robert qui se donna la mort à Venise (1835), les sujets tendres et profonds d'Ary Scheffer éveillèrent les sympathies, en s'adressant à des sentiments universels. Dans son tableau du *Christ au milieu des affligés*, Scheffer a symbolisé tous les genres de souffrances : c'est une mère privée de son fils, un poëte incompris, un Grec et un nègre chargés de chaînes, un Polonais égorgé, des vieillards succombant sous le poids des infirmités, des ouvriers affamés; tous entourent le Sauveur, dans les traits duquel il a exprimé la bonté, l'amour, la compasssion de celui qui a souffert aussi.

Après le *Naufrage de la Méduse* par Géricault, d'autres artistes embrassèrent le genre passionné. Mais en France, comme ailleurs, il n'y a plus d'école aujourd'hui, mais seulement des individualités. Les artistes, sans lien avec ceux qui les ont précédés, sans égard pour ceux qui les suivront, jettent sur la toile les premières conceptions venues; la religion est adoptée comme une mythologie à laquelle on ne croit plus.

Les palais, les colonnes et les arcs de triomphe sont des copies

de l'antique, et il en est de même des églises. La sculpture, en France, a été bien servie de nos jours, et les sujets ne lui font pas défaut : David d'Angers a reproduit avec une grande vérité les contemporains illustres. Marochetti, Bosio, Visconti, noms italiens, ont exécuté des travaux remarquables; la Belgique en attend d'autres de Geefs, qui a immortalisé les héros de la dernière révolution.

L'école de Mengs à la fin du dix-huitième du siècle et celle de David au commencement de celui-ci avaient détourné l'école allemande des traditions originelles; méprisée par les étrangers, elle s'estimait elle-même; et, appliquant à ses types les idées classiques de Winckelmann, adoptées aussi par Goëthe et par les autres critiques, elle se résignait à l'obscurité des imitateurs : aussi ne connaissait-on pas au dehors Koch, Wachter, Schiock, Hartmann et beaucoup d'autres.

Quand les études se furent retrempées dans le sentiment de la nationalité, on se dégoûta du mythologisme académique. L'esthétique, fondée sur la psychologie, ainsi que nous l'avons vu (1), enseigna l'accord de l'art avec la philosophie, avec la religion, avec l'histoire; le résultat fut la restauration du style chrétien et une sorte de dèvotion de l'art. Mais les novateurs se laissèrent entraîner, surtout à la suite de Schelling, dans une esthétique ténébreuse, qui consistait plus en règles qu'en pratique. Ils affectèrent une simplicité puérile, une étude de la vérité triviale; et, ne se confiant pas assez dans leurs forces, ils cherchèrent des types non pas dans la nature, mais chez les Byzantins, dans Cimabuée, dans Hemmeling, substituant une imitation à une autre, et non la vérité.

Ils sentirent que l'art doit représenter l'état social, et que par conséquent il doit être chrétien; mais ils ne virent pas assez que le christianisme, immuable au fond, est soumis au progrès dans ses formes. D'où il résulte qu'il faut ou ne pas revenir en arrière ou remonter jusqu'aux commencements, et non pas s'arrêter à un point arbitraire; ne jamais copier, mais apprendre comment on doit imiter la nature (2). Adonnés à l'archaïsme, trop

(1) Page 190.

(2) On peut voir les théories de la nouvelle école dans :

RUMHOR, *Influence de la littérature sur la nouvelle activité artistique des Allemands.*

PUTTMANN.

BOISSERÉE.

facile à des époques d'érudition, les Allemands sacrifient trop la forme et la couleur à la pensée, lorsqu'ils auraient besoin d'être le résultat d'un même enfantement. Ils veulent que la forme soit une et spontanée; mais ils n'en recherchent pas la perfection, comme s'il suffisait qu'elle exprimât certaines abstractions.

Or les abstractions sont encore un de leurs abus. En s'étudiant eux-mêmes, ils perdent cette naïveté à laquelle ils veulent arriver par l'étude; en cherchant le symbole, ils deviennent obscurs, et ils auraient besoin de longs commentaires. Owerbeck, l'un des plus sages, dut écrire un livre pour expliquer son *Triomphe de la religion dans les arts*. Les meilleurs adoptent le sentiment profond, mais avec des formes sveltes et délicates; ils embellissent la maigreur ascétique d'un placide sourire qui ferait confondre l'amour et la foi.

Ces artistes, étrangers au luxe des sociétés élégantes, ont peu d'ambition et cultivent l'art avec conscience. De petits princes, et même des villes ont dépensé des sommes énormes pour favoriser les arts. Il faut citer à leur tête le roi Louis de Bavière, dont la capitale est devenue l'Athènes de l'Allemagne. Des rues entières ont été bordées de palais imitant les styles romain, florentin, gothique ou la manière du Bramante. Plusieurs églises, construites sur les dessins de Klenze, de Ohlmüller, de Cartner, de Ziebland, on reproduit les édifices byzantins, les basiliques, les cathédrales du moyen âge, et leurs vastes murailles se sont offertes aux habiles pinceaux de Zimmermann, de Schadow, de Rottmann, de Kolbach. Dans le palais du roi, une suite d'appartements est décorée de sujets tant anciens que modernes et qui varient dans chacun d'eux; le bazar est consacré à l'histoire bavaroise (1). Puis c'est à peine si l'atelier du sculpteur Schwanthaler et la fonderie de Stiegelmaier peuvent suffire aux importantes commandes de l'Europe entière.

Cornélius, qui a peint à fresque dans le palais les légendes

G. M. Dursch, *Æsthetik auf dem christlichen Handpunkt durchgestelt.*
Consultez aussi :
C. Meyer, *Über das Verhältniss der Kunst zum Cultus.*
Munter, *Sinnebihler und Kunstvorstellungen der alten Christen.*
A. Raczynski, *Hist. de l'Art moderne en Allemagne.*
Hipp. Fortoul, *De l'Art en Allemagne.*

(1) Cette inscription frappe les yeux en entrant : « Sans histoire de la patrie, il n'y a pas d'amour de la patrie. » (*Ohne Geschichte des Vaterlandes gibt as Keine Vaterlandsliebe.*)

germaniques, dans Saint-Louis l'immense *Jugement universel*, dans la Glyptothèque les histoires des artistes, mélange de mythologie, de christianisme et d'allégorie, où Fortoul croit voir le système de Fichte personnifié, Cornélius s'est trop épris de Michel-Ange ainsi que de la peinture décorative conventionnelle, et il a voulu associer le gigantesque aux chastes pensées de l'art chrétien. Schnorr a montré tout à la fois du génie et du talent dans les *Niebelungen* en y imprimant le grandiose et la rudesse qui sont le cachet de l'époque. Hess a fait avec un sentiment profond de l'art chrétien les Vierges et les autres peintures dans Saint-Boniface, basilique à la romaine, et dans la chapelle byzantine de Tous-les-Saints.

Ce fut le 18 octobre 1842, anniversaire de la bataille de Leipsick, que les arts fêtèrent l'ouverture de la Walhalla, près de Ratisbonne, le plus vaste édifice de l'Allemagne, que le roi de Bavière a fait construire sur les dessins de Klenze, comme un monument consacré à toutes les illustrations de l'Allemagne (1). C'est un temple dorique, situé sur une éminence, où l'on monte par trois rangs de terrasses aux escaliers variés, et dont le revêtement est dans le genre cyclopéen. Au-dessus s'élève ce vaste parallélogramme, entouré à l'extérieur d'un péristyle couronné d'une frise, où Martin de Wagner a représenté, sur deux cent vingt-quatre pieds de développement, des sujets tirés de l'histoire d'Allemagne. Les deux frontons supportent chacun quinze statues de Schwanthaler. Dans la salle intérieure sont placés, à différentes hauteurs, des bustes, des statues ou au moins les noms des Allemands célèbres, le tout en marbre blanc, avec des murailles colorées, au plafond peint et doré, au pavé en mosaïque, et interrompu par des colonnes et des figures de l'Olympe scandinave. Tous les artistes distingués, dont la Bavière est si riche (2), ont concouru à cette œuvre, consacrée à tout ce que la pensée ou la force ont produit d'illustre en Allemagne.

(1) Lors de son inauguration, le roi prononça ces paroles : « Puisse la Walhalla favoriser le progrès des idées allemandes ! puissent tous les Allemands, de quelque pays qu'ils soient, sentir toujours qu'ils ont une patrie commune, dont ils peuvent être fiers ! »

(2) Outre tous ceux que nous avons déjà cités, Rauch est l'auteur du magnifique tombeau de Louis de Prusse, près de Berlin ; et Danecker, Horchlen, Wolf, Schœpf, Schadow père et fils, Imhof, Losson, Hermann, Wiclemann, Schaller, Brissen, Wredow et surtout Tieck méritent des éloges.

Dans les pays protestants même, on a senti le besoin de revenir à l'art chrétien; témoin les écoles de Berlin et de Düsseldorf. Hartmann de Dresde, savant dans le dessin et dans la composition, acquiert chaque jour de la hardiesse. Kügelgen, professeur à Dresde (1820), avait été surnommé le Garofolo allemand. Le *Christ devant Pilate*, par Hemsel, est au nombre des bons tableaux religieux. Aschembach, Lessing et quelques autres ont réussi dans le paysage. Kupelweise et Domhauser ont su plaire et toucher. Joseph Führich, de Bohême, se distingue parmi les champions de la peinture catholique. L'école actuelle de Hollande est moins connue qu'elle ne le mérite; mais les paysages de Vanhaanen sont admirés dans toute l'Europe.

Répudier les mauvaises pratiques du siècle passé, rendre à l'imitation la force qu'elle a perdue, détruire certaines habitudes des époques les plus brillantes, donner aux ouvrages une autre valeur que celle de la perfection matérielle, suivre l'indépendance de l'inspiration, telle est la mission difficile des artistes. Celle des critiques est de porter leur attention non point seulement sur la forme, mais avant tout sur la pensée qui a dû naître dans l'âme de l'artiste avant de prendre corps dans le marbre ou sur la toile.

Musique. La musique a obtenu un culte plus général. La révolution eut beaucoup d'influence en France sur cet art; et Méhul, né à Givet, dans les Ardennes, enthousiaste de Gluck, comprit,
1790. avec l'instinct de l'harmonie plus qu'à l'aide de fortes études, le parti qu'il fallait tirer des formes italiennes. *Euphrosine et Coradin*, qu'il donna à l'Opéra-Comique, offrit des morceaux d'une facture large, une orchestration soignée dans les détails et des modulations inattendues pour couronner la cadence finale. Mais il laisse fort à désirer quant à la variété, et plus encore du côté de la grâce.

La Conservatoire de musique ayant été réorganisé à la chute de Robespierre, le théâtre prospéra de nouveau, mais en ne faisant entendre que de douces mélodies; la musique comme le reste retourna vers l'étude du passé grâce au Florentin
1760-1843. Cherubini, qui continua à écrire pendant plus d'un demi-siècle. A vingt-quatre ans, il avait déjà fait sept opéras applaudis; étant alors passé de Londres à Paris, il adopta une nouvelle manière, qui tenait tout à la fois de la musique ita-

lienne et de la musique française. Dans sa *Lodoïska*, il donna à la musique une extension inconnue et des perfections inusitées tant dans le chant que dans l'orchestre. Spontini, Nicolo, Boyeldieu eurent la vogue dans les dernières années de l'empire. 1791.

Le *Fidelio* de Beethoven fut sifflé en 1805 ; mais en 1815 ce que l'on avait qualifié d'harmonies étranges et sans art fut considéré comme autant de beautés. On porta aux nues cette énergie austère et puissante, ces sublimes divagations, cette expression mystérieuse de vagues sentiments. Beethoven a mis en musique les chants nationaux de l'Écosse, publiés par Thomson. 1770-1827.

Le sentiment tendre de Mozart, le style profond et vigoureux de Weber, la manière tragique et pathétique de Gluck se virent éclipsés par le style brillant de Rossini, qui devait être, après les schismes de Gluck et de Piccini, le réformateur de la musique. Sans être plus italien que français ou allemand, il choisit partout ce qu'il y avait de bon, et en forma une musique très-ornée et toute fleurie, qui ne manque pas toutefois de simplicité dans l'idée primitive. Moins travaillée et moins majestueuse que celle de Haydn, de Mozart, de Beethoven, elle fut par cela même comprise de tout le monde, grâce à sa symétrie rhythmique, qui n'offre ni irrégularité ni disproportions. Il sait aussi toucher les cordes délicates ; il a peu de propension pour le burlesque ; il est tout vivacité, tout esprit, tout bruit et mouvement. Son premier ouvrage (*Démétrius et Polybe*) remonte à 1809 ; mais sa réputation commença avec *Tancrède* en 1813 ; l'*Italienne à Alger* le plaça parmi les premiers compositeurs ; l'*Othello* et le *Barbier* firent perdre l'espoir de le surpasser. On l'a accusé d'uniformité de style et de stérilité, attendu qu'il revient toujours aux *crescendo*, aux *appoggiature*, aux trios ; on lui a reproché aussi de s'approprier sans gêne les pensées des autres, et plus souvent de répéter les siennes ; d'avoir nui à l'art du chant en écrivant tout, ce qui fait que l'air produit toujours le même effet, quel que soit l'artiste qui le chante ; de remplir tellement la mesure que l'habileté et le goût du chanteur n'ont plus où se montrer. La médiocrité des exécutants s'est trouvée ainsi couverte en même temps que le bruit de l'orchestre étouffait la parole. Rossini, né en 1792.

Sur ses traces ont marché Coccia, Generali, Vaccai, Paccini, Donizetti ; et la popularité de Rossini devint telle que toute autre musique se tut jusqu'au moment où parut le *Freyschütz* de Weber, ouvrage où l'on retrouve les inspirations de l'école al- 1787-1825.

lemande et une fraîcheur alpestre qui contrastait avec ce fracas tout sensuel. Il n'y eut point de ville ou de village d'Allemagne qui ne voulût l'entendre, et l'on se reprit de goût pour le sentiment et l'infini. Rossini, pour montrer ce qu'il pouvait aussi
1827. dans ce nouveau genre, composa son *Guillaume Tell* avec des idées approfondies, une instrumentation soignée et une chaleur d'inspiration véritable.

Au temps de Zeno et de Métastase, la musique était encore subordonnée à la poésie; les paroles des airs étaient négligées pour le récitatif, sorte de chant lent et déclamé, comme dans les tragédies grecques, et l'orchestre avait peu de chose à faire. Aujourd'hui, au contraire, la poésie est nulle; et, abandonnée à des gens de métier, elle se résigne aux exigences du compositeur. Bellini, voulant corriger cet excès et ne pas laisser la musique étouffer les paroles, au lieu de préférer comme Rossini les poëmes médiocres, voulut y trouver un intérêt aussi profond que possible, les élans de la joie ou la sombre concentration de la douleur, de l'émotion dramatique et la fougue de la passion, fût-ce même au détriment de l'effet musical. Les uns virent une innovation dans ce qui parut à d'autres stérilité d'imagination : par exemple, les interruptions fréquentes de motifs, au lieu de la répétition sempiternelle et prolongée, et la courte durée de la mélodie. La mélodie est l'âme de la musique; mais Bellini, pour elle, négligea l'orchestre.

L'école allemande et à sa suite quelques compositeurs tels que Berlioz voulurent tenter une réforme à leur tour. Meyerbeer fondit dans *Robert-le-Diable* les deux musiques sacrée et profane, et embrassa tous les genres dans un vaste cadre. C'est l'expression sentie des passious et des caractères, avec un luxe de moyens qui toutefois étourdit.

L'Allemagne a été plus féconde que tout autre pays en exécutants, en chanteurs et en frabricants d'instruments. La musique y est généralement cultivée : il en existe des écoles dans toutes les villes, et le difficile y est préféré. Des airs de danse très-goûtés nous sont venus des pays les plus septentrionaux de l'Europe, comme la polonaise, la cracovienne, la mazurca, la polka.

Mais désormais la musique ne connaît plus guère que le théâtre; ce sont des morceaux d'opéra qu'on entend à la tête des régiments, et les voûtes des églises ne retentissent que de l'instrumentation ou des airs faits pour la scène. Il reste donc un champ vierge à celui qui aura assez de génie pour s'ériger

en réformateur d'un art qui occupe toute la société au détriment de choses qui importent encore plus que les arts.

Il ne faut pas toutefois que le génie de l'artiste, que l'habileté de composition et encore moins les vertus civiles ou publiques espèrent les triomphes que notre siècle réserve à des chanteurs et à des danseurs. Qu'on les couvre d'applaudissements, de fleurs et d'or; que notre siècle sérieux paye ceux qui le divertissent; que les habiles payent ceux qui distraient le siècle : mais lorsqu'on va jusqu'à élever des monuments durables à des gloires fugitives, on peut en rire dans des pays où les âmes s'éveillent à d'autres genres d'enthousiame et qui ont besoin de relâche au milieu de la plénitude des affaires. Dans les pays, au contraire, où l'âme ne se sent qu'à propos du théâtre et où le théâtre est l'unique entretien social; où l'on n'est ému par aucune noble cause, par aucune vérité insigne, mais seulement par un pas de ballet ou par une roulade; où l'on prétend se livrer à ce genre de repos sans s'être fatigué, à cette distraction sans avoir pris la peine de penser, de pareils enthousiasmes sont de la folie et de la honte.

CHAPITRE XXXVI.

SCIENCES.

L'an X de la république française, les consuls demandèrent à l'Institut un rapport sur les travaux accomplis dans chaque science depuis 1789. Cuvier et Delambre, l'un vaste intelligence, l'autre esprit méthodique, étaient rapporteurs pour les sciences physiques et naturelles; le savant Dacier, pour l'histoire et la littérature ancienne; Lebreton, pour les beaux-arts; Joseph Chénier, écrivain d'un goût sévère, pour la langue et la littérature française; les sciences morales avaient été mises à l'écart (1). Napoléon, qui aimait les sciences positives autant qu'il détestait les philosophes, dit en recevant ce rapport : *J'ai* 1808.
voulu avoir votre avis concernant les progrès de l'esprit humain dans ces dernières années, afin que ce que vous avez à me dire fût entendu de toutes les nations.

En effet, à aucune époque les sciences ne prirent un si vaste

(1) Le roi Louis-Philippe a ordonné, en 1840, un rapport sur leurs progrès.

essor. Jusqu'alors les observateurs étaient isolés et en petit nombre, à cette heure ils sont partout et nombreux ; ils étudient sur les lieux mêmes, communiquent entre eux au moyen des journaux et des procès-verbaux académiques. De précieux instruments, le goniomètre réflecteur, des balances sensibles à la millionième partie de la quantité pesée, des chronomètres qui peuvent évaluer des intervalles d'un millième de seconde (1) assurent la connaissance et la mesure exacte des données physiques, et permettent d'apprécier le soin apporté aux expériences, de corriger les erreurs des résultats. Le sphéromètre, arrivant à diviser un centimètre de longueur en vingt mille parties, substitue le sens du toucher à celui de la vue pour les menus objets; le levier de contact est plus puissant encore ; la balance de torsion de Coulomb mesure avec précision les degrés d'une force imperceptible : il en est de même du galvanomètre. Arago et Fresnel ont enseigné à calculer les pouvoirs réfractifs des milieux transparents au moyen de la diffraction ; la sonde a fait connaître la construction géologique du sol; le microscope d'Ehrenberg révèle la vie cachée partout dans la matière, en découvrant des animaux infusoires siliceux jusque dans le tripoli et dans l'opale.

Instruments.

Mathématiques.

L'instrument d'analyse le plus puissant, la science mathématique, s'est perfectionné considérablement. Sans rappeler les noms de tous ceux qui en accrurent l'exactitude, Laplace crut pouvoir soumettre au calcul la probabilité de tous les événements en la dégageant de l'accident, nom qui exprime uniquement l'ignorance des causes ou de tous les effets. Au moyen de dix principes, il soumet au raisonnement les espérances, démontre la fausseté de certaines illusions et des préjugés vulgaires, surtout dans les jeux de hasard, et fait voir que la prudence est un calcul, dans lequel on tient compte même de ces particularités fugitives que nous ne nous rappelons plus lorsqu'elles ont déterminé notre choix. Fourier ajouta à ce travail le calcul des conditions d'inégalité.

1792-1832. Herschell donna dans la trigonométrie sphéroïdale une solution entière au problème, jusqu'alors insoluble, qui se proposait de trouver tous les rapports possibles entre les six éléments de tout triangle sphéroïde.

Il faut citer encore les noms de Cauchy, qui détermina les

(1) *Voyez* tome XIII.

intégrales définies et la manière de s'en servir pour résoudre les équations algébriques ou transcendantes ; de Poisson, qui calcula les variantes et les conditions d'intégrabilité des formules différentielles ; de Gauss, de Babbage, de Fourier. Prony, 1755-1839. consulté par Napoléon pour les grands ouvrages destinés à signaler son règne, fit beaucoup pour l'Italie ; il a laissé un ouvrage sur l'architecture hydraulique et des leçons pour l'École polytechnique ; on lui doit, pour le cadastre, des tables trigonométriques qu'un simple ouvrier peut appliquer.

Wronski, mathématicien original (*Introduction à la philosophie des mathématiques ; Philosophie de la technique*), posa le premier le théorème général et le problème final des mathématiques, et fit consister leur caractère distinctif dans la certitude d'un principe unique, transcendant, absolu ; il embrassa toute la science dans une loi suprême, unique, d'où dérivent toutes les lois possibles de la génération des quantités. C'est, après la découverte du calcul infinitésimal, le progrès le plus important qui se soit accompli dans les mathématiques.

Monge était déjà illustre dans le siècle passé. Ayant été appelé durant la révolution à professer à l'École normale, il publia ses *Recherches*, longuement méditées, sur le principe qui rapporte à trois coordonnées la position d'un point dans l'espace. Il fut ainsi l'inventeur de la géométrie descriptive, c'est-à dire de celle qui, partant des notes géométriques, s'applique aux constructions graphiques, à l'aide desquelles elle détermine les rapports de position des lignes et des surfaces, prises isolément. Ce nouveau langage imitatif donnait la faculté d'écrire avec l'algèbre tous les mouvements imaginables dans l'espace, et d'en rendre fixe le spectacle changeant. Hachette mit en ordre les leçons qui composaient son cours, et les développa surtout par les solutions de la pyramide trangulaire, réduites à de pures constructions géométriques ; de plus, il poussa la géométrie descriptive jusqu'à des recherches qui semblaient réservées à l'analyse transcendante.

Géométrie descriptive. 1795.

A l'idée de l'émission, base de la physique depuis Newton, succède, à cette heure, celle de la vibration, dans la croyance qu'une matière infiniment subtile et élastique, dans laquelle flottent les atomes de la matière pondérable, est répandue dans tout l'univers. Ces atomes, en se groupant sous forme tantôt solide, tantôt liquide, tantôt aérienne, constituent les corps, en s'attirant mutuellement et en déterminant des ondulations

Impondérables.

plus ou moins intenses et rapides dans la substance éthérée. De là résultent, comme effets, tous les phénomènes de la radiation, de la lumière, du calorique, de la chimie; tous ceux de la dilatation, de la conductibilité, de la chaleur latente et de la chaleur spécifique; tous ceux qui se rattachent aux actions électriques, chimiques et moléculaires.

Lumière. La science du plus beau et du plus merveilleux des agents impondérables est depuis longtemps la plus avancée des sciences physiques, parce qu'elle est la plus indépendante. Descartes, Euler, Huyghens avaient déjà soupçonné que la lumière ne venait pas, comme une flèche, du corps lumineux jusqu'à nous, mais qu'elle était la vibration d'un fluide universel, comme dans le son. Cette idée fut adoptée, d'après les démonstrations d'Young; et l'on établit pour les couleurs une gamme comme pour les sons, résultant de l'agitation plus ou moins grande des molécules incandescentes, dont le mouvement vif produit le violet, et le mouvement lent le rouge.

Quelques cristaux, comme le diamant, ne réfractent le rayon qu'une seule fois, d'autres le réfractent deux fois, comme le cristal d'Islande. Mais que l'on mette l'un sur l'autre deux cristaux d'Islande, et le rayon ne se réfractera pas quatre fois dans le second. Si la section principale du second est dirigée non du nord au sud, mais de l'est à l'ouest, l'effet est différent. C'est en raison de ce fait que Malus affirma qu'un rayon solaire a un pôle nord-sud et un pôle est-ouest.

Les rayons peuvent dans certaines conditions s'éteindre alternativement, de manière que deux rayons de couleur et de réfrangibilité égales, tombant sur un corps blanc, au lieu d'augmenter la lumière, l'offusquent (*interférence*) : or cet effet n'est explicable par aucune hypothèse quelconque de parcelles matérielles, mais bien par la théorie des ondulations. Parfois les rayons ne s'élident pas; mais ils se combattent, en produisant les nuances irisées des bulles de savon ou celles du matin. Arago et Fresnel parvinrent à ces admirables découvertes, doués qu'ils étaient à un haut degré de la faculté de généraliser et de la hardiesse d'imagination. Fresnel, ravi jeune encore à la science, a laissé des mémoires sur la quantité de lumière réfléchie. Hamilton appliqua un système de son invention à la théorie des ondulations, et arriva à prédire la forme entièrement nouvelle que prendrait un rayon dans des circonstances données. Arago trouva que le rayon réfléchi n'est jamais blanc

comme le rayon incident, mais d'une couleur ou d'une autre, selon l'angle sous lequel le miroir est présenté, ce qui est un moyen de décomposer la lumière par réflexion. Il reconnut aussi la propriété singulière de la tourmaline, qui sépare en deux tout rayon quelconque qui vient la traverser. Si ce rayon émane d'un corps opaque, la lumière est identique dans cette double irradiation; si c'est d'un corps gazeux, il se réfléchit en deux couleurs différentes. Il appliqua cette expérience aux corps célestes, et il en vint à cette induction que les comètes n'ont pas de lumière propre, et que le soleil est un amas de gaz aggloméré dans l'espace. Ce fait, s'il se confirmait, changerait la face de la science.

Le calorique se propage aussi, comme la lumière, par ondulations; il a sa polarisation et son interférence. Seebeck réussit, en 1823, à démontrer que la simple application de la chaleur, dans certains points d'un circuit entièrement métallique, peut y développer un courant électrique. Becquerel généralisa ce théorème, jusqu'au point d'affirmer que la propagation de la chaleur est toujours accompagnée d'un développement d'électricité. Léopold Nobili profita de cette découverte pour inventer la pile thermo-électrique, plus sensible que tous les thermoscopes aux différences imperceptibles du calorique. Calorique.

Macédoine Melloni, qui la perfectionna, trouva dans le calorique des rayons de différente nature. Il reconnut qu'ils étaient transmis par certains corps et interceptés par d'autres; que, tandis que la chaleur ordinaire se propage lentement et par des voies diverses, il y a une chaleur rayonnante qui ne se communique pas par le contact, mais toujours en ligne droite, comme la lumière, et instantanément. Si elle rencontre un verre noir, elle le traverse, comme la lumière dans un cristal limpide, ce qui n'a pas lieu pour quelques verres de couleur verte accouplés avec une couche d'eau; l'eau et l'alcool lui livrent passage, mais en la décomposant, comme les verres prismatiques décomposent la lumière. Les plaques métalliques, polies, la réverbèrent; le noir de fumée l'absorbe; le papier et la neige reflètent quelques-uns de ses éléments et absorbent les autres. Macédoine Melloni.

Ce fut à l'aide de ces instruments que Becquerel détermina la manière dont la chaleur se divise entre deux corps qui s'entre-frottent; Fourier, soumettant au calcul les phénomènes du calorique qu'on y avait crus jusque-là rebelles, évalua combien il a fallu de temps pour que le globe parvînt, de l'état d'in-

candescence à sa solidité actuelle, en admettant l'hypothèse du feu central, et quelle température résulte de l'irradiation de tous les corps de l'univers en supposant que l'espace dans lequel la terre fait le tour du soleil est à quarante degrés au-dessus de zéro; ce qui expliquerait pourquoi la variation de chaleur entre le jour et la nuit, comme entre l'hiver et l'été, n'est pas plus grande et plus subite. Il crut avoir établi par là que le feu central n'élève plus la température de la surface du globe; il se figura que la chaleur des pôles diffère peu de celle des espaces planétaires et de la surface des grandes planètes situées à l'extrémite de notre système solaire, que Buffon avait supposées encore incandescentes pour des milliers d'années.

A l'aide du thermomètre de contact, Fourier détermina pour les différents corps le degré du transmissibilité de la chaleur, et appliqua sa doctrine à divers usages pratiques. D'autres physiciens, après lui, ont étudié la forme du calorique ou combinée ou développée dans les corps et la condition de son rayonnement. Quand les conditions de la chaleur latente seront mieux connues, elles pourront apporter une immense économie dans les machines à vapeur. Celles de la chaleur spécifique ont été étendues, après Lavoisier et Laplace, par Crawford, puis par Delaroche, Bérard, Dulong, Petit, et par Avogadro, à qui l'on doit la confirmation de cette belle loi, que les atomes de tous les éléments chimiques ont absolument la même capacité de chaleur.

Électricité. 1746. Lorsque, il y a un siècle, l'étude de l'électricité apparut par la découverte de la bouteille de Leyde, qui aurait prévu que la météolorogie demanderait à cet agent impondérable la cause des grands phénomènes de l'atmosphère; la chaleur, des instruments exquis propres à mettre en évidence des lois d'une importance extrême; la physique moléculaire, la révélation de la construction intime des corps; la chimie, les théories les plus satisfaisantes et les moyens d'analyse les plus puissants; la minéralogie et la géologie, l'origine des cristaux et des roches; la physiologie, la connaissance intime des forces qui régissent la matière organique et le secret d'opérer sur elle presque comme sur la vie; la médecine, un remède à des maladies incurables; la métallurgie, des procédés nouveaux; la mécanique, une force indépendante du temps et de l'espace?

Aucune partie de la science n'a marché plus rapidement que l'étude de l'électricité. Les idées imparfaites de Franklin, de Volta,

de Saussure sur l'électricité atmosphérique furent complétées par des savants plus intelligents et plus hardis, comme Lecoq, qui osa se transporter au milieu d'un nuage chargé de grêle, pour y voir les grêlons se former; comme Pothier, qui démontra, par des observations pleines de perspicacité, que les nuages sont de simples conducteurs isolés dans l'atmosphère, et que chacune de leurs parcelles est chargée d'électricité et non pas seulement leur surface, comme on le croyait auparavant.

Marianini, fidèle aux idées de Volta, soutint l'origine physico-mécanique de l'électricité contre ceux qui y voient une action chimique. Mateucci étudia le passage des courants à travers les liquides; Zamboni fut sur le point de résoudre le problème du mouvement perpétuel avec la pile sèche. Cette science cessa de rester isolée lorsque les phénomènes du magnétisme entrèrent dans son domaine.

L'action directrice (déclinaisons et inclinaisons) que le globe exerce sur l'aiguille aimantée fut étudiée en ce qu'elle a de plus surprenant. Graham, Barlow et Christie en examinèrent la variation journalière, en l'attribuant à l'action du soleil. La théorie de Halley, qui assimilait le globe à un grand aimant avec quatre pôles, deux au nord et deux au sud, fut adoptée par Hanstein, de Christiania, qui la modifia en disant que l'un des pôles nord et l'un des pôles sud sont plus faibles que les autres, et qu'un des pôles nord tourne autour des pôles de la terre en dix-sept cent quarante ans, l'autre en huit cent soixante, et que de là résulte la variation dans la déclinaison de l'aiguille. Magnétisme.

L'affinité de la tension magnétique du globe avec la tension électrique de l'atmosphère fut explorée en essayant si une pile chargée tendait à se mettre dans le méridien magnétique; mais l'expérience ne pouvait réussir qu'en la laissant se décharger librement. Le Danois Oerstedt s'y obstina, et il vérifia enfin que le courant électrique opère sur l'aiguille. A la même époque, Arago et Davy annonçaient que le fil métallique conducteur, en activité électrique, attire la limaille de fer, qui tombe aussitôt que le cercle est interrompu. Faraday remarqua que les effets se trouvaient extrêmement modifiés par la position de l'aiguille magnétique relativement au fil conducteur, et que les attractions et les répulsions étaient produites du même côté du fil métallique, selon qu'il se trouvait plus ou moins voisin du pivot de l'aiguille : il en conclut que le centre de l'action magnétique ne résidait pas à l'extrémité de l'aiguille, mais

à son axe. L'aptitude à conserver les propriétés magnétiques, que l'on croyait appartenir au fer seul, se rencontre dans le nickel, dans le cobalt, dans le titanium; puis Coulomb et Arago démontrèrent que toute substance quelconque peut donner des signes d'action magnétique à un degré différent' quand elle opère comme conducteur; et, depuis Oerstedt, nous pouvons communiquer avec les courants d'induction à un faisceau de fils métalliques quelconques toutes les propriétés d'un aimant.

La conclusion fut que le principe électrique et le principe magnétique n'en font qu'un, et que les pôles magnétiques de la terre sont des effets de courants électriques. Or, les phénomènes de polarité, d'attraction et de répulsion ont été ramenés à ce fait général, que deux courants électriques qui s'avancent dans la même direction se repoussent, et qu'ils s'attirent, au contraire, s'ils vont en sens opposé.

Ainsi les principes de l'électricité, du galvanisme, du magnétisme se trouvèrent réduits à un seul dans l'électro-magnétisme. Cette science fut agrandie par Davy, Faraday, Ampère, Arago, Christie, Barlow, qui avaient soumis à des lois le principe magnétique. Ensuite Seebeck et Cumming ont rattaché un autre agent impondérable aux faits nombreux de la thermo-
1846. électricité, et du thermomagnétisme. Faraday signala, il y a quelques années, l'action de l'électricité sur la lumière. Ainsi reste démontrée par l'expérience cette identité des quatre agents impondérables, qui d'abord avait été devinée; et ceux-ci se réduiront à une force unique, à une activité unique de la matière.

Arago, Babbage, Herschell et Barlow trouvèrent que des disques de cuivre et d'autres substances, lorsqu'on les fait tourner rapidement sous une aiguille magnétique, la font dévier, et finissent par l'entraîner avec eux. En conséquence de ce fait, des expérimentateurs soigneux ont déterminé le différent degré d'aptitude magnétique des corps; et il en est résulté la science de l'électro-dynamique, dont Ampère a exposé une belle théorie.

Des observatoires sont établis partout aujourd'hui, pour déterminer d'accord les perturbations magnétiques, leur simultanéité, la fréquence des orages magnétiques, et pour arriver à la cause de ce phénomème, qui est un élément nouveau de la météorologie.

Météorologie. Dans le premier congrès des savants italiens (Pise, 1840),

Antinori démontra l'imperfection des observations météorologiques par suite de l'insuffisance des instruments, de la manière d'observer et du langage, d'où il résulte que cette science d'une si haute importance est de toutes la moins avancée et hors d'état encore de rendre compte des phénomènes atmosphériques et de les prévoir. Les expériences de Schübler et d'Arago ont réduit à de justes limites l'influence de la lune sur les pluies et sur le baromètre; or, quoique les données soient encore assez vagues, peut-être qu'un jour, en s'aidant de la chimie et de la physique, on pourra prévoir les météores, comme on prévoit aujourd'hui les marées et les étoiles filantes.

Ainsi l'électricité, science naguère isolée, se combine aujourd'hui avec toutes les autres et semble les dominer. Quand bien même la théorie électro-chimique de Berzélius ne se soutiendrait pas, la chimie devrait beaucoup à l'électricité, qui apparaît comme cause ou comme effet dans tous ses accidents, et qui révéla tant de corps simples, ainsi que les forces qui régissent ses phénomènes et ses affinités. Nous l'avons vue fournir dans l'étude de la chaleur l'instrument le plus délicat pour découvrir dans les rayons calorifiques des propriétés analogues à celles des rayons lumineux et une hétérogénéité qui, saisie par l'œil dans les derniers, échappe dans les premiers au toucher. On avait trouvé dans les décharges électriques d'autres sources de lumière, ce qui faisait prévoir un moyen de mieux connaître le soleil, qui en est la source naturelle. Grâce aux travaux de Becquerel, la phosphorescence vient se joindre à la lumière électrique. Le daguerréotype a dirigé l'attention sur les effets chimiques de la lumière; et le galvanomètre fournit encore l'élément le plus apte à en découvrir les traces les plus minimes, ainsi que l'influence du passage de la lumière à travers des obstacles de nature différente.

La physique moléculaire avait tiré des phénomènes de la chaleur (la dilatation et la chaleur spécifique) et de ceux de la lumière (la double réfraction et la polarisation) des procédés analytiques importants. Mais elle dut des progrès plus réels au parti que Savart tira de l'acoustique, en se servant de la perception des sons qui accompagnent les mouvements vibratoires. Une fois que son union avec l'électricité eut été révélée par les phénomènes de la conductibilité électrique et par le transport mécanique de parcelles opéré par des décharges et par des courants énergiques, elle fut vérifiée par les vibrations que

détermine dans les corps solides le passage des courants électriques discontinus.

Becquerel obtint des cristaux que la nature seule avait produits jusqu'alors par l'action prolongée de très-petites forces électriques : toutefois le carbone, qui se serait converti en diamant, ne put seul se cristalliser. L'idée d'expliquer la stratification du globe au moyen de l'électricité se présenta à Davy; et, bien qu'elle ait été combattue, elle a donné l'application de plusieurs phénomènes, et principalement du magnétisme terrestre, ainsi que des produits accidentels qui se trouvent au milieu des roches ignées et des sédiments neptuniens.

On a voulu vainement attribuer à l'électricité les phénomènes physiologiques, bien qu'on s'y soit fort appliqué. Matteucci soutient que les phénomènes électro-physiologiques ne se rattachent qu'indirectement aux fonctions des nerfs, et qu'ils sont plutôt la conséquence d'actions chimiques et de changement de température.

Chimie. La pile voltaïque (1), que son inventeur laissa sans applications, passa bientôt de la main des physiciens dans celle des chimistes. Ils étaient entrés dans la voie moderne depuis que Lavoisier, en proclamant que rien ne se perd ni ne se crée dans la nature, s'était appliqué à étudier les gaz, à caractériser l'oxygène, à étendre la liste des éléments, à développer la doctrine de Black sur la chaleur latente. Les dénominations durent se simplifier; et à ce que l'on appelait les quatre éléments fut substitué le nom de corps simples, dont le nombre alla toujours en augmentant, sans compter les impondérables, qui ne sont connus que par leurs effets.

Davy. 1718-1829. Humphry Davy, né pauvre dans le comté de Cornouailles, s'étant épris de la chimie de Lavoisier, étudia les gaz, osa aspirer l'azote, et en découvrit bientôt le protoxyde, qui devait procurer tant de ressources pour la santé et pour les jouissances de la vie. Appelé à enseigner dans un institut ouvert à Londres par le comte de Rumford pour répandre les sciences parmi le beau monde, il fut applaudi dans un temps où l'on attendait tout de la chimie.

(1) L'exposition que fit M. de La Rive, dans le XXX congrès des naturalistes suisses (août 1835), d'une série de piles voltaïques, depuis la première origine jusqu'aux derniers perfectionnements, est, selon nous, un des moyens d'instruction les plus efficaces. Nous avons mis son Discours à profit dans l'exposé qui précède.

Nicholson et Carlisle avaient découvert l'action décomposante de la pile sur l'eau. Berzelius et Hisinger, y supposant avec sagacité une série variée de substances, avaient vu les eaux salines placées dans le cercle d'une forte batterie se décomposer toujours, de telle sorte que les acides étaient portés vers le fil positif et les bases vers le fil négatif; et dans les oxydes se diriger au pôle positif, tandis que le radical se portait au pôle négatif.

En remarquant que les plus grandes actions chimiques étaient neutralisées par l'action de la pile, Davy imagina de l'employer sur des substances indécomposées jusque-là, comme les alcalis et les terres, devinant qu'elle servirait très-puissamment à sonder les mystères de la chimie. S'il n'eut pas le bonheur de faire quelque grande découverte, il s'appliqua, avec autant de sagacité que de persévérance, à vérifier, à compléter et à ramener aux lois naturelles ce qui n'était que des faits isolés; et il en conclut que « l'affinité chimique ne peut être autre chose 1807.
que l'énergie d'attraction des électricités opposées. »

Déjà plusieurs chimistes avaient signalé des analogies entre les propriétés générales des oxydes métalliques, des terres et des alcalis. Il restait à démontrer que toutes appartenaient au même ordre de génération. Davy, ayant soumis la potasse à la pile, voit l'oxyde se porter au pôle positif, et un nouveau métal au pôle négatif, en globules pareils à ceux du mercure; il fit connaître le premier, sous le nom de potassium, ce métal, à tel point inflammable que pour brûler il décompose jusqu'à l'eau. En démontrant ainsi la véritable composition des alcalis et des terres, il prouvait contre Lavoisier que l'oxygène n'est pas seulement acidifiant, mais qu'il est le principe constituant de ces bases, et que les oxydes sont des combinaisons variées de l'oxygène avec des bases métalliques. Il trouva aussi l'oxygène dans l'oxymuriatique de Lavoisier, qu'il appela chlore; et il reconnut l'acide muriatique (hydrochlore) pour un hydracide.

Seul parmi les alcalis, l'ammoniac se compose d'hydrogène et d'azote; Davy soutint cependant qu'il renferme un principe métallique analogue à celui des autres alcalis : s'aventurant même au delà des limites tracées par Lavoisier, il soupçonna que les métaux n'étaient pas des corps simples, mais qu'ils résultaient de l'union de l'hydrogène avec des bases inconnues En conséquence, les alcalis proviendraient tous de combinaisons de ces bases avec une certaine proportion d'eau, et ren-

fermeraient l'hydrogène aussi bien que l'ammoniac. L'avenir décidera qui des deux a raison, de Lavoisier, à la théorie duquel un seul fait est rebelle, ou de Davy, qui fonde sa chimie sur cette unique exception.

Dans sa *Philosophie chimique*, où il exposa ses vérifications et quelques hypothèses, Davy renversa la théorie de Lavoisier sur la combustion en démontrant, par des expériences décisives, que l'oxygène n'est pas l'unique principe de la combustion, mais que celle-ci provient de l'action chimique intense et mutuelle des corps; que même d'autres corps produisent des acides, et qu'il n'est pas exact de dire que le développement de la chaleur et de la lumière dans la combustion ne puisse naître que de l'oxygène. Or comme tous les corps d'une forte action réciproque se trouvent toujours dans des états électriques opposés, il incline à croire que la chaleur et la lumière sont engendrées par la neutralisation des deux électricités contraires.

Davy appliqua aussi ses recherches à la géologie; et, en examinant l'eau, le gaz et les substances bitumineuses contenues dans les cavités du quartz, il fortifia l'hypothèse plutonienne de Playfair et de Hall.

Les hostilités qui existaient alors entre la France et l'Angleterre n'empêchèrent pas l'Institut de lui décerner un prix; et il put visiter les volcans de l'Auvergne et ceux du royaume de Naples (1). Il fit à Naples des expériences curieuses sur les couleurs employées par les peintres anciens, et chercha un procédé pour développer les papyrus exhumés; mais son procédé ne prévalut pas sur celui que l'on employait (2).

Berzelius conclut de la découverte de Davy que le caractère électro-chimique dans les corps où entre de l'oxygène n'appartient pas à celui-ci, mais à la base; et que la chaleur et l'ignition produites par la combinaison chimique sont de la nature de celles qui produisent l'éclair et la secousse électrique. Il proposa en conséquence la classification chimique des substances en électro-négatives (acides et oxygènes) et en

(1) On a beaucoup ri à Paris de son insensibilité pour le beau. Il ne prenait aucun plaisir à la musique. En voyant le musée du Louvre, alors le plus riche du monde, il s'écria : *Quelle magnifique collection de cadres !* et devant l'Antinoüs : *Quelle superbe stalactite !* Il admira au contraire le modèle de l'éléphant, destiné au monument de la Bastille.

(2) *Voyez* tome XII, page 27.

électro-positives (hydrogène, alcalis, bases salifiables). Il vit en Égypte le carbonate de soude se produire par la décomposition du sel marin sous l'action des roches calcaires qui entourent les lacs du désert, et il en déduisit sa statique chimique, 1803.
où les lois de l'affinité sont fortement posées, bien qu'il ne s'aperçût pas de la stabilité des proportions dans la plupart des combinaisons.

Les poids atomiques des divers éléments chimiques furent déterminés exactement par Berzelius avec un soin admirable; d'autres savants suédois ou allemands le suivirent dans cette voie, ainsi que l'Anglais Thomson, qui fonda cependant un système opposé au sien. On reconnut que les gaz étaient un état particulier des vapeurs, à la suite des expériences de Faraday sur leur condensation et de celles de Gay-Lussac et Dalton sur les lois de leur expansion.

Instruite par Biot à tirer parti des qualités optiques des corps en mettant en jeu le phénomène de la polarisation de la lumière, la chimie put surprendre des modifications, insaisissables autrement, dans la nature des corps et dans la disposition de leurs parties intégrantes, ce qui fut un nouveau pas vers l'unité de la science. Haüy et Vauquelin établirent le lien intime qui existe entre la composition chimique et la forme cristalline, où Mitschelich et Rose apportèrent l'exactitude.

Les acides et les bases, ou oxydes métalliques, ont entre eux Équivalents.
une extrême affinité, et en se combinant ils produisent des sels dans lesquels un métal peut directement prendre la place de l'autre. Ainsi, si vous mettez une lame de cuivre dans du nitrate d'argent, le cuivre se dissout, tandis que l'argent revient à l'état métallique, et tout le nitrate d'argent se transforme en nitrate de cuivre. Ici donc le cuivre se combine en même temps avec l'oxygène de l'oxyde d'argent et avec l'acide nitrique; mais, tandis que le premier sel contient treize cent cinquante parties d'argent, le second n'en contient que trois cent quatre-vingt-seize de cuivre. Il faut donc beaucoup moins de cuivre que d'argent pour former un sel avec une égale quantité d'oxygène et d'acide nitrique : ce fait, qui se vérifie dans beaucoup d'autres cas, prouve que la capacité de saturation a des rapports fixes pour chacun, et variables de l'un à l'autre. L'étude de ces rapports, ou de ces *équivalents*, comme on les appelle, est aujourd'hui très-active; et on les apprécie en considérant l'oxygène comme représentant cent, et en y rapportant les autres corps.

Le Saxon Wenzel annonça, en 1777, que les sels se composaient d'un acide et d'une base généralement binaire, et que deux sels pouvaient alterner leurs bases et leurs acides de manière à se transformer exactement en deux autres. Il considéra comme une particularité des sels ce qui était la grande loi de la chimie. On y fit attention lorsque le système de Lavoisier se fut consolidé ; mais Berthollet soutenait que deux corps peuvent se combiner, en quelque proportion que ce soit, entre deux limites extrêmes; Proust voulait qu'ils ne le pussent que dans la proportion de 1, 2, 3, 4 ou 5 au plus, sans intermédiaire. L'Anglais Dalton généralisa cette loi des proportions définies par l'ingénieuse théorie atomique, qui fut soutenue par Gay-Lussac. Il vit qu'un litre d'oxygène convertissait en eau deux litres d'hydrogène. Guidé par cette donnée, il constata que les volumes des corps gazeux qui se combinent sont dans les rapports simples de 1 : 1, 1 : 2, 2 : 4. Et comme, à une température suffisante, tout liquide peut se réduire en vapeur, on établit que les équivalents des corps divers représentaient des volumes exactement multiples les uns des autres. Nous trouvons donc encore ici un nouveau motif d'admirer l'arrangement du monde en nombre et en mesure (1).

Si les corps se combinent tous dans des proportions invariables, et si dans les réactions chimiques un équivalent est toujours remplacé exactement par un autre, on peut découvrir d'autres nombres à l'aide de faciles calculs, du moment où l'on en connaît quelques-uns, dont il importe beaucoup que la détermination soit exacte. Dumas entreprit en conséquence de préciser mieux que Berzelius l'équivalent de l'hydrogène, et, même avec plus de difficulté, celui du carbone, en sacrifiant plusieurs diamants. D'autres chimistes marchèrent dans la même voie, en s'appliquant à l'analyse de tous les corps, ce qui les amena à en découvrir les éléments constitutifs, ainsi que les distinctions capitales entre la matière organique et la matière inorganique.

Dulong et Petit, en cherchant la mesure de la chaleur spécifique dans les divers corps simples, ou la proportion du calorique différente à poids égal, et nécessaire pour que la température s'élève d'un degré, reconnurent qu'elle est en raison

(1) Le chlore seul échappait à cette loi; mais on a trouvé récemment (décembre 1815) que la proportion était de 1 : 36.

inverse des poids par lesquels les équivalents sont représentés, c'est-à-dire qu'un corps dont l'équivalent pèse le double d'un autre a la moitié moins de chaleur spécifique.

Suivant Faraday, la quantité de force électrique nécessaire pour décomposer des corps pris en quantité correspondante à leurs équivalents est fixe et invariable.

Un des faits chimiques les plus étonnants qu'on ait observés dernièrement est l'isomérisme. On tenait pour axiome que deux corps de composition identique (*isomère*), dans des circonstances semblables, doivent avoir les mêmes propriétés. Il n'en est rien cependant. Mettez dans le creuset une quantité donnée d'oxyde de chrome, qui est d'un vert sombre ; en s'échauffant il brillera d'une vive lumière, comme s'il était embrasé ; puis l'incandescence disparaît, et il ne lui reste plus que la chaleur qu'il tire du feu dont il est entouré ; lorsqu'il est refroidi, il se trouve devenu d'un beau vert, et il n'est plus soluble dans l'acide. Il a donc changé de propriétés chimiques et physiques : cependant la balance ni l'analyse n'y trouvent pas la moindre altération ; et si vous le plongez dans de l'acide sulfurique chaud, il reprend son premier état. Il en est de même du verre ordinaire : si on le tient longtemps en fusion tranquille, il devient opaque, infusible, dur au point de faire jaillir des étincelles de l'acier ; et pourtant il ne s'y manifeste aucun changement. En multipliant l'analyse, on trouve que certains corps, composés de la même manière, peuvent différer en dureté, en poids spécifique et en action sur la lumière. Chez quelques-uns il n'y a de changement que dans les propriétés physiques (*dimorphes*); chez d'autres il y en a aussi dans les propriétés chimiques (*isomères*), c'est-à-dire que dans les premiers les molécules composées restent les mêmes, en se groupant d'une manière différente ; dans les seconds les atomes sont disposés différemment dans la molécule composée. Parmi les dimorphes, le carbone à l'état de diamant a des propriétés très-différentes du charbon. Le soufre cristallisé par la nature, ou dans le sulfure de charbon, s'offre en forme d'octaèdres à bases rhomboïdales : lorsqu'on le laisse se refroidir peu à peu après qu'il a été fondu, il donne des prismes obliques ; si, après qu'on l'a chauffé à cent cinquante degrés, on le fait couler dans l'eau froide, il reste mou, brun, élastique, transparent pendant plusieurs jours. Il serait donc polymorphe.

Dimorphisme.

On peut déduire de là, ce semble, que les corps dimorphes

ont la propriété de se combiner constamment avec les impondérables ; mais n'en pourrait-il pas être ainsi des autres corps? La différence de certains corps ne pourrait-elle pas naître d'une affinité semblable, comme celle du platine avec les métaux dont il est toujours accompagné? L'urane, qui présente toutes les réactions habituelles des corps simples, a été de même reconnu dernièrement pour un oxyde.

Il serait trop long de suivre dans leurs travaux Vauquelin, Thénard, Ampère, en France; Dalton et Wollaston, en Angleterre; Wenzel, Richter, Vöhler, Liebig, Mitscherlich, en Allemagne. Ce sont eux qui, par leurs découvertes relatives aux substances dimorphes, ont donné l'essor à la théorie des formes primitives, posée par Haüy (1).

En présence de semblables faits, de grands doutes s'élèvent. La nature se sert de quatre forces distinctes et d'une soixantaine de corps simples pour créer et modifier la matière, tandis que la force de gravité lui suffit pour régler les mouvements des atomes et des mondes. Est-il possible qu'elle ait abandonné ici cette économie qui constitue une de ses merveilles? Le sage a de la peine à le croire; et il accepte les résultats présents comme l'expression de faits actuellement connus, mais non comme vérité dernière. Cette unité que les physiciens ont reconnue dans les agents impondérables, les chimistes tendent à la trouver aussi dans la matière pondérable (2); et, depuis que les études sur l'ammoniac ont donné un radical nouveau, plusieurs savants se sont appliqués à décomposer les corps appelés simples, et les résultats obtenus par de purs amateurs ont été tels que la science véritable a dû aussi en tenir compte.

Lorsqu'on admirait la simplicité des rapports entre les pesanteurs des éléments qui entrent dans la composition de la nature minérale, on ne croyait pas qu'il existât aucune relation simple entre les éléments des combinaisons organiques. Mais Chevreul l'y démontra dans son travail remarquable sur les corps gras d'origine animale, qu'il assimila à des sels, attendu que la base et l'acide sont des composés ternaires, analogues à ceux de la nature inorganique. Davy prouva l'influence de l'électricité sur la végétation, et d'autres constatèrent celle de la lumière.

(1) Berzelius fait chaque année à l'Académie de Stockholm un rapport sur les progrès de la chimie.

(2) Expériences de Proust.

Les végétaux, en décomposant l'acide carbonique et l'eau, fixent le carbone et l'hydrogène, et rejettent l'oxygène dans l'atmosphère; et, tantôt en réduisant l'oxyde d'ammonium, tantôt en enlevant directement l'azote à l'air, ils s'assimilent cet élément. L'azote et le carbone, dont vivent les plantes, sont tirés de l'atmosphère; d'où il suit que la fertilité d'un terrain dérive d'éléments inorganiques et métalliques, qui conviennent à une plante plus qu'à une autre. En étudiant donc les cendres d'une plante quelconque on peut connaître quels éléments métalliques un sol doit posséder pour qu'elle y prospère; quel assolement y établir, de quels engrais l'aider. Juste Liebig, professeur à Giessen, appliqua spécialement la chimie organique à l'agriculture et à la physiologie. Il croit que l'angrais est profitable, parce qu'il fournit beaucoup plus d'ammoniac que l'air, et celui qui est liquide bien plus que les solides. Boussingault, qui le premier démontra que les plantes décomposent l'eau pour en fixer l'hydrogène, a enrichi de travaux importants la chimie appliquée à l'agriculture. Payen et d'autres ont étudié l'amidon, la cellulose, et la présence des matières azotées dans les tissus végétaux.

Dumas, Boussingault et Payen portèrent principalement leur attention sur les opérations mystérieuses qui s'accomplissent sous l'influence de la vie; ils établirent que les matières ternaires accumulées dans le tissu animal, comme la graisse et les matières azotées neutres, qui constituent la trame dans l'organisation animale, sont élaborées par les végétaux. Le règne végétal serait donc un immense appareil d'extractions, le règne animal un appareil de combustion, et les plantes et les bêtes ne seraient en quelque façon que de l'air condensé.

On s'achemine ainsi à une prodigieuse simplification, plus grande encore dans les corps organiques; car, bien que doués de principes spéciaux, ils consistent en un très-petit nombre d'éléments, carbone, oxygène, hydrogène, azote, qui, combinés avec une douzaine au plus d'éléments secondaires, produisent une variété immense.

Mais d'où la nature tire-t-elle cette profusion d'oxygène, d'hydrogène, de carbone, d'azote? S'épuisera-t-elle? Ou comment se répare-t-elle? Et quand l'animal ou le végétal revient à l'état de matière informe, qu'advient-il de tous les produits de la vie?

C'est à résoudre ces problèmes que s'appliqua Du mas (*Essa*

de statique chimique des êtres organisés), en établissant que les végétaux produisent les principes immédiats, que les animaux s'en servent et les décomposent, et que l'atmosphère est le réservoir d'où la nature tire ses richesses.

L'atmosphère est composée de vingt-trois parties d'oxygène sur soixante-dix-sept parties d'azote, sans compter la vapeur aqueuse, un peu d'acide carbonique et un peu de gaz de marais : on y trouve accidentellement quelques produits ammoniacaux et une petite quantité d'acide azotique, qui, solubles dans l'eau, sont entraînés par les pluies dans les terres qu'ils engraissent. Pendant le jour, sous l'influence de la lumière, les plantes exhalent de leurs feuilles de l'eau et de l'oxygène, et la nuit, de l'eau et de l'acide carbonique, outre qu'elles absorbent de l'hydrogène, de l'oxygène, du carbone, de l'azote et un peu de cendre, ce qui les fait augmenter de poids. La terre ne leur sert donc que de point d'appui, et toute leur nutrition dérive des éléments atmosphériques, à tel point que certains arbustes ont crû et fleuri même dans du verre pulvérisé. Les feuilles décomposent à froid un des corps les plus stables, l'acide carbonique, dont elles dégagent l'oxygène et retiennent le carbone, pourvu qu'elles soient aidées par la lumière.

Ensuite les végétaux tirent l'azote en partie de l'air, en partie des substances organiques en décomposition. Ici la chimie touche de nouveau à un des points les plus importants de l'économie, les engrais; car il est extrêmement utile de connaître les fourrages qui fournissent le plus d'azote dans le fumier, et d'en faire usage pour nourrir les animaux, dont les excréments doivent rendre à la terre l'azote destiné à alimenter les plantes qui en ont le plus besoin (1), c'est-à-dire celles auxquelles l'azote de l'air ne suffit pas, mais pour lesquelles il faut qu'il soit combiné avec d'autres corps à l'état d'ammoniac, d'oxyde d'ammonium, d'acide azotique et d'azote.

Les matières premières élaborées par les végétaux sont assimilées par les animaux au moyen de la digestion. Ceux-ci dégagent incessamment de l'acide carbonique et de l'eau, au point de pouvoir être considérés comme des fourneaux de carbone et d'hydrogène. De là la chaleur animale ; un homme brûle chaque jour, en moyenne, au moyen de la respiration, deux cent quatre-vingt-huit grammes de carbone ou l'équivalent en hydrogène.

(1) Expériences de Thaër et de Boussingault.

Ainsi, dit Dumas, les plantes cèdent aux animaux tout ce qu'elles ont tiré de l'air, auquel les animaux le restituent; cercle éternel dans lequel la vie s'agite et se manifeste, mais où la matière ne fait que se déplacer.

Si l'action viciante des animaux et l'action purifiante des végétaux cessaient de s'équilibrer, l'harmonie de la vie serait troublée; mais le péril est si éloigné qu'il dépasse toute longévité calculable (1).

On peut dire que ces travaux ont donné une nouvelle vie à l'étude de la nôtre, dont les siècles précédents s'étaient figuré avoir obtenu le dernier mot.

Après Linné et Jussieu, qui avaient établi une distribution systématique des plantes, la physiologie végétale dut de nouveaux progrès à Lavoisier, à Senebier, à Théodore de Saussure et à Crell. Duhamel et Ingenhous déterminèrent les voies de la nutrition et l'accroissement. Desfontaines fit ce que Cuvier appelle une découverte très-féconde en reconnaissant que les nouvelles couches s'ajoutent dans les arbres entre le vieux bois et l'écorce. Thomas soutint, au contraire, que l'augmentation des plantes ne se fait pas horizontalement, mais dans le sens Botanique.

(1) Le calcul suivant est encore de Dumas. L'atmosphère a vingt lieues de hauteur environ et pèse à peu près 5 trillions 229,000 billions de kilogrammes; l'oxygène pèse un trillon 206,000 billions, et l'acide carbonique 2,088 billions. Or, pour réduire le tout à des images sensibles, en admettant des cubes de cuivre ayant un kilomètre de chaque côté, 581,000 représenteraient par leur poids l'atmosphère; 134,000, son oxygène; 116, l'acide carbonique. Un homme consume en une heure 40 grammes d'oxygène ou 350 kilogrammes par an, et 35,000 en un siècle. Si l'on suppose la population animale du globe représentée par 4,000 millions d'hommes, ils auront consommé dans un siècle 120 billions de kilogrammes d'oxygène, ce qui ferait 15 des cubes ci-dessus, c'est-à-dire une quantité minime, quand même elle ne serait pas réparée.

Quant à l'acide carbonique, un homme brûle 12 grammes de carbone par heure, et produit 44 grammes d'acide carbonique, c'est-à-dire environ un kilogramme par jour, et 365 par an. En conséquence, les 4,000 millions d'hommes produisent en un an 1 billion 460,000 millions de kilogrammes d'acide carbonique, c'est-à-dire $\frac{1}{1430}$ de celui que contient l'atmosphère. Il faudrait donc 1,500 ans pour doubler la proportion actuelle de l'acide carbonique de l'air, quand même le règne végétal cesserait ses fonctions, quand les volcans qui lancent des torrents d'acide carbonique, ainsi que les foudres, sous lesquels se combinent l'azote et l'oxygène de l'air et se forment l'acide azotique, l'azote d'ammoniac, etc., viendraient à ne plus agir. Ces derniers reproduiraient la végétation, comme elle serait reproduite par les cadavres des animaux que sa cessation aurait fait mourir. *Revue des deux mondes,* août 1842.

dire en roches où abondent les métaux, et en secondaires, dépôts des eaux et débris organiques. Bientôt cette classification s'améliora; et Deluc, Saussure, Werner Dolomieu préparèrent les progrès qu'on a obtenus dans notre siècle par des observations générales et particulières.

1772-1826. Brochi, de Bassano, examina l'état physique du sol de Rome; et, mettant à profit son érudition, il décrivit quelques localités de l'Italie, surtout les collines conchyliacées subapennines. Il prépara ainsi une donnée certaine à ses successeurs pour conclure une identité de formation entre les terrains tertiaires non du gisement, mais de la ressemblance des corps organiques
1790-1829. qu'ils contiennent. Nicolas Covelli fit d'importantes découvertes sur la nature des productions volcaniques. La doctrine wernérienne de l'origine neptunienne fut combattue par Ardouin et par Marzari, qui, en examinant le Tyrol, prouva l'origine volcanique des granits ainsi que leur apparition postérieure aux calcaires secondaires et même à la craie, et démontra le passage graduel des granits à la syénite et au porphyre pyroxénite. Les observations faites près du village de Predazzo devinrent alors un sujet d'étude pour tous les géologues; et Humboldt leur trouva des analogues jusque dans la Mongolie. Saussure, qui fonda la science de l'hygrométrie et établit des observatoires sur les plus grandes hauteurs, traversa quatorze fois les Alpes pour réduire la géologie à l'état de science d'observation (1). De Buch introduisit dans la géologie l'idée de formations locales et générales; il considéra chaque accident local selon les qualités internes et externes, et la relation avec le tout. Alexandre de Humboldt appela l'attention sur l'idée d'une loi de direction uniforme dans toute la structure de la terre, en indiquant la polarité des différentes roches.

Mais le grand pas de cette science consista dans la théorie des soulèvements, déjà pressentie par quelques savants (2), puis exposée par de Buch et réduite en formule par Beaumont, et à laquelle les faits paraissent si bien s'accommoder (3). L'ordre dans lequel les couches de sédiment ont été superposées,

(1) Il faut ajouter à ces travaux ceux de Pallas, de Lamarck, Patrin, Greenough, Granville Penn, Conybeare, Phillips, Buckland, Mac-Culloch, Farholme, Breislack, Daubuisson, de La Bêche, Lyell, Sysmonda, Pasini, Pareto, etc.

(2) *Voyez* tome XVII, page 726.

(3) *Voyez* tome Ier, page 106.

les lits transformés et les lits agglomérés, la nature des terrains traversés ou réunis par les roches en éruption, les débris organiques qui se trouvent disséminés révèlent l'époque des formations successives. L'application des preuves botaniques et zoologiques donna à la géologie une profondeur et une variété originales. La théorie du feu central fournit la cause de ces soulèvements.

Mais sont-ce là des vérités ou des songes? La chaleur centrale est aujourd'hui contestée, et il y a d'autres manières d'expliquer la formation de la croûte du globe; mais la géologie séduit par ses hypothèses, dont chacune varie selon la science qui prédomine. De même que dans le siècle passé on s'était servi des lois de la physique pour arriver à l'histoire primitive du globe et à ses transformations futures, de même on y applique aujourd'hui les lois de la chimie, quoique avec plus de respect pour la cause première. Le feu et l'eau avaient fait trêve en se partageant le théâtre de leurs combats, et l'écorce de la terre se consolidait en renfermant le feu central; mais une mer sans limites la couvrait, quelques îles seulement s'y dressaient çà et là, et tiraient leur chaleur non du soleil voilé de brouillards, mais de la flamme intérieure. Sous cette atmosphère brûlante, surchargée de vapeurs aqueuses et d'acide carbonique, déchirée à chaque instant par la foudre, dénuée d'oxygène, aucun animal n'aurait pu vivre, à l'exception des poissons, des polypes, des molusques dans la mer. Mais la végétation déploie une activité immense, et les îles asséchées se couvrent d'arbustes vasculaires d'une organisation simple et d'une croissance rapide, de prêles colossales, de fougères arborescentes, de quelques palmiers d'espèces peu différentes, mais où les individus se multiplient, croissent et meurent avec une rapidité inexprimable. Leur vie décompose une énorme quantité d'acide carbonique et d'eau, en même temps qu'elle fixe l'hydrogène et le carbone; par suite, l'air se purifie en acquérant l'oxygène, et l'apparition des animaux devient possible. Alors survient une révolution sur la surface de la terre, et les lits immenses de ces végétaux sont ensevelis et convertis en charbon fossile par la pression des couches superposées et par la chaleur du globe (1). D'autres âges géologiques, d'autres journées de la

(1) On a calculé que la Pensylvanie seule contient 600 billions de kilogrammes de charbon fossile. En supposant que le reste du monde en contienne

création succèdent à cette journée, à cet âge; et les îles s'agrandissent, la surface du globe se peuple d'abord de reptiles gigantesques, vivant dans une atmosphère encore impure, qui s'assainit peu à peu par la précipitation des lits de roche calcaire et par l'action incessante des végétaux. Enfin apparaissent les mammifères, les oiseaux, les insectes, se rapprochant, à chaque nouvelle révolution, de leurs formes actuelles, et en dernier lieu l'homme, roi de la création.

Mais comment l'homme fut-il produit? quand et comment naquirent les autres annimaux? Toutes les espèces furent-elles formées tout à coup, ou provinrent-elles d'un germe unique, qui se serait graduellement transformé en un nombre infini d'espèces?

Zoologie. Déjà, dans les siècles précédents, Linné, Fabricius, Müller, le Sicilien Poli avaient donné l'impulsion à la zoologie systématique; Daubenton, Vicq d'Azyr, Camper, Lyonnet avaient étudié l'organisation des animaux, et Bonnet Réaumur, Buffon, leurs mœurs; Buffon, Linné, Bonnet avaient formé une zoologie générale. Pallas répandit sur tous ces objets une grande lumière par ses nombreux voyages et par ses beaux travaux sur la classification des infusoires et des zoophytes, sur l'anatomie des vertèbres, sur la zoologie fossile. Le nombre des espèces connues depuis Linné fut plus que quadruplé. L'Australie en fournit de très-singulières et même des classes entièrement nouvelles, comme les marsupiaux; et les admirables descriptions données principalement par les Anglais Gould, Owen, Waterhouse, Jardin, Lowe, Smith, Darwin, ainsi que les musées de plus en plus riches et mieux ordonnés, accrurent tellement le mobilier de la science qu'il fallut instituer de nouveaux genres et introduire entre eux des groupes intermédiaires.

Il en résulta la nécessité d'étudier la structure intérieure des animaux et de s'appuyer ainsi sur l'anatomie comparée, comme unique moyen de connaître la véritable nature des mollusques

seulement mille fois autant, nous aurons 600,000 billions. Si le carbone entrait pour deux tiers seulement dans la composition de ce charbon, il y en aurait 400 billions de kilogrammes. Il faudrait pour le transformer en acide carbonique un trillion de kilogrammes d'oxygène, et le gaz acide carbonique produit pèsera un trillion 4,000,000 billions de kilogrammes. L'importance attribuée à l'action des végétaux dans les premières journées de la création n'est donc pas excessive.

et des débris des espèces qui ont péri. Ainsi cette science, descriptive au commencement du siècle, prit alors le caractère de science anatomique; et dans ce laps de temps si court, qui vit s'accomplir plus de choses que toutes les années précédentes, la zoologie fossile et la philosophie zoologique furent trouvées. On adopta la méthode physiologique, et l'on étudia le développement successif des animaux, ainsi que la série des modifications par lesquelles l'organisme se simplifie dans les êtres inférieurs; on ne se borna pas à étudier sur des cadavres, mais sur les êtres vivants, les insectes inférieurs, ainsi que l'embryologie des mollusques et des annélides. Les travaux de Lacépède sur les cétacés, les reptiles et les poissons ont été jugés sévèrement. Éverard Home étendit ses recherches sur l'anatomie comparée; Meckel le surpassa comme zootome, et fonda la tératologie. Rudolphi, indépendamment de l'anatomie omparée, mit au jour un ouvrage immortel sur les entozoaires; Huber, de Genève, prit place, quoique aveugle, parmi les meilleurs observateurs; on est redevable à Latreille, le prince des entomologistes, de la partie relative aux insectes du règne animat de Cuvier; rien de plus admirable que les travaux d'Ehrenberg sur les infusoires, dont seraient composées, selon lui, même les masses métalliques et les couches de tripoli.

George Cuvier, observateur infatigable, doué de connaissances encyclopédiques, éleva la science, créa l'anatomie comparée, ainsi que la géologie fossile et la paléontologie, et il fonda de plus une classification nouvelle. Dans la première, il mit à profit le grand principe de la subordination des organes, et de jour en jour le perfectionna jusqu'à son *tableau*, qui est fondé sur la gradation du système sanguin : il varia encore, mais s'en tint toujours aux faits positifs plus qu'aux principes, et il dédaigna les hypothèses. Il démontra ce que Buffon avait deviné; Buffon avait eu la puissance de la vue, Cuvier employa la puissance des faits. Cuvier.

Il détacha, à l'exemple de Vicq d'Azyr, l'anatomie comparée de la physiologie : il en augmenta la précision et la régularité, et cela non-seulement en trouvant des faits nouveaux, mais en examinant de plus près les anciens. Ainsi il prit pour bases de la zoologie philosophique la structure anatomique et les fonctions physiologiques, en tirant les grandes divisions des forces générales de l'organisation et les divisions secondaires de celles qui sont moins constantes. En examinant la structure

de chaque organe dans toutes les séries, Cuvier distingua les animaux en vertébrés, en mollusques, en articulés et en rayonnés. Dans la classe innombrable des vers, où Linné avait confondu tous les animaux qui ne sont ni vertébrés ni insectes, Cuvier distingua ceux qui ont un cœur et un système vasculaire complet, et qui respirent par les branchies; ceux chez lesquels la circulation s'opère par un vaisseau dorsal simple, et qui respirent par des trachées; enfin ceux qui n'ont ni cœur, ni vaisseaux, ni organes respiratoires; et il réussit à classer les animaux à sang blanc en mollusques, crustacés, insectes, vers ou annélides, échinodermes et zoophytes.

Cuvier considère tout être vivant comme créé pour une fin et pourvu d'organes propres à l'atteindre. Il en résulte pour lui que chaque animal forme un système complet en soi, et que toutes ses parties sont tellement liées entre elles qu'une d'elles ne saurait se modifier sans que les autres s'en ressentent; d'où suit qu'une modification suffit pour les indiquer toutes. En établissant cette loi de la corrélation des parties, il nia la continuité admise par d'autres dans l'échelle des êtres, et marqua des limites précises entre les quatre grandes classes des vertébrés, des mollusques, des insectes et des zoophytes. Il entreprit ensuite de reconstituer les races éteintes à l'aide des os fossiles, ce que d'autres avaient déjà indiqué; de telle sorte qu'il suffit d'une partie d'un animal pour en déduire ce qu'il était dans son intégrité, de même que le géomètre trouve les termes moyens d'une série régulière (1). En rapprochant de l'ostéologie des espèces vivantes celle des espèces éteintes (*Recherches sur les ossements fossiles*), il détermina et classa les débris de plusieurs espèces qui ont entièrement disparu, et qui diffèrent d'autant plus des espèces actuelles que les couches qui les renferment sont plus anciennes, de manière qu'elles peuvent devenir une nouvelle preuve de la priorité de ces couches. Or, comme on ne trouve point de vestiges organiques dans les couches primitives, on en conclut qu'il y eut un temps où les seules lois physiques dominaient les éléments et où les matériaux de la vie organique n'étaient pas encore développés.

(1) Geoffroy Saint-Hilaire montra ensuite que les vrais analogues ne sont pas les organes, mais leurs matériaux constitutifs; d'où il suit que l'unité de composition et l'inégalité du développement sont les deux lois anatomiques.

Cuvier parvint à recomposer avec les fragments retrouvés cent soixante-huit animaux vertébrés qui constituent cinquante genres, dont quinze sont nouveaux; puis Mantell, Buckland, Hibbert, Agassiz, Brongniart augmentèrent ce nombre, au point de faire croire que les espèces éteintes n'étaient pas en moindre quantité que celles qui existent aujourd'hui.

Plusieurs savants étudièrent d'après la même méthode les végétaux fossiles. Brongniart en donna l'histoire générale; Sternberg publia la *Flore du monde primitif;* Lindley et Hutton, la *Flore fossile* d'Angleterre; Cotta, les *Fougères* de Chemnitz, en Saxe.

Mais ces différences provenaient-elles de la diversité du climat et du sol? Les espèces actuelles sont-elles dérivées de celles-là? C'est ce que nie Cuvier; et il apporte en témoignage les momies d'animaux trouvées en Égypte, qui, après trois ou quatre mille ans, sont identiques avec les espèces d'aujourd'hui. Preuve insuffisante, attendu que les altérations pourraient n'être qu'une conséquence ou un accompagnement nécessaire des grands cataclysmes, qui ne se sont pas reproduits depuis la dernière journée de la création.

En comparant l'organisation des espèces avec l'époque des terrains où elles sont renfermées, Cuvier se trouvait conduit à apercevoir ce développement progressif qu'il avait nié chez elles. Il constata la perte de plusieurs espèces; mais, s'en tenant à l'observation, sans se hasarder dans des hypothèses, il ne voulut pas reconnaître sa production d'espèces nouvelles. Il crut que leur apparition avait été locale plutôt qu'universelle. Mais pour trouver un pays où habitassent les hommes et les espèces d'aujourd'hui à l'époque où les mastodontes et les paléonthères erraient sur le sol que nous foulons, il est réduit à supposer qu'il a été occupé par la mer, hypothèse repoussée jusqu'à présent par la géologie. Le progrès des études n'a pas permis d'accepter entièrement cette détermination des fossiles par un seul fragment, et des doutes se sont élevés sur le système zoologique de Cuvier, sur son système paléontologique, ainsi que sur sa théorie de la terre.

La faculté de généraliser et de ramener à un ordre rigoureux les observations particulières manqua à Cuvier. Lamarck, que la botanique conduisit à enseigner la zoologie, après avoir publié la *Flore française*, composa le *Système des invertébrés* et la *Philosophie géologique*, ouvrages où il offre, dans le premier,

une classification méthodique des groupes inférieurs du règne animal, et traite scientifiquement, dans l'autre, la question suprême de la variabilité des espèces. Le premier ouvrage, plus accessible, fut généralement admiré; le second fut tourné en ridicule par quelques-uns, quoique l'auteur paraisse à d'autres bien supérieur à Cuvier dans le classement des animaux.

Organogénie. Déjà Aristote s'était occupé de la formation du germe dans l'œuf, et tous les anatomistes s'étaient étudiés à suivre l'accroissement successif de l'embryon et du fœtus. Harvey dit que tout animal provenait d'un œuf : tous les efforts s'appliquèrent à découvrir comment; et Hunter démontra, par ses études sur le placenta, l'utérus et le chorion, que l'ovologie humaine rivalise d'intérêt avec celle des oiseaux.

On comprit, en avançant, que les animaux inférieurs pouvaient servir à expliquer la structure de l'homme; et quand Gleichen et Ehrenberg eurent trouvé moyen d'injecter les infusoires en colorant le liquide dont ils se nourrissent, on put étudier ces insectes. En partant de ce degré infime, on établit un parallèle entre le perfectionnement graduel d'organisme des embryons dans les animaux supérieurs et les transformations correspondantes dans les invertébrés, évolutions passagères dans le premier cas, devenues fixes dans les autres.

C'est en généralisant les faits nombreux recueillis par les observateurs précédents que se fonda la partie philosophique de l'anatomie, autrement dit l'organogénie animale. Cette science a pour objet de rechercher comment l'homme se forme de l'œuf en passant par des états intermédiaires d'organisation qui, transitoires dans les animaux supérieurs, sont permanents chez les animaux inférieurs de l'échelle zoologique.

Geoffroy Saint-Hilaire, délaissant cette anatomie comparée qui s'attachait surtout aux différences, rechercha, au contraire, les ressemblances, et entreprit de longs travaux dans l'intention formelle d'arriver à une expression nouvelle des caractères généraux des êtres, en portant son attention sur les diverses périodes de développement des organes et des animaux et en s'attachant à démontrer qu'avant d'être différents ils étaient analogues. Il en déduisit l'unité de composition organique, le principe du développement inégal et la loi de l'évolution centripète, opposée à la persistance du germe théorie qui avait prévalu dans le siècle précédent. Une série d'espèces animales, de fœtus à des âges différents, d'états anormaux et pathologi-

ques de l'organisation sont ramenés, dans ce système, à des lois analogues et identiques, et par suite à l'unité fondamentale de la zoologie. Alors l'invariabilité des espèces zoologiques fait place à la mutabilité; et l'anatomie s'applique spécialement à étudier les formes transitoires des organismes. En somme, l'organogénie est une anatomie comparée transitoire, comme l'anatomie comparée est une espèce d'embryonogénie des formes permanentes.

Ainsi la science s'appuya sur une loi fondamentale applicable aux diverses parties de la zoologie; à savoir, la progression linéaire, non pas simple, mais provenant d'une double série, dont les deux éléments viennent se rencontrer en suivant une direction opposée. En même temps que Lamarck annonçait cette loi de continuité, ou, pour mieux dire, de gradation, Fischer proclamait la même chose en Russie, sans savoir qu'il eût été devancé. Mac Leay la mit plus en évidence dans les *Horæ entomologicæ* (1819); en outre le botaniste allemand Fries rencontrait la même loi dans la nature circulaire des affinités, dans le règne végétal. Or ce concours spontané et indépendant de quatre savants célèbres donnerait à croire que la loi universelle, dans l'ordre de la nature, est désormais trouvée, et que la zoologie se trouve placée au rang de science démonstrative; c'est ainsi que Blainville a pu établir la série animale. Il serait à désirer qu'on pût en écarter cette tendance au matérialisme que Lamarck y imprima, et qu'on y rencontrât, au contraire, un nouveau sujet de gratitude pour cette Sagesse suprême qui a tout disposé avec tant d'ordre et de mesure.

Ces études étaient considérées autrefois comme faisant partie de la médecine, science qui se perfectionna à mesure qu'elles s'en détachèrent et qu'on établit des subdivisions dans les branches mêmes de la science médicale, pour décomposer par l'analyse les cas confus des organes souffrants. On vit se développer d'abord la physiologie générale avec Haller; puis l'anatomie descriptive, l'istologie, l'anatomie pathologique; ensuite l'anatomie comparée, après laquelle vinrent comme conséquence la paléontologie et l'organologie. L'exposition succincte de l'anatomie de Laugenbeck mit cette science à la portée de tout le monde; les planches de Sœmmering, de Rosenmüller, de Mascagni offrirent l'artifice de la vie animale; les travaux de Blumenbach, de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire Médecine.

établirent le principe rationnel sur lequel se fondent les rapports des animaux entre eux. Berzelius examina chimiquement les parties constitutives du sang, et Bichat démontra qu'il se colorait par le contact avec l'air respiré; Bréra, Duméril, Alibert étudièrent la médecine iatraliptique, fondée sur la faculté absorbante de la peau; l'organe de l'ouïe fut examiné par Savart (1841) et Panizza; l'action des vaisseaux artériels et veineux sur les mouvements du cerveau, par Richerand. Les *Exercitationes pathologicæ* de Paletta (1822-1827) sont riches de faits et de vues nouvelles. Girtanner voulut expliquer l'irritabilité musculaire par l'action de l'oxygène du sang artériel et d'un double courant électrique, dont les nerfs sont les conducteurs. Dutrochet demanda aussi aux appareils électromoteurs l'explication des mystères de l'économie animale. L'Écossais Charles Bell (1774-1842) fit des découvertes remarquables sur les fonctions du système nerveux.

Jusqu'au siècle dernier on n'avait observé les phénomènes que dans leur généralité sans descendre aux détails; et, ne sachant point fouiller profondément la fibre organique de l'homme, on se contentait d'observer en lui la manifestation vitale. Le regard pénètre plus avant, et même dans ce sublime magistère on prétend trouver une unité d'action qui tient de la mécanique.

Les *Annales de la médecine* de F. J. G. Schelling et le *Traité de la vie* de J. F. Schelling doivent être rangés de première ligne dans la philosophie naturelle. Oken fonda un système panthéiste, en faisant du monde une sorte d'animal; mais ni la chimie ni l'anatomie ne sauraient donner l'homme, il y faut la pensée et la réflexion.

Après les anatomistes qui s'étaient appliqués à trouver la fibre unique élémentaire, vint Bichat, qui créa l'anatomie générale et l'istologie en fondant ses recherches sur l'analogie des tissus organiques (1). Dans son *Introduction à l'anatomie générale*, il peignit à grands traits les caractères des êtres organiques, sans pourtant s'élever à l'idée de l'unité et en ne montrant jamais l'organisme ni même l'organe, mais seulement les tissus dont il est composé. C'était un élève de la philosophie de Condillac, qui prend pour des principes la réunion de faits particuliers. Lorsqu'il a établi les caractères anatomiques d'un tissu, il le suit dans toutes ses transformations, tant que

(1) Tome XVII, page 740.

les procédés d'une investigation sévère peuvent lui suffire. S'attachant donc à observer les lois normales, il les voit se produire même irrégulièrement, d'où il résulte que les propriétés et en conséquence les fonctions en restent modifiées; de là les maladies. Celles-ci sont donc attachées aux transformations de l'organisme; et, considérées en elles-mêmes ou par rapport aux modifications des fonctions, elles produisent l'anatomie pathologique, science préparée par Linné et par Morgani et élevée par Bayle, Corvisart, Mackel, Otto, Cruveilher, Serres, Abercrombie, Andral, Louis et Isidore Geoffroy Saint-Hilaire.

Dupuytren écrivit peu; mais il pratiqua beaucoup comme 1775-1835. chirurgien en chef de l'hôtel-Dieu, et on lui doit nombre de méthodes nouvelles d'opérations. Il a légué, en mourant, 200,000 francs à la Faculté de Paris pour la fondation d'une chaire d'anatomie pathologique.

Boyer, de Limoges, publia, sur les leçons de Desault, son 1757-1833 maître, un traité complet de chirurgie. Moins orné que Bichat, il résuma et compléta les travaux de l'Académie royale de chirurgie; ce ne fut pas un inventeur, mais un grand anatomiste et un sage opérateur.

Le traitement des blessures et le régime des hôpitaux s'améliorèrent pendant les guerres de la république, et le nom de Larrey sera béni partout où l'ambition ou la nécessité de se défendre mettront des armées aux prises.

La médecine italienne fut tirée des habitudes d'un esprit étroit d'observation par la faveur dont Brown devint l'objet. Considérant la plupart des maladies commes générales et provenant de l'excès ou de l'insuffisance du principe vital ou d'irritabilité, ce praticien bornait le traitement à observer jusqu'à quel point le malade pouvait supporter le remède opposé. Rasori connut à Florence la doctrine de Brown dix ans après 1766-1837. qu'elle eut été publiée (1788), tant les communications étaient lentes à cette époque, et il commença sa réputation en traduisant cet ouvrage (1792), puis en prenant sa défense contre ceux qui l'attaquaient. Vacca Berlinghieri le réfuta par des arguments de bon sens; mais Rasori y opposa la déclamation et l'emportement, et se moquait de tous ceux qui prédisaient la chute de cette doctrine. Il la modifia pourtant lui-même par sa théorie du contre-stimulant, d'après laquelle l'excitabilité et l'action des puissances extérieures seraient le principe même de la vie; si

bien que le sentiment, la contraction musculaire, les phénomènes de l'esprit et de la passion ne seraient plus que des modes d'excitation. Les remèdes, selon Rasori, se distinguent en stimulants et en contre-stimulants, et, comme tels, ils s'appliquent aux maladies qui, à l'exception de celles qui naissent d'irritations, proviennent toutes d'un excès ou d'un défaut de stimulant. La couenne du sang est produite par la phlogose et constituée par la fibrine. Or, la phlogose résulte d'un développement des vaisseaux veineux qui sont engorgés, et elle ne détruit ni n'engendre de parties organiques. La théorie du contre-stimulant fut modifiée
1769-1846. par Tomasini, qui voulut l'intituler *Nouvelle Doctrine médicale italienne;* son école put offrir une transition entre celle de l'excitabilité et celle du particularisme ou du mixtionisme, fondée par Bufalini, qui ne se contente pas de la force comme Rasori, mais qui veut aussi l'influence de la matière.

Le sentiment de la dignité humaine protesta contre la théorie matérielle de Cabanis, qui réduisait l'homme à n'être que matière, et pour qui la vertu, l'héroïsme étaient le résultat de l'organisation ou d'un verre de vin (1). Cependant plusieurs des nouvelles doctrines médicales professèrent le matérialisme; telle fut celle de Broussais. Déjà Rasori, Tomasini et Pinel avaient sapé la doctrine de Brown, et substitué le solidisme local au solidisme général, de manière qu'on étudiait l'action vitale de chaque organe tout en recherchant le siége particulier des maladies. Broussais, après avoir observé avec attention dans les armées la fièvre éthique, publia l'*Histoire des phlegmasies*, où il indiquait déjà la doctrine de l'irritation, qu'il expliqua ensuite ouvertement dans la *Médecine physiologique*. Il part de l'irritabilité de Haller, et c'est sur elle qu'il fonde la physiologie, la pathologie, la thérapeutique et jusqu'à la philosophie : cette unité de principe flatta les esprits par une apparence scientifique.

Une force vitale préside à la formation primitive des tissus corporels et à leur conservation, qui s'opère au moyen de l'irritabilité, mise en jeu par les agents extérieurs, et consistant en un mouvement de contraction qui appelle les liquides organiques sur le point excité. Si ce stimulant est excessif ou insuffisant, les fonctions des organes sont troublées, et la maladie en résulte ; la maladie est donc ou l'effet de l'irritation et inflammation, ou d'un défaut contraire. Elle commence par

(1) *Voy.* au chapitre suivant.

un organe, et peut s'étendre à tous et entraîner la mort; or, le plus exposé de tous est le viscère digestif, siége des principales irritations.

Le traitement consiste à accroître et bien plus souvent à diminuer l'irritabilité à l'aide de stimulants ou de débilitants. Doué de la fermeté nécessaire à celui qui fait une révolution, Broussais combattit Brown comme meurtrier, Pinel comme un ontologiste qui prenait les symptômes pour des maladies et qui ne savait pas se décider; ainsi des autres doctrines, les immolant toutes à son système physiologique. *Il fallait*, dit-il, *partir d'un point quelconque pour étudier les maladies internes, et j'ai pris mon point de départ dans la chirurgie. L'inflammation doit être à l'intérieur du corps ce qu'elle est à l'extérieur.* De là ses théories de la localisation primitive de toutes les maladies, de leur caractère sthénique presque général, de l'inflammation des organes digestifs substituée à tant de maladies diverses, et enfin de l'emploi du traitement semblable à celui qu'on dirige contre les inflammations externes; savoir, les saignées, les sangsues, les boissons gommeuses.

Il triompha. Mais bientôt sa théorie fut examinée et comparée avec les résultats obtenus. Or, si on lui reconnut le mérite d'avoir étudié les inflammations et d'y avoir fait admettre aussi, comme telles, les maladies chroniques, d'avoir rendu le diagnostic plus sûr en le localisant, et mieux observé l'appareil digestif, on lui reprocha de n'avoir établi qu'un seul genre de maladies, une seule opération organique, un seul traitement.

Broussais étendit son système aux faits intellectuels en traitant de la folie, et combattit l'ontologie pour faire revivre l'expérience matérielle : il fit de la sensibilité un produit nerveux, de la passion un acte des viscères, de l'intelligence une sécrétion cérébrale, du *moi* une propriété générale de la nature vivante, de la liberté des déterminations humaines une chimère, n'y voyant rien que le résultat fatal d'une excitation dominante.

Les anatomistes-pathologistes et l'école physiologiste de Broussais dirigèrent entièrement les recherches de la médecine sur la matière organique. Cependant cette école officielle vit bientôt s'élever contre elle l'école vitaliste, qui ne fait que de naître, et l'embryogénie, qui fond l'anatomie avec la physiologie.

La localisation des maladies eut pour pendant celle des facultés Gall. 1758-1828.

du cerveau, due à Joseph Gall, fondateur de la *craniologie*. Il soutient que les facultés et les dispositions de l'homme sont innées en lui, et que leur manifestation dépend de l'organisation spéciale de l'encéphale. A un cerveau général, à l'intelligence générale unique il en substitue une foule d'individuels et autant d'organes qu'il y a de facultés : celles-ci, en se développant, opèrent sur les portions de l'encéphale qui leur correspondent, et produisent certaines protubérances ou sinuosités du crâne auxquelles leur énergie est proportionnée, de manière que nos facultés fondamentales peuvent être facilement reconnues.

Le nombre, selon lui, s'en élève à vingt-sept, chacune ayant la faculté de percevoir, de se souvenir, de juger, d'imaginer, et ainsi de suite; mais elles n'agissent que concurremment avec les facultés générales de la perception et de la mémoire. Gall chercha à se disculper de l'accusation de matérialisme et de fatalisme, et à tirer de son système une idée de la perfectibilité humaine, ainsi qu'une tolérance illimitée pour toutes les opinions, comme étant le résultat de l'organisme.

Personne ne refusera à l'école phrénologique le mérite d'une observation sagace du système nerveux. George Combe, président de l'école d'Édimbourg, fit faire des progrès à la doctrine de Gall, en déterminant sur la surface du crâne le siége positif de chaque faculté et en inventant le craniomètre. Quelques savants ont voulu appliquer cette science naissante à l'éducation des enfants et à la reconnaissance des criminels. Ils disent, pour échapper à la conséquence de la doctrine fataliste, que les prédispositions naturelles et innées peuvent se vaincre à l'aide de la volonté et en s'efforçant d'en faire prévaloir d'autres.

De même que la phrénologie assigna une classification psychologique, l'homœopathie précisa les nombreux symptômes pathogénétiques. Cette méthode ainsi que l'hydropathie et d'autres systèmes encore sont portés aux nues par quelques-uns, tandis que d'autres leur nient jusqu'à la qualité de *scientifiques*. Or, s'il fut jamais possible de révoquer en doute l'efficacité de l'expérience, c'est à l'égard de ces doctrines, dont les partisans et les détracteurs se sont appuyés sur les mêmes faits. Les esprits sages les recueillent, et attendent leur explication du temps en s'abstenant du dogmatisme des présomptueux et des railleries des sots.

Le magnétisme animal, que nous avons vu aussi tourné en

ridicule chez les mesmériens (1), se releva en 1813 avec l'histoire de Deleuze, ouvrage écrit avec mesure et avec esprit. On affirme qu'un homme peut opérer matériellement de loin sur d'autres individus par le seul intermédiaire d'un fluide différent des impondérables connus, et qu'il peut employer, mouvoir, projeter, accumuler, fixer au moyen de sa volonté et de quelques gestes.

Ce n'est donc pas la théorie physique de Mesmer, mais une théorie physiologique, puisqu'elle n'a besoin que de l'action libre de la volonté et de ce qu'on appelle des *passes*, ce qui ne produit pas de convulsions, mais un changement de circulation, des modifications curatives, le somnambulisme, la lucidité de l'intelligence. Le magnétisé devient insensible aux impressions extérieures, à moins qu'elles ne soient produites par la personne avec laquelle il est mis en communication; il obéit au magnétiseur, il voit l'intérieur de son propre corps et de celui d'autrui, la nature des maladies et les remèdes qui leur conviennent; il a une exaltation de facultés morales et intellectuelles, une seconde vue; puis, une fois réveillé, il ne se souvent de rien. On cite à l'appui de ces faits les somnambules, les cataleptiques, les *Ioghis*, les trembleurs, les devins; et comme on trouve à toutes les époques des miracles, des visions, des prophéties, qu'on ne saurait nier sans abolir toute certitude humaine, on espère les expliquer physiquement par le magnétisme.

Nous ne sommes que trop habitué à la guerre que la science officielle fait à toute découverte nouvelle, ainsi qu'à l'esprit défiant et servile des savants de profession. Ceux qui admettent uniquement ce qu'ils comprennent et rejettent ce qui ne peut ni se palper ni se tailler, trouvant les théories physiologiques impuissantes à embrasser et à expliquer les faits magnétiques, les nient résolûment; mais cette science, qui peut-être est destinée à jeter une grande lumière sur l'action nerveuse, est plus compromise par les exagérations de ses partisans que par ses ennemis eux-mêmes.

Quelle que soit la valeur des doctrines, la plupart des praticiens croient toujours que la médecine doit procéder par la voie expérimentale surtout. On a vu en Italie Geromini attribuer à l'ontologisme les erreurs de cette science, Giacomini combattre

(1) Tome XVII, page 743.

la doctrine diétésique et Pucinotti, qui réunit dans l'éziotisme les doctrines positives des vitalistes et des mixtionistes, prêcher la médecine hippocratique, qui se confie à la nature, comme le meilleur des médecins, et qui conserve la validité clinique, tout en se tenant au niveau du progrès des sciences auxiliaires et en gardant la dignité d'une interprétation scientifique.

L'étude de la nature, par ses continuels progrès, a mis de nouveaux médicaments à la disposition de l'art de guérir, et la mécanique en a perfectionné les instruments. Les moyens d'analyse sont venus en abondance s'offrir à l'anatomie, qui a eu grandement à profiter des sections et des injections des cadavres, des expériences sur la nature vivante, de l'usage du microscope et des analyses chimiques pour déterminer même les différences et les altérations imperceptibles, des grandes collections pathologiques, des descriptions exactes des maladies. La stéthoscopie est venue et a permis de suivre la série des maladies des organes de la circulation et de la respiration; et des vies entières, consumées laborieusement à étudier une seule maladie, ont apporté à l'art plus de puissance pour la dominer ou pour la prévenir. Le système nerveux a été étudié avec l'importance qu'il mérite, et l'on s'est appliqué à rechercher comment, par la loi de réflexion, des maladies locales deviennent générales. L'action des agents pondérables ou impondérables est mesurée et dirigée à l'aide d'ingénieux appareils, ce qui a donné naissance à la nouvelle chimie organique et animale; et l'on espère que cette science répandra la lumière sur les affections physiques, point de contact de la médecine avec les sciences morales les plus élevées.

Déjà le système brownien avait simplifié les méthodes curatives; l'hydrothérapie, l'homœopathie et le système Broussais prétendirent plus encore à ce résultat; et non-seulement la polypharmacie est désormais bannie, mais la chimie a rendu les médicaments supportables et plus efficaces à l'aide des extraits; en outre, la série des remèdes héroïques s'est accrue. Sertuerner reconnaît un des principes essentiels de l'opium (*morphine*), et aussitôt Pelletier et Caventou trouvent une quantité d'alcalis végétaux, au nombre desquels le quinine tient le premier rang : c'est une véritable quintessence des substance végétales, et la réalisation scientifique du songe de Paracelse. Les miasmes délétères sont décomposés par les chlorures alcalins : les méthodes désinfectantes sont non-seulement appliquées

aux hôpitaux, d'où disparaissent les fièvres nosocomiales; mais on veut en tirer parti pour abréger les quarantaines, si nuisibles à la rapidité du commerce. De même que la chimie, la chirurgie vient en aide à la médecine en coordonnant ses opérations avec la physiologie et avec l'anatomie pathologique. La section des nerfs et des tendons, les ligatures des artères, l'art de pénétrer profondément dans les chairs pour en extraire des os cariés, en extirper des tumeurs ou en dégager des fluides, la cure radicale des hernies, l'extraction ou le broiement de la pierre, l'ostétricie régularisée, l'art de l'oculiste perfectionné sont autant de gloires qu'on ne saurait disputer à la chirurgie. Or elle espère maintenant arriver à coaguler le sang au moyen du courant électrique, afin de remédir aux anévrismes. Elle est arrivée à diminuer ou à supprimer les angoisses de ceux qui ont à subir des opérations douloureuses par l'inhalation de l'éther ou du chloroforme. On s'est occupé de la santé des équipages maritimes et de celle des armées; le péril des sépultures prématurés a été écarté; bien des maux ont été prévenus par la police médicale, de même que par les soins apportés à ce que les pauvres fussent mieux logés et mieux vêtus. L'art vétérinaire s'exerce aussi avec non moins de zèle en faveur des animaux qui partagent et allégent les travaux de l'homme. On a donné une attention scrupuleuse aux maladies des enfants; une multitude de faits a été recueillie, faits qui éclairent une pratique sage, s'ils ne fondent pas encore de nouvelles doctrines; enfin, l'on a reconnu la nécessité de comprendre dans l'idée de la vie non-seulement l'organe, mais encore la fonction; non-seulement l'anatomie, mais aussi la physiologie, conformément à la nature de l'homme, cet être double et mystérieux.

L'astronomie, la seule science dans laquelle les anciens aient fait de véritables progrès et où ils se soient élevés à des conceptions larges et générales, acquit, à l'aide des mathématiques et des instruments, le développement le plus rapide. Aussi put-on dire que lors même que le souvenir de toutes les observations précédentes viendrait à périr, il suffirait de celles qui furent faites à Greenwich et dans la seule vie de Maskelyne pour reconstruire complétement la science. Astronomie.

L'observatoire de Greenwich eut pour rivaux ceux d'Édimbourg, de Cambridge, d'Oxford, de Dublin et d'Armagh. Les

Anglais en ont établi un au cap de Bonne-Espérance, à Sidney, à Madras, à Saint-Hélène, au cap Comorin ; et ces établissements ont contribué à nous faire connaître l'hémisphère austral. Celui de Paris se recommande par des hommes du plus grand mérite, chez lesquels, pour la plupart, se trouve unie à une observation attentive la puissance d'analyse et de conception. Ceux de Bruxelles et de Genève vont de pair avec les meilleurs. Indépendamment de celui de Palerme, illustré par Piazzi, le royaume de Naples en possède un autre sur une des hauteurs qui dominent la capitale, et il vient encore de s'en élever un sur le Vésuve. Les observatoires de Turin, Parme, Milan, Florence, Padoue, Vienne, Altona, Munich, Göttingue, Hambourg ont aussi droit à leur part d'éloges. Ceux de la Prusse possèdent ce qu'il y a de plus parfait en instruments, et ceux de Russie ne sont pas moins bien pourvus sous ce rapport.

La Société royale astronomique, fondée à Londres en 1820, distribue des médailles et publie un recueil extrêmement riche. L'Académie de Berlin a invité les astronomes les plus renommés à former un atlas céleste complet, en assignant à chacun d'eux une des vingt-quatre heures équatoriales.

Aucun des instruments dont se servit Galilée ne dépassait l'augmentation linéaire de trente-deux fois. Huyghens et Cassini l'obtinrent de cent fois, en portant à huit mètres la longueur locale du télescope. Anzout fit un objectif capable d'agrandir de six cent fois ; mais comme il avait quatre-vingts-dix mètres de longueur, il était extrêmement difficile à manier. C'est pourquoi l'on préféra les télescopes à réflexion, jusqu'au moment où Dollond fabriqua des lentilles achromatiques qui rivalisent, pour l'agrandissement qu'elles procuraient dans leur petite dimension, avec ces gigantesque objectifs. L'Angleterre les répandit partout et en conserva le privilége, grâce à la perfection de son cristal, jusqu'à l'époque où Frauenhofer, à Munich, trouva le moyen de les faire sans stries ; et alors cette fabrication passa à Munich, puis à Paris. La plus grande lentille achromatique connue n'a que trente-huit centimètres d'ouverture ; mais on se propose d'en faire qui aient jusqu'à un mètre. Barlow voulut suppléer à la difficulté de se procurer de grands morceaux bien purs de *flint-glass* au moyen de petites lentilles remplies d'un fluide incolore et transparent. Amici, de Modène, construisit des télescopes qui ne le cédaient en rien à ceux d'Herschell : il en fabriqua un nouveau, composé d'un miroir concave et d'un

autre à surface plane, troué au milieu; il fit aussi des microscopes à réflexion et des chambres lucides.

Lerebours et Cauchois apportèrent une nouvelle perfection aux instruments d'optique. Arago, qui a su rendre populaire une science qui semble n'être le partage que de mathématiciens profonds, a inventé des machines ingénieuses pour obvier aux erreurs produites par l'irradiation, dans le calcul des diamètres des planètes. Troughton a perfectionné de plus en plus les instruments vantés de Ramsden, et le Français Gambey a construit un équatorial avec lequel on suit très-exactement les mouvements célestes.

Les effets ont été proportionnés aux efforts, sinon en importance, du moins en étendue. Delambre et Méchain, à l'aide du cercle répétiteur inventé par Borda, tracèrent l'arc terrestre entre Dunkerque et Barcelone; Biot et Arago allèrent le continuer jusqu'aux îles Baléares; les Italiens le tirèrent dans toute la longueur de leur péninsule; l'Allemagne et l'Angleterre acceptèrent les points trigonométriques; à l'heure qu'il est plusieurs savants s'occupent de la triangulation de l'Inde. Delambre voulut reprendre le calcul de toutes les tables astronomiques, et c'est sur les siennes que les éphémérides sont computées aujourd'hui. Ce fut au milieu des fureurs de la révolution et exposé à des soupçons que tant d'autres expièrent sur l'échafaud qu'il exécuta la mesure du méridien, dont une fraction, la dix-millionième, devait servir d'unité fixe au nouveau système métrique. Vecchiò unit, dans son *Histoire de l'astronomie*, l'érudition à la pratique pour traduire les opérations antiques dans le langage moderne.

Delambre. 1749-1822.

Herschell, à la fois sage et hardi, sonda le premier les profondeurs du ciel pour déterminer la forme et les limites de la couche d'étoiles dont notre monde fait une partie. A peine eut-il rompu les barrières des cieux (1) en découvrant Uranus qu'il en calcula l'orbite et les éléments. Après cette découverte et celle des astéroïdes (2), il sentit la nécessité de réformer les connaissances des anciens relativement aux inégalités et aux perturbations des planètes. Moins à l'aide de calculs que par la puissance des instruments qu'il avait composés, il vérifia que l'anneau de Saturne tourne rapidement autour de la planète,

(1) *Cœlorum perrupit claustra*, dit son épitaphe à Upton.

(2) Tome XVII, page 717.

et il y discerna les deux satellites intérieurs; il en trouva six à Uranus; il porta son attention sur les étoiles doubles et sur les nébuleuses; il détermina les moindres diamètres de Cérès et de Pallas, ainsi que les distances des astres; enfin, il fixa ses regards sur le soleil, et crut que la lumière n'émanait pas de cet astre, mais des nuées phosphorescentes qui naissaient dans son atmosphère.

Piazzi, mettant à profit une idée de Galilée adoptée par Herschell, observa le petit angle formé entre une étoile brillante et une moindre qui l'accompagne; et, par la variation d'ouverture qu'il supposait devoir se produire tous les six mois, il essaya, mais sans succès, de calculer les distances des astres. Il étudia mieux l'obliquité de l'écliptique, bien que l'irrégularité de la réfraction que le soleil éprouve en hiver l'ait empêché de noter avec précision les deux solstices. Cette réfraction fut ensuite soumise au calcul par Lalande; et sa formule fut trouvée exacte, même pour la zone torride, par Humboldt et par Delambre.

Le Milanais Oriani précisa les éléments d'Uranus, et résolut des difficultés déclarées invincibles par Euler en trouvant tous les rapports possibles entre les six éléments d'un triangle sphéroïdal quelconque. Poisson calcula les perturbations planétaires, l'invariabilité des grands axes et la distribution de l'électricité en repos à la surface des corps.

Le Florentin Inghirami, dans les Éphémérides de l'occultation des petites étoiles sous la lune, réduisit à des additions et à des soustractions des calculs extrêmement difficiles, méthodes déclarées merveilleuses par l'Académie de Londres. Plana, remarquable par une analyse profonde, en développant les idées de Laplace, traita de la constitution atmosphérique de la terre, et constata les vicissitudes lunaires. Un autre astéroïde, Astrée, s'offrit au télescope de Hencke (1846); mais le monde fut surtout frappé d'étonnement lorsque, dans le cours de la même année, Leverrier indiqua, par la seule puissance du calcul, l'endroit où devait se trouver une planète autant au delà d'Uranus que cet astre est éloigné du soleil; et elle y fut découverte en effet par le Prussien Galle. L'immense télescope que lord Rose a fait construire pour son usage particulier révélera sans doute de nouveaux secrets dans le ciel.

Nos connaissances sur les forces primitives de tous les corps et la preuve de l'universalité de la loi d'attraction ont reçu une glorieuse confirmation. La périodicité domine tout le sytème solaire, quelle que soit la différence dans la vitesse de projection

ou dans la quantité de matière agrégée; et elle a été constatée jusque dans des comètes quarante-quatre fois plus éloignées du soleil que ne l'est Uranus. Reste à vérifier ce qui a été affirmé par Bessel, savoir que la force attractive ne se mesure pas seulement par la quantité de matière, mais qu'il y a aussi des attractions spécifiques, qui ne sont point proportionnées à la masse. Depuis que la distribution du ciel en heures et que l'étude de chaque heure par un astronome spécialement chargé de ce soin a assigné l'emplacement précis des étoiles, il est devenu moins difficile de reconnaître celles qui sont nouvelles, ou de les distinguer des étoiles errantes. Or, sept planètes (1) sont venues s'ajouter aux autres en peu d'années; et, comme elles s'écartent de l'analogie générale, elles présentent des difficultés qui n'avaient pas été considérées en théorie. Diverses comètes, qui circulent autour du soleil dans des orbites elliptiques et dans de très-courtes périodes, en offrent de bien plus grandes encore, sur lesquelles s'exerce la perspicacité des grands astronomes. La comète de Biela, qui se sépara en deux (janvier 1846), a praticulièment attiré l'attention, et fait naître une foule de conjectures.

Lalande porta de dix mille à cinquante mille le nombre des étoiles observées; Piazzi en ajouta trois mille autres; puis Bessel prépara les éléments d'un catalogue d'étoiles comprenant celles de huitième grandeur et distribué par zones de déclinaison. Ceux qui vinrent après lui y apportèrent une précision plus grande encore. On a déterminé les déplacements annuels de plus de cent cinquante étoiles, qualifiées d'étoiles fixes. Argelander, astronome d'Abo, perfectionna les travaux d'Herschell et de Prévôt, et calcula le rapprochement du système solaire de la constellation d'Hercule; et il a essayé de démontrer par le calcul que notre système planétaire fait par jour, comme aussi l'α de la Lyre et la 61e du Cygne, 834,000 lieues, à vingt-cinq au degré. On a étudié d'autres étoiles inobservées encore en raison de leur petitesse; et l'on estime qu'il en existe dans la Voie lactée dix-huit millions de télescopiques, que l'on distingue sans nébulosité, tandis que dans l'étendue des cieux il en est à peine huit mille de visibles à l'œil nu. D'après une autre hypothèse, les étoiles filantes sont assimilées à un anneau d'as-

(1) On en annonce (août 1847) deux autres, aussi entre Mars et Jupiter, découvertes l'une par Hencke, à Driessen, l'autre par Hiud, à Londres. Une autre encore, Métis, a été découverte en 1848.

téroïdes qui coupe probablement l'orbite de la terre, et se meut avec une célérité planétaire. La distance d'une étoile a été déterminée exactement, et non plus seulement par les limites au delà desquelles elle ne pourrait être située. La lune a été soumise à des calculs d'une précision remarquable. On espère reconnaître l'atmosphère de Vénus, les taches neigeuses de Mars, les vents périodiques de Jupiter, l'anneau de Saturne, éloigné de trente-deux mille kilomètres de sa planète et ayant quarante-huit milles de largeur; les changements de forme continuels des comètes; les montagnes de la lune (1) et ses volcans.

Non contents d'avoir déterminé d'une manière précise la masse du soleil comparée à celle de la terre, les astronomes s'efforcent de déterminer celle des étoiles, soleils d'autres systèmes, qui n'ont aucune grandeur appréciable pour les plus fortes lunettes. L'attention s'est portée sur les étoiles doubles, objet d'étude pour Herschell et pour Struve, qui en ont enregistré trois mille cinquante-sept. Elles sont d'une couleur différente l'une de l'autre, et la plus petite tourne autour de la plus grande, d'après les mêmes lois d'attraction qui régissent notre système. Peut-être tout ce ciel constellé n'est-il qu'un grand anneau de corps, s'enroulant autour d'un centre unique cinq cent fois plus éloigné de notre soleil que celui-ci ne l'est de la terre, et qui pourrait être une partie d'un plus vaste système, dont l'idée effraye l'imagination.

Les nébuleuses n'excitent pas moins de curiosité. Herschell, le père, croyait que la lumière, qui, d'après les dernières expériences de Struve, fait 41, 518 milles géographiques dans une seconde, mettait plus de deux millions d'années pour arriver, des nébulosités les plus éloignées, à son miroir de quarante pieds. Or, à cette distance que l'imagination ose à peine affronter, l'astronome sonde le passé et l'avenir; il croit apercevoir dans les nébuleuses d'Orion et d'Andromède une intensité croissante de lumière, qui indiquerait une augmentation de solidité.

Seraient-ce là les éléments de systèmes planétaires futurs? Peut-être que dans l'immensité nage une matière cosmique qui se condense annulairement et dont les étoiles filantes seraient une production minime, identique avec les aérolithes, dont la périodicité a été déterminée (2), en même temps que

(1) On les porte à 1093, dont 22 surpassent le mont Blanc en hauteur, et dont une s'élève à 7,600 mètres.

(2) Surtout après l'observation du 12 au 13 octobre 1833, quand Olmsted

de cette matière se formeraient, sur une plus vaste échelle, les planètes, qui s'arrondiraient peu à peu, puis laisseraient leur noyau central se montrer lumineux, et dont la nébulosité finirait par disparaître. Combien de milliers de siècles la formation du monde aurait donc exigés? Or, elle irait chaque jour continuant, de même que sa destruction. Car, depuis le temps qu'on observe le ciel, certaines étoiles se seront perdues; et la plus petite parmi les étoiles doubles, qui jette une lumière bleuâtre ou verte, est peut-être un soleil qui s'éteint ou s'évapore. Étrange pendant que le ciel nous offre de l'embryogénie des plantes et des animaux !

Toutes les sciences sont donc portées à rechercher l'histoire du monde antéhistorique. L'astronome examine la concentration de la matière cosmique; le paléontologiste recherche, dans les entrailles de la terre, les époques par lesquelles passa successivement l'incarnation avant d'arriver aux formes actuelles; l'embryologue suit, dans l'utérus fécondé, les rapides transmutations de l'individu; le chimiste combine, avec ses gaz et avec les atomes, cette masse admirable du globe.

Puis toutes les sciences tendent à s'associer, et, après avoir grandi grâce à la subdivision, elles se donnent la main aujourd'hui; tellement qu'elles n'ont plus de limites distinctes, et que chacune prétend à devenir la science nouvelle de l'avenir en se faisant assister par les autres : orgueil excusable, qui n'exprime au fond que l'association fraternelle de toutes les connaissances humaines. La chimie envahit chaque jour davantage les domaines de la physique, et ne désespère pas d'arriver à connaître l'unique élément essentiel de toute la nature; l'astronomie compte voir l'origine de tous les mouvements planétaires dans l'application d'une force projective déterminée, dans une direction également déterminée. La physique et la chimie scrutent de concert, et remplies d'espérances, les phénomènes moléculaires et l'action des principes impondérables, qui sont la vie de la matière. En même temps que l'optique perfectionne ses instruments, la lumière produit tout à coup une action chimique, et le daguerréotype l'a-

et Palmer virent en Amérique une telle pluie d'étoiles qu'ils en comptèrent 240,000 en neuf heures. On connaît jusqu'à présent les deux périodes du 12 octobre et du 10 août. Schreibers suppose que 700 aérolithes tombent chaque année sur la surface de la terre.

mène à fixer la vision, à dessiner les objets d'une manière stable, tandis que le galvanisme, appliqué à décomposer, devient un instrument de plastique, dore, argente, fait des monnaies et jusqu'à des statues (1).

Notre siècle s'est encore plus signalé par la persistance avec laquelle il a cherché et souvent réalisé l'application de
Applications. toutes les vérites scientifiques aux besoins et aux jouissances de la vie. En 1799, Paris vit pour la première fois le panorama. En 1797, l'avocat Thilorier présenta à l'Institut le phloscope, appareil destiné à procurer du feu avec une très-faible consommation de bois, sans dégagement de vapeur, de fumée ni d'odeur. Didot inventa les stéréotypes, et Herhan un autre procédé du même genre; Montgolfier et Argand construisirent le bélier hydraulique, qui élève l'eau sans roues ni pompes, par la seule pente naturelle des fleuves.

La chimie, dans sa forme métaphysique d'alchimie, s'était appliquée à faire de l'or; c'est encore le but qu'elle se propose, dans sa perfection moderne, par les applications usuelles : jusqu'à Lavoisier, elle avait cherché des notions dans les procédés empiriques des arts techniques; après lui, elle ouvrit elle-même des voies différentes aux vieilles industries, et en créa de nouvelles. L'extension des manufactures de produits chimiques montrait qu'elles ne servaient plus uniquement à la médecine. Pendant les guerres de la révolution, il semblait que la potasse allait manquer, et on y substitua la soude extraite du sel marin. Lorsque le blocus empêcha le sucre d'arriver, on y suppléa par la betterave.

Jean Chaptal rendit populaire cette science, reléguée naguère dans les pharmacies. Il établit des fabriques, des manu-
Chaptal. factures, encore ignorées, d'acide sulfurique, d'alun, de
1756-1832. nitre et de soude artificielle; il enseigna à fabriquer l'acétate de cuivre, à teindre les cotons, à employer les acides de fer; et il fit connaître aussi un mordant pour la couleur rouge, et un jaune végétal. Appelé en vain par le roi d'Espagne et par Washington, il ne voulut pas abandonner sa patrie, et il lui vint en aide dans les besoins de la révolution; puis, sous le directoire, il rédigea des règlements pour les fabriques, fit établir une chambre de commerce et des conseils d'arts et

(1) Grâce à Jacobi, on a fait dans les établissements de Pétersbourg des statues ayant jusqu'à trente pieds. Les procédés de dorure galvanique ont été perfectionnés et rendus usuels par Ruolz et Elkington.

manufactures, ainsi que d'autres intermédiaires entre les intérêts publics et l'autorité. Il fit venir des ouvriers anglais avec leurs machines, encouragea les nationaux par des concours, créa au Conservatoire des arts et métiers une école spéciale de chimie appliquée aux arts ; il s'occupa des fonderies, des mines, des salines, des tourbières, de la circulation des grains, des méthodes pour la culture de la vigne, pour la fabrication du vin, pour l'élève des mérinos ; il introduisit dans ses propriétés les procédés nouveaux, et ne dissimulait ni ses gros bénéfices ni les moyens à l'aide desquels il les obtenait (1).

Berzelius exposa, dans l'*Art de teindre*, des vues et des applications nouvelles. Il étudia les phénomènes de la manipulation du sel de nitre, trouva le chlorate de potasse, et tenta de le substituer au nitre dans la fabrication de la poudre ; mais 1780.
son excessive puissance s'y opposa : il fut cependant employé dans les premières capsules fulminantes, et plus encore pour la préparation des allumettes chimiques.

Le Blanc et Dizé trouvèrent le moyen de fabriquer la soude, qui remplaça la potasse d'Amérique, ce qui délivra les verreries, les blanchisseries, les papeteries, les savonneries du danger de rester en chômage par l'interruption des communications. Dartigues parvint à extraire le soufre des pyrites ; d'autres chimistes préparèrent l'acide sulfurique et l'alun.

Philippe de Girard inventa la filature mécanique du lin, Leistenschneider la machine pour fabriquer le papier. Les améliorations apportées aux moulins, aux charrues, au fléau à battre le grain équivalurent, en Angleterre surtout, à l'inven- 1848.
tion du tissage mécanique.

Chaque invention de la physique trouva des applications utiles : les presses hydrauliques de Bramath tassent les fourrages militaires, les étoffes de laine et de coton ; d'autres foulent la tourbe pour en faciliter la combustion. Les théories de Fourier sont appliquées à améliorer les chemins domestiques ; les progrès de l'astronomie, à faciliter la détermination des longitudes ; ceux de la mécanique, à perfectionner les vaisseaux (2).

(1) Ayant donné sa démission lors du couronnement de Napoléon, Chaptal revint aux affaires en 1813, aux jours de revers ; et en 1815 il signifiait à Napoléon la nécessité de donner des institutions, gage d'une mutuelle confiance. Il figura dans la chambre des pairs sous la restauration.

(2) *Voyez* tome XIII, pages 569 et 595.

A peine Chevreul eut-il fait connaître la véritable nature des corps gras que les bougies stéariques remplacèrent celles de cire, beaucoup plus coûteuses. Les lampes d'Argand furent perfectionnées en 1801 par Carcel et Carreau, qui firent monter l'huile de manière qu'elle arrivât froide à la mèche, et l'imbibât continuellement; depuis il en a été inventé d'autres qui reposent sur un principe différent. Dans le thermolampe, imaginé en 1800 par le Français Lebon, le gaz hydrogène produit par la distillation du bois servait à éclairer; mais il resta en oubli jusqu'au moment où l'ingénieur Mundoch se mit à l'étudier, et en 1806 il éclairait les fonderies deWatt et Bulton avec le gaz extrait du charbon de terre. Philippe Taylor songea à le tirer des graisses de basse qualité; puis d'autres perfectionnèrent cette invention, qui se répandit bientôt, à tel point qu'elle fournit aujourd'hui l'éclairage à des villes entières.

Les lois de la catoptrique ont été appliquées aux phares. D'abord la lumière y était concentrée au moyen de miroirs paraboliques en métal; mais il en résultait qu'on ne la voyait que dans les directions des rayons parallèles aux axes de lames paraboliques; il en résultait que de grands espaces en restaient privés. Bordier corrigea ce défaut au Havre en 1807 en faisant tourner l'appareil; et l'élipse qui en résulte sert aussi à faire distinguer cette lumière de toute autre. Mais comme ce genre de miroirs perd facilement son poli, on songea à y substituer la réfraction, à l'aide de laquelle la lumière peut également être dirigée. C'est à quoi réussit Fresnel en se servant des lampes Carcel améliorées et de lentilles décroissantes, entourant comme d'anneaux la flamme, qui, en se réfractant, se trouve dirigée de la manière la plus favorable.

Davy appliqua l'une des particularités du phénomène de la combustion à la lanterne des mineurs en l'entourant d'une toile métallique pour les garantir des explosions produites par le contact de la flamme avec les gaz inflammables. Il pensa aussi à préserver de l'oxydation le revêtement en cuivre des navires en ôtant à ce métal, au moyen de clous, la tension électrique produite par le contact avec l'eau de la mer. Mais l'électricité négative laisse s'y déposer une croûte de carbonate terreux sur lequel s'attachent des zoophytes et des mollusques au point de rendre cette doublure inutile.

L'électricité a été appliquée aussi à la médecine; elle l'est aujourd'hui à la métallurgie, pour obtenir la décomposition avec

peu de combustible et sans mercure. Wheatstone l'a employée, après avoir combiné des mécanismes très-ingénieux, à transmettre des signaux à une grande distance, au moyen des deux seuls conducteurs indispensables pour former le circuit d'une pile; la terre peut même être l'un d'eux. De cette manière l'étincelle électrique porte les nouvelles avec la rapidité de la pensée; trois télégraphes électriques viennent de s'établir à travers la Manche; on vient d'en entreprendre un autre qui de Gênes franchira la Méditerranée jusqu'à Alger, en passant par la Corse et la Sardaigne; et l'on ne desespère pas d'en voir un prochainement entre Londres et New-York. L'électro-magnétisme met le feu à une mine, même sous l'eau, et peut-être le verrons-nous éclairer nos villes (1).

Mais aucune application ne peut-être comparée pour ses résultats avec celle de la vapeur. Les anciens n'ignoraient pas que l'eau, en se transformant en fumée, se dilate et acquiert une grande force élastique; en effet, Aristote et Sénèque attribuent les tremblements de terre à une évaparation subite de ce liquide, produite par la chaleur terrestre. Un siècle avant J.-C., Héron d'Alexandrie décrivait une machine correspondante à nos machines à réaction, et c'est peut-être à la connaissance de cette force qu'il faudrait attribuer quelques-uns des prodiges à l'aide desquels les prêtres païens abusaient le vulgaire. Vapeur.

Salomon de Caux, ingénieur normand, a décrit une machine où la force élastique de la vapeur est employée à soulever l'eau (*les Raisons des forces mouvantes*, Francfort, 1815). Mais auparavant Porta avait traité de la manière d'évaluer les volumes relatifs de poids égaux d'eau et de vapeur, bien qu'on n'y voie pas l'intention d'obtenir une force motrice. Un nommé Branca proposa, à Rome, de diriger sur les aubes d'une roue horizontales le courant de vapeur développée par un éolipyle; et, en 1663, le marquis de Worcester d'élever l'eau au moyen de la vapeur (2).

En 1690 Papin décrivait, dans les *Actes de l'Académie de Leip-*

(1) Bunsen, dans ses recherches sur la lumière hydro-électrique, a démontré qu'avec 300 grammes de zinc, 466 d'acide sulfurique et 408 d'acide azotique on produit pendant une heure, pour un prix minime, une lumière égale à 572 bougies de stéarine.

(2) Les mérites respectifs de Héron, de Branca (*le Machine*, 1629), de Florent Rivault, d'Alberti, de Worcester, de Papin sont appréciés dans l'éloge de Watt, lu par M. Arago à l'Académie des sciences le 8 septembre 1834.

sick, la première machine où un piston s'élevait et s'abaissait par l'expansion et la condensation alternative de la vapeur à l'aide du froid. Il ne l'appliquait qu'à puiser de l'eau; mais il comprit combien elle pouvait avoir de puissance, et exposa la manière de l'utiliser pour lui faire mouvoir un axe ou une roue. Il inventa la machine à double effet; et il en fit l'application à la balistique, à la navigation, à d'autres usages encore. Il avait imaginé avant 1710 la machine à vaste pression sans condensateurs; la clavette à quatre fins, le *digesteur*, si précieux pour l'industrie, et la soupape de sûreté.

Savery, capitaine anglais, exécuta en grand, en 1695, une machine à puiser, dans laquelle la vapeur se précipitait, au moyen du jet d'eau froide, sur les parois extérieures du vase métallique. Le serrurier Newcomen, s'étant associé à Savery et au vitrier Cawley, apporta des perfectionnements à la machine de Papin; et dans celle qu'il exécuta en 1705 la condensation est opérée par un jet froid dans le corps même de la pompe.

La soupape nécessaire pour obtenir l'alternative d'expansion et de condensation se fermait et s'ouvrait encore à la main. Henri Potter, jeune garçon employé à cette manœuvre fastidieuse, ajouta des verges de fer au balancier, servant à faire ouvrir et fermer la soupape au moment opportun; ce qui donna à l'ingénieur Brigthon l'idée du triangle vertical se mouvant avec le balancier, tel qu'il est usité aujourd'hui dans les grandes machines. Le volant, inventé par Fitzgérald, vint compléter les moyens proposés par Papin pour changer en circulaire continu le mouvement rectiligne de va-et-vient.

La nécessité de refroidir le cylindre à chaque condensement de la vapeur entraînait une grande déperdition de chaleur. Enfin, Jacques Watt songea à ajouter au corps de pompe une chambre où passe la vapeur, après avoir produit son effet et reçu le jet froid, sans que la température s'abaissât dans le corps de la pompe. En 1769, il obtint un brevet pour cet appareil essentiel du condensateur isolé, et il construisit ainsi les machines à effet simple; puis la machine à double effet en un seul corps de pompe, avec le principe de l'expansion dans un ou plusieurs cylindres, indiqués dans un second brevet de 1782. En 1784, il inventa le parallélogramme détaché pour la machine à double effet, et y appliqua le régulateur à force centrifuge. Le privilége dont jouissait Washborough, comme inventeur de la manivelle coudée, l'empêcha de perfectionner la transfor-

mation du mouvement du balancier en rotation continue.

Lorsque ensuite Murray exécuta, en 1801, les tirants mus par une excentrique, les organes mécaniques de cet appareil se trouvèrent complets.

Le tout ne servait encore qu'à des machines fixes, lorsque, quarante-deux ans après que la première idée s'en était offerte à Papin, Jonathas Hull obtint un brevet pour construire un bateau remorqueur avec la machine de Newcomen. Ce projet n'eut pas de résultat. Mais le Français Perrier en 1775 et le marquis de Jouffroy en 1778 construisirent des bateaux de ce genre : ce dernier en établit même un sur la Saône, ayant quarante-six mètres de long sur quatre mètres cinquante de large, et qui était mû par deux machines. La révolution l'ayant forcé d'émigrer, 1787.
les Anglais prirent les devants; et Miller en 1791, lord Stanhope en 1795, Symington en 1801 continuèrent les tentatives, et firent de continuels progrès. Robert Fulton, né de parents irlandais, dans le comté de Lancastre en Pensylvanie, étant venu en Angleterre pour étudier la peinture sous Westet voyant qu'il n'y réussissait pas, se donna tout entier à la mécanique. Il étudia un nouveau système de canaux sans écluses; puis il se rendit en France et présenta un bateau sous-marin, qu'il appelait *torpedo*, au directoire, qui ne l'agréa pas, non plus que l'Angleterre; mais l'Amérique, qui était alors menacée d'une guerre avec la Fulton
Grande-Bretagne, lui fit un meilleur accueil. S'étant appliqué 1765.
à la navigation à vapeur, Fulton lança sur l'Hudson, en 1807, un premier bâtiment, qui faisait deux lieues à l'heure. Les hostilités ayant éclaté en 1814 entre sa patrie et la Grande-Bretagne, il proposa de construire des frégates à vapeur pour la défense des ports; mais il mourut au milieu des préparatifs.

Cependant sa découverte se propageait. L'Angleterre eut en 1807.
1812 ses premiers bateaux réguliers; la France l'imita en 1816; les autres nations les suivirent, et cette navigation acquit la puissance et les perfectionnements dont nous avons parlé ailleurs (1). En 1841, l'océan Pacifique était sillonné pour la première fois par des bateaux à vapeur (*le Pérou* et *le Chili*), construits en Angleterre pour un service régulier entre Valparaiso 1815.
et Lima. C'est là une application suprême destinée à faire subir 24 février.
un changement complet à la guerre, au commerce et à la marche de la civilisation.

(1) Tome XIII, page 594.

Notre siècle a été caractérisé pas la rapidité des voies de communication. Il a vu en effet, dès ses premières années, les anciennes routes s'améliorer et de nouvelles s'ouvrir, par suite du besoin croissant de se communiquer les produits du sol, de la pensée, de l'expérience; puis, dans une proportion extraordinaire, par l'introduction des chemins de fer.

Routes. Les voies impraticables sur lesquelles il fallait conduire le charbon des mines de Newcastle suggérèrent l'idée de fixer dans toute leur longueur deux lignes de poutres, sur lesquelles les chariots chemineraient plus facilement. Vint ensuite la pensée de couvrir ces madriers de lames de fer, puis d'y attacher des listeaux aussi en fer (1797), à bord extérieur relevé, afin que les roues ne pussent pas dérayer. On en construisit ainsi plusieurs; mais, après 1808, on cannela les roues elles-mêmes, qui s'emboîtèrent sur l'ornière en relief, de fer battu, soutenue par des coussinets assujettis sur des socles en pierre, auxquels on substitua ensuite des poutrelles avec plus d'avantage.

Dès 1769, Watt avait conçu l'idée de faire mouvoir une voiture par la vapeur. L'année suivante, le Français Cugnot en exécuta une dans l'Arsenal de Paris; mais comme il ne connaissait pas la manière de diriger ni de modérer le mouvement de la machine, elle renversa un mur.

En 1805, Trévithick et Vivian, appliquant l'idée bien connue d'une machine à haute pression sans condensateur, firent les premiers essais d'une locomotive sur des rails en fer; l'invention se perfectionna ensuite peu à peu jusqu'à George Stephenson, qui établit en 1814 des locomotives régulières.

La première application en grand fut faite en septembre 1825, sur la route qui conduisait des mines de Darlington au port de Stockton, à une distance de vingt-cinq milles anglais, durant une grande partie desquels les charrois descendent d'eux-mêmes.

Le chemin de fer construit entre Manchester et Liverpool réussit encore mieux. Ces deux villes communiquaient auparavant par deux canaux qui, bien que très-incommodes, avaient rapporté énormément aux actionnaires; les nombreuses difficultés que présentait son exécution furent vaincues, et l'ouverture s'en fit le 15 septembre 1830, sous la direction de Stephenson : les machines, dociles à l'impulsion du conducteur, faisaient de quarante à cinquante kilomètres par heure. Sept années après, une locomotive de Sharpe et Roberts parcourait cent kilomètres dans le même espace de temps.

La France a commencé par le chemin de Saint-Étienne à Lyon, dont la longueur est de quarante-cinq milles; et les chemins de fer ne tarderont pas à sillonner toute la surface du pays. La Belgique, rendue à son indépendance, a fait de ses différentes villes comme des faubourgs de sa capitale; la Prusse réunit par un réseau du même genre les États de l'Allemagne; l'Autriche se rattache la Hongrie, la Bohême, le royaume lombardo-vénitien; la Russie s'en sert pour effacer les immenses distances de son empire. En Amérique, les chemins de fer auront non-seulement facilité, mais encore ouvert des communications entre des contrées isolées; ils ont été construits dans des proportions gigantesques, comme sur un sol vierge; et, depuis que les diverses compagnies ont confondu leurs intérêts, une seule route conduit de Portsmouth (*New-Hampshire*) à la Nouvelle-Orléans, sur un espace de dix-huit cent milles sans interruption.

Là encore se manifeste l'utilité de la paix, de la liberté d'industrie, de la sûreté des relations. Les États-Unis ne commencèrent qu'en 1817 le premier canal d'Érié; et au commencement de 1848 ils avaient terminé 25,880 kilomètres, tant en canaux qu'en chemins de fer. A la fin de 1842, on parcourait librement 7,000 kilomètres de canaux et autant de *rails-ways*, distribués sur 24,700 myriamètres carrés, peuplés de dix-huit millions d'âmes. La Grande-Bretagne, qui a commencé depuis un siècle ses travaux publics, a sur 3,120 myriamètres carrés, habités par vingt-sept millions d'âmes, 4,500 kilomètres de canaux et 4,000 de chemins de fer; la France, 4,350 kilomètres de canaux et 1,750 de chemins de fer sur 5,277 myriamètres, avec une population de trente-quatre millions et demi d'habitants. Ces deux pays, en y réunissant même la Belgique (1) et la Hollande, n'arrivent donc pas à égaler les travaux faits en vingt-cinq années par les Américains pour leurs voies de communication. Cependant le fer est rare chez eux, car ils doivent tirer les barres d'Angleterre; la main d'œuvre est chère, et les capitaux peu abondants: mais ils ont su y apporter une économie extrême, et s'occuper de l'utilité beaucoup plus que de la beauté des constructions. (2)

(1) En Belgique on a 700 kilomètres de chemins de fer; pour les créer, la depense a été peu considérable, attendu l'égalité du sol, l'abondance et le bas prix du fer et du charbon de terre. Cependant l'intérêt est au plus de 4 pour cent.

(2) En France, aujourd'hui 1er mars 1855, 4,724 kilomètres de chemin de fer sont livrés à la circulation; et en outre 6,763 kilomètres sont en construc-

La locomotion à vapeur est une invention qui date encore de peu d'années ; on peut donc y espérer des améliorations qui obvieront aux dangers les plus graves, feront surmonter les pentes, et parcourir des courbes d'un faible rayon ; cette découverte ne sera éminemment sociale qu'autant qu'elle pourra être employée sur les routes ordinaires, et servir même aux particuliers.

On a fait beaucoup de recherches sur l'effet de la vapeur produite par d'autres liquides que l'eau, ou sur les gaz permanents soumis à l'action de la chaleur. Une machine mue par l'acide carbonique a opéré à Londres, dans le Tunnel, sous la direction de l'ingénieur Brunel ; mais ce qu'elle procurait d'économie était plus que compensé par la corrosion des métaux. Il paraît en outre que les vapeurs qui proviennent des fluides exigent une quantité de chaleur égale pour produire la même force motrice, et que par suite ce n'est pas la peine de changer, du moins en grand, le fluide, qui, ne coûtant rien, comme l'eau, est commun partout et généralement répandu (1). Wronski voit là (*Nouveau système des machines à vapeur*) « une nouvelle et bienfaisante finalité de la création, » qui nous offre les plus grandes difficultés vaincues et les périls diminués.

Ainsi l'homme puise dans un réservoir intarissable et universel une force motrice beaucoup plus considérable que celle

tion, ou au moment d'y être, les compagnies étant organisées et les fonds étant faits. Total 11,487 kilomètres.

En Angleterre, au 1er janvier 1854, 12,364 kilomètres étaient livrés à la circulation : ce nombre ne saurait s'élever aujourd'hui à moins de 13,000 kil., et on peut estimer ceux en construction à 7,000 kilom. Total 20,000 kil.

Aux États-Unis, au 1er janvier 1855, 30,400 kilomètres étaient livrés à la circulation, et en outre 25,000 kilomètres sont en construction, ou à l'état d'entreprise sérieuse. Total 56,000 kilomètres.

Quoique l'appréciation du revenu soit difficile, on peut dire qu'en France il y a peu de chemins de fer qui ne donnent dix pour cent du pair des actions. Quelques-uns donnent près de quinze pour cent. Orléans donne encore plus par rapport au prix d'*émission*.

En Angleterre, les compagnies qui ont cinq pour cent pour le capital fourni par les actionnaires s'estiment fort heureuses.

En Amérique, les revenus sont variables ; cependant ils sont en général supérieurs au taux des dividendes anglais. C'est ordinairement de sept à huit pour cent, quelquefois neuf et plus. C'est à l'obligeance de M. Michel Chevalier que je dois ces renseignements. (A. F. Didot.)

(1) Ceci n'est pas exact : les liquides dont le point d'ébullition est peu élevé, s'ils sont plus chers que l'eau, n'exigent pas autant de combustible pour produire la même force expansive ; ainsi on a fait à Toulon l'essai d'un navire mû par la vapeur d'éther, et cet essai a réussi : il donne une économie de plus d'un tiers sur le combustible. (Am. R.)

qui est nécessaire pour obtenir le charbon et l'eau qui la produit, ce qui assure son empire sur le globe.

Que dire des étonnantes applications de la vapeur aux machines? En 1792, on calculait que toutes les machines qui existent en Angleterre faisaient le travail de dix millions d'hommes; en 1827, ce chiffre s'élevait à deux cent millions, à quatre cents en 1833. Dans les filatures, les broches qui faisaient cinquante tours à la minute en font aujourd'hui huit mille. Dans une seule fabrique, à Manchester, il en tourne cent trente-six mille, qui, en travaillant ensemble, filent par semaine un million deux cent mille écheveaux de coton. A New-Lamark, Owen produit chaque jour, avec deux mille cinq cents ouvriers, autant de fil qu'il en faudrait pour faire deux fois et demie le tour du globe. La *Jenny-mull* tire d'une livre de coton un fil de cinquante-trois lieues de longueur, ce que ne pourrait faire la main la plus habile. Dans le seul comté de Lancastre, on fournit chaque année aux manufactures de calicots autant de fil qu'en pourraient préparer avec le fuseau vingt et un millions de fileuses.

En résumé, la vapeur produit déjà la force de plus de dix millions de chevaux ou de soixante millions d'hommes, et pourtant elle n'est encore qu'à ses débuts.

Plusieurs ouvrages de force ne pourraient absolument s'exécuter sans cet agent. Il faut aux mines de Cornouailles cinquante mille chevaux pour en retirer l'eau, c'est-à-dire trois cent mille hommes; une seule mine de cuivre y emploie une machine à vapeur d'une puissance de plus de trois cents chevaux, et, pendant vingt-quatre heures qu'elle opère sans relâche, elle exécute le travail d'un millier de chevaux (1).

L'homme est donc arrivé désormais, avec l'aide de la vapeur, à dessécher des marais, à tarir des puits et des mines, à faire jaillir des fontaines, à distribuer l'eau, dans des villes comme Paris et Londres, aux étages les plus élevés. Il construit, il domine les mers et les vents, il parcourt la terre avec une vélocité impossible aux moteurs animaux; il creuse des ports et des canaux, trace une direction aux fleuves; il pourra couper des montagnes et combler des vallées, fendre les isthmes qui joignent et séparent les grands continents, rattacher à de grands centres les populations disséminées. En un mot, l'homme se rapproche

(1) En 1845, la France possédait 4,319 machines à vapeur, dont la force était de 62,950 chevaux-vapeur, c'est-à-dire 188,847 chevaux de trait, et 1,321,929 hommes. C'est à peine la douzième partie de ce qu'en possède l'Angleterre.

chaque jour davantage de l'homme, et soumet la surface du globe à son pouvoir. Qui sait s'il ne pourra point par la suite pénétrer plus avant dans ses profondeurs.

Non plus comme force mécanique, mais comme agent physique et chimique, la vapeur est employée dans d'autres opérations, comme le blanchiment, le tannage, la teinture, le chauffage des appartements, la concentration de la gélatine et des sirops, la purification des matières animales et des métaux. Dans les établissements où on l'emploie de cette sorte, on la fait servir aussi à éteindre les incendies; et elle pourra devenir l'agent le plus puissant de la technologie moderne.

Source de richesse dans la paix, la vapeur pourra être dans la guerre un auxiliaire formidable. Déjà les troupes peuvent se transporter rapidement où il en est besoin, ce qui diminue le besoin d'en entretenir beaucoup sur pied et de multiplier les garnisons. Les siéges et les batailles, tant sur mer que sur terre, changeront peut-être de face au moyen de tels agents. Si Perkins a tenté vainement d'appliquer la vapeur aux canons par impulsion directe, son système ne pouvant servir que pour des boulets pesant moins de quatre livres, Madelaine a proposé de faire opérer des volants dont les balles, à la fois fortes et élastiques, lanceraient l'un après l'autre des projectiles pesant jusqu'à huit kilogrammes. Peut-être viendra-t-on à s'en servir pour donner à l'artillerie l'agilité qui lui est si nécessaire, ou pour lancer contre l'ennemi des masses qui en rompent l'ordonnance, comme les chars armés de faux des anciens. Ce sont encore là des moyens peu importants, comme il arrive de toute invention nouvelle appliquée à un vieux système jusqu'à ce que vienne l'homme de génie qui apercevra la possibilité d'une innovation radicale. Alors ce nouveau mode de destruction rendra les batailles plus décisives, et par suite les guerres plus courtes et plus rares, de telle sorte qu'elles apporteront moins d'interruption aux progrès de la civilisation et aux améliorations matérielles.

L'application de la vapeur est la plus grande de notre siècle, et peut-être n'est-elle pas la dernière. L'invention des chemins de fer à propulsion atmosphérique, par Samuel Clegg et Saumda, fait disparaître les plus grandes difficultés et écarte les dangers de ce genre de locomotion. Enfin l'électricité et le magnétisme se trouvent partout dans la matière à l'état latent, et la science cherche déjà à en tirer parti pour se créer un moteur nouveau et d'une extrême puissance.

CHAPITRE XXXVII.

PHILOSOPHIE — SCIENCES SOCIALES. — UTOPIES.

Kant, si original qu'il fût, n'avait fait, comme tous les grands métaphysiciens, que substituer l'étude de la connaissance même à celle de son objet; persuader à l'esprit qu'il donne ce qu'il semble recevoir, et qu'il impose aux choses ses propres formes pour les traduire en connaissances; de telle sorte que nous ne connaissons des objets que le seul phénomène, tandis que les choses proprement dites ne sont conçues que par l'intelligence. Dédaignant l'expérience et voyant que le monde sensible ne suffit pas pour satisfaire l'homme, Kant aspira à pénétrer dans ces réalités premières qui échappent aux sens et dans lesquelles doit se trouver pourtant la raison dernière de tous les phénomènes. Il parvint ainsi à l'idéalisme critique transcendant, et imprima un caractère particulier à la philosophie allemande, quoique d'autres que lui en aient déduit des systèmes différents du sien, et y aient emprunté des armes et des matériaux en faveur du scepticisme, auquel il prétendait l'opposer.

Ses disciples se sont mis à la recherche de cet inexplicable qui se trouve au point de départ de toutes nos connaissances, et s'appliquent à imaginer des hypothèses là où les éléments positifs manquent sur des questions qui ne sont pas du domaine de l'expérience. Nicolaï, se moquant des obscurités de Kant, proclama l'examen individue len sapant tout ce que le protestantisme avait conservé de positif. Krug voulut raffiner le criticisme, et s'efforca de prouver que la raison n'est satisfaite ni en tirant du réel originaire la science de l'*être* ni en la tirant de l'*idéal;* il faut donc, selon lui, partir du lien originaire de l'*être* et du *savoir* dans la conscience (*synthétisme transcendant*). Philosopher, c'est s'observer soi-même pour se connaître, et se mettre ainsi en paix au dedans de soi et avec soi, d'où il suit que, dans la philosophie, le sujet qui connaît et l'objet à connaître ne font qu'un. Le principe réel de la connaissance est le *moi;* les faits de la conscience réduits en idées en sont les principes matériels, et les lois de l'activité humaine les principes formels.

D'autres philosophes, à la suite de Henri Schulze (Enesidemus), déduisirent de la critique le scepticisme en soutenant qu'il ne peut exister aucune philosophie théorétique comme science des causes premières, aucun criterium suffisant de la correspondance de notre notion avec les objets réels.

Fichte. Fichte admet pour seule vraie la philosophie critique; mais celle de Kant ne lui paraît pas une critique pure. Or, il entreprend d'établir systématiquement et en elle-même la théorie de la connaissance; il veut découvrir la science des sciences, et dans cette science un principe suprême, absolu dans la forme pour la science, absolu dans le fond pour l'être, principe et des choses en elles-mêmes et de la méthode qui le fait connaître. Se livrer à sa recherche, c'est s'élever au-dessus de l'esprit humain, confondre l'existence avec la connaissance, le principe réel avec le principe didactique.

Ce principe est le moi pensant; or, tandis que dans l'expression de Descartes la pensée ne faisait qu'attester l'existence, chez Fichte, en pensant qu'il pense, il se réalise lui-même : l'existence n'est pas une induction, mais une production de la pensée; elle est cause et effet, et s'affirmer équivaut à se créer.

Ce principe est complété par deux autres, dont l'un, absolu quant à la forme et déduit quant au contenu; l'autre, absolu dans le contenu et dérivé quant à la forme, sert à concilier les premiers; ce qui rend la synthèse complète. La méthode et la science dérivant de la même source, la première ne fait que représenter la seconde, et elles finissent par s'identifier. Le *non-moi* existe, mais le *moi* seul le connaît, c'est dire qu'il n'existe qu'au moyen du *moi :* on n'arrive aux choses objectives qu'en vertu des nécessités subjectives de la morale.

En voulant donc donner un fondement au criticisme sans sortir de l'analyse transcendante, Fichte agrandissait l'abîme qui se trouve entre l'intelligence et la nature; il absorbait toute chose dans la subjectivité, dans la conscience; de telle sorte que hors du *moi* aucune chose n'existe qu'à titre de limite du *moi,* limite posée par le *moi* lui-même (*idéalisme subjectif*). Mais, au lieu de voir dans le *non-moi* une production du *moi,* on pouvait voir dans le *moi* une forme essentielle et typique du *non-moi.* Le monde idéal et le monde réel deviendraient ainsi identiques, et les différents états dans lesquels nous concevons la réalité objective ou subjective, matérielle et intellec-

tuelle ne seraient que des degrés ou des formes de l'être (*idéalisme objectif absolu*).

Ce fut là la conclusion de Schelling. Les procédés connus jusqu'à présent n'expliquent pas comment de l'unité peut sortir le multiple, et *vice versa*. Il faut donc une philosophie dans laquelle les deux choses se réunissent. Telle est l'*identité absolue* du subjectif avec l'objectif, et cette identité caractérise l'absolu, ou Dieu, pour qui être et connaître sont identiques; de là le parallélisme constant qui se manifeste entre les lois de l'intelligence et celles du monde. Schelling.

Il n'existe qu'un seul être identique, et les choses diffèrent en quantité, mais non en qualité, attendu qu'elles sont une manifestation de l'être absolu sous une forme déterminée, et qu'elles existent uniquement en ce qu'elles participent de lui. Cette manifestation de l'absolu se fait par les correspondances et les oppositions, qui se révèlent diversement dans le développement total, où prédomine tantôt l'idéal, tantôt le réel. La science qui recherche ce développement est l'image de l'univers en tant qu'elle déduit les idées des choses de la pensée fondamentale de l'absolu, d'après le théorème de l'identité dans la variété. La philosophie consiste précisément dans cette construction dont le plan général offre en tête l'absolu, se manifestant en nature dans les deux ordres relatifs, le réel et l'idéal. Sous la force de gravité, il est matière; mouvement, sous celle de la lumière; vie, sous celle de l'organisme; science, sous celle de la vérité; religion, sous celle de la bonté; art, sous celle de la beauté. Au-dessus, comme formes réfléchies de l'univers, sont l'homme et l'État, le système du monde et l'histoire.

La diversité une fois supprimée, la religion et la morale sont impossibles : Schelling fait pourtant de sa doctrine la base de la croyance à un Dieu. La vertu est l'état de l'âme se conformant à la nécessité interne de sa nature. Le bonheur n'est pas un accident de la vertu, mais la vertu elle-même, et la moralité est la tendance de l'âme à s'unir à son centre. L'ordre social s'obtient par une existence commune, conforme au type divin. L'histoire est dans son ensemble une révélation de Dieu, qui se déroule dans une progression continue.

Ainsi Fichte avait dit que du subjectif naît l'objectif, mais sans le démontrer; Schelling croit qu'on peut aussi partir de la nature pour arriver au *moi*; de là une double philosophie, la

philosophie transcendante et la *philosophie de la nature*. Cette dernière prend son point de départ du *moi*, libre, un, simple, pour en déduire la nature diverse, nécessaire ; l'autre soutient le contraire : toutes deux tendent à expliquer les unes par les autres les forces de la nature et de l'âme, d'où il semblerait résulter que les lois de la nature se rencontrent en nous comme lois de la conscience, et que celles-ci se retrouvent dans le monde extérieur comme lois de la nature.

Ce que l'on admira dans l'identité de la nature de Schelling ce furent la liaison des parties et la largeur des applications, la manière dont elle embrassait le cercle entier des spéculations humaines en effaçant la différence entre les notions empiriques et les notions rationnelles ; aussi eut-elle une grande influence sur la théologie, l'histoire, la médecine, la philologie, l'art, la mythologie et principalement sur l'esthétique, ce dont elle fut redevable aux Schlegel : d'autres philosophes en tirèrent des paradoxes, se livrèrent à l'exaltation ou à des extravagances mystiques ; Schelling lui-même proclama trois périodes religieuses : la doctrine de Pierre, c'est-à-dire la doctrine catholique ; celle de Paul, c'est-à-dire le protestantisme ; celle de Jean, c'est-à-dire l'école mystique.

Hégel. 1770-1832. George Hégel, de Stuttgard, détermina une réaction aride et scolastique contre la forme poétique et séduisante de Schelling. Critique profond, il ne se fia pas à la vision directe, à celle que Schelling appelle l'intuition intellectuelle, qui conduit quelquefois à la vérité, mais par une voie peu assurée ; et il réduisit la philosophie à une science que la dialectique peut embrasser, science de la raison, qui, contenant en soi tous les principes particuliers, acquiert par l'idée la conscience d'elle-même et de tout ce qui est. La philosophie a été placée jusqu'à présent dans trois positions par rapport à la vérité objective : métaphysique dogmatique, philosophie critique et empirique, et philosophie du sentiment ou du savoir immédiat, laquelle circonscrit la pensée dans la vérité finie, en abandonnant l'infini à la foi. Hégel, les répudiant toutes trois, soutient que notre connaissance de l'absolu se fonde sur la pensée procédant de la logique. Il distingue donc la philosophie en *logique*, science de l'idée en soi et pour soi ; en *philosophie de la nature*, science de l'idée qui se retrouve elle-même au dehors, et en *philosophie de l'esprit*, science de l'idée qui de l'extérieur rentre en elle-même. L'identité du subjectif avec l'objectif forme le *savoir absolu*, au-

quel l'esprit doit s'élever, et qui consiste à croire que l'être n'est que l'idée en elle-même.

Cette nouvelle psychologie montre donc les évolutions par lesquelles l'esprit parvient à se reconnaître pour l'absolu. Kant voudrait qu'avant de se livrer à des investigations métaphysiques on en examinât l'instrument. Hégel trouve là un cercle vicieux, attendu qu'on ne peut entreprendre cet examen qu'avec la pensée elle-même. Il commence donc par la logique, dans laquelle il embrasse non-seulement les formes de la pensée subjective, mais encore toute la métaphysique. La logique est la science de la raison pure, de la vérité considérée en elle-même; par conséquent elle est aussi la science de Dieu, dont elle approfondit les mystères. Les philosophes ont erré en distinguant le contenu et la forme de la connaissance métaphysique, et en ne considérant comme réel que ce qui est sensible tandis que la raison, réalité de la réalité, est tout à fait substantielle. En un mot, « ce qui est réel est rationnel, ce qui est rationnel est réel. »

Hégel substituait ainsi la logique à la métaphysique et à la critique, système pour lequel l'absolu est non-seulement le principe, mais la matière; et il la divisait en *objective*, c'est-à-dire de l'être, et en *subjective*, c'est-à-dire de l'idée. L'objet de la philosophie est la vérité; Dieu est la seule vérité, la seule réalité; donc l'objet absolu de la philosophie est Dieu. Une connaissance purement subjective de l'être ne suffit pas; mais on doit lui donner une valeur nécessairement objective. Le but final de la science est de concorder avec la réalité; c'est l'expérience interne et externe.

Dieu est l'essence générale des phénomènes qui s'offrent à la pensée. La pensée procède de l'expérience, et lui imprime le caractère de nécessité; elle s'élève ainsi à l'absolu, et elle assume non plus les phénomènes présentés par l'expérience, mais les idées, les catégories, les notions qu'elle représente. La philosophie doit précisément enlever aux faits de l'expérience le caractère de données immédiates, et leur imprimer la forme de nécessité; ce qui n'est pas possible ni réel dans la représentation ou dans le sentiment, mais seulement dans la pensée. Hégel, de cette façon, relie la philosophie et l'histoire de la philosophie : l'une, développement de la pensée dans son propre élément, et l'autre, représentation de ce développement sous la forme des faits.

L'histoire de la philosophie est celle des découvertes de la pensée sur l'absolu qui en est l'objet. La religion est la conscience de la vérité telle qu'elle convient aux hommes, quel que soit leur degré de culture intellectuelle : mais la connaissance scientifique de la vérité est un autre mode de conscience, qui exige un travail dont peu d'hommes sont capables. La religion ne peut subsister sans la philosophie, ni celle-ci sans la première. Tout ce qu'il y a de sublime et d'intime a été éclairci dans les religions, dans les philosophies, dans les arts sous des formes plus ou moins pures et nettes, parfois même sous des formes arides. Le contenu réel demeure toujours jeune, les formes seules vieillissent. Les philosophies précédentes sont donc les dépôts plus ou moins purs de toutes les vérités concernant le droit, la cité, la morale, la religion; notre savoir est le fruit des siècles passés; la tradition nous a fait ce que nous sommes; mais en nous en assimilant la substance nous la transformons, à l'aide d'éléments nouveaux. Hégel attaque en conséquence les catholiques et les piétistes, et il enseigne que le christianisme doit passer à l'état de philosophie, et « prendre conscience de lui-même. »

On peut donc le considérer comme un disciple de Descartes, mais avec plus de cohésion dans sa méthode. S'accordant avec Schelling pour faire reposer la philosophie sur la connaissance de l'absolu, il s'en éloigne pour la méthode; et tandis que le premier regarde la logique comme une science d'un ordre inférieur, Hégel répudie cet abus de « l'imagination productrice, » et ramène la philosophie du style dithyrambique à la forme scientifique. Selon Schelling, l'intuition intellectuelle précède toute connaissance, et résulte d'une inspiration; Hégel la croit conquise par la science.

Ainsi, plus encore que Kant, il réduit les conceptions de la raison en instruments de la connaissance, en règles pour ramener la connaissance multiple à l'unité, à laquelle Hégel sacrifie toutes les existences.

Cette métaphysique de l'idéalisme objectif absolu est spécialement remarquable par les applications qui en ont été faites à la philosophie pratique et à la jurisprudence (1). La moralité est une harmonie de l'homme avec la nature. La raison de la volonté, munie d'une activité extérieure, produit l'action et

(1) Principalement par Gans, mort très-jeune à Berlin.

l'action doit être déterminée par la notion de la différence qui existe entre le bien et le mal. La volonté est donc sa fin à elle-même et dans la moralité l'intuition est distincte de l'acte.

Quant à la religion, l'idéalisme d'Hégel tend à nier le monde spirituel non moins que le monde physique. Dieu n'est pas distinct du monde, attendu qu'il est la vie, l'âme, l'esprit et le mouvement universel; il n'a pas d'existence personnelle, et il ne doit la conscience de lui-même qu'à la pensée humaine. C'est là un spinosisme évident, sauf que le panthéisme n'en est pas matériel, mais spiritualiste. Il anéantit ou Dieu ou l'immortalité de l'âme; et c'est renverser les principes de la moralité que de n'admettre ni liberté ni différence réelle entre le bien et le mal.

Hégel attribue à l'homme les prérogatives de la Divinité, non toutefois à l'individu, mais à l'homme collectif, au genre humain contemporain, ordonnateur de l'univers et comme lui indestructible. Or, l'homme collectif étant toujours et partout constitué en sociétés politiques appelées États, il en déduit sa théorie de l'État-Dieu, dans lequel l'individu est absorbé comme les nations le sont dans le monde, et comme l'est le monde dans l'esprit.

Le droit a sa racine dans l'intelligence, et part de la libre volonté, par laquelle nous lui attribuons une forme; la réalité subjective a une histoire représentée par la famille, par la société civile, par l'État, par l'histoire du monde. La famille se développe sous trois aspects : le mariage, la propriété, l'éducation. La société, unie par les besoins, par le travail, par les échanges, établit la loi du droit, c'est-à-dire la justice. L'État est l'expression la plus élevée de la volonté et de la liberté, le monde la formule la plus élevée du droit; et la substance de l'esprit universel s'y développe dramatiquement, dans l'art comme image et miroir, dans la religion comme sentiment et représentation, dans la philosophie comme pensée, dans l'histoire du monde comme résultat vivant et intelligent de tout ce qui est extérieur.

L'histoire est le développement de l'esprit universel dans le temps; l'histoire politique en particulier est le progrès de la conscience et de la liberté.

Un peuple n'existe dans l'histoire du monde qu'autant qu'il représente une idée nécessaire, *époque* durant laquelle les autres n'ont ni force ni droit contre lui. Cet esprit du monde

s'est réalisé dans quatre principes. Le premier fut la manifestation immédiate de l'esprit universel, forme substantielle, où l'unité gisait presque ensevelie dans sa propre existence. Vint ensuite la conscience de la substance, qui produit le sentiment, l'indépendance, la vie, l'individualité sous forme de beau moral. Puis parut le développement plus profond de la conscience dans l'opposition entre une universalité abstraite et une individualité plus abstraite. Lorsque cette opposition a cessé, surgit le quatrième principe, consistant dans la possession de la vérité concrète des choses, de la vérité morale. Telle a été la série parcourue par les peuples orientaux, puis par les Grecs, par les Romains, enfin par les Allemands (1).

Hégel donne à la philosophie du droit un caractère inconnu d'élévation et de rigueur. Il dit que l'État est la société, ayant conscience de son unité et de son but moral, qu'elle est portée à atteindre par une seule et même volonté : aussi c'est à Hégel que se rattache l'école historique de la jurisprudence. Lorsque auparavant on représentait la législation comme l'origine du droit positif, la nouvelle école, ayant à sa tête Savigny, proclama la soumission au pouvoir de fait, et soutint que l'État ne doit pas être édifié, mais être considéré comme rationnel. Chaque peuple a des facultés primitives et des besoins particuliers, d'où naît le droit qui lui convient; et comme le langage ne saurait naître du hasard, de même les lois ne sauraient naître du caprice du législateur; mais elles sont des expressions de la conscience rationnelle. Les jurisconsultes doivent se borner à connaître les croyances communes sur lesquelles elles reposent; le législateur a rendu obligatoire le droit positif, qui naît des besoins intimes de la société. Les législations spontanées sont donc préférables aux constitutions rédigées, et c'est un attentat que de faire des codes.

Hardis penseurs et concentrés comme ils le sont, les Allemands, peuple élu de la philosophie, associant la science avec la vie, lorsqu'ils se sont attachés à une idée, y ramènent tout; ils en imposent la physionomie à la science et à l'art, et soutiennent leur doctrine à l'aide d'un vaste appareil de connaissances positives, surtout en ce qui concerne l'histoire, l'antiquité, l'ancienne philosophie, les sciences naturelles. Nous avons déjà déploré l'abus qui en a été fait dans les choses religieuses; mais

(1) *Voyez* tome I, page 29.

la force qu'en tire la pensée finira par le triomphe de la vérité. Fichte a puisé dans son système des idées originales relativement au droit, dont il a fait une science indépendante, entièrement appuyée sur le principe de la liberté et de l'individualité; et, en ce qui touche à la morale, il a ravivé les idées stoïques du devoir pur et désintéressé.

Comme le criticisme, entraîné par le préjugé exclusif de la connaissance démonstrative et médiate, paraissait écarter toute notion du supra-sensible, Henri Jacobi opposa à la philosophie systématique la croyance et le sentiment; il prétendit fonder la connaissance philosophique sur une espèce d'instinct rationnel, un savoir de sentiment immédiat, une perception directe de la vérité; sentiment intérieur, sur lequel il fonde aussi la morale. Cette « théorie du sentiment et de la croyance » (*réalisme spirituel*) trouva des partisans parmi les nombreux esprits qui sentent le besoin d'élever la nature humaine au-dessus des aridités spéculatives; mais elle conduisit facilement au mysticisme.

L'école supra-naturaliste, s'apercevant que la seule logique aboutit inévitablement au panthéisme, s'efforça de réhabiliter la liberté humaine; et elle soutint avec Baader, qui contribua beaucoup au changement de Schelling, avec Heinroth, avec Eschenmayer que la religion est le complément indispensable de nos facultés naturelles; que l'âme peut recevoir la notion de Dieu, mais non la créer; et qu'elle l'a reçue lorsque Dieu se fut révélé à l'homme pour satisfaire les vagues et profonds désirs dont il est tourmenté. Selon H. Wronski, le monde, dans son développement progressif et uniforme, parcourt deux époques, l'une physique, l'autre rationnelle; et entre elles deux une phase intermédiaire, mêlée de nature matérielle et de nature spirituelle, l'une soutenue par l'expérience, l'autre par la connaissance et le sentiment; attendu que la réalité de l'homme ne peut se manifester qu'au moyen de la connaissance et du sentiment.

Ainsi nous voyons fonder uniquement la connaissance sur le témoignage des choses extérieures, et les uns se borner à l'expérience, tandis que d'autres se basent seulement sur la conscience et s'en tiennent à la révélation. Le premier système identifie la pensée avec la matière; il ne reconnaît que l'action matérielle, l'intérêt; le langage a été une fixation arbitraire de la pensée; il n'y a pas eu dans le monde d'intention finale ni

d'ordre providentiel, et les êtres périssent. La théorie du sentiment porte, au contraire, à croire que l'homme a été créé immortel avec la conscience, et capable d'un savoir absolu; les esprits supérieurs, dégénérés, ont été l'occasion du péché; la matière du monde physique est une modification produite par le Créateur; c'est de lui que dépendent tous les actes, et le langage est le moyen de communication de la pensée humaine et le symbole de la révélation.

Le premier système est le sensualisme de Locke et des Écossais; le second est l'idéalisme des Allemands. Mais certains principes de la raison humaine s'opposent à la domination absolue de l'un ou de l'autre, et ils doivent se concilier dans le *vrai absolu*, c'est-à-dire en Dieu. La philosophie a déjà mis en lumière l'*être* et le *savoir*, c'est-à-dire le principe matériel et le principe spirituel; Kant a proposé le problème de l'*absolu*, pour la solution duquel il faut parcourir toutes les régions de la connaissance humaine, afin de remonter à la religion révélée (*messianisme*), qui seule peut ouvrir le mystère de la création.

Ainsi les critiques et les idéalistes tombent également dans l'excès. On ne peut l'éviter qu'au moyen d'un réalisme rationnel qui remette l'intelligence en harmonie avec l'univers, sans absorber l'un dans l'autre: c'est dans cette voie qu'il faut chercher le progrès pour qu'il affermisse, c'est-à-dire pour qu'il ne poursuive pas une œuvre de destruction (1).

Dans les autres pays, les philosophes se sont traînés, partie sur les traces de Locke, partie sur celles de Kant, en croyant innover; d'autres se sont donnés pour créateurs en faisant un choix dans leurs emprunts à différents écrivains.

Anglais. L'Angleterre s'est tenue au sens commun de l'école de Reid. Ce philosophe réduit la philosophie à la science de l'esprit humain, et cette science à l'histoire naturelle des phénomènes. Elle distingue les vérités de sens commun, c'est-à-dire évidentes par elles-mêmes, de celles de la raison, qui ne deviennent évidentes que par le raisonnement. Elle s'étend donc beaucoup sur les prémisses; mais elle ne conclut pas, ou elle ne le fait qu'avec timidité. Elle observe ce qui est, au lieu de découvrir ce qui devrait être; elle ne crée rien, mais elle prétend cons-

(1) Dès 1836, l'Institut avait proposé pour sujet l'examen critique de la philosophie allemande. Le prix n'a été décerné qu'en 1845. Les mémoires n'ont pas encore été publiés.

tater, et ne rien laisser sans explication. Brown et Dugald Stewar (1) ont continué cette école.

En France, la révolution fut le produit du sensualisme, et les philosophes qu'elle fit surgir continuèrent à le soutenir comme le dernier mot de la science. Volney, qui conclut de l'étude des *ruines* au néant des religions, composa un catéchisme dont les règles sont la conservation de l'individu et la jouissance. Destutt de Tracy, tirant les dernières conséquences que Condillac avait esquivées en sa qualité de prêtre, réduit l'idéologie à la pensée, et celle-ci à la sensibilité, qui est la cause et la forme de toutes les facultés de l'âme, le criterium de l'esprit dans l'état de santé, enfin la règle du bien et du mal. *Il faudrait*, disait-il, *extraire de Cabanis et de moi un petit catéchisme populaire, et le répandre à profusion.* Cabanis s'exprimait ainsi : *Il n'est pas besoin de prouver que la sensibilité physique est la source de toutes les idées et de toutes les habitude. Personne n'en doute plus parmi les gens instruits.*

De Cabanis sortit l'école des physiologistes, qui ont converti le principe de l'activité passive de Condillac en un principe purement physique, en faisant découler les idées et les habitudes de la sensibilité exercée au moyen des nerfs; en expliquant les faits mélangés d'intelligence et d'organisme à l'aide de la simple économie animale, et en réduisant la pensée à une opération cérébrale. Cabanis avait dit, non pour faire une comparaison, mais avec le sérieux d'un docteur, que le cerveau est un organe spécialement destiné à produire la pensée, comme le ventricule et les intestins à déterminer la digestion; les impressions sont les aliments du cerveau, et elles cheminent vers cet organe comme les aliments vers l'estomac : la nourriture, en tombant dans l'estomac, l'excite à la sécrétion; de même les impressions, en arrivant au cerveau, le font entrer en activité : les aliments tombent dans l'estomac avec leurs qualités propres et en sortent avec des qualités nouvelles; de même les impressions arrivent au cerveau absolues, incohérentes; mais le cerveau, lorsqu'il est entré en action, réagit sur elles, et les renvoie transformées en idées. D'où il conclut, *avec certitude*, que le cerveau digère les impressions, et fait organiquement la sécrétion de la pensée.

Cette théorie fut soutenue par Lamarck, qui regardait l'homme

(1) Tome XVII, page 496.

comme le dernier anneau d'une chaîne progressive d'organisation, et par Broussais, qui, voulant établir le matérialisme sur la physiologie, supposa, à l'aide des théories déduites par Bichat, que les tissus sont composés de fibres : lorsque celles-ci se contractent, il en résulte l'*excitation;* si cette dernière est excessive, elle produit l'*irritation*. L'anatomie démentait cette fibre contractile du système nerveux; Broussais n'en voulut pas moins expliquer par elle les actes intellectuels. Une excitation de la pulpe cérébrale produit les perceptions; mais, non content de cela, il déduit de la même origine le jugement, la comparaison, la volonté. Lorsqu'il parle de ces facultés, les mots d'âme, d'intelligence et d'esprit lui échappent à chaque instant. Or, que fait-il? il y ajoute quelques points, comme un temps d'arrêt ou une correction, et il y joint une périphrase, qui révèle plutôt le désir que la possibilité d'échapper à une contradiction perpétuelle (1). Il dit qu'après avoir reconnu que le pus, accumulé à la surface du cerveau, détruit nos facultés et qu'elles réapparaissent lorsqu'il est évacué, il n'a pu les concevoir que comme des actions du cerveau. Il déclamait avec fureur contre les nouveaux professeurs de métaphysique, les déclarant en état d'irritation cérébrale, et soutenant qu'il n'appartient qu'aux médecins d'examiner ce qui se rapporte aux phénomènes intellectuels. Tous les sectateurs de Gall se rattachent à cette école (2). Ainsi la science devenait un instrument d'impiété, soit en construisant avec Lamarck l'histoire naturelle sans Dieu, sans l'homme social ou religieux, ce qui était un pur épicuréisme; soit en établissant le panthéisme avec Oken, et en supposant que le monde est un grand animal.

Déjà, au milieu des saturnales de la révolution, c'est-à-dire dès 1795, Saint-Martin, *le philosophe inconnu*, avait jeté le gant aux doctrines matérialistes alors dominantes. De Bonald, le premier, enseigna que le langage est nécessaire pour inventer le langage; avant Royer-Collard, il ébranla le trône de Condillac en proclamant qu'on ne peut connaître les choses

(1) Pour Platon aussi la parole et la pensée sont une même chose, sauf que la pensée est une parole en dedans de l'âme et qui n'est pas proférée par des sons : Οὔκουν διάνοια μὲν καὶ λόγος ταὐτὸν, πλὴν ὁ μὲν ἐντὸς τῆς ψυχῆς πρὸς αὐτὴν διάλογος ἄνευ φονῆς γιγνόμενος, τοῦτ' αὐτὸ ἡμῖν ἐπονομάσθη διάνοια *Soph.*

(2) *Voy.* page 314.

supra-sensibles que par une illumination d'en haut ; il rappela la philosophie à l'étude de l'homme, formé à l'image de Dieu, pur et innocent, et qui peut redevenir tel par la prière. Il soutint que les inégalités sociales sont le résultat de la chute originelle, et accepta la révolution avec le religieux effroi qu'inspire aux âmes méditatives la vue de la justice divine. De Maistre appelle Saint-Martin « le plus instruit, le plus sage et le plus élégant des théosophes modernes. » Les formules gnostiques dont s'enveloppait ce théosophe le firent considérer comme un visionnaire. En effet, il admettait dans le christianisme des doctrines exotériques ; et il se crut sérieusement un voyant, un inspiré, dépositaire de vérités qui n'avaient point été communiquées à d'autres.

De Maistre explique le gouvernement temporel de la Providence, l'existence du mal, l'origine des idées et du langage, en un mot les problèmes fondamentaux de la philosophie en supposant une révélation primitive de la parole et des idées, obscurcie ensuite par la chute de l'homme. Il compare sans cesse les dogmes de la révélation avec les acquisitions de la simple raison naturelle, et réduit la science à la foi (1).

Bonald rapporte à la théorie du langage jusqu'aux questions 1753-1840.
qui paraissent s'y rapporter le moins. Les idées entrent dans l'esprit au moyen de la parole : l'homme n'est donc que tradition et autorité, « intelligence servie par des organes. » L'homme pense sa propre parole ; il ne pourrait donc penser sans elle (2) : Dieu seul peut la lui avoir donnée ; et Dieu ne saurait avoir voulu que l'homme demeurât quelque temps dans l'état brutal d'un être muet. En la lui révélant, il lui révéla aussi les idées qu'elle exprimait ; la société fut établie au moyen du double secours d'une règle de conduite et d'une règle de croyance, première et indispensable révélation qui constitua le pouvoir religieux et le pouvoir politique.

La première vérité révélée par la parole fut : *Tout a une cause*, puis : *Entre la cause et l'effet il y a nécessairement un terme moyen ;* axiomes féconds. De Bonald voit partout la Trinité, et il invoque dans les gouvernements l'unité de constitution, l'uniformité d'administration, l'union entre les hommes.

(1) *Voy*. tome XVIII, page 355.

(2) Par exemple : « Les objets sont perçus par notre intelligence... je veux dire que nous percevons les objets. »

Cette unité équivaut pour lui à la monarchie absolue, où Dieu, le prêtre et le fidèle constituent les trois personnes de la société religieuse; le père, la mère et le fils, celles de la société domestique; le roi, le noble et le peuple, celles de la société politique. La loi est aussi pour lui l'expression de la volonté générale; mais la volonté générale est celle de Dieu, manifestée par la religion, attendu que tout pouvoir politique vient de Dieu, représenté par le pouvoir religieux. La première condition du pouvoir, c'est d'être inamovible; le plus complet est celui des papes, vicaires de Dieu, et il serait à désirer que leur suprématie fût généralement reconnue. Le dogme *impie et insensé* de la souveraineté populaire a été la cause de la révolution. On a retenu ce mot de Bonald : *La littérature est l'expression de la société.*

1847. Ballanche déduit de l'autorité et de l'origine supérieure du langage le perfectionnement graduel de l'esprit humain. L'homme a reçu par la parole et par les organes la foi et la vérité, et il est devenu l'instituteur de ses enfants, qui eux-mêmes ont instruit leur descendance. La tradition primitive répandue dans diverses traditions spéciales a eu trois manifestations, orale, écrite, imprimée; religion d'abord, puis raison, et enfin science. L'homme en dehors de la société est seulement en puissance d'être; par la société il devient perfectible, et à l'aide du raisonnement et de l'intelligence il doit triompher des forces de la nature, dans une initiation durant laquelle il faut mériter par la foi et par le travail. Se repose-t-il, il est vaincu.

Le péché et l'expiation sont donc les clefs de l'histoire de l'humanité; hommes, familles, peuples vont de la décadence à la régénération par des initiations successives. Les initiateurs sont les patriciens, qui conservent les dernières paroles d'une tradition expirante. Les plébéiens n'ont pas d'existence propre; mais ils arrivent par des épreuves multiples à posséder la conscience, puis la vie civile, enfin la vie politique, d'où résulte l'égalité, dans laquelle disparaît le patricien. La plèbe est le symbole de l'humanité, qui se forme d'elle-même.

C'est là ce que Ballanche expose dans sa *Palingénésie sociale*. Il retrace dans l'*Orphée* les siècles antéhistoriques, et les cinq premiers siècles de Rome dans la *Formule générale appliquée à l'histoire du peuple romain*. Dans la *Cité des expiations*, il esquisse l'avenir, lorsque, après l'abolition de la peine de mort,

les criminels seront réunis dans une ville pour y être corrigés par des expiations graduelles. Il enjambe donc par-dessus l'histoire positive, et s'abandonne à l'élégie comme on est porté à le faire dans un monde où « il n'y a de réel que les larmes. »

Bonald avait abattu le sensualisme; de Maistre avait appliqué la doctrine à l'ordre théologique, et cherché à mettre les foudres de Grégoire VII dans les mains de ses paisibles successeurs, tâche aussi peu réalisable que de faire endosser l'armure de Charlemagne au dernier empereur d'Allemagne; vint Lamennais, qui combattit la religion individuelle; il reprocha à la philosophie de n'admettre d'autre certitude que l'évidence, tandis que la théologie n'accepte d'autre évidence que celle de l'autorité. Il voudrait les concilier toutes deux, en prouvant à la philosophie l'évidence de l'autorité, qui ne résulte pas de la raison privée, mais du sentiment universel du genre humain. Or, comme le genre humain a toujours cru les dogmes consacrés par l'Église catholique, celui qui ne prétend pas donner sa propre raison comme supérieure à celle de toute l'humanité doit avoir foi en cette Église.

Il abolissait donc la raison individuelle au nom de la raison générale, et établissait l'autorité pour règle des jugements.

Gerbet joignit à ces idées la formule des progressistes, et considéra la philosophie comme une science fondamentale et infinie, attendu qu'elle aspire à la sagesse infinie : les autres systèmes se condamnent mutuellement, selon lui, parce qu'ils opposent le limité au limité, le doute au doute; la religion seule offre l'unité universelle. Il voit trois modes dans le mouvement humanitaire : le *cycle*, qui répond au panthéisme; le mouvement rétrograde, acte de désespoir; le *progrès*, qui, seul vrai et rationnel, est le propre du christianisme seul, lequel par le dogme de la grâce établit le gouvernement divin de la liberté humaine.

Bautain nie aussi que la raison humaine puisse s'élever à la connaissance du premier principe sans le langage, ni s'exercer sans des axiomes, qu'elle est obligée d'admettre sous peine de s'annihiler. En conséquence, la philosophie, dont le but est de nous fournir des vérités fondamentales sur la raison, l'origine et la fin de l'homme, ne peut être que la parole de Dieu révélée, qu'il faut admettre comme vérité antérieure à toutes les autres. Les vérités métaphysiques ne diffèrent pas des vérités théologiques, et la science de l'homme est la science de Dieu.

Comme on fait arme de tout en France, ces théories deve-

naient des armes pour le gouvernement ou pour l'opposition. L'école théologique est pour les législations spontanées, pour l'autorité domestique, pour les hiérarchies du moyen âge, pour la variété ; il faut prescrire les lois, mais non pas les écrire, tant qu'il s'agit de refaire la société. Lorsqu'elle est ramenée à l'état normal, il faut les écrire, mais non les prescrire, et ne pas empêcher, par la législation scientifique, les développements de la législation spontanée. Pour l'école sensualiste, les lois spéculatives *à priori* suffisent pour donner à la société une physionomie et des penchants opposés même à son état antérieur : l'homme voit facilement ce qui lui est avantageux, et il peut se perfectionner indéfiniment ; le passé n'est point un titre à considérer : l'avenir s'ouvre à toute espérance hardie. Ces doctrines étaient considérées par le libéralisme d'alors, entièrement négatif et destructeur, comme l'expression des idées généreuses, uniquement parce qu'elles étaient en opposition avec les théologiens et avec le gouvernement.

La révolution avait proclamé des dogmes absolus ; elle fut combattue de la même manière. Mais tout à coup une troisième école prétendit s'élever entre les deux partis extrêmes et les soumettre au libre examen. Déjà, parmi les idéologues, Maine de Biran avait aperçu quelque chose qui différait de la sensation ; Condillac avait nié l'activité personnelle de l'âme, la concevant comme une table rase, qui ne fait qu'enregistrer les empreintes transmises par les sens. Mais comment et à quelle condition nous connaissons-nous nous-mêmes, sinon comme cause sans cesse agissante ? De quelle manière puis-je me comprendre moi-même, sinon en me distinguant de ce qui n'est pas moi ? Pour cette opposition, il est nécessaire d'agir et de réagir ; d'où il suit que tout fait de conscience suppose l'activité du moi. Biran concluait de là que l'âme est un principe essentiellement libre et actif ; il établit la perception interne immédiate, attribua à la volonté une sphère plus étendue que l'effort musculaire, et il aida ainsi à rétablir la philosophie sur la psychologie. Laromiguière, bien que partisan de Condillac, admit aussi l'esprit, et distingua le sentiment de la pensée. Royer-Collard décrivit l'intelligence d'après Reid et la volonté selon Biran ; et, quoique expérimentaliste et psychologiste, il répudia le pur matérialisme.

Kant expose l'origine des idées et de notre connaissance avec autant d'assurance que si lui-même en avait été le créateur.

Mais vient-il à en rechercher la réalité et la certitude, il n'a plus que des doutes; de telle sorte que, partant de l'affirmation la plus positive, il arrive à la négation universelle. Faire disparaître cette contradiction, c'est-à-dire concilier ce qui est inconciliable, telle fut la tâche entreprise par l'éclectisme, au nom de la *spontanéité de l'intelligence*. C'est ainsi que M. Cousin, représentant et historien de cette école, a appelé le développement de la raison antérieur à la réflexion, le pouvoir qu'elle a de saisir en un instant la vérité, de la comprendre, de l'admettre sans savoir s'en rendre compte. En effet, nous ne commençons pas par la science, mais par la foi en la raison, dans laquelle tout existe. Puis, en agissant, cette pensée instinctive nous offre notre existence propre, celle du monde, celle de Dieu et les catégories de la raison.

L'erreur n'est qu'une vérité incomplète, convertie en vérité absolue (1) : aucun système n'est faux; il y en a beaucoup d'incomplets (2). Ainsi tout est vrai pris en soi, mais peut devenir faux si on le prend exclusivement. L'erreur a aussi son utilité, c'est la forme de la vérité dans l'histoire (3). La philosophie, qui est un produit nécessaire de l'esprit humain, a pour tâche de rassembler ces parcelles de vérité.

L'école éclectique se fonde donc sur l'observation appliquée aux phénomènes de la conscience; elle ne prétend rien exclure, mais, au contraire, choisir ce qu'il y a de mieux dans chaque système. Cependant pour distinguer le mieux ne faut-il pas avoir l'idée première du bien? C'est à ce système débile que correspond en politique le juste milieu, et en histoire l'école fataliste. En effet, l'histoire est fatale, ajoute M. Cousin, et tout y est bien; car tout mène au but marqué par la Providence (4). Chaque époque est constituée par un des éléments de la raison humaine, qui sont l'infini, le fini, le rapport. Le premier se voit en Orient, le second en Grèce, le dernier dans l'Occident; et

(1) Cours de 1828, VIIe leçon.

(2) *Fragments philosophiques*, tome I, page 48.

(3) Cours de 1828, leçons VI et VII.

(4) « L'histoire est une géométrie inflexible... C'est parce que Dieu ou la Providence est dans la nature que la nature a ses lois nécessaires... Si l'histoire est le gouvernant, le Dieu rendu visible, tout est à sa place dans l'histoire; et si tout est à sa place, *tout y est bien;* car tout mène au but marqué par une puissance bienfaisante... Je regarde l'idée de l'optimisme historique... comme la plus haute idée à laquelle la philosophie soit encore parvenue. » *Introduct. à l'hist. de la philosophie*, leçon VII, pages 36-40.

un pays, un peuple, un homme ne devient grand qu'autant qu'il sert fatalement à l'un de ces éléments. Le grand homme est l'expression invincible d'une pensée qui vit dans une nation; c'est un système fait homme; il doit exprimer la généralité du peuple, au-dessus duquel s'élève uniquement sa puissante individualité. La gloire est le jugement de l'humanité sur un de ses membres, et l'humanité n'a jamais tort (1). Or le caractère du grand homme est de réussir : on peut avoir pitié du vaincu, mais on doit toujours prendre parti pour le vainqueur; il est juste, il est moral, il est le représentant de la vérité (2).

Chacune des trois époques se subdivise en deux périodes : de la spontanéité et de la réflexion, de la foi et de la critique, de la religion et de la philosophie. Dans la première on croit; dans l'autre la science se détache de la croyance, et forme les systèmes philosophiques, classés par les lois de la raison humaine, selon la manière dont elles considèrent la nature, sous le rapport sensualiste, idéaliste, sceptique ou mystique, quatre routes qui seules peuvent conduire à la solution du problème de la philosophie.

Cette école eut son utilité en ce qu'elle étudia les différents auteurs, multiplia les traductions, et offrit moins défigurée la pensée de chaque école historique. Une vivacité ingénieuse, de l'élégance, la connaissance du monde, une piquante familiarité rendent les philosophes français attrayants et utiles; mais ils manquent d'originalité et de cette construction scientifique qui est l'habileté des Allemands. Aussi ont-ils donné, dans ces dernières années, d'excellentes histoires des philosophies partielles plutôt que des systèmes.

(1) « Qu'est-ce que la gloire? Le jugement de l'humanité sur un de ses membres. Or l'humanité a toujours raison. Les grands résultats; tout le reste n'est rien. » Leçon X.

(2) « Le caractère propre, le signe du grand homme, c'est qu'il réussit. Si le vaincu excite notre pitié, il faut réserver notre plus grande sympathie pour le vainqueur, puisque toute victoire entraîne infailliblement un progrès de l'humanité. » Leçon X.

« Il faut être du parti du vainqueur; car c'est toujours celui de la meilleure cause, celui de la civilisation et de l'humanité, celui du présent et de l'avenir, tandis que le parti du vaincu est toujours celui du passé... La victoire et la conquête ne sont pas autre chose que la victoire de la vérité du jour sur la vérité de la veille, devenue l'erreur d'aujourd'hui... J'ai absous la victoire comme nécessaire et utile; j'entreprends de l'absoudre comme juste; j'entreprends de démontrer la moralité du succès... Tout est parfaitement juste en ce monde. » Leçon IX.

Cependant la jeunesse, fatiguée de négation, appelait une rénovation et une doctrine réorganisatrice; c'est pourquoi à l'école théologique du passé et à l'école éclectique du présent succéda celle de l'avenir, qui donna un grand développement aux idées religieuses après les avoir combattues d'abord. Les uns s'attachent à un christianisme mitigé, et remettent en honneur la scolastique de préférence aux méthodes grecques. D'autres, au contraire, attaquent vigoureusement la psychologie au nom d'une philosophie humanitaire, et considèrent comme un progrès le catholicisme, pour qui le temps est venu de faire place à un progrès plus grand encore. Chateaubriand a proclamé que « le christianisme deviendrait philosophique sans cesser d'être divin, et que son cercle flexible s'étendrait avec les lumières et la liberté, la croix continuant toujours d'en marquer le centre immuable. » Lamartine enseigne « une foi chrétienne, fondée sur la religion générale, ayant pour organes la parole, pour apôtre la presse, pour dogme Dieu un et parfait. » Bref, chacun eut son symbole religieux, preuve que tous sentaient que la pure raison ne suffit pas pour satisfaire toutes les facultés humaines.

D'autres toutefois continuèrent, même après la philosophie du progrès, à se montrer sensualistes. Charles Comte, en traitant *De la législation*, aboutit au dogme de l'utilité et à fonder les sciences morales sur la seule expérience. Auguste Comte, dans la *Philosophie positive*, établit que toutes les sciencse passent par trois phases, théologique, scientifique, positive; que cette dernière est la phase définitive de l'intelligence humaine, et il envisage tous les phénomènes comme sujets à des lois naturelles invariables.

L'Italie avait été préparée par Soave au sensualisme de Condillac, bien que ce système fût combattu par des philosophes plus sérieux. De ce nombre furent Gerdil, qui, partisan de Malebranche, soutint que l'idée de l'être ne pouvait dériver des sens, et qu'elle est cependant une idée formée; Falletti, qui substitua à la loi de la sensibilité celle de la raison suffisante de Leibnitz et l'idée générale de l'être déduite du *moi* pensant; Draghetti, qui conçut une doctrine plus complète sur les facultés de l'âme en la fondant sur l'instinct moral et sur la raison; Miceli, qui, repoussant l'*Ontologie* de Wolf, devança Schelling dans l'idée d'un nouveau système des sciences; Pino, dont la *Protologie* a pour but la recherche d'un *premier*, non subjectif, mais réel, et fondement de la science. En même

Philosophes italiens.

temps Palmieri et Carli combattaient les conséquences du sensualisme appliqué à la religion et au droit public. Ils furent peu écoutés, et ils n'empêchèrent pas les Italiens d'accueilir l'idéologie mesquine de Tracy, à laquelle le traducteur ajouta un catéchisme moral tout à fait empirique. Le pseudonyme Lalebasque soutint, dans la *Généalogie de la pensée*, que la sensation était l'idée.

Romagnosi fut aussi empirique, bien que dans un sens large, en recherchant les *causes assignables;* tellement qu'il a l'air d'un spiritualiste. Chez lui la morale n'est pas distincte du droit. Il rendit à cette dernière science des services remarquables en résumant la doctrine du siècle précédent dans la *Genèse du droit pénal*, et dans le *Droit public universel*, où il s'applique à cette philosophie politique qui néglige les accidents pour envisager ce qui est substantiel, et qui ne s'occupe pas d'aujourd'hui, mais du lendemain.

Tamburini, répudiant comme impuissants le sensualisme et la morale de l'intérêt, tirait l'obligation morale du besoin de la perfection inné chez l'homme; il réfuta toutefois le progrès indéfini de Condorcet. Il est oublié aujourd'hui, de même que ses doctrines ecclésiastiques. Mais d'autres ont tenté de concilier l'expérience avec la raison, persuadés que de leur accord seul peut résulter un système basé sur la vérité.

Pour Mamiani la méthode philosophique est tout, et chaque réforme résulte du changement et du progrès qui la modifie. Il faut reconnaître que la différence entre la science et la vérité consiste dans la méthode; la science n'est, en dernier lieu, que la vérité méthodique; et toute discussion philosophique peut se réduire à une question de méthode. Le temps, c'est-à-dire l'esprit humain, fait toujours un choix; et il emploie ce qu'il y a de vrai dans chaque méthode pour accroître ses richesses; le reste est emporté par le temps. Au dire de Mamiani, les anciens Italiens connurent la vraie méthode; et celui qui la ferait revivre restaurerait la science; d'où il faudrait conclure que les conclusions extrêmes de la philosophie rationnelle doivent coïncider avec les maximes du sens commun. Dans cette restauration du passé, il est d'accord avec le P. Ventura, qui ressuscite la scolastique, afin d'identifier la philosophie avec la révélation.

L'éclectisme universel de Poli diffère de l'éclectisme français en ce qu'il ne tire pas ce qu'il y a de vrai dans les systèmes dis-

cordants, mais en ce qu'il met en rapport entre eux les deux principes suprêmes de l'empirisme et du rationalisme. Il ne trouve pas, comme Cousin, tous les systèmes vrais; au contraire, il les croit tous imparfaits; il répudie l'art du syllogisme, et aspire à l'originalité (1).

Pascal Galuppi, philosophe expérimentaliste, n'étudie pas 1817.
seulement des éléments objectifs de la connaissance, mais encore l'esprit humain, qui s'élève en méditant du conditionnel à l'absolu, par l'effet de l'intuition immédiate du raisonnement établi sur les notions acquises. L'identité et la diversité sont des éléments subjectifs de nos connaissances. Il y a donc des vérités primitives d'expérience intérieure; elles ne procèdent pas d'un pur empirisme ni des principes *à priori* de Kant, mais de la subjectivité même de l'esprit, comme ses lois originelles. La conscience, la sensibilité, l'imagination, l'analyse, la synthèse, le désir, la volonté sont des facultés élémentaires. La conscience et la sensibilité fournissent à l'esprit l'objet des pensées; l'imagination reproduit les perceptions; l'analyse isole les objets; la synthèse les groupe; la volonté mène et dirige les opérations synthétiques et analytiques, en formant ainsi l'édifice des connaissances humaines. Dans la doctrine morale, Galuppi admet des jugements pratiques *à priori*, comme le ferait le précepte : *Fais ce que tu dois;* et il place la loi morale dans la droite raison, qui dirige la volonté vers notre bien-être en nous indiquant les actes qui peuvent produire ou empêcher le bonheur. Telle est sa tentative pour renouveler parmi les Italiens la critique de l'entendement, avec des forces inférieures à celles de Kant et au milieu de trop d'entraves locales.

Les deux philosophes les plus originaux de l'Italie sont strictement catholiques et franchement adversaires de l'empirisme qui domine dans les écoles et dans les sciences appliquées. Antoine Rosmini Serbati, de Roveredo, renverse avec une logique irrésistible les systèmes des écrivains précédents, qui, en recherchant l'origine des notions indispensables pour former un jugement, ou refusent trop ou exigent trop. Il démontre qu'il n'est nécessaire d'admettre comme innée que l'idée de la possibilité

(1) Les étrangers sont dans l'habitude de ne pas même nommer l'école italienne : Poli a réclamé en sa faveur dans les notes étendues qu'il a ajoutées à sa traduction de Tennemann, où il classe même les penseurs modernes de l'Italie non en littérateur, d'après les formes extérieures, mais d'après leur tendance intime.

de l'être; que cette idée, unie à la sensation, suffit pour former toutes les autres, ainsi que l'intelligence et la raison humaine. Cette première perception intuitive de l'être en général est la source de la certitude; les sceptiques ne peuvent supposer qu'elle soit une illusion; c'est donc la vérité elle-même, et elle engendre la connaissance des corps, celle de nous-mêmes, celle de Dieu, celle de la loi morale, lien du monde idéal avec le monde réel, de la vie théorique et spéculative avec la vie pratique. Il a fait des applications de ce principe à l'anthropologie, à la morale, au droit, à la théodicée; et il continue de les étendre de manière à en faire résulter cet ensemble sans lequel il est difficile de juger un système. Il a droit dès à présent à la reconnaissance de l'Italie pour le mouvement nouveau qu'il a imprimé à la pensée philosophique, qu'il a dégagée de ses entraves et de l'empirisme.

Son adversaire le plus décidé est Vincent Gioberti, de Turin. Il prétend substituer à la méthode psychologique, qu'il regarde comme la cause de la décadence actuelle de la philosophie, la méthode ontologique de Leibnitz, de Malebranche, de Vico; cependant ces derniers philosophes se sont engagés dans une voie faussée par Descartes, qui, nouveau Luther, a substitué le libre examen à l'autorité catholique. En conséquence Gioberti établit un principe ontologique dans lequel sont comprises en puissance toutes les notions possibles, et il l'exprime par cette proposition : *L'être crée les existences.* Dans cette proposition, le premier membre est une réalité absolue et nécessaire, le dernier une réalité contingente; et le lien entre eux est la création, acte positif et réel, mais libre. Voilà trois réalités indépendantes de notre esprit; voilà l'affirmation du principe de substance, de celui de cause, de l'origine des notions transcendantes et de la réalité objective du monde extérieur. Il en déduit l'encyclopédie entière en assignant à l'être la philosophie, à l'acte de la création les mathématiques, et aux existences la physique.

L'idée de l'être comme *premier psychologique* est acceptée par Gioberti; mais il ne suffit pas qu'elle soit seulement possible : il croit au contraire qu'il est illogique de faire naître l'idée de la réalité de celle de la possibilité; et, en supposant que celle-ci existe sans l'autre, on arriverait au nihilisme ou au panthéisme. Il supprime donc tout intermédiaire, dans l'intuition de l'absolu, entre l'esprit créé et l'être en qui sont objectivement

toutes les idées. Il veut que l'intuition de l'esprit humain soit dans l'être divin, idéal, réel, qui crée, tandis que Rosmini représente l'intuition comme idéale de sa nature, et établit le réel comme but du sentiment. Il en résulte que notre esprit n'a pas directement l'intuition de Dieu, et que l'idée de l'être, en lui représentant l'être comme possible et universel, ne lui fait pas distinguer le nécessaire du contingent, tandis que le sentiment de la réalité divine appartient à un état au-dessus de la nature. On connaît les applications étendues qu'il a faites de cette doctrine.

Mais l'homme n'a pas besoin seulement de connaître, il veut aussi aimer: l'ordre de la raison est accompagné et souvent modifié par l'ordre de la sympathie; car les œuvres précèdent la démonstration. C'est pourquoi, tandis que la philosophie théorétique court à la recherche de la vérité absolue, la philosophie pratique atteint la justice et la bonté. Nous avons toujours vu les spéculations influer grandement sur la réalisation pratique; c'est ce qui ne pouvait manquer dans notre siècle. Après avoir dit que toutes nos connaissances dérivaient de la sensation, Locke aurait dû en induire que le sentiment moral est dans l'utilité, c'est-à-dire dans l'intérêt ou dans le plaisir. Il ne le dit pas, parce qu'il fallait que toutes les croyances fussent sapées avant d'arriver à établir la morale sur l'intérêt, comme le fit Jérémie Bentham en confondant la raison et le sentiment et en prenant pour un fait éternel ce qui est particuliier au temps, dernier pas de l'école matérialiste en révolte contre l'idéalisme chrétien. Juristes. Bentham. 1748-1832.

Bentham n'eut jamais pour bréviaire que l'école d'Helvétius, et jamais il ne conçut un doute sur la doctrine de l'égoïsme, qu'il y puisa et qu'il prêcha dans le cours de sa longue existence. Son pays lui montrait la légalité, jamais le droit; il n'y avait donc pas moyen de le réfuter lorsqu'il appliquait aux lois de sa patrie un critérium quelconque. Il combattit Blakstone, qui leur donnait pour base un contrat entre les nobles, le roi et le peuple, et il leur donna pour règle suprême l'utilité générale. Ce point une fois adopté, il se trouva plus fort que ses rivaux, et poursuivit sa route sous l'influence du philanthropisme tempéré par la métaphysique du temps. Il ne veut pas que la justice se rende au nom du roi, ce qui est un reste de la féodalité; chaque tribunal doit être compétent pour tout; un seul juge vaut

mieux que plusieurs; point de vacances, des juges amovibles; publicité de l'accusation et de la défense; point de monopole d'avocats; point de jury en matière civile; des codes clairs et absolus. Il prit parti pour la révolution française; mais pouvait-il faire écouter son système d'égoïsme au milieu des admirables sacrifices de ce grand mouvement? Il se retira donc en Angleterre; et il cultiva avec non moins de persévérance que de foi ses doctrines, qu'il vit se répandre surtout en Amérique.

Dans l'*Introduction aux principes de morale et de législation*, Bentham remonte aux principes philosophiques de ses opinions: n'envisageant les actions que du côté social, il perd de vue leur côté moral ou individuel, et il fait reposer uniquement la différence des actions sur leur plus ou moins d'utilité. Il se rattache ainsi à Épicure et à Hobbes. La légitimité d'une action, sa bonté, sa moralité ne signifient que son utilité. L'intérêt de l'individu est la plus grande somme de bonheur à laquelle il puisse atteindre, l'intérêt de la société la somme des intérêts de tous ses membres.

A cet intérêt s'opposent et l'ascétisme, qui conseille des actions causant du déplaisir, et *vice versa*, et la sympathie ainsi que l'antipathie, qui nous font déclarer une action bonne ou mauvaise pour des raisons indépendantes de ses conséquences. L'homme n'agit donc que par calcul d'intérêt, et la science ne peut que lui enseigner à bien faire ce calcul, la législation à bien balancer les plaisirs et les peines qui résultent d'une loi, et à combattre les causes qui dérangent cette économie. Il n'y a donc pas de devoir: « la vertu n'est un bien que pour les plaisirs qui en dérivent, le vice un mal que pour les peines qui en résultent (1); le droit dérive simplement de la loi. » Bentham réduisit ces sentences, déjà proclamées par d'autres, en système et en pratique; et toute son originalité consiste dans l'application qu'il en fait à une échelle des plaisirs et des peines. Les mauvais sujets, pour lui, sont des gens qui calculent mal; et, pour leur faire mieux établir la balance, il faut changer l'organisation des prisons (*Panopticon*). Bentham traita, après Dragonetti, de la vertu et des récompenses. Mais les services pour lui constituent la vertu, et la peine n'est juste qu'autant qu'elle sert à empêcher le délit. Reniant l'histoire, ne connaissant point de diversité de temps ni de nation, il croit à une législation absolue et fondée

(1) *Législation civile et pénale*, t. II, p. 4.

sur des règles égales pour tous : en conséquence, son code est « un corps méthodique et permanent de toutes les règles d'action. » Il proclame la libre concurrence, plus de colonies, plus d'entraves à l'usure, des écoles publiques, liberté absolue pour les discussions des chambres.

Mais comment fonder quoi que ce soit avec son seul sensualisme, ou passer de l'intérêt privé à l'intérêt général? Aussi, plein d'incohérence, il admit non-seulement les plaisirs de l'âme, mais jusqu'à ceux de la piété et les jouissances religieuses « provenant de notre conviction de posséder la faveur de la divinité; » et il se figurait prendre ainsi l'homme tel qu'il est. « Donnez-moi les affections humaines, joie, douleur, plaisir, déplaisir, et je créerai le monde moral; je produirai non-seulement la justice, mais encore la générosité, le patriotisme, la philanthropie, toutes les vertus aimables ou sublimes, dans leur pureté et leur exaltation (*Déontologie*). » Comme si les affections étaient séparées des pensées! Sa confiance éclate dans ces paroles; et en effet il était convaincu que son code, n'offrant ni lacunes, ni obscurités, ni difficultés, deviendrait universel, et qu'il serait le législateur de l'avenir : *Je voudrais*, disait-il, *que chacune des années qui me restent à vivre fût transportée à la fin de chacun des siècles à venir pour être témoin de l'efficacité de mes ouvrages.*

Il voulut en mourant être utile à l'humanité, et il abandonna son cadavre aux anatomistes.

L'Assemblée constituante avait proclamé que le peuple est un grand individu, et le monde civilisé un seul peuple, dont les diverses nations sont les provinces; que l'humanité est une seule nation, qui doit être régie par la loi de justice et de liberté; que la politique est distincte de la morale, mais ne lui est pas opposée. Elle avait cependant essayé en vain de donner un code de droit international (1); or ce droit ressuscita bientôt, réglé par la force et les conventions. Nous avons vu plus tard la sainte alliance s'employer à réaliser ce concert, ce à quoi elle a réussi.

Cependant la science politique était étudiée théoriquement. Tracy, dans le *Commentaire sur l'esprit des lois* reconnaît deux seuls modes de gouvernement, le national et le spécial : celui où les gouvernants sont faits pour la nation, et celui où la na-

(1) *Voy.* dans la biographie de Mirabeau.

tion est faite pour les gouvernants; distinction empirique, et pourtant plus réelle que celle de Montesquieu.

Quelques-uns proposèrent, dans une vue d'économie, les gouvernements à bon marché en supprimant la magistrature héréditaire. Partout où le peuple est appelé à prendre part à l'administration, le problème capital du pouvoir est l'élection. Certains républicains font reposer, avec J.J. Rousseau, la puissance dans le nombre (1); d'autres n'accordent le droit de représentation qu'aux propriétaires. Mais la foi dans l'autorité ayant péri, il est demeuré impossible d'établir le dogme de la souveraineté; et la majorité qu'on lui a substituée, c'est-à-dire la moitié plus un, est une base mobile et vacillante, selon le caprice de cette majorité. C. L. Haller tenta une *restauration de la science politique*, où l'on peut trouver du moins la réfutation des auteurs précédents. Nous en avons exprimé ailleurs notre jugement. Dans son *Traité de philosophie politique*, ouvrage très-étendu (Londres, 1845, 4 vol.), lord Brougham passe en revue cinquante formes de gouvernement. Il fait découler avec Bentham le droit de commander et le devoir d'obéir non d'un contrat primitif, mais de l'utilité du plus grand nombre (*expediency*); de là résulte l'espèce de bascule où le peuple et le souverain se font contre-poids, ainsi que le droit réciproque de résistance, qui est la base des constitutions libérales de ces dernières années. Il traite mieux les questions vitales de la société civile actuelle; le gouvernement représentatif, la liberté de la presse, les armées sur le pied de guerre ou de paix, comme aussi les discussions parlementaires, le scrutin secret, la répartition des droits électoraux, la durée du mandat, les incompatibilités, le tout sous le rapport théorique et pratique, et en pouvant citer les expériences qu'il a été à même de faire sur le plus grand théâtre.

Les questions de droit politique ont été agitées sur les champs de bataille et dans les conférences plutôt que par les écrivains,

(1) Fichte partage cette opinion; mais, en reconnaissant la forme républicaine comme la plus rationnelle, il en fait dépendre l'application de l'esprit public des nations, et ne la croit possible que là où le peuple a appris à respecter la loi pour elle-même. Toute constitution est légitime, pourvu qu'elle favorise le progrès général et le développement des facultés de chacun. L'idéal de la perfection sociale consiste dans un accord de toutes les volontés à la loi de la raison, de telle sorte que chacun travaille au salut commun et que l'activité de tous aboutisse à l'avantage de chacun.

parmi lesquels il ne s'est élevé aucun auteur classique. Mackintosh cependant a donné, dès 1797, le plan d'un cours de droit naturel et des gens; et il est à regretter qu'il ne l'ait pas exécuté lui-même. Il le définit la science qui fait connaître les droits et les devoirs des hommes et des États; embrasse aussi toutes les règles de morale, en tant qu'elles régissent la conduite réciproque des individus dans les différents rapports de la vie, la soumission des citoyens aux lois, l'autorité des magistrats dans la législation et le gouvernement, les rapports des nations indépendantes en temps de paix et les limites que doivent avoir leurs hostilités. Tout en louant Grotius et Puffendorf. il appelle un nouveau système de droit international, attendu que le langage de la science est tout à fait changé, et que chaque siècle veut recevoir l'instruction dans sa propre langue. Maintenant une philosophie plus modeste et plus simple s'est répandue; la connaissance de la nature humaine s'est accrue; des pays inconnus ont été visités, et les cent fleuves de la science se sont réunis en un seul, ce qui fait que l'histoire est un musée où l'on peut étudier toutes les variétés de notre nature. La guerre est devenue moins cruelle, surtout à l'égard des prisonniers; l'instruction pratique s'est enrichie des dernières expériences (1).

On pourra malheureusement opposer à ces progrès vantés des violations effrontés; la guerre poussée avec un acharnement farouche; les prisonniers de guerre torturés sur les pontons anglais et dans les neiges de la Sibérie; le blocus et le droit de visite étendus dans des proportions inouïes (2).

La science de la législation, dégagée des misères et des atrocités d'autrefois, s'est occupée des origines du droit pénal et des applications de la jurisprudence. Filangieri et Beccaria, s'appuyant plutôt sur les sympathies que sur la raison, au lieu de poser pour l'avenir une base inébranlable, voulurent émouvoir le lecteur par de vives images en faveur de l'humanité souffrante. Kant avait établi le droit de punir sur ce principe, que chacun soit rétribué selon ses œuvres; et il porta sa sévérité jusqu'à l'inflexible talion. Zacharie corrigea cette sévérité mons-

(1) Tous les systèmes contemporains sur la politique et le droit se trouvent exposés dans la *Philosophie du droit*, par STALH.

(2) Les derniers événements ont été considérés dans leurs rapports avec le droit des gens par l'Américain H. WHEATON, *Progrès du droit des gens en Europe*, et par Maurice DE HAUTERIVE, *Progrès que le droit des gens a faits en Europe depuis la paix de Westphalie.*

trueuse en réduisant toutes les peines à la privation de la liberté, attendu que tout délit est un attentat à la liberté d'autrui. Mais bientôt vint la *Théorie de l'amendement*, de Henke, qui, refusant aux tribunaux la possibilité d'apprécier la culpabilité intérieure, et par suite de proportionner la peine à la perversité du coupable, veut qu'on se borne à le réformer. Après lui Weber et Schulze assignèrent pour but à la société le perfectionnement moral de l'homme; d'où il suit que l'État a le droit de punir la violation des préceptes qui résultent d'une telle obligation. Romagnosi rechercha l'origine métaphysique du droit de punir et ses limites, s'appuyant sur ce que, la société étant l'état naturel de l'homme, sa défense en est la conséquence naturelle, d'où la nécessité d'infliger des peines, mais seulement dans les limites de cette nécessité. Quelques autres admettent cette règle, que l'homme serait un moyen, mais non une fin, et la peine une répression, d'où il résulterait qu'elle pourrait être exagérée en vue de produire plus d'effet. Ils ont cherché ce droit dans quelque chose de plus élevé, dans une expiation, dans les inspirations d'une conscience publique, inconnues aux sensualistes, ainsi que dans l'ordre moral, dont les perturbations doivent être prévenues ou punies par le pouvoir social.

Parmi les écoles modernes de jurisprudence, l'école *pratique*, qui s'est répandue en Angleterre, proclame le droit positif, en lui donnant les codes pour base et en réduisant l'art à leur application. L'école *philosophique*, particulière à l'Allemagne, ou examine avec Kant le droit comme quelque chose d'absolu et de pure raison, ou recherche l'esprit des codes, en les interprétant pour en trouver les motifs suprêmes. Soutenue aujourd'hui par Thibaut et par Hégel, elle a trouvé des contradicteurs dans Hugo et dans Savigny, qui lui ont opposé l'école *historique*. Selon eux, le droit n'est pas une libre création du législateur, mais un fruit naturel des habitudes, des besoins, de tous les éléments d'une nation; de telle sorte que le présent se trouve étroitement lié au passé, et qu'il faut dès lors rechercher avec soin tous les débris de l'ancien droit. En conséquence, les juristes philosophes se sont proposé de faire un code pour toute l'Allemagne, persuadés que le droit est universel, et doit triompher de toutes les variétés de caractère, de climat, d'origine, et identifier la science avec la pratique. L'école historique a porté une grande lumière sur le droit romain, consi-

déré philosophiquement et philologiquement, en publiant, en ordonnant, en critiquant des fragments antérieurs à Justinien et aussi les codes des barbares, de manière à assurer le triomphe de l'histoire, et à l'associer à la pratique du droit. Sous ce point de vue, Savigny considère le droit romain comme le type de la loi positive universelle; et l'aperçoit partout dans les codes modernes; il le regarde comme la base d'un autre code, qui toutefois est bien loin de pouvoir être compilé : c'est pourquoi il faut se contenter, quant à présent, des statuts et des coutumes que nous tenons du passé.

Cette dernière école voudrait aussi s'intituler école du progrès, parce qu'elle fait le droit continuellement variable, comme un résultat de l'expérience, selon les temps, les pays, les usages; ce qui fait qu'on ne doit avoir en vue que son application, tandis que ceux qui le façonnent d'après des règles rationnelles le condamnent nécessairement à l'immobilité. De semblables divergences prouvent qu'il n'existe pas encore une véritable science du droit; mais elles portent aussi à de fortes études, à des discussions et à éclaircir l'importante distinction entre le droit et la morale.

Le *code Napoléon*, transaction remarquable entre les anciennes coutumes et les conquêtes de la révolution, fut porté dans toute l'Europe par la victoire; et il lui a survécu dans plusieurs pays, où il en a inspiré de nouveaux. Le *code Bavarois*, ouvrage de Feuerbach, changea le droit criminel allemand; et on l'imita en corrigeant ce qu'il avait de trop rigoureux. Le *Digeste de l'Empire* a introduit en Russie l'ordre et l'uniformité : il contient les statuts organiques de l'État, les règlements concernant les finances, l'économie publique, la police intérieure, indépendamment des lois civiles et criminelles. La Grèce a promulgué un code pénal, et s'occupe de substituer un bon corps de lois civiles à l'amas de dispositions empruntées aux législations romaines et byzantines. Dans l'Amérique septentrionale, les codes se ressentent de l'influence française. Celui que Livingston rédigea pour la Louisiane est extrêmement remarquable; tous les délits, avec leurs peines, y sont nettement divisés, et les limites des autorités administrative et judiciaire bien déterminées (1). Dans le *code Brésilien*,

1810.

1833.

1836.

(1) Livingston discute, dans le préambule, les trois fondements du droit de punir, en cherchant à accorder ceux qui le font dériver de la légitime défense,

qui est d'une douceur extraordinaire, la peine de mort est réservée au meurtre et à l'insurrection armée des esclaves. Celui de la Bolivie punit la tentative moins que le crime consommé, et traite dans une partie des crimes publics, et dans l'autre des délits privés. Tous les pays veulent voir leur code pénal amélioré; l'Angleterre elle-même, où la loi est tout et où les principes ne sont rien, lutte pour rajeunir la législation. La distinction s'établit partout entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, que l'on rend indépendant et, de plus, inamovible dans quelques pays; partout on institue un ministère public, et l'on établit des degrés d'appel qui fixent un terme aux procès; le délit est distingué de la transgression, la tentative de l'exécution; puis la publicité des débats, les sentences motivées, les décisions par jurés, la clarté des lois, rédigées dans le langage vulgaire, et la certitude des châtiments sont des améliorations évidentes.

Dans les prisons, le prévenu n'est plus confondu avec le condamné, l'adulte avec l'enfant; et celui qui a subi sa peine n'est plus livré à l'arbitraire de la police, mais confié au patronage de personnes pieuses et sages. On veut enlever aux châtiments le caractère de vengeance pour leur donner celui d'expiation, en rendant aux coupables le sentiment de leur dignité. Beaucoup de publicistes se sont élevés contre la peine de mort; et peut-être n'est-ce que l'imperfection de nos moyens de répression qui la fait conserver. L'Angleterre l'a restreinte, en 1837, à un très-petit nombre de crimes, et en 1841 elle en a excepté aussi les crimes d'État.

Dans les armées même, les châtiments échappent à l'arbitraire : le soldat est soumis à un jugement; on supprime les châtiments corporels, qui avilissent, et la peine de mort n'est plus prononcée pour désertion en temps de paix.

Mais depuis la destruction des anciennes corporations, qui constituaient entre leurs membres une espèce de surveillance réciproque, cette surveillance a dû se concentrer dans la police. Cette institution a donc pris une grande importance, et empiète parfois sur les attributions du pouvoir judiciaire.

Statistique. La centralisation du pouvoir et le besoin de connaître avec

ceux qui le font résulter d'un contrat social et ceux qui le rattachent à la justice divine. Rossi aborde aussi cet examen dans son *Traité du droit pénal*.

certitude les ressources d'un pays ont donné naissance à la statistique, qui est l'énumération des faits qui peuvent éclairer l'administration publique, l'inventaire des forces d'une nation. Déjà elle avait grandi sous Napoléon, qui n'en prit pas ombrage, attendu qu'on peut faire exprimer ce qu'on veut à des chiffres. Elle fut exagérée par quelques-uns; et, comme on voulut constituer comme essence de la science économique ce qui n'en était que l'instrument, on tomba dans des détails frivoles et dans le ridicule. Les maximes les plus absurdes s'appuyèrent sur des chiffres, d'autant plus qu'on n'en pouvait démontrer pratiquement l'absurdité; ce qui seconda le matérialisme de l'administration, pour qui l'homme n'est pas un être intelligent, mais une machine qui produit ou ne produit pas.

Gioia, collecteur infatigable de faits incohérents, dont il ne vérifiait pas la source, exposa, dans la *Philosophie de la statistique*, des tableaux où trouveraient place, sous sept catégories, tous les faits et tous les objets que peut offrir la société, comme s'il était possible de ramener tout au nombre et à la mesure, comme si c'était une chose désirable qu'une société où il serait tenu compte de chaque œuf et de chaque pensée qui viendrait à éclore. Le même écrivain réunit sur chaque objet, dans son *Prospectus des sciences économiques*, les pensées des sages, les opinions et les usages du peuple, les mesures des gouvernants. Sa définition de la statistique, « description économique des nations, » n'est pas satisfaisante; car cette science doit établir le calcul complexe des forces politiques, afin de parvenir à trouver le degré de la vie sociale, ou la véritable puissance intérieure. Deux colonnes de chiffres ne suffisent pas pour exprimer la condition d'un peuple, puisqu'une grande somme de richesses peut exister avec la dernière dégradation du caractère moral : en effet, l'homme n'est pas seulement un être physique et intellectuel à et sa partie morale échappe la statistique. Que dire ensuite lorsque les chiffres sont établis d'après l'opinion du collecteur, et non l'opinion d'après les chiffres?

La statistique doit réunir et condenser en chiffres les faits qui doivent avoir pour résultat des théories. On n'aborde aujourd'hui aucune grave question d'économie politique sans s'être livré préalablement à des recherches sérieuses sur les faits qui s'y rapportent. On connaît par la statistique les dépenses et les recettes, ainsi que les comptes de la justice civile et criminelle,

c'est-à-dire la fortune publique et les mœurs, l'enseignement primaire, les dépenses des communes, l'entrée et la sortie des marchandises, les productions du sol, celles des mines. C'est un inventaire du présent au grand avantage de l'avenir.

Économie. Le penchant à s'occuper des doctrines relatives à l'ordre social et à la richesse du peuple s'était manifesté, dès le temps d'Aristote et de Xénophon, chez les plus distingués d'entre ceux qui avaient cultivé la philosophie rationnelle. Néanmoins l'activité industrielle ne pouvait être très-grande chez les anciens, où la vie privée était subordonnée à la vie publique, attendu que le premier soin du citoyen était pour l'État et le second pour lui-même. De même dans le moyen âge, quand la religion était la première affaire des États et de l'individu, l'économie ne pouvait prendre un grand essor. Mais, de notre temps, les richesses sont devenues la condition non-seulement du bien-être matériel, mais aussi de la dignité personnelle, de l'indépendance, du développement intellectuel et social. La nuit du 4 août 1789 vit s'opérer plus de réformes que n'avaient osé en réclamer les économistes. On débattit longuement la question de savoir sur quelle classe il fallait faire peser l'impôt. L'école de Quesnay ayant adopté une définition trop étroite de la valeur, elle arriva à des idées exclusives ou fausses, et à faire tout peser sur la terre, comme l'unique source des richesses. La révolution, qui appliquait la doctrine de ces économistes, accabla d'impôts les propriétés foncières, tandis qu'elle laissait perdre à la nation ce qu'elle aurait pu tirer, à son grand profit, des capitaux et de l'industrie. Il fallut donc forcément émettre des assignats sur les biens du clergé et des émigrés, d'où résulta le morcellement des terres et par suite une meilleure culture. Mais comme cette ressource ne suffisait pas pour résister à toute l'Europe, on eut recours à des expédients ruineux, auxquels, disait-on, on était contraint uniquement par le salut public. L'argent fut prohibé, pour donner cours aux assignats; sa valeur s'étant accrue en conséquence, on prétendit fixer le maximum des prix; et alors les marchandises et les denrées disparurent à leur tour. Les violences qui suivirent ces mesures obligèrent à prendre des partis désastreux. Mais Napoléon lui-même appelait le système continental un retour à la barbarie (1);

(1) « Il nous en a coûté de revenir, après tant d'années de civilisation, aux

et ses erreurs en économie politique lui furent plus nuisibles que ses erreurs d'ambition.

Cependant cette situation forcée conduisit à méditer sur la richesse et sur l'économie. On reconnut qu'elles ne se basent point sur des lois immuables, mais que ces lois doivent résulter de l'observation. On comprit que le principe de la valeur est le travail, de quelque genre que ce soit; en conséquence, les charges furent réparties sur toute la production, et la répartition fut proportionnée à la puissance contributive de chacun : mais la condition politique modifia les décisions; et, tandis que la France démocratique pesait sur la propriété foncière, en Angleterre l'aristocratie grevait les impôts indirects. Dans ce dernier pays toutefois s'étaient créés la grande industrie, le crédit moderne, la dette consolidée, puis la dette flottante par l'émission des bons du trésor, qui, dans des temps calmes, devinrent pour les États des expédients très-commodes. Or, l'Angleterre, avec son commerce étendu, avec ses colonies, avec la libre discussion, était le pays le plus propre à produire des théories et à les appuyer par une vaste pratique. Les esprits doués de pénétration reconnurent la fausseté du système commercial alors en vigueur, qui, considérant l'argent comme l'unique richesse, tend à en attirer la plus grande quantité en vendant beaucoup et en achetant peu, système sur lequel étaient fondées les lois de douances de toute l'Europe.

Les physiocrates avaient proclamé que l'argent n'est qu'un signe, et que tout ce qui satisfait aux besoins de la vie naît de la terre; mais ils faussèrent leur théorie en l'exagérant et en disant que nulle valeur n'est créée que par le sol, et que c'est en conséquence sur la terre que l'impôt doit peser uniquement. Mais la terre produit-elle sans le travail? Le travail, dit Smith, est donc la richesse. « Le travail annuel d'une nation est la source d'où elle tire les choses appropriées aux besoins et aux commodités de la vie, et qui constituent sa consommation, choses qui sont ou le produit immédiat de ce travail ou achetées à d'autres nations avec ce produit. » Adam Smith eut donc la sagesse de ne pas se rendre exclusif en laissant à la terre et aux produits accumulés une grande part, qu'il appela capitaux. Ceux qui vinrent après lui développèrent ses idées, et les com-

principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations. » Message du 21 novembre 1806.

plétèrent; surtout après la banqueroute de 1797, les questions économiques furent portées au parlement, et il en résulta beaucoup d'ouvrages, les uns qui s'appuyaient des doctrines de Smith, et les autres qui lui étaient opposés.

Le crédit rapproche les deux éléments, trop souvent divisés, de toute production, le capital et le travail : c'est grâce au crédit que les capitaux, quoique employés, peuvent encore être placés utilement dans d'autres entreprises; il anticipe sur l'avenir. C'est au crédit qu'est due la supériorité de l'Angleterre; il en revient aussi une part aux banques, qui sont le crédit élevé à sa suprême puissance. Henri Thornton entreprit de justifier la suspension des payements de la banque d'après ce principe que la circulation est avantageuse, soit en deniers, soit en effets, et que les banques peuvent favoriser indéfiniment le travail et multiplier la production sans besoin de numéraire, pourvu que les émissions soient modérées. Pitt soutint que le capital fictif, créé par le prêt, se transformait en capital fixe, et devenait par là aussi avantageux au public que si un nouveau trésor était ajouté à la richesse publique. C'est une absurdité, et pourtant quelle force prodigieuse en résulta!

Mais lorsqu'en 1810 les efforts contre Napoléon eurent porté l'État à des dépenses énormes et démesurément accru le prix des denrées, Cobbett lança son opuscule : *le Papier contre l'or, ou Mystère de la banque d'Angleterre*, chef-d'œuvre de bon sens, soutenu par une logique inflexible, à l'aide de laquelle il pénètre les questions les plus épineuses, et dévoile les tromperies du gouvernement en fait des finances.

Ricard lui vint scientifiquement en aide (*Du haut prix des denrées*, 1809) en prouvant que la hausse et la baisse du cours étaient des termes relatifs, et que le cours, tant qu'il ne circule que des monnaies d'or et d'argent ou de papier convertible en numéraire, ne pouvait hausser ou baisser plus que dans les autres pays au delà de ce qui est nécessaire pour les frais de transport de l'argent et des lingots. Si au contraire les billets ne sont pas conversibles, ils ne sont pas reçus au dehors, et dès lors la baisse qu'ils éprouvent indique une émission excessive. Il propose donc une banque où les billets seraient échangés non contre de l'argent, mais contre des métaux; ce qui conciliait la sûreté des porteurs et celle de la banque, en évitant les frais de monnayage et le danger des

réclamations instantanées. L'expérience n'en a pas été faite jusqu'ici.

Le même écrivain soutint ensuite dans les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, toujours avec des formules abstraites et algébriques, que le revenu est indépendant des dépenses de production et que la hausse des salaires diminue les bénéfices, mais non le prix des denrées, et de même en sens inverse. Les salaires, à ses yeux, et par suite les bénéfices sont déterminés par les frais de production de ce qui est nécessaire à la consommation de l'ouvrier. Quelque chers que soient ces objets, l'ouvrier doit toujours en recevoir autant qu'il lui en faut pour vivre, lui et sa famille. Or, les produits bruts, partie principale de cette subsistance, tendant à augmenter en raison des terrains que la civilisation rend productifs, les salaires doivent aussi renchérir et les bénéfices diminuer (1). Cette théorie a été combattue; mais elle a amené de belles idées sur les bénéfices, les salaires, les produits bruts, l'influence des taxes sur la production. 1817.

Comme il est constant que la modération des désirs ne provoque pas la production, Ricard a dit que pour rendre un peuple actif et industrieux il fallait accroître le nombre de ses besoins. Il a donc plus en vue la richesse collective des nations que le bien des individus, et il pose clairement le fondement de la crématistique en disant : *Déterminer les lois qui règlent la destruction des produits en rentes, bénéfices, salaires est le problème capital de l'économie politique*. Son ouvrage a pour but de le résoudre, et c'est aussi le but que se sont proposé James Mill et Torrens; ce dernier toutefois a pris à cœur les intérêts de la classe agricole.

Mac-Culloc, qui définit l'économie politique « la science des valeurs, » modifia les idées de Ricard, et les rendit populaires; il adopte aussi l'inflexible absolutisme du système manufacturier sans égard pour les travailleurs, et semble admettre que la plus grande félicité consiste dans la plus grande richesse sociale, d'où résulte la nécessité de lois qui en règlent la distribution.

L'économie publique se trouve ainsi rendue tout à fait matérielle : l'homme est une machine de travail, les nations sont autant de manufactures; le monde est régi par la fatalité des lois économiques. L'humanité est-elle broyée sous les roues des

(1) Blanqui.

machines, il n'importe. On ne réfléchit pas que l'augmentation des produits n'est désirable qu'en considération des hommes : on pourvoit à la richesse et à la prospérité de la nation, mais non à celle des individus.

A coup sûr, depuis que Arkwright et Watt changèrent les conditions du travail en substituant aux bras les machines, les grandes associations ont succédé aux petites manufactures, et les finances se sont rejetées sur l'industrie, c'est-à-dire qu'elles ont aggravé de plus en plus les impôts indirects, qui forment même l'unique revenu dans certains pays, comme aux États-Unis et dernièrement encore en Angleterre.

Mais quelques-uns s'aperçurent que si les prohibitions accroissent la production, elles mettent obstacle à la consommation. S'opiniâtrer à fabriquer ce qu'on peut se procurer à meilleur marché est une faute semblable à celle de l'Espagne, qui se ruina pour multiplier l'or, qui faisait augmenter les produits manufacturés de la Flandre. La prospérité à laquelle étaient parvenus les États-Unis, où l'industrie et les manufactures n'étaient ni favorisées ni protégées, démentait l'école protectionniste ainsi que le régime colonial, et démontrait que les balances du commerce étaient fausses et les lois protectrices imprévoyantes. En conséquence, le ministre Huskisson chercha à supprimer les prohibitions « à l'aide, disait-il, de ces changements graduels et pondérés qui, dans une société d'une forme ancienne et compliquée, sont les préservatifs les plus convenables contre les innovations imprudentes et dangereuses. » Il affranchit donc la navigation et l'importation des soies étrangères; aux objections des uns il opposa celles des autres, et démontra par le fait que l'abaissement des taxes profite à l'État. Son triomphe fut si complet que peu d'années après on proposait d'employer le canon pour faire adopter partout la liberté.

Henri Parnell, venu après lui, passe en revue dans sa *Réforme financière* le système économique anglais et les genres d'améliorations dont il est susceptible en fait de douanes et d'intérêts commerciaux. Les Anglais ont le grand avantage d'apporter dans les systèmes l'expérience, qui fait distinguer les idées pratiques des illusions passionnées, et de voir les réformes triompher dans l'opinion avant d'être discutées au parlement, dont le seul rôle consiste à décider des questions déjà débattues. C'est ainsi que le ministère de Robert Peel a pu affranchir des droits

de douane une partie considérable des marchandises, et l'on en vint à demander bientôt qu'il en fût de même pour toutes. Les partisans de la liberté du commerce formèrent en peu d'années un parti qui prit le pas sur les anciens partis ; il put réunir dans une soirée 15 millions de francs pour tenir tête à l'aristocratie; s'appuyant sur le peuple, il a le sentiment de ses besoins et favorise ses réclamations. Se contentera-t-il d'obtenir ses demandes, ou se sentira-t-il assez de force pour s'aventurer à de plus larges conquêtes dans le champ de la liberté?

Ainsi un principe tout à fait opposé à celui qui a dominé jusqu'alors est proclamé, celui de la libre concurrence entre les nations. Cependant les règlements prohibitifs sont ressuscités dans la ligue douanière de l'Allemagne (1). Dans cette contrée, les matières premières sont exemptes de droits ; une taxe légère grève celles qui, ayant été à demi ouvrées, servent au travail ; un droit élevé frappe les objets manufacturés ; les denrées intertropicales sont assujetties à des droits divers (2). L'avantage intérieur fut très-grand. Le revenu net, qui avait été dans la première année de 45 millions et demi, s'éleva presque à 87 millions en 1843, défalcation faite des frais de perception. Dans la première année, la ligue douanière comprenait 23 millions d'individus ; on avait donc gagné 1,94 par tête : en 1843, il y en avait 23 millions et demi, ce qui donnait 3 fr. 11 par tête. La population, indépendamment de l'augmentation des personnes employées, trouve donc de l'avantage dans l'accroissement des salaires et des industries, dans la plus-value des propriétés.

Les restrictions sont-elles donc avantageuses? La ligue anglaise contre les douanes est-elle donc absurde? Voilà les

(1) Page 97.

(2) Le thé paye 36 pour cent, le sucre 50, ce qui a fait beaucoup augmenter le sucre de betterave ; le riz 25, les tabacs 60, etc. N'aurait-il pas été plus opportun de faire des arrangements avec l'Amérique, d'autant plus que l'Allemagne n'a pas de colonies ni par suite de monopoles à protéger, et qu'elle aurait pu obtenir à bas prix ces denrées pour les répandre dans toute l'Europe? On évalue la consommation du sucre, dans les pays civilisés, à trois kilogrammes par tête. L'Anglais Frédéric Scheer a calculé que l'Europe, les États-Unis, le Canada en ont consommé, en 1845, 846 millions de kilogrammes. La consommation, dans la Grande-Bretagne, est de 8,46 par tête, de 8 dans les États-Unis, de 5,41 en Hollande, de 3,61 en France, de 1,20 en Autriche, de 3 dans le reste de l'Allemagne, de 0,77 en Russie. En supprimant les entraves, la consommation décuplerait peut-être.

faits à l'appui des théories : l'avenir décidera entre elles (1).

Say. 1767-1832. Jean-Baptiste Say fit connaître en France les théories anglaises en érigeant en principes ce qui pour Smith avait été des preuves et en propositions générales les simples conséquences. Il accepte ce qui existe comme un droit, en écartant les questions abstraites; et, n'ayant que l'observation des faits pour théorie, il rend la science empirique, et lui donne son passé pour avenir.

L'économie politique est pour lui la science de la production, de la distribution et de la consommation des richesses (2). Il combat le système exclusif et colonial, en démontrant que les nations payent les produits avec les produits, et que toute loi qui entrave l'achat entrave la vente. Si donc la récolte est mauvaise dans un pays, les manufactures s'en ressentent; si un pays prospère, ses voisins en profitent (3) ou par les demandes qu'il fait ou par le bon marché qui en résulte. Qu'on cesse donc de se nuire réciproquement : plus de guerres, folies rui-

(1) Jean Bowring, à qui l'Italie doit une bonne statistique, a été chargé, par le gouvernement anglais, d'un rapport sur l'union allemande, en 1840. La *Gazette universelle* disait en répondant à ce rapport : « Le docteur Bowring pense que nous autres Allemands nous croyons encore au pauvre livre de Jean-Baptiste Say, le plus superficiel de tous... Il n'a pas fait attention que depuis dix ans a surgi, avec l'industrie nationale, une nouvelle école, qui, se détachant de toute doctrine cosmopolite, considère et examine le commerce extérieur et les manufactures intérieures sous un point de vue purement national.

Avant la ligue douanière, il n'existait aucun système de commerce national allemand : chaque petit État avait sa douane; toute restriction de commerce devenait monopole, parce que, dans les limites restreintes de la concurrence intérieure, il n'était pas possible que celle-ci suppléât à l'émulation extérieure et universelle. Alors les États allemands eurent recours au principe de la liberté absolue du commerce contre les mesures restrictives des étrangers, comme les petits États en appellent au droit public contre la prépotence des forts. Et leur succès fut le même, c'est-à-dire qu'ils recueillirent en public des louanges de bonne foi, et des railleries en secret... La ligue douanière nous a réunis en nation dans l'intérêt industriel et commercial; aussi commençons-nous à penser comme nation... Or, nous pensons que le système cosmopolite d'une liberté de commerce absolue serait d'un excellent effet, s'il était pratiqué par toutes les nations.

(2) Il est vrai quil a avoué depuis que cette manière de voir était trop restreinte, et que la science doit embrasser tout le système social; mais dans la pratique il continua d'après ses premières données.

(3) Quelle différence de cette manière de voir avec celle de Voltaire, qui écrivait : « Telle est la condition humaine que souhaiter la grandeur de son pays c'est souhaiter du mal à ses voisins... IL EST CLAIR qu'un pays ne peut gagner sans qu'un autre ne perde. » *Dictionn. phil.*, PATRIE.

neuses pour le vainqueur; la politique habile consiste à se donner mutuellement la main, deux nations étant entre elles comme deux provinces, ou comme la ville et la compagne. En conséquence, Say ne vit dans Napoléon qu'un dissipateur d'hommes et de capitaux.

Say démontra la fausseté du principe de la balance du commerce, ainsi que l'hostilité qui en résulte entre les nations, dont les forces doivent être employées à subjuguer la nature et à en tirer la richesse, source de la puissance. En même temps, se faisant une arme, sous la restauration, des doctrines agressives du libéralisme, il dénigra le gouvernement, n'approuvant pas qu'il se mêlât de l'industrie ni qu'il se fît entrepreneur des travaux publics : il voulait qu'on s'en remît de tout à l'intérêt individuel. C'est aussi ce qu'avait voulu Smith, qui, réduisant le gouvernement à surveiller, n'entend pas qu'il paye ni pour le culte, ni pour les beaux-arts, ni pour la charité.

Say ne s'inquiète pas des pauvres, et, admirant l'industrie anglaise, il ne tient nul compte des maux causés par une concurrence sans frein. Si les richesses sont le produit de l'industrie de l'homme combinée avec les agents naturels et avec les capitaux, la nation qui aura le plus des machines sera la plus riche. L'entrepreneur et le capitaliste, voilà ceux qui produisent, et le travailleur n'est rien.

Les économistes avaient donc démontré comment se produisent et se consomment les richesses. Mais pourquoi ne sont-elles pas également distribuées dans la société? Pourquoi tant de misères? Le mal vient-il de la nature ou de la société? Peut-on y trouver un remède? La révolution, passionnée pour les abstractions et les déclamations, ne comprit pas qu'il y avait mieux à faire qu'à renverser les priviléges et à discuter des institutions; que la déclaration des droits réclamait une organisation sociale qui en rendît la jouissance possible; que, les citoyens une fois déclarés libres et égaux, des réformes économiques étaient nécessaires pour soustraire le peuple à la tyrannie de la faim, plus indomptable que celle des rois. Barrère vint dire à la tribune que « les pauvres sont les puissances de la terre, et ont droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les oppriment; » et, en conséquence de ces prémisses, on eut recours à des mesures impossibles pour soulager la misère, jusqu'à reconnaître à chaque pauvre le droit à une rente de cent soixante francs. Ce fut une mesure bien vaine, et il en fut de même de

la guerre, du *maximum*, des emprunts forcés et de la banqueroute, de l'abolition des contributions indirectes, de la guillotine; la tourbe des pauvres ne diminua pas. La science se fatigue inu-
1793. tilement sur ce terrible problème. Guillaume Godwin, nouveau Rousseau, en accuse, dans sa *Justice politique*, les institutions sociales. Il faut détruire les gouvernements, la religion, la propriété, les mariages; introduire une égalité où les riches ne soient que les administrateurs du bien d'autrui, et où l'on considère comme injuste toute jouissance dont un membre quelconque serait exclu.

Malthus. 1766-1836. Robert Malthus, au contraire (*Essai sur le principe de la population*), trouve le vice non dans la société, mais dans les individus, surtout dans l'ignorance et la dégradation des basses classes; et il nous endurcit aux souffrances de nos semblables en les considérant comme méritées. Il conclut des recherches de Hume, de Wallace, de Smith, de Price que l'espèce humaine multiplie en raison géométrique, et que les moyens de faire face à ses besoins croissent en raison arithmétique; d'où il suit qu'ils deviendraient insuffisants si les maladies et les guerres n'y pourvoyaient. Si le vice et la misère augmentent avec la population, qu'aura à faire la société, sinon d'exclure du banquet de la vie tous ceux qui y viennent lorsque les places sont déjà occupées? Il faut donc ne donner ni aumônes ni dots; il ne faut pas nourrir les enfants trouvés, ni fournir les autres subsides qui multiplient les malheureux en encourageant l'oisiveté. Tourbe misérable, qui assiégez les portes du financier en demandant l'aumône, ou le comptoir du manufacturier en sollicitant du travail, videz la place; vous gênez: la place est aux plus riches. Prétendriez-vous qu'au moins les chastes joies du mariage, les jouissances de la paternité vous ont été accordées par le ciel, et que la société ne peut vous les enlever? Nullement. Qu'il vous soit défendu d'engendrer; que la nature reste chargée du soin de vous punir du crime d'indigence. Que l'hérédité et les priviléges soient sacrés au contraire, puisque l'égalité ne ferait qu'augmenter les crimes et la misère.

Jamais depuis le Christ (1) on n'avait réprouvé aussi ef-

(1) Oui avant lui :

De mendico male meretur qui ei dat quod edat aut quod bibat;
Nam et illud quod dat perdit, et illi producit vitam ad miseriam.

PLAUTE, *Trinummus*, II, 2, 58, 59,

frontément la charité, et fait l'éloge des pestes et de la guerre. Malthus s'y trouvait conduit par le besoin d'assigner à la misère une cause unique, tandis que ces causes sont toujours complexes; d'absoudre par anticipation les gouvernements, et de prendre pour naturels les abus d'un état social et industriel contraire aux lois régulières de la population. Il exagéra la proportion dans laquelle elle se multiplie en empruntant à l'Amérique ses points de comparaison (1); il ne vit pas que les populations sont aujourd'hui plus nombreuses, et pourtant mieux nourries, mieux vêtues qu'autrefois, et que l'augmentation des besoins stimule l'industrie et aide à triompher de la nature. Combien de pays encore inhabités ou incultes recevront l'excédant des générations furures! Le commerce ne remédie-t-il pas à l'insuffisance de l'agriculture?

Des théories qui mettaient les inégalites sociales sous la sauvegarde de la Providence sourirent aux heureux du siècle, et parurent justifiées par les excès de la révolution française. En Angleterre, ceux qui demandaient qu'on diminuât les secours légaux aux pauvres ne manquèrent pas de s'en faire une arme. C'est fort bien; mais il faudrait auparavant renverser les obstacles et les institutions qui empêchent la richesse des grands de découler jusqu'aux pauvres, même après avoir supprimé les lois qui empêchaient l'homme laborieux de devenir propriétaire.

Du reste, les Anglais seuls érigèrent l'économie en véritable science, et dans ces limites en dehors desquelles il ne reste que l'utopie, la spéculation et la description. Les autres pays se bornèrent à une sorte d'éclectisme économique, et on l'appliqua aux besoins de chaque peuple sans s'élever à aucun principe général : ainsi Ganilh s'occupa de la France, Delaborde de la puissance des associations, Naville de la charité légale, Flores Estrada, Ulloa, Pebrer, Ramonn de la Sagra de l'Espagne, Kluit et Quételet de la Hollande et de la Belgique; la Russie compte aussi Henri Storch, qui apprécie en maître le travail des esclaves, source pour cet empire d'une si grande richesse nationale.

Les Italiens n'eurent guère à s'occuper des sciences écono-

(1) L'Américain Everett, réfutant et Godwin et Malthus (1828), prétend, au contraire, démontrer que là où la population s'accroît comme 1, 2, 4, # les ressources augmentent comme 1, 10, 100, 1000.

miques qu'au point de vue historique (1); et, comme dans les siècles précédents, ils furent plutôt administrateurs et économistes politiques que philosophes. Romagnosi forma une école qui s'appuya sur la jurisprudence. Melchior Gioia, sectateur de Bentham dans l'économie, de Locke dans la logique, s'exprimait ainsi : *Rechercher les faits, voir ce qui en résulte, voilà la philosophie. Les sciences ne sont que le résultat de faits enchaînés de telle sorte que l'intelligence en soit facile et le souvenir tenace.* Il ne put donc donner qu'une philosophie vulgaire : il observa les phénomènes sans en rechercher les causes; après avoir émis un fait, sans même qu'il soit toujours prouvé, il en déduit une théorie. Pour lui la morale est la science du bonheur, et le bonheur est le nombre des sensations agréables, soustraction faite de celui des sensations pénibles : «Lois, droits, devoirs, contrats, crimes, vertus ne sont que des additions, des soustractions, des multiplications, des divisions de plaisirs et de douleurs. La législation civile et pénale n'est que l'arithmétique de la sensibilité (2). Les discours comme les actions sont subordonnés à la loi générale de plus grande utilité et du moindre dommage (3); et une bonne disgestion vaut cent années d'immortalité (4).» En conséquence, il dénigra le peuple, préféra les gros manufacturiers aux petits, les grandes propriétés aux autres; il vanta la tyrannie administrative, et cependant il ne traita point des institutions politiques ni des rapports entre l'économie et la législation, non plus que des finances ni de la grande question de la misère, et, dans *Mérite et récompense*, il veut faire pénétrer le regard de l'autorité jusque dans le foyer domestique (5). Cependant, tout en disant qu'il n'y avait rien qui ne fût acquis et conventionnel, il soutint,

Gioia. 1767-1829.

(1) Nous citerons sous ce rapport la *Raccolta degli economisti*, publiée par le baron Custodi; la *Storia dell' economia publica in Italia*, de G. Pecchio, résumé de l'ouvrage précédent; et le récent travail de L. Bianchini, *Della scienza del vivere sociale e dell' economia degli stati*; Palerme, 1845. Les étrangers ont appris de Pecchio qu'en cette matière « il n'avait été rien produit en Italie dans l'espace de trente ans. »

(2) *Préface au traité du divorce.*

(3) *Mérite et récompense*, t. I, p. 231.

(4) *Nuovo Galateo*, p. 355.

(5) Voici le jugement qu'en portait Romagnosi : « L'économie politique, telle qu'elle est exposée aujourd'hui, a pris un air de sensualité mesquine et tyrannique, dans laquelle se trouve oubliée la partie la plus précieuse de la charité et de la dignité de l'espèce humaine.

dans le *Galateo*, que la politesse avait ses règles dans la nature et dans les sentiments.

Mais tandis que Malthus s'élève contre les enfants qui naissent sans moyens d'existence, et conseille paternellement le célibat aux deux tiers du genre humain; tandis que Ricard calcule dans son cabinet combien il faut sacrifier de victimes à la concurrence, des sentiments d'humanité prévalaient chez d'autres, surtout lorsque, les embarras de la guerre ayant cessé, vinrent se présenter ceux de la paix, dont on n'avait pas l'expérience, et qu'à la suite de tant de changements apportés par la révolution apparurent ceux des machines, plus grands encore et surtout inattendus.

Tant que l'homme avait eu un maître, il n'avait pas plus souffert de la faim que le chien ou le cheval. Lorsque l'indépendance se fut accrue, la pauvreté augmenta : les corporations d'arts et métiers une fois dissoutes, chacun se trouva isolé; les pauvres de la campagne, qui avaient autrefois deux asiles, le château et le couvent, lorsque l'un et l'autre furent abattus, affluèrent dans les villes. Sur le continent, partout où la révolution a passé elle a détruit les institutions de charité, de même que les institutions populaires.

C'est dans les pays où le crédit et les manufactures triomphent plus qu'ailleurs qu'apparaît plus hideuse cette plaie dévorante de la mendicité; l'industrie mécanique fait que les ouvriers les moins habiles suffisent au travail qu'on exige d'eux, et qu'on les préfère aux autres parce qu'ils sont les moins chers : ils n'ont plus en conséquence d'état régulier, et se trouvent facilement réduits à l'inaction, c'est-à-dire à la misère.

Les gouvernements ont compris que c'est pour eux non-seulement un devoir, mais une nécessité de relever les classes laborieuses. Ils ont donc cherché à appliquer des remèdes au mal, mais au hasard; ils ont voulu leur donner l'éducation avant de leur avoir assuré le travail.

Sismondi, appliquant le bon sens à la science sociale, s'éleva contre les abus des doctrines industrielles, en demandant grâce aux banquiers et aux machines pour les souffrances des hommes. Les moyens économiques de la production sont un bien social quand la consommation y correspond, et quand chaque producteur en retire ce qu'il en obtenait avant que cette économie fût introduite, c'est-à-dire quand elle rend réellement un produit plus considérable. Mais la concurrence, qui est Sismondi.

la lutte de tous contre tous, amène l'effet opposé; et elle ajoute de graves complications et de cruelles injustices. Dans cette guerre faite à la petite industrie par les gros capitalistes, ligués avec les banques pour créer des machines qui multiplient les marchandises, dont l'accumulation occasionne de grandes crises, c'est le peuple qui souffre. Le conflit des intérêts individuels ne suffit pas à produire le plus grand bien de tous; et les entraves que les anciennes corporations mettaient à l'exubérance de la production, qui fait qu'aujourd'hui les petits entrepreneurs sont sacrifiés aux grands, ces entraves n'étaient pas un mal.

Ainsi, tandis que Smith exclut l'intervention du gouvernement dans l'industrie et le commerce, Sismondi l'exige; il repousse la libre concurrence, et soutient que le bien-être physique de l'homme, « en tant qu'il peut être l'œuvre du gouvernement, est l'objet de l'économie politique. »

Il établit néanmoins, avec d'excellentes intentions, deux races distinctes, le pauvre et le riche; il veut la légalité de la bienfaisance, et il n'indique pas de remède efficace pour ces petits artisans, à l'égard desquels il est presque le premier, parmi les économistes, qui ait montré un intérêt bienveillant.

Il est certain que le peuple jouit aujourd'hui de plus de bien-être qu'avant l'emploi des grandes machines; il parcourt des rues plus belles, sa route est éclairée; il a les chemins de fer, l'enseignement gratuit, l'habillement à bon marché. Les machines, en économisant le temps, épargnent à l'homme les travaux pénibles de la brute, et en exécutent d'autres qui sans elles étaient impossibles. Mais l'avidité les rend désastreuses. Du reste, il y a des maux qui ne guérissent que lentement, et il est facile de les révéler, comme il est toujours aisé de critiquer. Cependant plusieurs écrivains répondirent à cet appel fait au sentiment en faveur des classes souffrantes en accusant de matérialisme l'école anglaise, en combattant l'égoïste crématistique, en dirigeant enfin la science vers le bien-être et le perfectionnement de l'homme, vers ce qui éclaire son intelligence, stimule son activité et soulage ses maux.

Droz conseille de prendre les richesses non pour but, mais pour moyen, le bonheur d'un pays ne dépendant pas, selon lui, de la quantité des produits, mais de la manière dont ils sont répartis. Dunoyer s'attacha à montrer, au contraire, les torts des basses classes, leur imprudence, leur ignorance, l'impos-

sibilité de les contenter, idées dénuées de fondement scientifique. Villeneuve-Bargemont ne voit de remède que dans la charité chrétienne. En général, l'école des économistes catholiques croit que la misère naît en partie de la condition de l'homme, en partie du vice, et qu'il faut pour y remédier la parole du prêtre, le repentir du coupable, et la grâce de Dieu.

Eugène Buret, étudiant non plus la théorie de la richesse, mais celle de la misère (1), en fit une peinture d'autant plus déchirante qu'elle n'inspire pas de défiance, comme d'autres ouvrages passionnés sur la pauvreté, sur les classes dangereuses, sur la prostitution. L'Angleterre principalement dut s'occuper, après la réforme parlementaire, des souffrances de la multitude; et les commissions envoyées en Irlande et dans les villes manufacturières pour y visiter les misérables réduits où vont s'entasser la misère et la malpropreté révélèrent une telle dégradation de la race humaine qu'on ne pouvait en être témoin sans chercher à y remédier. Puis le choléra vint inspirer aux riches la crainte de voir l'infection de ces bouges immondes gagner leurs brillants hôtels. Les pauvres apprirent à organiser l'insurrection, eux pour qui la grandeur et la prospérité de la patrie ne sont rien, condamnés qu'ils sont à l'incertitude de l'existence, au travail sans espoir. Alors des milliers de jeunes garçons que l'ivresse et la débauche faisaient chanceler, de femmes qui n'avaient rien de leur sexe, d'ouvriers qui n'avaient jamais entendu le nom du Christ et qui ignoraient souvent leur propre nom conjurèrent contre ces richesses dont ils sont les premiers artisans; et, sans qu'un seul eût révélé le secret commun, ils eurent bientôt réduit en cendres l'industrieuse ville de Sheffield, au cri de « Mieux vaut la mort que la faim! »

Cet égoïsme social, masqué du nom d'intérêt public, qui réprouve la charité comme cause de misère et qui, selon l'expression d'O'Connell, graisse les roues du riche avec les larmes du pauvre, dut céder à l'urgence des remèdes. Mais lesquels employer? Une charité légale, qui ne soulage le corps qu'en abattant l'esprit, augmenta la taxe des pauvres; or 4,000 millions de francs dépensés de la sorte en attestèrent l'inutilité. On substitua à l'aumône que distribuaient les paroisses les mai-

(1) *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre; de la nature de la misère, de son existence, de ses causes, de l'insuffisance des remèdes qu'on lui a opposés jusqu'ici.*

sons de travail, où les pauvres sont dirigés de très-loin, pour y peiner comme des bêtes de somme, loin de leurs femmes et de leurs enfants, véritable châtiment infligé à la pauvreté qui ne dérive pas de mauvaise conduite, mais de l'inégale répartition des biens. Le gouvernement anglais institua un bureau spécial (*poorlaw-board*) pour les mesures à prendre relativement aux indigents; il envoya étudier dans tous les pays les règlements concernant les pauvres; et l'on trouve dans le livre de Porter les précieux résultats de cette enquête, bien qu'on n'en ait pas tiré des améliorations décisives.

Le siècle passé s'est glorifié d'avoir détruit toutes les maîtrises et ramené l'homme à la liberté, c'est-à-dire à l'isolement qui décharge le riche de l'obligation de donner et prive le pauvre de la ressource de lui demander assistance; mais on reconnaît aujourd'hui la nécessité de pourvoir d'une manière quelconque à cette décomposition. On a essayé dans le comté de Cornouailles de rapprocher les ouvriers en les intéressant dans le produit des fabriques, comme font les baleiniers anglais, qui répartissent les bénéfices entre les armateurs et les équipages; on a introduit les assurances et les pensions mutuelles, ainsi que de nouvelles corporations d'une nature purement morale. Des colonies de pauvres ont été fondées par la Belgique, la Hollande, la Suisse; mais elles ont plus coûté qu'elles n'ont rapporté. Les caisses d'épargne inventées par Wilberforce, mais qui n'ont guère existé que depuis 1810, sont une garantie de moralité, et elles auront de bons résultats si elles sont organisées, comme en France, pour l'avantage des pauvres, en offrant de la facilité pour l'emploi et le transport des fonds; mais elles ne contribuent pas encore à affranchir le pauvre de l'entrepreneur. Or, tous les secours n'aboutissent à rien s'ils ne mettent les pauvres en état de se passer de secours et de ne compter que sur eux-mêmes pour échapper à la misère. Vouloir arrêter les effets sans détruire les causes, c'est erreur ou folie; c'est un aveu d'impuissance.

Que la science économique cesse d'avoir pour unique inspiration la finance et le commerce; qu'elle cesse de se considérer comme la science de la richesse et de ne voir dans la richesse que l'argent. La richesse se compose de tout ce qui satisfait les besoins légitimes, et l'économie politique est la science qui doit coordonner les diverses parties constitutives d'une nation en vue de lui procurer le plus de bien-être et la plus grande

prospérité possible. Aujourd'hui les besoins des peuples, qui, dans le silence des armes, arrivent jusqu'à l'oreille des rois, ne permettent pas de se perdre dans des abstractions ni de traîner les choses en longueur ; ils réclament des réponses catégoriques et sociales. Le prolétariat a-t-il le droit de vivre et de jouir du fruit de ses travaux? Comment le soustraire à son humiliation présente? Suffira-t-il de lui recommander la résignation? Suffira-t-il de lui faire la charité? Ou doit on préparer à chacun les moyens de remplir sa tâche, d'exercer ses droits, de développer son activité propre? Ce n'est pas dans les livres qu'il faut chercher les solutions de ces problèmes, mais dans les ministères et dans les assemblées législatives. Ils sentent que ce n'est plus le moment de discuter, mais d'agir et de concilier les calculs de l'intérêt avec les inspirations de la morale et de l'humanité.

Améliorations.

Au milieu des doctrines funestes des uns, des doctrines ineptes des autres, bien des améliorations partielles se sont introduites, parce que les hommes sont meilleurs que leurs théories. L'égalité des personnes et des choses est désormais sanctionnée dans les législations, ou du moins en voie de l'être. La Turquie a détruit les mamelouks et les janissaires et a proclamé la tolérance envers les chrétiens; l'Angleterre a émancipé les catholiques, la Suisse ses ilotes; la Russie affranchit ses esclaves. Les conditions ne sont pas égales, il est vrai; mais toutes ont une aptitude égale aux emplois dont le mérite les rend dignes; la sujétion à la loi, aux impôts, au service militaire est égale pour tous.

Le pouvoir monarchique reprend chaque jour aux feudataires quelque lambeau de cette autorité dont ils s'étaient emparés depuis des siècles, et se reconstitue dans son unité, ce qui lui permettra de séparer entièrement le pouvoir administratif de l'autorité judiciaire. Les pouvoirs aristocratiques ont disparu avec les anciennes républiques; les cantons suisses, où il en avait survécu quelques parties, sont arrivés à l'égalité; enfin, les petites seigneuries vassales se sont effacées, en reconnaissant l'entière souveraineté des princes d'Allemagne. En même temps on veut que l'État ne se mêle du travail social que dans les limites de la stricte nécessité; qu'il considère le droit de tous comme l'unique restriction au droit de chacun; et l'on commence à donner plus d'attention aux libertés réelles qu'aux libertés théoriques.

Dans les pays où il y a une religion d'État, on peut défendre l'exercice public d'un culte dissident; mais dans aucun on ne persécute plus les croyances et les pratiques privées. Les ecclésiastiques n'ayant qu'une puissance purement morale, leurs biens sont soumis aux mêmes charges que ceux des autres citoyens, leurs personnes aux mêmes juridictions; et le droit canonique va se restreignant de plus en plus. Si dans quelques pays (l'Angleterre, la Norwége, l'Écosse) le clergé participe au pouvoir législatif, c'est plutôt comme un des éléments du patriciat que comme classe distincte et tendant à un but particulier. Les juifs sont admis dans la loi commune, et songent à devenir une Église plutôt qu'à rester une nation. Dans les États où la noblesse s'est conservée comme corps politique, elle a perdu la plus grande partie des biens-fonds et souvent le vote législatif, ainsi que le privilége des emplois civils, militaires, communaux et celui des dignités ecclésiastiques; sa juridiction patrimoniale a été limitée et rendue dépendante par la faculté d'appel; elle est soumise à l'impôt, à la conscription et le plus souvent aux tribunaux ordinaires; elle voit s'élever à côté d'elle les savants et les industriels; et la stabilité de ses richesses est sapée par l'affranchissement des successions civiles. En laissant le silence et l'immobilité pour ressource et pour loi aux mauvais ministres, la publicité s'étend; et il n'en est pas seulement ainsi dans les pays qui jouissent d'une constitution : le roi de Prusse a permis de discuter sur l'administration, le roi de Danemark a affranchi la presse (1844); et là où il y a publicité il y a, de nos jours, liberté suffisante.

Le droit d'aubaine est aboli, au moins par des conventions réciproques. La foi publique forme l'une des bases financières, de même que les économies utiles et la publicité des comptes. Les falsifications, les fraudes en matière de monnaies disparaissent; on s'occupe de corriger les honteux jeux de bourse; les douanes sont établies de manière à ne plus nécessiter l'immoral remède de la contrebande.

On a dérogé à beaucoup de prescriptions du droit civil qui dérivaient du droit politique, entre autres au partage inégal de l'héritage paternel. Quelques écrivains se sont même élevés contre le droit de tester, respecté pourtant dans toutes les législations. L'autorité paternelle a été modérée, mais maintenue; dans les pays où le divorce est permis les motifs en ont été restreints.

L'importance attribuée à la propriété foncière dans le moyen âge n'a pas diminué; mais la propriété mobilière est mieux appréciée, et les constitutions accordent une représentation non-seulement à la richesse industrielle, mais encore à la pensée. La publicité des hypothèques garantit les créances, et diminue les causes de procès.

En ce qui concerne l'impôt, tous les économistes admettent qu'il doit être basé sur le revenu avec une extrême modération, et qu'il peut être refusé lorsqu'il excède les besoins réels de l'État. Il doit être proportionné aux facultés de ceux qui doivent le payer comme prix de la protection et des avantages sociaux, ceux-là étant tenus de donner plus qui ont plus besoin d'être garantis. Partout on désapprouve la taxe personnelle, qui frappe non le revenu, mais l'existence, et qui, instituée à l'origine en remplacement de l'obligation du service militaire, est maintenue aujourd'hui conjointement avec ce service.

Les sciences ne regarderaient pas leur mission comme accomplie si elles n'appliquaient leurs conquêtes à l'utilité générale. Elles ont facilité par le recensement la répartition de l'impôt; elles ont mieux maîtrisé les eaux, et les ont dispensées en proportion des besoins; elles donnent des conseils à la bienfaisance pour améliorer les hôpitaux et les prisons. L'économiste étudie la question des salaires; jusqu'à quel degré il convient d'organiser les classes laborieuses sans entraver l'instinct et l'intelligence de l'individu; comment on peut rendre moins pénible le travail des enfants dans les manufactures; quelles institutions facilitent aux pauvres un meilleur emploi du produit de leur travail; comment on peut les accoutumer à l'économie et à la prévoyance; favoriser les entreprises par des banques agricoles et d'escompte; faire que les grands travaux d'utilité publique tournent au plus grand avantage du particulier; combiner les intérêts du fisc avec la supression des loteries, la diminution de l'impôt du sel, des douanes et des autres taxes indirectes; on agite le grand problème de proportionner la subsistance avec la population.

La société a compris qu'elle perd le droit de punir le délit si elle n'a eu recours à tous les moyens pour le prévenir. Il n'y a rien de plus propre que l'éducation pour atteindre ce but; car, en se proposant de mettre les actes, les sentiments, les calculs en harmonie avec les besoins sociaux, elle épargnera l'intervention coercitive de la loi. C'est pour cela qu'on s'est tant occupé de

Éducation.

l'enseignement. Le nombre des établissements pédagogiques s'est donc énormément accru; mais on y a conservé (défaut capital) les systèmes d'une société bien différente, et l'on a abandonné à des mains vénales l'application de ceux qui étaient faits pour des corporations. Or, les corporations une fois détruites, il aurait fallu que les systèmes fussent complétement changés.

Quelques tentatives ont été faites dans ce but. Il n'était possible d'instruire le peuple que par des méthodes promptes; il y avait bien moins à lui charger la mémoire qu'à développer son moral et à faire en sorte que l'enfant se trouvât amélioré par les choses qu'il apprend et par la méthode à l'aide de laquelle il apprend. N'est-ce pas ainsi que font les mères, qui, par la parole, communiquent aux enfants les idées du juste et du bien? C'est précisément en méditant sur l'éducation maternelle que le P. Girard pensa que l'étude du langage, qui est en résumé l'étude de la pensée, peut devenir l'instrument d'éducation le plus complet, comme il en est le premier; or, il voulut qu'à tout travail de la mémoire et du raisonnement se rattachât une leçon religieuse ou morale.

1796-1827. Pestalozzi, de Zurich, inventa une méthode qui tend à ce que l'élève développe par lui-même ses notions et ses qualités propres, indépendamment des opinions particulières de l'instituteur, et qu'il appuie ses propres données sur la connaissance distincte des parties intégrantes et essentielles des objets. Il voulut donc que le maître fût formé par l'élève, et qu'il lui donnât à son tour l'impulsion; que le savoir et le faire se trouvassent réunis; que les facultés physiques, morales et intellectuelles de l'enfant pussent s'exercer harmoniquement. Mais, exagérant une pensée de Locke, il fit des mathématiques la base de l'éducation, comme s'il était possible de ne pas accepter aussi les vérités prouvées par la conscience et par le cœur!

Former le peuple à la morale plus encore qu'à la science à l'aide d'une méthode communicable à tous et assez peu dispendieuse pour n'avoir pas besoin du gouvernement, tel est le but

Lancaster. que se proposa Lancaster. Déjà Bell, ministre anglican, s'était aperçu qu'il était possible de transmettre l'instruction aux élèves au moyen des élèves eux-mêmes, et il avait fondé, d'après cette idée, une école à Madras. Lancaster, sans en avoir connaissance, établit son enseignement mutuel, procédé mécanique par lequel les enfants s'instruisent l'un l'autre, les plus

avancés servant de directeurs, de moniteurs, de maîtres, sous la direction d'un instituteur, qui est plutôt un surveillant. Il ouvrit dans le quartier le plus misérable de Londres une école pour la lecture, l'écriture et le calcul, ne demandant que la moitié du prix exigé par les autres maîtres. Épargnant la dépense des livres, il n'avait qu'un seul exemplaire suspendu à la muraille, qu'il faisait copier soit sur le sable avec le doigt, soit sur l'ardoise avec un crayon. Il parvint à rendre l'enseignement gratuit au moyen de souscriptions, et l'on s'étonna qu'un seul homme pût suffire pour des milliers d'élèves. Mais comme il était quaker, et qu'il recevait des personnes de tout sexe, quelques ecclésiastiques s'effrayèrent de son succès. Lui-même ne savait pas s'accommoder aux nécessités dont tout novateur est assailli; aussi vécut-il misérablement, chargé de dettes et en butte aux persécutions.

Sa méthode se propagea malgré des contradictions de tout genre, et le sentiment religieux y trouva place; car désormais personne, à l'exception d'Owen, n'admet plus le paradoxe de l'*Émile*, qu'il ne faut point donner aux enfants, dans le premier âge, l'idée de l'Être suprême. Mais, dans les pays manufacturiers, les parents, assujettis à un travail journalier, sont contraints de laisser à l'abandon leurs enfants, qui grandissent dans la misère et dans l'immoralité. C'est pour suppléer à ce déplorable abandon qu'ont été institués les asiles pour l'enfance, innovation excellente pourvu qu'elle ne dévie pas de son but, qu'elle ne détache pas les enfants de leur état, qu'elle ne relâche pas entre les enfants et les parents ce lien qui sera toujours le principal frein du vice.

En général, l'instruction du peuple ne sera jamais qu'une dérision et une tromperie partout où on lui apprendra à lire et à écrire sans qu'il puisse plus tard en faire usage. Quant au haut enseignement, qui trop souvent engendre des talents secondaires, et non pas de grandes intelligences, les gouvernements tendent à s'en emparer comme d'un moyen d'action, c'est-à-dire à en faire un monopole, jusqu'à soustraire aux pères de famille le droit précieux d'élever leurs enfants dans les idées qu'il croient les meilleures (1). On ne sait trop, par malheur, ce

(1) Schelling a émis de très-bonnes idées sur l'enseignement dans ses leçons sur la méthode des études académiques. Mais les meilleures ont été développées en France, à la chambre des pairs, en 1845 et 1846.

que l'on veut en fait d'éducation et d'enseignement. Nous critiquons ce qui est vieux sans nous entendre sur ce qu'il y a à y substituer de neuf; nous allons à tâtons. Cela est si vrai que nous nous débattons non sur le fond, mais sur les méthodes. Que dirons-nous de ces pays imitateurs où l'on prétend copier des méthodes faites pour d'autres tout différents, et qui ont un but tout contraire à celui auquel ils doivent viser? Que dire de ces prôneurs de liberté qui imitent les despotes dans le monopole de l'enseignement et qui imposent aux pères de famille, dont le droit, le devoir est de donner à leurs enfants l'instruction la plus saine et de choisir par conséquent leurs maîtres, des systèmes et des précepteurs désignés par l'autorité civile?

La bienfaisance est devenue plus active à sonder les plaies de l'humanité et plus ingénieuse à les guérir. Les hôpitaux ont été améliorés autant qu'ils peuvent l'être dans des mains vénales. On veut que les jeux de hasard ne soient plus un revenu de finance, que les maisons d'enfants trouvés cessent d'être un cimetière, et que l'œuvre de la charité ne soit point convertie en supplices. Il a été établi à Londres, sur un vaisseau qui s'était signalé à Trafalgar (le *Dreanougth*), un hospice pour les marins, où l'on reçoit ceux de tous les pays, comme des gens dont la mer est la patrie commune. Dans les contrées catholiques, les ordres hospitaliers ont été rétablis, et les sœurs grises, ainsi que les sœurs de Charité, ont mérité tout à la fois les sarcasmes et la confiance du siècle des machines. L'éducation des sourds-muets, celle des aveugles s'est perfectionnée et l'on s'est occupé des moyens de secourir efficacement les asphyxiés.

Le principe des associations, appliqué à la charité, a produit les compagnies de secours mutuels et d'assurances contre l'incendie, la grêle et les risques maritimes; d'autres associations se sont formées pour venir en aide aux orphelins, aux jeunes débauchés, aux filles perdues, aux enfants trouvés, dont le nombre augmente d'une manière effrayante dans le monde entier (1). L'œuvre de la Sainte-Enfance s'est proposé pour but de recueillir les nouveau-nés qu'on expose en Chine par milliers. Une société s'est constituée dans l'Océanie pour commencer l'éducation des peuples nouveaux, une autre en Algérie pour

(1) Necker évaluait à 40,000 le nombre des enfants exposés et entretenus dans tous les hospices de France avant 1789. Il y en avait 67,966 en 1815; 99,346 en 1819; en 129,699 en 1834, et la dépense s'élevait à près de dix millions. *Contre-enquêtes sur les enfants trouvés*, mai 1839.

convertir les Africains. D'autres rachètent les esclaves, et travaillent à l'abolition de l'esclavage : les paroles ne suffissent pas pour louer le zèle des missionnaires, ces pacifiques conquérants.

Si l'ignorance et le besoin continuent de pousser au crime tant de misérables, on fait des prisons un moyen de correction et de régénération. Lorsque l'Angleterre eut perdu ses colonies d'Amérique, elle déporta ses criminels à la Nouvelle-Hollande, où elle fonda la colonie de la Nouvelle-Galles du Sud ; en 1817, elle créa celle du pays de Van-Diémen. Les émigrés volontaires prospérèrent aussi dans ce pays fertile, qui n'a point de bêtes féroces et où les troupeaux sont une source de richesse. Là des hommes dont l'Europe n'aurait su faire que des habitués de prisons ont formé des villes florissantes. Mais il arrive malheureusement qu'ils se corrompent les uns les autres dans le trajet, et que ce châtiment n'effraye pas assez pour détourner du crime. Prisons.

Le docteur Rusch lut en 1787, chez Franklin, des *Recherches sur les effets des peines publiques sur les coupables*, recherches qui déterminèrent à former une société *pour l'amélioration des prisons ;* et cette société introduisit le régime pénitentiaire. En 1790, fut fondée à Philadelphie la *prison d'État*, dirigée par dix citoyens honorables : les détenus y furent distribués en prévenus, en condamnés pour fautes graves et pour légers délits, en vagabonds et en débiteurs ; tous y travaillaient à leur profit, et la bonne conduite leur valait une abréviation de peine. Ils y étaient isolés jour et nuit, tandis que dans les prisons d'Auburn ils travaillent ensemble dans la journée, mais en silence : ces deux systèmes sont en présence, et tous deux tendent à empêcher la contagion entre les prisonniers.

L'Angleterre a imité ces établissements ; mais les effets n'ont pas répondu à tout ce qu'on attendait, et ils n'ont guère servi qu'à faire briller l'héroïsme de quelques philanthropes, tels que la quakeresse madame Fri, qui est parvenue, à Newgate, à améliorer la condition des femmes détenues. Les maisons pénitentiaires de Genève (1820) et de Lausanne (1824) ont donné des résultats dignes d'éloges ; aujourd'hui tous les pays civilisés en possèdent ou en réclament.

En somme, aucun genre de souffrances n'échappe aux efforts combinés de la science et de la bienfaisance, qui s'empressent d'accourir partout où il y a des consolations à donner,

des secours à préparer, des lumières à répandre. Mais l'expérience a bien démontré qu'elles ne réussissent à rien ou n'obtiennent que de mauvais fruits quand elles ne sont pas inspirées par la religion; c'est d'en haut seulement que peut venir le baume qui restaure.

Tout cela néanmoins ne constitue encore que des palliatifs. Les uns n'en meurent pas moins de faim, les autres de réplétion. L'abîme se creuse de plus en plus entre les entrepreneurs millionnaires et les ouvriers indigents, lorsqu'un petit nombre de mains accaparent l'industrie et peuvent réduire le peuple au pain pour toute nourriture, ou le jeter, du jour au lendemain, sur la voie publique. Dans les pays agricoles, et en Angleterre surtout, le système des fermages a amélioré les campagnes, simplifié les administrations publiques et privées; mais il a réduit à la misère les basses classes, obligées de tout donner à un fermier, qui doit en tirer le plus possible et qui se trouve dégagé de toute clientèle d'affection envers les propriétaires traditionnels, envers les corporations religieuses ou bienfaisantes, qui comptaient au nombre des fruits du champ la vie de leurs paysans. Est-il bien permis de désigner comme la plus riche des nations celle où chaque année une multitude de gens est réduite à mourir littéralement de faim?

Socialistes. Les socialistes et les communistes ont cherché un remède radical à ces maux et à d'autres encore, dont ils font d'effroyables et irritants tableaux et dont ils accusent la société actuelle. Les anciennes idées de démocratie se sont associées dans ces sectes au développement nouveau de l'industrie et au désir de réformer le droit personnel et le droit réel, ramenés à une théorie absolue. Leurs docteurs croient donc que la science économique ne sert à rien si elle ne se fonde sur le système social tout entier, et ils se mettent à repétrir le monde. Philosophes non plus du passé ni du présent, mais de l'avenir, leur science est une révélation, leur méthode l'histoire, la synthèse leur but, c'est-à-dire qu'ils prétendent identifier la religion et la philosophie en une science de la vie et de l'action, ou, si l'on veut, de la société.

Saint-Simon. 1760-1825. Saint-Simon, d'origine aristocratique, et cependant frappé de l'injustice des inégalités sociales, prit pour devise : *Améliorer le sort de la classe la plus pauvre.* « Si tous les princes du sang, disait-il, les officiers de la couronne, les ministres d'État, les présidents, les évêques venaient à mourir aujourd'hui, et de plus les dix mille plus gros propriétaires de France, on en serait

affligé sans doute, parce que ce sont d'excellentes gens; mais l'État n'en éprouverait pas le plus petit mal, et le lendemain la perte de ces trente mille colonnes serait réparée, attendu que des milliers d'individus sont capables de faire ce que font les princes du sang, les ministres, les millionnaires, les grands prélats. Si, au contraire, les principaux artisans, les principaux producteurs venaient à mourir, et aussi les chimistes, les physiciens, les peintres, les poëtes, etc., la perte serait irréparable..... Le peuple a beaucoup gagné dans les dernières luttes; il a surtout gagné la connaissance de lui-même et de ses propres besoins, aussi ne croit-il plus à la nécessité de souffrir et d'être opprimé. Mais si la féodalité aristocratique est brisée, celle de la richesse subsiste; et la jouissance oisive est encore le partage des uns, les fatigues et les privations le partage de ceux en qui résident les puissances créatrices du travail, du génie, de la civilisation. Ces heureux, qui ont la plénitude des droits civils, sont en France le vingt-cinquième de la population, gens improductifs, qui imposent des lois au reste. En même temps les progrès de la civilisation sont abandonnés au hasard, les sciences cultivées et appliquées de même au hasard; les découvertes restent éparpillées jusqu'au moment où l'avidité d'un capitaliste vient faire violence aux habitudes manufacturières; les les faillites, les changements de mode plongent dans la misère des milliers d'ouvriers. Il y en a qu'enrichit le hasard d'un héritage; les machines et les capitaux restent inféodés, tandis que tous les chemins sont fermés à ceux qui ne sont pas propriétaires, pour tirer parti de leur propre génie.

« Il y a des pauvres, parce que trop de gens vivent non pas de leurs travaux de tête ou de main, mais des travaux d'autrui, et qu'ils consomment tant que le labeur ne peut suffire et à leur subsistance et à celle des travailleurs. Il y a des pauvres, parce que ceux-ci comptent sur les aumônes privées, aumônes faites par ceux qui ont à bail les terres et les capitaux. »

Saint-Simon répudia le mot de *libéraux*, reste du vocabulaire patriote et bonapartiste, pour celui d'*industriels*, qu'il trouvait plus approprié à des gens qui veulent instituer un ordre stable par des moyens pacifiques et accomplir la volonté de Dieu, qui est que chacun puisse travailler et soit retribué selon ses œuvres. L'égoïsme proclamé par Bentham ne préviendrait pas le choc entre les intérêts privés et généraux; en conséquence, Saint-Simon y substitua les sympathies, de même qu'il

remplaça l'instinct individuel par la direction des grands hommes, les révélateurs, les initiateurs. Il accepta néanmoins les théorèmes de Bentham : seulement, comme ce dernier n'avait pas dit en quoi consistait l'utilité *générale*, Saint-Simon la fit consister dans la *production*, idée précise substituée à une énonciation indéterminée.

De même que, dans l'ordre matériel, la société est gangrenée par les souffrances des pauvres et par l'insuffisance des remèdes législatifs, de même elle est minée, dans l'ordre moral, par le manque de foi. La croyance religieuse a péri ; il n'y a plus de croyance politique ; l'astuce est substituée à la force ; la justice a disparu ; un égoïsme impuissant survit seul ; on prodigue les serments, et l'on se parjure au gré des partis ; l'autorité et la liberté sont des mots invoqués tour à tour et que personne ne comprend ; les châtiments sont une vengeance bien plus qu'une correction salutaire et un moyen d'amélioration. L'éducation est réduite à un enseignement désordonné, sans but précis, sans égard aux dispositions individuelles et aux intérêts généraux ; les déplorables écoles classiques produisent un orgueil stérile chez des hommes qui connaissent Homère, mais non la Bible ; Helvétius et Dupuy, mais non l'Évangile, et qui n'ont d'idée du catéchisme que par les sarcasmes de Voltaire. L'égoïsme émousse les passions et éteint les sentiments ; l'amour est un trafic, la littérature un jouet ; il ne reste aux poëtes que la satire pour le réel, et l'élégie pour cet idéal qu'ils ne savent déterminer.

Comment y remédier ?

En faisant l'opposé de ce qu'on a fait jusqu'ici. Le passé se divise en deux grandes époques, le paganisme et le christianisme. Tous deux organisèrent la société d'après des principes universellement admis (*époques organiques*) ; vinrent ensuite les philosophes, qui y introduisirent l'examen (*époques critiques*), qui finit par saper l'édifice. Au milieu de ce travail d'organisation et de destruction, l'humanité avance sans cesse, constante, infaillible dans ses trois grands organes, la science, l'art et l'industrie.

Maintenant nous sommes dans le pêle-mêle d'une époque critique, et il faut préparer une nouvelle époque organique, où les intérêts, les sympathies, les institutions convergent et s'unissent. Le christianisme, mal entendu ou corrompu, doit être ramené à l'amour du prochain et principalement des classes

pauvres, en stimulant l'activité industrielle et en répartissant les profits d'une manière plus équitable, en la réglant, au moyen d'un pouvoir hiérarchique sur le modèle de l'Église du moyen âge. La force régna d'abord avec la guerre, qui est sa manifestation, et l'esclavage, qui fut sa conséquence, le tout au détriment des masses. L'association, au contraire, l'industrie, l'intelligence out créé les villes et les nations, émancipé l'esclave, affranchi la pensée.

Supprimer la guerre, détruire le règne de la force et fonder l'association universelle, voilà le but de *la science nouvelle*.

Comme les hommes écoutent volontiers ceux qui leur promettent toutes les félicités sociales, ces questions ne tardèrent pas à devenir populaires. Les journaux tendirent à favoriser le progrès de l'industrie et à affaiblir le prestige des expédients politiques; ils combattirent le système prohibitif, démontrèrent l'importance des hommes de savoir, des travailleurs, des artistes, cherchèrent en même temps à diminuer l'importance des hommes de guerre et à détrôner la richesse et la politique au profit du travail.

Quel est donc l'obstacle qui s'oppose à la réalisation de ce règne de Dieu? C'est un reste de la féodalité, c'est la propriété, transmise par accident, et non en raison du mérite; en conséquence, plus d'hérédité, et que les instruments soient distribués en proportion de la capacité. Ainsi l'industrie mettra chacun à sa place; le gouvernement sera une banque, qui centralisera tous les biens de la nation, pour les répartir entre ceux qui sauront le mieux en faire usage.

Mais cela détruit la famille. Eh bien? supprimons la famille, cette servitude de la femme. Que la femme s'affranchisse du père qui la vend, du mari qui l'achète, et qu'elle devienne aussi un agent de production. Que les enfants soient élevés non plus par l'égoïsme domestique, mais conformément aux vues de la société.

C'est ainsi qu'on portait la hache aux racines mêmes de la société; qu'on abolissait l'hérédité, et qu'on proclamait non la communauté des biens, mais leur distribution selon la capacité. Les saint-simoniens crurent voir le triomphe de leur doctrine dans la révolution de 1830, faite par la classe ouvrière avec tant de désintéressement. Ils proclamèrent donc sur l'industrie, sur les banques, les hypothèques, les enfants trouvés, les travaux publics, le paupérisme, l'association, même sur l'his-

toire et les beaux-arts des idées dont l'invention ne leur appartenait pas, mais qui, réunies en un seul corps et sous forme dogmatique, avec une grande habileté, ne disparaîtront plus du trésor commun de l'humanité (1). L'éclectisme reçut d'eux une atteinte mortelle; et l'on peut dire qu'ils ont jugé avec sagacité les autres systèmes, observé en grand la synthèse générale des sciences, comme complément de leur méthode, et proposé enfin le véritable but de la philosophie en tant que science de la vie.

On entendit alors non plus des prêtres, non plus des Italiens, mais une secte qui n'était pas même chrétienne, proclamer l'importance civilisatrice de l'Église et du clergé catholique et de la séparation des deux pouvoirs; déclarer hautement que l'autorité spirituelle était dans son droit quand elle cherchait à s'assujettir l'autorité temporelle, c'est-à-dire à soumettre les droits de naissance et de conquête à ceux de la capacité, et que le clergé catholique avait édifié le premier une société à l'aide de forces pacifiques (2).

Ce fut, au milieu d'un monde égoïste, un spectacle nouveau de voir une réunion d'hommes riches, intelligents répudier leurs avantages personnels pour les faire tourner au profit de tous, se soumettre à la pratique de leurs théories et à la vie commune; des savants distingués se faire artisans et cuisiniers, affrontant l'ennemi le plus mortel du bien, parce qu'il est le plus redouté, le ridicule; et quand il était de mode de dénigrer l'autorité en proclamer la nécessité.

Il est à remarquer ici que d'un système industriel on arriva à un système religieux, de la liberté suprême à la papauté, de la loi écrite de Bentham à la loi vivante. En partant comme lui du principe utilitaire, les saint-simoniens durent nier l'immortalité du droit : si l'individu cessait d'être égoïste, le corps social le devenait. En conséquence, les actes, appréciées seulement en tant qu'utiles à la société, consistent soit en services grossiers, soit en désintéressements sublimes; les affections, la charité, la religion, l'art, les sacrifices n'ont point

(1) Voyez le *Globe* et l'*Exposition de la doctrine saint-simonienne.*

(2) On trouve déjà dans Campanella la communauté des biens, l'abolition de la famille, de la patrie, de la nationalité; l'agriculture pratiquée en commun, la distribution des richesses selon la capacité et le travail, et la papauté en tête. *De monarch. hispanica.*

de valeur par eux-mêmes, mais uniquement comme moyens de production.

Maintenant, pour distribuer les produits et faire l'éducation des producteurs, un sacerdoce est nécessaire. C'est ici que la doctrine se convertit en une religion dont le pouvoir devait s'exercer non-seulement sur l'industrie et le commerce, mais sur le sentiment, sur les idées, sur les découvertes. Les saint-simoniens tombèrent alors dans une théocratie hérétique, qui substituait à l'abnégation chrétienne la jouissance, la liberté des goûts et la satisfaction des passions. Quand, sur la demande d'Olinde Rodrigue *si chaque enfant pourrait reconnaître son père*, Enfantin, leur chef suprême, répondit qu'à la femme seule appartiendrait de décider, les plus distingués parmi eux désertèrent le drapeau; et la réprobation qui s'y attacha resta imprimée même sur des hommes fort honorables et sur des doctrines qui ne mourront pas complétement. En effet, la prédication saint-simonienne propagea généralement l'intérêt pour la classe pauvre, qui s'est fait jour dans la poésie, dans les romans, dans les débats parlementaires et dans les mesures adoptées par les gouvernements.

Owen et Fourier, bien qu'antérieurs à Saint-Simon, furent moins heureux que lui en disciples de talent. Fourier, d'une main brutale, mit à nu les maux du siècle, les souffrances de la basse classe, montra le vice opulent et l'honnêteté pauvre, la politique corruptrice, la famille divisée, le conflit entre l'ordre et la beauté physique, enfin les turpitudes morales du monde. Il établit ainsi la théorie des cinq mouvements : le *matériel*, attraction du monde, découverte par Newton ; l'*organique*, attraction emblématique dans la propriété; l'*instinctif*, attraction des passions et des instincts; l'*atomal*, attraction des corps impondérables; le *social*, selon Fourier, attraction de l'homme vers ses destinées futures. Les passions deviennent vices uniquement parce que la société les réprouve. C'est ainsi qu'il s'exprime sans voir que les passions ne sont en soi ni bien ni mal, mais que ce sont des forces par lesquelles se révèle la liberté humaine : les supprimer est impossible; ne pas vouloir qu'elles soient comprimées est un crime; et l'harmonie consiste non pas à s'y abandonner, mais à balancer le droit avec le devoir, deux idées que l'on ne saurait expliquer, mais que personne ne peut nier. Fourier.

Fourier voulait utiliser les passions comme forces vives, et,

au moyen de l'attraction passionnée, substituer au morcellement l'association des hommes en capital, en travail et en talent. Dans ce but, il entremêla tous les travaux de plaisirs ; au lieu de sales villages, il imagina des *phalanstères* élégants et commodes, où l'utilité n'était pas sacrifiée au luxe ni l'architecture aux nécessités, et qui devaient être habités par des phalanges de travailleurs, ceux-ci recevant des propriétaires tous les biens en échange d'actions transmissibles. Ainsi cessait le morcellement des propriétés et du travail agricole; chacun choisit l'occupation qui lui plaît, et en change lorsqu'elle cesse de lui convenir ; l'émulation stimulera sans cesse ce travail en commun. Connaissant leur importance mutuelle, les capitalistes tiendront compte des manouvriers, et ceux-ci des capitalistes ; personne ne connaîtra le besoin; aucune convoitise ne sera limitée, aucun amour-propre humilié; chacun recevra sa quote-part en proportion du capital, du travail, du talent. Quand le travail le plus bas, le plus rebutant sera le mieux rétribué et ouvrira la voie à la plus grande richesse, combien de haines cesseront dans le monde! Puis toutes les phalanges contribueront à assurer aux grands hommes, qui appartiennent à l'humanité entière, la fortune, les honneurs et la reconnaissance générale. Il se formera des armées non de guerriers exterminateurs, mais d'industriels et de savants, qui porteront leur assistance partout où besoin sera.

Les détails dans lesquels entra Fourier pour assurer les plaisirs destinés à ses phalanges prêtèrent facilement au ridicule ; on se scandalisa de cette association domestique avec ses divers degrés de favoris et de favorites, de géniteurs et de génitrices, d'époux et d'épouses. Toutefois il se plaignait, peut-être avec raison, de ce qu'on s'en prenait aux accessoires de sa doctrine, au lieu de s'attaquer au principal, qui est l'art d'organiser l'industrie, d'où naîtront les bonnes mœurs, l'accord des classes pauvre, riche et moyenne; la cessation des hostilités de parti, des crises financières, des révolutions ; enfin l'unité universelle. Victor Considérant, qu'on a appelé le saint Paul de cette doctrine, entreprit d'écrire une histoire de l'humanité. Il commence par l'*édénisme*, alors qu'il n'y avait ni propriétés individuelles, ni restriction apportée aux amours par les préjugés ou les conventions, ni conflit d'intérêts. L'espèce ne pouvait se perpétuer dans cet état de béatitude, et la pénurie se fit sentir. Alors surgit l'égoïsme, la société se dissout; la famille survit seule

au naufrage des affections, et devient la base de la société. A l'état sauvage succède le patriarcat, puis la barbarie, enfin la civilisation, époques de souffrances nécessaires pour que l'homme enfantât les sciences et les arts. Maintenant qu'ils ont pris naissance, doit venir l'âge du *garantisme*, destiné à concilier la liberté de la nature primitive avec les raffinements de l'extrême civilisation.

Owen s'élève contre toutes les religions; il y voit la cause des maux du genre humain; il nie l'empire de la foi et des lois : il veut le gouvernement rationnel, la communauté coopérative, en améliorant la condition des travailleurs, non par des réformes économiques, mais par de bonnes règles d'administration et de moralité; il abolit la propriété, cause de l'indigence; il réforme l'Église et l'enseignement; plus de mariages, de familles, de propriétés; plus de droits, de devoirs ni de croyances; la fatalité détermine le bien et le mal; le seul lien social doit être la bienveillance. Il supprime, en un mot, le mobile de l'intérêt personnel, mais sans y substituer l'intérêt religieux.

Il fit une colonie modèle de sa grande manufacture de New-Lanark, où il dépensa beaucoup d'argent; il y donnait l'éducation, et combattait les inclinations perverses par les moyens les plus ingénieux : école pour les enfants, secours pour les malades, récréations après le travail, association de chaque famille aux bénéfices d'une économie bien entendue, en même temps que les âmes étaient disposées, par le bien-être, à la sérénité et à l'expansion. Il obtint en effet d'heureux résultats; mais il ne s'aperçut pas qu'ils tournaient contre lui; car, pour ne rien dire de sa patience particulière et de ces vertus évangéliques qu'il exerçait tout en les dénigrant dans ses écrits, Owen était un chef d'établissement désintéressé, tenant sous sa dépendance des gens salariés, ce qui ne constitue pas une société. New-Harmony, qu'il fonda en Amérique, marcha bien tant que ne se développèrent pas tous les vices sociaux; mais bientôt les travailleurs se trouvèrent victimes des oisifs, et les hommes intelligents exploités par les ignorants. Il exposa au congrès d'Aix-la-Chapelle ses vues économiques, les dangers d'une production excessive, et, comme les machines suffisaient désormais à approvisionner le monde entier, la nécessité de substituer à la concurrence l'unité d'intérêt. Mais ce congrès avait à s'occuper de bien autre chose que des humanitaires.

Tous ces sectaires, en résumé, attaquent, les uns d'une manière,

les autres d'une autre, le grand problème de la pauvreté, et cherchent à concilier les progrès des fabriques à l'aide des machines, avec un adoucissement dans l'existence du peuple; à augmenter la valeur personnelle des hommes, dans quelque profession que ce soit; à commencer par l'enfance l'amélioration de la race humaine. Quand les théoriciens économistes ont pris pour base la concurrence sans limites, les socialistes proclament l'association universelle; mais tous, à commencer par Babeuf, arrivent à établir le despotisme en créant un pouvoir omnipotent et infaillible, qu'ils appellent le gouvernement et auquel ils attribuent la responsabilité dont ils déchargent l'individu. Les socialistes oublient que l'homme est quelque chose de plus que la matière, et que les biens dont il peut jouir sont le moyen et non la fin de son existence.

D'un autre côté, les communistes recrutaient leurs rangs (1), et déjà ils se trouvaient fortement organisés en France aussitôt après la révolution de 1830. Les uns voulaient le triomphe de leur principe à l'aide de l'insurrection; les autres croyaient à sa diffusion lente et progressive. Les uns proclamaient l'athéisme, les autres le vague déisme du *Vicaire savoyard*, d'autres encore l'*Évangile* refondu en un christianisme de leur façon. Le dissentiment religieux fut le principal motif de leurs divisions, par suite desquelles ils éparpillèrent leurs efforts, qui dès lors sont restés inefficaces. Ayant admis dans leur sein les débris des différentes factions démocratiques, ils n'ont pu s'entendre quant à l'application sociale de leur dogme de la communauté, substitué à celui de la propriété particulière.

Lamennais, devenu d'apôtre tribun, a coiffé le Christ d'un bonnet rouge : il a dépeint avec une éloquence brûlante la misère des masses, de ces esclaves modernes plus à plaindre, dit-il, que ceux du moyen âge, victimes innombrables d'un petit nombre d'heureux ou de dominateurs, dont on dirait que la félicité consiste dans la souffrance de tous.

Comment guérir de pareils maux? Lamennais répond à haute voix ce que les autres murmurent tout bas : « Peuple, réveille-toi; esclaves, levez-vous; brisez vos fers; ne souffrez pas plus longtemps qu'on dégrade en vous le nom d'hommes. Voudriez-vous qu'un jour vos fils, meurtris des fers que vous leur auriez transmis, pussent dire : *Nos pères furent plus lâches que les*

(1) Page 134.

esclaves romains; car il ne s'est pas trouvé parmi eux un Spartacus? » Il appelle donc dès à présent le peuple à conquérir l'égalité absolue et à exercer directement sa souveraineté; à constituer cette société libre dans laquelle « le pouvoir, simple exécuteur de la volonté nationale, obéit et ne commande pas, de telle sorte que le monde ne forme plus qu'une seule cité, qui saluera dans le Christ son suprême et dernier législateur. » Néanmoins Lamennais combat les socialistes; il croit que la propriété est une condition nécessaire de la liberté, et que le problème capital est de déterminer les modes à l'aide desquels elle doit se créer. Il n'y a de liberté qu'autant qu'elle est individuelle. Le socialisme concentre toute la propriété dans les mains de l'État; le communisme exagère jusqu'aux dernières limites cette concentration.

Mais le communisme procède dans différents pays par conjurations, et il éclate en factions armées : la Pologne se soulève en son nom, et les rois y répondent par les déportations, par les massacres, par les échafauds. En son nom, la Suisse perd cette tranquillité et compromet cette liberté qui la faisaient envier; la guerre de ceux qui n'ont rien contre ceux qui possèdent change la nature des luttes qui s'engageaient auparavant entre les sujets et les gouvernements : il ne s'agit plus de faire triompher telle ou telle forme de gouvernement, mais de n'en avoir aucun; de faire prévaloir la place publique sur le cabinet, la fougue sur le conseil, la volonté d'une poignée de gens armés sur l'expérience de gens instruits et modérés, ce qui serait un retour à la force brutale et à la servitude la plus désolante.

Les déclamations farouches, les attaques violentes ont pour contraste l'abjection vénale des folliculaires, qui, chaque jour, célèbrent le bonheur des peuples, et les hymnes dans lesquels ils vantent la douce existence dont ils sont redevables à quelques privilégiés de la fortune. D'autres, mieux inspirés que les derniers et plus calmes que les premiers, croient que le progrès des intelligences individuelles sera nécessairement suivi d'une répartition plus égale des droits politiques, et que le peuple entier entrera dans cette classe moyenne qui désormais peut dire : *L'État, c'est moi;* que la question importante ne consiste plus dans la république, dans la monarchie ou dans le gouvernement représentatif; mais, quant à l'ordre moral, dans l'éducation religieuse et sociale du peuple; quant à l'ordre

politique, dans la reconstitution de l'industrie et l'amélioration de la condition des travailleurs. Il s'agit, selon eux, de faire cesser cette abstraction inhumaine qui considère les ouvriers comme des quantités inertes que le raisonnement fait mouvoir à son gré, et de consolider les liens domestiques au lieu de les briser. Pour y parvenir, ils ne veulent pas irriter les passions du peuple, mais lui faire sentir que la société est fondée sur un échange perpétuel de services réciproques, et faire en sorte que la situation de chacun dépende de sa conduite, et soit proportionnée à son intelligence, à son activité, à sa moralité, à la persistance de ses efforts. C'est là, disent-ils, ce qu'il faut réclamer; et le reste en découlera comme conséquence.

Le bonheur sur la terre est un songe, et jusqu'à la fin la vie sera remplie de besoins et d'infirmités; ni prodiges de l'industrie ni secrets de la science, ne la soustrairont aux maladies et aux douleurs. La raison elle-même a des limites, qu'elle ne dépassera jamais; les volontés, les penchants, qu'elle sera toujours impuissante à dompter. Le bonheur ne sera donc jamais qu'un terme relatif, et la société s'en rapproche de plus en plus. Nous n'en voulons pour preuve que cette échelle ascendante continue, que ces voies ouvertes à tous, cette activité du peuple, qui s'élève sans cesse (1). Il est vrai que la devise générale est *Chacun pour soi*, tandis que le sacrifice, la philanthropie et, disons-le hardiment, la charité sont toujours nécessaires. Mais n'y a-t-il pas maintenant dix-huit siècles passés que cette parole a été annoncée du haut d'une montagne de la Palestine?

(1) On trouve, dans un article de la *Revue française*, sur la démocratie moderne, ce panégyrique du temps présent par M. Guizot :

« Aujourd'hui, grâce à la victoire de la bonne cause, les situations et les intérêts sont changés... Je ne dirai pas que la société ne contienne pas encore et ne doive pas contenir toujours des petits et des grands, des pauvres et des riches, et qu'il n'y ait pas beaucoup à faire, beaucoup plus que ne le croient les plus ambitieux, pour l'amélioration morale et matérielle du plus grand nombre. Mais la situation réciproque des petits et des grands, des riches et des pauvres est réglée aujourd'hui avec justice et libéralité; chacun a son droit, sa place, son avenir; et quant aux progrès futurs, l'espace est libre devant nous, espace immense, que nous venons de conquérir et que nous mettrons des siècles à occuper régulièrement par l'ordre et par la paix. »

ÉPILOGUE.

Il arrive souvent que les novateurs aperçoivent la vérité : leur seul tort est de la devancer ; et ce dont un siècle se raille en le traitant d'utopies peut, dans le siècle suivant, passer à l'état de vérité triviale. Parmi les opinions que nous avons citées quelle est celle que ce sort attend? Nous n'essayeront pas de le dire ; car si l'histoire nous a enseigné à coordoner le présent en vue de l'avenir, elle nous a montré l'impossibilité de prévoir les accidents et de déterminer les temps. Le règne de Dieu viendra, et tous les jours il est appelé par un plus grand nombre de croyants ; mais quand arrivera son jour? Patient, parce qu'il est éternel, « le Père seul le sait. » Ces opinions fussent-elles, au surplus, dénuées de toute valeur, l'homme doit les étudier pour les dispositions qu'elles attestent, pour les besoins qu'elles accusent, par cette espérance qui est aujourd'hui l'honneur et le tourment universel ; il doit en même temps préparer les voies « en veillant, en priant, en persistant dans la foi, en agissant virilement et en faisant tout en charité. » Que les forts se réjouissent humblement en se voyant choisis par Dieu pour instruments de ses fins ; que les opprimés soient persuadés que les jours heureux n'arrivent qu'après l'expiation. Là encore on peut dire, comme pour celui qui reposait au fond du sépulcre depuis quatre jours : « Je sais que tu peux ce que tu veux. »

C'est avec cette confiance que nous avons commencé notre travail, c'est elle qui nous a soutenu dans notre pénible carrière ; nous nous trouverons heureux et largement récompensé si nous avons pu la faire passer d'une manière durable dans l'âme de nos lecteurs. Nous ne serions pas compris de ceux qui ne nous ont pas lu si nous voulions tirer toutes les conséquences de nos prémisses. Nous espérons qu'il est superflu de le faire pour ceux qui connaissent notre œuvre.

Le calme de la pensée, dont on sent le besoin après les émotions vives, est-il possible aujourd'hui qu'une paix de trente ans a amené plus de secousses que les tempêtes multipliées du siècle

passé ? Il en est résulté une grande diffusion de savoir et d'expérience ; l'homme, après avoir embrassé le passé et souffert dans le présent, s'arrête aux limites de l'avenir, et regarde. Derrière lui il a des ruines, autour de lui la confusion, devant lui des ténèbres. Il a interrogé ces ruines sans nom : quelles leçons en a-t-il tirées? Que lui ont dit les quelques noms qui surnagent au milieu de tous ces débris? Au milieu du chaos contemporain, l'importance des changements politiques a trop empêché d'apercevoir que les changements économiques et sociaux étaient plus grands encore et même que la société s'était transformée.

Dans le mouvement de concentration, les grandes puissances ont gagné, les petites ont perdu ou ont péri. L'Espagne ne possède plus l'Amérique, ni le Portugal le Brésil; la Hollande s'est vu arracher les plus riches joyaux de son diadème; les innombrables souverainetés de l'Allemagne, féodales, ecclésiastiques ou communales, sont réduites à quarante; la monarchie élective de Pologne, les républiques de Venise, de Raguse, de Lucques, de Gênes, de Malte ont disparu; l'Angleterre tient sous sa dépendance la foule des petits princes de l'Inde; si la Belgique s'est détachée de la Hollande, la diplomatie seule l'empêche de se rallier à une autre et grande nation; l'Amérique méridionale s'est fractionnée en plusieurs États, mais c'est un état de décomposition sur lequel tout jugement serait intempestif. En échange des Pays-Bas, possession détachée qui lui occasionnait des dépenses et de la sujétion, l'Autriche a gagné Venise avec la terre ferme et les îles de l'Adriatique, l'Istrie, la Dalmatie, Raguse et la Gallicie; ses domaines au delà des Alpes et en deçà se trouvent réunis par la possession de la Valteline; celle de Salzbourg lui vaut l'incorporation du Tyrol, où elle a supprimé les principautés ecclésiastiques de Trente et de Bressanone; l'évêché de Passau lui a permis d'aposter une armée au confluent de l'Inn et du Danube; les forteresses de Plaisance, de Ferrare et de Comacchio lui ont assuré le passage du Pô. La Prusse a amélioré sa forme topographique en s'adjoignant le duché de Posen, la Poméranie suédoise, le grand duché du Rhin, une bonne partie de la Saxe, de la Westphalie et de la Franconie. Ce pays, créé par les armes, a acquis bien plus à la paix que dans toutes les guerres de Frédéric II. Avec des éléments hétérogènes, avec une position artificielle, elle a entrevu sa destination. Dernière venue en Allemagne, elle s'y fait le centre des souvenirs et des espérances; elle s'est essayée

aux institutions représentatives, bien qu'en les soumettant aux priviléges; elle a groupé dans l'union douanière les intérêts de l'Allemagne, rattaché les confessions religieuses à la cathédrale de Cologne, et les intelligences les plus élevées à ses universités en y admettant la liberté de discussion, qu'elle se flatte de maintenir dans de justes limites.

La France a perdu Saint-Domingue et la plus grande partie des Antilles, le Canada et la Louisiane, ainsi que tout ce qui lui appartenait sur les golfes du Mexique et de Saint-Laurent; en Afrique, Madagascar et l'île de France; tout ce qu'elle possédait dans l'Inde, du cap Comorin à Surate et au Gange; en Europe, l'île de Minorque et quatre places dont Louis XIV avait fortifié sa frontière. Au lieu des faibles domaines ecclésiastiques situés entre son territoire et le Rhin, elle se trouve contiguë à la Prusse et à d'autres États de la confédération germanique; vers les Alpes une double barrière lui est opposée. Mais, en retour, elle s'est établie dans l'Afrique septentrionale et dans les îles de l'Océan. En outre, son importance morale s'est accrue. Après avoir conquis la liberté d'une façon sanglante, la France a été pendant longtemps comme le grand laboratoire de toutes les expériences politiques.

N'eût-elle rien gagné de plus à sa révolution, elle en est sortie nation une et compacte plus que toute autre en Europe, et dégagée de ces grandes iniquités de la conquête qui entravent les progrès des autres peuples et y tiennent la justice en échec. Ses progrès ne consistent pas dans un changement de ministère ou même de dynastie, ni dans l'acquisition d'une meilleure frontière vers les Alpes ou vers le Rhin, ni dans une alliance avec l'Angleterre ou la Russie, mais dans cette exaltation de sentiments généreux qu'elle produit souvent, dans cette manie de plaisir, dans cette vanité expressive qui l'offrent partout en butte aux haines, aux sympathieset à l'imitation. Sa littérature est celle de toute l'Europe; sa langue est le véhicule universel; c'est sur cette nation qu'on étudie plus volontiers les systèmes moraux, politiques, judiciaires, parce qu'elle les veut plus clairement formulés, déduits plus rationnellement et plus immédiatement appliqués; et ce que disait Jefferson, que tout homme a deux patries, la sienne d'abord, puis la France, devient de plus en plus vrai. C'est une nation qui se dirige plus par les sentiments que par les calculs; et comme l'initiative y appartient toujours à des hommes de cœur, elle

s'est maintes fois dévouée à la cause de l'humanité; elle envoya ses fils combattre partout où apparut un éclair de résurrection. Aujourd'hui, bien qu'elle n'ait pas encore résolu là question de son existence, elle prodigue des flots d'or et de sang pour reconquérir à l'Europe la sûreté de la Méditerranée et maintenir en Orient l'équilibre européen.

La Russie joue un rôle tout opposé. Elle a enlevé à la Suède cette Finlande longtemps convoitée, Abo, Wibourg, l'Esthonie, la Livonie, Riga, Revel et une partie de la Laponie; à l'Allemagne, la Courlande et la Samogitie; aux Polonais, la Lithuanie, la Volhynie, une partie de la Gallicie et la Pologne proprement dite; à l'empire ottoman, quelques parcelles de la petite Tartarie, la Crimée, la Bessarabie, le littoral de la mer Noire, l'embouchure du Danube; à la Perse, la Géorgie, une portion de la Circassie, le Chirvan; la nature lui a abandonné ces extrémités polaires par lesquelles l'Asie et l'Amérique se touchent, ainsi que les îles voisines : c'est un vaste fleuve qui ne s'inquiète par des digues opposées à son inévitable cours. La Russie a une mission à remplir, celle de civiliser l'Asie centrale, de contribuer à rattacher la Chine à l'Europe. Mais la Pologne l'a trop engagée dans les affaires de l'Europe, et elle est devenue l'épouvantail du progrès, elle qui pourrait être citée avec honneur pour les milliers de colonies, de villages, de villes dont elle peuple incessamment les glaces de la Sibérie. Son tort, et c'est peut-être ce qui fait sa puissance, est l'absence de libertés politiques.

L'Angleterre n'a rien perdu, et a gagné immensément. Elle a des colonies où l'on parle français, allemand, espagnol, tandis qu'aucune puissance n'en possède où l'on parle anglais. Elle possède en Europe Helgoland, Malte, Gibraltar, les îles Ioniennes; en Amérique, le Canada, l'Acadie, les Lucayes, les Bermudes, une grande partie des Antilles, une portion de la Guyane, les Malouines et autres îles; tellement que, de Falkland et de la Trinité, elle domine la mer des Caraïbes. Elle a en Afrique Bathurst, Sierra-Leone, plusieurs établissements sur la côte de Guinée, les îles de France, de Loss, de Rodrigue, les Séchelles, Socotora, l'Ascension, Sainte-Hélène et le cap de Bonne-Espérance, position d'une importance majeure; elle a longtemps négocié pour avoir Fernando-Po et Annobon, ces clefs du Niger. Elle a supplanté la France en Asie; elle est maîtresse de Ceylan, d'un empire de cent vingt-cinq millions

d'habitants, qui s'accroît chaque jour; des îles de Singhapour, d'une partie de Malacca et de Sumatra. D'Aden, station extrêmement favorable entre Bombay et Suez et jadis marché considérable de l'Arabie, elle pourra répandre dans l'Yémen et dans l'Hadramaut les productions de l'Europe et de l'Inde. La plus grande partie de l'Australie, la Tasmanie, les îles Norfolk, la Nouvelle-Zélande lui appartiennent. Ses conquêtes vont toujours augmentant, non point par ambition (ce n'est jamais là le défaut des gouvernements bien équilibrés), mais pour sa sécurité intérieure; et qu'un marché lui soit fermé en Europe il faut que l'Angleterre s'en dédommage sur l'Indus ou sur le fleuve Jaune.

Ses marins ont exploré sur tous les points la Méditerranée, l'Indus, le Gange, le Brahmapoutra, le Godaverry, le Kisthna, le Cavery, chaque poste, chaque rivage du golfe Persique, du golfe Arabique, et surtout le trajet entre le Cap et la Chine. Ils ont établi des bateaux à vapeur sur la rivière des Amazones et ont songé à franchir les Andes avec un chemin de fer; ils envoient de gros vaisseaux parcourir les rivages du Chili, et ils ont lancé de nombreux navires sur le grand lac Titicaca. Le canal de Pamban leur évitera le long circuit de Ceylan; ils en ouvriront un autre entre le Gange et l'Indus; ils en projettent d'autres à travers les isthmes de Suez et de Panama; ils ont purgé de pirates les plages de Concan, pour la sûreté des bateaux à vapeur qui viennent de Bombay; et rejoignent aux Laquedives ceux qui rasent le littoral d'Orissa, de Coromandel, de Ceylan et du Malabar.

L'Angleterre est un pays unique, où tous sont libres et où tous obéissent, tandis que l'aristocratie se soumet, bon gré mal gré, à des réformes dès qu'elle les reconnaît nécessaires; les merveilles s'y succèdent. La capitale est plus peuplée que les royaumes de Grèce, de Hanovre, de Wurtemberg, de Saxe, de Norwége; on y jette des ponts, ou plutôt de chemins de fer, à travers des bras de mer; on y creuse des passages sous de grands fleuves, des canaux pour des frégates sur la cime des monts, des bassins aussi spacieux qu'un port, où l'on dépense des centaines de millions; un seul pont (*Waterloobrigde*) en a coûté trente; certaines digues cinquante; dix-huit milliards ont été employés en chemins de fer, et peut-être autant en d'autres constructions tout en fer.

Comme si c'était trop peu, pour procurer un débouché

à tant d'activité et de richesse, qu'un empire occupant près d'un huitième de la surface de la terre et dominant sur un cinquième du genre humain, l'Angleterre les emploie encore à spéculer chez les étrangers. Se fait-il des révolutions dans quelque partie du monde, l'Angleterre prête ses guinées, résignée à les perdre, parce qu'elle est assurée de s'en dédommager par les avantages procurés à son commerce. Ses compagnies font les chemins de fer et les canaux de presque toute l'Europe; elles exploitent les mines de l'Amérique. Elle a versé, tant en prêts qu'en spéculations, des sommes énormes dans l'Amérique méridionale; elle a donné 30 millions à la Grèce, 350 à l'Autriche; sa bourse est une mer dont toutes celles de l'Europe semblent être des affluents, et cet immense amas de capitaux se transforme en agents productifs. En quel lieu ne la trouve-t-on pas? Est-il un événement ou une situation dont elle ne profite? Elle a employé plus de 20 millions de livres sterling à réprimer la traite des nègres; elle en dépense autant pour l'entretien de missionnaires et pour des expéditions scientifiques. Elle se plaît à coloniser des rochers arides avec une constance et des dépenses incroyables, dans l'espoir qu'ils deviendront autant de débouchés pour son industrie. A peine les coraux ont-ils formé un îlot, qu'elle y arbore son pavillon et y installe une famille. Elle transporte sur des plages inhabitées l'écume de ses prisons, et bientôt il s'y développe des colonies florissantes; plusieurs communes, au lieu de faire l'aumône à leurs pauvres, les transportent dans les Maldives et dans quelque autre des îles heureuses de l'Océan, avec la réserve des droits emphytéotiques, et les voient devenir riches et populeuses. La vente seule des terres incultes de l'Australie méridionale rapporte plusieurs millions.

L'Angleterre l'emporte sur deux de ces rivales commerciales, la Russie et l'Amérique du Nord, par le bas prix et la qualité supérieure de ses produits, par l'abondance de ces capitaux, par de meilleures stations maritimes, par le crédit de maisons colossales et de banques dans les pays les plus éloignés, par sa sollicitude à protéger son commerce et son pavillon partout où il flotte, au moyen d'agents qui s'informent de ses besoins avec une extrême rapidité et par son habileté à approprier les produits au goût, au caprice des étrangers. Les autres nations cherchent à favoriser leurs manucfatures en excluant soigneusement les Anglais : pour elle, elle admet toutes les marchandises étran-

gères sans exception; après avoir vaincu la Chine, elle l'oblige à ouvrir quatre de ses ports, non pour elle seule, mais pour toutes les nations dont elle ne redoute point la rivalité.

Mais l'Angleterre est-elle aussi fermement assise qu'elle apparaît brillante? A l'intérieur, elle est travaillée de graves souffrances. Propagatrice de libertés, elle vit de priviléges; elle donne au monde le spectacle d'un peuple qui affranchit le commerce, qui triomphe sans conquérir, qui s'établit dans un pays sans en abolir la constitution, et en même temps elle reste cramponnée au moyen âge dans un temps où les institutions de cette époque ont perdu leur efficacité; elle travaille activement à l'émancipation des nègres, et elle tient asservi un peuple entier de mendiants; restreignant dans un petit nombre de mains les propriétés territoriales, elle fait dépendre d'un nombre très-restreint d'aristocrates le sort de millions de sujets; la religion y est persécutrice, bien que les croyances y soient sans exaltation; une industrie si étendue se propose pour fin l'augmentation des produits, qui ne devrait être qu'un moyen; et en créant des machines sans limites elle ne s'inquiète pas si des milliers d'hommes périssent de faim; puis, afin de remédier à cette misère, elle impose pour loi cette charité que le Christ avait proclamée comme une vertu.

Cette gangrène du paupérisme la contraint de déployer une activité merveilleuse, de multiplier, à force de rapidité, les marchés qui lui sont ouverts, en devançant la concurrence, en étendant ses missions, ses découvertes. Si l'Angleterre n'est plus, comme dans le siècle passé, le prototype de la liberté et des constitutions, c'est pour elle une tâche glorieuse et qui importe à sa prospérité que de porter la civilisation chez les peuples nouveaux et l'affranchissement chez ceux qui sont en voie de progrès. Elle s'est attiré l'admiration du monde par les quatre grandes victoires légales qu'elle a remportées : l'émancipation des catholiques (1829), la réforme parlementaire (1830), l'abolition de l'esclavage (1833), le libre commerce des grains (1846). Ses finances sont-elles en désordre, elle y remédie à l'aide des libertés intérieures, qui assurent les vivres à bon marché; et, au lieu de forcer les terres dont la nature comporte d'autres productions à fournir du grain, elle en demandera aux pays étrangers en proportion de l'accroissement de sa population. En même temps il semble qu'une fièvre de réparation religieuse ait envahi l'Angleterre : après l'éman-

cipation des catholiques, un nouveau mode d'action, l'agitation politique, s'y est propagé, et tous les partis y ont eu recours. Ce qui est artificiel ne se perpétue pas; et il faudra que tôt ou tard la véritable liberté germe sur le sol britannique, que l'aristocratie prenne fin ainsi que la religion de l'État, et que l'on réforme l'édifice gothique. S'il en est sorti tant de doctrines et tant d'exemples, combien ce pays ne devra-t-il pas en fournir lorsque auront cessé les inégalités qui ne profitent qu'à une minorité privilégiée?

En effet, toutes les grandeurs fondées sur l'oppression, lors même qu'elles font illusion par une apparence actuelle de progrès et par leur triomphe sur ces essais malheureux qui précèdent toujours le triomphe sacré du droit; toutes ces grandeurs, dis-je, sont destinées à s'évanouir. Il n'y a de durable que ce progrès qui se fonde sur la libéralité des principes, sur la dignité de la nature humaine, sur les nationalités que Dieu a rassemblées; et la tyrannie ne réussit qu'à décomposer.

L'Allemagne, dont les mouvements ont toujours dépendu de ceux de l'Europe, semble s'acheminer dans la même voie. L'union de l'État avec l'Église, établie, en apparence du moins, dans le saint-empire romain, avait conservé ce qui subsistait de commun chez les peuples européens : Dieu, la foi, la loi, le droit ecclésiastique, la langue latine; cette réciprocité d'action entre le Nord et le Midi, salutaire à tous deux, entretenait une vie active et vigoureuse. Lorsqu'elle eut cessé, le Nord, manquant du lien modérateur, tomba sous d'autres influences; le Midi, privé de cette inspiration énergique, tomba dans le marasme; les pontifes eux-mêmes se renfermèrent dans un système étroit et sans mouvement. Alors l'Allemagne se trouva en pleine dissolution; elle oublia son ancienne constitution et la grandeur de ce temps où elle marchait à la tête de la civilisation chrétienne. Morcelée entre de petits princes, sous la dépendance nominale d'une famille, alliée avec des étrangers, n'ayant ni le sentiment de la patrie ni l'idée d'un intérêt unique, elle languissait au milieu de l'Europe, qui associait au nom allemand les idées de lenteur et de grossièreté. De terribles revers l'ont régénérée et rajeunie au nom de patrie; elle a secoué les liens gothiques qui l'entravaient, en conservant toutefois les libertés traditionnelles du passé, qui sont toujours le meilleur fondement de l'avenir. Dans les pays même où elle n'a pas substitué de lois constitutives au despotisme paternel, elle a

montré longtemps ce calme qui sait attendre, et qui est le plus grand témoignage de la force, parce qu'il sait la ménager.

Les nationalités se réveillent aussi au delà de l'Elbe pour se réunir selon la langue, la race, la religion; et la Scandinavie a songé à renouveler l'Union de Calmar, qui pourrait opposer une digue à l'extension effrayante de la Russie. Partout on sent frémir et s'agiter ouvertement ou dans l'ombre l'unité germanique et l'affranchissement de la race slave, disséminée parmi les autres races : la Bohême mûrit de grandes espérances sous les progrès matériels; la Hongrie, dont l'organisation féodale s'est brisée dans la crise sanglante qu'elle a traversée en 1849, cicatrise ses plaies en ce moment; située aux limites du Levant, elle donne la main à la Grèce ressuscitée. Le sort de ce dernier État atteste à ceux qui souffrent que les revers n'anéantissent pas les causes nationales; l'expérience substitue au contraire aux élans individuels les efforts combinés, la direction commune, plus mesurée parce qu'elle est plus ferme et que son but est mieux déterminé. Alors on ne procède plus par bonds, on chemine; il n'y a plus de révolutions, mais des évolutions; plus d'idolâtrie de la force, mais le culte du droit; et les instincts de l'individualité et de la révolte font place aux facultés divines de la pensée, de la volonté, de la liberté.

Un fait plus général domine tous ces faits : c'est la prédominance de la race européenne, désormais incontestable. Elle fourmille dans les îles et les continents du cinquième monde, terre sans passé, dont personne ne peut prophétiser l'avenir. Dans l'Asie, elle est au Bengale comme en Sibérie; elle pêche les phoques du détroit de Behring et les perles de l'Inde; les Dardanelles et Pékin s'ouvrent devant elle. Elle tient en Afrique l'embouchure de tous les fleuves, et attend le moment de remonter jusqu'à leur source; après y avoir détruit la piraterie, elle essaye d'y abolir aussi l'esclavage, aussi ancien que le sol, afin que, cette cause d'implacables guerres entre les indigènes une fois supprimée, la barbarie puisse être refoulée de plus en plus, comme les lions et les hyènes. C'est à elle qu'appartient la civilisation de l'Amérique, qui, née d'hier, rivalise avec sa mère, et fera plus encore lorsque l'anarchie politique aura cessé dans les contrées méridionales, l'anarchie religieuse dans celles du nord. Aucun élément de grandeur ne manque au Brésil. Dans les anciennes colonies espagnoles, la perpétuelle instabilité de ces nouveaux États empêche de profiter des avantages

naturels ; mais l'agitation est, alors même qu'elle paraît funeste, un symptôme de vie. La race anglo-américaine occupe le territoire de l'Orégon, à raison d'un demi-degré de longitude par an : ainsi elle s'étendra bientôt de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Les montagnes Rocheuses, déjà franchies par les missionnaires, le seront bientôt par des colons, qui feront de ce pays une chaîne entre l'Europe et les Indes orientales.

En Afrique, les Gallas, nation douce et hospitalière dans la paix autant qu'implacable dans la guerre, s'avancent du midi pour envahir le nord, et semblent près de s'emparer de l'Abyssinie épuisée : leur progrès serait-il l'histoire future de l'Afrique ? En même temps l'Algérie s'étend du côté septentrional; l'exemple européen améliore les civilisations hybrides de l'Égypte et du Maroc; les comptoirs de la côte occidentale ont renoncé aux marchés de sang (1).

Ce Sahara dont le nom seul effrayait la pensée, ce désert aride peuplé de lions et de serpents, offre maintenant à des observateurs plus sérieux un archipel d'oasis, dont chacune est animée par des habitations entourées d'arbres à fruits, palmiers, figuiers, vignes, grenadiers, abricotiers et pêchers. Il suffit de creuser dans les bas-fonds pour y trouver de l'eau, de façon qu'au moyen du forage on pourrait changer l'aspect de ce désert. Les habitants de ces oasis sont industrieux, aiment extrêmement leur pays; ils ont de nombreux troupeaux, des champs et des jardins; les uns sont attachés au sol; les autres vivent en tribus nomades, et vont échanger les produits de leur sol avec ceux des populations éloignées. Voyageurs intrépides, ils aideront un jour à connaître l'intérieur de l'Afrique et ce Tombouctou qui pour nous est un but plein de périls, tandis que les marchands de Tunis ou d'Alger s'y rendent deux fois par an (2). L'Afrique ne verra pas sans doute, comme

(1) Les derniers voyageurs nous ont rapporté d'horribles témoignages de la barbarie de l'Afrique centrale. Monléon et Brue, qui ont visité le Dahômey en 1844, y ont trouvé le despotisme le plus brutal. Le roi Guésoh-Apoji sacrifie des hommes aux dieux et à ses propres passions. Il en fit égorger soixante-quatre devant sa porte en une seule nuit et d'autres encore dans des fêtes. De plus, il conserve avec soin une race de cannibales pour manger les chefs de ses ennemis, ainsi qu'une troupe de femmes aguerries et féroces. La castration des ennemis vaincus est en usage dans ce pays comme dans l'Abyssinie.

(2) Voy. *Recherches sur la géographie et le commerce de l'Algérie*

l'Amérique, périr toute sa race indigène, et l'esclavage même contribuera à la civiliser en éveillant chez elle la conscience morale.

Dans l'Océanie, où près de vingt-cinq millions d'hommes si différents s'agitent sur un espace de plus de six cent mille lieues carrées, le christianisme, les sciences, le commerce introduisent une vie nouvelle, à tel point que ses vicissitudes influent déjà sur celles de l'Europe. Cette immense étendue de côtes facilite partout nos approches, autant que la masse compacte de l'Afrique les rend difficiles; désormais les nations anciennes sont secouées par le contact des nouvelles et par l'activité que vont exercer au millieu d'elles le zèle du missionnaire, l'avidité du négociant, la spéculation du philosophe.

Les deux extrémités de l'Asie sont occupées par l'empire anglo-indien et par l'empire russo-sibérien, entre lesquels s'étend l'immense territoire central qui, depuis l'entière soumission des Éloutes, appartient en totalité à la Chine. Ainsi les deux pays assujettis ne communiquent que par les basses régions de la Bactriane à l'extrémité sud-ouest, par les plateaux du lac Aral et le rivage oriental de la mer Caspienne. Les convulsions de l'Asie centrale ont poussé jadis les peuples de ces contrées sur l'Europe, dont ils ont changé la face; mais aujourd'hui le péril n'existe plus. Il est vrai qu'elle n'a pas encore été amenée à l'unité d'existence sociale; mais elle commence à régler ses mouvements, les idées d'ordre et de travail ont pénétré dans quelques contrées; c'est une œuvre à laquelle ont contribué admirablement la Russie et la Chine. Au Thibet, plus de cent mille individus mâles vivent dans les couvents bouddhistes, dont la règle est très-douce; les autres prennent le genre d'existence des Cosaques russes; et comme le voisinage de deux empires puissants les empêche de se livrer au pillage, ils sont employés à en garder les frontières, à fournir des escortes aux caravanes, à combattre en éclaireurs dans les guerre. Les tribus ou bandes qui se sont maintenues indépendantes vivent en rivalité, et par suite restent faibles. Elles se trouvent d'ailleurs divisées en deux grandes portions par le désert de Cobi : celles du côté du midi, qui gardent la frontière de la Chine contre la Russie, ont abandonné leurs coutumes

méridionale, par E. CARETTE, *secrétaire de la commission scientifique;* Paris, 1845.

sauvages ; elles cherchent à obtenir des faveurs, des priviléges, et on les emploie à maintenir les communications commerciales entre les deux extrémités du céleste empire. C'est de lui que dépend nominalement la grande horde des Kirghises, établie à l'occident de la Dzoungarie, tandis que ceux de la petite et de la moyenne relèvent de la Russie, et sont décimés de temps à autre par les tempêtes de neige qui durent pendant trois jours entiers (1).

Le pays qui a pris tour à tour, des différents peuples qui s'y sont succédé en si grand nombre, les noms de Scythie, de Bactriane, de Sogdiane, Transoxiane, Touran, pays des grands Youe-Tchi, Mawarannahar, Kharism, Grande-Boukarie, Turkestan, est resserré entre l'empire russe, le Khorassan, l'Afghanistan, les dépendances occidentales de la Chine et les hordes des Kirghises. Les Turcs Usbeks, qui y dominent, n'obéissent plus à un seul chef; mais ils sont divisés, sous une foule de khanats très-inégaux en forces, Turcs pour la plupart. Le khanat de Khiva a causé plus d'une fois de graves embarras à l'empire russe. Le khanat de Boukhara, le plus important de tous, possède les meilleures campagnes, où croissent des mûriers et toute espèce de céréales en abondance ; mais le dixième à peine en est cultivé. La capitale, où se pressent pêle-mêle des Turcs, des Usbecks, des Persans, des Afghans, des Kalmouks, n'est plus la florissante métropole des Sassanides, mais c'est encore un des centres de l'instruction musulmane ; dix mille étudiants y consument leur jeunesse sur le Koran et sur ses commentateurs. Samarcande, l'ancienne résidence de Tamerlan, est vide d'habitants ; Balkh, sur l'Oxus, autrefois la demeure des rois bactriens et patrie de Zoroastre ; Balkh, qui servait d'anneau entre l'Orient et l'Occident, comme échelle pour le commerce de la moyenne Asie, compte à peine deux mille habitants, parce que les eaux, amenées par dix-huit aqueducs magnifiques, inondent la campagne et y croupissent en exhalant des vapeurs méphitiques. Le khan, maître absolu, comme tous les chefs turcs, fait tour à tour des guerres sans résultat et des traités de paix avec la Chine, ainsi qu'avec ses

(1) En 1827, un de ces ouragans de neige qu'on appelle là des *borans* chassa vers Saratov les troupeaux de la horde intérieure, entre l'Oural méridional et le Volga, et il périt 280,000 chevaux, 30,000 bêtes à cornes, 10,000 chameaux, et plus d'un million de moutons. HUMBOLDT.

voisins du Kaboul, de Khiva, de Kundouz. Mais les habitants, placés au milieu de tant de pays, se livrent à un commerce actif, trafiquant jusqu'avec l'Indostan par le Kachemyr. Le seul Kaboul est traversé tous les ans par plus de deux mille chameaux; d'autres, par Balkh, Kashgar, Yergend, se dirigent vers la Chine, d'où Boukhara seule tira, en 1832, neuf cent cinquante charges de thé (1). Des chargements considérables d'opium, expédiés de la Perse dans le céleste empire, passent aussi par cette ville. Le changement des routes suivies par le grand commerce, la religion de Bouddha et l'incertitude de l'agriculture ont diminué les populations dans cette contrée; d'un autre côté, le morcellement de la souveraineté a rendu impossibles ces efforts communs qui faisaient jadis trembler l'Europe; mais ces difficultés même y viennent en aide aux premiers pas de la civilisation.

Déjà les peuples occidentaux de l'Asie moyenne, guerriers sans frein naguère, prennent, à la manière des Cosaques, des habitudes sédentaires; ils laissent les escarmouches sans fin aux tribus nomades, errantes encore au milieu des populations qui se rassemblent dans les villes et se fixent sur le sol; bien que ces Afghans, ces Usbecks et ces Turkomans soient fort loin de la discipline européenne, ils ont renoncé aux habitudes désordonnées des hordes primitives. La Tartarie, d'où sortirent celles qui dévastèrent l'Asie et l'Europe, renferme maintenant plusieurs populations que le bouddhisme a rendues pacifiques. Des caravanes russes traversent les steppes des Kirghises, le Turkestan, Khiva, la Turkomanie; ailleurs pénètrent les ambassadeurs de cette nation, et avec eux des géomètres, des naturalistes. Tout enfin annonce que l'Asie est destinée à passer un jour sous la domination ou au moins sous le protectorat des Européens.

Une connaissance plus exacte du pays et des idées plus sages de liberté ont fait voir dans quelle erreur étaient les savants du siècle passé, lorsqu'ils proposaient le gouvernement chinois à l'admiration des hommes. Véritable type du gouvernement de famille, prodigue d'ordres et de promesses, il envahit le sanctuaire domestique, et enchaîne par des prescriptions arbitraires la spontanéité de la nature, en se proposant pour unique but de réprimer les révoltes, et de conserver un ordre puéril

(1) Burnes.

au moyen de l'immobilité. L'égalité de ce pays est celle du bambou; le remède au paupérisme est l'exposition des enfants en nombre aussi immense que celui des malheureux réduits à mourir de faim. Les peines y ont un caractère tout à fait matériel, à tel point qu'on peut s'en racheter pour de l'argent ou les faire subir à d'autres, même le dernier supplice. Les mandarins, séparés du peuple par la différence de langue, sont les agents d'une administration frivole et vexatoire, caractérisée par l'immobilité et par l'élégante barbarie, née d'un égoïsme peureux : une concurrence que ne limite aucune considération morale et concentrée sur certains points stimule l'activité, de manière à procurer aux arts une prospérité apparente. Mais le goût du mesquin stérilise le sens esthétique; un cérémonial inviolable est substitué à l'affection franche et cordiale : les traités de morale sont des textes sonores, rédigés par des lettrés panthéistes, absolus, pédants, dont la mémoire seule est cultivée avec soin, visant à l'effet et aux combinaisons et n'ayant jamais connu le peuple, qui, à son tour, ne sait pas les lire et ne les a peut-être jamais entendus parler à son âme ni à son imagination. En un mot, la civilisation, l'instruction, le gouvernement, tout est matériel; tout est dominé par la nécessité terrestre, à l'exclusion du principe spiritualiste, le seul qui puisse éclairer la route de cette loi religieuse, où le mystère réchauffe l'imagination, jusqu'à ce que la raison se réveille. En effet, la religion de Bouddha, toute grossière qu'elle est, a opéré beaucoup plus que n'avaient fait jamais tous les lettrés; elle a bien pu agir sur les individus; mais, dépouillée de ce mysticisme qui faisait sa force sur le Gange et qui ne saurait être compris sur le fleuve Jaune, où elle n'a conservé que les idoles et quelques cérémonies extérieures, une éthique si restreinte qu'elle lui enlève toute valeur sociale la rendra toujours incapable de se révéler à cette nation. Aussi n'arrive-t-elle qu'à engourdir, en le fatiguant, un peuple qui n'est initié à aucune espérance d'avenir et qui ne vit que dans la vénération du passé.

L'Europe, au contraire, marquée au front du mot *En avant!* a répandu, dans l'espace de trois siècles, sa population sur le monde entier sans s'appauvrir elle-même, tandis que les autres races, comme exclues de cette grande loi de progrès, déclinent en nombre et en puissance (1). En Amérique, même

(1) On a cherché dernièrement à expliquer physiologiquement le dépérisse-

dans les pays à esclaves, les nègres disparaissent, soit par la mort, soit par le mélange; et les tribus indigènes se retirent devant les *semeurs de grains*, qui avancent toujours. Désormais, quand on parle du monde entier, c'est d'Européens qu'il s'agit; nos intérêts déterminent les alliances ou les guerres de l'Inde; des ambassadeurs européens discutent les décisions de la cour de Perse, et dictent les firmans du Grand-Seigneur; des chambres européennes statuent sur la vie des nègres et sur la richesse de la race cuivrée.

Ainsi va s'accomplissant la grande œuvre de l'assimilation, ce but persévérant de la civilisation; et le tromphe du christianisme est l'attestation du progrès. Les conversions que l'islamisme faisait encore au siècle passé en Asie et dans la Malaisie sont aujourd'hui réservées aux seuls Européens; et il ne trouve de néophytes qu'au centre de l'Afrique et sur quelques points de l'Asie centrale. Sa mission est donc terminée désormais, et il reste émoussé comme les cimeterres qui étaient son apostolat. Le brahmanisme et le culte rationaliste de la Chine ont peine à resister à l'exemple européen et aux missionnaires, ces précurseurs pacifiques de la lumière. L'empire céleste vient d'abroger les lois qui prohibaient le culte chrétien; et rien ne s'oppose plus, maintenant que les barrières de cet empire sont abattues, à ce que nous rendions à l'extrême Asie la civilisation que nous en avons jadis reçue. Le bouleversement auquel cet empire est en proie favorisera peut-être son contact avec le monde occidental.

L'éducation du genre humain procède aussi par les tranquilles voies du commerce, lequel continue en Orient à vivre de cette vie qui lui est particulière, et il y reste stationnaire parce qu'il est errant. Le passage des grosses caravanes garantit à chaque pays qu'il recevra à une époque fixe telles et telles denrées; en conséquence personne ne s'inquiète d'aller les chercher, et attend leur arrivée comme on attend que le soleil mûrisse les fruits. Si les commerce européen réussit à reprendre la route qu'il suivait avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, les caravanes redeviendront importantes;

ment des races indigènes en affirmant que lorsqu'une femme de couleur a engendré d'un blanc elle n'est plus susceptible d'être fécondée par un individu d'une race inférieure, d'où il résulterait que le nombre des enfants de couleur diminue, et que les nuances se multiplient.

et les pèlerinages à la ville sainte, que les grands n'entreprennent aujourd'hui que par représentants, au détriment du commerce lui-même, aideront peut-être, en se renouvelant, à faire pénétrer dans l'Afrique intérieure une civilisation imparfaite, qui préparera le champ à une autre d'un ordre supérieur.

Certains pays excluent par peur tout commerçant étranger. De ce nombre était le Japon, où, depuis 1637, il était défendu aux habitants de voyager au dehors. Le seul port de Nangasaki restait ouvert à un nombre déterminé de navires de la Chine, de la Corée et de la Hollande, qui y étaient assujettis à une surveillance rigoureuse. Mais il vient de conclure avec les États-Unis un traité en vertu duquel ces derniers ont obtenu des nouveaux avantages et des facilités pour leur commerce. On dit que le commerce intérieur est favorisé au Japon avec le plus grand soin, et que tous les biens y abondent; mais nous admettons difficilement les louanges décernées aux États qui s'enveloppent de mystère.

Nous ne faisons le commerce avec les Chinois que par l'intermédiaire de courtiers indigènes (*hanistes*); mais ils vont trafiquer au dehors, surtout dans l'archipel indien, dans l'Inde transgangétique et dans la Papouasie; ils font seuls le commerce des royaumes de Siam et d'Annam.

Les Européens sont exclus aussi de l'Inde au delà du Gange, à l'exception de l'empire Birman et de quelques petits royaumes de la péninsule de Malacca. Mais quelles barrières pourront résister aux machines à vapeur, qui centuplent la puissance productrice et qui font le trajet de l'Europe dans l'Inde en six semaines, et à la Chine en deux mois? Lorsque le continent sera sillonné de chemins de fer, les pays éloignés du Levant deviendront nos voisins; lorsque les bateaux à vapeur se seront multipliés, la mer sera plus sûre que ne l'était la terre il n'y a pas encore longtemps. Aujourd'hui que les douanes sont supprimées ou modifiées, ainsi que les quarantaines, que la piraterie des Barbaresques est détruite, que les colonies sont affranchies, que la Grèce et l'Égypte ont recouvré quelque chose de leur ancienne activité, une grande révolution, comme celle du quinzième siècle, change la direction de ce véhicule d'idées non moins que de richesses, et fait perdre au Cap son importance pour la restituer aux routes sur lesquelles l'Italie a imprimé des traces mémorables. La Méditerranée devient un lac européen, où l'Italie et la Grèce s'allongent comme des sentinelles

avancées. Sont-elles destinées à voir arracher de leurs mains enchaînées un sceptre que la nature leur destina? Quelques années encore, et la grande révolution sera accomplie, et les nations qui n'auront pu ou su en profiter seront condamnées encore à une longue nullité.

En somme, tout tend à se joindre, à se réunir. L'inégalité a été longtemps considérée comme la base nécessaire de la société, au point de constituer des races libres et des races esclaves. La religion de l'art et de la beauté en Grèce, le culte du droit et des intérêts politiques à Rome s'accommodèrent à cet état de choses. Mais la religion de l'amour, qui s'étend sur le monde, lente comme la lumière et comme elle bienfaisante, ne souffrit pas qu'il en fût ainsi. Aujourd'hui les nations se font équilibre en fait de science, de civilisation, de puissance. La même musique émeut partout. Deux langues suffisent pour être entendu du monde entier; et la nation qui n'aurait pas d'échanges intellectuels à offrir aux autres serait considérée comme un anneau détaché de la grande chaîne. Il fut un temps où l'on restait attaché au sol, parce que c'était de la terre que dérivaient l'indépendance et la plénitude des droits : à l'heure qu'il est, partout où l'homme se trouve, son caractère lui suffit; la presse et les voyages mettent les idées à la portée de tous; les barrières que les nationalités jalouses avaient placées à chaque passage de fleuve sont reportées aux frontières, qui reculent de plus en plus; et le crédit se rit de celles que l'économiste et l'homme d'État prétendent élever.

L'unité est aujourd'hui la tendance de tous les grands États; Alexandre de Russie se flatta de fondre toutes les croyances en une seule; son successeur met en œuvre la persuasion et la violence pour fondre celles de son immense empire; la Prusse (1) voudrait rassembler à une seule cène les protestants et les réformés; mais peut-on espérer de l'unité dans des croyances qui ne sont elles-mêmes qu'un fractionnement? De plus, si cette réconciliation désirée doit avoir lieu, pourra-t-elle s'obtenir autrement qu'en arrivant à l'horizon lumineux de la doctrine et de la charité catholique?

(1) La constitution promise par Guillaume III a été octroyée en effet le 3 février 1847 par la convocation des états généraux; mais les bouleversements de 1848 sont venus compromettre, par une impulsion violente, ces premiers éléments de liberté.

Les unités politiques partielles n'atteindront aussi leur but qu'autant qu'elles se rattacheront à une unité générale. Plus de suprématie ni de monarchie universelle, symbole de siècles païens et qui serait en opposition avec cette voix qui retentit de l'étable de Bethléem et de la montagne des Oliviers. Espérons que les peuples, comme des drageons de la même vigne, se nourriront de la même séve, tout en portant chacun ses fruits particuliers, et que, mettant en commun leurs sentiments, leurs idées et leurs œuvres, ils subjugueront la nature de concert, et accroîtront le bonheur réservé à l'homme sur la terre.

Chez les peuples qui jouissent en partie de ces avantages et où les gouvernements n'altèrent pas les droits que revendique la raison, mais en règlent seulement le mode et l'exercice, chacun déploie son activité de manière que l'homme s'y sent homme, et non machine, et qu'il y est considéré non comme moyen, mais comme fin.

Chez les nations tardives ou rétrogrades que la force tient morcelées ou comprimées, ou dans un état de bien-être matériel qui répugne à la dignité; chez les nations où la tutelle de l'autorité n'est que le patronage d'un maître, l'amélioration un monopole et l'abaissement du caractère un système; où les erreurs de l'intelligence ne sont pas rectifiées, mais punies; où l'on inflige comme un bienfait à des gens désireux d'action le supplice de l'oisiveté, cette liberté est plus difficile à conquérir. Là les hommes, privés de la confiance dont le génie a besoin, usent leur vie à des occupations oiseuses ou à gémir comme des femmes; ils acceptent tardivement le bien et le mal; traduisent la résignation en paresse, le dissentiment en luttes de partis, prompts à se calomnier et à traduire en querelles intestines leur haine de l'oppression. Là l'enthousiasme se borne à porter aux nues des danseurs et des cantatrices; on est satisfait d'une corruption dont on profite, d'une dégradation à laquelle on a contribué en adorant le veau d'or; on préfère les oignons d'Égypte aux racines du désert; l'engourdissement s'appelle ordre, et la jouissance insouciante du riche passe pour de la liberté.

Malheureux les peuples qui plaisantent de leurs chaînes et ne savent pas opposer le droit à l'oppression, mais protestent seulement par une raillerie frivole ou par une soumission hargneuse! L'avenir n'est pas pour eux. Les hommes corrompus sont destinés à la tyrannie, comme les cadavres aux corbeaux.

L'histoire ne pourra raconter que leurs humiliations, qui augmenteront à tel point que les oppresseurs ne daigneront pas même les tyranniser; il leur suffira de les mépriser. Les gens de bien, injuriés ou négligés parce qu'ils sont pacifiques, austères, convaincus, ne se résignent pas au joug du despotisme, tout en ne méprisant pas les pouvoirs tutélaires; mais en se soumettant à l'ostracisme ils en appellent à ceux qui sentent, pensent et jugent; se repliant sur eux-mêmes comme le fort qui reste sans appui, ils savent combien il faut d'efforts, de vertu, d'héroïsme pour créer et perpétuer un peuple; combien il est difficile de conserver le désintéressement au milieu des calculs matériels, l'amour du travail au milieu de la passion des jouissances, la vie du cœur, de l'intelligence, de l'imagination au milieu de la préoccupation absolue des affaires et des plaisirs. Se rappelant que les grandes choses ne se font pas à la hâte, ils modèrent l'impatience fébrile qui aspire au mieux. Dans la lutte des principes absolus avec des faits inévitables, ils cherchent à fortifier le sentiment moral et celui de la dignité personnelle, ce sentiment qui porte à connaître, à revendiquer son droit et à s'élever vers la cause suprême. Enfin, s'armant dans leurs souffrances d'amour et de foi, régénérant la fraternité dans la douleur, ils restent convaincus que le soleil dore le nuage même qui intercepte ses rayons, et leur esprit cherche à venir en aide à l'esprit du Seigneur.

La jeunesse, qui comprend peu le courage de chaque jour contre une souffrance continue et monotone, qui ne ressent qu'un besoin inquiet d'émotions et d'élan, se laisse entraîner à tout ce qui la séduit par un aspect de générosité, de sacrifice, de résistance. Elle se laisse émouvoir par des poésies frénétiques, par des mots sonores, et elle ne se résout à rien; mais elle confond trop aisément les nobles inspirations de l'espérance avec cette ambition vulgaire qui veut conduire la patrie au bien avant que l'on y soit parvenu soi-même; avec cette ambition perverse qui, n'ayant que l'audace de la lâcheté, s'adresse aux passions basses, à la violence; qui résulte uniquement du manque de force véritable et qui se traduit en conjurations, en diatribes ou en duels, en corps francs, en désordres décourageants pour les défenseurs sérieux de la liberté; en outrages contre ceux qui ont le courage de se montrer libres, raisonnables, constants non-seulement contre les supplices de l'ennemi, mais contre l'injustice de leurs propres amis, contre les rugisse-

ments des partis chaque fois que la popularité est en contradiction avec le bien; qui ont le courage de se réfugier dans la dernière protestation de l'honnête homme, celle du silence.

Aujourd'hui que l'histoire n'est pas un exercice littéraire, mais une science sociale, elle peut devancer l'expérience, et prévenir l'amertume des déceptions soudaines. Elle peut, en montrant le passé comme le germe du présent et la base de l'avenir, nous rendre moins infatués par les idées et plus indulgents pour les faits, ou guérir la pusillanimité de ceux qui se récrient et se lamentent. Combien de leçons dans cet amas de faits journaliers, accomplis par la force, justifiés par la science, légitimés par le succès! que n'avait-on pas espéré du triomphe de la philosophie philanthropique, et elle a prodigué les supplices, la mitraille, les noyades; on a beaucoup espéré dans les restrictions et les entraves imposés au pouvoir, mais il a au contraire augmenté les divisions et envenimé la discorde; le gouvernement absolu lui-même n'a pas su assurer cette paix qu'il offre en compensation de souffrances avilissantes. On a cru à la république, et nous avons vu les Suisses et les Américains s'égorger entre eux. On a espéré dans les constitutions, et l'on a essayé de toutes, avec la certitude que celle pour laquelle de nobles vies avaient été sacrifiées en juillet et des réputations sans taches foulées aux pieds déplairait en septembre. On a espéré dans les gouvernements libres, et il s'est trouvé que la corruption y engendrait des maux qui ne le cèdent en rien à ceux qui naissent de la terreur dans les gouvernements despotiques; on a vu proclamer, au nom de la représentation nationale et de la république elle-même, le pouvoir absolu de l'État et des assemblées sur la direction religieuse, intellectuelle, industrielle, sur les écoles, les journaux, les théâtres, la famille. On a voulu placer la souveraineté dans la majorité; mais il s'est trouvé que celle-ci est un fait purement matériel, variable, et qui aboutit en dernier lieu au droit du plus fort.

On considéra comme une conquête l'abolition des franchises locales; mais elle a tourné au profit de l'absolutisme, et non à l'avantage du plus grand nombre. L'amour de l'unité nationale a amené l'inaction individuelle, et l'amour de la liberté s'est noyé dans une liberté générale indéterminée, qui donne beaucoup à penser à qui sait penser, à quiconque croit que la perte des droits civils n'est pas compensée par la jouissance des droits politiques. Quelques-uns voulurent reconstruire cette liberté

qui existait partout en Europe avant le despotisme administratif; mais elle s'est trouvée étouffée par la bureaucratie. On trouva honteux de voir le pouvoir séculier dépendre de l'autorité ecclésiastique, et partout les princes voulurent que le clergé fût mis sur le pied d'égalité avec les employés de l'État, que ses affaires fussent soumises à la discipline ministérielle et que le droit ecclésiastique devînt partie intégrante du droit civil; mais cet assujettissement de l'Église à l'État a blessé les consciences, les intérêts, les confessions, les partis politiques, et détruit d'autres garanties de liberté. On comptait sur l'éducation populaire, et les crimes se sont accrus avec ses progrès, comme pour attester combien la distance est grande de l'instruction à l'éducation (1); car l'instruction n'est qu'un instrument, bon seulement quand l'éducation est bonne, s'il n'est pas un privilége pour des professeurs, qui y voient un métier, et non une vocation. On a espéré dans l'émancipation des femmes; mais on a reconnu combien il y avait d'imprudence à toucher au foyer domestique, et il a été facile de reconnaître que le meilleur moyen de les élever est de les rattacher au sentiment de la maternité, c'est-à-dire à la vertu. On a espéré dans l'affranchissement des biens et dans l'abolition des maîtrises; mais si le système des fermages a beaucoup amélioré l'agriculture, si l'émancipation de l'industrie l'a rendue plus active, l'individu s'est trouvé pauvre et isolé, faible par conséquent, et soumis non plus à des pouvoirs tutélaires, mais à l'action de la police, et livré aux instigations des agitateurs.

L'indifférence religieuse des gouvernements semblait du moins devenir une garantie de paix, et voilà que l'Amérique du Nord est venue détruire cette espérance. L'intelligence, sollicitée de tous côtés à la révolte, n'ayant pour se défendre qu'une foi

(1) La France et l'Angleterre sont les pays où il y a le plus d'instruction; cependant le nombre des criminels y a augmenté, surtout en Angleterre. En France, les écoles ont plus que doublé à partir de 1833, et le nombre des délinquants, presque stationnaire depuis 1818 jusqu'à cette époque, a augmenté ensuite extraordinairement. En 1834, il y eut 6,932 accusés; en 1840, le chiffre s'élevait à 8,226. De 1831 à 1835, il y avait eu annuellement 12,000 prévenus de simples vols; on en a compté 17,000 de 1838 à 1840. En Angleterre, les crimes ont augmenté en sept ans de 50 pour cent; et ce pays, qui possède plus d'écoles que l'Irlande, fournit aussi plus de crimes. Dans la Belgique, où l'enseignement est libre, les délits ont diminué, de 1841 à 1844, de 23 pour cent; en 1841, on trouve un accusé sur 9,925 habitants, tandis que la France en donnait un par 4,374 individus.

sans amour, une prière sans union, une piété sans prestiges, finit par s'abandonner à la passion et par trouver des prétextes pour justifier les égarements du cœur et de l'imagination. Le stoïcisme du moi, l'orgueil de la raison souveraine ne sont pas compris du peuple; les philosophes s'efforcent en vain d'atténuer le doute universel, qui ne voit dans le passé qu'ignorance et illusion, que néant dans l'avenir. Jamais on n'a vu, au milieu d'une si grande paix, tant de conflits entre les idées, entre la raison et les instincts. Dans un double besoin de mouvement et d'ordre, de méthodes et de liberté, on a proclamé le sacrifice et sanctifié les passions; et, au milieu d'applications incertaines, on a annoncé de temps à autre une restauration qui est encore à venir.

Est-il impossible de résoudre scientifiquement ou pratiquement le problème politique et le problème social? L'homme est-il réduit à espérer sans cesse, ce qui équivant à désespérer.

Le dix-septième siècle avait étudié les devoirs, le dix-huitième étudia les droits, et proclama l'égalité civile, la liberté politique, la tolérance religieuse. Le dix-neuvième siècle s'est trop attaché aux intérêts. Il n'est pas besoin d'une grande générosité pour s'indigner de voir ainsi tout esprit public étouffé sous des calculs égoïstes; les opinions flotter continuellement; le triomphe de l'à peu près et du passable; cette ambition de popularité qui n'a rien de plus noble que celle des titres et des décorations; ces désirs sans nom; ces agitations sans but; cette vanité qui s'est introduite dans les mœurs quand l'égalité a été installée dans la loi; la tyrannie de l'opinion qui juge tout et n'examine rien, qui adore et foule aux pieds tour à tour, exige beaucoup de ses idoles, qu'elle brise; sépare souvent ce qu'elle aime de ce qu'elle estime, et se laisse maîtriser par des bavardages d'un jour, par des feuilles qu'emporte le vent.

Il y en a qui, en montrant ce manque d'équilibre entre les désirs et les moyens, entre le savoir et le pouvoir; cette inféodation de l'industrie au seul avantage des gros capitalistes; ce goût des connaissances superficielles; cette prédominance des jugements sans élévation, des estimes sans profondeur; cet engourdissement plein d'amour-propre; cette mobilité passagère, substituée à l'activité réelle; cette liberté proclamée si haut, qui a besoin de violenter les consciences; cet héroïsme qui épanche en folles déclamations la peur que lui inspirent des fantômes; il y en a, disons-nous, qui nient que nous soyons en

progrès. Cependant non-seulement l'homme s'élève avec les ballons dans les airs, plonge avec la sonde dans les profondeurs du sol ; et, considérant le télégraphe comme un instrument déjà trop vieux, il s'est assujetti l'électricité, qui naguère ne faisait qu'effrayer par les effets de la foudre, et il lui fait maintenant marquer les heures et porter ses messages à des centaines de lieues en une seconde. De plus, les communications multipliées, la presse, la vapeur rapprochent les personnes comme les pensées ; l'accroissement du nombre des propriétaires fait que les jouissances sont plus généralement réparties ; les salaires sont plus élevés, les constructions plus saines et plus commodes, l'éclairage est plus étendu ; les assurances adoucissent la rigueur des revers inattendus ; des soins intelligents, des précautions bien entendues ajoutent à la longueur moyenne de la vie et en diminuent les souffrances. Si les besoins des gouvernements se sont augmentés sous le rapport administratif, militaire et financier, il en est résulté pour eux plus de force pour le maintien de l'ordre et la protection de tous. Ces besoins ont accru l'importance des classes productrices, et celles-ci veulent la tranquillité, dussent-elles y sacrifier même la liberté.

Ainsi les guerres deviendront de plus en plus rares par l'établissement des chemins de fer, par les dépenses croissantes des États, par les dettes accumulées, par la crainte de conflagrations intérieures. Elles se feront moins pour le caprice des rois, mais seulement pour l'émancipation et le bonheur des peuples. Que si le système de la paix armée ruine les finances, il ne ruine pas le peuple ; car les impôts d'un gouvernement régulier, quelques lourds qu'ils soient, n'équivalent pas à beaucoup près aux maux qu'une guerre entraîne avec elle.

Désormais la féodalité est bannie de presque toute l'Europe. L'égalité des citoyens, déjà écrite dans tous les codes des nations civilisées, finira par être autre chose qu'un mot. On n'y est pas arrivé à l'aide de l'ancienne politique de Tarquin à Gabies, en abattant les pavots les plus élevés, mais en élevant les classes inférieures. Aussi voyons-nous celles qui étaient marquées d'un signe d'infamie, les Bohémiens, les Juifs moins refoulés qu'autrefois ; et l'esclavage disparaît dans les pays même où il eut de tout temps son trône (1). La révolution qui concentre les

(1) Le bey de Tunis a aboli l'esclavage dans ses États en janvier 1846. Maroc avait adopté la même mesure antérieurement. Le marché public des esclaves a été aboli récemment (1854) dans la Turquie.

pouvoirs dans les mains de l'administration se trouvant faite presque partout, celle qui les restituera à qui ils appartiennent de droit se prépare peu à peu; et maintenant que les chaînes de l'esclavage sont brisées, on travaille à alléger au moins la plus terrible de toutes, celle de la misère. Les discussions engagées généralement sur l'économie politique le prouvent.

Comment nier le progrès? C'en est un remarquable que nous attribuions le mérite du bien-être actuel à l'abolition de ces mesures à l'aide desquelles nos pères se flattaient d'y arriver.

Il n'y a pas moins progrès dans l'ordre des esprits. La violence, qui est un moyen de tyrannie, fait place à la pondération impartiale des forces et des moyens, à des dispositions dans l'intérêt du plus grand nombre, à l'association des forces, à des écrits (du moins dans les pays qui sont déjà avancés) où l'on attaque les passions, et non les hommes, où l'on soutient le droit sans blesser les convenances, où l'on parle de justice aux forts, de paix aux opprimés.

Tout désormais devient populaire, la littérature au point de sacrifier l'art, la science en multipliant ses adeptes et en appliquant ses conquêtes, les gouvernements en égalisant le droit et en livrant tout à la publicité, les jugements en étant déférés au jury, les armées en devenant nationales. Toutes les améliorations se réalisent en faveur du peuple : c'est pour lui que sont les machines, les chemins de fer, la poste à bas prix (1), l'abolition des douanes, la libre circulation des grains; c'est pour lui que sont les écoles, pour lui l'étude continuelle de cette énigme sociale que devaient résoudre les Œdipes bourgeois sous peine d'être dévorés par le sphynx plébéien.

Au lieu d'âmes énergiques, nous avons des mœurs plus douces, une vie plus grave et plus solennelle, et tandis que, dans le siècle passé, les vieillards eux-mêmes adoptaient le langage et les habitudes de la jeunesse, les jeunes gens montrent aujourd'hui le jugement des vieillards. L'amour du repos provient de l'absence d'une prospérité extraordinaire et d'une misère excessive. L'ambition est générale, mais il y en a peu de vastes; et en même temps que chaque individu fait de petites choses, l'État en fait d'immenses. Il n'y pas de hautes vertus, mais les violences sont rares; l'existence n'est pas très-brillante, mais

(1) En 1845, il a circulé en Anglererre 261 millions de lettres. Le trésor y perd encore environ 34 millions sur ce qu'il en tirait avant la réforme du tarif.

elle est commode et simple; la politesse des manières a diminué, mais en même temps la brutalité des goûts; il y a moins de perfection dans les œuvres, mais plus de fécondité.

La morale, qui a le même centre que le droit, bien qu'elle n'ait pas la même circonférence, ne tient pas compte des distinctions, et le roi est jugé à la mesure du dernier de ses sujets : il en résulte que la politique ne pourra être que la morale appliquée à la société. La loi n'est plus un acte de puissance, mais de raison; et, même dans les États absolus, des règles fondamentales règlent l'action du pouvoir suprême; là où il n'y a pas de garanties dans le gouvernement, il y en a dans l'administration. Les droits des nations sont déclarés imprescriptibles (1), et tout pouvoir qui réprime arbitrairement ce qui est nécessaire au bien et à l'extension des facultés humaines ne tardera pas à être regardé comme immoral. En effet, connaître, aimer, agir, c'est tout l'homme. Les gouvernements qui veulent le réduire à une seule de ces facultés commettent une grave erreur. La perfection consiste à développer l'homme par la science et par la vertu non pour une satisfaction individuelle seulement, mais au profit de tous. Un peuple ne se compose pas d'une collection d'individus, mais d'une communauté d'action, de pensée, de but. En conséquence le pouvoir est nécessaire parmi les hommes réunis en société pour assurer à chacun la tranquillité, pour réprimer les désordres et seconder les entreprises utiles. Il faut qu'il soit fort, pour n'être pas obligé de devenir cruel; il doit être habile, pour faire respecter les lois, en portant le moins d'atteinte possible à l'indépendance; il faut qu'il soit moral, pour qu'il sache répandre dans les cœurs l'abnégation et l'amour du prochain, et qu'il ne se repose pas uniquement sur les espions, les soldats et les cachots.

Quand il ne reste aux gouvernements à courte vue, qui se défient d'eux-mêmes et de leurs sujets, que le choix des erreurs, les autres cherchent un appui sincère dans les gouver-

(1) Grégoire XVI écrivait ce qui suit : « Un conquérant injuste avec toute sa puissance ne peut jamais dépouiller de ses droits la nation injustement conquise. Il pourra la rendre esclave par la force, renverser ses tribunaux, tuer ses représentants; mais il ne pourra jamais, sans son consentement exprès ou tacite, la priver de ses droits originels à ces magistratures, à ces tribunaux, c'est-à-dire à cette forme qui la constituait souveraine. » *Triomphe du saint-siége*, page 37.

nés, afin de fortifier l'État par d'utiles réformes et de détruire les abus sans blesser les habitudes. L'intention privée d'arriver au bien donne autant de force aux gouvernements qu'ils en perdent en prenant ombrage de toute pensée, de tout conseil, de toute innovation. En effet, les peuples ne se laissent plus guider que par l'équité et par la justice politique et religieuse. C'est l'unique moyen d'éducation à employer avec la démocratie, qui grandit sans cesse; et quand sa révolution est annoncée de toutes parts, il y aurait un tort grave à se laisser surprendre par elle sans y être préparé. Or, il ne faut ni l'envisager avec cette colère jalouse qui irrite et qui la réduirait à développer ses sauvages instincts, ni laisser, en éludant la difficulté, à des mains téméraires l'occasion d'appliquer à la société des remèdes terribles (1), de même qu'il ne faut pas placer de digues en travers d'un fleuve prêt à déborder, mais lui creuser un lit où il puisse s'écouler librement.

En voyant combien toutes les époques se sont abusées et combien les hommes s'abusent avec elles, on a appris la tolérance. Les gens qui réfléchissent, en perdant une illusion chaque fois qu'ils se sont trompés, une admiration chaque fois qu'ils se sont trouvés déçus, finissent par se convaincre de la vanité de ces panacées politiques qu'on leur vantait et par comprendre que les améliorations ne consistent pas à substituer un gouvernement à un autre, attendu que la république n'est pas plus la liberté que la monarchie n'est l'ordre, et qu'on peut souffrir de la tyrannie avec d'excellentes institutions, comme on peut jouir de la liberté dans les pays même où elles sont imparfaites. Ils en ont conclu que le bien-être consiste dans d'autres idées que les idées politiques; que l'homme est quelque chose de plus que citoyen, et que les diverses formes de gouvernement se ressemblent, qu'on les appelle république ou despotisme : la seule différence consiste dans la religion, dans les mœurs privées, dans la famille, dans la législation civile et criminelle, dans l'administration, toutes choses qui peuvent se perfectionner, quelle que soit la forme du gouvernement.

Si la révolution du commencement de ce siècle, visant à des intérêts matériels, ne put arriver qu'à des conquêtes matérielles, le monde, après tant de démolitions, aspire à la reconstruction. Les esprits éclairés ont reconnu la nécessité de cette association

(1) *Qui nova remedia accipere nolit nova mala aspectet.* BACON.

à laquelle on fait la guerre depuis un siècle, association qui n'annihile pas l'individualité de l'homme moderne, mais qui la fortifie ; qui ne détruit pas la sainte existence du foyer, mais qui l'étend ; qui ne s'insurge pas contre le passé, mais qui en recueille les traditions, accepte ce qu'elles ont de vrai.

Les discussions religieuses en France, en Suisse, en Allemagne, les persécutions en Prusse, en Suisse, en Russie, les mouvements de l'Irlande et des États-Unis ont manifesté combien les peuples tiennent encore à la religion, combien ils y portent même d'attention et d'intérêt, tandis qu'ils finissent par se montrer tièdes pour les innovations politiques. Nous sommes pourtant les fils de ceux qui ont entendu la voix de Voltaire et admiré l'*Encyclopédie;* nous avons fait notre éducation sur des auteurs qui combattaient moins l'Église qu'ils ne la méprisaient, la considérant comme une maladie sociale dont la guérison paraissait prochaine, comme une intrusion d'un pouvoir nouveau, qui prétendait soustraire les consciences à l'autorité du glaive.

Mais si l'impiété et la dérision ont réussi auprès des heureux du jour auxquels s'adressait la littérature, aujourd'hui qu'elle s'adresse aux petits et à ceux qui souffrent, la soif de l'invisible grandit chez elle avec le sentiment religieux, le seul que le peuple comprenne parfaitement. Or, c'est le peuple qui agite aujourd'hui dans le monde entier la question religieuse ; c'est à de telles convictions qu'il demande sa force de régénération et d'avenir. En Angleterre, il réclame pour les dissidents la restitution des droits civils ; en Allemagne, la cessation de la tutelle despotique, conséquence naturelle du protestantisme (1) ; sur le rivage africain, il relève la croix en face du croissant ; en France, il revendique pour les pères la liberté de donner à leurs enfants mieux qu'un enseignement mou et indécis, qui ne produit que des idées vagues et des sentiments sans énergie. Or, cette association de la religion avec la liberté demeurera un des faits les plus significatifs de l'âge présent.

L'absence de toute foi dans l'avenir se révèle par le défaut de calme chez les écrivains ; car le calme dans la discussion ne provient que de la certitude du succès. Mais la littérature, qui dans des mains abjectes est devenue industrielle ou futile dans celles

(1) M. Eichhorn, ministre de l'instruction publique en Prusse, déclarait que « au roi seul appartient le droit et le pouvoir de régler la conscience des sujets ; et ceux-ci, en obéissant à ses ordres, n'encourent aucune responsabilité, laquelle ne peut tomber que sur le législateur. »

des pédants, vise à l'effet plutôt qu'au but, ne cherche que le bruit du moment et s'isole du peuple, tandis qu'avec les hommes sérieux elle se propose de tracer des règles aux devoirs, de donner satisfaction aux droits, d'éclairer les doutes. N'y a-t-il pas lieu d'attendre beaucoup d'elle aujourd'hui que l'étude de l'homme et de la société s'est approfondie, que les littératures étrangères et celles de l'Orient mieux connues nous ouvrent un horizon qui va sans cesse s'agrandissant, aujourd'hui que les écrivains et les savants s'élèvent jusqu'aux postes les plus élevés non-seulement en France et en Angleterre, mais dans les royaumes absolus, et que dans les pays même où la pensée n'excite que le soupçon on en avoue l'importance en la persécutant soit ouvertement, soit par mille moyens détournés.

L'érudition ne doit pas être un flambeau attaché à la poupe du navire pour n'éclairer que les flots restés en arrière. Les sciences, sorties de l'époque des essais hasardeux et de l'empirisme, tendent à perfectionner les théories et à les appliquer; c'est-à-dire qu'elles associent le raisonnement et la sympathie, la poésie et la doctrine, jusqu'au moment où une grande pensée viendra coordonner leurs travaux partiels. Jamais les discussions si agitées de la philosophie n'arriveront à une solution avec l'esprit négatif. C'est un futile exercice lorsqu'on le réduit à l'acquisition d'idées et de connaissances; mais on s'élève à l'universalité, soit qu'on l'appelle sens commun, ou spontanéité de la raison, ou idée innée, ou formes universelles; on juge ses méthodes par les résultats, et on lui assigne pour but suprême de rétablir dans l'homme l'image divine. C'est ce qui fait que les questions du langage ont pris tant d'importance; car il n'y pas un problème de la nature et de la civilisation dont les solutions n'aient été déposées dans ces archives de la sagesse commune, dans cette synthèse de l'humanité. Mais ceux qui vont à la recherche d'une nouvelle religion ne doivent pas se flatter de la voir engendrée par la philosophie.

Le siècle, à qui les loisirs manquent de plus en plus, n'accorde d'attention aux livres qu'autant qu'ils lui apportent un enseignement et des conseils. Loin de croire que le mépris du passé soit une condition de progrès, il cherche de ce côté les voies de l'avenir. On aime la lumière qui procure à la fois une vision pure et se transforme en flammes de charité.

L'histoire, qui, dans les lentes vicissitudes d'une civilisation normale et progressive, nous a fait voir l'extension croissante de

la liberté, cette étoile polaire qui peut être couverte de nuages et éclipsée, mais qui ne se couche jamais, nous a cependant prémunis contre les novateurs, qui, dans leur empirisme aveugle, s'abandonnent à leurs entraînements, et acceptent les événements sans les juger comme sans en connaître la portée. Tant de changements qui se sont opérés ont habitué à raisonner, à distinguer le bien du possible, à élever la volonté jusqu'au sacrifice, à ne pas reconnaître de vertu sans efforts, pas de religion sans abnégation.

L'histoire nous a appris que les innovations qui bouleversent les idées, les habitudes, les mœurs, les opinions n'aboutissent à rien; que les systèmes absolus et exclusifs ne durent pas; que tous ceux qui, depuis le christianisme, ont fait des révolutions ou des systèmes ont cru avoir atteint la perfection; qu'ils se sont trouvés détrompés le lendemain, et que la génération suivante a honni ceux qui s'étaient généreusement appliqués à lui préparer un meilleur sort; qu'on ne voit venir à maturité que ce qui a été ménagé peu à peu et converti en désir général; que les plus belles spéculations, lorsqu'elles sont inapplicables, n'amènent que ce désespoir qui dégoûte même des réformes indispensables. Nous n'en sommes pas là. Nous vénérons les principes qui devancent les faits, et plus encore les habitudes. En rendant grâces à nos pères, qui ont brisé tant de barrières, nous croyons qu'il y aurait une lâche insouciance à penser qu'ils ont fait tout le chemin quand ils n'ont fait que nous donner la possibilité de le parcourir. Heureux qui sait associer la conservation qui entretient la vie avec le progrès qui l'active; qui sait que l'avantage d'améliorer est suivi du danger d'innover; qui voit que c'est un fait général de viser à l'intérêt, mais sans pour cela ériger ce fait en doctrine, et qui étudie le grand problème de faire préférer l'intérêt commun à l'intérêt individuel!

Vérité, liberté, progrès, voilà ce qu'il désire. Mais il a compris qu'on ne saurait puiser la vérité à une source unique; que la liberté consiste à pouvoir perfectionner, avec le plein usage de ses facultés actives, son existence propre et celle de tous les autres; que ce qui constitue le progrès c'est de tendre sans cesse à l'égalité, à la charité mutuelle, au respect de tous, à cette fraternité qui doit réunir l'humanité dans un seul bercail.

Quand on est porté sur un navire agité par les dernières rafales de la tempête, il semble que les astres s'élèvent et s'abaissent; on sait pourtant qu'ils restent immobiles, et que la bous-

sole qu'on voit vaciller se dirige constamment vers le pôle. Ainsi l'honnête homme, dont les idées ont été mises à l'épreuve de la contradiction, renonce à la gloire si elle est au prix du despotisme, comme au repos s'il est sans dignité; il a étudié les œuvres des hommes illustres avec une reconnaissance qui ne l'a pas rendu adulateur et avec une sincérité qui ne le rend pas ingrat. Fort de cette constance qui est la protestation la plus énergique contre le matérialisme, il ne tombe pas, du haut d'orgueilleuses illusions, dans un désespoir crédule; mais il sait que les grandes choses s'accomplissent lentement, que l'avenir se fonde sur les habitudes et sur les sentiments de l'époque; il ne veut pas séparer le bien du beau et du vrai, ni l'effet de sa cause. Il voit ce qui est mal sans répandre l'injure. Il ne se laisse pas décourager par les inconvénients qui accompagnent les biens les plus désirés, persuadé que ce qui fera la force et l'honneur d'un temps commence par en faire le malheur. Il se propose, dans ses écrits, de réveiller le sentiment de la dignité humaine et de la sainteté de la vie sociale; enfin il se fait le héraut de la fraternité, de la foi et de cette association universelle qui est faite pour engendrer l'élévation de la pensée, des caractères, des mœurs; et, dans l'accord du droit et du devoir, il prépare les nations au jubilé de la paix, à la pâque de l'avenir.

FIN DU XIXe ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE DIX-NEUVIÈME VOLUME.

FIN DE LA TABLE DU DIX-NEUVIÈME VOLUME.

